1. PRÉSENTATION

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Des entreprises de petite taille assurent principalement la fabrication de constructions métalliques, de menuiseries et fermetures métalliques. Plus de 95 % des entreprises ont moins de 250 personnes et trois seulement emploient plus de 500 salariés ; elles sont relativement concentrées.

En 1999, 400 entreprises de 20 salariés et plus de la « fabrication de constructions et menuiseries métalliques » génèrent un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs. Les ossatures de bâtiment représentent la plus grosse part de fabrication de ce secteur avec un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs, en hausse par rapport à 1998. L'acier est très utilisé dans le domaine industriel (les trois quarts des bâtiments ont des ossatures et des bardages métalliques) ; il l'est peu dans la construction de logements individuels où les architectes privilégient le béton pour sa résistance au feu. Les échanges restent faibles à l'exportation et sont principalement assurés par les quatre premières entreprises du secteur.

Les fermetures métalliques comprennent une centaine d'entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs hors pose. L'acier domine dans cette branche où il représente 74 % des consommations de métaux. Il est concurrencé par les autres matériaux, tels le bois, mais surtout le plastique, de plus en plus utilisé dans les fermetures de bâtiment.

Après des années difficiles, la reprise de la construction favorise ce secteur en 1999. Les exportations (moins de 8 % du chiffre d'affaires hors taxes) sont majoritairement destinées aux pays de l'Union européenne.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2, 28.3)

Deux populations bien distinctes d'entreprises sont présentes dans la chaudronnerie :

—- de grandes entreprises de dimension internationale, largement exportatrices, interviennent dans les pétroles, la chimie ou le nucléaire civil ;

—- de nombreuses petites entreprises, dont les deux tiers comptent moins de 50 salariés, effectuent surtout des travaux de sous-traitance, de maintenance ou d'installation sur sites industriels.

Les entreprises de ce secteur, travaillant souvent en partenariat, ont un niveau d'activité sensible à l'effort d'investissement des autres secteurs de l'industrie.

Sur le marché national, les carnets de commandes conservent un niveau satisfaisant avec toutefois des disparités. La concurrence des pays de l'Est et du Sud-Est asiatique entrave les débouchés extérieurs. Secteur de main-d'œuvre, la chaudronnerie souffre d'un déficit en personnel qualifié.

Les dix premières entreprises du secteur représentent près de la moitié des exportations et le quart des ventes.

La chaudronnerie est très présente dans les régions à forte tradition industrielle (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes) mais également en Lorraine et en Haute-Normandie ; elle se développe dans les Pays de la Loire et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En France, un très petit nombre de sociétés de taille importante, assure la fabrication de chaudières à usage domestique distincte de la chaudronnerie.

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

La production d'équipements mécaniques est soumise à des variations cycliques : son rythme d'activité dépend étroitement du niveau général d'investissement, mais aussi de la mise en œuvre technologique des produits.

En 1999, la croissance de la production est régulière. Les exportations restent quasiment stables par rapport à l'année précédente. Le taux de couverture des échanges commerciaux avoisine 110 %, mais les échanges restent déficitaires avec les partenaires de la Communauté européenne. Près de 40 % des exportations sont réalisées à l'extérieur du marché de l'Union européenne, notamment par des grands contrats dans les pays émergents.

Dans ce secteur, l'implantation étrangère est très forte. Les États-Unis sont le premier pays investisseur en France, devant l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord. Malgré la présence de filiales d'opérateurs mondiaux, des groupes français indépendants sont leaders, en particulier sur des produits de la robinetterie industrielle et des équipements de raccordement.

Les composants industriels issus de ce secteur sont généralement des sous-ensembles destinés à être intégrés dans des systèmes plus complexes. Ils se retrouvent dans des procédés de transformation industrielle et dans les infrastructures de réseaux (eau, énergie). L'intégration de ces composants nécessite une maîtrise de différentes technologies (électronique, informatique). C'est l'ère de la « mécatronique ».

Les entreprises de ce secteur développent l'ingénierie, avec une conception par simulation, et investissent fortement dans les services. Les autres produits (robinetterie, roulements) ont leurs débouchés dans les grands marchés du bâtiment et de l'automobile. Certains de ces produits, à moindre valeur ajoutée, font l'objet d'une forte concurrence mondiale.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Dans ce secteur diversifié, les échanges extérieurs dégagent un solde structurellement positif. En 1999, la forte demande du marché intérieur capte une partie des livraisons des entreprises de ce secteur. Parallèlement, les importations augmentent, fragilisant le taux de couverture. Le solde des échanges avec les pays de l'Union européenne demeure négatif.

« Le matériel aéraulique et frigorifique » est le premier employeur de ce secteur ; les deux composants (le froid industriel et l'air) se répartissent équitablement en termes de chiffre d'affaires. La climatisation reste un potentiel de développement dynamique pour les entreprises. Le taux d'équipement des logements français en climatisation reste faible. Les filiales de groupes étrangers, principalement américains, dominent ce secteur composé de nombreuses PMI.

Les industries du levage et de la manutention constituent le deuxième pôle de ce secteur. Quatrième au niveau mondial, cette industrie accroît ses parts de marchés à l'exportation de deux points. Les dix premières entreprises réalisent 60 % des exportations. Ce dynamisme sur le marché extérieur traduit les efforts réalisés dans le domaine de l'innovation. Pour la manutention, ces produits nouveaux permettent de répondre à l'évolution de la maîtrise des flux et au développement important des plates-formes logistiques dans les grands secteurs de l'activité économique. Les entreprises se positionnent de plus en plus comme des systémiers en intégrant des fonctions connexes à la manutention comme la traçabilité.

L'industrie française du levage, intervenant mondial dans les grues et les chariots élévateurs tout terrain, se positionne désormais comme un acteur européen majeur dans les nacelles élévatrices.

L'activité ascenseur bénéficie de la reprise dans le secteur du bâtiment. Le renforcement de la réglementation sur la sécurité favorise le volume de l'activité des services et de la rénovation qui représentent les deux tiers du chiffre d'affaires. Quatre grands groupes étrangers de taille mondiale réalisent les trois quarts des ventes de la branche sur des marchés locaux.

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NAF 29.3)

Au niveau mondial, l'Europe de l'Ouest (Allemagne en tête) et les États-Unis constituent les principaux clients du machinisme agricole français. Les exportations vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas reprennent très fortement, sur des marchés pourtant relativement saturés. Les pays du Tiers-Monde, d'Asie et d'Europe de l'Est, représentent moins de 20 % du total des exportations. Les ventes vers les pays de l'Est chutent en 1999, en raison d'une économie désorganisée et d'un appauvrissement des moyens financiers. La balance du commerce extérieur pour l'ensemble du machinisme agricole est structurellement déficitaire.

En Europe, l'industrie française demeure le quatrième producteur derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Très innovatrice, elle est donc de plus en plus coûteuse en matière de recherche, l'électronique embarquée étant de plus en plus présente. L'agriculture de précision effectue une percée chez les constructeurs. Respectant l'environnement, elle permet de doser au plus juste les engrais, pesticides et semences, grâce à des moyens techniques sophistiqués (logiciels, satellites). La production d'équipements pour jardins et espaces verts (motoculteurs et motohoues) constitue pour certaines entreprises, une voie de diversification par rapport à la production des matériels destinés aux activités agricoles traditionnelles.

Le marché français du machinisme agricole, premier marché européen, est supérieur à 25 milliards de francs, soit 9 % d'un marché mondial évalué à 270 milliards de francs. Ce marché progresse de 2,6 % en 1999. La diminution constante du nombre d'exploitations et les difficultés propres à l'élevage bovin et porcin pèsent négativement sur l'évolution de l'activité. Cependant, deux facteurs permettent d'investir dans du matériel plus puissant, plus rapide et affecté à des tâches nouvelles : la réforme de la politique agricole commune (PAC), et surtout l'augmentation du revenu agricole. Ces conditions favorables conduisent ce secteur à embaucher.

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Comme les années précédentes, le marché de la machine-outil est en croissance. L'automobile tire les différentes composantes du secteur, notamment l'assemblage et la robotique. Dans cet environnement favorable, l'offre française de matériels de soudage diminue fortement suite à des restructurations d'entreprises. Au niveau mondial, le volume total des facturations de la machine-outil baisse de plus de 5 % en 1999. La forte demande du marché intérieur mobilise les efforts des constructeurs français. Le déficit structurel de la balance commerciale s'aggrave en 1999 avec une baisse des exportations de l'ordre de 3 %. L'Allemagne, l'Italie, la Suisse et le Japon fournissent l'essentiel des importations.

Avec moins de 3% de la production mondiale, la France se classe au dixième rang dans un secteur fortement dominé par le Japon, l'Allemagne et les États-Unis, eux-mêmes concurrencés par des pays émergents (Taiwan, Corée).

En France, les difficultés de ces deux dernières décennies ont profondément marqué ce secteur industriel. La machine standard (ou sur catalogue), est pratiquement abandonnée par les entreprises françaises. Ce créneau se transforme en un marché de masse sur lequel le prix est devenu un facteur déterminant dans la décision d'achat. Il implique des acteurs mondiaux parmi lesquels les entreprises japonaises et allemandes sont en situation dominante.

Des groupes étrangers reprennent l'activité de plusieurs grands noms français de la machine-outil. Les entreprises à capitaux étrangers représentent près de 40 % des exportations du secteur. Beaucoup de PME indépendantes connaissent une santé financière fragile limitant leur politique de recherche et développement. L'activité de « retrofit » (rénovation et modernisation de machines-outils) se développe, permettant à certains intervenants de se diversifier.

La recherche dans ce secteur combine deux paramètres : la production à très grande vitesse et la précision microtechnique. Les innovations doivent répondre aussi à des normes de sécurité très strictes et apporter des solutions aux problèmes de l'ergonomie. La télémaintenance tend à se développer chez les constructeurs de machines-outils par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Ce service, proposé aux clients, nécessite des adaptations chez les fabricants.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

En 1999, le secteur de la fabrication des machines d'usage spécifique demeure le premier secteur exportateur de la mécanique, malgré une diminution des exportations de l'ordre de 9 %. Les matériels de travaux publics constituent 30 % des exportations totales de ce secteur. Les importations de machines d'usage spécifique restent stables par rapport à l'année précédente. L'Union européenne, avec 44 % des exportations totales, reste le

principal débouché devant les États-Unis (17 %). L'Asie représente un fort potentiel de développement pour les entreprises de ce secteur.

Dans cette industrie, des filiales de grands groupes internationaux côtoient des PMI indépendantes. Les capitaux étrangers pénètrent fortement ce secteur, favorisant ainsi les échanges commerciaux. Les filiales de groupes étrangers réalisent plus de 75 % du chiffre d'affaires total de la fabrication des machines pour l'extraction ou la construction. La politique de création d'infrastructures favorise la bonne santé du marché des matériels de travaux publics aussi bien au niveau français qu'européen. Les constructeurs de machines pour les industries textiles se spécialisent sur des produits à haute technologie ; la France détient 6 % du marché mondial de matériel textile, dominé par l'industrie européenne. Les fabricants de machines pour le travail du plastique et du caoutchouc doivent faire face à une vive concurrence allemande et italienne. Dans cette activité, l'opérateur français SIDEL conforte sa place de leader mondial pour les machines à fabriquer les bouteilles en « PET » (plastique écologiquement transformable). Cette nouvelle technologie permet de concurrencer les autres matériaux d'emballage sur le marché de la bière et du « soft drink ».

D'autres produits de ce secteur, notamment les moules et modèles, sont destinés majoritairement au marché intérieur. Les moules pour les matières plastiques ou le caoutchouc représentent plus de 70 % des facturations totales de cette activité, évaluée à 7,5 milliards de francs. La France se situe au deuxième rang européen dans le secteur porteur des moules pour plastiques. Pour résister à la concurrence des pays à bas salaires, les moulistes français, pour la plupart des entreprises de moins de 50 salariés, valorisent leur savoir-faire.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication de constructions métalliques : grands ensembles métalliques destinés soit à la construction d'immeubles ou bâtiments industriels (tels les ossatures, hangars...), soit à la réalisation de projets d'infrastructures (barrages, portes-écluses, tabliers de ponts et passerelles, tours, pylônes...). Les entreprises de ce secteur fournissent essentiellement le secteur de la construction ;

— la fabrication de menuiseries et fermetures métalliques : portes, fenêtres ainsi que leurs cadres et fermetures, destinés aussi bien à la construction individuelle qu'aux bâtiments industriels ou commerciaux.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2 et 28.3)

Cette activité comprend :

— les réservoirs et citernes métalliques ;

— les bouteilles pour gaz comprimés ;

— les radiateurs et chaudières pour chauffage central ;

— les générateurs de vapeur ;

— les réacteurs nucléaires.

Elle recense également les travaux de réalisation et de montage de matériels chaudronnés pour toutes les industries ainsi que les travaux de tuyauterie sur site industriel (chimie, pétrole, etc.).

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Cette activité comprend :

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux, au machinisme agricole et au matériel de travaux publics ;

— les turbines thermiques et hydrauliques, équipements de barrages ;

— les pompes et compresseurs ;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques ;

— la robinetterie industrielle et sanitaire ;

— les organes mécaniques de transmission ;

— les roulements.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Cette activité comprend :

— les fours et brûleurs ;

— les ascenseurs monte-charges et escaliers mécaniques ;

— le matériel de levage et de manutention ;

— les équipements aérauliques et frigorifiques industriels ;

— les équipements d'emballage et de conditionnement ;

— les appareils de pesage ;

— les appareils divers d'usage général (appareils de filtration, appareils pour le traitement de surface, extincteurs...).

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NES 29.3)

Cette activité produit :

— les matériels automoteurs (tracteurs, moissonneuses-batteuses, machines à vendanger, etc.) ;

— les matériels tractés (charrues, semoirs, presses, etc.) ;
— les matériels à poste fixe (séchoirs, silos, serres, etc.) ;
— la plaisance et le jardinage (motoculteurs, tondeuses à gazon, etc.).

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Cette activité comprend :
— les machines-outils à métaux ;
— les machines-outils à bois ;
— les machines-outils à moteur incorporé ;
— le matériel de soudage ;
— les machines à scier, polir ou meuler les pierres, le verre, la céramique et autres matières analogues.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Cette activité comprend :
— les machines pour la métallurgie ;
— les machines pour l'extraction ou la construction ;
— les machines pour l'industrie agro-alimentaire et les grandes cuisines ;
— les machines pour les industries textiles ;
— les machines pour les industries du papier et du carton ;
— les machines d'imprimerie ;
— les machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques ;
— les moules et modèles ;
— les machines spécialisées diverses (de câblerie ou corderie, pour l'assemblage des lampes, etc.).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes ;
— Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) ;
— Syndicat général de fabricants d'outillage mécanique (SGOM) ;
— Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS) ;
— Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA) ;
— Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT) ;
— Association française des industries de la robinetterie (AFIR) ;
— Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA) ;
— Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne ;
— Syndicat des constructeurs de compresseurs ;
— Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes ;
— Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL) ;
— Association française des constructeurs de pompes ;
— Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques ;
— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA) ;
— Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM) ;
— Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA) ;
— Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains.

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :
— « La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence* ;
— « Travail des Métaux », (séries annuelles) *Chiffres-Clés*, production Industrielle ;
— « L'industrie française des moules et modèles, savoir-faire et haute technologie dans les PMI », Le « *4 pages* », n° 124, novembre 1999 ;
— *Bulletin mensuel de statistique industrielle.*

Autres publications :

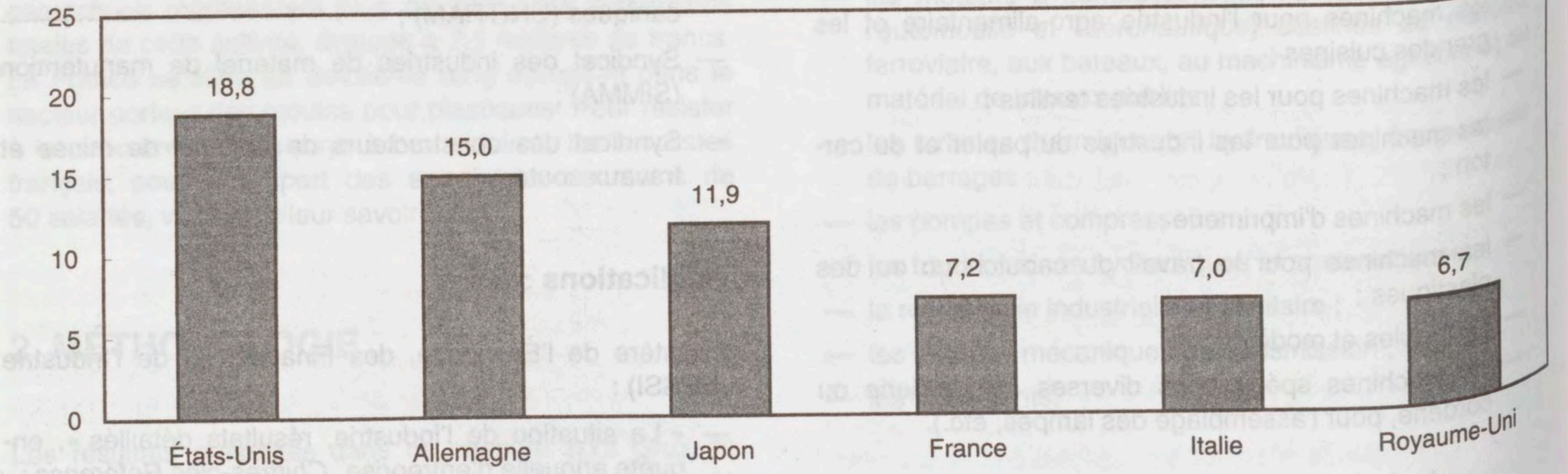
Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie industrielle, mensuel.
Industries mécaniques, mensuel.
Tracteurs, Machines agricoles, mensuel.
SYMAP Infos, mensuel.

*
* *

GRAPHIQUE K.08-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1998

En %

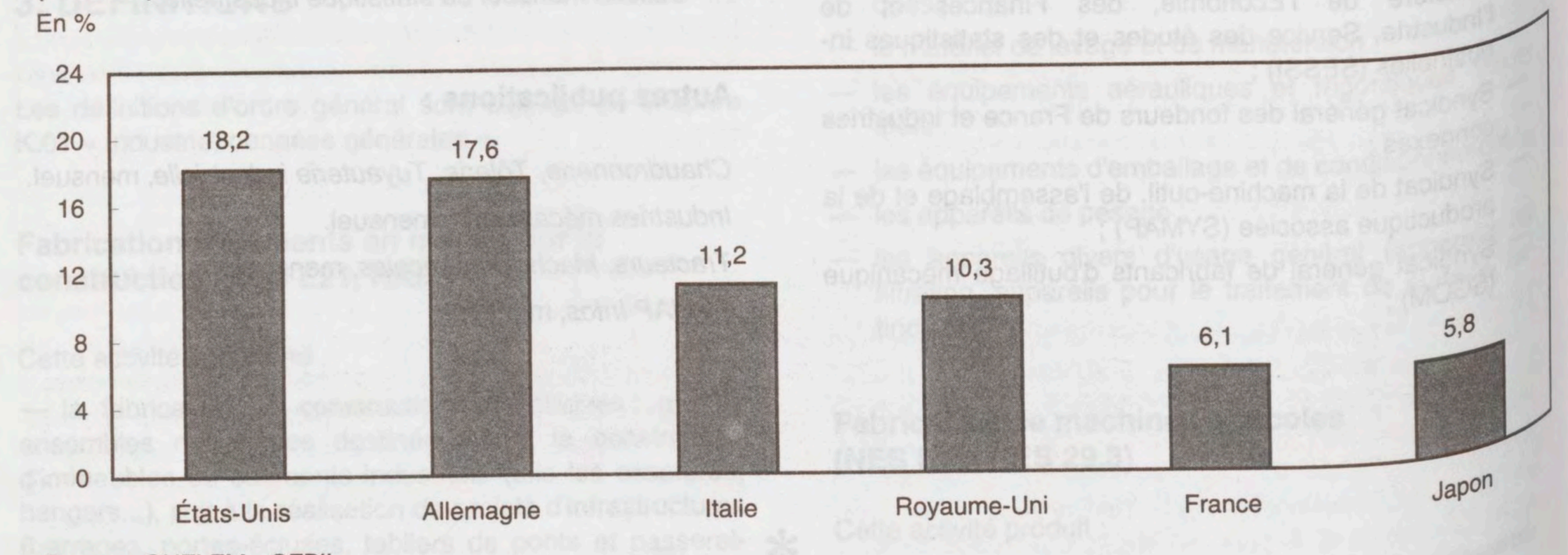


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1998

En %

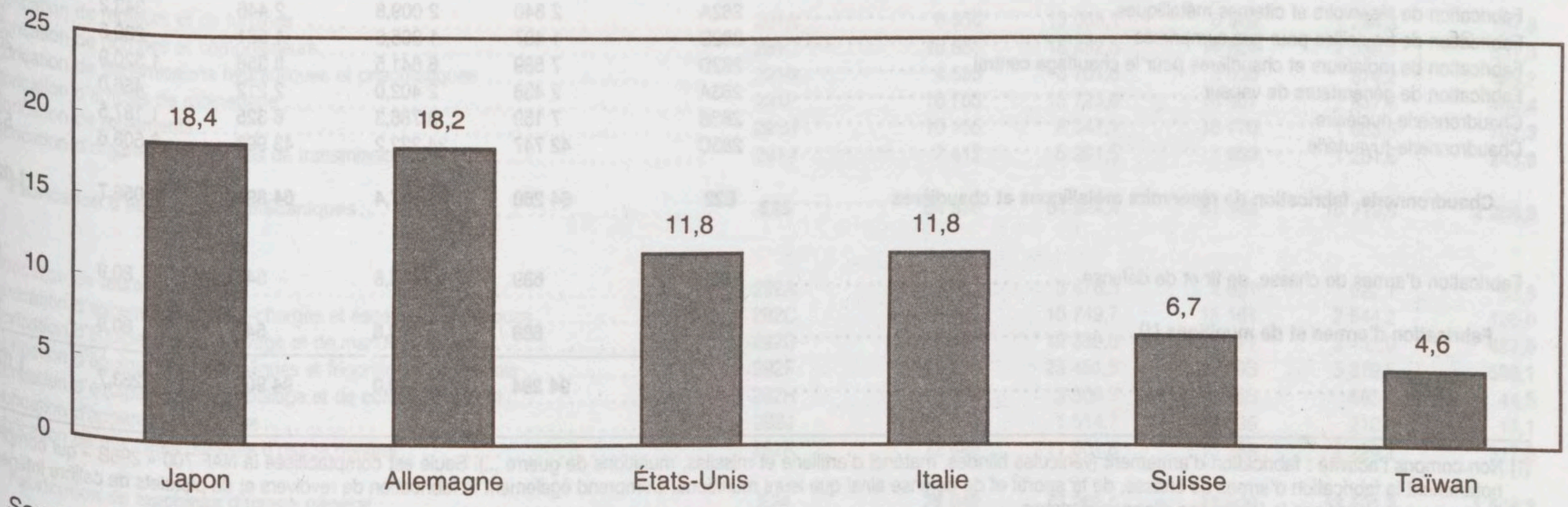


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1998

En %

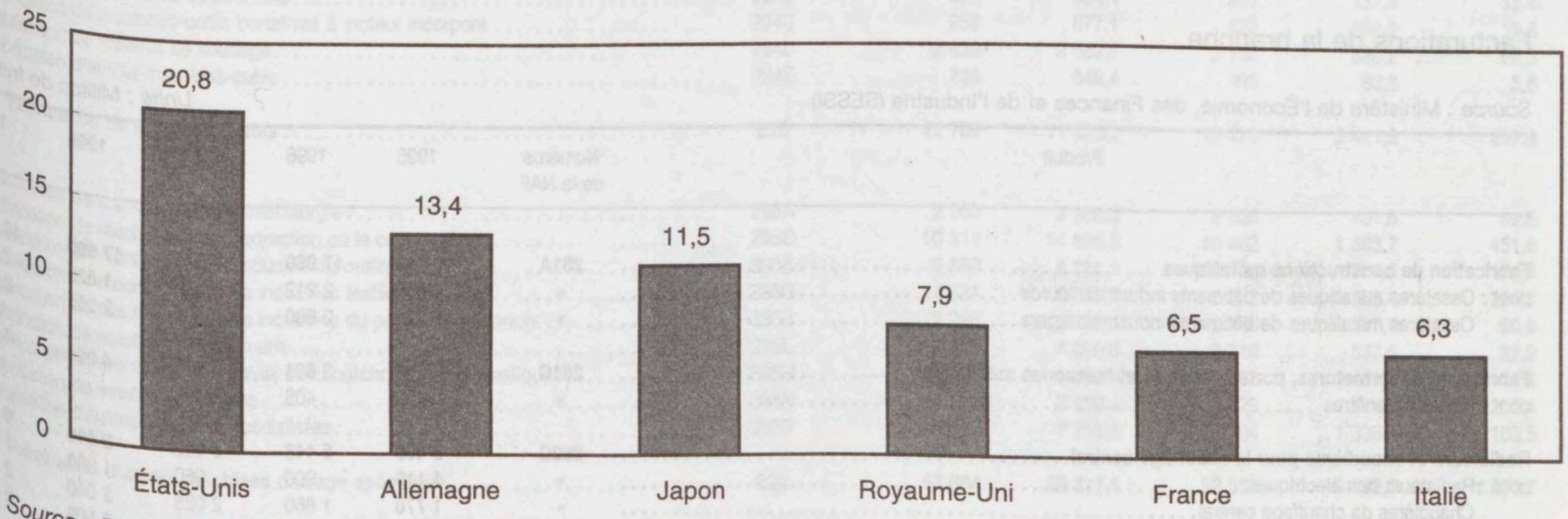


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.08-1

Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrication d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de constructions métalliques	281A	23 450	20 695,0	23 097	3 243,7	498,4
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	5 885	4 693,8	6 368	872,4	141,4
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	**E21**	**29 335**	**25 388,8**	**29 465**	**4 116,1**	**639,8**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	2 840	2 009,8	2 446	343,2	39,6
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 487	1 305,6	1 561	230,5	25,6
Fabrication de radiateurs et chaudières pour le chauffage central	282D	7 589	6 641,5	8 358	1 320,9	268,6
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	2 438	2 402,0	2 212	466,0	37,3
Chaudronnerie nucléaire	283B	7 159	3 786,3	6 325	1 187,5	78,2
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	42 747	24 222,2	43 993	6 508,6	572,5
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	**E22**	**64 260**	**40 367,4**	**64 895**	**10 056,7**	**1 021,8**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	689	413,8	540	80,9	15,7
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**689**	**413,8**	**540**	**80,9**	**15,7**
Total		**94 284**	**66 170,0**	**94 900**	**14 253,7**	**1 677,3**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.08-2

Fabrication d'éléments en métal pour la construction

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication de constructions métalliques	**281A**	**16 763**	**17 960**	**17 814**	**17 690**	**16 527**
dont : Ossatures métalliques de bâtiments industriels lourds	»	1 618	2 212	2 339	1 825	2 221
Ossatures métalliques de bâtiments industriels légers	»	2 702	2 880	2 809	2 555	2 905
Fabrication de fermetures, portes, fenêtres et huisseries métalliques	**281C**	**3 960**	**3 631**	**3 509**	**4 081**	**4 909**
dont : Portes et fenêtres	»	420	408	...	...	492
Radiateurs et chaudières pour le chauffage central	**282D**	**5 400**	**5 448**	**5 112**	**5 616**	**6 132**
dont : Radiateurs non électriques	»	1 116	900	960	1 080	1 092
Chaudières de chauffage central	»	1 776	1 860	2 028	2 040	2 172
Chaudières murales au gaz	»	2 508	2 688	2 136	2 508	2 880

TABLEAU K.08-3

Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	8 930	13 068,1	6 969	1 294,3	157,8
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	16 983	18 482,5	14 624	2 588,7	531,3
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 585	3 701,6	5 090	874,2	185,2
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 763	15 723,6	16 657	2 837,6	466,4
Fabrication de roulements	291H	10 165	8 347,1	10 770	1 863,5	702,3
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	7 412	5 201,5	7 853	1 261,6	243,8
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**64 838**	**64 524,4**	**61 963**	**10 719,9**	**2 286,8**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 667	3 676,5	2 601	522,1	53,8
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	15 180	10 749,7	15 161	2 544,2	126,0
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	19 442	19 359,6	20 327	3 432,0	432,0
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	21 836	23 451,5	22 633	3 879,5	539,1
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3 674	3 509,7	3 655	683,4	44,5
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 601	1 514,7	1 336	210,8	15,1
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	12 449	11 001,8	13 189	2 229,2	317,8
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**76 849**	**73 263,5**	**78 902**	**13 501,2**	**1 528,3**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	2 049	5 676,3	3 572	609,0	106,9
Réparation de matériel agricole	293C	356	195,0	345	37,3	7,9
Fabrication de matériel agricole	293D	13 245	12 250,8	14 112	2 085,4	390,9
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**15 650**	**18 122,1**	**18 029**	**2 731,7**	**505,7**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 627	6 568,1	7 875	1 457,8	148,3
Fabrication de machines-outils à bois	294B	828	584,1	901	137,4	15,4
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	968	677,1	820	134,2	18,8
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 639	2 689,5	3 182	599,2	69,3
Fabrication d'autres machines-outils	294E	704	546,4	495	83,3	5,6
Fabrication de machines-outils	**E26**	**12 766**	**11 065,2**	**13 273**	**2 411,9**	**257,4**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	2 060	2 363,3	2 028	401,6	69,6
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	10 311	14 623,2	10 462	1 893,7	451,8
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	9 880	8 384,1	10 702	1 781,3	186,4
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	4 521	6 013,7	5 003	906,4	224,7
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 255	2 387,4	2 169	417,1	60,0
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 442	4 090,9	2 719	537,6	52,9
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc et des plastiques	295M	3 109	5 059,8	2 353	461,8	75,4
Fabrication de moules et modèles	295N	10 896	7 629,4	9 828	1 714,3	256,4
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	8 130	7 765,3	7 294	1 338,7	103,5
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	**E27**	**53 604**	**58 317,1**	**52 558**	**9 452,5**	**1 480,7**
Total		**223 707**	**225 292,3**	**224 725**	**38 817,2**	**6 058,9**

TABLEAU K.08-4

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
TRACTEURS AGRICOLES	**293A**						
dont : Tracteurs agricoles complets (1)		10^3 pièces	18	19	18	17	16
Motoculteurs		»	79	70	65	62	79
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	**293C**						
dont : Ramasseuses-presses (2)		»	8	8	8	8	7
Tondeuses à gazon		»	131	174	160	180	276
Livraisons							
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	**291A**	**10^6 francs**	**4 536**	**3 996**	**3 432**	**3 504**	**3 984**
POMPES ET COMPRESSEURS	**291C**						
Pompes de surface		10^3 pièces	4 102	3 461	2 920	2 628	7 716
Pompes et pièces détachées		10^6 francs	6 552	7 020	7 284	7 428	2 808
Compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		»	2 820	2 904	2 496	2 760	
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	**291J**						
Chaînes mécaniques		10^6 francs	456	456	552	648	504
MATÉRIEL THERMIQUE							
Chaudières de chauffage central	282D	10^6 francs	1 775	1 860	2 028	2 040	2 172
Brûleurs pour chauffage central	292A	»	384	408	432	396	456
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	**294A**						
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		»	2 736	2 580	2 412	2 940	2 676
Machines-outils travaillant par formage de métal		»	1 416	1 260	1 404	1 968	1 800
MACHINES-OUTILS À BOIS	**294B**	»	**552**	**564**	**540**	**576**	**504**
FABRICATION DE MOULES ET MODÈLES	**295N**	»	**7 074**	**7 361**	**7 337**	**7 390**	**8 016**
Facturations							
ASCENSEURS, MONTES-CHARGES ET ESCALIERS MÉCANIQUES	**292C**	**10^6 francs**	**7 416**	**8 976**	**9 251**	**9 504**	**8 760**
MATÉRIEL AÉRAULIQUE ET FRIGORIFIQUE	**292F**						
Climatisation et conditionnement d'air		»	1 860	1 944	2 076	2 124	2 172
Équipements frigorifiques industriels		»	3 108	3 372	3 468	4 188	4 416

(1) À l'exclusion des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(2) Y compris presses à grosses balles.

Chapitre K.09

Industries des équipements électriques et électroniques

(NES : E31 à E35)
(NAF : 30, 31.1, 32.1, 33)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1998.

1. Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques.
2. Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission.
3. Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques.
4. Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

Ce secteur regroupe un ensemble d'activités où se mêlent l'industrie manufacturière et les services. Face à la concurrence asiatique, il se recentre vers trois secteurs clés : la fabrication de logiciels, les services informatiques et la vente de technologies. Après des années de restructurations, entre 1990 et 1998 les effectifs baissent de 16 %, le secteur renoue avec la croissance, aidé par la reprise de l'économie française.

Le développement de l'Internet et la nécessaire mise en conformité des logiciels, avant le passage à l'an 2000 et à l'euro, stimulent les services informatiques. Les concentrations d'entreprises actuelles sont un autre facteur favorable au développement de ce secteur, l'informatique constituant un facteur de réussite d'intégration des structures. En 1999, des partenariats se nouent afin d'améliorer la rentabilité des entreprises : IBM avec Dell, Bull avec Microsoft, Siemens avec le japonais Fujitsu.

Les banques, les assurances et l'industrie constituent les principaux débouchés du secteur : leurs dépenses informatiques croissent de l'ordre de 20 % par an.

La France rattrape progressivement son retard en matière d'équipement des foyers en micro-informatique. Fin 1999, 30 % d'entre eux possèdent un micro-ordinateur, loin encore derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. La concurrence féroce que se livrent les constructeurs, la pression sur les prix, et plus particulièrement dans la grande distribution, expliquent une baisse des prix de près de 20 % entre 1996 et 1998. En 1999, le nombre de PC vendus en France est de 4 millions ; celui de périphériques et plus particulièrement d'imprimantes augmente de 20 %.

La nécessité d'innover sans cesse pour rester compétitif explique la forte proportion de chercheurs dans ce secteur. La structure des emplois y est typique des secteurs technologiquement avancés : à peine plus de 10 % d'ouvriers contre 50 % dans l'ensemble de l'industrie.

Le secteur de la micro-informatique conforte sa prépondérance sur le marché des nouvelles technologies de l'information et de la communication avec les produits de télécommunications et l'électronique grand public.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

En 1999, comme en 1998, le chiffre d'affaires du secteur progresse (+ 1,6 %). Le taux d'exportation passe de 38,7 % à 39,7 %.

Dans le secteur des machines tournantes et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance, destiné pour l'essentiel à l'équipement industriel, le chiffre d'affaires augmente de près de 3 % entre 1998 et 1999 grâce à la bonne tenue du secteur automobile. Le secteur privé accroît ses demandes de transformateurs, compensant la baisse des commandes en provenance d'EDF. Cette entreprise devrait reprendre ses commandes suite aux dégâts causés par la tempête fin 1999. Les importations proviennent essentiellement de fabricants ayant délocalisé leur production (ABB en Pologne, Siemens en Europe centrale).

Dans le secteur du gros matériel électrique, les débouchés relèvent plutôt de l'équipement industriel et des transports (SNCF, RATP, transports maritimes...). En 1999, ce secteur ne connaît pas le même essor puisque le chiffre d'affaires subit un léger tassement de l'ordre de 1 %. Quatre grands groupes dominent : Alstom, Schneider, Siemens et ABB. Le marché est affecté par la baisse des commandes d'EDF et par la déréglementation européenne dans l'énergie qui ouvre le marché français aux constructeurs étrangers. Les exportations progressent fortement grâce à la reprise de l'économie asiatique (le taux d'exportation atteint 38,7 % en 1998 contre 29,1 % en 1997).

La réparation de matériel électrique ne représente plus que 6,7 % de l'ensemble de ce secteur (7,2 % en 1998). Il se compose essentiellement de petites entreprises (76 % d'entre elles ont entre 20 et 49 salariés) ; c'est un secteur où dominent des filiales des grands groupes cités ci-dessus.

Fabrication de matériel d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Le secteur des équipements d'émission et de transmission est en mutation technologique permanente. La technologie numérique permet la transmission simultanée, à haut débit, de la voix, de l'image et des données, sur le réseau téléphonique. Les équipementiers de télécommunications et les industriels des réseaux informatiques mettent en commun leurs compétences pour permettre à tous l'accès à de nouveaux services depuis tout type de terminal.

Ce secteur suit de près les restructurations décidées par les grands opérateurs. Depuis deux ans, la multiplication du nombre des opérateurs nationaux et internationaux dans chaque pays, débouche sur des rachats et des fusions, entre opérateurs de pays différents. Ceux-ci veulent accéder à un marché plus vaste et transfrontalier afin de financer les énormes investissements consentis en matière d'infrastructure et de publicité.

La libéralisation des services de télécommunications, la croissance exponentielle de la téléphonie mobile et le développement de l'Internet, font de ce secteur le plus dynamique de la filière électronique.

En France, le chiffre d'affaires du secteur progresse de 7,8 % en 1999. Sur la décennie 90, la hausse est d'environ 230 %. Les exportations sont toujours le moteur de cette croissance. Leur part augmente encore dans le total des ventes : 52,9 % en 1999. Le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore ainsi pour la deuxième année consécutive, après un net fléchissement en 1997. Les investissements croissent de 14 %, mais les effectifs n'augmentent pas.

En 1998, le taux de marge brute d'exploitation s'accroît nettement (+ 58%), le poids des charges financières est moins important et la capacité des entreprises à financer leurs investissements par leurs fonds propres est

meilleure qu'en 1997. La part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires continue de décroître car l'appel à la sous-traitance devient de plus en plus important.

La part des grandes entreprises dans les effectifs, les ventes (surtout les ventes à l'étranger) continue de croître. La concentration devient plus forte suite à des multiples restructurations.

En raison de la concurrence internationale, les entreprises se diversifient moins et se recentrent sur leurs principales activités.

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Le matériel médicochirurgical se compose de deux grandes familles de produits : les appareils médicochirurgicaux (trois quarts du chiffre d'affaires), l'imagerie médicale et la radiologie. La volonté politique de maîtriser les dépenses de santé, tant au niveau français qu'au niveau européen, oriente l'évolution de ce secteur. Le vieillissement de la population et la demande en équipement médicochirurgical émanant de nouvelles zones géographiques (Europe de l'Est et Asie) offrent un potentiel de développement important.

Les États-Unis dominent le marché mondial. Ils sont aussi le principal pays investisseur dans ce secteur de l'industrie française, loin devant l'Allemagne. La plupart des entreprises de plus de 100 salariés sont des filiales de groupes américains. Globalement, les entreprises étrangères réalisent les deux tiers du chiffre d'affaires et près de 80 % des exportations du secteur. Cette forte implantation étrangère, lui confère un taux d'exportation élevé. Le chiffre d'affaires, relève pour 20 % du négoce et en particulier des échanges intragroupes. Les États-Unis sont le premier pays fournisseur et premier pays client.

L'activité « imagerie médicale et radiologie » ne compte que douze entreprises, dont la principale réalise plus de 80 % du chiffre d'affaires. En 1999, cette activité a bénéficié de la mise en place du centre hospitalier « Georges Pompidou ». L'imagerie médicale est en pleine transformation, avec la mise en application des clichés numériques.

Le secteur des appareils médicochirurgicaux se compose majoritairement de PMI. La petite taille des entreprises françaises est un handicap en matière de recherche et développement. Ces entreprises indépendantes se positionnent sur des produits spécifiques de haute technologie, comme les appareils de diagnostic.

Les entreprises spécialisées dans la fabrication de matériel à usage unique, profitent de la croissance de l'hospitalisation à domicile (pour certaines pathologies) pour se développer dans le domaine de la perfusion.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Les États-Unis sont le principal producteur d'instruments de mesure et de contrôle. Le Japon et l'Union européenne, où l'Allemagne occupe une place prépondérante, suivent. Pour atteindre un niveau de compétitivité mondial, les grandes entreprises se regroupent pour former un cœur industriel et technologique de fabrication d'équipements électroniques unique en Europe.

La fabrication d'équipements d'aide à la navigation représente près de la moitié du chiffre d'affaires du secteur et emploie 36 % des salariés. Afin de continuer à proposer une gamme concurrentielle de produits, il est vital pour ces entreprises de maintenir un budget de recherche et de développement élevé. Les entreprises de plus de 500 salariés sont principalement des filiales de Thomson-CSF. Face à la diminution de l'industrie de défense européenne, les entreprises accroissent leur politique commerciale externe ainsi que le partenariat. Thomson-CSF est le premier exportateur mondial d'électronique professionnelle civile et militaire. Le secteur spatial, en pleine croissance, comme le marché des équipements d'aide à la navigation routière, présente un axe de développement et de diversification pour ces entreprises traditionnellement liées au marché militaire.

L'activité de l'instrumentation scientifique et technique augmente à la fois sur le marché national et à l'exportation malgré la concurrence étrangère.

Le secteur des équipements de contrôle des processus industriels croît modérément. Les deux tiers des entreprises qui fabriquent des équipements spécifiques ont un effectif inférieur à 50 personnes. Pour rester compétitives, elles doivent continuer à comprimer les prix de vente de leurs matériels.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

● **L'industrie de l'informatique** comprend :

— la fabrication de machines de bureau : machines à écrire, à photocopier, à impression offset de bureau, caisses enregistreuses, calculatrices de bureau, éditeurs de titres de transport, distributeurs automatiques de billets de banque, machines pour le traitement du courrier (NAF 30.0A) ;

— la fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques : gros et moyens systèmes, minis et micro-ordinateurs, unités périphériques : imprimantes, lecteurs magnétiques ou optiques, transcodeurs, claviers. (Sont exclus les produits para-informatiques tels que jeux, agendas électroniques, assimilés à des biens de consommation ; la fabrication des supports d'informations : bandes magnétiques, disquettes, disques compacts) [NAF 30.0C].

● **Intranet** : réseau interne (à une entreprise, une administration...) utilisant les outils et les standards d'INTERNET.

● **Progiciel** : ensemble de programmes (logiciel) destiné à une utilisation donnée.

● **Cédérom** : disque compact porteur d'informations numérisées, sons-images, lues par un lecteur à système laser. Sa capacité de stockage est plus de 1 000 fois celle d'une disquette.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

Cette activité comprend :

● Le matériel électrique de petite et moyenne puissance (inférieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et transformateurs ;

— groupes électrogènes fixes ou mobiles ;

— moteurs génératrices et convertisseurs à courant continu.

● Le matériel électrique de grande puissance ou à haute tension (égale ou supérieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et équipements de traction ;

— équipements de production d'électricité ;

— transformateurs de distribution d'électricité ;

Elle comprend aussi la réparation de matériels électriques.

Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Ces équipements peuvent se répartir en trois catégories :

— **les équipements de transmission :** radiocommunication, télécommunication spatiale, radiodiffusion et télédiffusion ainsi que les appareils de relais, de commande, de mesure ou de signalisation à distance par voie hertzienne, lignes téléphoniques ;

— **les équipements de commutation :** Ils comprennent le matériel de commutation publique et commutateurs à usage privé, dont la plupart sont numérisés ;

— **les équipements d'émission et de réception :** téléphone fixe, téléphone mobile, télex, télégraphe, télécopieur, terminaux de données, terminaux d'images.

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Cette fabrication comprend :

● Le matériel d'imagerie médicale et de radiologie ;

● Les appareils médicochirurgicaux.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Cette fabrication comprend :

● Les équipements d'aide à la navigation : fabrication de pilotes automatiques, d'équipements de commande de vol, d'appareils de radiodétection ;

● L'instrumentation scientifique et technique : fabrication d'instruments de mesure, d'oscilloscopes, d'appareils pour les mesures géophysiques, fabrication de compteurs d'électricité, d'eau, de gaz, d'essence, etc.

● Les équipements de contrôle des processus industriels.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Syndicat du pesage et comptage ;

— Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire ;

— Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire ;

— Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM) ;

— Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes ;

— Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

Statistiques et Rapport annuel, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de la communication).

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1998.

« Technologies et société de l'information », *Chiffres-clés Analyse*, SESSI, INSEE, SJTI, 1999.

L'usine Nouvelle, n° 2628, février 1998.

Points de repères 1996-1997, SFIB (Syndicat de l'industrie des technologies de l'information).

« Informatique et télécommunications, Perspectives sectorielles 1996-2002 », *Les Prévisions Glissantes Détaillées du Bipe*, 1997.

Rapport annuel, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications).

Bilan annuel, Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications.

Rapport annuel 1998, GIMÉLEC (Groupement des industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique associée).

« Construction électrique professionnelle », volume II, *Perspectives sectorielles 2002 - 2004*, BIPE, 1999.

« L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes », *collection Études*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, DGSI, 1997.

Chiffres-clés et indicateurs des télécommunications mondiales, OMSYC, 1999-2000.

« Fabrication de matériel médicochirurgical », *Chiffres-clés, Production industrielle*, séries trimestrielles, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Électronique international, hebdomadaire.

Le « *4 pages* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie française à l'heure des technologies de l'information et de la communication », n° 135, août 2000 ;

— « L'internet dans l'industrie française, une révolution en marche », n° 136, août 2000 ;

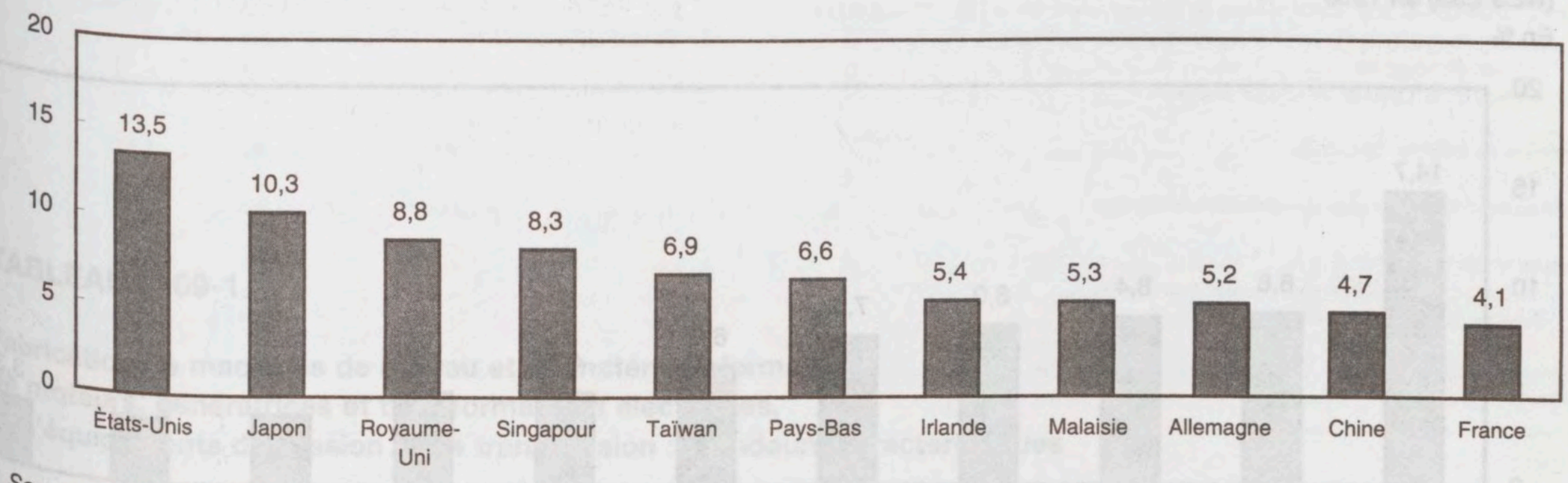
— « Informatique et télécommunications dans l'industrie française, des entreprises de plus en plus communicantes », n° 137, août 2000.

*
* *

GRAPHIQUE K.09-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1998

En %

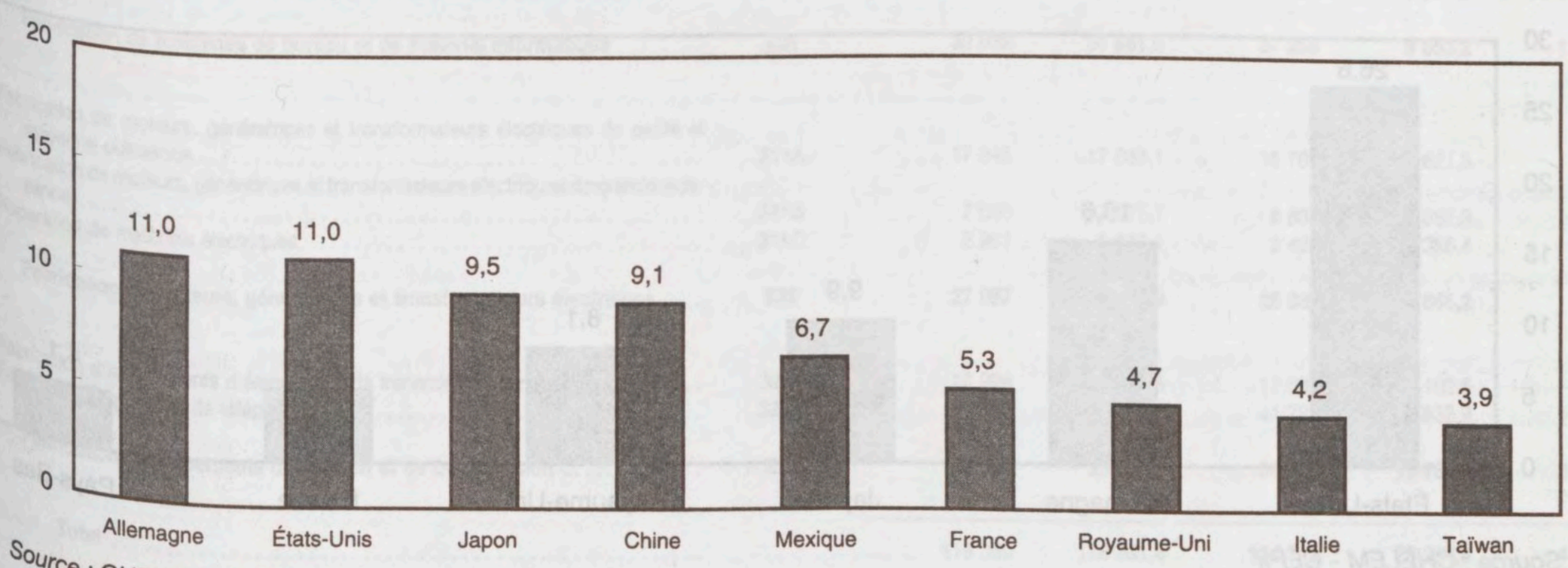


Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.09-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1998

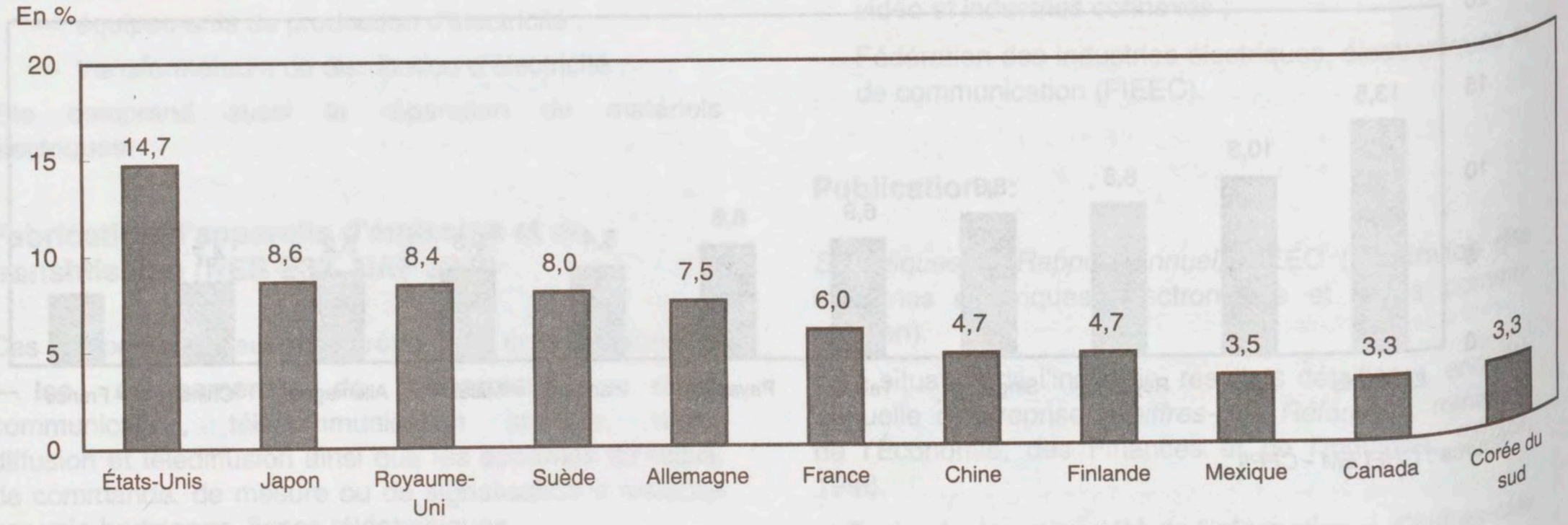
En %



Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.09-3

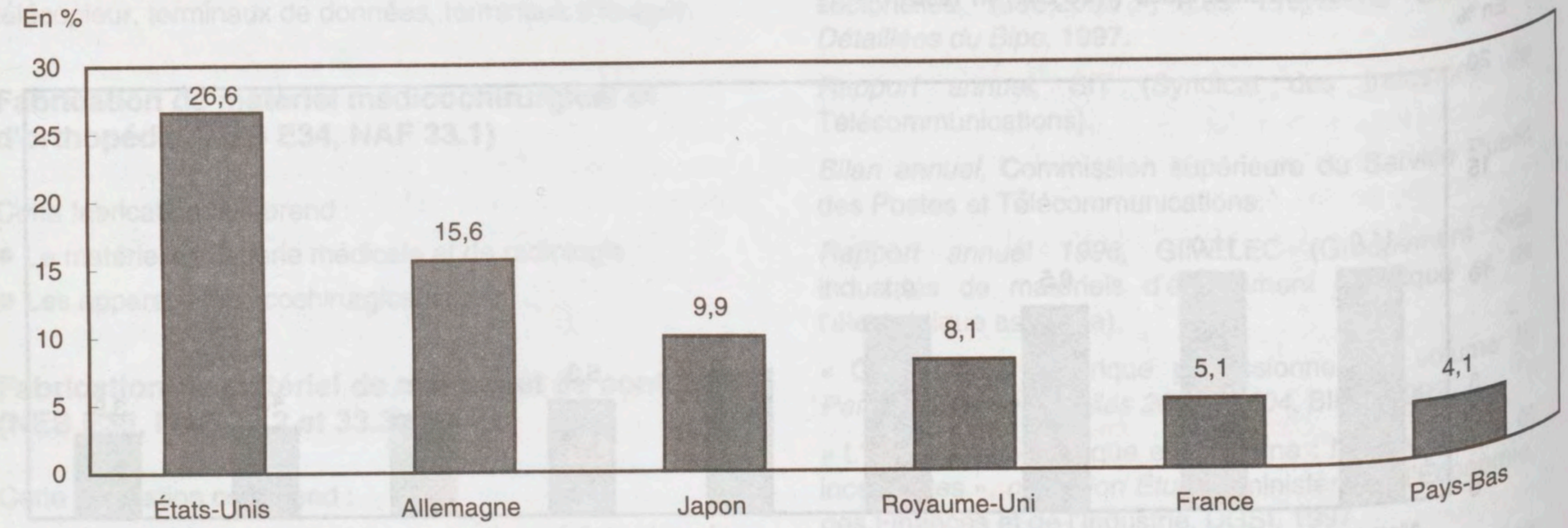
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.09-1

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de machines de bureau	300A	7 158	10 433,4	5 492	957,0	378,9
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	22 874	46 548,2	31 767	8 896,2	1 411,9
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**30 032**	**56 981,6**	**37 259**	**9 853,2**	**1 790,8**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	17 346	17 033,1	16 767	2 621,5	461,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de grande puissance	311B	7 630	7 075,7	8 835	1 657,3	201,5
Réparation de matériels électriques	311C	2 981	1 809,1	2 428	386,4	33,5
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**27 957**	**25 917,9**	**28 030**	**4 665,2**	**696,6**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	19 998	37 000,8	17 687	4 102,5	704,5
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	40 363	58 431,1	41 736	9 633,9	1 762,8
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	**E33**	**60 361**	**95 431,9**	**59 423**	**13 736,4**	**2 467,3**
Total		**118 350**	**178 331,4**	**124 712**	**28 254,8**	**4 954,7**

TABLEAU K.09-2

Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1997	1998	1999
Machines de bureau	**300A**	**3 364**	**3 141**	**3 019**
Ordinateurs et autres équipements informatiques	**300C**	**60 601**	**68 134**	**60 120**
dont : Ordinateurs et micro-ordinateurs	»	42 580	50 000	45 830
Unités d'entrée ou de sortie	»	4 584	4 992	4 370
Moteurs, génératrices et transformateurs de petite et moyenne puissance (< 750 kW ou kVA) (1)	**311A**	**8 547**	**9 321**	**9 154**
dont : Matériel électronique de puissance	»	2 641	2 948	2 877
Transformateurs de petite puissance	»	1 221	1 407	1 330
Moteurs, génératrices et transformateurs de grande puissance (> 750 kW ou kVA) (1)	**311B**	**9 573**	**9 898**	**9 470**
dont : Moteurs et équipements électriques pour la traction ferroviaire	»	2 891	2 950	3 081
Groupes électrogènes	»	2 574	2 562	2 745
Moteurs et génératrices de grande puissance	»	1 235	1 564	1 115
Réparation de matériel électrique	**311C**	**1 297**	**1 137**	**1 128**
Équipements d'émission et de transmission hertzienne	**322A**	**33 266**	**39 101**	**51 702**
Appareils de téléphonie	**322B**	**27 819**	**35 002**	**35 476**
dont : Matériel de commutation et de télécommunications	»	14 922	17 673	15 854
Matériels téléphonique d'abonnés	»	4 443	5 386	4 807

(1) kVA : kilovolt-ampère

TABLEAU K.09-3

Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 709	5 533,3	2 730	789,3	58,6
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	16 663	12 718,4	19 000	3 196,6	763,0
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	**E34**	**19 372**	**18 251,7**	**21 730**	**3 985,9**	**821,6**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	26 564	29 360,3	28 168	6 922,7	647,2
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	29 567	25 393,6	27 768	5 141,3	745,6
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	13 279	11 075,2	12 715	2 408,1	196,9
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	**E35**	**69 410**	**65 829,1**	**68 651**	**14 472,1**	**1 589,7**
Total		**88 782**	**84 080,8**	**90 381**	**18 458,0**	**2 411,3**

TABLEAU K.09-4

Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel d'imagerie médicale et de radiologie	**331A, B**	**4 140**	**3 337**	**2 924**	**4 079**	**3 789**	**3 332**
dont : Appareils de radiologie et accélérateurs de particules	331A	3 420	2 339	2 005	2 413	2 118	1 902
Appareils d'électronique médicale	331B (1)	720	842	884	1 605	1 671	1 430
Équipements d'aide à la navigation	**332A**	**18 036**	**18 045**	**22 474**	**21 066**	**20 796 *r***	**19 695**
dont : Appareils de radiodétection et de radiosondage	»	...	12 659	13 184	15 240	11 134	10 963
Appareils de radionavigation	»	...	1 515	918	1 098	999	1 272
Instrumentation scientifique et technique	**332B**	**7 356**	**7 242**	**8 452**	**7 538**	**7 778 *r***	**7 125**
dont : Compteurs d'électricité	»	684	645	670	660	619	455
Appareils de mesure de grandeurs électriques	»	2 664	2 272	2 540	2 544	2 450	2 040
Régulateurs industriels	»	672	706	488	512	271	251
Équipements de contrôle des processus industriels	**333Z**	**8 736**	**9 007**	**10 555**	**9 919**	**9 718 *r***	**9 030**

(1) Partie du code NAF 331B.

Chapitre K.10

Industrie des produits minéraux

(NES : F11 à F14)
(NAF 13, 14, 26.1 à 26.8)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12), en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13), en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14), en 1998.

1. Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques.
2. Minerais de fer : production.
3. Extraction de produits de carrière et minéraux divers : grandeurs caractéristiques.
4. Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche.
5. Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques.
6. Verre : principales productions de la branche.
7. Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques.
8. Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

En 1998, l'activité du secteur des produits de carrière et minéraux divers progresse. Les productions de sables et granulats, composantes les plus importantes du secteur, augmentent. La reprise se confirme dans le bâtiment et les travaux publics, débouchés majeurs pour cette activité. Les entreprises de 20 à 49 salariés représentent près des trois quarts du nombre d'entreprises et près d'un tiers de l'effectif. La restructuration du secteur se poursuit autour de quelques groupes de taille mondiale : absorption de Redlands par Lafarge. La localisation géographique de l'activité dépend des sources de matières premières et des grandes concentrations de population.

Pondéreux et de faible valeur unitaire, les produits de carrière et minéraux divers sont, sauf exception, relativement peu échangés au niveau international. En 1999, la balance commerciale est toujours déficitaire de près de 600 millions de francs. Les points forts excédentaires sont les sables et granulats, le gypse, la craie, les argiles, le talc et le soufre avec un solde positif supérieur à 950 millions de francs. Les pierres de construction, les phosphates, les kaolins et les produits divers sont déficitaires de près de 1,1 milliard de francs.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

L'industrie du verre doit répondre à une demande aussi bien mondiale que locale : mondiale pour l'automobile et les écrans, locale pour l'emballage et le bâtiment. Sa production est très concentrée. Dans le verre plat, cinq opérateurs réalisent plus de 70 % du tonnage mondial. Dans cet environnement concurrentiel, la France ne dispose plus que d'un groupe de taille mondiale, Saint-Gobain, Danone s'étant désengagé de son activité historique et recentré sur l'agroalimentaire. Certaines entreprises sont leaders sur leurs marchés (Cristallerie d'Arque, Baccarat, Lalique...).

L'industrie française est dominée par les filiales de Saint-Gobain, mais l'implantation étrangère se renforce. Les filiales des groupes étrangers sont particulièrement présentes dans le verre plat et le verre technique.

En 1999, face à une demande croissante, l'activité verrière française connaît des problèmes techniques de production. Les verriers lancent des programmes d'investissement visant à augmenter les capacités de production dans le verre plat et dans l'emballage.

L'activité verrière la plus importante est la fabrication de verre creux qui totalise 60 % des facturations totales de la branche. Le verre creux regroupe des produits largement exportés : l'emballage en verre, contenant privilégié des produits de luxe (parfums, champagnes) et la cristallerie dont le taux d'exportation est de l'ordre de 70 %. Il comprend également la verrerie de ménage. Dans ce secteur, l'allègement du verre, avec une recherche fondamentale sur les propriétés mécaniques et le recyclage, permet de lutter contre la concurrence des autres matériaux d'emballage, en particulier le plastique. Les verriers continuent d'étoffer le système de recyclage dans le cadre d'éco-emballages. L'objectif est un taux de récupération de 75 % en l'an 2002.

Plus de la moitié de la production de verre plat sert les marchés des pays limitrophes. Elle est destinée à 60 % au marché cyclique du bâtiment et à 40 % au marché de l'automobile, marchés de proximité. Pour assurer leurs débouchés dans le domaine du bâtiment, les producteurs de verre plat, français ou étrangers, mènent depuis quelques années une politique d'intégration vers l'aval et rachètent les transformateurs indépendants.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Le secteur des matériaux de construction est très diversifié par la taille de ses entreprises, leurs structures, leurs marchés et leurs techniques. Quatre entreprises du travail de la pierre sur cinq occupent moins de cinquante salariés. L'organisation et les méthodes de travail restent traditionnelles. Par contre, l'industrie cimentière, avec cinq entreprises, dont quatre de plus de 700 salariés, est une industrie à forte technologie travaillant à 70 % pour le bâtiment.

En 1998, la construction de logements est forte, bien que la demande dans le logement collectif régresse en fin d'année avec l'extinction du plan Périssol. La baisse du taux de TVA sur les travaux d'entretien ou d'amélioration contribue à une légère hausse de l'activité en fin d'année. Elle devrait se poursuivre en 2000.

L'activité stagne dans les travaux publics, mais des chantiers s'ouvrent progressivement en raison des nouvelles contraintes environnementales et des exigences de remise aux normes françaises et européennes. Des perspectives s'offrent dans des domaines aussi variés que l'assainissement des eaux, la collecte des déchets, le désamiantage, les bâtiments publics ou transports en commun.

La balance commerciale, légèrement déficitaire en 1998, accentue son déficit en 1999. Les produits réfractaires, les ciments et chaux, les tuiles, les appareils sanitaires et les produits minéraux divers maintiennent leurs bonnes performances à l'exportation et totalisent un excédent de 3,1 milliards de francs : malgré un chiffre d'affaires à l'exportation de 2,1 milliards de francs, les articles céramiques à usage domestique ou ornemental et les carreaux en céramique, victimes de la concurrence internationale, accusent un déficit commercial chronique de plus de trois milliards de francs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

Ce secteur des biens intermédiaires recouvre l'extraction et la production de biens très diversifiés liés à trois secteurs d'activités.

- Le bâtiment et génie civil (construction), pour l'extraction et la transformation des pierres de construction de toute nature (calcaire, granit, meulière, grès...), l'extraction d'ardoises et leur transformation, l'extraction et la production de granulats d'origine alluvionnaire ou à partir de roches calcaires et éruptives ;
- L'industrie, pour la production de matériaux de carrière (castines, gypse, calcaires industriels, dolomie), de sables industriels, de soufre (y compris par épuration de gaz naturel ou raffinage de pétrole), de sels (par exploitation de marais salants ou extraction minière y compris par dissolution et pompage), pour l'extraction d'argiles, de kaolin et de terres réfractaires, de barytine, de spath fluor et de terres colorantes ;
- L'agriculture, pour l'extraction de phosphates naturels, de sels de potassium naturels et d'amendements.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

Industrie du verre : elle regroupe plusieurs types de productions aux procédés de fabrication et aux débouchés différents :

- le verre plat comprend trois produits de base (le verre étiré, la glace et les verres coulés) qui servent à la fabrication du verre trempé, de verre feuilleté, de vitrages isolants, de miroirs et de produits spéciaux. Il est fabriqué dans des installations importantes et coûteuses selon le procédé du « float-glass », consistant à déverser du four le verre fondu sur un bain métallique d'étain en fusion, sous atmosphère d'azote ;
- le verre creux comprend le verre d'emballage (bouteilles, pots, flacons) destiné à l'industrie ainsi que la verrerie de ménage ;
- le verre à la main comprend la gobeleterie et le cristal destiné aux ménages ;
- le verre technique comprend des articles très élaborés tels que le verre optique, les composants industriels, les cônes et écrans de télévision.

Fibres de verre : elles sont constituées par les fibres d'isolation employées dans l'industrie et la construction pour l'isolation thermique et acoustique et les fibres de renforcement utilisées pour consolider les matières plastiques ou minérales.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Ce secteur regroupe la fabrication des produits céramiques et la production de matériaux de construction. Cette dernière comprend la fabrication de tuiles, briques et produits divers en terre cuite, la fabrication de ciments, chaux, plâtre, béton prêt à l'emploi, mortiers et bétons secs, les ouvrages en béton, fibres-ciment ou plâtre pour la construction, le travail de la pierre, la fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Mines domaniales des potasses d'Alsace ;

— Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) ;

— Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux ;

— Confédération des industries céramiques de France ;

— Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Publications :

Annales des mines, annuel, École des mines.

Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines.

« Matériaux de construction et produits de carrière », *Statistiques* 1998, UNICEM.

« Matières premières minérales », *Chiffres-clés*, Observatoire des matières premières minérales, secrétariat d'État à l'industrie, 1999.

L'industrie céramique et verrière.

L'industrie cimentière. La Lettre.

« Écomine », *Bulletin mensuel*, Observatoire des matières premières et du BRGM.

« Industrie du verre », B. Wichmann, *Chiffres-Clés, production industrielle,* séries mensuelles commentées et trimestrielles, SESSI.

« L'industrie du verre », P. Brocard, *Chiffres-clés Analyse,* 1999, SESSI.

« Les verriers français exportent leur « savoir-verre » », P. Brocard, *Industrie française et mondialisation,* 1998, SESSI.

Le « *4 pages* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie du verre creux : en verre et contre tout » P. Brocard, n° 29, février 1994 ;

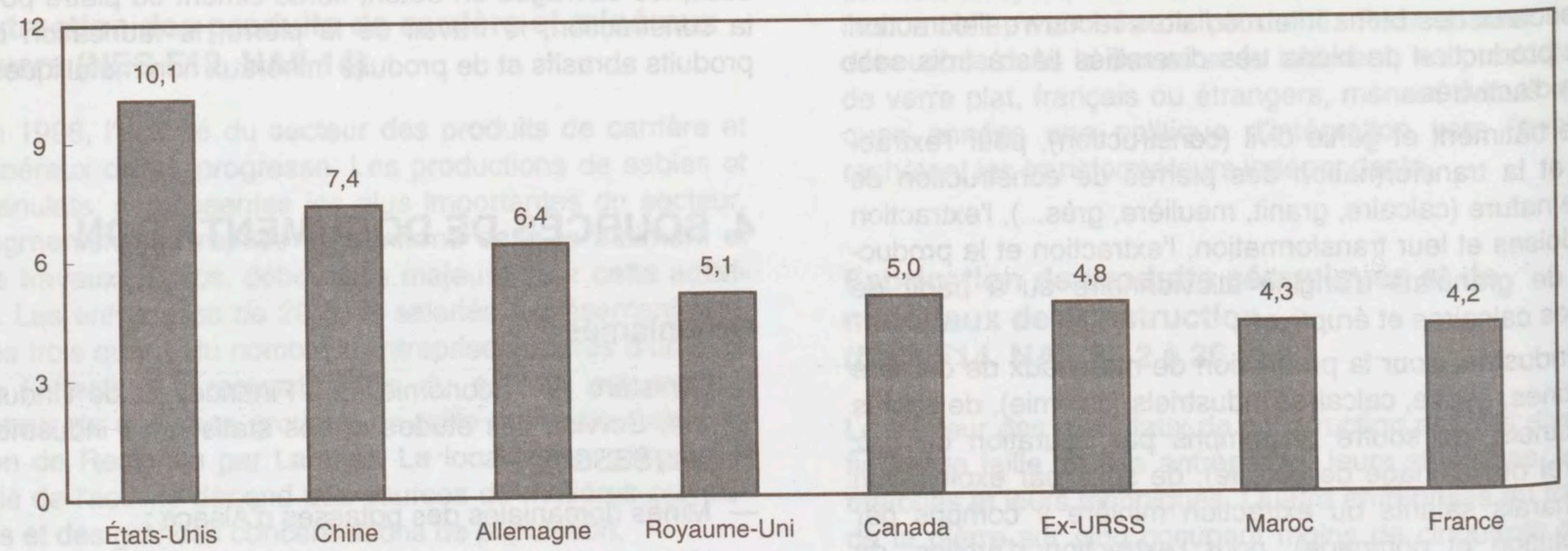
— « Le verre plat flotte sur la reprise », P. Brocard, n° 48, mai 1995.

*
* *

GRAPHIQUE K.10-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12) en 1998

En %

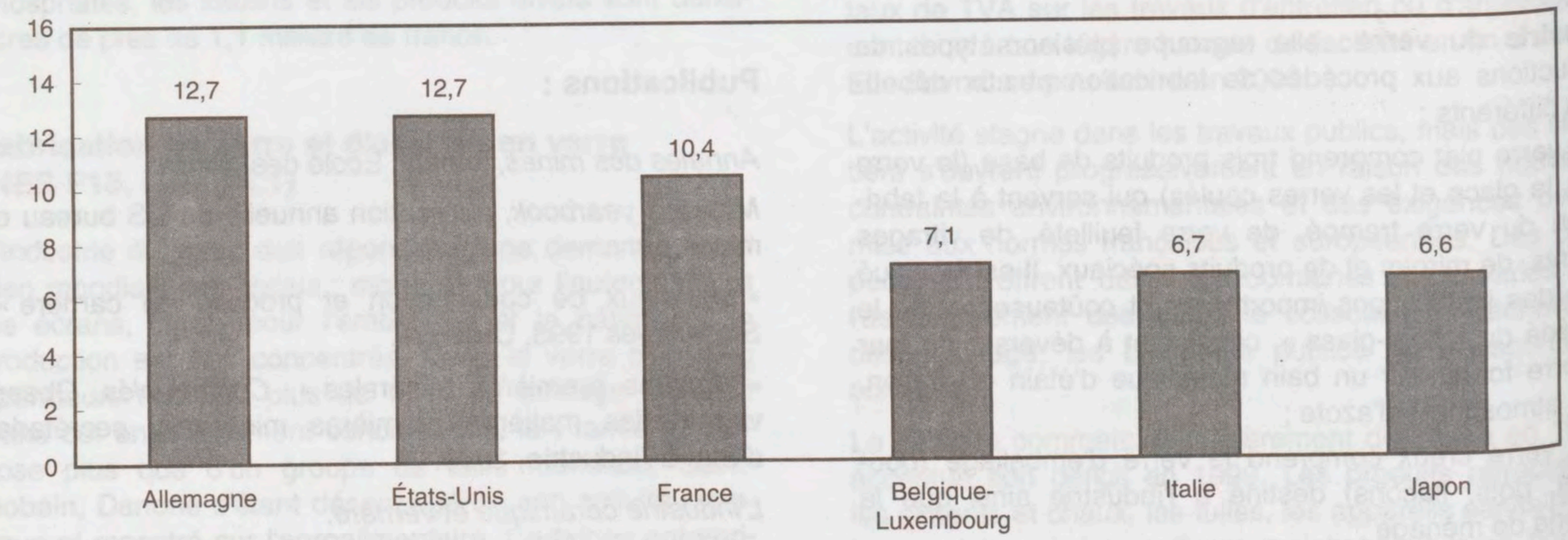


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.10-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13) en 1998

En %

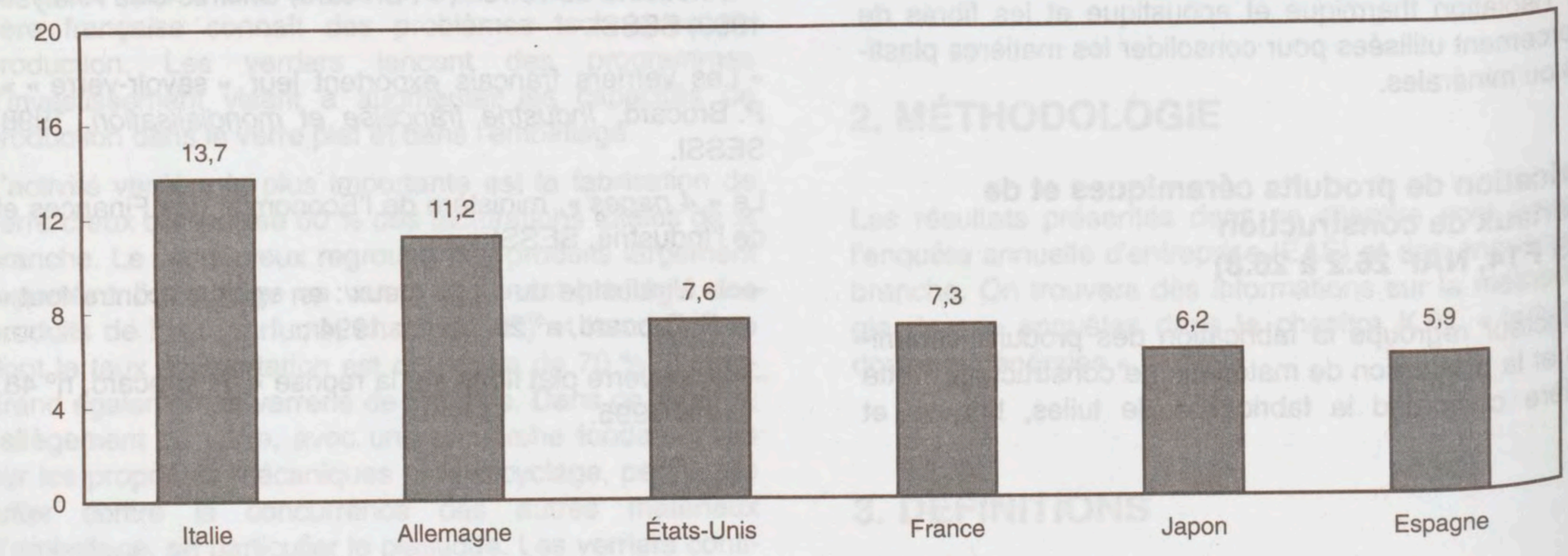


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.10-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.10-1

Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	228	105,9	354	69,6	20,1
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**228**	**105,9**	**354**	**69,6**	**20,1**

TABLEAU K.10-2

Minerais de fer : production

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	(1) 1998	1999
Minerais de fer	131Z	1 496,0	1 459,9	522,7	0,5	6,0
dont : Poids de métal contenu		432,1	428,5	145,3	0,2	2,6

(1) Fin juillet 1997, les mines d'Arbed, sur la commune d'Audun-le-Tiche, en Moselle, ont été définitivement fermées. Elles assuraient 90 à 95 % de la production. Cet évènement explique la chute importante de la production à partir de 1998.

TABLEAU K.10-3

Extraction de produits de carrières et minéraux divers : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	2 029	1 094,3	2 063	294,0	47,3
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 334	1 800,8	1 487	273,3	297,7
Production de sables et de granulats	142A	11 408	12 128,8	12 140	1 841,8	983,4
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	1 114	1 027,3	1 149	192,1	60,4
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	3 750	2 467,5	3 518	806,4	152,3
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	690	749,1	674	127,7	65,6
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres ind. extractives)	**F12**	**20 325**	**19 267,8**	**21 031**	**3 535,3**	**1 606,7**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700). Comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath; l'extraction de pierres gemmes, de quartz, de mica et d'asphaltes et de bitumes naturels, etc.

TABLEAU K.10-4

Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche

Sources : SESSI ; Fédération des Chambres Syndicales des Minerais ;
Minéraux industriels et Métaux non ferreux

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
PIERRES POUR LA CONSTRUCTION	**141A**						
Granit		m^3					
Blocs bruts et moellons pour construction			162 700	149 700	206 200	208 100	...
Calcaire et marbre		»					
Blocs bruts extraits			253 223	271 300	244 500	276 600	...
SABLES ET GRANULATS	**142A**						
Sables industriels		10^3 tonnes	6 099	6 134	6 005	6 139	5 668
Sables et graviers d'alluvions		»	181 130	163 650	164 950	167 600	...
dont : Cailloux (1)		»	6 860	5 660	•	•	•
Gravillons (1)		»	55 390	50 220	59 460	59 420	...
Sables		»	68 440	63 870	65 900	66 410	...
Tout venant		»	28 610	24 660	33 410	36 010	...
Matériaux concassés de roche et de laitier							...
dont : Gravillon concassé		»	55 790	52 500	74 560	81 010	...
Sable de concassage		»	27 090	25 340	27 250	28 360	•
Tout venant concassé (1)		»	32 490	30 410	•	•	...
Graves et tout venant concassé (1)		»	...	...	68 070	68 760	
Poudres de pierre et carbonates de chaux (tous usages sauf amendements)		10^3 tonnes	2 484	2 470	2 629	2 996	...
ARGILES ET KAOLINS	**142C**						
Argiles :		10^3 tonnes					876
Crues		»	1 188	1 081	977	943	179
Broyées		»	130	161	168	174 *r*	149
Calcinées		»	160	162	170	182	
MINÉRAUX POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET ENGRAIS NATURELS	**143Z**						
Sels de potassium naturels :		10^3 tonnes					2 536
Extraction brute		»	6 157	5 718	4 913	3 267	346
Extraction nette : poids de K^2O contenu		»	869	812	725	454	76
Barytine enrichie		»	75	81	77	75	82
Spath fluor concentré		»	102	78	84	81	825
Soufre		»	1 063	990	960	869	
SELS	**144Z**						3 569
Chlorure de sodium cristallisé		10^3 tonnes	4 122	3 654	4 063	3 330	1 116
dont : Sel de mer		»	1 473	966	1 188	1 257	4 051
Chlorure de sodium en dissolution		»	4 365	4 273	4 051	4 482	
PRODUITS MINÉRAUX DIVERS	**145Z**						
Talc :		10^3 tonnes					29
En roche		»	25	28	28	28	377
En poudre		»	297	321	335	363	315
Quartz et quartzites		»	358	306	375	284	294
Feldspath brut		»	306	409	330	291	

(1) Modification de questionnaire. À partir de 1997, ces rubriques ne sont plus collectées isolément :
- la série « Gravillons » comprend les deux anciennes séries « Cailloux » et « Gravillons » ;
- une nouvelle série « Graves et tout venant concassé » a été créée.
Avant 1997, les « Graves » (granulats utilisés pour la constitution de la couche de base d'une chaussée), étaient collectées séparément et non publiées.

TABLEAU K.10-5

Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de verre plat	261A	2 107	2 800,7	2 837	638,9	211,7
Façonnage et transformation du verre plat	261C	9 224	8 489,1	9 362	1 339,8	357,2
Fabrication de verre creux	261E	28 612	21 691,2	29 622	4 869,1	1 439,9
Fabrication de fibres de verre	261G	1 779	2 382,1	1 969	419,1	123,5
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	4 816	3 363,5	4 631	754,5	200,7
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**46 538**	**38 726,6**	**48 421**	**8 021,4**	**2 333,0**

TABLEAU K.10-6

Verre : principales productions (1) de la branche

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Nunéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE							
Verre coulé, étiré et glace non trempés	261A	10^3 tonnes	928	966	1 039	1 016	940
Fibres de verre (2), livraisons	261G	»	198	192	198	227	219
Vitrages isolants, livraisons	261C	10^3 m^2	9 563	9 768	10 243	10 926	12 257
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**261E**						
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	3 043	3 066	3 179	3 324	3 328
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	577	608	616	636	640
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	454	430	437	445	421
VERRE TECHNIQUE	**261J**	»	**147**	**162**	**156**	**138**	**137**

(1) Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre (NAF 26.1).
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.10-7

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	6 427	2 432,9	6 451	771,1	152,7
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	4 047	2 173,9	4 208	649,2	201,9
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	544	346,9	567	86,1	15,2
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	4 550	3 767,2	4 742	842,0	173,7
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	2 986	1 735,2	3 640	495,3	121,0
Fabrication de briques	264A	1 671	1 282,8	1 813	269,9	108,1
Fabrication de tuiles	264B	3 101	2 931,2	3 220	481,8	394,7
Fabrication de produits divers en terre cuite	264C	250	163,3	320	43,6	18,6
Fabrication de ciment	265A	4 766	11 335,3	5 207	1 179,7	866,1
Fabrication de chaux	265C	1 002	1 988,5	836	137,4	125,1
Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction	265E et 266C	2 703	4 467,2	3 258	631,2	322,5
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	15 073	11 577,2	16 497	2 351,0	578,0
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	4 910	10 422,5	5 102	818,3	346,6
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 656	2 665,4	1 623	290,9	76,1
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	965	754,3	989	146,0	30,2
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	456	249,3	398	51,4	8,0
Travail de la pierre	267Z	4 086	2 304,5	4 060	537,9	69,6
Fabrication de produits abrasifs	268A	1 992	1 757,4	3 769	823,1	134,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a (1)	268C	6 212	6 240,9	6 041	1 111,2	291,1
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**67 397**	**68 595,9**	**72 741**	**11 717,1**	**4 033,2**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700). Comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. NAF 261G, tableau K.10-5); la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.

TABLEAU K.10-8

Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche

Sources : SESSI ; UNICEM ; Syndicat français de l'Industrie Cimentière ;
Confédération des industries céramiques de France ;
Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
ARTICLES CÉRAMIQUES À USAGE DOMESTIQUE OU ORNEMENTAL	**262A**									
Vaisselle en porcelaine		tonne	20 350	14 444	19 071	17 882	17 306	17 775	12 404	10 630
APPAREILS SANITAIRES EN CÉRAMIQUE	**262C**	10^3 tonnes	**132**	**111**	**108**	**117**	**114**	**114**	**104**	**98**
PRODUITS CÉRAMIQUES RÉFRACTAIRES	**262L**	10^3 tonnes	**424**	**326**	**374**	**419**	**385**	**421**	**414**	**374**
CARREAUX EN CÉRAMIQUE	**263Z**									
Carreaux en grès ou en terre commune (émaillés ou non, mosaïques ou non)		10^3 m^2	30 067	...	35 923	35 858	34 340	35 546	37 681	34 888
Carreaux de faïence		»	7 733	...	9 048	9 417	9 639	10 186	7 307	7 594
BRIQUES	**264A**									
dont : Briques apparentes et de pavage		10^3 tonnes	557	463	454	500	484	463	423	383
Blocs		»	493	630	650	661	537	629	678	797
Briques creuses		»	1 225	890	1 317	1 344	1 256	1 275	1 296	1 389
Hourdis		»	61	58	59	64	55	56	62	63
TUILES	**264B**	10^3 tonnes	**2 028**	**1 957**	**2 200**	**2 321**	**2 244**	**2 251**	**2 337**	**2 454**
CIMENTS (non compris les clinkers)	**265A**	10^3 tonnes	**26 230**	**19 222**	**20 020**	**19 724**	**18 337**	**18 309**	**19 434**	**20 302**
ÉLÉMENTS EN BÉTON POUR LA CONSTRUCTION	**266A**									
Moellons, parpaings		10^3 tonnes	16 040	12 441	13 267	13 290	13 030	13 173	13 657	14 376
Dalles, carreaux pour voirie		10^3 m^2	6 445	7 017	7 115	7 089	6 686	6 658	6 656	6 750
Poutrelles pour planchers préfabriqués		10^3 mètres	41 476	30 238	32 897	32 849	31 629	33 490	34 629	38 787
Tuyaux cylindriques (armés ou non)		10^3 tonnes	2 366	2 065	2 094	2 113	2 180	1 836	1 745	1 807
BÉTON PRÊT A L'EMPLOI	**266E**	10^3 m^3	**35 772**	**28 447**	**30 781**	**29 729**	**28 601**	**29 490**	**29 822**	**33 127**
MORTIERS ET BÉTONS SECS	**266G**									
Mortiers industriels		10^3 tonnes	1 261	1 260	1 440	1 035	1 030	1 082	1 068	1 160

Chapitre K.11

Industrie textile

(NES : F21, F22 et F23)
(NAF : 17)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche « Filature et tissage » (NES F21) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1998.

1. Industrie textile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie textile : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

La reprise de la consommation intérieure se confirme en 1998 et bénéficie à l'ensemble de la filière, lui conférant une certaine stabilité. Toutefois, elle profite surtout aux importations, et le textile français, confronté à des périodes de crises successives, reste fragile.

Pour résister à l'entrée massive des articles finis en provenance des pays à faibles coûts salariaux, les entreprises renforcent leur productivité. À la recherche de nouveaux marchés, ce secteur investit et entreprend une profonde réorganisation structurelle basée sur l'innovation et une meilleure réactivité à la demande. Certains grands groupes effectuent en parallèle le redéploiement de leur outil de production dans des pays émergents, ou recourent massivement à la sous-traitance. Cette politique provoque la fermeture de nombreux sites en France et d'importantes pertes d'emplois.

La filière lainière, en particulier la filature, reste la plus touchée car les fibres synthétiques, moins chères et plus performantes, tendent à supplanter les fibres naturelles. Malgré de multiples restructurations et un réel effort d'adaptation, la « Lainière de Roubaix », symbole de la grandeur textile française, a dû fermer ses portes en début d'année 2000. Le Tarn, premier pôle de laine cardée, connaît aussi de graves difficultés.

Les tisseurs jouent sur la diversification des produits et l'essor des tissus techniques, également destinés à l'exportation. Certains pratiquent l'intégration des activités de filature et de teinture et apprêts, d'autres utilisent le partenariat « amont », identifiant de nouveaux fils pour des tissus plus esthétiques et fonctionnels, et le partenariat « aval » pour valider leurs créations.

À court terme, l'ennoblissement pourrait bénéficier du retour des couleurs et de l'imprimé dans les nouvelles collections, et les apprêts se veulent à la pointe de la technique pour rendre les tissus toujours plus attractifs.

Des inquiétudes pèsent sur ce secteur : au remboursement des aides publiques du plan Borotra, s'ajoute la perspective de la libéralisation totale des échanges par le démantèlement de l'Accord Multifibres, prévu pour 2005.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

En 1999, ce secteur renoue avec la croissance : les effectifs sont stables et le chiffre d'affaires en légère hausse (+ 0,9 % entre 1998 et 1999).

Les fabricants de tapis et moquettes, avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 8 %, bénéficient de la reprise de la consommation des ménages et du secteur du bâtiment. Les industriels poursuivent leurs efforts pour améliorer la qualité (nouvelles fibres traitées anti-salissures et anti-acariens).

Le secteur des non-tissés, avec une hausse du chiffre d'affaires (plus de 3 %), bénéficie de la bonne tenue du secteur automobile, son principal débouché. Il profite aussi de nouvelles applications dans le domaine du médical, de l'agrotextile et de l'aéronautique.

L'enduction constitue un marché d'avenir. La performance des entreprises est bien supérieure à celle des autres secteurs du textile, et ses applications sont utilisées dans tous les secteurs de pointe : automobile (air-bag, pneus…), génie civil, médical, sécurité.

Les autres activités de ce secteur (linge de maison, petits articles de literie…) souffrent de la crise asiatique et des importations massives en provenance de la Chine et de la Turquie.

Peu d'entreprises possèdent une taille et des moyens suffisants pour devenir compétitives. Face à un contexte international défavorable, les industriels de ce secteur demandent la mise en place, par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), d'une clause de sauvegarde. Le passage aux 35 heures et le remboursement des aides fiscales Borotra à partir d'avril 2000 constituent des motifs d'inquiétude pour les industriels. Il leur faudra trouver des produits technologiquement avancés, à haute valeur ajoutée, et nouer des alliances pour atteindre une taille suffisante et rester compétitifs.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

La maille est un secteur de PMI : près de la moitié des entreprises n'atteignent pas 50 salariés et seulement 3 % ont un effectif supérieur à 500 personnes.

Le secteur d'étoffes à maille se compose essentiellement de petites structures : seules sept unités emploient plus de 100 salariés. Les performances des entreprises sont nettement supérieures à l'ensemble du secteur de la maille avec un taux de marge à 33 % et un taux d'investissement atteignant 17 % de la valeur ajoutée. Cette activité est dynamisée par les secteurs de l'automobile mais aussi ceux de l'habillement ou des tissus techniques.

La fabrication d'articles à maille souffre de la vive concurrence des pays de l'Europe du Sud et des pays à bas salaires. C'est l'industrie des pull-overs et articles similaires qui régresse le plus avec une chute de 40 % du nombre des entreprises, de 37 % des effectifs et de 30 % du chiffre d'affaires sur la décennie 90. Malgré tout, les entreprises s'imposent sur les marchés extérieurs : en 1998, le taux d'exportation atteint 30 %.

L'industrie des bas, collants et chaussettes est très concentrée. Les industriels font des efforts constants pour enrichir leurs gammes avec de nouveaux produits, alliant confort et fantaisie et présentent le collant comme un véritable accessoire de mode. Ils consacrent 7,2 % de leur chiffre d'affaires à la publicité. Les résultats économiques des entreprises sont nettement inférieurs à l'ensemble des biens intermédiaires avec un taux de marge à 14,3 % et un taux de rentabilité négatif (- 2,6 %). Le taux d'investissement se dégrade en 1998, pour atteindre 4,7 %.

En 1999, la balance commerciale reste très déficitaire (52 %). Seul le secteur des étoffes à maille est excédentaire avec un taux de couverture à 120 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de

branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

— **Stade préparatoire :**

— **sur les fibres :**

— *cardage et peignage* : opération qui permet de sélectionner les fibres d'un ruban en fonction de leur longueur pour former un ruban de fibres longues ;

— *rouissage et teillage* : opération mécanique (battage) qui extrait les fibres techniques du lin ;

— **sur les fils :**

— *retordage* : torsion de deux ou plusieurs fils simples afin d'obtenir un fil retors ;

— *moulinage* : opération qui permet d'obtenir un fil utilisable à partir des fils continus produits par l'industrie chimique ;

— *texturation* : transformation d'un filament brut en un filament brisé plus volumineux et plus souple ;

— **Filature**. Opération qui permet d'obtenir un fil à partir de matières textiles naturelles (coton, laine, jute, lin, chanvre, soie), artificielles (viscose, rayonne, acétate) ou synthétiques (acrylique, polyamide, polyester).
Les fils continus des matières artificielles ou synthétiques relèvent de la chimie de base, ceux issus de la fibre de verre, de l'industrie du verre.

— **Tissage**. Opération permettant d'obtenir un tissu par entrecroisement de fils parallèles disposés selon la longueur du tissu (chaîne) et de fils perpendiculaires (trame) qui assurent la cohésion du tissu.

— **Ennoblissement**. Opérations apportant au textile leur aspect final et leurs propriétés d'usage : prétraitement, teinture, impression, apprêts.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur regroupe :

— les fabrications de linge de maison et d'articles d'ameublement, de petits articles de literie ainsi que des bâches, stores, tentes et matériel de camping en textile, sacs et sachets d'emballage et divers autres articles confectionnés en textile tels que : matériels de campement, voiles, sacs et sachets d'emballage, drapeaux, serpillières, gilets de sauvetage ou parachutes ;

— la fabrication de tapis et moquettes, de ficelles, filets et cordages, de non-tissés et de rubans, dentelles, broderies, feutres, fils élastiques, produits de la ouaterie, tissus enduits et textiles techniques divers.

Non-tissés : produits constitués d'un voile, d'une nappe ou d'un matelas de fibres orientées ou non, et dont la cohésion est assurée par une méthode mécanique ou chimique.

Textiles à usage technique (TUT) : matériaux qui répondent à des exigences technico-qualitatives élevées, c'est-à-dire de hautes performances mécaniques, thermiques, durables, leur permettant de s'adapter à une fonction technique.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

L'industrie de la maille regroupe les entreprises fabriquant les étoffes à maille, les articles chaussants (bas, collants, chaussettes), les pull-overs et articles similaires (polos, sweat-shirts et sous-pulls).

Les tee-shirts sont classés dans l'habillement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques ;

— Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT) ;

— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL) ;

— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC) ;

— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs ;

— Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques ;

— Syndicat de la filterie française ;

— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts ;

— Comité de coordination des industries de la mode ;

— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries.

Publications :

Le Journal du Textile, hebdomadaire de la Fédération des industries textiles.

Chiffres-clés, *Production industrielle,* SESSI :

— Industries de la maille, séries mensuelles et trimestrielles ;

— Industrie de l'habillement, séries trimestrielles.

« L'habillement », R. Soarès, *Chiffres-clés Analyse*, SESSI, 1998.

« *La mode en Chiffres* », SESSI, juillet 1999.

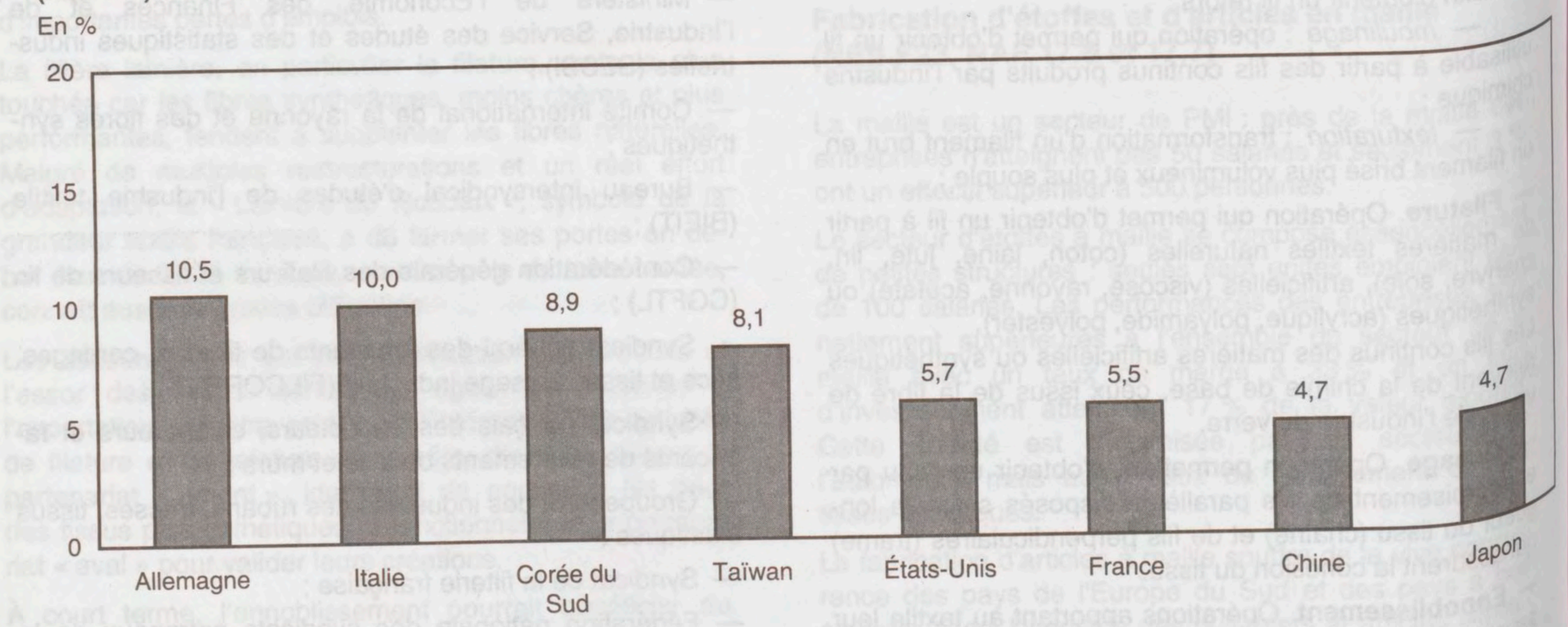
« Textile, habillement, cuir », « Perspectives sectorielles 2002-2004 », *les prévisions glissantes détaillées du BIPE*, 1999.

L'Industrie Française du textile, SESSI, 2000.

*
* *

GRAPHIQUE K.11-1

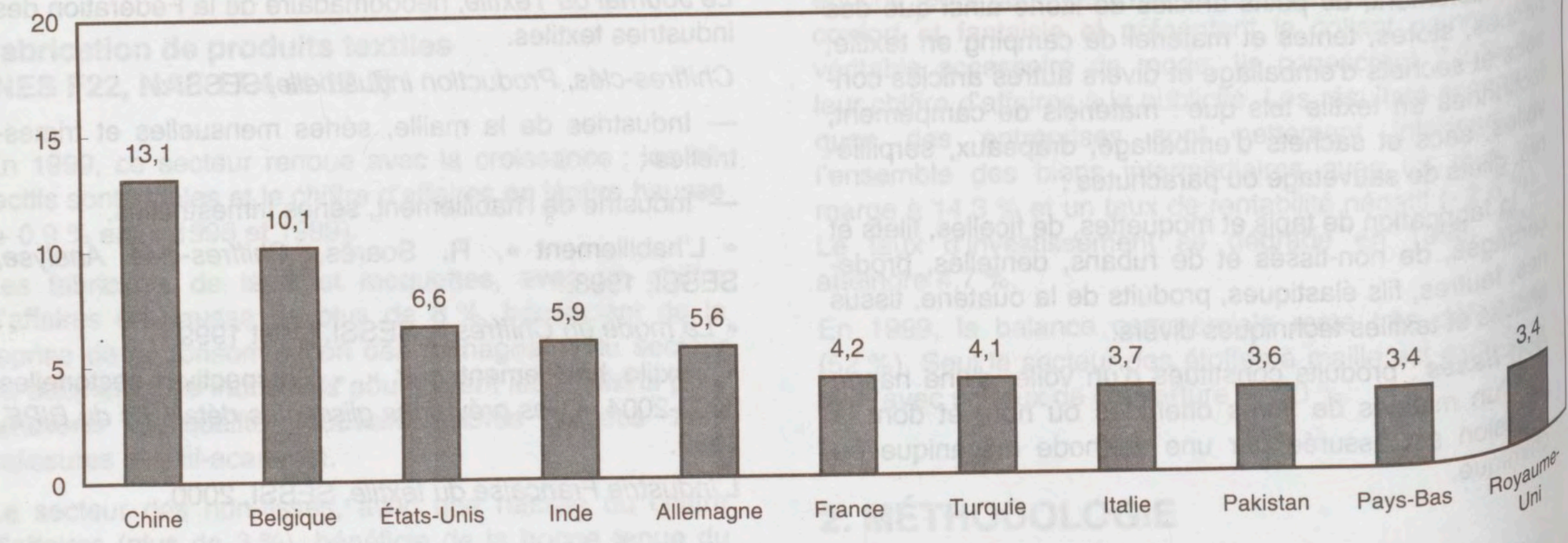
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche " Filature et tissage " (NES F21) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.11-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.11-1

Industrie textile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Filature de l'industrie cotonnière	171A	2 964	2 679,6	2 898	351,5	143,9
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	741	331,1	691	80,3	6,9
Préparation de la laine	171E	1 154	3 291,6	1 194	192,2	78,1
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	3 125	2 030,0	3 305	412,8	79,4
Préparation et filature du lin	171H	1 404	905,4	1 405	162,6	52,8
Moulinage et texturation de la soie et textiles artificiels et synthétiques	171K	4 681	4 287,1	4 793	572,4	177,0
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	1 922	1 387,8	2 247	345,6	48,3
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	9 065	10 077,1	9 331	1 246,7	368,4
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1 207	1 572,0	1 149	164,1	76,8
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 645	2 255,7	1 655	215,6	74,3
Tissage de soieries	172G	6 232	7 438,8	6 248	897,5	288,4
Tissage d'autres textiles	172J	1 798	1 826,1	1 964	262,4	56,5
Ennoblissement textile	173Z	14 933	12 266,5	15 143	2 125,0	639,4
Filature et tissage	**F21**	**50 871**	**50 348,8**	**52 023**	**7 028,7**	**2 090,2**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4 617	3 239,5	4 943	594,6	117,4
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 393	1 685,2	2 336	262,4	32,3
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4 922	3 375,1	5 045	648,6	97,4
Fabrication de tapis et moquettes	175A	3 186	4 333,2	3 680	512,4	140,2
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 120	869,6	1 149	138,0	17,9
Fabrication de non-tissés	175E	1 775	2 137,6	1 407	232,1	112,8
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	16 577	14 110,8	17 356	2 450,5	749,4
Fabrication de produits textiles	**F22**	**34 590**	**29 751,0**	**35 916**	**4 838,6**	**1 267,4**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	3 039	3 616,6	2 983	412,7	167,4
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	9 608	4 312,1	9 449	1 187,3	103,6
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	9 490	5 376,4	9 123	1 011,2	123,3
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	**F23**	**22 137**	**13 305,1**	**21 555**	**2 611,2**	**394,3**
Industrie textile	**F2**	**107 598**	**93 404,9**	**109 494**	**14 478,5**	**3 751,9**

(1) N.c.a. : non comprises ailleurs, dans une autre « classe de la NAF 700 » : fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile.

TABLEAU K.11-2

Industrie textile : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1996	1997	1998	1999
Filature, tissage, ennoblissement textile						
FILATURE	**17.1**					
Fibres préparées :						
Cardés et peignés de laine	171C, 171F	tonne	62 290	57 260	58 344	65 940
Cardés et peignés de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	13 030	12 975	10 560	10 296
Fils de coton	171A	«	98 650	98 560	111 168	103 020
Fils de laine	171E	«	10 500	10 300	8 820	10 284
Fils à tricoter	«	«	2 210	1 740	1 440	1 368
Fils de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	78 950	76 630	80 256	73 320
Fils à coudre	171M	«	5 020	4 320	4 212	2 952
TISSAGE	**17.2**	«				
Tissu de coton	172A	«	84 910	87 040	83 124	88 764
Tissu éponge	«	«	3 370	3 920	4 104	3 456
Tissu de laine	172C, 172E	«	6 310	6 240	5 436	4 404
Tissu de lin	172J	«	2 100	2 720	2 868	3 060
Tissu en textiles artificiels ou synthétiques	«	«	91 310	98 850	109 404	111 252
Tissu de verre	«	«	35 600	40 970	38 292	38 280
ENNOBLISSEMENT TEXTILE	**17.3**	«	**276 450**	**286 690**	**306 192**	**267 420**
FABRICATION ARTICLES TEXTILES	**17.4, 17.5**					
LINGE DE MAISON	**174A**	**tonne**				
Couvertures	«	«	3 550	3 430	3 516	3 624
Linge de lit	«	«	20 260	22 110	22 020	18 120
Linge de table	«	«	2 510	2 520	2 508	2 196
Linge de toilette et de cuisine	«	«	4 310	4 990	5 004	4 548
TAPIS, MOQUETTES	**175A**	**10^3 m²**	**101 490**	**95 850**	**97 284**	**102 672**
FICELLES, CORDES ET CORDAGES	**175C**	**tonne**	**20 360**	**17 440**	**18 732**	**18 600**
OUATES	**175G**	«	**22 120**	**23 880**	**23 364**	**20 484**
HYGIÈNE FÉMININE, INFANTILE	**175G, 212E**	«	**6 290**	**7 100**	**5 736**	**4 956**
Industrie de la maille						
ÉTOFFES À MAILLE (1)	**176Z**	**10^3 pièces**				
Étoffes à boucles et étoffes à longs poils	«	«	7 501	7 579	7 737	7 625
Étoffes pour rideaux et vitrages (fibres artificielles et synthétiques)	«	«	2 556	2 041	2 007	1 947
Autres étoffes de bonneterie	«	«	39 710	42 723	38 626	37 532
ARTICLES CHAUSSANTS À MAILLE	**177A**					
Collants	«	10^3 pièces	203 270	164 341	141 205	119 923
Bas	«	10^3 paires	4 447	3 058	1 831	2 191
Mi-bas	«	«	59 641	63 514	65 103	63 024
Autres articles chaussants	«	«	129 430	130 494	129 916	114 200
PULL-OVERS ET ARTICLES SIMILAIRES	**177C**	**10^3 pièces**				
Chandails, pull-overs, sweat-shirts, cardigans	«	«	28 368	27 983	27 353	24 085
dont : en laine	«	«	9 589	11 582	11 563	9 892
en coton	«	«	9 517	8 555	8 057	6 772
en fibres artificielles ou synthétiques	«	«	6 678	7 846	7 118	6 581
Sous-pulls	«	«	331	593	615	840

(1) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

Chapitre K.12

Industrie du bois et du papier

(NES : F31 à F33)
(NAF : 20 et 21)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32), en 1998

1. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques.
2. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche.
3. Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques.
4. Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Le travail du bois met sur le marché des produits essentiellement destinés à l'ameublement et au bâtiment. Ce secteur est fragilisé par un marché atone et par la concurrence de produits comme le verre, le métal et le PVC.

Il souffre aussi de l'atomisation de ses structures de production puisque neuf entreprises sur dix emploient moins de 100 salariés, représentant 53 % des effectifs et 43 % du chiffre d'affaires. Seules deux entreprises dépassent 500 salariés. De caractère familial et artisanal, le secteur recouvre principalement trois activités.

L'industrie des panneaux s'est restructurée au sein de groupes européens. L'intensité capitalistique, c'est-à-dire le ratio immobilisations par personne, y est deux fois plus importante que dans l'ensemble du travail du bois. La modernisation de l'outil de production et la création d'unités de fabrication comme les MDF (Medium Density Fiberboard) ou l'OSB (Oriented Strand Board) sont des atouts face à la concurrence européenne. Cette industrie a doublé ses exportations en dix ans. Elle réalise deux cinquième de son chiffre d'affaires sur un marché essentiellement intra-européen.

L'industrie de fabrication de charpentes et de menuiserie composée de petites entreprises, opère surtout sur des marchés régionaux. Le taux d'exportation direct n'atteint que 7 % en 1998. La concurrence d'autres matériaux, notamment celle du PVC, est vive, particulièrement dans les huisseries.

L'industrie de l'emballage en bois représente 7 % des ventes de l'ensemble des emballages quelle que soit la matière. La fabrication de palettes génère le tiers des facturations de l'emballage en bois. La directive européenne sur la valorisation des déchets entraîne la fabrication de palettes à usages multiples (36 % du parc) et le développement de la réparation. Les ouvrages de tonnellerie représentent un quart des facturations des emballages en bois et participent pour 70 % aux exportations de la branche : le taux de couverture demeure largement excédentaire (201 %).

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Malgré le léger repli de la production française de pâtes à papier en 1999 avec 2,59 millions de tonnes contre 2,68 en 1998, les résultats en valeur s'améliorent suite à la remontée des cours de la pâte, qui passent de 460 $ à 600 $ la tonne en moins d'un an. Cela intervient après une surproduction consécutive à un contexte mondial difficile en 1998, mais les stocks de pâtes à papier se sont résorbés face à une demande plus importante de papier-carton en 1999.

La production française de papier-carton est ainsi en forte croissance (+ 4,8 %), la France conservant sa place de huitième producteur mondial et de quatrième producteur européen avec 9,6 milliards de tonnes. Le marché reste largement dominé par les grands producteurs nord-américains, suédois et finlandais, qui se partagent plus de la moitié du marché mondial.

Si la consommation française de papier-carton est encore majoritairement tributaire des produits d'importation (55 %), le taux de couverture s'est nettement amélioré : 79 % contre 74 % en 1998.

Cette industrie favorise le déploiement d'arbres de qualité et évite ainsi le dégagement de carbone par la détérioration naturelle du bois. En ce sens, elle limite l'effet de serre et participe au respect de l'environnement grâce au recyclage des déchets qui constitue plus de la moitié de la matière première utilisée par les papetiers actuellement. En 1999, la consommation de fibres provenant des papiers et des cartons récupérés continue de progresser en France avec une croissance de 7 %. Elle représente plus de 55 % des matières premières consommées et atteint 5,2 millions de tonnes.

Avec plus de 3,5 millions de tonnes équivalent pétrole en 1999, l'industrie du papier-carton reste le troisième consommateur d'énergie (9,4 % de l'industrie française), derrière la chimie et la sidérurgie ; l'électricité représente plus de 50 % de l'énergie consommée. En 25 ans, l'industrie papetière a réduit de 80 % ses rejets dans l'eau.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Grâce à la reprise économique en 1999, les usines françaises produisent 9,6 millions de tonnes de papier et carton (+ 4,8 %). Les papiers à usage graphique en absorbent une part importante (de l'ordre de 44 %) ainsi que la fabrication d'emballages (plus de 45 %). Les industries de transformation du papier-carton constituent des secteurs spécifiques avec des équipements industriels spécialisés et des stratégies différenciées.

La production de papiers à usage graphique — papier journal et papiers d'impression-écriture — augmente de 8 %. Elle profite de la mise en service d'une nouvelle machine pour papier journal produisant plus de 300 000 tonnes par an.

La France est le troisième producteur d'Europe dans le secteur de l'emballage papier-carton-sacherie, composé de 340 entreprises de plus de vingt salariés. En 1999, la production se maintient à un niveau élevé, sans égaler celle des papiers à usage graphique. La fabrication d'ondulé représente les trois quarts des emballages. La production y est stable (+ 0,1 %) alors que la production des cartons plats augmente de presque 6 % et celle des papiers souples de 8,2 %.

Quasi inexistante il y a vingt ans, la fabrication d'articles en papier à usage sanitaire et domestique est très concentrée : ce secteur repose sur quatre entreprises de plus de 500 salariés, toutes filiales de grands groupes internationaux. Dans ce domaine, la France est un des leaders européens.

L'industrie des articles en papier ou en carton est un secteur de pointe pour la valorisation des déchets : 55,5 % des matières premières utilisées par l'industrie papetière française sont constituées de papiers et de cartons récupérés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de

branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Cette activité, classée dans les biens intermédiaires, recouvre l'ensemble des industries de la première et seconde transformation du bois, à l'exception de la scierie, de l'ameublement et du papier carton. Elle comprend :

— l'imprégnation du bois ;

— la fabrication et la transformation de panneaux, bois de placages et contreplaqués (panneaux de particules, panneaux de fibres, panneaux lattés et contreplaqués) ;

— la fabrication de charpentes et de menuiseries destinées aux bâtiments, y compris les constructions préfabriquées en bois (portes, fenêtres, volets, clôtures, escaliers, panneaux pour parquets, charpentes en lamellé-collé et fermettes, hangars agricoles et abris en bois) ;

— la fabrication d'emballages en bois (caisses, palettes, emballages légers et articles de tonnellerie) ;

— la fabrication d'objets divers en bois (tournerie industrielle) et la fabrication de cercueils ;

— la fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie tels que bouchons, revêtements de sol ou de mur en liège, nattes, paillassons et claies.

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication des pâtes à papier mécaniques ou chimiques, blanchies ou écrues, à partir de bois ou autres matières ;

— la fabrication des pâtes de recyclé à partir de vieux papiers ;

— la fabrication des papiers et cartons en l'état : à usage graphique, pour articles sanitaires et domestiques, pour l'emballage, etc.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Cette activité comprend la fabrication de :

— carton ondulé et emballages en carton ondulé ;

— cartonnages : pliants, de bureau ou de présentation, boîtes, emballages alimentaires, etc. ;

— emballages en papier : sacs, sachets, etc. ;

— articles en papier à usage sanitaire ou domestique : mouchoirs, serviettes, couches, papiers hygiéniques, vaisselle en carton ;

— articles de papeterie : papiers en ramettes, blocs ou listings, carbones, stencils et autocopiants, enveloppes et articles de correspondance ;

— papiers peints et revêtements muraux en papier ou textile.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération nationale du bois ;

— Confédération nationale des industries du bois (CNIB) ;

— Fédération des industries lourdes du bois (FILB) ;

— Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses ;

— Fédération nationale des transformateurs de papier (service social) ;

— Fédération française de cartonnage.

Publications :

Chiffres-Clés, Production industrielle, SESSI :

— « Travail du bois », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;

— « Articles de papeterie », séries trimestrielles ;

— « L'industrie française de l'emballage en chiffres », édition 2000.

Chiffres-Clés Analyse, SESSI :

« Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, 1996 ;

« Les industries des panneaux à base de bois », M-J. Prudhommeaux, 2000.

« La forêt et les industries du bois », collection Agreste *GraphAgri*, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2000.

« Le bois en chiffres », *Analyse sectorielle*, SESSI et SCEES, 2000.

« L'industrie papetière », *rapport annuel 1999*, COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).

« *Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons* », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.

« *Transformation du papier* », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).

« *Cartonnage* », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).

« La situation de l'industrie », *Chiffres-clés Référence*, Sessi, édition 1999.

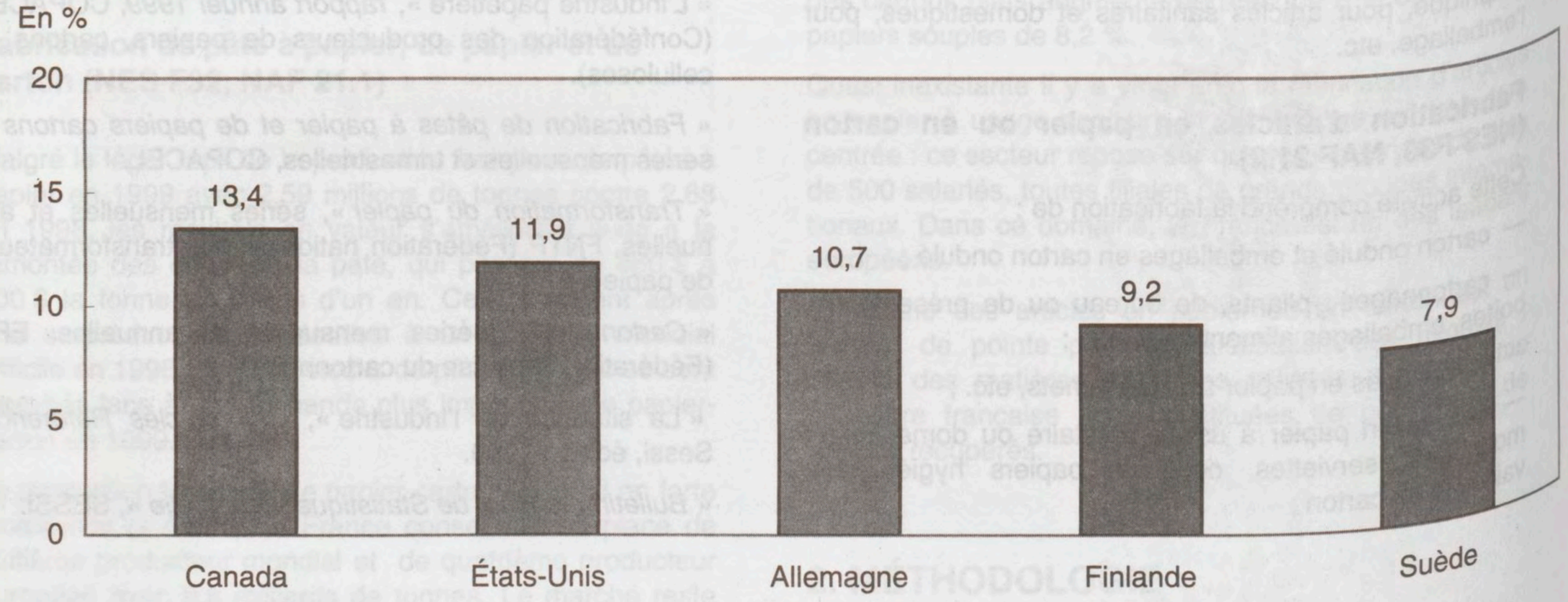
« *Bulletin mensuel de Statistique Industrielle* », SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.12

Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.12-1

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Imprégnation du bois	201B	608	263,8	673	120,3	8,1
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 446	10 328,0	8 568	1 272,7	585,6
Fabrication de charpentes et menuiseries	203Z	14 845	14 443,6	15 563	1 969,7	633,5
Fabrication d'emballages en bois	204Z	9 391	6 821,2	10 426	1 275,1	276,6
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4 290	2 432,4	4 460	560,5	94,4
Fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie (1)	205C	823	1 141,2	845	122,9	19,7
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (non compris sciage et rabotage)	**F31**	**38 403**	**35 430,2**	**40 535**	**5 321,2**	**1 617,9**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.

TABLEAU K.12-2

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
SCIAGE, RABOTAGE, IMPRÉGNATION DU BOIS	**201A (1)**						
dont : Lames pour parquets et lambris en bois de conifère (2)		tonnes	169 794	171 705	191 828	211 261	203 605 *e*
Lames pour parquets et lambris en bois autre que de conifère (2) (3)		10^3 m^2	1 620	1 192	2 529	2 710	2 625 *e*
FABRICATION DE PANNEAUX DE BOIS	**202Z**						
dont : Contreplaqués multiplis		m^3	476 983	472 861	503 740	472 151	481 498
Panneaux de particules de bois brut		»	1 660 668	1 902 996	1 942 012	2 003 912	2 041 494
Panneaux surfacés mélaminés		»	825 364	950 985	1 122 633	1 223 082	1 553 988
Panneaux de fibres « coupe-feu » bruts (qualité M.D.F.) (4)		»	343 671	373 240	416 052	413 061	480 286
FABRICATION DE CHARPENTES ET MENUISERIES	**203Z**						
dont : Fenêtres et portes-fenêtres (5)		10^3 pièces (6)	3 176	2 884	3 155	1 896	1 681
Portes menuisées non posées		»	1 193	1 168	1 160	1 185	1 171
Blocs-portes (7)		»	1 549	1 390	...	...	...
Portes planes tous parements non posées		»	4 674	4 402	6 077	6 585	7 001
Panneaux pour parquets dits mosaïques (2) (8)		10^3 m^2	2 400	2 341	1 918	1 764	...
Panneaux pour parquets contrecollés (2)		»	3 980	4 116	4 488	4 746	...
FABRICATION D'EMBALLAGES EN BOIS	**204Z**						
dont : Palettes simples en bois (9)		10^3 pièces	40 029	38 290	37 099	37 524	40 847
Palettes-caisses en bois		»	4 207	3 775	2 728	2 352	2 453
Caisses, caissettes, cageots		10^3 tonnes	491	474	487	490	461
Ouvrages de tonnellerie		»	13	17	21	26	37
FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS	**205A**						
dont : Cadres en bois		10^3 m	8 160	10 619	9 151	10 499	10 710

(1) Partie du code NAF 201A.
(2) Les enquêtes « Lames pour parquets » et « panneaux pour parquets » ont été respectivement reprises à partir de 1997 et 1999 par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES).
(3) Sauf lames pour lambris en hêtre ou chêne.
(4) Panneaux de fibres M.D.F. (medium density fireboard), coupe-feu de densité moyenne.
(5) Non posées par l'entreprise et à l'exclusion des fenêtres de toit.
(6) Information pour les fenêtres et portes-fenêtres, donnée en 10^3 vantaux jusqu'en 1997 et en 10^3 pièces depuis 1998.
(7) Les blocs-portes sont regroupés, à partir de 1997, avec les portes planes tous parements non posées.
(8) Panneaux de 8 et 10 mm d'épaisseur.
(9) Y compris les palettes perdues, non compris la réparation.

TABLEAU K.12-3

Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	29 175	45 697,8	29 475	5 463,3	4 399,5
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**29 175**	**45 697,8**	**29 475**	**5 463,3**	**4 399,5**
Industrie du carton ondulé	212A	16 148	17 632,2	16 627	2 653,7	775,0
Fabrication de cartonnages	212B	15 038	11 740,2	15 286	2 274,7	500,1
Fabrication d'emballages en papier	212C	4 029	4 135,8	4 411	698,4	201,3
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	7 332	12 560,9	7 212	1 321,1	422,5
Fabrication d'articles de papeterie (1)	212G	5 093	5 410,9	4 937	732,4	157,4
Fabrication de papiers peints	212J	1 082	1 001,2	1 092	165,8	40,0
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (2)	212L	6 579	6 845,0	6 658	1 047,2	259,1
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**55 301**	**59 326,2**	**56 223**	**8 893,3**	**2 355,4**
Industrie du papier et du carton	**21**	**84 476**	**105 024,0**	**85 698**	**14 356,6**	**6 754,9**

(1) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc); voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans K.10-7.
(2) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

TABLEAU K.12-4

Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**						
Fabrication de pâtes à papier	211A	2 201	2 819	2 515	2 830	2 674	2 590
Pâtes mécaniques et mi-chimiques		667	934	856	961	881	885
Pâtes chimiques de bois		1 534	1 885	1 659	1 869	1 793	1 705
Papiers et cartons	**211C**	**7 148**	**8 616**	**8 531**	**9 142**	**9 161**	**9 601**
Papier d'emballage		2 725	3 029	3 087	3 309	3 579	3 613
Papier d'impression-écriture		3 195	4 076	3 924	4 258	4 024	4 346
dont : Qualité journal		421	890	783	909	922	1 099
Cartons		650	741	730	733	737	780
Papiers industriels et spéciaux		249	282	282	308	307	326
Papiers domestiques et sanitaires		329	488	508	534	514	536
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**						
(Livraisons)							
Industrie du carton ondulé et fabrication de cartonnages	212A et 212B	2 214	2 027	2 180	1 836	2 391	2 467
Produits de la transformation du papier							
Articles en papier à usage domestique ou sanitaire	212C et 212E	612	702	731	750	783	805
Papiers peints (Unité : 10^3 rouleaux)	212J	38	37	38	38	36	39

Chapitre K.13

Chimie, caoutchouc et plastiques

(NES : F41 à F46)
(NAF : 24.1 à 24.3, 24.6 et 24.7, 25)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1998.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1998.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1998.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1998.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1998.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1998.

1. Industrie chimique : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie chimique : principales productions de la branche.
3. Parachimie : grandeurs caractéristiques.
4. Parachimie : principales productions de la branche.
5. Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques.
6. Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche.
7. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Le secteur de la chimie minérale se compose à 93 % de PMI. Les entreprises de plus de 500 salariés emploient près de la moitié des effectifs (les trois quarts pour les entreprises des gaz industriels). Les emplois sont dans l'ensemble conservés. Hormis la chimie inorganique fortement présente dans des entreprises d'autres secteurs, les entreprises exerçant les activités du secteur à titre principal, réalisent la quasi-totalité du chiffre d'affaires de la branche.

La rentabilité apparente (mesurée par la valeur ajoutée par personne) est l'une des meilleures de l'industrie manufacturière, mais elle diffère fortement selon les secteurs. Parmi eux, les groupes à capitaux étrangers contrôlent près de la moitié des unités, du chiffre d'affaires et des effectifs, et réalisent deux tiers des exportations ; leur présence est plus faible dans le secteur des gaz industriels et dans celui des engrais. Les récentes restructurations des groupes Rhodia et Solvay affectent le secteur de la chimie minérale.

Les montants des échanges régressent en 1999. La balance commerciale accuse un déficit de 4,7 milliards de francs. Les colorants et pigments dégagent un solde positif de 0,5 milliard de francs, les produits de la chimie inorganique sont proches de l'équilibre avec 16 milliards de francs. Les gaz restent peu échangés. Le solde commercial des engrais s'améliore, malgré un déficit élevé (– 5,2 milliards de francs).

Depuis plusieurs années, l'activité de la chimie minérale reste quasiment stationnaire. Le léger recul de 1999 s'explique essentiellement par la baisse de la production des engrais, presque compensée par la production accrue des gaz industriels.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

Cette industrie très capitalistique regroupe 165 entreprises de plus de 20 personnes. En 1998, la chimie organique est le deuxième secteur derrière l'automobile pour le montant des immobilisations brutes. Les immobilisations par effectif sont les plus élevées de l'industrie manufacturière (hors énergie). De grosses entreprises de plus de 500 salariés emploient les deux tiers des effectifs. Les PMI sont toutefois très dynamiques avec des taux de valeur ajoutée et d'investissement plus élevés.

Les groupes étrangers contrôlent plus de la moitié des entreprises de la chimie organique. En 1999, d'importantes restructurations se poursuivent dans la chimie de base.

Les performances, toujours parmi les meilleures de l'industrie manufacturière, subissent une légère érosion en 1998. Les investissements progressent, mais le chiffre d'affaires se contracte légèrement, en raison d'une baisse des prix.

Les échanges, déjà très importants en 1998, progressent à destination de l'Union européenne comme sur des marchés plus lointains : la part des exportations atteint 55,9 % du total des ventes de la branche en 1998. En 1999, la balance commerciale est excédentaire de plus 7,2 milliards de francs. Les matières plastiques de base réalisent les meilleurs excédents.

La production du secteur poursuit sa croissance en 1999, plus rapidement dans les matières plastiques de base que dans les produits de chimie organique.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

La parachimie est un secteur hétérogène aux multiples produits, pour la plupart directement conditionnés pour la vente : produits phytosanitaires, peintures, vernis, explosifs et colles. D'autres, tels les huiles essentielles, encres d'imprimerie, additifs pour ciments ou béton, etc., s'intègrent dans la fabrication « aval » d'industries très diverses : agroalimentaire, emballage.

Seuls trois secteurs présentent une balance commerciale structurellement déficitaire : les produits chimiques pour la photographie, les encres d'imprimerie et les supports vierges d'enregistrement.

Plus de la moitié des peintures, mastics et enduits sont vendus pour le bâtiment et le grand public. La production d'encres, principalement utilisées dans l'imprimerie et l'emballage, est insuffisante pour satisfaire la demande intérieure. La recherche se consacre essentiellement à la réduction du rejet dans l'air des composés organiques volatiles.

Les huiles essentielles, utilisées en tant qu'arômes alimentaires ou comme matières premières pour la parfumerie, ont un prix de revient faible pour une majorité d'essences (citron, orange, menthe...), mais très élevé pour les essences rares et les extraits de plantes de culture (rose, jasmin, vétiver...).

La production de produits phytosanitaires est assurée, pour l'essentiel, par des filiales de grands groupes chimiques français mais aussi européens ou américains. Les restructurations sont nombreuses dans ce secteur qui investit beaucoup dans la recherche pour prendre en compte les contraintes environnementales.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

L'industrie des fibres artificielles et synthétiques se situe en amont de l'industrie textile. Son marché est de 6,9 milliards de francs pour seulement 3,8 milliards de francs de produits fabriqués en France. En 1999, les échanges restent déficitaires, notamment avec l'Allemagne (- 1,1 milliard) et l'Italie (- 393 millions). La demande de polyester augmente partout dans le monde en raison de ses applications multiples (renforcement des pneumatiques, ceintures de sécurité, panneaux pour le bâtiment...).

Les fibres artificielles et synthétiques, à haute technicité, sont les fibres les plus utilisées dans l'industrie textile et font l'objet de développements constants. Les microfibres deviennent omniprésentes dans la fabrication de vêtements à forte valeur ajoutée. Les plus récentes innovations technologiques portent sur l'utilisation de « filières » de plus en plus spécifiques et sur la mise au point de traitements particuliers des fibres. En laboratoire, les fibres obtenues par génie génétique apparaissent ; des couleurs sans colorant sont également créées.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Les pneumatiques et chambres à air représentent plus de 55 % du chiffre d'affaires de l'industrie française du caoutchouc. L'automobile est aussi le principal débouché pour les autres ouvrages en caoutchouc.

Le marché français du pneumatique de la première monte continue à croître, ainsi que celui du pneu de remplacement.

Les trois premiers groupes du secteur sont : le français Michelin, le japonais Bridgestone et l'américain Goodyear. Ils réalisent 55 % des ventes du marché mondial, estimé à plus de 70 milliards de dollars. Le japonais Sumitomo-Dunlop racheté par Goodyear, l'allemand Continental, et l'italien Pirelli, sont également présents.

Les géants mondiaux du pneumatique mettent en place de nouveaux procédés de production entièrement automatisés, destinés à augmenter sensiblement la productivité des usines. Engagés dans une course à la baisse des prix, ils misent également sur les nouveaux produits innovants tels que les pneumatiques increvables ou les pneus dits « écologiques ».

Le secteur du caoutchouc industriel continue sa progression, dynamisé par les commandes de l'industrie automobile européenne, la reprise du bâtiment et d'importantes demandes de l'industrie aéronautique.

La France est le quatrième exportateur de pneumatiques et d'ouvrages en caoutchouc, derrière le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Avec un taux de couverture de 157 %, le commerce extérieur français dégage un solde positif de 9,2 milliards de francs en 1999.

Transformation des matières plastiques (plasturgie) (NES F46, NAF 25.2)

En France, 1 300 entreprises de plus de vingt salariés emploient plus de 140 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 120 milliards de francs. Des filières de formation sont mises en place pour répondre à la demande en main-d'oeuvre qualifiée. Au côté de quelques grands groupes, les PMI sont nombreuses et réalisent les trois quarts du chiffre d'affaires. La plasturgie est une industrie jeune dominée en Europe par l'Allemagne qui réalise le tiers de la production de l'Union européenne. La France, en seconde position, est très proche du Royaume-Uni.

En 1999, la plasturgie française poursuit son rythme de croissance, supérieur à l'ensemble de l'industrie et son effort d'investissement se renforce.

L'innovation et la réactivité des entreprises permettent aux plastiques de s'imposer sur de nombreux marchés : automobile, emballage, bâtiment, industrie électrique et électronique, ainsi que dans l'aéronautique, le spatial ou le médicochirurgical.

L'automobile et le bâtiment font de plus en plus appel aux plastiques techniques.

Bien que les taux de couverture s'améliorent, les échanges extérieurs demeurent déficitaires. L'Allemagne reste le premier client et le premier fournisseur de la France.

Cette industrie reste tributaire du manque de stabilité des cours des matières premières.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Elle utilise essentiellement de l'eau, de l'air, et des minéraux (sels, soufre et phosphates). Elle regroupe quatre activités distinctes :

— la fabrication de gaz comprimés : gaz de l'air, azote, oxygène et gaz rares, oxydes d'azote, hydrogène et gaz carbonique mais non celle de l'acétylène ;

— la fabrication de pigments et colorants (pigments minéraux, oxydes de titane, de zinc, de plomb et pigments et colorants organiques) ;

— la fabrication des produits chimiques inorganiques, celle des acides minéraux (sulfurique et ses dérivés, phosphorique, chlorhydrique, fluorhydrique, borique, etc.), celle des produits obtenus par électrolyse (chlore, soude et dérivés), et celle de produits divers (eau oxygénée, silicium, alumine hydratée, etc.). La production de noir de carbone, produit issu de dérivés pétroliers, est aussi classée dans la chimie minérale ;

— la fabrication d'engrais et de produits azotés. La production d'ammoniac issu du gaz naturel et celle de l'acide nitrique appartiennent à cette industrie.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

L'industrie chimique organique de base regroupe trois activités différenciées par les nomenclatures mais liées entre elles : la chimie organique de base proprement dite, et deux de ses activités importantes en aval (la production de matières plastiques de base et celle de caoutchoucs synthétiques et d'élastomères).

La chimie organique est la chimie du carbone avec essentiellement la pétrochimie et, en forte régression, la distillation des goudrons. Les productions des grands intermédiaires de la chimie organique (éthylène, propylène, butadiène, benzène et styrène) sont complétées par celles de produits plus élaborés comme leurs dérivés halogénés, les solvants organiques, et la plupart des bases ou monomères destinés à la fabrication des polymères, matières plastiques et caoutchoucs. Une part importante de la chimie fine comme la production d'arômes synthétiques est classée dans la chimie organique de base.

Sont exclues de cette activité les fabrications d'agents tensio-actifs, de pigments et colorants organiques, regroupés avec les pigments minéraux et de certains produits de base pour la pharmacie.

Les fabrications des principaux thermoplastiques, (polyéthylènes, polypropylène, PVC et polystyrènes) sont complétées par celles des produits plus techniques, (polyamides, silicones, fluoropolymères, polyuréthanes, etc.), celles de résines alkydes, aminoplastes, phénoplastes... ou celles de polymères dérivés de la cellulose, acétates, nitrates ou éthers. Les fabricants de mélanges de matières plastiques, de plastiques régénérés et de résines échangeuses d'ions sont classés avec les producteurs de matières plastiques.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

Ce secteur comprend la fabrication de produits agrochimiques, de peintures, vernis et encres d'imprimerie, de produits explosifs, de colles et gélatines, d'huiles essentielles, de produits chimiques pour la photographie, de supports de données, de produits chimiques à usage industriel.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

Elle regroupe :

— les fibres synthétiques (polyamides, polyesters, polyuréthannes...). Celles-ci s'obtiennent par polymérisation de monomères organiques provenant des produits de la distillation de la houille, du pétrole ou des produits dérivés du gaz naturel ;

— les fibres artificielles (viscose, acétate de cellulose...). Elles sont issues de la transformation chimique de polymères organiques provenant de matières naturelles brutes (cellulose, caséine, algues...). Les substances obtenues sont pressées dans des filières puis solidifiées par refroidissement, évaporation du solvant ou précipitation. L'étirage final oriente les molécules et confère à la fibre des propriétés techniques spécifiques.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Elle comprend :

— la fabrication de pneumatiques et chambres à air ;

— le rechapage et la réparation industrielle des pneumatiques ;

— la fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air).

Transformation des matières plastiques (NES F46, NAF 25.2)

Les produits de la plasturgie peuvent être regroupés en trois catégories :

— demi-produits, comme les plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés ;

— biens intermédiaires, comme les pièces pour l'industrie, les emballages, les éléments pour le bâtiment ;

— produits finis, comme les produits de consommation divers.

Depuis le changement de nomenclature en 1993, la fabrication des mélanges est classée avec l'industrie chimique, tandis que les feuilles, pellicules, bandes ou lames en cellulose régénérée sont désormais classées avec les demi-produits.

De même, la fabrication des meubles en matières plastiques relève désormais de l'ameublement et non plus des produits de consommation divers en matière plastique. À l'inverse, la production des éponges synthétiques en fait partie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de L'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Union des industries chimiques ;

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques ;

— Syndicat national du caoutchouc et des plastiques ;

— Fédération de la plasturgie ;

— Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques.

Publications :

Chiffres-clés, production industrielle, SESSI :

— « L'industrie chimique de base », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Parachimie », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Industrie du caoutchouc », séries mensuelles commentées ;

— « Industrie du caoutchouc », séries trimestrielles de branche, résultats définitifs ;

— « Transformation des matières plastiques », séries mensuelles commentées et séries trimestrielles.

Info chimie magazine.

Chimie Hebdo.

Rapport annuel, Union des industries chimiques.

Information sur les fibres synthétiques et cellulosiques, Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, édition 1999, Bruxelles.

« Pneumatiques », *Le Journal de l'Automobile,* septembre 1999.

European Rubber Journal.

Informations économiques et financières du SNCP, juin 1999.

« La Plasturgie », M. Duthoît et C. Le Corroller, *SESSI-Études,* juin 1995.

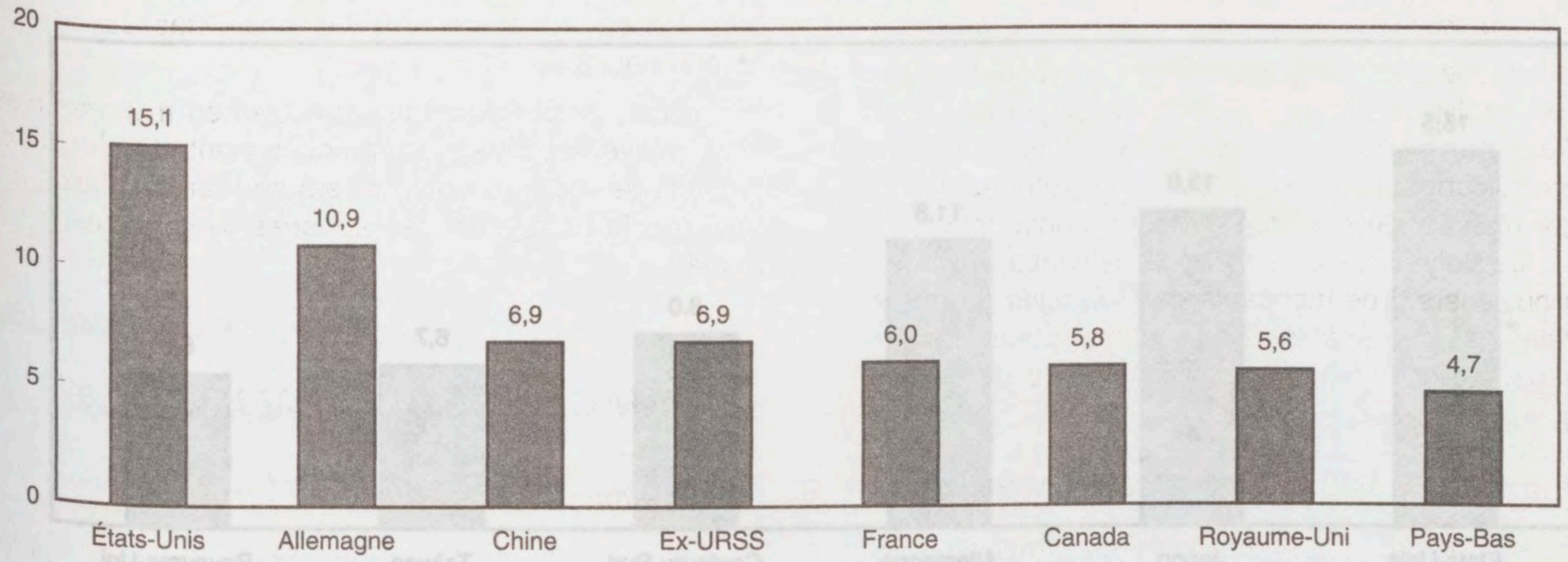
« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Références,* ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1999.

* * *

GRAPHIQUE K.13-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1998

En %

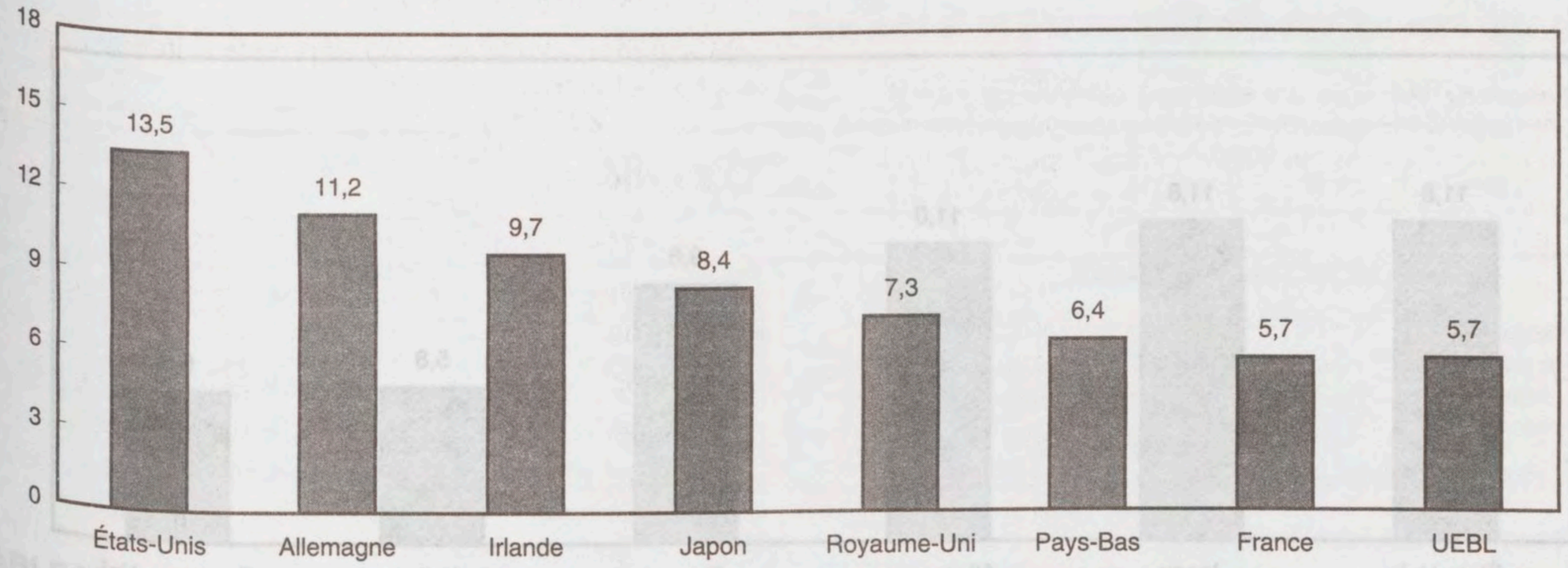


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1998

En %

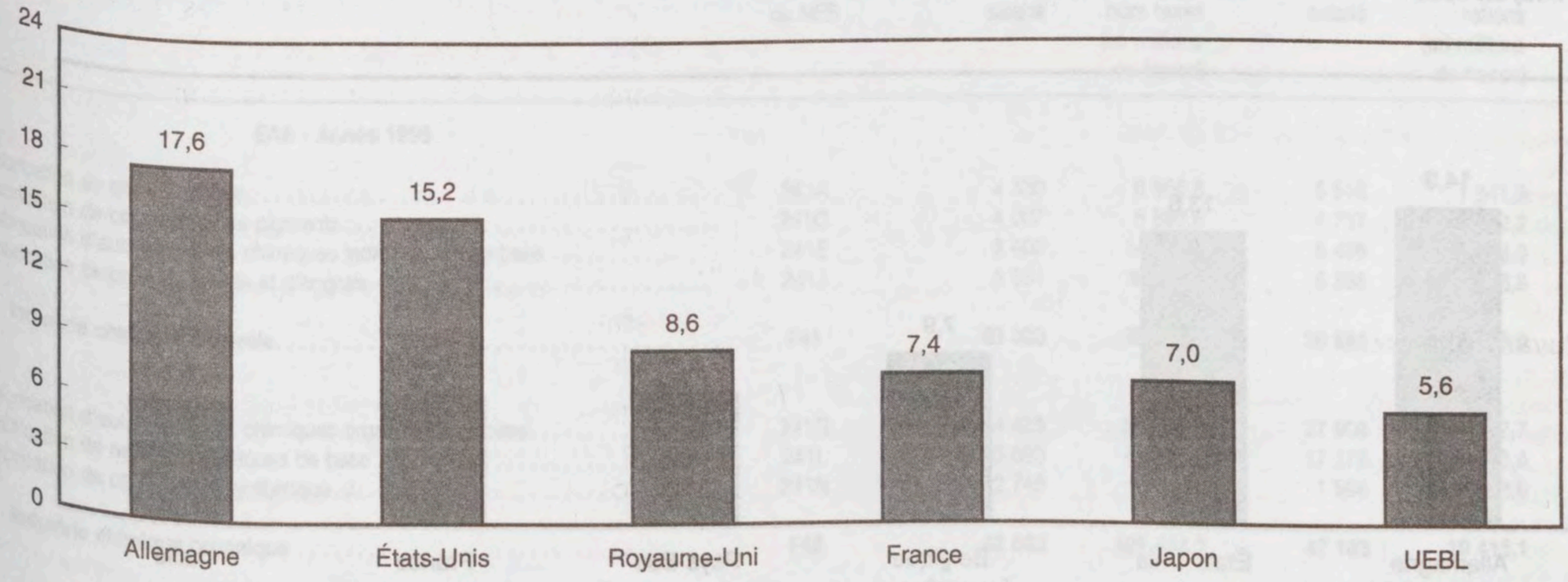


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1998

En %

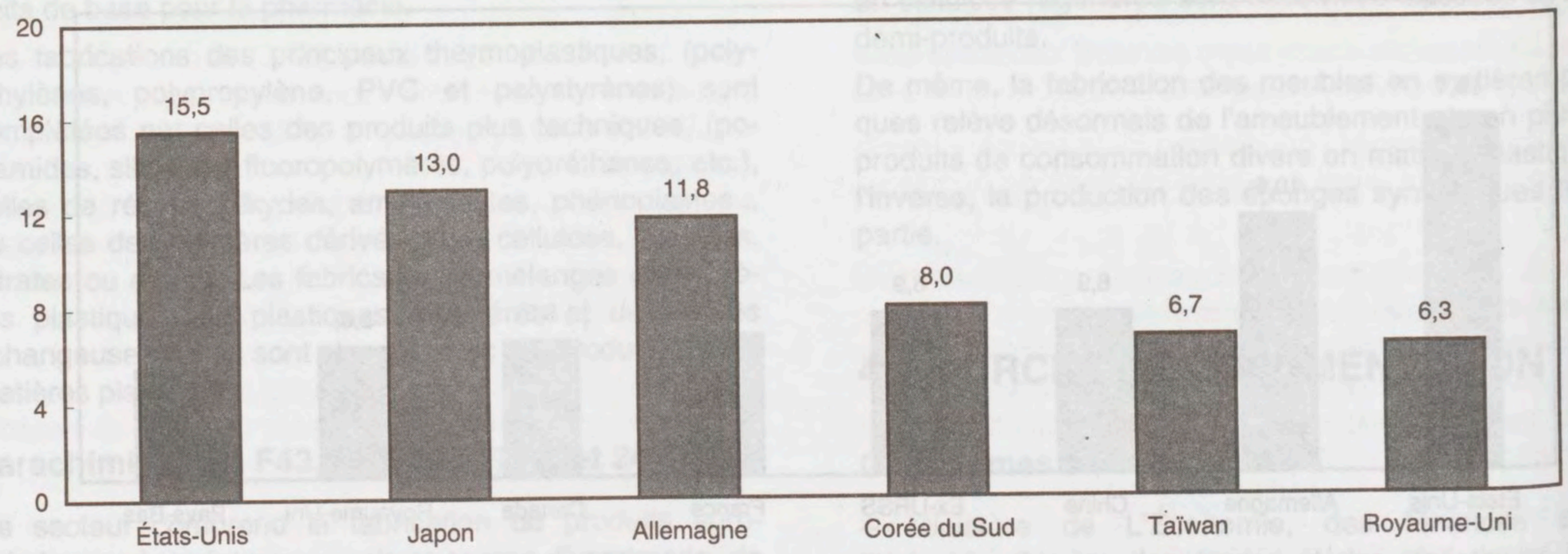


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1998

En %

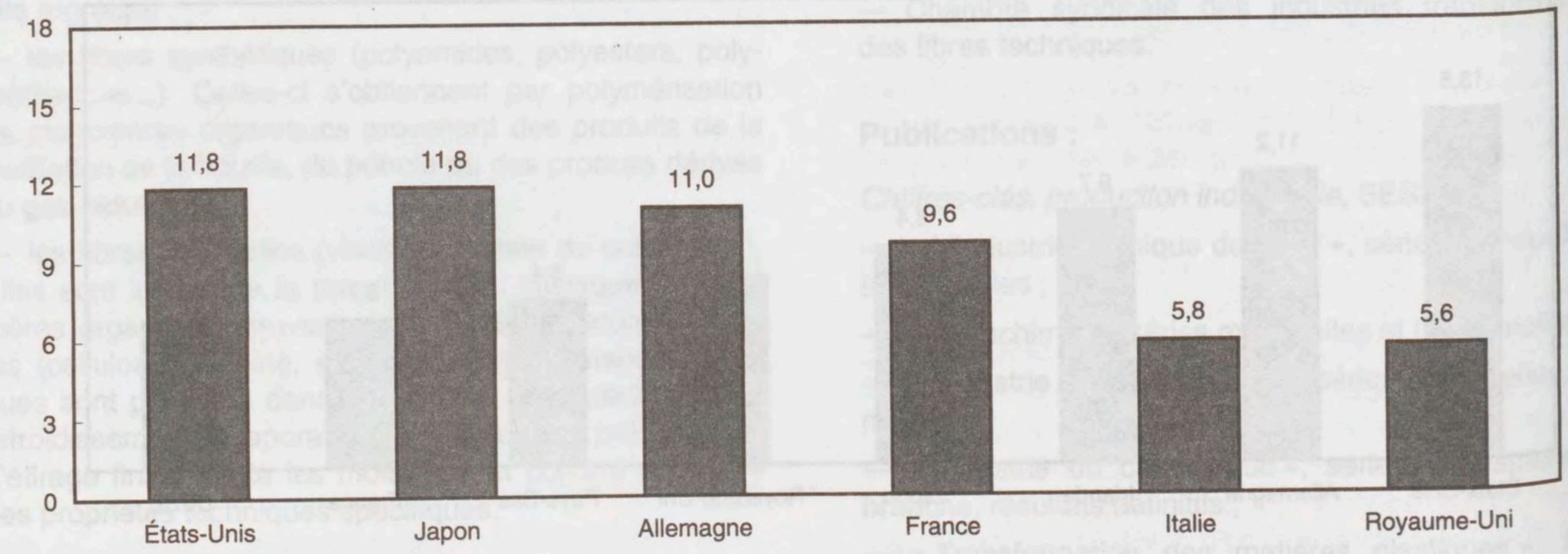


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1998

En %

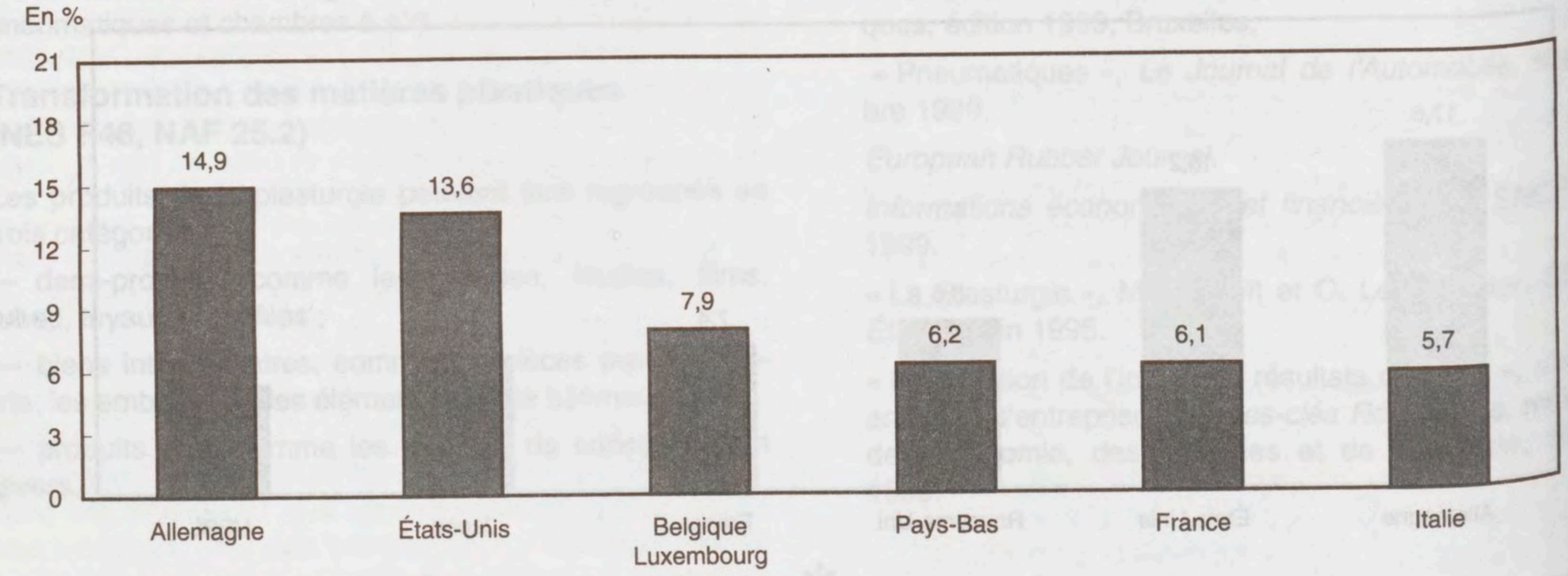


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.13-1

Industrie chimique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de gaz industriels	241A	4 330	6 956,8	5 518	1 341,0	944,3
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4 007	6 865,9	4 737	1 012,2	350,0
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	9 402	14 658,2	9 408	1 818,9	981,0
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	5 581	10 369,7	6 598	1 226,9	391,2
Industrie chimique minérale	**F41**	**23 320**	**38 850,6**	**26 261**	**5 399,0**	**2 666,5**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	24 425	59 498,7	27 906	6 247,7	3 775,4
Fabrication de matières plastiques de base	241L	15 693	42 919,7	17 279	3 723,8	2 864,7
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 745	5 025,8	1 998	443,6	365,9
Industrie chimique organique	**F42**	**42 863**	**107 444,2**	**47 183**	**10 415,1**	**7 006,0**
Total (Industrie chimique)		**66 183**	**146 294,8**	**73 444**	**15 814,1**	**9 672,5**

TABLEAU K.13-2

Industrie chimique : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
INDUSTRIE CHIMIQUE MINÉRALE	**F41**						
GAZ INDUSTRIELS	**241A**						
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	2 215	2 259	2 597	2 639	2 762
Azote comprimé		»	2 117	2 244	2 616	2 815	2 910
Hydrogène		»	494	594	591	579	553
COLORANTS ET PIGMENTS ORGANIQUES	**241C**	10^3 tonnes	54	56	62	52	51
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES DE BASE	**241E**						
dont : Acide sulfurique		»	2 382	2 259	2 250	2 214	2 177
Acide chlorhydrique		»	381	425	510	450	279
Chlore		»	1 420	1 470	1 470	1 503	1 519
Soude caustique (NaOH)		»	1 500	1 552	1 535	1 578	1 601
Noirs de carbone		»	259	246	253	263	262
PRODUITS AZOTÉS ET ENGRAIS	**241J**						524
Superphosphates (simples, doubles et triples)		»	613	696	663	570	*c*
Acide phosphorique (usage engrais)		»	165	166	158	*c*	3 845
Engrais composés		»	4 564	4 496	4 501	4 412	311
Chlorure de potassium (K_2O)		»	802	751	665	417	
INDUSTRIE CHIMIQUE ORGANIQUE	**F42**						
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DE BASE	**241G**						3 084
dont : Éthylène		»	2 667	2 723	2 874	3 004	2 233
Propylène		»	1 947	2 044	2 221	2 267	407
Butadiène		»	330	344	362	390	210
Butène et ses isomères		»	205	210	202	281	939
Benzène		»	792	895	884	917	
MATIÈRES PLASTIQUES DE BASE	**241L**						219
Aminoplastes		»	221	249	272	270	701
Polyéthylène basse densité (autre que linéaire)		»	700	717	705	717	535
Polyéthylène haute densité		»	390	371	451	532	1 395
Polypropylène		»	1 065	1 107	1 239	1 321	739
Polystyrène et ses copolymères		»	617	663	714	701	1 185
Polychlorure de vinyle		»	1 062	1 154	1 200	1 151	
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE	**241N**	»	612	587	602	605	571
COKE ET GOUDRONS	**231Z**						193
Goudron brut		10^3 tonnes	209	207	207	206	

TABLEAU K.13-3

Parachimie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	6 772	24 198,3	6 621	1 713,2	386,5
Fabrication de peintures et vernis	243Z	16 138	20 427,3	17 755	3 455,6	776,7
Fabrication de produits explosifs	246A	3 195	3 605,5	4 412	729,5	454,0
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 416	4 971,2	3 550	757,1	224,1
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 207	5 761,8	4 569	1 040,9	252,6
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	3 259	4 946,6	3 325	702,3	243,5
Fabrication de supports de données	246J	1 307	2 087,8	1 258	225,0	208,6
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	12 230	22 034,3	10 545	2 235,1	693,3
Parachimie	**F43**	**50 524**	**88 032,8**	**52 035**	**10 858,7**	**3 239,3**

TABLEAU K.13-4

Parachimie : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	**243Z**							
Peintures et vernis		10^3 tonnes	711	730	731	783	798	834
Mastics et enduits		»	193	162	152	160	175	186
Encres d'imprimerie		»	67	81	84	91	91	91
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	**246A**							
Explosifs en cartouches		10^3 tonnes	13	12	11	11	11	13
Explosifs en vrac		»	26	29	30	29	26	26
COLLES ET GÉLATINES	**246C**							
Colles techniques		10^3 tonnes	207	248	255	242	235	253
Colles ciments et colles mortiers		»	223	219	255	294	329	360
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	**246G**							
Surfaces sensibles diverses		km^2	319	296	c	c	c	c
PRODUITS CHIMIQUES À USAGE INDUSTRIEL	**246L**							
Assouplissants		10^3 tonnes	101	130	149	165	177	167
Facturations								
PRODUITS AGROCHIMIQUES	**242Z**	**10^6 francs**	**...**	**14 145**	**15 563**	**16 938**	**16 507**	**16 159**
dont : Insecticides	»	»	...	2 214	2 363	3 037	2 914	2 800
Herbicides	»	»	...	5 787	6 492	6 751	6 910	6 900
Fongicides	»	»	...	4 678	4 494	4 165	4 123	4 750
Autres produits agrochimiques	»	»	...	1 466	2 214	2 985	2 560	1 709

TABLEAU K.13-5

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	2 039	3 382,0	2 283	384,2	174,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**2 039**	**3 382,0**	**2 283**	**384,2**	**174,0**
Fabrication de pneumatiques	251A	32 977	31 972,8	36 796	6 131,5	1 981,4
Rechapage de pneumatiques	251C	1 882	1 419,3	1 248	162,3	40,2
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	28 509	19 659,8	29 136	4 265,6	967,1
Industrie du caoutchouc	**F45**	**63 368**	**53 051,9**	**67 180**	**10 559,4**	**2 988,7**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	17 346	19 492,2	17 342	2 742,2	1 736,7
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	31 106	28 099,0	31 236	4 667,3	2 512,7
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	17 134	15 577,6	16 085	2 345,6	609,6
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	10 477	8 307,8	11 365	1 656,2	330,7
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	46 842	39 380,9	50 005	7 136,3	1 971,6
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**122 905**	**110 857,5**	**126 033**	**18 547,6**	**7 161,3**
Total		**188 312**	**167 291,4**	**195 496**	**29 491,2**	**10 324,0**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.13-6

Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A**						
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		tonne	393 218	385 836	403 701	420 888	413 280
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés		10^3 pièces	57 815	56 416	58 498	59 748	58 860
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil		»	840	897	877	696	921
Pneumatiques pour avions		tonne	1 443	1 022	1 154	1 579	1 772
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers		»	2 941	1 812	1 550	1 065	1 371
Chambres à air pour cycles et motocycles		10^3 pièces	19 437	17 535	14 690	13 419	12 938
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**251E**						
Tissus caoutchoutés		tonne	3 548	3 511	4 389	6 156	7 512
Courroies en caoutchouc		»	16 751	15 581	17 748	14 136	14 520

TABLEAU K.13-7

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Plaques et blocs cellulaires	252A	111	110	114	123	140
Tubes et tuyaux	»	309	293	283	282	345
Profilés en matières plastiques	»	113	112	118	133	140
Sacs et sachets de petite capacité en matières plastiques	252C	297	293	304	310	328
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	252E	119	114	114	122	123
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques (portes, fenêtres, volets)	»	163	163	218	248	257
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	252G	53	57	41	46	45
Pièces moulées en matières thermoplastiques	252H	329	372	398	456	481

TABLEAU K.13-5

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéro de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'activité détaillé		Valeur ajoutée en millions de francs
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Résultat net (en millions de francs)	
NAF - Année 1995						
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	24.7Z	2 039	3 382,0	2 283		394,2
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	2 039	3 382,0	2 283		394,2
Fabrication de pneumatiques	25.1A	22 977	31 972,8	36 746		5 327,8
Rechapage de pneumatiques	25.1C	1 982	1 418,3	1 248		167,1
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	25.1E	25 529	19 699,8	29 194		4 316,0
Industrie du caoutchouc	F45	85 328	83 091,9	97 190		10 979,7
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	25.2A	17 548	16 492,7	17 342		2 757,7
Fabrication d'emballages en matières plastiques	25.2C	31 106	25 036,0	31 536		4 567,1
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	25.2E	17 134	14 677,3	16 085		2 446,8
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (3)	25.2G	10 477	9 307,6	11 355		1 855,2
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (3)	25.2H	46 842	39 330,9	50 005		7 126,4
Transformation des matières plastiques (ou parfaitement)	F46	122 505	110 857,5	138 523		18 573,6
Total		168 319	167 091,4	185 496		28 904,4

(1) Cette classe comprend la fabrication de vêtements, d'accessoires de vêtement et d'articles de literie en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles en matières plastiques tels que rideaux, écharpes, bonnets, articles pour bébés, articles pour nourrissons, bonbonnes, etc.

(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques et composites (tissus, matériaux composites) destinées à toutes sortes de produits finis.

TABLEAU K.13-6

Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Nomenclature d'activité française (NAF)	Unité	1994	1995	1996	1997	1998
Pneumatiques neufs pour véhicules automobiles	25.1A	10 pièces	57 816	57 816	57 816	57 816	57 816
Pneumatiques rechapés pour véhicules automobiles	25.1C	10 pièces	1 982	1 982	1 982	1 982	1 982
Chambres à air pour véhicules automobiles	25.1E	10 pièces	2	2	2	2	2
Bandages pleins ou creux en caoutchouc	25.1E	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies trapézoïdales	25.1E	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies crantées en caoutchouc	25.1E	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies de transmission en caoutchouc	25.1E	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies de transmission en matières plastiques	25.2H	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies de convoyeur en caoutchouc	25.1E	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies de convoyeur en matières plastiques	25.2H	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies crantées en matières plastiques	25.2H	10 pièces	1	1	1	1	1
Courroies trapézoïdales	25.2H	10 pièces	1	1	1	1	1

Chapitre K.14

Métallurgie et transformation des métaux

(NES : F51 à F55)
(NAF : 27, 28.4 à 28.7)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1998.

1. Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques.
2. Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche.
3. Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA).
4. Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques.
5. Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux.
6. Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques.
7. Fonderie : principales productions de la branche.
8. Activité de la branche travail des métaux.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

En 1998, la forte demande des secteurs de l'automobile et de la mécanique entraîne une progression de la consommation d'acier : sa production annuelle augmente de 1,8 %. Le secteur de la sidérurgie dégage un excédent commercial de 8 milliards de francs. Les exportations représentent 47,1 % du chiffre d'affaires. Dès le second semestre 1999, la production annuelle d'acier s'accroît de 0,4 %.

Le groupe Usinor se recentre sur ses deux principaux métiers, les aciers plats au carbone de Sollac (renforcé par l'achat de Cockerill) et les aciers inoxydables d'Ugine, secteurs à plus forte valeur ajoutée et donc moins sensibles à la concurrence. Il se sépare de sa branche aciers spéciaux et produits longs. Six groupes européens se placent parmi les dix premiers sidérurgistes mondiaux, produisant 70 % de l'acier de l'Europe des Quinze.

La sidérurgie améliore ses performances environnementales en s'engageant à maîtriser les gaz à effet de serre et les consommations d'énergie. L'acier est massivement recyclé et la récupération de ferrailles équivaut à 47 % de la production d'acier.

La sidérurgie, poids lourd de la « vieille économie », adopte l'internet pour la mise en place de plates-formes d'achats communes et se lance dans l'e-business ; d'ici à cinq ans, 40 % de l'acier mondial pourrait se vendre sur ce réseau.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Le marché des métaux non ferreux est sensible aux mouvements conjoncturels. En 1998, il souffre de la crise asiatique, principalement au deuxième semestre ; les cours mondiaux des matières premières chutent : aluminium (- 15 %), cuivre (- 24 %), zinc (- 19 %), nickel (- 32 %).

La production de métaux de première fusion continue de progresser en France (+ 6 %), profitant de la vitalité de l'automobile ; les livraisons de demi-produits, aux débouchés plus diversifiés, sont en recul au second semestre (chiffre d'affaires : - 3,5 % par rapport à 1997), exception faite de l'aluminium et du cuivre (respectivement + 5 % et + 8 %).

La production de métal à partir de déchets métalliques représente plus de 35 % de la production avec une quarantaine d'entreprises, alors que la métallurgie de première fusion est un secteur très concentré.

Le déficit des échanges extérieurs s'accroît (10,7 milliards de francs) avec un taux de couverture de 74 %.

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La fonderie se situe en amont de nombreuses branches utilisatrices de pièces métalliques. Les principaux débouchés, loin après celui de l'automobile, sont les matériels de manutention et de levage, les équipements industriels ou encore la construction aéronautique. Les pièces sont fabriquées à la demande et selon les spécifications du client : c'est une industrie de sous-traitance.

Après une forte progression du chiffre d'affaires en 1998, 1999 marque une quasi-stagnation des facturations et un léger recul de la production. L'industrie automobile, principal débouché de ce secteur, en conditionne largement l'évolution. Les entreprises renforcent leurs effectifs globaux et leurs investissements. Les produits en fonte et en aluminium bénéficient particulièrement de cette embellie.

La restructuration des entreprises se poursuit et conduit à la naissance de groupes fortement structurés ; les fondeurs adaptent leur production aux besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante (partenariat avec les donneurs d'ordres, livraisons en flux tendu). Les industriels doivent faire face à la concurrence de l'Allemagne pour l'acier haut de gamme et des pays ibériques et de l'Est pour les produits de qualité courante.

La France maintient sa place de septième producteur de pièces moulées dans le monde et sa deuxième place en Europe derrière l'Allemagne et devant l'Italie.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Dans ce secteur, 2 200 entreprises emploient 126 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 89 milliards de francs. Les unités de production sont très atomisées ; 2 % des entreprises ont un effectif supérieur à 250 personnes. L'automobile et les équipementiers sont le marché essentiel de ces industries. Après la forte croissance des années 1997 et 1998, la tendance positive se maintient en 1999. Toutefois, à la fin du premier semestre 2000, l'essoufflement du marché allemand de l'automobile fait craindre un ralentissement de la croissance dans l'industrie automobile européenne. Celui-ci pourrait avoir des conséquences sur la sous-traitance des métaux dès la fin de l'année 2000.

Activités de pure sous-traitance, les secteurs qui composent les « services industriels » ont à faire face à de nombreux défis. Les techniques favorisant un approvisionnement sur mesure des clients se généralisent (fabrication en flux tendu et de la livraison en « juste à temps »). Les relations avec les grands donneurs d'ordre évoluent ; les entreprises sont amenées à une politique d'alliance avec celles de métier équivalent mais aussi à rechercher des sous-traitants exerçant des métiers complémentaires, pour pouvoir fournir des pièces de fonction ou même des sous-ensembles. Enfin, la pression sur les prix de vente reste vive et ces industries recourent à des investissements importants, afin d'augmenter les gains de productivité et garantir ainsi une marge de rentabilité.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

La quasi-totalité des entreprises emploie moins de 250 salariés. Toutefois, les 22 entreprises de plus de 500 salariés réalisent 30 % du chiffre d'affaires et plus du tiers des exportations. Les entreprises sont localisées à proximité des donneurs d'ordre ou des secteurs clients tels que l'automobile, l'aéronautique ou le bâtiment.

La fabrication d'emballages métalliques légers, activité principale du secteur, se concentre dans les filiales de

grands groupes tels Crown Cork Company France S.A, Impress Metal Packaging, Péchiney Emballages Alimentaire et Ferembal.

Les stratégies des groupes s'élaborent à l'échelon mondial. La recherche du moindre coût se traduit par une forte spécialisation des produits. Dans le domaine des conditionnements de liquides, la lutte est sévère entre les boîtes acier et les autres types d'emballages (brique-carton, plastique et verre). En 1999, le volume de production de la branche emballages métalliques progresse après une année 1998 stable.

Le chiffre d'affaires du secteur progresse de plus de 3,5 % en un an malgré la baisse de quelques activités (articles métalliques ménagers, coutellerie, fabrications de chaînes et petits articles métalliques).

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

- **Flux tendus**

En matière d'approvisionnement, gestion tendant à supprimer les stocks.

- **Juste à temps**

Gestion en flux tendus s'appliquant aux relations sous-traitants / donneurs d'ordre.

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

L'industrie des métaux ferreux

Elle comprend :

— la sidérurgie proprement dite regroupant la production de fonte, d'aciers bruts, de produits finis laminés en aciers courants ou alliés ;

— la fabrication de tubes en fonte et en acier ;

— la première transformation de l'acier (non CECA) avec l'étirage, le laminage à froid, le profilage, le tréfilage, la production de ferro-alliages et autres produits non CECA.

La sidérurgie :

— selon le traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), relèvent de la sidérurgie les produits de haut fourneau, les cokeries sidérurgiques, les aciers y compris les fours de réduction directe et les installations de coulées continues, les laminoirs à chaud et à froid et les installations en aval (étamage, galvanisation, plombage) ;

— la nomenclature économique se réfère pour la sidérurgie au champ défini par la CECA et distingue les fontes brutes, les aciers bruts et les produits finis sidérurgiques. Toutefois, il convient d'associer en aval de l'activité sidérurgique les activités de fabrication de tubes et de première transformation de l'acier, premiers demandeurs d'acier en France. Ces branches aval comprennent la production de tubes et accessoires en fonte et en acier, d'étirés, de feuillards laminés, de profilés et de fils tréfilés à froid, de ferro-alliages et autres produits non CECA.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Cette activité regroupe :

— la métallurgie dont on distingue la production de métal par fusion de minerais (dite de première fusion) et la production de métal à partir de déchets métalliques (dite de seconde fusion ou d'affinage) sous forme de lingots bruts ou alliés ;

— la première transformation des métaux non ferreux qui recouvre la fabrication de demi-produits (fil machine, fils, barres profilés, laminés, tubes, poudres, etc.).

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La **fonderie** est la technique qui consiste à chauffer un métal ou un alliage pour le porter à l'état liquide et le couler dans un moule afin d'obtenir après refroidissement la pièce désirée. Cette pièce reprend ainsi fidèlement les formes du modèle original ayant servi à réaliser ce moule. Il est donc possible de réaliser des pièces de dimensions variées et de formes complexes tout en limitant les opérations d'usinage, soudure et montage.

L'industrie de la fonderie comprend la fabrication de pièces moulées en métaux ferreux (fonte, acier), et en métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc...), et alliages.

Fonderie sur modèles : fonderie de sous-traitance, fabrication « sur mesure » à la demande de la clientèle.

Fonderie intégrée : certaines entreprises possèdent des unités de fonderie intégrée pour leur production en aval (automobile par exemple), mais les fonderies autonomes sont majoritaires.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Ils regroupent six activités :

— **la forge, l'estampage, le matriçage** : déformation de métaux à chaud ou à froid par choc ou par pression, avec ou sans matrice ;

— **le découpage, l'emboutissage** : mise en forme de feuillards ou de tôles en acier ou en métaux non ferreux ;

— **la métallurgie des poudres** : production, exclusivement en sous-traitance, de pièces obtenues par frittage (compactage et cuisson de poudres métalliques) ;

— **le traitement et le revêtement des métaux** : revêtement industriel, traitement thermique, thermochimique, décoration, protection décorative, émaillage à façon pour protection et décoration ;

— **le décolletage** *:* usinage de pièces essentiellement métalliques par enlèvement de copeaux, principalement sur tours automatiques ou semi-automatiques ;

— **la mécanique générale** *:* usinage de pièces sur plan par enlèvement de métal, reconstruction de moteurs thermiques, entretien et réparations mécaniques.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

Elle regroupe 14 activités :

— fabrication de coutellerie ;

— fabrication d'outillage à main ;

— fabrication d'outillage mécanique ;

— fabrication de serrures et ferrures ;

— fabrication de fûts et emballages métalliques similaires ;

— fabrication d'emballages métalliques légers ;

— fabrication d'articles en fils métalliques ;

— fabrication de visserie et boulonnerie ;

— fabrication de ressorts ;

— fabrication de chaînes ;

— fabrication d'articles métalliques ménagers ;

— fabrication de coffre-forts ;

— fabrication de petits articles métalliques ;

— fabrication d'autres articles métalliques divers.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Chambre professionnelle des statistiques de l'acier ;

— Syndicat national du tréfilage de l'acier ;

— Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier ;

— Syndicat national du profilage ;

— Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux ;

— Association française interprofessionnelle du cadmium ;

— Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs ;

— Syndicat général des affineurs de France ;

— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes ;

— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface ;

— Syndicat des applicateurs en traitement de surface ;

— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage ;

— Syndicat national du décolletage (SNDEC) ;

— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge ;

— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux ;

— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF) ;

— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR) ;

— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ) ;

— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE) ;

— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM) ;

— Chambre syndicale de la coutellerie ;

— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Publications :

« *L'industrie de l'acier en 1999* », Fédération française de l'acier, 2000.

« *L'acier en France en 1999* », Fédération française de l'acier, 2000.

« *Les chiffres-clés des matières premières minérales* », Observatoire des matières premières, Secrétariat d'État à l'Industrie, 1999.

« *Les chiffres-clés des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux* », Fédération des minerais et métaux, édition 1999.

« L'aluminium : un métal jeune à l'avenir prometteur », *Le 4 pages*, SESSI, n° 114, juin 1999.

« *La fonderie française en 1998* », SGFF (Syndicat général des fondeurs de France), 1999.

« La fonderie et le travail des métaux, Perspectives sectorielles », *Les Prévisions glissantes du BIPE.*

Hommes et fonderie, mensuel.

« Écomine », *Bulletin mensuel*, Observatoire des matières premières et du BRGM.

« Travail des métaux », séries trimestrielles et annuelles, *Chiffres-Clés, production industrielle*, SESSI.

« Les services industriels du travail des métaux », *Chiffres-Clés Analyse*, SESSI, 1999.

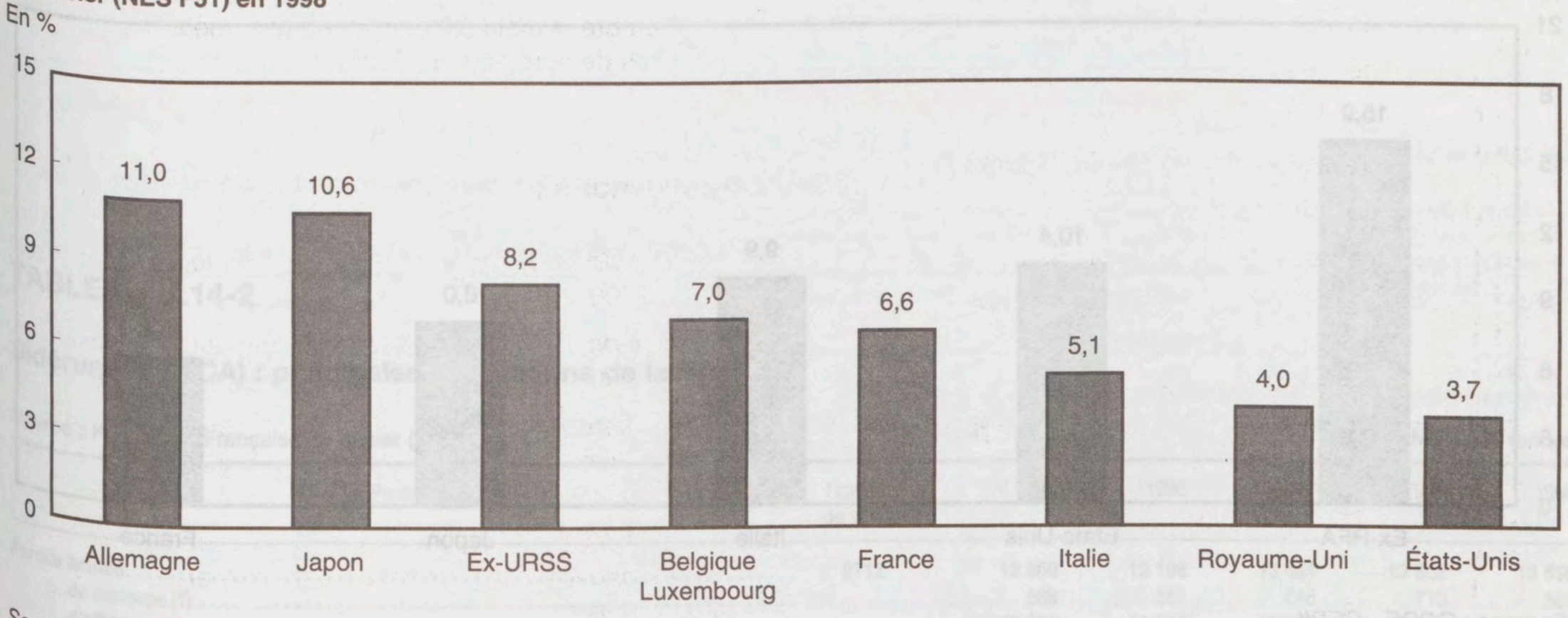
« La situation de l'industrie », *Chiffres-clés Références*, SESSI, édition 1999.

« *Bulletin mensuel de statistique industrielle* », SESSI

*
* *

GRAPHIQUE K.14-1

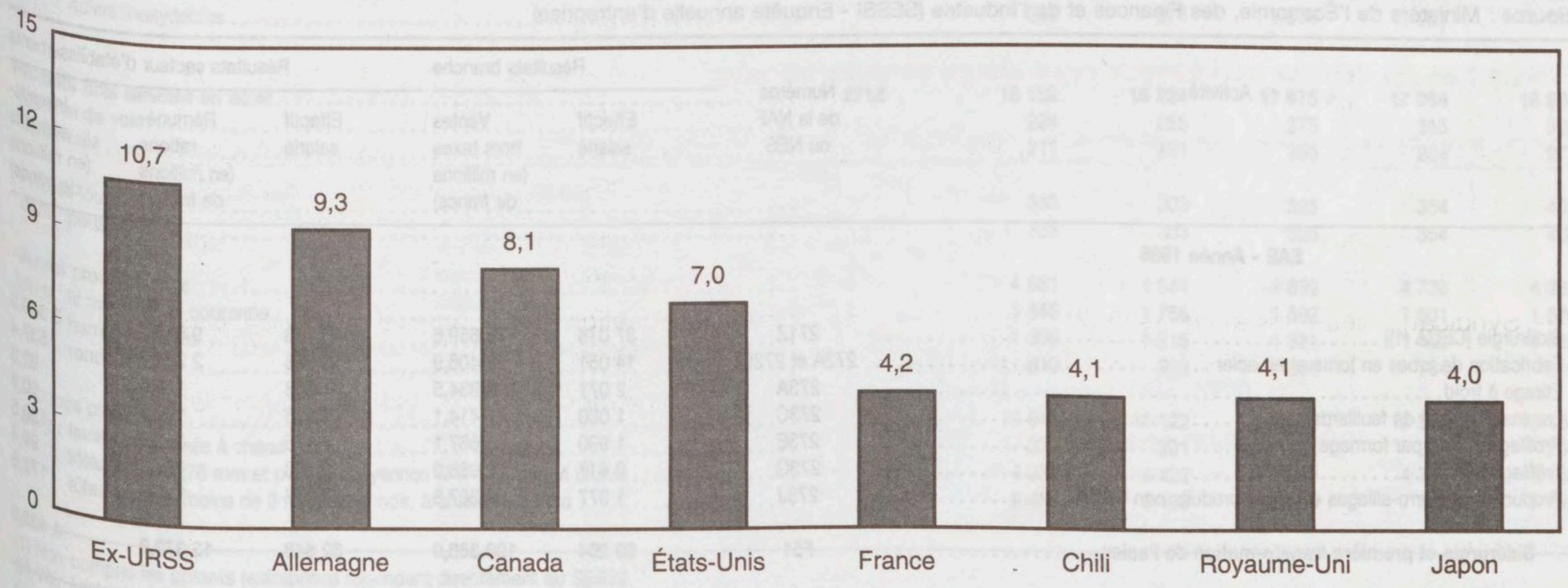
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1998



Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.14-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1998

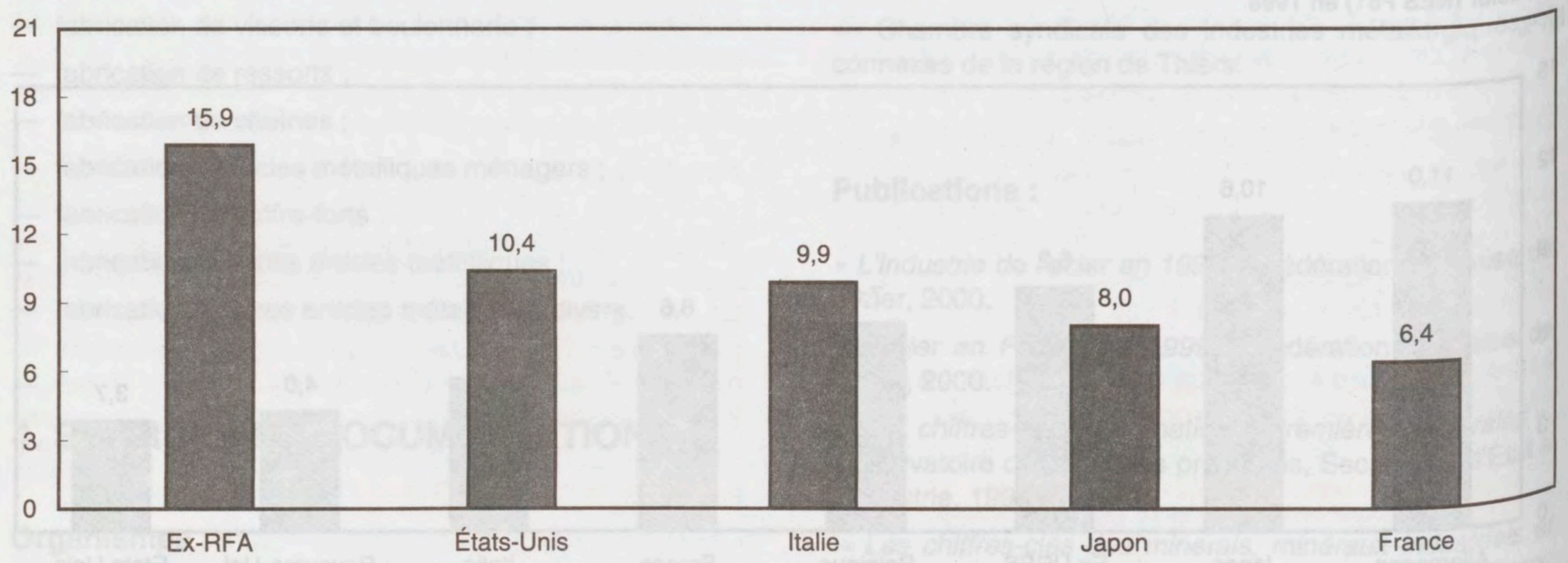


Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.14-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1998

En %



Sources : OCDE - CEPII

TABLEAU K.14-1

Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Sidérurgie [CECA (1)]	271Z	37 018	76 659,6	40 173	9 579,8	3 349,9
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	14 051	18 406,9	13 726	2 284,6	537,4
Étirage à froid	273A	2 071	2 934,5	1 058	174,6	92,3
Laminage à froid de feuillards	273C	1 080	1 414,1	1 136	192,2	50,8
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	1 990	3 687,1	2 175	365,9	130,5
Tréfilage à froid	273G	2 617	2 958,0	2 903	462,3	99,4
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 377	2 307,8	1 477	311,5	172,6
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**60 204**	**108 368,0**	**62 648**	**13 370,9**	**4 432,9**

(1) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

TABLEAU K.14-2

Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche

Source : Fédération Française de l'Acier (FFA) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Fontes brutes	**271Z**	**12 860**	**12 108**	**13 424**	**13 602**	**13 558**
de moulage (1)		588	561	646	710	602
d'affinage		12 272	11 547	12 778	12 892	12 956
Aciers bruts	**271Z**	**18 100**	**17 633**	**19 767**	**20 126**	**20 200**
lingots et coulée continue		17 872	17 413	19 543	19 901	19 977
moulage (2)		228	220	224	225	223
Aciers fins et spéciaux (en acier coulé brut) (3)	271Z	3 491	3 441	3 767	3 956	3 556
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)		737	916	1 040	1 149	1 054
Aciers spéciaux de construction alliés		1 422	1 263	1 386	1 372	1 083
Aciers inoxydables		983	973	1 009	1 061	1 116
Produits finis laminés en acier	**271Z**	**16 189**	**16 224**	**17 975** *r*	**17 984**	**18 224**
Matériel de voie		228	255	275	315	302
dont : rails		211	231	256	294	277
Profilés lourds		333	303	325	354	408
dont : poutrelles		333	303	325	354	408
Autres produits longs		4 681	4 544	4 899	4 738	4 363
dont : fil machine en couronne		1 845	1 766	1 892	1 801	1 676
barres laminées		1 356	1 215	1 381	1 452	1 315
ronds à béton		819	923	896	784	810
Produits plats		10 947	11 122	12 476 *r*	12 577	13 150
dont : feuillards laminés à chaud		223	201	204	206	207
tôles fortes (4,76 mm et plus) et moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud		4 238	4 422	4 903	4 769	5 148
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir, à chaud et à froid		6 486	6 499	7 369 *r*	7 602	7 795

(1) Non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).
(2) Voir également au tableau K.14-7 la production d'acier moulé (NAF 275C).
(3) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut être ajoutée à la production totale d'aciers bruts, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.14-3

Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA)

Sources : Syndicat Général des Fondeurs de France (SGFF)
Fédération Française de l'Acier (FFA)
Syndicat de l'Industrie des Tubes Étirés et Laminés sans soudure en acier (SITEL)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1996	1997	1998	1999
Production					
Fabrication de tubes	**27.2**				
Tubes en fonte	272A	543	*c*	*c*	*c*
Tubes en acier (1)	272C	1 350	1 556	1 547	1 307
dont : tubes soudés		784	903	810	836
tubes sans soudure		566	653	737	471
Livraisons					
Première transformation de l'acier (non CECA)	**27.3**				
Produits étirés à froid	273A	370	390	447	403
Feuillards laminés à froid (2)	273C	90	102	106	100
Profilés formés à froid (3)	273E	397	401	469	496
Fils tréfilés (4)	273G	406	460	474	463
Ferroalliage	273J	254	296	299	270

(1) Ateliers intégrés exclus. Les livraisons des étireurs sont incluses, les livraisons d'ébauches aux étireurs sont exclues.
(2) Obtenus à partir de feuillards laminés à chaud.
(3) Y compris les profilés de couverture et bandages.
(4) Fil de fer ou d'acier obtenu en partant de fils machine laminés à chaud. Les livraisons comprennent tous les produits relevant du tréfilage, fils tréfilés vendus non transformés. Les ateliers de tréfilage intégrés à d'autres industries ne sont pas compris.

TABLEAU K.14-4

Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux	274A et 274M	3 277	9 821,2	3 116	597,0	117,2
Production d'aluminium	274C	3 078	7 013,2	3 674	899,4	269,8
Première transformation de l'aluminium	274D	8 024	13 506,5	8 094	1 532,2	508,2
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 294	4 452,8	2 576	498,9	244,3
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	5 924	12 474,3	5 671	933,0	362,4
Production de métaux non ferreux	**F52**	**22 597**	**47 268,0**	**23 131**	**4 460,5**	**1 501,9**

TABLEAU K.14-5

Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
MÉTAUX NON FERREUX (PRODUCTION)							
Métaux précieux	**274A**						
Or		tonne	81	75	51	38	35
Argent brut		»	666	648	535	742	781
Platine brut		»	0,3	0,2	0,1	2,1	1,9
Aluminium	**274C**						
Alumine calcinée		10^3 tonnes	425	440	477	444	472
Aluminium ordinaire		»	364	380	399	424	455
Plomb, zinc, étain	**274F**						
Plomb brut		»	316	322	303	306	294
dont : Plomb raffiné de 1ère fusion		»	134	141	131	136	131
Zinc brut		»	314	354	347	343 *r*	338
dont : Zinc raffiné de 1ère fusion		»	286	321	329	333	331
Autres métaux non ferreux							
Cuivre électrolytique	274J	»	42	39	36	22	2 (1)
Nickel	274M	»	8	9	9	10	9
DEMI-PRODUITS DE MÉTAUX NON FERREUX (LIVRAISONS)							
Demi-produits en métaux précieux	**274A**						
Or		tonne	23	20	15	14	10
Argent		»	406	381	342	266	234
Platine		»	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Demi-produits en aluminium	**274D**	10^3 tonnes	722	667	734	741	785
Demi-produits en plomb, zinc et étain	**274G**						
Plomb		»	21	17	17	16	17
Zinc		»	93	83	67	68	82
Étain		»	3	3	3	4	3
Demi-produits en cuivre	**274K**	10^3 tonnes	831	796	836	830	811
Autres demi-produits non ferreux	**274M**						
Tungstène		tonne	493	502	540	686	728

(1) En avril 1999, arrêt de la production de C.G. Electrolyse du Palais.

TABLEAU K.14-6

Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fonderie de fonte	275A	12 108	7 509,0	12 980	1 852,6	540,6
Fonderie d'acier	275C	7 425	4 235,3	6 700	962,3	181,7
Fonderie de métaux légers	275E	12 898	9 222,7	13 861	1 926,6	925,6
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	3 554	2 251,0	3 432	479,8	91,9
Fonderie	**F53**	**35 985**	**23 218,0**	**36 973**	**5 221,3**	**1 739,8**
Forge, estampage, matriçage	284A	12 377	9 974,9	10 133	1 488,5	540,1
Découpage, emboutissage	284B	29 489	24 283,1	30 206	4 350,0	1 118,7
Métallurgie des poudres	284C	1 158	913,5	1 033	182,3	66,4
Traitement et revêtement des métaux	285A	18 318	11 325,1	17 839	2 478,4	863,8
Décolletage	285C	13 424	9 356,0	13 205	2 017,3	805,6
Mécanique générale	285D	50 809	29 691,9	51 962	7 987,1	1 263,6
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**125 575**	**85 544,5**	**124 378**	**18 503,6**	**4 658,2**
Fabrication de coutellerie	286A	3 025	1 679,3	3 140	389,8	89,4
Fabrication d'outillage à main	286C	4 377	3 135,2	5 217	786,1	149,4
Fabrication d'outillage mécanique	286D	11 921	7 077,4	11 102	1 815,0	335,4
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 245	8 451,1	12 309	1 739,3	379,7
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	881	1 184,2	962	162,3	42,8
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 103	13 574,9	11 136	1 729,3	621,7
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7 579	6 741,4	8 687	1 217,1	318,8
Visserie et boulonnerie	287G	8 375	6 485,2	8 826	1 285,4	437,5
Fabrication de ressorts	287H	3 381	2 312,7	3 459	531,1	176,7
Fabrication de chaînes	287J	517	225,9	538	65,8	9,5
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 147	5 068,9	7 157	1 074,2	323,8
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (1)	287M et 287P	12 849	10 661,6	11 716	1 863,9	375,5
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2 821	1 778,3	2 938	438,1	95,9
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**85 221**	**68 376,1**	**87 187**	**13 097,4**	**3 356,1**
Total		**246 781**	**177 138,6**	**248 538**	**36 822,3**	**9 754,1**

(1) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.14-7

Fonderie : principales productions de la branche (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Pièces de fonderie en fonte	**275A**	**1 116**	**1 063**	**1 105**	**1 339**	**1 316**
dont : Fonte à graphite sphéroïdal		296	289	*c*	343	342
Pièces de fonderie en acier	**275C**	**135**	**121**	**132**	**144**	**137**
Pièces de fonderie en métaux légers (2)	**275E**	**231**	**238**	**248**	**273**	**281**
Pièces de fonderie en autres métaux non ferreux (3)	**275G**	**64**	**61**	**64**	**66**	**63**

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes.
(2) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).
(3) Non compris les « optants » (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée).

TABLEAU K.14-8

Activité de la branche travail des métaux

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Million de francs

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF (1)	1995	1996	1997	1998	1999
Services industriels du travail des métaux	**F54**					
Forge, estampage, matriçage	284A	7 764	8 046	8 775	9 744	9 941
Découpage, emboutissage	284B	18 454	19 503	21 735	23 827	24 889
Métallurgie des poudres	284C	776	755	853	889	814
Traitement et revêtement des métaux	285A	8 923	9 013	9 747	10 346	10 837
Décolletage	285C	7 402	7 687	8 237	9 115	9 214
Mécanique générale	285D	20 202	21 440	24 023	28 055	28 572
Fabrication de produits métalliques	**F55**					
Fabrication de coutellerie	286A	1 518	1 561	1 659	1 683	1 633
Fabrication d'outillage à main	286C	2 852	2 886	2 827	3 106	2 682
Fabrication d'outillage mécanique	286D	5 619	5 505	5 806	6 001	5 721
Fabrication de serrures et ferrures métalliques	p 286F	6 977	7 149	7 988	8 643	8 785
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	943	962	1 021	994	813
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 674	11 750	11 836	11 474	12 805
Fabrication d'articles en fils métalliques	p 287E	7 231	5 848	5 768	5 676	5 784
Visserie et boulonnerie	p 287G	5 060	5 232	5 628	6 502	6 640
Fabrication de ressorts	p 287H	2 131	1 885	1 839	1 925	2 203
Fabrication de chaînes	p 287J	c	c	244	219	503
Fabrication d'articles métalliques ménagers	p 287L	4 873	5 028	5 045	4 844	4 977
Fabrication de coffre-forts (dont portes blindées)	287M	453	406	406	335	353
Fabrication de petits articles métalliques	p 287N	1 393	1 405	1 595	1 704	1 404
Fabrication d'articles métalliques n.c.a. (2)	p 287P	6 896	7 273	7 500	7 990	8 488

(1) La lettre « p » devant le code NAF 700 signifie partie de cette classe de la NAF.
(2) Cette classe comprend la fabrication d'échelles et d'escabeaux, de panneaux indicateurs, d'articles de voirie ; mais également d'armes blanches (sabres, épées et baïonnettes) ; et d'éléments de couverture en métal (gouttières, faîtages).

TABLEAU K.14-6

Fonderie, services industriels du travail des métaux,
fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Années	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats moyens d'entreprises		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Valeur ajoutée (en milliers de francs)	Investissement (en milliers de francs)
EAE - Année 1996						
Fonderie de fonte	275A	16 109	7 569,0	12 650	4 754,4	382,1
Fonderie d'acier	275C	7 425	4 285,3	6 732	1	1
Fonderie de métaux légers	275B	12 686	9 222,7	10 661	1	1
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275D	3 554	3 251,0	8 472	1	1
Fonderie	F25	39 505	23 218,0	96 875	4	1
Forge, estampage, matriçage	284A	12 577	9 914,9	10 133	1	1
Découpage, emboutissage	284B	29 450	24 283,1	30 396	1	1
Métallurgie des poudres	284C	1 138	613,5	1 003	1	1
Traitement et revêtement des métaux	285A	19 318	11 326,1	17 830	1	1
Décolletage	285C	10 404	9 368,0	13 716	1	1
Mécanique générale	285D	60 606	25 661,0	51 067	1	1
Services industriels du travail des métaux	F28	133 575	83 544,9	124 878	1	1
Fabrication de boulonnerie	286A	3 025	1 079,3	5 110	1	1
Fabrication d'outillage à main	286C	4 577	1	5 217	1	1
Fabrication d'outillage mécanique	286D	11 921	7 077,4	11 102	1	1
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 246	5 421,4	12 809	1	1
Fabrication de fils et articles métalliques divers	287A	881	1	1	1	1
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 120	10 973,6	11 136	1	1
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	2 878	1 741,4	3 247	1	1
Visserie et boulonnerie	289A	2 275	1	2	1	1
Fabrication de ressorts	289B	1	1	1	1	1
Fabrication de chaînes	289C	1	1	1	1	1
Fabrication d'articles métalliques ménagers	289D	5 143	1	6	1	1
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a.	289E	10 949	1	12	1	1
Fabrication de petits articles métalliques	289F	2 261	1	2	1	1
Fabrication de produits métalliques	F29	1	1	1	1	1

TABLEAU K.14-7

Fonderie : principales productions de la branche (1)

Année de la branche Travail des métaux

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF ou NES	1995	1996	1997	1998	1999
Total						
Opérations du travail des métaux						
Pièces moulées, ébauches, fabrications et autres opérations de fonderie	274					
Forge, estampage, matriçage	284A	9 048	9 173	9 744	9 841	
Découpage, emboutissage	284B	19 494	21 755	23 827	24 839	
Métallurgie des poudres	284C	756	859	899	814	
Traitement et revêtement des métaux	285A	8 023	9 747	10 248	10 827	
Décolletage	285C	7 407	8 227	8 715	9 214	
Mécanique générale	285D	20 202	24 023	28 055	28 572	
Fonderie : principales productions de la branche (1)	F29					
Fonderie de fonte	275A					
Fonderie d'acier	275C					
Fonderie de métaux légers	275B					
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275D					
Fonderie	F25					
Forge, estampage, matriçage	284A					
Découpage, emboutissage	284B					
Métallurgie des poudres	284C					
Traitement et revêtement des métaux	285A					
Décolletage	285C					
Mécanique générale	285D					
Services industriels du travail des métaux	F28					
Fabrication de boulonnerie	286A					
Fabrication d'outillage à main	286C					
Fabrication d'outillage mécanique	286D					
Fabrication de serrures et ferrures	286F					
Fabrication de fils et articles métalliques divers	287A					
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C					
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E					
Visserie et boulonnerie	289A					
Fabrication de ressorts	289B					
Fabrication de chaînes	289C					
Fabrication d'articles métalliques ménagers	289D					
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a.	289E					
Fabrication de petits articles métalliques	289F					
Produits métalliques divers	F29					

(1) La fonderie peut également être réalisée par la branche travail des métaux ou par d'autres branches (voir pour cela la table de passage entre branches et produits).

p : provisoire - p* : pour la seule partie de cette année issue de la NAF rév. 1 (voir table de passage entre NAF rév. 1 et NAF rév. 2)

Chapitre K.15

Industrie des composants électriques et électroniques

(NES : F61, F62)
(NAF : 31.2 à 31.6, 32.1)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1998.

1. Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques.

2. Matériel électrique et composants électroniques. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

La France est le quatrième producteur mondial de matériel électrique derrière le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Des leaders internationaux, tels ABB ou Siemens, dominent l'offre européenne de construction électrique. Parmi eux se trouvent des fabricants français tels Schneider Electric, Alstom, Alcatel Câbles et Legrand. Pour accroître leur compétitivité et accéder à une position dominante sur le marché, les grandes sociétés tendent à fusionner, telles ABB et Alstom devenues ABB Alstom Power.

Au niveau national, le secteur réalise un chiffre d'affaires total de 133 milliards de francs et emploie 129 000 personnes. À l'exportation, les constructeurs de matériel électrique restent très compétitifs, avec 42 % de leur production vendue à l'étranger. Le dynamisme du secteur de la construction et la bonne tenue de l'investissement industriel favorisent cette activité.

L'ensemble des entreprises évoluent dans un environnement où EDF, de par son volume d'affaires et sa capacité d'investissement, joue un rôle moteur unique en Europe. L'offre française dispose d'entreprises de taille européenne, voire mondiale sur l'ensemble de ces activités.

La fabrication du matériel électrique (hors machines tournantes et transformateurs) est composée de cinq grandes catégories de produits :

Le matériel de distribution et de commande électrique basse et haute tension (y compris l'appareillage électrique d'installation) représente 48 % du chiffre d'affaires du secteur. La reprise de l'investissement industriel en France et en Europe, conjuguée au dynamisme retrouvé des marchés de la construction, ont un effet très positif sur la croissance.

Le matériel électrique pour moteurs et véhicules occupe 27 % du chiffre d'affaires du secteur. Les équipementiers ont su s'adapter aux mutations du secteur automobile. Grâce à leur capacité d'innovation et à la mise en place de nouvelles méthodes d'organisation, les entreprises de ce secteur connaissent une année de croissance.

Avec 13 % du chiffre d'affaires du secteur, les fils et câbles électriques voient le nombre de leurs sites de production diminuer. Ce secteur est soutenu par les activités liées aux télécommunications : fibres optiques et pose de câbles sous-marins.

Les lampes et appareils d'éclairage représentent 6 % du chiffre d'affaires du secteur. L'innovation continue à stimuler la demande, en particulier dans le domaine des luminaires.

Les accumulateurs et piles électriques, soit 6 % du chiffre d'affaires du secteur, vont connaitre une évolution technique avec l'arrivée attendue des piles à combustible. Ces dernières permettront aux clients, tant industriels que particuliers, d'avoir accès à une électricité auto-produite bon marché et induisant très peu de pollution.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Avec un chiffre d'affaires qui dépasse 53 milliards de francs en 1999, les performances de l'industrie française des composants électroniques se situent dans la dynamique de croissance de l'économie nationale.

Les composants électroniques jouent un rôle essentiel pour le développement accéléré des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le secteur des télécommunications, avec une croissance soutenue, continue d'être l'un des principaux moteurs de la production électronique nationale.

La généralisation de l'électronique dans de nombreux produits est favorable à cette industrie. Ce secteur d'activité génère des emplois très qualifiés (60 % d'ingénieurs, de cadres et de techniciens dans la microélectronique).

Le marché des composants actifs (semi-conducteurs) a connu des difficultés en 1998 en raison de la crise du marché mondial (surcapacités de production et crise financière asiatique). Toutefois, la France a été un peu épargnée grâce à sa production plus orientée vers des produits spécifiques. Au second semestre 1999, la situation se renverse à la faveur de la forte demande des grands marchés (téléphonie mobile, carte à puce, automobile, électronique numérique grand public). Pour faire face à l'évolution très rapide des produits et à la croissance des marchés, les investissements industriels sont revus à la hausse. Les efforts en recherche-développement sont très importants (15 % du chiffre d'affaires pour les entreprises françaises). Dans ce secteur, la fabrication des tubes électroniques maintient sa bonne tenue.

Les fabricants français arrivent en tête sur le marché en forte croissance de la carte à puce. Les perspectives de croissance sont très importantes avec l'élargissement des applications : commerce électronique, gestion et sécurisation d'accès.

Les industries des télécommunications et l'automobile expriment une demande soutenue sur le marché des composants passifs (l'électronique embarquée progresse en raison des contraintes réglementaires en matière de pollution, de consommation et de sécurité) ; ce marché est moins dynamique et de taille inférieure à celui des composants actifs. La progression de l'activité reste modeste en 1999 après une année 1998 en demi-teinte. Toutefois, le taux de couverture des échanges extérieurs s'améliore.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

Cette activité comprend :

— le matériel de distribution et de commande électrique pour haute et basse tension (y compris l'appareillage électrique d'installation) ;

— les fils et câbles isolés ;

— les accumulateurs et piles électriques ;

— les lampes et appareils d'éclairage ;

— les matériels électriques pour moteurs et véhicules ;

— le matériel électromagnétique industriel ;

— les appareils électriques de signalisation, les appareils d'alarme, de détection, les isolateurs, les électrodes.

Elle ne comprend pas les machines tournantes et les transformateurs.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Cette activité regroupe :

— les composants actifs (semi-conducteurs) qui effectuent une transformation énergétique et peuvent amplifier ou réduire un signal (transistors, circuits intégrés, tubes électroniques...) ;

— les composants passifs et les condensateurs qui ont pour seule fonction de transmettre un signal (résistances, circuits imprimés...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération des industries électriques et électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communications (FIEEC) :

— Rapport annuel ;

— Statistiques annuelles ;

— Lettre d'information ;

— Les Chiffres-clés.

« Construction électronique professionnelle, perspectives sectorielles 2002-2004 », l*es Prévisions glissantes détaillées du BIPE.*

Annuaire du SYCEP (Syndicat des industries des composants électroniques passifs).

Annuaire du SITELESC (Syndicat des industries des tubes électroniques et semi-conducteurs).

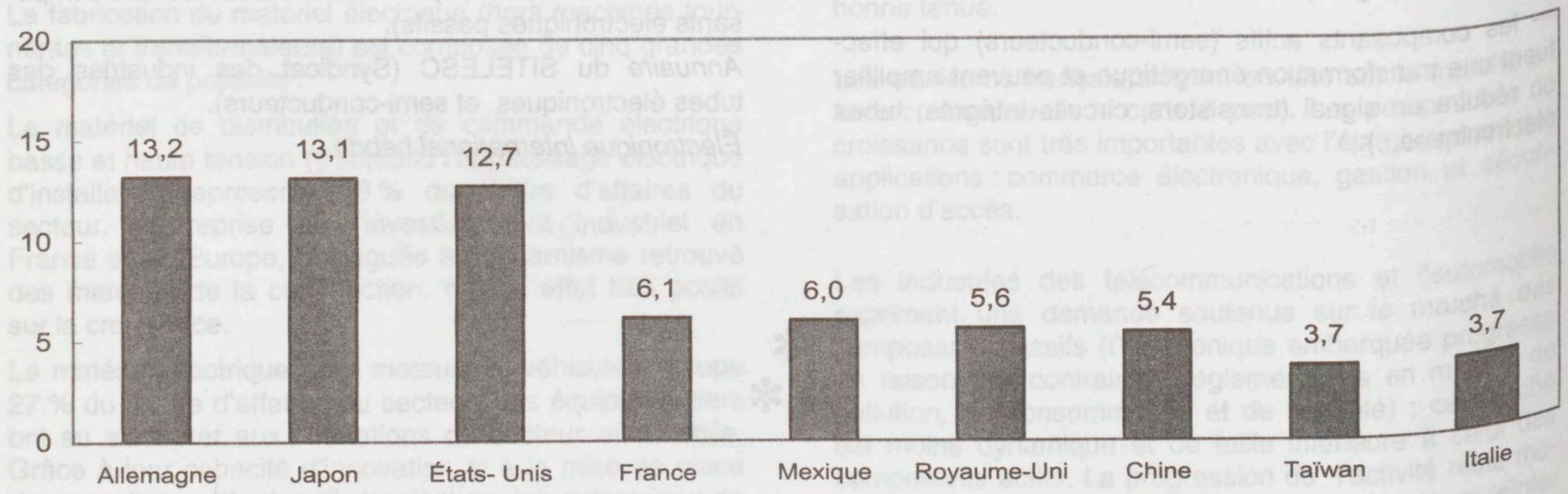
Électronique international hebdo.

* * *

GRAPHIQUE K.15-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1998

En %

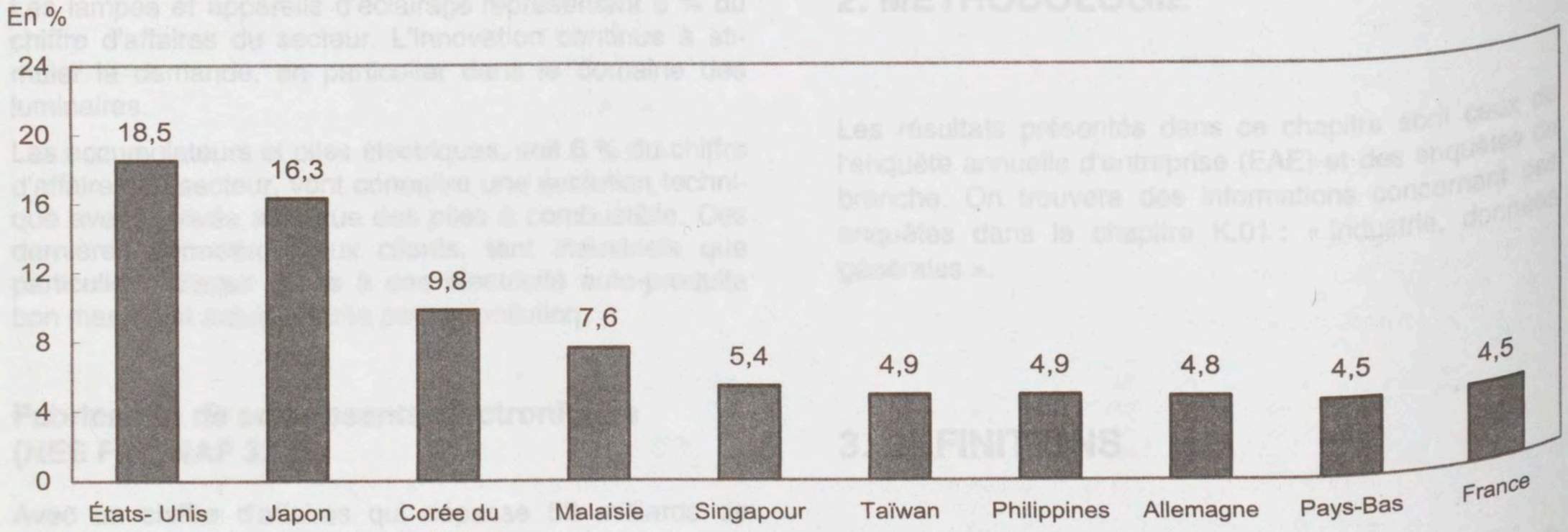


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.15-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.15-1

Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension.	312A	44 751	38 581,3	50 619	8 732,0	2 305,7
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension.	312B	11 187	14 946,6	11 156	2 271,0	325,4
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	16 076	21 886,1	17 630	3 061,8	992,0
Fabrication d'accumulateurs et piles électriques	314Z	6 578	7 265,7	6 842	1 246,4	312,0
Fabrication de lampes	315A	3 060	2 558,2	3 329	601,9	123,3
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	622	503,3	609	87,6	10,6
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	6 942	5 923,7	7 284	999,4	189,5
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	19 744	20 529,2	19 941	3 143,6	1 151,1
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 041	1 166,2	1 742	264,7	56,3
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1) (non compris ailleurs, dans une autre classe de la NAF 700)	316D	10 686	9 544,3	8 695	1 598,4	171,0
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**121 687**	**122 904,6**	**127 847**	**22 006,8**	**5 636,9**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	12 952	8 247,2	13 614	2 124,2	388,6
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	34 160	40 109,4	39 141	7 562,3	3 975,1
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**47 112**	**48 356,6**	**52 755**	**9 686,5**	**4 363,7**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**168 799**	**171 261,2**	**180 602**	**31 693,3**	**10 000,6**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage éléctriques; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique); la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. NAF 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre (cf. NAF 261K, tableau K.10-5) ou en céramique (cf. NAF 262E, tableau K.10-7).

TABLEAU K.15-2

Matériel électrique et composants électroniques

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1997	1998	1999
Matériel de distribution, de commande électrique pour basse tension	**312A**	**24 185**	**26 000**	**28 121**
Matériel de distribution, de commande électrique pour haute tension	**312B**	**6 497**	**6 945**	**6 395**
Fils et câbles isolés pour l'électricité	**313Z**	**15 228**	**15 567**	**15 588**
Accumulateurs et piles électriques	**314Z**	**5 925**	**6 095**	**5 623**
Lampes électriques	**315A**	**1 709**	**2 271**	**2 261**
Appareils électriques autonomes de sécurité	**315B**	**480**	**440**	**456**
Appareils d'éclairage	**315C**	**4 283**	**4 960**	**5 008**
Matériels électriques pour moteurs et véhicules	**316A**	**12 888**	**...**	**...**
Matériels électromagnétiques industriels	**316C**	**260**	**279**	**263**
Matériels électriques divers	**316D**			**368**
dont : Matériel de signalisation pour chemin de fer	»	439	477	351
Appareils électriques d'alarme et de veille	»	237	393	
Composants passifs et condensateurs fixes	**321A**	**12 778**	**13 309**	**12 727**
dont : Condensateurs autres que de puissance	»	1 274	1 144	1 001
Circuits imprimés	»	2 298	2 519	2 434
Connecteurs	»	5 474	5 983	5 663
Tubes électroniques et semi-conducteurs	**321B**	**26 703**	**28 332**	**30 757**
dont : Tubes électroniques	»	4 045	3 964	2 928
Semi-conducteurs discrets (diodes, transistors, thyristors, etc.)	»	3 203	3 730	3 212
Circuits intégrés	»	13 483	14 886	20 366

Chapitre K.16

Construction, Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Logements autorisés et commencés de 1994 à 1999.

1. Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés du secteur d'entreprise.
2. Construction : chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.
4. Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.
5. Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage.
6. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation.
7. Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination.
8. Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination
9. Logements commencés par type de construction.
10. Statistique de la construction dans l'Union européenne.
11. Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.
12. La production du secteur « Construction » et son affectation.
13. Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.
14. Le parc locatif social.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la construction de logements dépasse pour la première fois depuis 6 ans la barre des 300 000 logements, et atteint son niveau le plus élevé depuis 1989. La reprise pour les logements individuels, présente dès 1996, s'accélère pour atteindre + 13 % en 1999. Les mises en chantier de logements en immeubles collectifs progressent de 7,7 %.

En 1999, 332 000 logements font l'objet d'autorisations de construire ; en diminution par rapport à 1998, celles-ci demeurent plus nombreuses que les années précédentes. La fin annoncée du dispositif de soutien à l'investissement locatif instauré en 1996, explique pour beaucoup l'accélération des autorisations de construire constatées en novembre et surtout en décembre 1998, compensée par une baisse des autorisations sur le premier semestre 1999.

Avec plus de 45 millions de mètres carrés, les autorisations de construction de locaux non résidentiels progressent de 14 % en 1999. Au cours de cette même année, les mises en chantier augmentent de près de 11 %.

La croissance observée en 1998 dans le secteur de la commercialisation de logements neufs se poursuit en 1999. Les ventes d'appartements progressent de 6 % et celles des maisons individuelles de 18 %. Les mises en vente poursuivent également leur croissance pendant le premier semestre 1999, corroborant le mouvement observé pour les autorisations de construire fin 1998. Les stocks disponibles de logements baissent depuis plusieurs années. Au quatrième trimestre 1998, les stocks d'appartements achevés ne représentent plus que 10 % des stocks disponibles, alors qu'ils en représentaient 22 % fin 1997 et 27 % fin 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. À partir des résultats sur l'exercice 1997, elle a été profondément rénovée avec la mise en place de la quatrième génération (1). Ses questionnaires et ses méthodes de traitement sont modifiés. En particulier, les modalités des variables « maître d'ouvrage » et « nature d'ouvrage » font l'objet de regroupements et la ventilation selon les caractéristiques des chantiers ne s'applique plus aux travaux directs mais au chiffre d'affaires. Enfin, le mode de collecte des informations relatives aux chantiers est très différent : il ne s'agit plus pour l'entreprise de décrire en clair chaque chantier réalisé, selon les différents critères demandés, qui donneront ensuite lieu à une codification, mais de fournir directement un tableau répartissant le chiffre d'affaires selon certains croisements de ces critères. Par contre, les modalités d'exécution de l'enquête ne varient guère :

— enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà ; avant 1988, l'enquête n'était annuelle que pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Les questionnaires utilisés sont :

— le questionnaire général pour les entreprises de 50 salariés et plus ;

— le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 50 salariés.

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second oeuvre. D'autre part, la spécialisation des entreprises en ouvrages de bâtiment ou de génie civil est d'autant plus marquée qu'il s'agit de petites entreprises de bâtiment, et de grandes entreprises de travaux publics.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « construction » est secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Comme en troisième génération, le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine. Cependant, le champ est restreint aux entreprises ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n, alors que jusqu'en 1996, la date de clôture limite était fixée au 31 mars de l'année n+1.

Construction et transformation de bâtiments
Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement à l'aide de systèmes informatisés, en particulier SITADEL (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à SICLONE depuis 1998.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans SICLONE, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non résidentiels.

---

(1) Voir chapitre K.01. L'EAE-Construction est en NAF depuis l'exercice 1993. Contrairement au SESSI, l'EAE-Construction n'est passée en quatrième génération que depuis l'exercice 1997. Les résultats des exercices 1994, 1995 et 1996 regroupent les ouvrages anciennement nommés « maisons individuelles » et « logements collectifs » en un seul poste « immeubles de logements (y compris hébergement) » transféré dans « Total résidentiels » (cf. K.16-3).

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

Sont donc exclus du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;

— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;

— l'ensemble des logements de fonction ;

— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3. DÉFINITIONS

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) (1)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et génie civil dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend (2) :

- **Pour le bâtiment (NES H01) :**

— **Gros œuvre** :
  — construction de maisons individuelles (NAF 45.2A) ;
  — construction de bâtiments divers (NAF 45.2B) ;
  — levage, montage (NAF 45.2T) ;
  — travaux de maçonnerie générale (NAF 45.2V).

— **Second œuvre :**
  — réalisation de couvertures par éléments (NAF 45.2J) ;
  — travaux d'étanchéification (NAF 45.2K) ;
  — travaux de charpente (NAF 45.2L) ;
  — travaux d'installation électrique (NAF 45.3A) ;
  — travaux d'isolation (NAF 45.3C) ;
  — installation d'eau et de gaz (NAF 45.3E) ;
  — installation d'équipements thermiques et de climatisation (NAF 45.3F) ;
  — plâtrerie (NAF 45.4A) ;
  — menuiserie bois et matières plastiques (NAF 45.4C) ;
  — menuiserie métallique, serrurerie (NAF 45.4D) ;
  — revêtement des sols et des murs (NAF 45.4F) ;
  — miroiterie de bâtiment, vitrerie (NAF 45.4H) ;
  — peinture (NAF 45.4J) ;
  — agencement de lieux de vente (NAF 45.4L) ;
  — travaux de finition non compris ailleurs (NAF 45.4M).

- **Pour le génie civil (NES H02) :**
  — terrassements divers, démolition (NAF 45.1A) ;
  — terrassements en grande masse (NAF 45.1B) ;
  — forages et sondages (NAF 45.1D) ;
  — construction d'ouvrages d'art (NAF 45.2C) ;
  — travaux souterrains (NAF 45.2D) ;
  — réalisation de réseaux (NAF 45.2E) ;
  — construction de lignes électriques et de télécommunication (NAF 45.2F) ;
  — construction de voies ferrées (NAF 45.2N) ;
  — construction de chaussées routières et de sols sportifs (NAF 45.2P) ;
  — travaux maritimes et fluviaux (NAF 45.2R) ;
  — autres travaux spécialisés de construction (NAF 45.2U) ;

---

(1) Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
(2) Voir le détail des activités au chapitre nomenclature dans les feuillets chamois au début de l'ouvrage.

— autres travaux d'installation (NAF 45.3H) ;

— location avec opérateur de matériel de construction (NAF 45.5Z).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE).

Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :

— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;

— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.

ILM : Immeuble à Loyer Moyen.

ILN : Immeuble à Loyer Normal.

PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.

PC : Prêt Conventionné.

PLA : Prêt Locatif Aidé.

PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.

PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.

PLA très social : PLA sans obligation de travaux, réservé aux plus démunis.

PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.

PLR : Programme à Loyer Réduit.

PLS : Prêt Locatif Social.

PSR : Programme Social de Relogement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Service économique et statistique ;

— Fédération nationale du bâtiment ;

— Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Données détaillées du SES

— « Statistiques de la construction en 1997 » ;

— « Statistiques de la construction en 1998 » ;

— « Statistiques de la construction de 1994 à 1998 » sur Cédérom ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1996 » ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1997 » ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1998 » ;

— « Statistiques sur le logement social » (annuel) ;

— « Les entreprises du secteur de la construction en 1996 » ;

— « Les entreprises du secteur de la construction en 1997 ».

SES Infos Rapides

— Résultats de la construction neuve (mensuel) ;

— Résultats sur la commercialisation des logements neufs (trimestriel) ;

— N° 35 : « Le prix des terrains à bâtir en 1995 et au premier semestre 1996 » ;

— N° 47 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1997 » ;

— N° 53 : « EAE - Construction 1996 : principaux résultats » ;

— N° 60 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1996 » ;

— N° 77 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1998 » ;

— N° 91 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1997 » ;

— N° 104 : « EAE - Construction 1997 : principaux résultats » ;

— N° 107 : « Résultats de la construction neuve en 1999 » ;

— N° 123 : « Le parc locatif social au 31 décembre 1998 » ;

— N° 124 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1998 ».

Presse spécialisée :

— *Le moniteur des TP et du bâtiment* (hebdomadaire) ;

— *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel) ;

— *Les travaux publics en ...,* de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE).

Économie et Statistique :

— « Les ménages et leurs logements au début des années quatre-vingt-dix », nos 288 - 289, 1995.

INSEE-Première :

— « Le logement. Reconstruction, grands-ensembles et accession à la propriété », n° 456, mai 1996 ;

— « Le BTP en 1996 », n° 536, juillet 1997 ;

— « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997 ;

— « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;

— « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;

— « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;

— « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;

— « Quand le bâtiment va... mieux - La construction en 1998 et début 1999 », n° 666, juillet 1999 ;

— « La construction en 1999 et début 2000 - Une activité exceptionnelle dans le bâtiment », n° 724, juin 2000.

INSEE Synthèses :

— « Les comptes du logement, édition 2000 », nos 44 - 45, octobre 2000.

Autres publications :

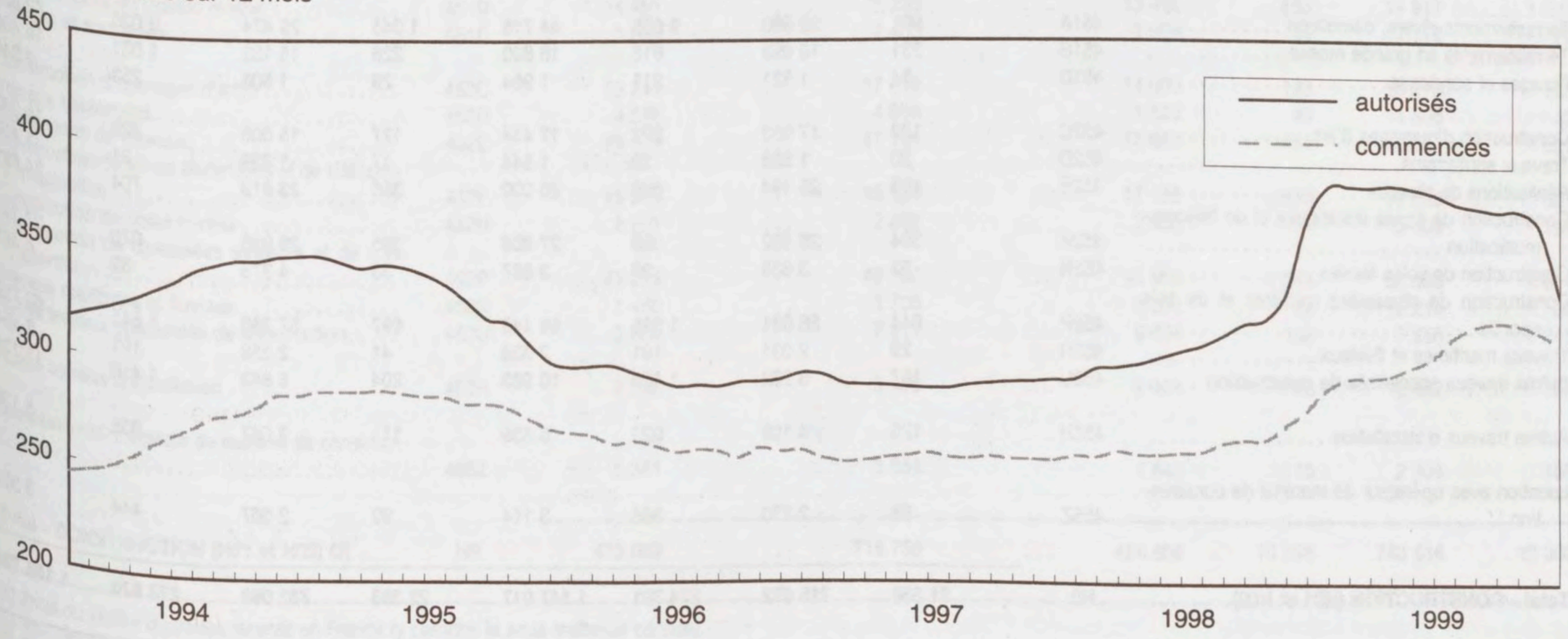
— « Le financement du logement en France », Henri-Heugas-Darraspen, *Les études de la documentation française,* 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.16

Logements autorisés et commencés

En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

TABLEAU K.16-1

Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés (1) du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise EAE4G - Construction)

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1997				1998	
		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 10 salariés et plus	Ensemble des entreprises
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs
BÂTIMENT	**H01**	**18 060**	**521 800**	**258 245**	**926 476**	**18 984**	**539 206**	**262 475**	**947 437**
Gros œuvre		**5 653**	**172 146**	**67 281**	**302 587**	**5 916**	**177 805**	**66 845**	**309 753**
Construction de maisons individuelles	452A	1 271	23 615	12 972	55 340	1 146	25 429	11 428	53 705
Construction de bâtiments divers	452B	1 714	91 934	5 485	102 667	1 720	91 357	4 928	100 500
Levage, montage	452T	178	6 414	1 004	8 534	177	6 378	1 047	8 567
Travaux de maçonnerie générale	452V	2 490	50 183	47 820	136 046	2 873	54 641	49 442	146 981
Second œuvre		**12 407**	**349 654**	**190 964**	**623 889**	**13 068**	**361 401**	**195 630**	**637 684**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	597	12 093	9 568	30 237	696	13 321	9 966	32 041
Travaux d'étanchéification	452K	231	8 169	1 894	12 512	226	8 569	1 600	12 665
Travaux de charpente	452L	469	8 710	6 039	22 617	456	8 557	5 470	20 620
Travaux d'installation électrique	453A	2 125	101 130	30 001	142 696	2 184	105 368	29 917	149 691
Travaux d'isolation	453C	285	9 904	2 153	13 675	270	9 345	2 005	13 017
Installation d'eau et de gaz	453E	1 240	25 958	27 298	60 541	1 095	23 337	26 715	56 733
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 209	42 455	10 106	59 161	1 271	42 774	11 670	62 853
Plâtrerie	454A	579	12 389	11 567	26 894	842	15 497	11 188	28 511
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 436	28 215	26 063	67 226	1 479	30 532	27 153	72 136
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	1 117	25 078	9 888	41 755	1 186	26 958	10 294	43 697
Revêtement des sols et murs	454F	598	12 649	13 704	29 726	667	13 421	13 587	28 530
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	117	2 499	1 326	5 566	137	2 454	1 108	4 893
Peinture	454J	1 972	52 091	36 626	95 707	2 116	52 690	38 547	95 390
Agencement de lieux de vente	454L	268	5 305	1 571	7 986	278	5 414	1 818	8 999
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	164	3 009	3 160	7 590	165	3 164	4 592	7 908
GÉNIE CIVIL	**H02**	**3 298**	**193 872**	**16 136**	**220 541**	**3 409**	**192 887**	**16 501**	**218 317**
Terrassements divers, démolition	451A	991	29 590	9 055	44 718	1 045	29 474	9 020	42 626
Terrassements en grande masse	451B	231	16 093	616	16 899	226	15 132	1 031	16 490
Forages et sondages	451D	34	1 521	211	1 964	29	1 505	252	2 040
Construction d'ouvrages d'art	452C	139	17 053	292	17 434	127	15 606	229	15 943
Travaux souterrains	452D	20	1 528	29	1 544	17	1 338	31	1 407
Réalisations de réseaux	452E	403	25 194	689	26 000	385	23 819	704	24 821
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	394	26 502	699	27 898	395	26 985	670	27 777
Construction de voies ferrées	452N	33	3 638	90	3 667	33	4 373	39	4 401
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	644	56 081	1 535	58 442	697	57 380	1 545	60 759
Travaux maritimes et fluviaux	452R	29	2 031	191	2 339	41	2 258	191	2 454
Autres travaux spécialisés de construction	452U	167	8 262	1 420	10 983	204	8 883	1 410	11 108
Autres travaux d'installation	453H	125	4 109	923	5 539	111	3 567	935	5 130
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	88	2 270	386	3 114	99	2 567	444	3 361
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)	**H0**	**21 358**	**715 672**	**274 381**	**1 147 017**	**22 393**	**732 093**	**278 976**	**1 165 754**

(1) Nombre de salariés au 31 décembre de chaque année.

TABLEAU K.16-2

Construction : chiffre d'affaires (1) et investissements du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - Construction) — *Unité* : Million de francs

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1997				1998			
		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts (2)	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts (2)	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts
BÂTIMENT (3)	**H01**	**326 884**	**...**	**549 258**	**...**	**336 584**	**5 309**	**576 526**	**12 781**
Gros œuvre (3)		**129 611**	**...**	**199 831**	**...**	**132 301**	**2 100**	**206 974**	**4 450**
Construction de maisons individuelles	452A	17 293	...	38 095	...	19 200	252	40 097	767
Construction de bâtiments divers	452B	83 200	...	91 853	...	81 166	1 046	87 982	1 191
Levage, montage	452T	4 479	...	5 470	...	4 136	161	5 838	246
Travaux de maçonnerie générale	452V	24 639	...	64 412	...	27 799	641	73 057	2 246
Second œuvre (3)		**197 273**	**...**	**349 427**	**...**	**204 283**	**3 209**	**369 552**	**8 331**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	5 825	...	14 170	...	6 568	145	15 819	460
Travaux d'étanchéification	452K	6 549	...	9 099	...	7 453	110	9 789	157
Travaux de charpente	452L	4 507	...	10 746	...	5 005	113	10 884	336
Travaux d'installation électrique	453A	61 447	...	86 228	...	59 547	922	87 550	1 649
Travaux d'isolation	453C	5 846	...	8 229	...	5 748	114	8 126	195
Installation d'eau et de gaz	453E	12 889	...	35 186	...	12 351	178	34 165	756
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	27 181	...	36 772	...	27 752	336	39 810	629
Plâtrerie	454A	5 984	...	13 518	...	7 475	93	14 672	291
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	15 521	...	37 338	...	17 442	348	42 366	1 146
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	16 235	...	26 717	...	18 030	253	29 112	545
Revêtement des sols et murs	454F	7 328	...	16 871	...	7 900	105	17 238	350
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	1 492	...	3 427	...	1 392	23	2 960	88
Peinture	454J	21 740	...	42 464	...	22 349	342	45 244	1 026
Agencement de lieux de vente	454L	3 401	...	5 314	...	3 667	101	5 917	156
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	1 328	...	3 348	...	1 604	26	5 900	547
GÉNIE CIVIL (3)	**H02**	**146 185**	**...**	**166 492**	**...**	**148 024**	**4 986**	**166 990**	**6 612**
Terrassements divers, démolition	451A	17 260	...	27 791	...	18 849	781	27 937	1 846
Terrassements en grande masse	451B	14 491	...	15 236	...	13 492	883	14 917	1 007
Forages et sondages	451D	1 005	...	1 405	...	1 354	44	1 778	72
Construction d'ouvrages d'art	452C	16 544	...	17 619	...	14 990	193	15 276	199
Travaux souterrains	452D	4 586	...	4 608	...	1 828	40	1 866	42
Réalisations de réseaux	452E	16 683	...	17 194	...	15 681	464	16 261	527
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	15 904	...	16 524	...	17 188	478	17 635	521
Construction de voies ferrées	452N	2 267	...	2 353	...	2 953	146	3 009	155
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	46 223	...	49 163	...	48 966	1 544	52 396	1 674
Travaux maritimes et fluviaux	452R	1 440	...	1 708	...	2 022	75	2 212	88
Autres travaux spécialisés de construction	452U	5 860	...	7 311	...	6 624	182	7 950	245
Autres travaux d'installation	453H	2 542	...	3 498	...	2 429	46	3 452	80
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	1 381	...	2 084	...	1 648	110	2 301	156
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02) (3)	**H0**	**473 069**	**...**	**715 750**	**...**	**484 608**	**10 295**	**743 516**	**19 393**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).
(2) Non disponible.
(3) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.

TABLEAU K.16-3

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million de francs

Nature de l'ouvrage	(2) 1993		(2) 1994		(2) 1995		(2) 1996		■ 1997		1998
	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	46 203	160 010	...	...	...	...	...	...	52 524	172 108	55 721	181 326
Immeubles de logements (y compris hébergement)	89 819	133 555	...	...	...	...	...	...	76 190	115 553	81 206	126 002
Total résidentiel	**136 022**	**293 565**	**153 753**	**324 131**	**143 401**	**317 566**	**135 566**	**321 647**	**128 714**	**287 661**	**136 927**	**307 328**
Bâtiments non résidentiels	221 478	279 102	218 519	279 172	211 223	278 606	193 925	251 983	175 504	237 199	179 079	248 480
Total Bâtiment	**357 500**	**572 667**	**372 272**	**603 303**	**354 624**	**596 172**	**329 491**	**573 630**	**304 218**	**524 860**	**316 006**	**555 808**
Voies de communication	70 721	76 408	73 195	81 584	75 505	84 146	68 399	74 843	67 998	75 877	72 061	80 632
Ouvrages de franchissement	16 132	16 674	18 339	18 785	18 502	19 164	19 997	20 691	17 424	19 905	16 511	17 241
Réseaux	39 509	41 655	41 464	42 846	41 685	43 577	46 391	49 155	46 125	50 192	46 679	50 494
Autres ouvrages de génie civil	6 229	9 194	5 841	8 168	17 034	22 607	20 463	23 809	12 712	13 285	13 967	15 586
Total Génie civil	**132 591**	**143 931**	**138 839**	**151 383**	**152 726**	**169 494**	**155 250**	**168 498**	**144 259**	**159 259**	**149 218**	**163 953**
Total Construction	**490 091**	**716 598**	**511 111**	**754 686**	**507 350**	**765 666**	**484 741**	**742 128**	**448 477**	**684 119**	**465 224**	**719 761**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.
(2) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.
(3) La notion de « hors tranche » n'étant plus utilisée à partir de 1997, la répartition des entreprises en fonction de leur taille a été recalculée pour les années antérieures, en utilisant comme critère le nombre de salariés au 31 décembre.

TABLEAU K.16-4

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise (2)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - Construction) — *Unité* : Million de francs

	1993 (3)	1994 (3)	1995 (3)	1996 (3)	■ 1997	1998
Entreprises artisanales						
0 à 9 salariés :						
Neuf	81 365	89 723	104 596	99 103	...	86 681
Entretien, amélioration	136 368	144 084	139 499	147 964	...	153 121
Autres entreprises						
10 salariés et plus :						
Neuf	202 137	226 775	209 733	191 447	...	190 652
Entretien, amélioration	152 797	142 721	142 346	135 116	...	125 354
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	**283 502**	**316 498**	**314 329**	**290 550**	**...**	**277 333**
Entretien, amélioration	**289 165**	**286 805**	**281 845**	**283 080**	**...**	**278 475**
Montant général des travaux	**572 667**	**603 303**	**596 174**	**573 630**	**...**	**555 808**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.
(2) La notion de « hors tranche » n'étant plus utilisée à partir de 1997, la répartition des entreprises en fonction de leur taille a été recalculée pour les années antérieures, en utilisant comme critère le nombre de salariés au 31 décembre.
(3) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature et l'état de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.

TABLEAU K.16-5

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

%

	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Organismes HLM	20,3	16,5	14,1	12,6	10,7	10,8
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,8	2,5	2,2	1,8	1,5	1,2
Sociétés civiles immobilières (SCI)	23,7	26,4	24,2	24,9	29,5	23,0
État et collectivités locales	1,4	1,5	1,2	1,1	1,0	1,0
Particuliers	41,5	43,5	49,6	51,6	48,2	56,4
Autres sociétés (1)	10,3	9,6	8,7	8,0	9,1	7,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**350 808**	**303 047**	**298 647**	**293 220**	**368 197**	**331 986**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.16-6

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
1 pièce	54,6	43,0	34,4	25,6	26,1	15,1
2 pièces	62,3	52,6	47,0	46,0	57,4	41,0
3 pièces	72,3	62,1	59,8	58,1	78,6	64,7
4 pièces	71,0	62,3	65,1	67,2	87,6	86,4
5 pièces	56,5	51,7	57,8	59,7	74,7	76,9
6 pièces et plus	34,1	31,3	34,5	36,6	43,8	47,9
Total	**350,8**	**303,0**	**298,6**	**293,2**	**368,2**	**332,0**

TABLEAU K.16-7

Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Statut d'occupation	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Résidences principales						
Occupation personnelle	119,4	111,2	126,0	126,9	146,8	161,7
Location vide ou meublée	110,9	88,7	74,7	81,6	120,7	89,4
Vente ou location-vente	97,3	82,5	79,9	67,4	79,3	65,4
Logement de fonction	2,0	2,8	1,6	1,3	1,0	0,8
Total (1)	**329,6**	**285,2**	**282,1**	**277,3**	**347,8**	**317,3**
Résidences secondaires						
Occupation personnelle	7,4	6,6	6,5	6,9	7,0	4,9
Location vide ou meublée	3,5	3,1	3,2	6,2	10,4	2,4
Vente ou location-vente	10,2	7,9	6,8	2,7	3,0	–
Logement de fonction	0,1	0,1	0,1	0,1	–	
Total (1)	**21,2**	**17,8**	**16,5**	**16,0**	**20,4**	**14,6**
Ensemble						
Occupation personnelle	126,8	117,9	132,4	133,8	153,8	169,1
Location vide ou meublée	114,4	91,8	77,9	87,8	131,1	94,3
Vente ou location-vente	107,6	90,5	86,6	70,2	82,3	67,8
Logement de fonction	2,0	2,9	1,6	1,4	1,0	0,8
Total (1)	**350,8**	**303,0**	**298,6**	**293,2**	**368,2**	**332,0**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-8

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Bâtiments agricoles	11 440,4	12 221,6	12 113,1	12 427,7	15 007,8	15 700,6
Bâtiments industriels	4 473,2	5 656,5	5 440,3	5 542,2	7 444,0	11 057,5
Locaux commerciaux	3 381,2	3 110,3	2 647,8	2 480,4	3 080,2	4 023,0
Bureaux	3 385,0	2 967,9	2 798,7	2 862,1	3 125,2	3 512,1
Stockage non agricoles et garages	4 803,5	4 670,8	4 500,2	4 879,9	4 309,9	3 592,0
Autres locaux non résidentiels	8 008,1	7 002,4	6 166,6	6 340,0	6 800,2	7 458,0
Total (1)	**35 491,4**	**35 629,5**	**33 666,7**	**34 532,4**	**39 767,3**	**45 343,2**

(1) Du fait des arrondis la ligne « Total » n'est pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-9

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Individuels purs	108,1	108,9	119,0	122,3	135,0	152,9
Autres individuels	33,8	32,3	27,8	28,3	31,2	34,9
Total individuels (1)	**141,8**	**141,2**	**146,8**	**150,6**	**166,2**	**187,7**
Total collectifs	**149,3**	**134,3**	**118,1**	**106,1**	**114,0**	**122,8**
Total (1)	**291,1**	**275,5**	**264,9**	**256,7**	**280,3**	**310,5**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-10

Statistiques de la construction dans l'Union européenne

Source : Eurostat

Unités : Construction : Nombre
Population : Millier

Pays	Population (1)	1996			1997			1998			1999		
		Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés
U E (à 15)													
Allemagne	82 037,0	576 376	...	560 613	530 263	...	570 590	477 707	...	500 718	437 584	...	...
Autriche	8 082,8	52 163	...	57 980	44 917	...	57 990	40 540	...	...	...	...	...
Belgique	10 213,8	48 707	39 449	...	50 847	40 297	...	40 048	33 284	...	46 918	...	...
Danemark	5 313,6	15 809	15 244	13 492	16 711	16 261	16 463	16 349	16 074	17 402	16 133	15 582	15 791
Espagne	39 394,3	265 956	293 233	253 365	304 763	349 365	280 165	364 086	443 082	274 314	404 832	552 425	320 972
Finlande	5 159,6	25 122	22 401	20 006	31 117	28 660	25 491	32 468	29 867	28 737	37 563	...	...
France	**58 977,2**	**301 589**	**263 960**	**...**	**299 828**	**261 815**	**...**	**376 752**	**292 200**	**...**	**333 376**	**317 301**	**...**
Grèce	10 521,7	86 741	...	...	89 553	...	...	97 259	...	...	...	...	...
Irlande	3 734,9	34 864	...	33 725	37 060	...	38 842	47 389	...	42 349	49 945	...	46 512
Italie	57 612,6	160 553	...	...	145 435	...	...	118 987	...	...	132 729	...	...
Luxembourg	429,2	2 797	...	2 242	3 411	...	...	3 215	...	...	3 739	...	...
Pays-Bas	15 760,2	102 119	95 817	88 934	101 501	98 002	92 320	87 673	85 871	90 516	84 201	83 394	78 625
Portugal	9 979,5	84 609	...	67 925	94 786	...	70 663	109 734	...	92 126	117 830	...	103 680
Royaume-Uni	59 279,8	...	173 300	180 000	...	188 900	178 900	...	176 700	170 200	...	179 300	167 900
Suède	8 854,3	10 314	12 871	13 085	11 822	12 074	13 007	12 530	12 577	11 459	13 498	13 576	11 712

(1) Au 1er janvier 1999.

TABLEAU K.16-11

Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur

Source : INSEE (Comptes de la Nation 1999 - base 95)

Unité : Milliard de francs courants (hors TVA déductible)

	Valeur 1998 (*r*)	Valeur 1999 (*p*)	Évolution 1999 / 1998 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Ménages	287,8	314,3	8,2	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	118,4	130,6	8,2	1,9
Administrations publiques	97,5	103,1	4,1	1,5
Autres	32,5	36,5	11,0	1,3
Total (1)	**536,2**	**584,5**	**7,4**	**1,5**
Travaux publics (NES H02)				
Ménages	10,6	10,8	1,0	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	73,9	76,3	2,1	1,1
Administrations publiques	84,5	87,4	2,3	1,1
Total (1)	**169,0**	**174,5**	**2,1**	**1,1**
Ensemble - Construction (NES H0)				
Ménages	298,4	325,1	7,9	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	192,3	206,9	5,9	1,6
Administrations publiques	181,9	190,5	3,3	1,3
Autres	32,5	36,5	11,0	1,3
Total (1)	**705,2**	**759,0**	**6,2**	**1,4**
Dont : logement				
Ménages	292,9	320,4	8,2	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	48,0	49,4	1,3	1,6
Administrations publiques	4,3	4,8	n.s. (2)	n.s. (2)
Autres	5,3	6,0	n.s. (2)	n.s. (2)
Total (1)	**350,5**	**380,6**	**7,4**	**1,1**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU K.16-12

La production du secteur « Construction » et son affectation

Source : INSEE (Comptes de la Nation 1999 - base 95)

Unité : Milliard de francs courants (hors TVA déductible)

	Valeur 1998 (*r*)	Valeur 1999 (*p*)	Évolution 1999 / 1998 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Production (au prix de base)	685,7	738,7	6,1	1,5
TVA	77,0	78,7	///	///
Autres impôts sur production	3,0	3,2	///	///
Investissement (1)	536,2	584,5	7,4	1,5
Consommation finale	53,3	53,3	///	///
Consommation intermédiaire (2)	178,3	183,6	2,0	1,0
Variation de stocks	− 2,1	− 0,8	n.s.(3)	n.s.(3)
Travaux publics (NES H02)				
Production (au prix de base)	189,3	194,3	1,7	1,0
TVA	16,3	17,4	///	///
Autres impôts sur production	0,2	0,2	///	///
Investissement (1)	169,0	174,5	2,1	1,1
Consommation intermédiaire (2)	36,8	37,4	n.s.(3)	n.s.(3)

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Entretien courant des bâtiments non résidentiels et travaux sous-traités.
(3) n.s. : non significatif.

TABLEAU K.16-13

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN))

Unité : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Réservations			(3) Stock en fin d'année		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Collectif									
Une pièce	14 663	14 391	11 045	17 599	16 492	13 906	11 040	8 119	5 083
Deux pièces	21 528	26 318	26 957	23 272	27 584	28 902	15 272	14 107	11 896
Trois pièces	17 937	24 037	27 837	18 081	23 435	27 356	13 506	13 840	14 298
Quatre pièces et plus	10 395	14 268	15 340	10 790	13 357	15 603	8 480	9 284	9 134
Total	**64 523**	**79 014**	**81 179**	**69 742**	**80 868**	**85 767**	**48 298**	**45 350**	**40 411**
Individuel									
Moins de quatre pièces	2 465	3 237	3 732	2 971	3 142	4 099	2 304	2 378	1 862
Quatre pièces	4 045	5 626	6 264	3 983	5 149	6 145	2 415	2 979	2 970
Cinq pièces	2 734	3 569	4 191	2 787	3 358	3 805	1 729	1 791	1 993
Six pièces et plus	941	1 180	1 121	1 126	1 160	1 228	594	595	509
Total	**10 185**	**13 612**	**15 308**	**10 867**	**12 809**	**15 277**	**7 042**	**7 743**	**7 334**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU K.16-14

Le parc locatif social

Au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI (SES))

Unité : Logement

	1996	1997	1998	1999
Année de fin de construction				
Avant 1950	246 801	247 270	246 592	253 809
1951 à 1960	496 567	497 835	497 068	495 144
1961 à 1970	1 095 671	1 092 758	1 094 027	1 083 550
1971 à 1980	1 053 286	1 052 022	1 049 490	1 047 990
1981 à 1990	609 039	611 747	612 536	617 148
1991 et après	281 853	350 248	407 267	455 493
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 953 134**
Taille des logements (2)				
Une pièce	222 627	224 708	227 737	224 054
Deux pièces	682 708	698 736	710 612	712 436
Trois pièces	1 373 985	1 400 429	1 420 786	1 423 030
Quatre pièces	1 142 905	1 161 978	1 178 328	1 183 878
Cinq pièces et plus	360 992	366 029	369 517	371 786
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 915 184**
Type de financement initial (1) (2)				
PLR / PSR	245 136	243 229	241 206	225 548
HLM - O	1 996 338	1 973 658	1 971 329	1 948 481
ILM / ILN	124 836	126 527	133 437	129 150
PLA très social	24 355	32 638	40 082	49 438
PLA CDC / CFF	884 663	936 917	996 676	1 027 250
PLI / PLS	19 556	28 333	34 278	38 103
PAP et PC locatif	18 670	20 056	21 997	23 763
Autres financements	469 663	490 522	467 975	473 451
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 915 184**
Type de conventionnement				
Logements conventionnés avec travaux	1 319 989	1 353 511	1 392 664	1 527 102
Logements conventionnés sans travaux	1 089 245	1 067 998	1 044 418	960 841
Logements conventionnés PLA et PC	934 931	1 002 280	1 056 732	1 094 114
Total des logements conventionnés	**3 344 165**	**3 423 789**	**3 493 814**	**3 582 057**
Total des logements non conventionnés	**439 052**	**428 091**	**413 166**	**371 077**
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 953 134**

(1) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie définition du texte.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.

L

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs, recettes et investissements de la SNCF.
2. Lignes et installations de la SNCF.
3. Matériels ferroviaires, moteur et remorqué en service.
4. Transport commercial de voyageurs.
5. Transport commercial de marchandises.
6. Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
7. Accidents de chemin de fer.
8. Transports publics parisiens.
9. Accidents d'exploitation dans les transports parisiens.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec la division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière de la SNCF et la RATP.

1. MÉTHODOLOGIE

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes;

— SERNAM;

— établissement par fonction.

Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :

— directions des activités;

— directions des techniques;

— directions autres;

— directions régionales;

— établissements;

— SERNAM jusqu'en 1999 (fin d'activité du service : janvier 2000).

Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

— Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation;

— Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B (pour la partie qu'elle exploite), ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Transport de marchandises

— Le transport par wagons complets à charge.

— Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires).

— Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs.

Transport de voyageurs

— Le transport en banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975).

— Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

— INSEE.

— SNCF :

Division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière; centre de documentation.

— RATP :

Département commercial.

Publications :

Mémento de statistique des transports, Service économique et statistique (annuel).

SES Infos Rapides, La conjoncture des transports.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

Dépliant de statistiques SNCF, division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière (annuel).

Rapport annuel d'activité, SNCF.

Mémento statistique, département commercial, RATP (annuel).

Rapport annuel, département commercial RATP.

Statistiques mensuelles, département commercial RATP.

Recueil des statistiques annuelles, département commercial RATP.

*
* *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la S.N.C.F.

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Direction du contrôle de Gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Unité : Montant en millions de francs
Effectifs en milliers de personnes

	1997	1998
Recettes totales (hors taxes) (1)	**51 075** *r*	**54 078**
Investissements totaux (2)	**6 149**	**5 266**
Réseau principal	4 081	3 361
Banlieue parisienne (3)	2 068	1 905
Personnel en activité (effectif de gestion) (4) :		
Activité Grandes Lignes	21,1	21,3
Activité TER	5,9	6,1
Activité IDF (Île-de-France)	5,2	6,2
Domaine Matériel	24,5	24,0
Domaine Traction	24,4	25,0
Activité Fret	15,1	14,9
Domaine Éléments communs	11,7	10,7
SERNAM	4,2	4,0
Infrastructure	62,0	61,3
Total	**174,1**	**173,5**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :		
Anciens agents (sauf auxiliaires)	208,3	205,4
Veuves et orphelins (5)	130,8	129,2

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente.
(3) Hors programme « banlieue parisienne » financé par subventions et prêts spéciaux.
(4) À partir de janvier 1998, l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendu comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats..
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

	1994	1995	1996	1997	1998
Longueur totale des lignes exploitées (en km)	**32 275**	**31 940**	**31 852**	**31 821**	**31 770**
dont : lignes électrifiées	13 742	13 799	14 176	14 180	14 153
dont : banlieue parisienne (1)	1 265	1 268	1 304	1 306	1 306
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	24 146	24 148	24 162	24 122	24 095
Lignes ouvertes au trafic fret	29 794	29 546	29 456	29 504	29 443
Lignes à voie unique	16 178	15 950	15 852	15 862	15 831
Lignes à deux voies	15 399	15 283	15 279	15 237	15 219
Lignes à trois voies et plus	698	706	721	721	720
Lignes parcourues par les TGV	5 740	5 807	6 133	6 678	6 686
Consistance administrative : « nombre de points de vente » ouverts au trafic commercial					
Voyageurs	4 669	4 550	4 517	4 487	4 572
Frêt	1 853	1 845	1 831	1 802	1 821
Nombre de passages à niveau (3)	**18 663**	**18 270**	**17 774**	**17 579**	**17 514**
dont : gardés	2 466	2 291	2 111	2 069	2 032
à signalisation automatique	11 328	11 287	11 223	11 179	11 175

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(3) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Nature du matériel	1994	1995	1996	1997	1998
MATÉRIEL À MOTEUR					
Locomotives diesel	1 712	1 766	1 721	1 694	1 685
TGV (3) (4)	277	304	316	341 *r*	348
Automotrices électriques (5)	844	856	873	893	943
Autorails (5)	699	699	697	702	718
Locomotives électriques	2 144	2 148	2 108	2 096	2 079
Turbotrains (5)	43	32	22	17	13
Locotracteurs	1 199	1 204	1 205	1 201	1 201
MATÉRIEL À VOYAGEURS					
Voitures d'express	5 276	5 173	5 003	4 565	4 402
Voitures des services d'intérêt régional	1 700	1 727	1 782	2 039	2 067
Voitures de la banlieue parisienne	1 192	1 179	1 135	1 077	1 069
TGV (4) (6)	2 510	2 786	2 892	3 092 *r*	3 148
Automotrices électriques (6)	2 969	3 059	3 142	3 228	3 373
Autorails + turbotrains (6)	1 638	1 585	1 532	1 517	1 531
Total matériel à voyageurs	**15 285**	**15 509**	**15 486**	**15 518 *r***	**15 590**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1 727,7	1 750,8	1 756,7	1 769,5 *r*	1 790,3
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)					
Wagons SNCF	66,4	63,7	59,1	57,0	51,3
Wagons de particuliers (8)	68,7	68,2	67,3	66,7	65,9
Wagons de service	18,9	19,2	20,1	20,0	20,9
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	6,3	6,2	6,0	5,9	5,6

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée ; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Nombre de rames.
(4) Y compris TGV Atlantique.
(5) Nombre d'éléments.
(6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(7) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : SNCF. Direction Financière. Direction du Contrôle de Gestion

Unité : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**741**	**786**	**807**	**823**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	432	549	487	510	519	528
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**254**	**276**	**288**	**295**
dont : transport intérieur	237	276	238	257	265	269
transport international	16	16	16	19	24	26
T.G.V (4)	–	29,9	46,6	55,7	62,6	70,6
Autres trains de grandes lignes (5)	126	///	///	///	///	///
Services régionaux fer et route (3) (6)	127	263	207	220	225	224
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**55,56**	**59,77**	**61,83**	**64,46**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	7,61	9,97	8,48	8,87	9,02	9,13
Réseau principal (1)	47,04	53,77	47,08	50,90	52,81	55,33
dont : transport intérieur	40,57	47,34	41,46	44,59	45,09	46,88
transport international	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	8,45
T.G.V. (4)	–	14,92	21,43	24,77	27,36	30,62
Autres trains de grandes lignes (5)	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	17,08
Services régionaux fer et route (3) (6)	5,02	6,10	6,76	7,25	7,47	7,63

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1/1/1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la "gamme orange" à partir d'une nouvelle grille forfaitaire.
(3) Services routiers de substitution à tarification SNCF.
(4) Y compris Eurostar.
(5) Non compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.
(6) Y compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle" autres informations de gestion "

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
TONNES TRANSPORTÉES (million)						
Trains entiers	113,5	81,0	71,4	74,8	78,4 *r*	80,0
Transports combinés	10,0	12,2	17,6	19,1	21,5	21,3
Autres transports par wagon	82,3	45,3	31,0	30,0	32,2	32,5
Total wagons complets	**205,8**	**138,5**	**120,0**	**123,9**	**132,1** *r*	**133,8**
dont : en wagons de particuliers	120,2	85,4	78,7	84,2	89,7	91,9
Affrètement routier	1,3	1,7	2,1	2,0	2,0	2,3
Transport par expédition	2,1	2,2	3,4	2,6	2,7	2,8
Total du transport	**209,2**	**142,4**	**125,5**	**128,5**	**136,8** *r*	**138,9**
dont : Transport international.						
Exportations	32,87	23,21	20,92	20,54	22,53	22,66
Importations	36,19	20,36	17,73	17,85	19,28	22,63
Transit	8,59	9,41	11,36	12,78	14,88	14,30
Total international	**77,65**	**52,98**	**50,01**	**51,17**	**56,69**	**59,59**
TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES [milliard] (1)						
Trains entiers	27,00	24,24	22,86	23,23	24,83 *r*	25,15
Transports combinés	5,94	7,29	10,98	12,24	13,88	13,45
Autres transports par wagon	31,83	18,15	12,73	12,84	13,92 *r*	14,06
Total wagons complets	**64,77**	**49,68**	**46,57**	**48,31**	**52,63**	**52,66**
dont : en wagons de particuliers	33,98	30,69	30,99	33,32	36,23	36,61
Affrètement routier	0,65	0,87	1,03	0,99	0,96	1,13
Transports par expédition	0,95	0,99	1,57	1,20	1,23	1,30
Total du transport	**66,37**	**51,54**	**49,17**	**50,50**	**54,82**	**55,09**
dont : Transport international.						
Exportations	11,21	8,81	8,49	8,55	9,44	9,38
Importations	8,90	6,17	5,92	6,16	6,57	7,70
Transit	5,21	5,71	7,53	8,69	10,22	9,52
Total international	**25,32**	**20,69**	**21,94**	**23,40**	**26,23**	**26,60**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Nature de marchandises	1994	1995	1996	1997	1998
TONNAGE TAXE (million de tonnes)					
Produits agricoles et animaux vivants	10,81	10,99	10,17	11,71	13,34
Denrées alimentaires et fourrages	10,96	10,53	10,90	11,69	11,18
Combustibles minéraux solides	6,37	5,65	5,85	4,90	5,30
Produits pétroliers	9,38	8,21	8,99	9,57	9,26
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	8,36	8,27	7,85	8,64	9,71
Produits métallurgiques	20,49	19,53	19,32	22,66 *r*	22,97
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	21,43	21,00	22,09	21,55	20,91
Engrais	3,61	3,54	4,12	3,89	3,95
Produits chimiques	9,17	8,54	8,81	9,20	8,92
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	23,30	23,69	25,73	28,42	28,29
Total (2)	**123,88**	**119,95**	**123,83**	**132,23** *r*	**133,83**
TONNES-KILOMÈTRES [milliard] (3)					
Produits agricoles et animaux vivants	4,86	4,75	4,37	4,77	4,93
Denrées alimentaires et fourrages	4,65	4,43	4,61	5,00	4,77
Combustibles minéraux solides	1,46	1,39	1,29	1,08	1,37
Produits pétroliers	3,21	2,84	3,16	3,43	3,49
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	2,33	2,32	2,10	2,33	2,71
Produits métallurgiques	6,24	6,22	6,35	7,46	7,53
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	5,73	5,39	5,37	5,53	5,46
Engrais	1,44	1,45	1,68	1,63	1,52
Produits chimiques	3,69	3,41	3,47	3,59	3,44
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	13,52	14,36	15,91	17,79	17,44
Total (2)	**47,13**	**46,56**	**48,31**	**52,61**	**52,66**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).
(3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

	1994	1995	1996	1997	1998
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER					
Nombre d'accidents (1)	**408**	**358**	**367**	**334**	**407**
Accidents de trains	69	74	79	83	109
Accidents de cars	—	—	—	—	—
Accidents individuels (2)	215	137	149	119	142
Autres accidents (3)	124	147	139	132	156
Nombre de tués (4)	**106**	**72**	**80**	**79**	**85**
Agents en service (5) (6)	6	9	4	11	2
Voyageurs (6)	20	22	14	22	14
dont : voyageurs par accidents de train (6)	—	—	2	9	—
Autres personnes (7)	80	41	62	46	69
Nombre de blessés graves (8)	**123**	**80**	**81**	**72**	**67**
Agents en service (5) (6)	7	4	5	2	6
Voyageurs (6)	52	41	29	34	26
dont : voyageurs par accidents de train (6)	0	3	1	10	4
Autres personnes (7)	64	35	47	36	35
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)					
Nombre d'accidents	**203**	**177**	**193**	**182**	**177**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :					
Gardés	9	2	—	3	3
Avec signalisation automatique	138	109	131	134	117
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	32	43	35	28	35
Accidents de piétons	24	23	27	17	21
Nombre de tués (10)	**44**	**57**	**56**	**38**	**53**
Nombre de blessés graves (10)	**18**	**21**	**21**	**23**	**24**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1) .
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

TABLEAU L.01-8

Transports publics parisiens

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :						
Métro	km	202	202	202	202	211
RER	»	115	115	115	115	115
Autobus : Paris	»	528	530	532	542	556
Banlieue (1)	»	2 114	2 169	2 228	2 241	2 324
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :						
Métro : Motrices	nombre	1 828	1 788	1 800	1 804	1 823
Remorques	»	1 128	1 109	1 117	1 119	1 134
RER : Motrices	»	532	540	540	554	569
Remorques	»	430	438	438	452	456
Autobus : Paris	»	1 334	1 334	1 333	1 354	1 356
Banlieue (1)	»	2 489	2 560	2 525	2 515	2 537
Voyages effectués :						
Métro	million	1 170	1 029	1 092	1 116	1 156
RER	»	364	323	351	354	367
Autobus : Paris	»	335	314	337	349	350
Banlieue (1)	»	492	456	501	522	537
Voyageurs-kilomètres :						
Métro (2)	»	5 639	4 960	5 262	5 379	5 571
RER	»	3 711	3 299	3 576	3 612	3 745
Autobus	»	2 200	2 048	2 222	2 332	2 397
Véhicules-kilomètres :						
Métro	»	200	186	200	199	203
RER	»	84	78	83	85	87
Autobus : Paris	»	40	38	41	42	43
Banlieue (1)	»	101	95	103	103	102
Places-kilomètres offertes :						
Métro	milliard	23,2	21,4	23,1	23,0	23,4
RER	»	17,2	16,1	17,3	17,6	18,2
Autobus : Paris	»	2,6	2,5	2,7	2,7	2,8
Banlieue (1)	»	6,6	6,1	6,7	6,5	6,7
Effectif moyen à disposition	millier	37,9	38,3	38,3	38,4	38,6
Recettes du trafic HT	million	7 672	7 274	8 071	8 506	9 090
Investissements totaux	»	4 919	5 009	4 849	4 587	4 418

(1) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles.
(2) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-9

Accidents d'exploitation dans les transports parisiens (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre d'agressions :						
Métro, RER	2 820	2 336	2 179	2 141	1 729	2 073
Autobus	1 067	591	773	1 044	1 086	1 134
Nombre de personnes accidentées : (2)						
Métro, RER	17 287	16 364	15 469	17 390	16 013	18 339
Autobus (3)	2 730	2 728	2 526	2 887	2 903	3 067

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre.
(2) Suicides et malaises inclus.
(3) Suicides, malaises et assimilés exclus.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur entreprise.
2. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
4. Longueur du réseau routier.
5. Immatriculations des véhicules par genre.
6. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.
7. Parc estimé des véhicules automobiles en service.
8. Transport routier de marchandises par distance en charge.
9. Transport routier de marchandises par nature de marchandise.
10. Transport routier de voyageurs, hors RATP.
11. Accidents corporels de la circulation routière.
12. Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique)

1. MÉTHODOLOGIE

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises .

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises en zone longue, ou de transports routiers de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B et 602G)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs et les transports routiers non réguliers de voyageurs. Il ne comprend pas le transport de voyageurs par taxis.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express; affrètement; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté celui des remorques et semi-remorques qui résulte du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.

L'estimation du parc de motocycles est celle de la chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

2. DÉFINITIONS

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

— INSEE.

Publications :

Mémento de statistiques des transports, SES (annuel);

SES Infos Rapides, La conjoncture des transports;

Enquête annuelle d'entreprise dans les transports, SES :

— transports routiers de marchandises,

— transports urbains et routiers de voyageurs;

Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, SES (tous les cinq ans);

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, SES (annuelle);

SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, trafic international), SES (banque de données sur les transports de marchandises par route, chemin de fer et voies navigables);

Notes de synthèse, SES (bimestriel);

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n^{os} 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.02-1

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	33 380	77,7	74 622	23,5	29 263,3	16,9	1 882,7	21,7
6 à 9 salariés	3 572	8,3	28 051	8,8	17 482,6	10,1	710,1	8,2
10 à 19 salariés	2 949	7,0	41 800	13,1	23 368,8	13,5	1 071,6	12,3
20 à 49 salariés	2 209	5,1	69 743	21,9	40 580,0	23,4	2 018,1	23,2
50 à 99 salariés	483	1,1	32 384	10,2	19 702,9	11,3	1 036,9	11,9
100 à 249 salariés	298	0,7	44 766	14,1	27 681,8	15,9	1 122,9	12,9
250 salariés et plus	61	0,1	26 797	8,4	15 500,6	8,9	847,8	9,8
Total	**42 952**	**100,0**	**318 163**	**100,0**	**173 580,0**	**100,0**	**8 690,1**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	26 731	92,2	32 798	19,9	7 019,0	11,7	977,6	11,2
6 à 9 salariés	894	3,1	6 218	3,8	2 677,7	4,5	246,4	2,8
10 à 19 salariés	472	1,6	6 433	3,9	2 351,8	3,9	195,9	2,2
20 à 49 salariés	575	2,0	16 962	10,3	6 643,7	11,1	601,2	6,9
50 à 99 salariés	137	0,5	9 087	5,5	3 792,8	6,4	324,6	3,7
100 et plus	178	0,6	93 366	56,6	37 240,2	62,4	6 393,1	73,2
Total	**28 987**	**100,0**	**164 864**	**100,0**	**59 725,2**	**100,0**	**8 738,8**	**100,0**

TABLEAU L.02-3

Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 634A, 634B, 634C)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1 425	50,4	3 001	2,7	2 342,8	1,8	56,2	2,7
6 à 9 salariés	415	14,7	2 939	2,6	7 052,2	5,5	68,8	3,3
10 à 19 salariés	288	10,2	4 020	3,6	7 537,0	5,9	145,0	7,0
20 à 49 salariés	369	13,0	12 152	10,8	15 077,2	11,8	200,9	9,6
50 à 99 salariés	128	4,5	8 949	8,0	10 001,9	7,9	322,5	15,4
100 à 249 salariés	128	4,5	19 912	17,8	19 722,6	15,5	272,5	13,0
250 salariés et plus	75	2,7	61 087	54,5	65 830,8	51,6	1 024,7	49,0
Total	**2 828**	**100,0**	**112 060**	**100,0**	**127 564,5**	**100,0**	**2 090,6**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Longueur du réseau routier

Situation au 31 décembre

Sources : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
SETRA
Ministère de l'intérieur

Unité : kilomètre

	1994	1995	1996	1997	1998
Autoroutes	8 102	8 275	8 596	8 864	9 303
dont : autoroutes concédées	6 160	6 299	6 479	6 717	7 042
Routes nationales (1)	28 090	28 097	26 881 ■	26 856	26 584
Routes départementales	365 607	360 000	360 100	358 380	358 580
Voies communales	562 960	563 000	569 000	579 370	585 900
Total du réseau national	**964 759**	**959 372**	**964 577**	**973 470**	**987 409**

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.

TABLEAU L.02-5

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : véhicule

	1994	1995	1996	1997	1998
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS					
Voitures particulières et commerciales	1 972 919	1 930 504	2 132 091	1 713 030	1 943 553
dont : diesel	939 952	897 698	836 535	716 135	780 983
Autocars et autobus (1)	3 581	3 981	3 991	3 861	4 851
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**306 282**	**332 052**	**351 173**	**330 902**	**367 392**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	289 280	311 702	330 094	311 805	346 077
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	17 002	20 350	21 079	19 097	21 315
Tracteurs routiers	16 135	21 743	22 872	20 429	26 340
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	27 634	32 235	37 571	36 510	38 037
Remorques	1 971	2 462	2 601	2 322	2 807
Semi-remorques	11 867	15 428	15 210	14 702	18 794
Total	**2 347 389**	**2 338 405**	**2 565 509**	**2 121 756**	**2 401 774**
Motocycles (3)	85 992	85 639	116 891	148 435	173 289
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION					
Voitures particulières et commerciales	4 263 611	4 128 745	4 038 042	4 238 103	4 685 987
dont : diesel	1 294 116	1 362 781	1 465 219	1 640 505	1 802 091
Autocars et autobus (1)	7 288	6 268	6 524	6 549	6 642
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**675 513**	**651 408**	**641 406**	**652 876**	**668 391**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	629 707	610 339	601 077	613 233	629 296
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	45 806	41 069	40 329	39 643	39 095
Tracteurs routiers	24 933	21 706	20 753	19 590	19 979
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	94 691	91 535	96 176	96 216	96 357
Remorques	5 359	4 775	4 391	4 943	4 490
Semi-remorques	28 398	26 307	25 403	25 746	24 873
Total	**5 099 793**	**4 930 744**	**4 832 695**	**5 044 023**	**5 506 719**
Motocycles (3)	286 821	292 641	340 782	340 643	352 605

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : véhicule

Profession du propriétaire	Puissance 1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus	**Total 1998**	Total 1997
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	0	1 216	2 194	213	259	6	**3 888**	3 750
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1	8 399	11 644	2 826	3 461	299	**26 630**	25 787
Cadres et professions libérales	0	21 406	30 818	7 124	6 818	333	**66 499**	62 049
Professions intermédiaires	2	23 780	33 587	5 071	3 186	64	**65 690**	60 285
Employés	3	253 088	255 695	28 391	19 258	564	**556 999**	488 069
Ouvriers	0	39 214	40 865	4 103	2 571	51	**86 804**	79 680
Retraités, étudiants et sans profession	7	90 018	103 139	10 902	6 607	227	**210 900**	185 960
Profession non indiquée	18	121 628	130 934	16 923	12 645	486	**282 634**	247 578
Sous-total particuliers	**31**	**558 749**	**608 876**	**75 553**	**54 805**	**2 030**	**1 300 044**	**1 153 158**
Sous-total sociétés	**480**	**267 979**	**300 750**	**34 223**	**37 146**	**2 930**	**643 508**	**559 872**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	198	81 100	92 783	13 366	12 712	998	**201 157**	165 623
location mobilier (voitures)	4	124 005	120 045	8 910	9 011	314	**262 289**	229 808
Total 1998	**511**	**826 728**	**909 626**	**109 776**	**91 951**	**4 960**	**1 943 552**	///
Année 1997	299	618 450	936 023	57 561	95 194	5 503	///	1 713 030
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	486	12 853	21 880	2 656	2 306	284	**40 465**	39 824
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1 068	30 200	49 007	12 737	16 633	4 693	**114 338**	110 620
Cadres et professions libérales	1 512	55 472	77 982	16 432	21 172	4 852	**177 422**	169 232
Professions intermédiaires	1 913	83 013	110 145	17 809	16 862	2 411	**232 153**	223 988
Employés	13 832	745 609	865 856	124 320	89 490	11 617	**1 850 724**	1 640 553
Ouvriers	7 133	266 685	343 491	56 179	31 071	3 408	**707 967**	659 893
Retraités, étudiants et sans profession	6 145	206 897	190 094	23 940	17 512	3 063	**447 651**	419 430
Profession non indiquée	9 394	401 566	471 338	73 171	52 583	7 360	**1 015 412**	882 767
Sous-total particuliers	**41 483**	**1 802 295**	**2 129 793**	**327 244**	**247 629**	**37 688**	**4 586 132**	**4 146 307**
Sous-total sociétés	**399**	**29 181**	**46 667**	**7 644**	**12 682**	**3 282**	**99 855**	**91 796**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	125	9 777	11 093	1 485	1 541	287	**24 308**	21 771
location mobilier (voitures)	5	2 271	2 626	267	525	79	**5 773**	3 734
Total 1998	**41 882**	**1 831 476**	**2 176 460**	**334 888**	**260 311**	**40 970**	**4 685 987**	///
Année 1997	40 466	1 621 423	1 982 753	317 186	238 117	38 158	///	4 238 103

TABLEAU L.02-7

Parc estimé des véhicules automobiles en service

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998
Voitures particulières et commerciales (1)	24 900	25 100	25 500	26 090	26 810
dont : diesel	6 306	6 938	7 470	8 029	8 609
Autocars et autobus (1)	78	79	82	82	82
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux.(1)	4 881	4 926	4 976	5 100	5 212
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	4 513	4 564	4 617	4 750	4 866
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	368	362	359	350	346
Tracteurs routiers (1)	181	190	197	198	204
Total des véhicules à moteur	**30 040**	**30 295**	**30 755**	**31 470**	**32 308**
Remorques (3)	27	27	27	27	26
Semi-remorques (3)	147	152	155	154	154
Total tous véhicules	**30 214**	**30 474**	**30 937**	**31 651**	**32 488**
Motocycles (4)	744	727	738	779	839

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles, et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-8

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

	1994	1995	■ (1) 1996	1997	1998
TONNES (2)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	303	280	430	459	478
De 50 à 149,9 km	150	159	191	213	240
150 km et plus	227	248	276	289	321
Total	**680**	**687**	**897**	**961**	**1 039**
Compte propre :					
Moins de 50 km	471	495	592	582	540
De 50 à 149,9 km	130	137	148	149	138
150 km et plus	69	69	89	79	64
Total	**670**	**701**	**829**	**810**	**742**
Ensemble :					
Moins de 50 km	774	775	1 022	1 041	1 018
De 50 à 149,9 km	280	296	339	362	378
150 km et plus	296	317	365	368	385
Total	**1 350**	**1 388**	**1 726**	**1 771**	**1 781**
TONNES-KILOMÈTRES (3)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	5,4	5,2	7,6	8,4	9,1
De 50 à 149,9 km	10,9	11,6	15,5	16,9	19,1
150 km et plus	76,9	84,7	95,6	98,1	107,4
Total	**93,2**	**101,5**	**118,7**	**123,4**	**135,6**
Compte propre :					
Moins de 50 km	6,7	7,2	8,7	8,9	8,1
De 50 à 149,9 km	8,0	8,8	10,2	10,2	9,6
150 km et plus	14,2	14,5	20,5	17,7	13,7
Total	**28,9**	**30,5**	**39,4**	**36,8**	**31,4**
Ensemble :					
Moins de 50 km	12,1	12,4	16,3	17,3	17,2
De 50 à 149,9 km	18,9	20,4	25,7	27,1	28,7
150 km et plus	91,1	99,2	116,1	115,8	121,1
Total	**122,1**	**132,0**	**158,1**	**160,2**	**167,0**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (4)					
Compte d'autrui	9 921	10 286	12 252	12 804	14 100
Compte propre	6 174	6 093	6 887	6 576	5 822
Total	**16 095**	**16 379**	**19 139**	**19 380**	**19 922**

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Million de tonnes.
(3) Milliard de tonnes-kilomètres.
(4) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-9

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

	1994	1995	■ (1) 1996	1997	1998
TONNES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	133 355	151 972	180 171	196 850	194 934
Denrées alimentaires et fourrages	186 428	188 927	216 022	218 832	232 538
Combustibles minéraux solides	5 636	3 297	7 779	7 839	7 611
Produits pétroliers	66 236	69 384	71 158	78 477	75 332
Minerais et déchets pour la métallurgie	25 949	32 328	35 370	34 268	36 727
Produits métallurgiques	21 371	22 584	28 982	27 450	30 686
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	665 492	646 735	804 893	827 754	789 072
Engrais	30 436	32 753	44 509	42 458	39 565
Produits chimiques	37 599	36 895	42 997	43 337	48 057
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	177 437	203 315	294 446	293 255	325 979
Total	**1 349 939**	**1 388 190**	**1 726 327**	**1 770 520**	**1 780 501**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	69 232	80 278	92 331	111 428	115 215
Denrées alimentaires et fourrages	95 746	97 739	111 989	120 987	135 331
Combustibles minéraux solides	4 041	2 570	5 573	5 067	6 296
Produits pétroliers	32 828	36 090	39 463	46 116	48 222
Minerais et déchets pour la métallurgie	7 530	8 359	13 367	13 605	14 984
Produits métallurgiques	15 657	16 838	20 398	20 390	23 197
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	293 016	264 334	368 417	392 060	395 083
Engrais	13 470	13 327	20 571	18 480	18 998
Produits chimiques	28 719	27 866	32 194	31 479	38 625
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	119 413	139 422	192 809	201 396	242 224
Total	**679 652**	**686 823**	**897 112**	**961 008**	**1 038 175**
TONNES-KILOMÈTRES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	14 035,9	17 952,6	19 789,6	21 374,9	20 621,9
Denrées alimentaires et fourrages	27 767,4	27 582,7	30 946,4	30 451,7	32 647,6
Combustibles minéraux solides	522,5	427,5	632,3	527,8	568,2
Produits pétroliers	5 548,3	5 792,0	6 738,2	6 832,3	6 750,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 779,8	1 932,0	2 296,8	2 393,2	2 396,7
Produits métallurgiques	4 807,8	4 981,7	5 458,4	5 475,2	5 639,4
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22 402,9	22 278,2	26 843,5	27 930,1	27 796,4
Engrais	2 921,2	3 055,5	3 777,8	3 746,2	3 632,2
Produits chimiques	8 807,5	8 496,2	9 416,3	9 893,7	10 269,8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	33 498,6	39 540,0	52 259,0	51 605,0	56 672,8
Total	**122 091,9**	**132 038,4**	**158 158,3**	**160 230,1**	**166 995,3**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	9 751,3	12 675,5	13 604,5	15 383,6	15 486,4
Denrées alimentaires et fourrages	20 530,6	20 481,6	22 543,3	22 987,2	25 301,5
Combustibles minéraux solides	457,6	382,0	515,1	443,0	504,7
Produits pétroliers	3 523,0	3 768,1	4 639,8	4 708,3	5 097,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 014,4	1 054,9	1 360,4	1 568,7	1 593,6
Produits métallurgiques	4 213,2	4 343,9	4 558,3	4 717,3	5 073,7
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	14 739,9	14 486,2	17 961,1	18 841,7	19 752,7
Engrais	2 063,7	2 197,2	2 742,7	2 760,2	2 772,2
Produits chimiques	8 000,5	7 650,3	8 099,2	8 749,5	9 439,7
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	28 870,1	34 526,2	42 700,6	43 255,3	50 567,2
Total	**93 164,3**	**101 565,9**	**118 725,0**	**123 414,8**	**135 589,0**

(1) L'enquête a subi une modification importante en 1996 qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Milliers de tonnes et millions de tonnes-kilomètres.

TABLEAU L.02-10

Transport routier de voyageurs, hors RATP

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique
CERTU

Unités : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

	1994	1995	1996	1997	1998
Transport en commun de personnes					
Transport régulier ordinaire (2) :					
Voyageurs-kilomètres	10 513	11 243	10 974	13 431	14 571.
Véhicules-kilomètres	426,8	443,4	432,0	490,3	534,5
Transport scolaire (2) :					
Voyageurs-kilomètres	11 445	11 457	10 791	7 946	7 895
Véhicules-kilomètres	324,1	329,4	319,0	221,4	225,6
Transport de personnel :					
Voyageurs-kilomètres	3 570	3 003	2 876	2 688	2 890
Véhicules-kilomètres	127,1	118,6	111,5	100,3	99,9
Transport occasionnel :					
Voyageurs-kilomètres	19 683	18 815	19 971	19 996	18 641
Véhicules-kilomètres	517,8	497,6	535,8	525,8	497,0
Total en charge :					
Voyageurs-kilomètres	**45 211**	**44 518**	**44 612**	**44 061**	**43 997**
Véhicules-kilomètres	**1 395,8**	**1 389,0**	**1 398,3**	**1 337,8**	**1 367,0**
À vide :					
Véhicules-kilomètres	300,5	321,5	327,4	321,4	319,3
Total véhicules-kilomètres	**1 696,3**	**1 710,5**	**1 725,7**	**1 659,2**	**1 676,3**
Voitures particulières					
Voyageurs-kilomètres	651 200	664 300	674 300	687 000	708 400
Véhicules-kilomètres	352 000	359 000	364 400	371 500	383 100

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.
(2) Le partage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a subi une rupture de série entre 1996 et 1997.

TABLEAU L.02-11

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire national interministériel de sécurité routière

	1994	1995	1996	1997	1998
Accidents corporels	132 726	132 949	125 406	125 202	124 387
dont : En agglomération	90 860	91 288	85 324	84 249	83 148
Véhicules impliqués :					
Cycles sans moteur	8 180	8 533	7 481	7 960	7 003
Cycles avec moteur	37 794	39 219	37 053	39 120	38 674
Voitures particulières (1)	163 432	163 486	154 329	153 101	153 289
Autres véhicules (2)	19 841	19 109	17 715	17 556	17 585
Total	**229 247**	**230 347**	**216 578**	**217 737**	**216 551**
Victimes tuées (3) :					
Piétons	1 126	1 027	987	929	988
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	321	374	300	329	301
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 288	1 251	1 219	1 302	1 319
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 423	5 389	5 240	5 069	5 491
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	375	371	334	360	338
Total	**8 533**	**8 412**	**8 080**	**7 989**	**8 437**
dont : en agglomération	2 747	2 757	2 552	2 526	2 608
Victimes blessées :					
Piétons	21 810	21 197	19 789	19 152	18 493
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 429	7 681	6 771	7 191	6 366
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	37 116	38 735	36 512	38 592	38 059
Conducteurs et passagers de voitures particulières	106 741	106 290	100 281	98 259	99 034
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	7 736	7 500	6 764	6 384	6 583
Total	**180 832**	**181 403**	**170 117**	**169 578**	**168 535**
dont : Grièvement (4)	40 521	39 257	36 204	35 716	33 977
dont : En agglomération	116 087	116 926	109 114	107 094	105 891

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les dix jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-12

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière

Année 1998

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

Âge des victimes	Piétons	Conducteur de			Conducteurs et passagers de voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
		Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes			
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	92	37	24	2	201	10	**366**
De 15 à 20 ans	44	21	181	84	771	19	**1 120**
De 21 à 24 ans	28	16	29	179	753	24	**1 029**
De 25 à 64 ans	383	143	150	634	2 850	254	**4 414**
65 ans et plus	440	83	34	2	911	30	**1 500**
Indéterminés	1	1	–	0	5	1	**8**
Total	**988**	**301**	**418**	**901**	**5 491**	**338**	**8 437**
Blessés :							
Moins de 15 ans	4 810	1 466	1 672	134	6 093	384	**14 559**
De 15 à 20 ans	1 865	907	12 293	1 792	14 267	538	**31 662**
De 21 à 24 ans	837	471	1 732	3 208	13 190	658	**20 096**
De 25 à 64 ans	6 956	2 881	3 941	12 691	56 585	4 558	**87 612**
65 ans et plus	3 989	624	391	87	8 385	402	**13 878**
Indéterminés	36	17	77	41	514	43	**728**
Total	**18 493**	**6 366**	**20 106**	**17 953**	**99 034**	**6 583**	**168 535**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure.
3. Réseau des voies navigables par gabarit.
4. Flotte de bateaux.
5. Transport effectué sur le réseau français.
6. Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF classe 61.2Z) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

2. DÉFINITIONS

Barge

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables français. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
— Voies navigables de France.
— INSEE.

Publications :

Voies navigables de France :

— *Statistiques mensuelles et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement;*
— *Statistiques mensuelles et annuelle commerciales;*
— *Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables;*
— *Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.*

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Mémento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement [Service économique et statistique] (annuel).

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n^{os} 40-41, INSEE, août 2000.

* * *

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 612Z)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements du secteur d'entreprise(2) (en millions de francs)
		Total	Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant		
0 à 5 salariés	998	337	71	266	567,8	37,8
6 à 9 salariés	25	181	71	110	109,0	3,9
10 à 19 salariés	12	175	41	134	98,1	3,5
20 salariés et plus	23	1 384	825	559	1 571,6	84,8
Total	**1 058**	**2 077**	**1 008**	**1 069**	**2 346,5**	**130,0**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises de 0 à 5 salariés enquêtées à partir de 1998.
(2) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Catégorie	1994	1995	1996	1997	1998
TRANSPORTS PUBLICS (1) :					
Travailleurs indépendants	1 229	1 146	1 095	1 037	1 031
dont : retraités en activité	3	3	2	1	–
Salariés	1 554	1 820	1 853	1 742	1 718
dont : Salariés de la flotte française de navigation rhénane (2)	9	3	3	–	–
de nationalité française	9	3	3	–	–
Personnel de la traction sur berges (3)	17	17	16	16	15
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (4)	320	310	310	310	310
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :					
Conducteurs des TPE (5)	482	410	437	428	433
Agents des TPE (6)	3 901	3 796	3 765	3 688	3 681
Éclusiers auxiliaires	62	56	44	29	25
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENTS	94	96	75	75	54

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Suite à la délocalisation dans une filiale luxembourgeoise de l'activité de poussage, 115 contrats de travail de droit luxembourgeois, au 31/12/94, 139 au 31/12/96, 138 au 31/12/97 et 102 au 31/12/98.
(3) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges. Remplacé par les toueurs : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(4) Effectif estimé. Données non communiquées par le CAF.
(5) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966.
(6) Statut fixé par décret n° 66-901 du 18 novembre 1966.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	Longueur du réseau (2)	1994	1995	1996	1997	1998
0. De moins de 250 tonnes	a	1 880	1 640	1 640	1 640	1 647
	b	1	—	5	2	1
1. De 250 à 399 tonnes	a	3 904	4 119	4 033	3 962	3 958
	b	3 429	3 654	3 360	3 545	3 380
2. De 400 à 649 tonnes	a	266	266	322	322	284
	b	213	213	261	272	246
3. De 650 à 999 tonnes	a	441	462	480	551	586
	b	278	317	276	442	329
4. De 1 000 à 1 499 tonnes	a	91	91	91	91	137
	b	39	57	39	39	32
5. De 1 500 à 2 999 tonnes	a	271	240	248	248	268
	b	249	209	226	222	266
6. De 3 000 tonnes et plus (3)	a	1 647	1 682	1 686	1 686	1 621
	b	1 494	1 512	1 511	1 529	1 498
Total (3)	a	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 501**
	b	**5 703**	**5 962**	**5 678**	**6 051**	**5 752**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) a. : longueur totale du réseau, b. : longueur fréquentée.
(3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux

Bateaux munis d'un permis d'exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre de bateaux porteurs	2 368	2 227	2 193	1 982	1 941
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 876	1 810	1 777	1 605	1 567
Nombre de remorqueurs et pousseurs	210	205	206	191	197
dont : appartenant à des transporteurs publics	119	114	119	107	113
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 365	1 373	1 388	1 293	1 281
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 127	1 159	1 169	1 094	1 081

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies navigables de France

	1994	1995	1996	1997	1998
TONNAGE (million de tonnes)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	18,04	18,60	16,80	16,40	18,49
Transport pour compte propre	7,46	6,57	6,10	5,70	5,26
Total national	**25,50**	**25,17**	**22,90**	**22,10**	**23,75**
dont : part du pavillon français (%)	96,75	95,35	94,32	94,57	93,43
b. Transport international :					
Importations	11,23	11,97	11,05	11,10	10,51
Exportations	16,58	17,74	16,72	16,30	16,53
Total international	**27,81**	**29,71**	**27,77**	**27,40**	**27,04**
dont : part du pavillon français (%)	9,71	11,20	11,52	10,95	9,62
Total général (a + b)	**53,31**	**54,88**	**50,67**	**49,50**	**50,79**
TONNES-KILOMÈTRES (milliard de tonnes-kilomètres)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	2,48	2,50	2,57	2,56	2,92
Transport pour compte propre	0,67	0,65	0,63	0,59	0,53
Total national	**3,15**	**3,15**	**3,20**	**3,15**	**3,45**
dont : part du pavillon français (%)	96,83	95,87	96,88	96,77	94,29
b. Transport international (partie effectuée sur le réseau français seulement) :					
Importations	1,10	1,16	1,10	1,11	1,13
Exportations	1,36	1,55	1,44	1,42	1,62
Total international	**2,46**	**2,71**	**2,54**	**2,53**	**2,75**
dont : part du pavillon français (%)	16,00	11,07	20,00	32,00	21,82
Total général (a + b)	**5,61**	**5,86**	**5,74**	**5,68**	**6,20**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies navigables de France

Chapitre de marchandises	1994	1995	1996	1997	1998
Tonnage transporté (millier de tonnes)					
Produits agricoles	5 897	6 403	6 364	6 163	7 107
Denrées alimentaires et fourrages	2 043	2 262	2 496	2 894	2 967
Combustibles minéraux solides	3 772	4 176	3 949	3 474	4 650
Produits pétroliers	5 925	5 782	5 819	5 506	5 530
Minerais et déchets pour la métallurgie	3 000	3 446	3 150	3 320	2 450
Produits métallurgiques	1 571	1 665	1 565	1 651	1 947
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	28 248	27 900	23 649	22 805	22 554
Engrais	953	981	1 051	1 037	981
Produits chimiques	1 398	1 572	1 756	1 747	1 551
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	499	697	873	886	1 056
Total	**53 306**	**54 884**	**50 672**	**49 483**	**50 793**
Tonnes-kilométrique (million)					
Produits agricoles	910	955	940	1 042	1 229
Denrées alimentaires et fourrages	277	338	331	377	430
Combustibles minéraux solides	374	419	482	405	637
Produits pétroliers	733	669	743	719	764
Minerais et déchets pour la métallurgie	215	238	214	238	207
Produits métallurgiques	232	294	257	273	323
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	2 450	2 463	2 214	2 096	2 065
Engrais	139	145	152	147	150
Produits chimiques	203	240	270	246	242
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	73	104	142	139	160
Total	**5 606**	**5 865**	**5 745**	**5 682**	**6 207**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel de la flotte de commerce embarqué.
3. Flotte de commerce française en service.
4. Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
5. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
6. Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons.
7. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.
8. Place des ports français dans le monde.
9. Accidents de mer.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.

Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 Pêche maritime) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2. DÉFINITIONS

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction de la flotte de commerce.
  — Direction des gens de mer et de l'Administration générale.
  — Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.
  — Centre administratif des affaires maritimes.
  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
— Comité central des armateurs de France (CCAF).
— INSEE.

Publications :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral :

    Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce (trimestriel);

    Activité des ports maritimes de commerce (annuel);

    Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel);

    La Plaisance en quelques chiffres (annuel).
— Direction des affaires économiques et internationales, service économique et statistique :

  Mémento des statistiques des transports (SES);

  Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes* (SES);

Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises (SES);

Le transport maritime français, Comité central des armateurs de France (annuel).

— INSEE :

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n^os 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 611) (1)

Année 1998

Source : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net	Investissements du secteur d'entreprise (en millions de francs)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	**Total**	dont matériel de transport
0 à 5 salariés	289	**452**	104	348	540,9	**330,5**	329,8
6 à 9 salariés	31	**174**	107	67	3 294,3	**18,0**	11,5
10 à 19 salariés	10	**177**	65	112	329,6	**31,9**	16,3
20 à 49 salariés	9	**285**	125	160	595,8	**4,1**	2,4
50 à 99 salariés	13	**1 079**	660	419	2 003,7	**84,2**	25,2
100 à 249 salariés	5	**770**	181	589	1 197,5	**222,1**	219,3
250 salariés et plus	11	**8 369**	3 488	4 881	17 409,4	**1 093,0**	742,6
Total	**368**	**11 306**	**4 730**	**6 576**	**25 371,2**	**1 783,8**	**1 347,1**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises des tranches « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel de la flotte de commerce (1) (2) embarqué (3)

au 31 décembre

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Direction des affaires maritimes et des gens de mer

Catégorie de personnel	1994	1995	1996	1997	1998
Officiers (4)	2 706	2 848	2 884	2 840	2 754
Personnel d'exécution	3 211	3 492	3 612	3 460	3 388
Total	**5 917**	**6 340**	**6 496**	**6 300**	**6 142**

(1) Le champ couvert, distinct de celui de l'Enquête annuelle d'entreprise, ne permet pas une comparaison directe des résultats publiés.
(2) Sont inclus dans le personnel de la flotte de commerce, les activités du remorquage, du pilotage et de la plaisance.
(3) Ces chiffres ne comprennent pas les marins actifs non embarqués qui sont en nombre équivalent.
(4) Les personnels hors hiérarchie sont classés dans la catégorie "officiers" .

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Jauge : millier de tonneaux

Catégorie de navires	1994		1995		1996		1997		1998	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	38	335	37	337	39	391	38	406	37	408
Cargos	113	1 316	59	2 462	55	2 354	59	2 594	58	2 536
Pétroliers	56	2 333	113	1 148	116	1 339	113	1 211	115	1 211
Total	**207**	**3 984**	**209**	**3 947**	**210**	**4 084**	**210**	**4 211**	**210**	**4 155**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS					
Nombre	75 829	72 126	75 915	79 200	74 164
Volume taxable en milliers de mètres cube	1 941 433	1 921 826	1 975 705	2 002 614	2 133 346
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)					
Produits pétroliers débarqués	127 999	124 355	125 864	131 951	135 977
Autres marchandises débarquées	89 408	91 078	90 052	97 037	104 605
Total marchandises débarquées	**217 407**	**215 433**	**215 916**	**228 988**	**240 582**
Produits pétroliers embarqués	18 221	14 690	16 901	17 957	20 543
Autres marchandises embarquées	67 850	66 560	65 481	76 984	75 414
Total marchandises embarquées	**86 071**	**81 250**	**82 382**	**94 941**	**95 957**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)					
Calais	18 394	17 056	18 149	20 060	18 117
Boulogne	975	742	904	875	912
Autres ports	12 811	12 341	11 423	10 814	11 368
Total	**32 180**	**30 139**	**30 476**	**31 749**	**30 397**

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

Trafic international et cabotage national

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Direction du transport maritime, des ports et du littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)				Marchandises embarquées (1)			
	1993	1994	1995	1996	1993	1994	1995	1996
Produits agricoles et animaux vivants	3 727,4	4 131,5	4 555,6	3 927,8	22 452,9	14 985,4	15 870,6	13 567,7
Denrées alimentaires et fourrages	8 512,2	9 191,7	8 379,8	8 216,2	7 320,6	6 673,3	6 867,0	7 392,6
Combustibles minéraux solides	12 130,0	10 486,5	11 220,6	12 979,9	599,0	819,0	234,9	44,9
Produits pétroliers	130 344,7	127 999,4	124 355,0	126 655,9	19 242,1	18 221,5	14 690,4	17 038,7
Minerais et déchets pour la métallurgie	17 644,0	20 628,7	21 564,0	20 158,2	969,2	729,1	538,7	802,7
Produits métallurgiques	1 546,0	1 407,2	1 708,7	1 607,2	4 582,9	4 232,2	4 068,1	4 521,0
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	4 588,4	7 083,8	6 757,7	6 540,8	4 150,7	5 023,0	4 948,1	4 716,0
Engrais	5 058,1	5 661,6	6 609,9	5 976,9	499,3	538,4	400,6	454,7
Produits chimiques	5 637,8	5 842,5	6 028,8	6 020,8	6 137,4	5 913,5	6 173,6	6 271,5
Autres (2)	22 664,3	24 974,0	24 252,6	23 832,2	26 564,7	28 935,5	27 458,2	27 599,1
Total des marchandises	**211 852,9**	**217 406,9**	**215 432,7**	**215 915,9**	**92 518,8**	**86 070,9**	**81 250,2**	**82 408,9**

(1) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du transport maritime, des ports et du littoral

Unités : Marchandises : tonne
Passagers : nombre
Navires : nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
France	**16 332**	**3 042 773**	**3 132 547**	**18 843 708**	**13 417 771**
Royaume Uni	21 088	8 066 372	8 069 462	23 162 229	13 282 499
Bahamas (îles)	8 041	1 951 084	1 909 594	14 075 891	5 236 504
Allemagne	2 271	3 674	3 191	4 164 034	3 320 331
Chypre	1 941	13 743	14 333	8 289 849	5 010 478
Panama	1 748	16 445	18 280	13 410 218	4 049 787
Pays Bas	1 310	8	13	1 636 546	1 784 239
Italie	1 410	73 357	75 805	4 003 997	2 826 555
Irlande	663	106 674	106 864	588 981	1 010 346
CEI (ex)	200	–	–	481 818	823 276
Grèce	595	2 233	2 478	18 289 303	2 596 860
Libéria	1 295	19 038	19 281	25 741 248	2 925 351
Espagne	443	60	–	2 840 871	595 043
Danemark	940	2 669	2 261	1 851 620	1 330 754
Norvège	1 129	21 573	21 369	22 468 187	1 396 228
Finlande	137	2 875	2 549	800 346	79 259
Suède	328	29 551	27 516	1 122 629	481 965
Belgique et Luxembourg	318	665	1 645	731 954	360 065
État-Unis	152	–	–	2 325 586	438 412
Autres pavillons	12 960	1 333 841	1 360 231	49 158 766	20 035 827
Total	**73 301**	**14 686 635**	**14 767 419**	**213 987 781**	**81 001 550**

(1) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer

Source : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Millier de voyageurs
Millier de tonnes
Navire

	1994	1995	1996	1997	1998
Navires entrés	**6 838**	**6 897**	**7 092**	**9 866**	**10 198**
dont : Guadeloupe	2 996	2 958	3 319	6 259	5 801
Martinique	2 282	2 337	2 200	2 066	2 164
Guyane	333	255	231	229	240
Réunion	586	585	626	668	885
Voyageurs débarqués	**995**	**922**	**1 332**	**1 282**	**1 230**
dont : Guadeloupe	429	343	766	726	642
Martinique	532	544	532	518	532
Voyageurs embarqués	**992**	**901**	**1 317**	**1 301**	**1 240**
dont : Guadeloupe	426	316	759	726	638
Martinique	534	547	533	522	532
Marchandises débarquées	**6 661**	**7 153**	**7 319**	**7 322**	**7 603**
dont : Guadeloupe	2 168	2 285	2 578	2 460	2 518
Martinique	1 817	1 852	1 903	1 881	1 869
Guyane	530	447	384	363	434
Réunion	1 961	2 291	2 169	2 302	2 418
Marchandises embarquées	**1 816**	**1 766**	**1 834**	**1 880**	**1 702**
dont : Guadeloupe	440	349	330	388	325
Martinique	890	892	978	944	793
Guyane	70	73	80	76	72
Réunion	388	425	426	454	457

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde

Année 1997

Unité : T= million de tonnes
FT= million de freigts tons (1)
ST= million de shorts tons (2)
RT= million de revenus tons (1)

Source : Journal de la marine marchande

Principaux ports	Unité	Total du trafic marchandises (3)	*Dont* produits pétroliers (4)	Entrées	Sorties
Singapour (Singapour)	FT	327,5	...	...	66,8
Rotterdam (Pays-Bas)	T	310,1	118,2	243,3	44,2
Chiba (Japon)	FT	173,3	93,7	129,1	57,1
Nagoya (Japon)	FT	142,7	27,5	85,6	41,4
Hong Kong	T	133,3	—	91,9	55,0
Yokohama (Japon)	FT	126,4	37,4	71,4	48,8
Anvers (Belgique)	T	111,9	24,3	63,1	38,4
Osaka (Japon)	FT	101,9	2,7	63,5	19,7
Kaohsiung (Taïwan)	RT	97,3	32,6	77,6	70,3
Bergen (Norvège)	ST	95,8	...	25,5	**18,2**
Marseille (France)	**T**	**94,3**	**64,8**	**76,1**	28,4
Hambourg (Allemagne)	T	76,7	13,1	48,3	66,2
Vancouver (Canada)	T	73,5	3,4	7,3	66,1
Newcastle (Australie)	T	73,0	0,3	6,9	69,5
Port Hedland (Australie) (7/97 au 6/98)	T	69,8	0,3	0,3	19,2
Yokkaichi (Japon)	FT	62,7	47,3	43,5	**13,6**
Le Havre (France)	**T**	**59,7**	**38,4**	**46,1**	11,1
Amsterdam (Pays-Bas)	T	56,5	9,1	45,4	16,4
Londres (Grande Bretagne)	T	55,7	24,0	39,3	35,7
Tees and Hartlepool (Grand Bretagne)	T	51,2	31,3	15,5	18,4
Tampa (U.S.A) (du10/96 au 09/97)	ST	50,6	22,3	32,2	

(1) Les notions de freights tons ou de revenus tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques selon la nature de la marchandise.
(2) 0,907 tonne métrique.
(3) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(4) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Bureau du trafic maritime et du sauvetage
Centre administratif des affaires maritimes

Unité : Nombre

	1994	1995	1996	1997	1998
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	5 919	5 851	5 692	6 325	7 026
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	663	705	656	725	814
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	2 062	1 972	1 961	2 252	2 567
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 194	3 174	3 075	3 348	3 554
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées/sauvées (1)	8 782	8 654	8 327	8 725	11 260
Retrouvées (1)	250	355	239	282	328
Blessées	508	556	436	530	640
Disparues	76	72	93	116	113
Décédées	157	132	148	179	147
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	377	398	460	537	595
Pêche	733	665	695	822	791
Plaisance	2 652	2 714	2 615	2 862	3 193

(1) Jusqu'en 1991, les rubriques étaient : " assistées " et " retrouvées/ sauvées ". En 1992, un déplacement des personnes " sauvées " de la rubrique " retrouvées/sauvées " a été effectué vers la rubrique " assistées ", ce qui induit une rupture de deux séries statistiques du paragraphe " Conséquences sur les personnes ".

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel d'Air France.
3. Flotte du groupe Air France en exploitation.
4. Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français.
5. Trafic commercial.
6. Trafic de relations.
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local des mouvements d'appareils commerciaux.
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers.
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local de fret et de poste.
10. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux.
11. Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aviation civile, et Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF division 62) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur comporte environ 150 entreprises d'importance diverse, la plus importante étant la compagnie nationale Air France.

Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

Direction générale de l'aviation civile, Bureau Statistiques et Documentation.

— Bureau Véritas.

— Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

— INSEE.

Publications :

Mémento des statistiques, SES (annuel).

Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, SES.

Bulletin statistique, Direction générale de l'aviation civile, Direction des transports aériens (annuel).

Bulletin technique du bureau Véritas, bureau Véritas (mensuel).

Annuaire statistique de l'OACI, statistiques de l'aviation civile dans le monde, OACI.

Recueil des statistiques de l'OACI, OACI.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* nos 40-41, INSEE, août 2000.

* * *

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 62)

Année 1998

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise Au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Effectif total du secteur en équivalent temps complet	Répartition du personnel en équivalent temps complet (1)		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
			Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant	Montant (2)	par personne occupée (3)	Montant (2)	*dont* : matériel de transport
0 à 9 salariés	147	408	181	152	632,6	1 550,5	203,8	196,3
10 à 19 salariés	13	186	136	50	168,1	903,8	30,7	26,8
20 à 99 salariés	21	925	484	440	1 444,9	1 562,1	53,8	18,7
100 salariés et plus	16	59 109	40 836	18 273	75 127,2	1 271,0	7 032,5	6 654,8
Total	**197**	**60 628**	**41 637**	**18 915**	**77 372,8**	**1 276,2**	**7 320,8**	**6 896,6**

(1) Non compris le personnel hors métropole.
(2) Million de francs.
(3) Millier de francs.

TABLEAU L.05-2

Personnel d'AIR FRANCE (1)

Source : Direction générale de l'aviation civile

Unité : Nombre

Personnel (équivalent plein temps)	du 1er avril 1996 au 31 mars 1997	du 1er avril 1997 au 31 mars 1998	du 1er avril 1998 au 31 mars 1999
A. Personnel navigant			
Personnel technique de bord (2)	3 262	3 354	3 432
Personnel commercial de bord (3)	8 058	8 311	9 211
Total du personnel navigant	**11 320**	**11 665**	**12 643**
B. Personnel au sol			
Total du personnel au sol	**34 708**	**34 720**	**36 278**
Total général	**46 028**	**46 385**	**48 921**

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(3) Stewards et hôtesses.

TABLEAU L.05-3

Flotte du groupe Air France en exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1994	1995	1996	1997	1998
AIR FRANCE (1)	**139**	**132**	**141**	**204 (2)**	**206**
Concorde	5	5	5	5	5
Boeing 747 Cargo	11	11	12	12	12
Boeing 747 (100-200-300 et 400)	30	28	31	26	26
Boeing 747 (combi) (3)	///	///	///	5	5
Boeing 737-200	19	17	15	///	///
Boeing 737-300	6	6	6	///	///
Boeing 737-500	16	17	17	17	43
Boeing 737(200-300 et 500)	///	///	///	43	5
Boeing 767-300	5	5	6	6	3
Boeing 777-200	///	///	///	///	14
Airbus A 340-300/200	///	///	///	12	10
Airbus A 310-300/200	///	///	///	11	9
Airbus A 319	///	///	///	9	59
Airbus A 320-200/100	///	///	///	62	11
Airbus A 321-200/100	///	///	///	8	///
Airbus A 300	5	4	5	///	///
Airbus A 310	10	8	10	///	///
Airbus A 320	21	20	25	///	///
Airbus A 340	///	///	///	///	4
Fokker 100	///	///	///	5	///
AIR INTER (depuis 1996 AIR FRANCE EUROPE)	**58**	**66**	**56**	///	///
Boeing 737-200	///	///	2	///	///
Airbus A 300	14	17	–	///	///
Airbus A 319	///	///	9	///	///
Mercure	4	–	–	///	///
Airbus A 320	34	35	35	///	///
Airbus A 321	2	5	5	///	///
Airbus A 330	4	4	–	///	///
Fokker 100	5	5	5	///	

(1) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(2) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(3) Combi (Transport de fret et passagers sur le pont supérieur).

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1993	1994	1995	1996
AVIONS :				641
Transports aériens	737	701	693	6 083
Aviation générale	6 272	6 204	6 170	1 594
CNRA et CNRAC (1)	1 359	1 426	1 501	
				8 318
Total	**8 368**	**8 331**	**8 364**	
HÉLICOPTÈRES :				201
Transports aériens	224	203	208	637
Aviation générale	652	654	661	
				838
Total	**876**	**857**	**869**	
				2 193
Planeurs	2 203	2 193	2 221	749
Aérostats (ballons libres)	695	720	756	15
Autres	...	...	...	
				12 113
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 142**	**12 101**	**12 210**	

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collection ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des états survolés.

TABLEAU L.05-5A

Trafic commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km

	1996/1997 (1)	1997/1998 (1)	1998/1999 (1)
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (après intégration d'Air France Europe) :			
Passagers payants	32 732	34 325	35 552
Passagers-km transportés PKT (2)	68 083	71 553	76 312
Sièges-km offerts SKO (3)	92 073	95 168	101 118
Coefficient de chargement global (%)	74	75	76
Tonnes-km offertes (TKO)	17 500	16 088	16 622
Tonnes-km transportées TKT (4)	12 278	11 090	11 558
dont : TKT fret et poste	5 065	5 307	4 853
TKO fret et poste	7 372	7 820	7 813
Coefficient de chargement global (%)	70	69	70
Coefficient de chargement fret et poste (%)	69	68	62

(1) Période du 1er avril au 31 mars.
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.

TABLEAU L.05-5B

Trafic commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km
Million de sièges-km

	1994	1995	1996	1997	1998
TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AÉRIENS (1) :					
Passagers payants	10 637	12 406	15 665	16 624	18 429
Passagers-km transportés PKT (2)	22 168	19 932	29 756	31 357	32 371
Tonnes-km de fret et poste TKT (3)	221	175	231	284	316

(1) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.

TABLEAU L.05-6

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1995		1996		1997		1998	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (2) :										
Métropole/Radiales										
Nice-Paris	1 327	6 091	2 808	10 342	3 059	8 807	3 053	8 839	3 118	5 534
Toulouse-Paris	805	4 587	2 471	19 084	2 642	17 630	2 744	18 898	2 749	13 758
Marseille-Paris	1 194	6 485	2 455	22 320	2 682	22 130	2 681	15 679	2 721	16 188
Bordeaux-Paris	622	3 157	1 412	5 566	1 520	5 687	1 450	3 648	1 509	2 507
Strasbourg-Paris	325	1 023	1 072	4 256	1 242	4 552	1 208	3 151	1 225	1 527
Autres radiales	3 623	10 866	7 874	20 085	8 448	20 777	8 058	18 511	8 543	17 539
Total radiales	**7 896**	**32 209**	**18 092**	**81 653**	**19 593**	**79 583**	**19 194**	**68 726**	**19 865**	**57 053**
dont : exploitants français	7 896	32 209	17 991	80 431	19 496	77 031	19 124	65 232	19 846	52 895
Métropole/Transversales										
Bastia-Marseille	217	350	247	931	238	1 106	242	1 427	248	1 847
Ajaccio-Marseille	205	303	228	2 061	220	2 351	203	554	246	1 395
Lyon-Toulouse					218	611	214	469	224	657
Bordeaux-Lyon	46	44	195	352	204	443	204	854	215	519
Lyon-Nice	82	52	203	350	189	496	164	200	214	706
Lyon-Nantes	62	27	181	390	223	470	229	802	201	113
Lyon-Lille	88	70	191	296	185	342	197	280	157	109
Autres transversales	1 120	5 462	2 629	5 560	2 892	7 742	3 079	12 093	3 593	7 607
Total transversales	**1 820**	**6 308**	**3 874**	**9 940**	**4 369**	**13 561**	**4 532**	**16 679**	**5 098**	**12 953**
dont : exploitants français	1 820	6 308	3 856	9 751	4 061	12 609	4 484	16 382	5 054	12 179
Outre-Mer/Paris										
Pointe-à-Pitre-Paris	271	5 393	921	11 703	976	9 025	1 000	11 899	1 042	13 599
Fort-de-France-Paris	218	5 047	847	9 181	905	9 660	977	9 444	958	11 842
Saint-Denis-Paris	111	3 507	503	13 993	609	13 648	649	14 100	692	16 121
Autres relations	74	3 174	339	4 765	410	7 242	433	7 205	452	7 375
Total Outre-Mer-Paris	**674**	**17 121**	**2 610**	**39 642**	**2 900**	**39 575**	**3 059**	**42 648**	**3 144**	**48 937**
dont : exploitants français	674	16 113	2 608	39 642	2 890	39 575	3 055	42 616	3 141	48 927
Outre-Mer/Province										
Total Outre-Mer-Province	**–**	**–**	**256**	**1 585**	**293**	**1 370**	**235**	**1 321**	**238**	**1 895**
dont : exploitants français	–	–	256	1 585	290	1 119	235	1 321	238	1 425
Outre-Mer/ Intérieur										
Fort-de-France-Pointe-à-Pître	169	2 126	241	1 643	257	1 825	265	1 879	296	2 259
Tahiti-Moorea	249	–	144	2	151	2	157	–	210	3
Autres relations	–	–	1 026	5 260	1 089	5 131	1 242	6 731	1 341	7 151
Total Outre-Mer-Intérieur	**–**	**–**	**1 411**	**6 905**	**1 497**	**6 958**	**1 664**	**8 610**	**1 847**	**9 413**
dont : exploitants français	–	–	1 410	6 905	1 495	6 956	1 662	8 598	1 781	8 647
Total relations domestiques	**10 496**	**38 527**	**26 243**	**139 725**	**28 434**	**140 436**	**28 684**	**137 984**	**30 192**	**130 251**
dont : exploitants français	10 496	38 527	26 121	138 314	28 232	137 290	28 560	134 149	30 060	124 073
RELATIONS FRANCE-EUROPE :										
Total France-Europe (2) (3) (4)	**12 461**	**120 907**	**28 904**	**226 289**	**30 670**	**241 764**	**32 216**	**220 532**	**35 350**	**230 780**
dont : exploitants français	5 683	52 229	11 217	90 722	12 365	94 432	12 356	74 171	13 514	174 919
Pays de l'Union européenne (3) (4)	8 655	98 079	24 298	197 200	25 542	211 704	27 105	188 446	29 362	193 322
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE :										
Total France-Afrique	**5 864**	**197 618**	**6 661**	**157 953**	**7 444**	**156 078**	**7 836**	**154 299**	**8 338**	**150 800**
dont : exploitants français	2 949	119 056	2 829	95 355	3 364	98 939	3 303	94 039	3 059	83 142
Pays du Maghreb	4 395	36 204	3 547	34 457	3 848	28 298	4 124	29 967	4 677	29 303
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE :										
Total France-Amérique	**2 025**	**149 521**	**6 835**	**394 842**	**7 420**	**399 562**	**7 631**	**403 815**	**8 072**	**410 238**
dont : exploitants français	995	50 501	2 906	238 620	3 418	246 581	3 533	253 006	3 784	250 564
Amérique du Nord (EU, Alaska, Canada)	1 630	125 567	5 466	328 438	5 895	330 480	5 917	327 985	6 112	330 377
dont : Pays Centre et Sud	395	23 954	1 369	66 404	1 525	69 082	1 714	75 830	1 959	79 861

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU L.05-6 (suite et fin)

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1995		1996		1997		1998	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS FRANCE-ASIE :										
Total France-Asie	**1 584**	**101 124**	**3 692**	**264 515**	**3 809**	**263 468**	**4 385**	**324 315**	**4 615**	**329 162**
dont : exploitants français	792	59 496	1 577	160 456	1 742	169 371	2 018	198 406	2 111	173 448
Japon	244	17 008	906	58 054	945	53 522	1 033	58 464	1 054	60 107
Thailande	88	3 866	322	21 594	355	19 456	366	19 748	366	14 848
RELATIONS FRANCE-OCÉANIE :										
Total France-Océanie	**28**	**2 129**	**256**	**5 994**	**243**	**5 354**	**262**	**5 373**	**291**	**6 749**
dont : exploitants français	24	1 770	105	2 562	92	2 143	99	2 384	101	2 709
Total (5)	**21 975**	**571 772**	**46 348**	**1 049 593**	**49 586**	**1 066 226**	**52 330**	**1 108 334**	**56 666**	**1 127 729**
dont : exploitants français	10 482	330 679	18 634	587 715	20 981	611 466	21 309	622 006	22 569	684 782

(1) Le trafic est classé par ordre décroissant du nombre de passagers.
(2) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(3) Hors France-Espagne Canaries.
(4) Y compris Hong-Kong.
(5) Y compris France-Pays indéterminés.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :					
Française	792 405	866 221	995 277	1 092 394	1 178 419
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	426 454	430 101	492 926	519 048	531 614
Étrangère	397 153	415 151	427 208	454 312	498 547
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :					
Vol régulier	1 065 604	1 156 274	1 289 639	1 386 558	1 521 949
Vol non régulier	123 954	125 098	132 846	160 148	155 017
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 189 558**	**1 281 372**	**1 422 485**	**1 546 706**	**1 676 966**

(1) Air inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
TRAFIC LOCAL					
Exploitants français	**64 375,9**	**64 404,7**	**70 786,0**	**71 351,0**	**75 087,0**
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	51 943,0	47 840,0	50 868,0	50 273,0	51 041,0
Vols réguliers	59 691,4	59 406,2	66 240,0	66 876,0	70 488,0
Vols non réguliers	4 684,5	4 998,5	4 546,0	4 475,0	4 599,0
Exploitants étrangers	**26 205,9**	**27 113,0**	**27 849,0**	**30 123,0**	**33 093,0**
Vols réguliers	22 621,0	23 284,7	23 499,0	25 687,0	28 056,0
Vols non réguliers	3 584,9	3 828,3	4 350,0	4 437,0	5 037,0
Total	**90 581,7**	**91 517,7**	**98 635,0**	**101 474,0**	**108 180,0**
Arrivées	45 230,7	45 646,1	49 210,0	50 679,0	54 052,0
Départs	45 351,0	45 871,6	49 425,0	50 795,0	54 127,0
Trafic de transit direct (2)	**1 401,0**	**1 438,7**	**1 270,0**	**1 023,0**	**947,0**
Total du trafic	**91 982,7**	**92 956,4**	**99 905,0**	**102 497,0**	**109 127,0**

(1) Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Tonne

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
FRET					
Par nationalité de l'exploitant :					
Française	801 719	802 622	825 159	821 890	751 981
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (2)	641 651	698 340	710 574	684 655	605 015
Étrangère	445 283	459 458	454 624	486 848	556 997
Par nature du vol :					
Vol régulier	1 214 318	1 227 512	1 247 212	1 217 636	1 219 945
Vol non régulier	32 683	34 568	32 571	91 102	89 033
Total	**1 247 001**	**1 262 080**	**1 279 783**	**1 308 738**	**1 308 978**
POSTE	227 830	237 693	255 238	264 481	258 647

(1) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(2) Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air france Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.

TABLEAU L.05-10

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Pays et aéroports	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998
Allemagne (ex-RFA) :												
Francfort	313,5	372,6	387,5	407,9	29 612,3	38 179,5	40 262,0	42 744,0	1 095,9	1 297,2	1 373,2	1 333,7
Munich	161,1	201,9	255,9	262,4	11 423,8	14 867,9	17 894,7	19 321,5	56,8	64,6	126,5	118,2
Belgique :												
Bruxelles	191,9	221,8	254,7	277,0	8 775,7	12 600,6	15 935,2	18 481,9	282,0	426,6	530,7	596,9
Danemark :												
Copenhague	205,5	237,4	279,3	280,8	12 768,1	14 666,7	16 837,1	16 670,5	178,6	309,8	387,7	374,1
France :												
Bordeaux	34,1	33,2	43,9	47,6	2 572,0	2 515,8	2 605,1	2 792,7	10,1	8,0	6,0	4,9
Lyon	65,7	75,5	94,1	103,1	3 842,5	4 445,6	4 944,5	5 221,2	17,1	19,6	24,3	27,3
Marseille	61,0	72,4	83,3	87,2	4 982,8	5 106,6	5 473,6	5 671,0	33,0	42,9	37,9	38,6
Nice	121,7	122,6	173,7	192,4	5 725,8	6 142,9	7 373,0	8 086,9	21,8	18,9	18,6	17,7
Paris	424,4	558,1	632,6	633,5	46 835,8	55 009,2	60 349,6	63 580,9	872,4	1 100,4	1 173,2	1 142,6
Irlande :												
Dublin	95,0	110,5	134,3	. . .	5 509,5	8 024,9	10 333,2	11 639,6	48,9	79,9	84,7	. . .
Italie :												
Milan	133,7	173,6	204,2	227,8	11 798,0	14 719,2	18 192,1	19 531,3	144,0	191,5	184,2	217,8
Rome	183,5	219,5	253,2	269,8	18 442,4	21 897,8	25 876,4	26 096,8	242,8	263,9	298,4	274,3
Pays-Bas :												
Amsterdam	202,3	290,7	349,5	376,8	16 471,0	25 355,0	31 570,0	34 420,1	604,5	977,5	1 161,2	1 171,3
Royaume-Uni :												
Londres	579,5	676,9	742,9	788,2	65 456,9	80 922,2	90 361,6	96 695,8	950,7	1 368,2	1 570,2	1 663,2
Espagne :												
Madrid	157,9	219,3	252,9	264,2	16 729,9	19 956,1	23 593,5	25 254,3	230,2	230,2	265,4	261,9
Portugal :												
Lisbonne	61,7	69,9	76,8	91,6	5 282,3	6 243,3	6 817,1	7 965,6	75,8	89,3	110,6	111,3
Norvège :												
Oslo	104,5	159,7	174,7	185,6	6 622,5	8 433,9	11 805,3	12 282,6	43,8	47,4	79,0	81,1
Suède :												
Stockholm	252,8	223,9	266,5	. . .	14 946,7	14 262,2	16 106,9	17 363,3	74,6	86,3	146,1	139,4
Suisse :												
Zurich	172,2	209,0	241,5	251,4	12 694,5	15 340,4	18 268,5	19 276,8	255,5	326,9	355,3	350,7
États-Unis d'Amérique :												
Chicago	972,4	1 157,5	1 201,4	. . .	68 480,5	77 176,8	80 214,2	83 393,3	760,6	1 022,1	1 436,5	1 467,1
Los Angeles	735,9	833,3	883,4	. . .	51 230,6	60 314,3	66 439,0	67 650,5	1 262,4	1 757,6	2 292,8	2 273,6
New York	986,7	1 014,4	1 111,9	. . .	74 814,7	77 598,4	83 880,7	86 225,0	1 720,8	2 378,3	2 795,2	2 786,3
Japon :												
Osaka	129,6	101,7	118,4	. . .	23 511,6	16 510,3	19 757,7	19 223,6	235,8	464,5	711,3	766,7
Tokyo	296,6	321,6	333,4	. . .	61 852,9	70 032,8	74 969,8	75 690,5	1 846,1	2 142,7	2 435,3	2 330,7

TABLEAU L.05-11

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (1)

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française

Source : Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (IGACEM). Bureau enquêtes-accidents

	1994	1995	1996	1997	1998
AVIATION COMMERCIALE (2)					
Nombre d'accidents corporels	6	2	4	9	3
Nombre de morts	11	30	1	10	14
Nombre de blessés	9	–	33	85	8
AVIATION GÉNÉRALE (3)					
Nombre d'accidents corporels	113	108	82	116	84
Nombre de morts	66	65	57	82	51
Nombre de blessés	116	95	77	106	84
TRAVAIL AÉRIEN (4)					
Nombre d'accidents corporels	11	7	14	10	9
Nombre de morts	11	3	8	3	2
Nombre de blessés	12	15	14	7	8

(1) Y compris le personnel navigant.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(4) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).

Chapitre L.06

Poste et télécommunications

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs de La Poste.
2. Parc des véhicules.
3. Nombre de bureaux de poste.
4. Courrier déposé par les particuliers et les entreprises.
5. Le personnel de France Télécom.
6. La téléphonie fixe.
7. La communication d'entreprise.
8. La téléphonie mobile.
9. Internet et le multimédia.
10. L'image.
11. Parcs d'abonnés au radiotéléphone par opérateur.
12. Le téléphone mobile dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de La Poste et de France Télécom.

1. PRÉSENTATION

En 1999, une concurrence effective sur un certain nombre des segments importants du marché des services de télécommunications se poursuit, en particulier les communications longue distance et internationales, les cartes, ainsi que les services aux entreprises.

La part de la téléphonie fixe dans le chiffre d'affaires total du marché diminue sensiblement, alors que les mobiles et l'accès à Internet demeurent les deux marchés porteurs du secteur, avec des taux de croissance en volume supérieurs à 100 %.

En France, le nombre d'abonnés au téléphone mobile atteint 26 millions au 30 septembre 2000, répartis entre France Télécom (48 %), Cégétel (35 %) et Bouygues (17 %).

2. MÉTHODOLOGIE

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi nº 90-568 du 2 juillet 1990. L'objet de La Poste est principalement :

— d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public du courrier et du transport de la presse;

— d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises;

— d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité courrier s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

France Télécom

La loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT ») a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel par le biais d'une autorité de régulation indépendante; l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART).

L'ART, créée le 1er janvier 1997, a un large domaine de compétence pour le fonctionnement du marché et le contrôle de la concurrence. Plus généralement elle est associée, par voie consultative, au pouvoir normatif et aux décisions internationales.

Depuis janvier 1998, France Télécom est totalement ouverte à la concurrence. Le marché est partagé entre trois opérateurs principaux : France Télécom, Cégétel et Bouygues.

3. DÉFINITIONS

Objets de correspondance

L'analyse du courrier fait apparaître deux grands ensembles de courrier parmi les catégories d'objet de correspondance :

— le courrier déposé par les particuliers, les entreprises ainsi que l'État et les collectivités locales à partir du 1er janvier 1996 et qui regroupe les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses);

— les correspondances admises à circuler en franchise et les plis de services constitués essentiellement du courrier des services financiers facturé en interne. Depuis le 1er janvier 1996, un transfert de courrier des plis en franchise s'est opéré vers les correspondances et les colis à la suite de la suppression de la franchise postale du courrier de l'État et des collectivités locales.

Établissements principaux

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers et téléphoniques.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de « commutation de paquets » conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
Direction générale de La Poste : Direction financière, Direction du Contrôle de Gestion.

— France Télécom - Branche ressources.

— Autorité de Régulation des Télécommunications.

Publications :

— *Rapport d'activité 1999, Rapport financier 1999,* La Poste.

— *Rapport annuel France Télécom* (annuel).

— *Rapport public d'activité 1999,* Autorité de Régulation des Télécommunications.

— *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des télécommunications (UIT).

— Statistiques des entreprises dans le secteur des télécommunications, *Statistiques en bref*, thème 4 - 19/2000, Eurostat.

— Technologies et Société de l'information, SESSI, STJI, INSEE, édition 1999.

— L'Internet dans l'industrie française, Le 4 pages du SESSI, (DIGITIP), août 2000.

« La percée du téléphone portable et d'Internet », *INSEE-Première,* n° 700, février 2000.

*
* *

TABLEAU L.06-1

Effectifs de La Poste

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Titulaires (1)	272 872	248 462	242 281	234 381	229 210	223 003
Autres personnels (2)	22 390 (3)	34 438	37 477	41 497	48 486	54 640

(1) Effectifs au 31 décembre de l'année.
(2) Équivalent agent/année. Personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(3) En 1990, non compris les agents non rattachés à l'exploitation.

TABLEAU L.06-2

Parc des véhicules

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1995	1996	1997	1998	1999
TGV Postal	2,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles	40 872	44 698	45 238	46 024	46 800	46 334
Motocycles	11 232	12 250	12 217	12 354	12 232	12 182

TABLEAU L.06-3

Nombre de bureaux de poste (1)

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

	1990	1995	1996	(2) 1997	1998	1999
Total	**16 967**	**16 973**	**17 005**	**17 012**	**17 057**	**16 839**
dont : DOM	204	218	219	221	221	225
Établissements principaux	9 910	9 891	9 786	12 085	12 204	12 101
dont : DOM	136	137	136	141	141	142
Recettes rurales	2 842	2 277	2 190	///	///	///
dont : DOM	1	1	1	///	///	///

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.
(2) Le nombre d'établissements principaux augmente suite à la reclassification de 2 071 recettes rurales.

TABLEAU L.06-4

Courrier déposé par les particuliers et les entreprises

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste — *Unité* : Million d'objets

Catégories d'objets	1990	1995	(1) 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/98 Variation en %
Correspondances :							
Lettres jusqu'à 20 g et cartes postales urgentes	4 928,9	4 937,0	5 079,5	5 174,1	5 276,4	5 413,5	2,6
Lettres de plus de 20 g	966,7	1 062,8	1 109,4	1 216,8	1 277,9	1 350,8	5,7
Distingo	///	4,0	4,5	7,1	4,2	8,7	107,6
Lettres recommandées	145,4	144,1	182,2	186,6	180,0	180,3	0,2
Écoplis jusqu'à 20 g et cartes postales non urgentes	3 195,5	3 373,3	4 057,1	4 221,5	4 137,2	3 982,2	– 3,7
Écoplis de plus 20 g	434,6	451,9	646,3	685,9	783,9	856,2	9,2
Journaux et écrits périodiques	2 107,0	2 057,6	2 043,6	1 993,3	2 111,1	2 090,1	– 1,0
Colis :							
Colissimo + paquets avion (ordinaires)	57,4	64,6	53,9	51,2	51,1	52,9	3,6
Coliéco tarif général (ordinaire)	46,4	28,2	31,4	28,8	26,9	25,4	– 5,5
Coliéco tarifs spéciaux (ordinaires et recommandés)	185,4	193,1	190,8	185,0	174,3	172,2	– 1,2
Colis non tarifs spéciaux (recommandés)	29,7	18,7	22,6	34,4	33,1	33,8	2,0
Objets avec valeur déclarée	2,8	1,9	2,1	0,9	0,7	0,8	7,5
Colis postaux	1,0	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	15,4
Prospection commerciale :							
Catalogues (TS et guichet)	91,4	90,2	89,8	93,5	77,9	78,2	0,3
Postimpact	3 083,9	3 642,5	3 703,4	3 769,8	4 082,0	4 251,8	4,2
Postcontact, PCC, PC Plus	3 211,1	6 419,9	6 776,4	7 049,0	7 056,4	7 177,4	1,7
Annuaires à distribution spéciale	15,4	17,1	19,2	19,9	31,4	20,1	– 36,1
Postréponses	74,6	70,1	104,2	119,8	90,4	116,8	29,3
Total	**18 577,2**	**22 578,1**	**24 117,7**	**24 838,8**	**25 396,4**	**25 812,8**	**1,6**
Plis de services et courrier en franchise :							
Plis ordinaires jusqu'à 20 g	1 247,4	1 241,5	695,2	649,8	639,1	639,0	–
Plis ordinaires de plus 20 g	199,7	209,4	76,1	58,6	81,1	71,5	– 11,8
Paquets ordinaires, journaux	36,9	12,0	0,8	0,8	0,7	1,3	76,9
Plis chargés et recommandés	66,5	61,0	26,3	27,5	24,8	26,7	7,7
Total	**1 550,5**	**1 523,9**	**798,4**	**736,7**	**745,7**	**738,6**	**– 1,0**
Total du courrier déposé	**20 127,7**	**24 102,0**	**24 916,1**	**25 575,4**	**26 142,2**	**26 551,4**	**1,6**

(1) La suppression de la franchise postale en 1996, qui s'est traduite par le transfert d'objets du courrier en franchise vers les correspondances et les colis, a pu perturber les résultats de la collecte des données. De ce fait, les comparaisons entre 1996 et 1995 doivent être traitées avec précaution.

TABLEAU L.06-5

Le personnel de France Télécom

Source : France Télécom — *Unité* : Millier

	1995	1996	1997	1998	1999
Effectif moyen maison-mère	150,4	147,7	144,0	141,8	136,8
Effectif moyen Groupe	167,7	164,7	165,0	169,1	174,3

TABLEAU L.06-6

La téléphonie fixe

Source : France Télécom

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés parc de lignes principales (en millions)	28,1	32,4	33,2	33,7	34,0	34,1
Nombre de publiphones à cartes (en milliers)	73,0	158,0	172,0	199,0	223,7	227,7
Services Class (en millions)	1,7	4,1	4,1	4,3	5,0	5,6
Facturation détaillée (en millions)	2,5	5,5	5,7	6,3	7,0	7,4
Nombre d'abonnés à l'étranger (en millions (1))	///	///	///	0,1	0,8	3,6

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-7

La communication d'entreprise

Source : France Télécom

	1995	1996	1997	1998	1999
Parc liaisons TRANSFIX (en milliers)	107	109	117	143	172
Nombre de canaux B Numéris commercialisés (en milliers)	1 340	1 610	2 128	2 806	3 601
Trafic de transmission de données (en téra-caractères annuels)					
X25 et relais de trames	///	71	105	216	500
Trafic Internet - dédié	///	31	115	464	1 705

TABLEAU L.06-8

La téléphonie mobile

Source : France Télécom

Unité : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés à Itinéris	0,7	1,3	3,0	5,5	10,1
Nombre d'abonnés à l'étranger (1)	///	///	0,7	1,5	4,0
Nombre d'abonnés à la Radiomessagerie	0,4	0,7	1,4	1,7	1,7

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-9

Internet et le multimédia

Source : France Télécom

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés à Wanadoo en France (en milliers)	–	17,8	106,4	495,0	1 124,5
Nombre d'abonnés à l'étranger (en milliers) (1)	///	///	///	75,5	574,5
Wanadoo - pages vues par jour (en milliers)	///	///	175	1 300	3 500
Parc de Minitels (hors PC raccordés par modems) (en millions)	6,4	8,1	5,8	5,6	5,2
Trafic (en milliards de minutes) (2)	///	///	7,5	8,8	11,4

(1) Sociétés contrôlées.
(2) Comprend le trafic de Télétel, de l'Annuaire Électronique, d'Audiotel et de l'accès local à internet par Wanadoo.

TABLEAU L.06-10

L'image

Source : France Télécom

	1996	1997	1998	1999
Réseaux câblés en France (nombre d'abonnés) (en milliers)	662,6	704,9	753,9	709,1
Réseaux câblés à l' étranger (nombre d'abonnés) (en milliers) (1)	///	///	1 079,2	1 075,6

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-11

Parc d'abonnés au radiotéléphone par opérateur (1)

France entière

Source : Autorité de régulation des télécommunications

Unité : Millier

	2000 (1)
Téléphone mobile (2)	
France Télécom	12 572
dont : Itinéris - Ola	12 276
Cégétel	9 169
dont : SFR GSM	8 963
Bouygues	4 458
Total	**26 199**
Taux de pénétration % (3)	**43,6**

(1) Situation au 30 septembre 2000.
(2) Radiotéléphone : est considéré comme client tout titulaire d'une carte SIM ou tout détenteur d'une carte prépayée active (c'est-à-dire ayant passé au moins un appel, et n'ayant pas dépassé la date au-delà de laquelle il est contractuellement impossible de recevoir des appels), inscrit à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) de l'opérateur.
(3) Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population de la France en mileu d'année.

TABLEAU L.06-12

Le téléphone mobile dans le monde

Source : International Telecommunication Union

Unité : Millions

Pays	Nombre de clients en 1998	Taux de (1) croissance 1998/1997
États-Unis	69,21	25
Japon	47,29	24
Chine	23,86	80
Italie	20,49	75
Royaume-Uni	14,87	68
Corée du Sud	14,02	104
Allemagne	13,93	70
France	**11,21**	**93**
Brésil	7,76	76
Espagne	7,05	63
Australie	5,39	10
Canada	5,32	22
Suède	4,11	30
Turquie	3,51	118
Pays-Bas	3,35	95
Mexique	3,35	92
Hong-Kong	3,17	42
Portugal	3,08	104
Finlande	2,95	36
Argentine	2,82	41
Afrique du Sud	2,50	56

(1) en %

M

Commerce et services

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Hypermarchés.
2. Défaillances d'entreprises commerciales.
3. Nombre de salariés des établissements du commerce.
4. Chiffres d'affaires du commerce.

5A. Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs.

5B. Ventes au détail par produit : commerce de détail et activités artisanales.

6A. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

6B. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

7A. Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales.

7B. Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale.

8. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise.
9. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise.
10. Commerce et réparation de l'automobile.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE

1. PRÉSENTATION

En 1999, le commerce profite de la bonne santé de l'économie. Sa forte croissance se traduit par une hausse importante de l'emploi. Au cours de l'année 1999, les effectifs s'accroissent de 69 000 personnes; fin 1999, le commerce emploie 2 670 000 salariés et 450 000 non salariés. En outre, 220 000 personnes travaillent dans l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries et charcuteries).

Le « commerce et réparation automobile » maintient son dynamisme : + 6,0 % après + 6,8 % en 1998. Le chiffre d'affaires du commerce de détail, déjà qualifié d'exceptionnel en 1998, augmente encore de 3,2 % en volume. La vigueur de la consommation est propice aux grandes surfaces, alimentaires ou spécialisées, tandis que le petit commerce se stabilise. Pour la troisième année, le commerce de gros est en très forte progression (+ 7,1 %), grâce notamment aux ventes de biens d'équipement.

En 1999, le commerce de véhicules automobiles affiche une croissance spectaculaire : + 7,0 % en volume. Celle-ci prolonge le rebond de 1998, qui succédait au creux de 1997, contrecoup de l'arrêt des primes gouvernementales. Près de 2,15 millions de voitures particulières neuves sont immatriculées. C'est le chiffre le plus élevé de la décennie.

Le commerce spécialisé dans l'entretien et la réparation automobile croît moins fortement (+ 2,2 % après + 3,8 % en 1998) en raison de la concurrence des ateliers des concessionnaires et des centres de poses de pièces détachées.

Le commerce de détail de carburants accroît modérément son volume d'activité (+ 2,2 %); la hausse du prix du pétrole entraîne une augmentation plus sensible du chiffre d'affaires en valeur (+ 5,5 %). Les grandes surfaces continuent leur progression très soutenue d'environ 1 point par an depuis 1995; les ventes de carburants y augmentent de 10 % en valeur en 1999.

Sur le marché des produits non alimentaires, la croissance des hypermarchés est plus élevée que celle du grand commerce spécialisé (+ 9,9 % contre + 6,5 % en valeur).

Les magasins spécialisés, dans l'ensemble, réalisent de nouveau une belle performance (+ 3,4 % après + 4,7 % en 1998). Ils détiennent encore 42 % du marché, les grandes surfaces à prédominance alimentaire atteignant les 20 % en 1999. L'activité des commerces d'équipement du foyer reste très ferme (+ 5,4 % après + 6,5 % en 1998). Cette progression est plus modérée en valeur, les prix des produits bruns (télévision, hi-fi...) et de la micro-informatique diminuant sensiblement. Le secteur de l'électroménager et radio-télévision est une nouvelle fois le plus dynamique (+ 8,6 %), grâce à l'engouement des ménages pour les produits intégrant les nouvelles technologies (multimédia, téléphonie mobile, DVD,...).

Dans l'aménagement de l'habitat, la croissance de l'activité, amorcée en 1994, se maintient à un niveau élevé (+ 4,1 % après + 3,3 % en 1998). Les grandes surfaces de bricolage (+ 5,9 %) sont dynamiques et les quincailleries (+ 3,0 %) confirment leur reprise.

Les commerces de parfumerie, loisirs et sports continuent de croître à un rythme soutenu. La croissance du commerce de sport, reste élevée + 6,1 %, après + 8,4 % en 1998 grâce à la coupe du monde de football. En revanche, les magasins spécialisés dans l'équipement de la personne n'enregistrent pas de nouvelle croissance. Pour les grands magasins, l'année a été moins faste que les trois précédentes (+ 3,0 % après + 4,4 % en 1998).

La vente par correspondance reste quasiment stable, après une très bonne année 1998 (+ 3,9 %).

La croissance de la pharmacie continue sur sa lancée de 1998 (+ 4,5 %) malgré les mesures prises pour ralentir les dépenses en médicaments. Depuis 1999, les pharmaciens peuvent substituer aux spécialités prescrites des médicaments génériques.

Les grandes surfaces d'alimentation générale poursuivent leur croissance à un rythme très soutenu (+ 4,3 % en volume), le plus élevé des cinq dernières années. Sur le marché des produits alimentaires, la croissance des supermarchés est plus élevée (+ 4,1 % en valeur) que celle des hypermarchés (+ 2,3 %). Le commerce alimentaire de proximité reste stable, les petites surfaces d'alimentation générale, en particulier, se portent mieux.

L'activité du commerce de gros de biens d'équipement professionnel est en croissance de 16 % en volume. Cette nouvelle progression est sous-tendue par l'accélération de la demande des particuliers, en micro-ordinateurs notamment, ainsi que par la franche reprise de l'investissement des entreprises. Stimulées par une nouvelle forte baisse des prix (- 18 %, dont - 26 % sur les micro-ordinateurs), les ventes des grossistes en matériel de bureau et informatique connaissent de nouveau un remarquable essor (+ 37 % en volume). Les ventes du commerce de gros de matériel électrique et électronique augmentent de près de 10 % en volume grâce à l'essor des réseaux de téléphonie mobile et de celui de la construction immobilière. L'activité des distributeurs en équipements pour le commerce et les services est, elle aussi, très dynamique (+ 10 % en volume).

L'activité du commerce de gros de biens intermédiaires, très dépendante de celle de la construction et de l'industrie, retrouve depuis 1997 une bonne vigueur (+ 5 % en volume en 1999). Les ventes des grossistes en fiouls et carburants ne représentent plus que 40 % de la distribution intérieure de produits pétroliers; *a contrario*, les centrales d'achat augmentent leur part de ce marché. Les ventes des grossistes en biens de consommation non alimentaires augmentent fortement (+ 8 % en volume, après + 9 % en 1998 et + 12 % en 1997); la croissance est particulièrement vive pour l'électroménager.

2. MÉTHODOLOGIE

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Défaillances d'entreprises

Le nombre de jugements d'ouverture de procédures de redressement judiciaire ou de procédures de liquidation judiciaire (1), selon une ventilation assez détaillée pour le commerce, est donné par l'exploitation du *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* (*BODACC*).

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE donne des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 1995 des comptes nationaux depuis 1996.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC)

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.

L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.

Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'EAE commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux, et de n'interroger les grandes de façon détaillée qu'une année sur deux selon l'alternance suivante :

— 1998, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement,

— 1999, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.

Pour l'année 1998, 48 933 entreprises ont été interrogées par questionnaire. En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont interrogées exhaustivement. Les entreprises occupant moins de 20 salariés sont interrogées par sondage. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permet aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Les ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produits et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 1993 à 1998 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, dans la collection SYNTHÈSES sous le titre « la situation du commerce en 1998 »; ceux relatifs aux années 1994 à 1999 paraîtront également dans cette collection.

3. DÉFINITIONS

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).

— commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : (NAF 52);

— commerce et réparation automobile : (NAF 50).

● Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :

— commerce de gros et intermédiaires du commerce : (NAF 51); (1) des entreprises, permettant l'ouverture directe d'une procédure de liquidation judiciaire.

---

(1) La loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises a été modifiée par la loi n° 94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, permettant l'ouverture directe de liquidation judiciaire.

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m^2 minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m^2.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce);
— Banque de France;
— IFLS (Institut français du libre service);
— CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution);
— COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce;
— ACM (Association pour le commerce moderne);
— CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique);
— IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications :

Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE;

Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services », INSEE;

« Les entreprises de détail et du commerce de la réparation automobile en 1996 », *INSEE-Résultats*, nos 149-150; série Système productif, janvier 1999;

« Les entreprises du commerce de gros en 1997», *INSEE-Résultats*, nos 163-164; série Système productif, octobre 1999;

« Les entreprises du commerce en 1997», - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprises, *INSEE-Résultats*, n° 176, série Système productif, avril 2000;

« Le commerce en 1998 », *Synthèses* nos 34-35, avril 2000;

« Formes de vente et conquête de marchés : 25 ans d'évolution de la distribution », *INSEE-Première,* n° 437, mars 1996;

« Le commerce de gros non alimentaire : ouverture internationale », *INSEE-Première,* n° 465, juin 1996;

« Mondialisation industrielle : le rôle des filiales du commerce de gros des groupes étrangers », *INSEE-Première*, n° 485, septembre 1996;

« Marché de l'habillement : les enseignes développent leurs marques », *INSEE-Première*, n° 567, janvier 1998;

« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998;

« Fidélité aux enseignes, fidélité aux marques : les choix des consommateurs », *INSEE-Première*, n° 609, septembre 1998;

« Électronique domestique, les nouveaux lieux d'achat, *INSEE-Première*, n° 634, février 1999;

« De la grande surface au marché : à chacun ses habitudes », *INSEE-Première*, n° 636, mars 1999;

« Commerce du bricolage : l'informatique fédère les entreprises dans les réseaux » , *INSEE-Première*, n° 638, mars 1999;

« Le commerce en 1998 - très fortes hausses d'activité, *INSEE-Première*, n° 639, avril 1999;

« Grandes surfaces alimentaires : vers le modèle américain en matière de services ? », *INSEE-Première*, n° 686, décembre 1999;

« Le commerce en 1999 », *INSEE-Première*, n° 708, avril 2000; dans la collection Synthèses (à paraître).

— Articles d'Économie et statistique (*INSEE)*

« Les facteurs d'adaptation du commerce de gros depuis 1980», n° 303, mars 1997;

« Réseaux de commercialisation de l'habillement, l'imbrication des logiques de distribution et de production, n° 314, juin 1998.

« Implantations étrangères : une pénétration plus active dans le commerce de gros », nos 326-327, juin-juillet 1999;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC;

Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France;

Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France;

Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS;

Indicateurs (mensuel), COE;

Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

*
* *

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS- points de vente)

Hypermarchés	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	501	531	551	564	569	586
Grandes entreprises d'hypermarchés	547	556	561	559	566	569
Total	**1 048**	**1 087**	**1 112**	**1 123**	**1 135**	**1 155**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	1 904	2 051	2 142	2 194	2 239	2 328
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 965	4 107	4 181	4 194	4 252	4 295
Total (millier de m²)	**5 869**	**6 158**	**6 323**	**6 388**	**6 491**	**6 623**

TABLEAU M.01-2

Défaillances d'entreprises commerciales

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Activité économique	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	Effectif salarié concerné en 1999
Intermédiaires du commerce	617	590	511	487	928
Commerce de gros de produits agricoles bruts	177	117	123	105	324
Commerce de gros de produits alimentaires	704	647	585	532	2 240
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	1 952	1 936	1 664	1 481	4 427
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	611	598	516	478	1 417
Commerce de gros de biens d'équipement professionnel	1 297	1 349	1 087	974	3 680
Autres commerces de gros, non classés ailleurs	254	278	291	274	406
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	**5 612**	**5 515**	**4 777**	**4 331**	**13 422**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin	1 694	1 606	1 528	1 241	1 703
Commerce de détail non alimentaire en magasins non spécialisés	31	27	36	30	210
Commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés	5 008	4 865	4 155	3 643	6 369
Pharmacies et commerce de détail d'articles médicaux et d'orthopédie	104	83	98	85	300
Commerce de détail d'habillement, de chaussures	1 455	1 337	1 014	809	1 205
Commerce de détail d'autres équipements de la personne	360	328	259	192	318
Commerce de détail d'équipement du foyer	959	931	765	754	1 619
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat	626	617	626	551	908
Commerce de détail de culture, loisirs, sports	1 294	1 374	1 210	1 043	1 806
Commerce de détail d'autres produits non alimentaires (y compris occasion)	210	195	183	209	213
Commerce de détail hors magasin	1 043	1 009	919	839	966
Réparation d'articles personnels et domestiques	255	314	281	246	447
Commerce de détail et réparation	**8 031**	**7 821**	**6 919**	**5 999**	**9 695**
Commerce et réparation automobile	**2 052**	**2 137**	**1 910**	**1 792**	**4 407**
Total Commerce	**15 695**	**15 473**	**13 606**	**12 122**	**27 524**
Total Commerce DOM	**203**	**222**	**250**	**191**	**524**
Ensemble de l'Économie (1)	**53 941**	**52 260**	**45 461**	**41 185**	**151 513**

(1) Hors agriculture, éducation, santé, activités associatives.

TABLEAU M.01-3

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**386 689**	**389 500**	**386 417**	**393 424**	**402 556**
Commerce de véhicules automobiles	**501**	**213 711**	**213 537**	**207 897**	**208 669**	**213 446**
Entretien et réparation de véhicules automobiles	**502**	**82 025**	**83 540**	**84 464**	**88 064**	**91 137**
Commerce d'équipements automobiles	**503**	**52 126**	**53 376**	**54 766**	**56 955**	**58 267**
Commerce de gros d'équipements automobiles	503A	32 388	32 718	33 301	33 959	34 817
Commerce de détail d'équipements automobiles	503B	19 738	20 658	21 465	22 996	23 450
Commerce et réparation de motocycles	**504**	**9 363**	**9 857**	**10 367**	**11 025**	**11 541**
Commerce de détail de carburants	**505**	**29 464**	**29 590**	**28 923**	**28 711**	**28 165**
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**906 642**	**912 622**	**910 003**	**926 444**	**945 225**
Intermédiaires du commerce de gros	**511**	**60 571**	**61 535**	**60 408**	**61 033**	**62 632**
Intermédiaires en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	511A	1 458	1 315	1 310	1 286	1 404
Intermédiaires en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	511C	2 308	2 320	2 103	1 996	1 819
Intermédiaires en bois et matériaux de construction	511E	1 942	1 925	1 872	2 240	2 373
Intermédiaires en machines, équipements industriels, navires et avions	511G	3 467	3 904	3 723	3 605	3 688
Intermédiaires en meubles, articles de ménage et quincaillerie	511J	1 783	1 779	1 480	1 511	1 538
Intermédiaires en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	511L	2 052	2 214	2 351	2 889	2 434
Intermédiaires en produits alimentaires	511N	8 753	8 282	6 627	6 210	5 983
Centrales d'achats alimentaires	511P	9 646	9 577	10 397	10 529	11 201
Intermédiaires spécialisés du commerce	511R	13 933	14 091	13 776	14 436	15 731
Intermédiaires non spécialisés du commerce	511T	9 822	9 714	9 383	8 901	9 253
Centrales d'achats non alimentaires	511U	5 407	6 414	7 386	7 430	7 208
Commerce de gros de produits agricoles bruts	**512**	**23 141**	**23 292**	**23 636**	**23 982**	**24 018**
Commerce de céréales et aliments pour bétail	512A	14 739	14 578	14 669	14 790	14 842
Commerce de fleurs et plantes	512C	2 643	3 021	3 138	3 425	3 655
Commerce d'animaux vivants	512E	4 477	4 470	4 604	4 576	4 419
Commerce de cuirs et peaux	512G	1 269	1 223	1 211	1 176	1 096
Commerce de tabac non manufacturé	512J	13	11	14	15	6
Commerce de gros de produits alimentaires	**513**	**165 370**	**163 669**	**161 087**	**159 325**	**158 167**
Commerce de fruits et légumes	513A	28 522	27 872	27 667	26 969	27 205
Commerce de viandes et boucherie	513C	8 830	8 361	8 050	7 788	7 892
Commerce de produits à base de viande	513D	4 121	3 917	3 729	3 761	3 855
Commerce de volailles et gibiers	513E	4 009	3 969	3 002	2 722	2 571
Commerce de produits laitiers, œufs, huiles	513G	13 640	12 995	13 298	12 443	12 037
Commerce de boissons	513J	40 764	39 543	37 943	37 154	37 001
Commerce de tabac	513L	243	349	361	427	377
Commerce de sucre, chocolat et confiserie	513N	3 399	3 162	3 146	3 196	3 170
Commerce de café, thé, cacao et épices	513Q	1 204	1 455	1 446	1 387	1 422
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	513S	8 727	8 794	8 779	8 459	8 621
Commerces alimentaires spécialisés divers	513T	17 901	19 254	19 592	18 939	19 253
Commerce de produits surgelés	513V	7 371	7 712	7 844	9 071	9 415
Commerce alimentaire non spécialisé	513W	26 639	26 286	26 230	27 009	25 348
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	**514**	**181 586**	**183 729**	**184 834**	**186 792**	**190 925**
Commerce de textiles	514A	11 690	11 424	10 809	10 953	10 873
Commerce d'habillement	514C	26 397	26 624	26 964	27 001	27 047
Commerce de la chaussure	514D	2 507	2 746	2 558	2 763	2 651
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	514F	12 991	13 126	13 582	15 284	15 456
Commerce de gros de vaisselle et verrerie de ménage	514H	3 315	3 119	3 049	2 867	2 930
Commerce de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	514J	13 187	11 959	11 544	11 605	11 322
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	514L	9 686	10 554	10 022	9 826	10 459
Commerce de produits pharmaceutiques	514N	30 532	31 138	33 166	34 098	36 173
Commerce de papeterie	514Q	8 690	9 117	9 453	9 718	9 485
Commerce de jouets	514R	3 324	4 367	4 347	4 322	4 021
Autres commerces de biens de consommation	514S	59 267	59 555	59 340	58 355	60 508

TABLEAU M.01-3 (suite 1)

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Unité : salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	**515**	**200 302**	**198 120**	**198 827**	**200 993**	**204 293**
Commerce de combustibles	515A	24 995	22 525	21 367	21 007	20 140
Commerce de minerais et métaux	515C	21 172	21 075	20 541	20 114	20 403
Commerce de bois et de produits dérivés	515E	16 325	16 056	16 026	16 675	17 230
Commerce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	515F	68 533	68 674	69 474	70 096	72 203
Commerce de quincaillerie	515H	20 111	20 052	20 391	20 668	20 801
Commerce de fournitures pour plomberie et chauffage	515J	14 033	14 334	15 175	15 829	16 333
Commerce de produits chimiques	515L	24 847	24 933	24 809	25 420	26 250
Commerce d'autres produits intermédiaires	515N	10 108	10 259	10 751	10 841	10 587
Commerce de déchets et débris	515Q	178	212	293	343	346
Commerce de gros d'équipements industriels	**516**	**270 510**	**271 779**	**274 563**	**286 878**	**297 399**
Commerce de machines-outils	516A	6 311	6 138	5 493	5 716	5 708
Commerce d'équipements pour la construction	516C	15 040	14 628	14 419	14 424	14 901
Commerce de machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	993	996	914	931	877
Commerce de machines de bureau et de matériel informatique	516G	66 405	66 683	66 477	74 535	79 479
Commerce de matériel électrique et électronique	516J	52 133	52 740	53 783	54 676	56 588
Commerce de fournitures et équipements industriels divers	516K	71 719	72 582	74 624	78 283	80 235
Commerce de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	516L	27 475	26 977	26 745	25 708	26 218
Commerce de matériel agricole	516N	30 434	31 035	32 108	32 605	33 393
Autres commerces de gros	**517**	**5 162**	**5 958**	**6 648**	**7 441**	**7 791**
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 321 857**	**1 339 511**	**1 364 032**	**1 398 600**	**1 444 265**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	**521**	**498 121**	**509 968**	**527 165**	**539 014**	**557 752**
Commerce de produits surgelés	521A	5 419	5 743	5 984	6 970	7 115
Commerce d'alimentation générale	521B	37 877	36 694	35 798	31 824	31 953
Supérettes	521C	14 085	13 742	14 157	14 647	14 869
Supermarchés	521D	180 416	186 029	194 546	198 761	207 545
Magasins populaires	521E	18 329	17 153	17 183	15 754	16 848
Hypermarchés	521F	210 461	219 178	229 747	241 144	249 223
Grands magasins	521H	23 377	23 484	22 069	22 934	23 053
Autres commerces en magasin non spécialisé	521J	8 157	7 945	7 681	6 980	7 146
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	**522**	**76 986**	**76 732**	**79 065**	**78 438**	**78 460**
Commerce de fruits et légumes	522A	8 096	8 015	8 091	8 124	7 956
Commerce de viandes et produits à base de viande	522C	38 454	38 015	39 042	38 661	38 551
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	522E	6 087	6 099	6 091	5 917	5 755
Commerce de pain, pâtisserie et confiserie	522G	5 928	5 940	6 010	5 832	6 162
Commerce de boissons	522J	5 593	5 903	6 115	6 514	6 143
Commerce de tabac	522L	3 119	3 288	3 482	3 514	3 569
Commerce de produits laitiers	522N	2 359	2 158	2 174	1 957	1 851
Commerces alimentaires spécialisés divers	522P	7 350	7 314	8 060	7 919	8 473
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	**523**	**123 937**	**124 190**	**126 662**	**128 916**	**131 590**
Commerce de produits pharmaceutiques	523A	102 574	102 982	104 197	106 005	107 339
Commerce d'articles médicaux et orthopédiques	523C	3 682	3 883	4 072	4 413	4 674
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	523E	17 681	17 325	18 393	18 498	19 577
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	**524**	**528 573**	**531 223**	**536 844**	**557 060**	**580 775**
Commerce de textiles	524A	18 112	16 637	16 653	15 379	15 159
Commerce d'habillement	524C	113 649	114 840	115 607	118 428	123 627
Commerce de la chaussure	524E	30 389	29 210	28 576	28 846	29 297
Commerce de maroquinerie et d'articles de voyage	524F	5 272	5 170	5 632	5 640	5 933
Commerce de meubles	524H	46 129	46 753	45 414	48 248	49 834
Commerce d'équipement du foyer	524J	15 809	15 467	15 642	16 820	17 155
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	524L	57 157	54 393	53 469	54 517	57 293
Commerce de quincaillerie	524N	33 054	30 788	29 726	28 310	28 620
Commerce de bricolage	524P	23 836	27 949	30 589	34 399	37 466
Commerce de livres, journaux et papeterie	524R	39 621	38 747	38 014	37 737	37 618
Commerce d'optique et de photographie	524T	22 925	23 326	24 068	25 769	26 784
Commerce de revêtements de sols et de murs	524U	5 531	5 757	5 560	5 422	5 750
Commerce d'horlogerie et de bijouterie	524V	16 640	16 376	16 132	16 788	16 949
Commerce d'articles de sport et de loisir	524W	31 737	33 096	36 014	39 134	41 672
Commerce de fleurs	524X	20 680	22 378	23 517	24 671	26 195
Commerce de charbons et combustibles	524Y	10 255	9 495	8 932	8 711	8 505
Commerces divers en magasin spécialisé	524Z	37 777	40 841	43 299	48 241	52 918

TABLEAU M.01-3 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Unité : salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	**525**	**7 209**	**7 121**	**7 716**	**8 184**	**8 573**
Commerce de détail hors magasin	**526**	**64 087**	**64 581**	**63 999**	**64 137**	**63 301**
Vente par correspondance sur catalogue général	526A	15 022	15 397	15 272	15 656	16 328
Vente par correspondance spécialisée	526B	7 194	7 089	7 812	8 309	9 026
Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	526D	13 023	13 244	12 678	12 554	12 336
Commerce de détail non alimentaire sur éventaires et marchés	526E	7 498	6 991	6 466	6 260	6 206
Vente à domicile	526G	18 268	18 140	17 638	16 528	14 123
Vente par automate	526H	3 082	3 720	4 133	4 830	5 282
Réparation d'articles personnels et domestiques	**527**	**22 944**	**22 189**	**22 581**	**22 851**	**23 814**
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	527A	2 769	2 372	2 206	2 102	2 003
Réparation de matériel électronique grand public	527C	6 755	6 670	7 210	7 051	7 602
Réparation d'autres articles électriques à usage domestique	527D	6 099	5 988	6 015	6 580	6 775
Réparation de montres, horloges et bijoux	527F	999	965	961	906	961
Réparation d'articles personnels et domestiques	527H	6 322	6 194	6 189	6 212	6 473

TABLEAU M.01-4

Chiffres d'affaires du commerce (1)

France entière

Évaluations en base 1995

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce automobile	**50**	**625 954**	**656 637**	**667 961**	**737 606**	**757 941**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	438 855	466 784	470 064	529 289	542 700
Entretien et réparation automobile	502Z	70 431	68 057	70 438	75 400	76 153
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	70 228	70 700	72 344	76 470	79 990
Commerce de carburants	505Z	28 215	30 576	35 396	34 226	37 205
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158B, C, D**	**1 727 227**	**1 759 138**	**1 808 615**	**1 878 109**	**1 822 711**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P 151F, 158 B, C, D	151 102	154 175	148 013	151 312	152 699
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	521A, B, C	73 213	64 429	65 644	66 053	67 505
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	714 817	743 649	777 230	807 846	846 606
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	26 078	27 939	30 436	30 984	32 591
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	129 896	134 111	137 248	144 716	149 536
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	532 675	537 423	548 888	576 401	590 150
Vente par correspondance	526A, B	43 315	42 993	43 359	46 006	45 351
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	42 654	42 694	45 710	42 816	47 889
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	13 477	11 725	12 087	11 975	12 244
Intermédiaires du commerce	**51 511A à 511U**	**320 713**	**343 692**	**407 946**	**469 507**	**478 972**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**51**	**2 351 273**	**2 350 836**	**2 452 469**	**2 591 095**	**2 724 483**
dont : Gros produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	299 438	292 368	312 672	320 351	298 407
Gros produits alimentaires	513A à 513W	595 108	594 938	585 106	634 438	630 643
Gros biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	439 203	419 505	470 636	476 771	544 835
Gros biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	527 679	532 288	549 123	546 693	596 272
Gros biens d'équipement professionnel	516A à 516N	472 999	495 239	515 205	591 884	632 426

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles.

TABLEAU M.01-5A

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Pain, pâtisserie	20 195	47 405	442	1 157	53	**69 252**
Fruits et légumes	79 657	28	11	971	178	**80 846**
Viandes et produits dérivés	188 437	12 697	4	5 470	546	**207 154**
Poissons, crustacés, coquillages	55 814	35	–	1 463	284	**57 596**
Produits laitiers, œufs	118 025	321	–	412	201	**118 959**
Total produits alimentaires frais	**462 129**	**60 486**	**457**	**9 473**	**1 263**	**533 808**
Chocolaterie, confiserie	31 754	3 805	27	26	46	**35 658**
Vins, liqueurs et apéritifs	72 560	62	132	10 108	1 018	**83 880**
Autres boissons	39 140	319	276	4 391	540	**44 665**
Épicerie, produits alimentaires divers	119 664	3 071	2 112	224	321	**125 392**
Total autres produits alimentaires	**263 117**	**7 256**	**2 547**	**14 750**	**1 925**	**289 595**
Tabac et cigarettes	53 717	1 936	527	1 094	25 594	**82 868**
Total alimentaire	**778 963**	**69 678**	**3 532**	**25 316**	**28 782**	**906 271**
Pneumatiques	134	–	13 712	104	–	**13 949**
Pièces détachées et équipements automobiles	2 791	–	139 255	1 204	15	**143 265**
Vente et réparation de motocycles	11	–	13 775	1	2	**13 789**
Carburants et lubrifiants	106 213	1	74 629	12 635	1 181	**194 660**
Total produits liés à l'automobile	**109 149**	**1**	**241 371**	**13 944**	**1 198**	**365 664**
Produits pharmaceutiques	150 183	–	–	–	3 209	**153 392**
Matériels médicaux et orthopédiques	3 308	–	–	4 414	155	**7 877**
Total pharmacie	**153 491**	**–**	**–**	**4 414**	**3 364**	**161 269**
Habillement	203 353	–	328	2 871	407	**206 958**
Chaussures	44 364	–	–	6 203	34	**50 602**
Maroquinerie, articles de voyage	12 704	–	–	599	68	**13 371**
Total équipement de la personne	**260 420**	**–**	**328**	**9 673**	**509**	**270 930**
Meubles, literie	75 879	–	–	7 850	120	**83 849**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	36 727	4	–	1 054	414	**38 198**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	128 906	–	603	1 391	632	**131 533**
Micro-informatique et téléphones	16 101	–	–	97	454	**16 652**
Produits d'entretien ménager	28 386	3	–	557	6	**28 953**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	30 219	–	–	535	122	**30 876**
Revêtements sols et murs	10 537	–	24	395	24	**10 981**
Quincaillerie, bricolage, peinture	72 884	–	1 880	1 362	3 416	**79 541**
Plantes, fleurs et graines	24 061	1	73	182	482	**24 799**
Parfumerie et produits d'hygiène	85 760	–	–	2 584	1 031	**89 375**
Livres, journaux, papeterie	55 265	221	95	4 047	474	**60 101**
Optique, photographie	24 909	–	–	1 231	31	**26 171**
Vente et réparation de cycles	4 092	–	2 588	105	7	**6 793**
Sports et loisirs	22 737	–	476	410	71	**23 693**
Horlogerie, bijouterie	24 106	–	–	1 164	210	**25 480**
Jeux et jouets	18 752	–	1 020	858	14	**20 643**
Autres produits non alimentaires	53 178	5	4 312	1 369	897	**59 761**
Charbons et combustibles	23 093	35	1 862	655	5 987	**31 633**
Réparation d'articles domestiques	15 758	–	875	216	147	**16 996**
Total autres produits non alimentaires	**751 351**	**268**	**13 807**	**26 062**	**14 540**	**806 028**
Total non alimentaire	**1 274 412**	**270**	**255 506**	**54 092**	**19 610**	**1 603 890**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-5A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Voitures particulières d'occasion	10	–	112 176	18 094	56	**130 336**
Voitures particulières neuves	5	–	178 712	21 511	137	**200 366**
Caravanes, remorques	10	–	5 200	2 080	47	**7 337**
Entretien et réparation automobile	340	–	92 522	388	68	**93 318**
Total automobile	**366**	**–**	**388 610**	**42 073**	**308**	**431 358**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**2 053 741**	**69 947**	**647 648**	**121 482**	**48 700**	**2 941 519**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-5B

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen. non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Pain, pâtisserie	**67 599**	48 701	3 126	14 935	58	–	32	6	741	–
Fruits et légumes	**79 685**	9 666	10 309	51 896	152	–	18	–	7 642	–
Viandes et produits dérivés	**201 135**	51 205	12 904	130 701	590	–	2	314	5 419	–
Poissons, crustacés, coquillages	**55 849**	5 942	6 214	40 004	384	–	–	396	2 909	–
Produits laitiers, œufs	**118 346**	3 564	11 479	99 187	274	–	5	–	3 838	–
Total produits alimentaires frais	**522 614**	**119 079**	**44 031**	**336 723**	**1 458**	**–**	**58**	**716**	**20 549**	**–**
Chocolaterie, confiserie	**35 559**	6 309	1 842	25 213	326	–	919	187	764	–
Vins, liqueurs et apéritifs	**72 622**	3 971	6 910	58 866	190	–	816	983	885	–
Autres boissons	**39 458**	1 873	3 710	31 133	91	–	30	125	2 496	–
Épicerie, produits alimentaires divers	**122 734**	8 203	17 913	88 445	1 030	1 535	576	855	4 176	–
Total autres produits alimentaires	**270 373**	**20 357**	**30 375**	**203 657**	**1 636**	**1 535**	**2 341**	**2 151**	**8 322**	**–**
Tabac et cigarettes	**55 653**	32 678	6 858	52	6	–	16 060	–	–	–
Total alimentaire	**848 641**	**172 114**	**81 264**	**540 431**	**3 100**	**1 535**	**18 458**	**2 866**	**28 871**	**–**
Pneumatiques	**134**	–	3	130	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	**2 791**	1	54	2 618	41	–	77	1	–	
Vente et réparation de motocycles	**11**	–	–	–	–	–	11	–	–	–
Carburants et lubrifiants	**106 215**	16	690	104 317	44	–	1 147	–	–	
Total produits liés à l'automobile	**109 150**	**17**	**747**	**107 065**	**85**	**–**	**1 225**	**1**	**–**	
Produits pharmaceutiques	**150 183**	41	95	5 371	443	143 192	968	73	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	**3 308**	1	–	–	2	3 086	176	42	1	
Total pharmacie	**153 491**	**42**	**95**	**5 371**	**445**	**146 278**	**1 144**	**115**	**1**	**–**
Habillement	**203 353**	3	589	28 100	10 927	18	130 434	22 538	10 741	3
Chaussures	**44 364**	–	81	4 328	427	–	37 716	654	1 062	95
Maroquinerie, articles de voyage	**12 704**	5	29	1 772	1 759	–	8 145	422	526	46
Total équipement de la personne	**260 420**	**8**	**699**	**34 200**	**13 113**	**18**	**176 296**	**23 613**	**12 330**	**144**
Meubles, literie	**75 879**	–	63	2 915	1 810	–	64 859	6 020	202	10
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	**36 731**	27	223	9 697	2 074	–	20 355	947	3 135	273
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	**128 906**	19	818	40 166	2 414	–	77 775	4 911	1 234	1 568
Micro-informatique et téléphones	**16 101**	42	89	4 440	188	–	11 255	87	–	–
Produits d'entretien ménager	**28 390**	26	2 749	21 898	72	240	1 828	1	1 562	12
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	**30 219**	1	419	8 069	1 665	–	14 107	4 377	1 580	–
Revêtements sols et murs	**10 537**	–	10	1	120	–	10 217	50	140	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	**72 884**	2	253	7 911	1 318	–	61 294	946	1 020	140
Plantes, fleurs et graines	**24 062**	33	29	197	81	–	22 768	440	513	–
Parfumerie et produits d'hygiène	**85 760**	174	3 101	46 235	4 320	8 910	20 144	1 602	1 275	–
Livres, journaux, papeterie	**55 486**	808	490	3 793	890	–	46 391	2 073	1 042	–
Optique, photographie	**24 909**	1	49	2 083	241	1	22 313	199	–	22
Vente et réparation de cycles	**4 092**	–	17	1 089	111	–	2 709	151	–	16
Sports et loisirs	**22 737**	3	31	1 035	484	–	20 123	921	97	43
Horlogerie, bijouterie	**24 106**	2	44	1 620	715	–	19 319	1 725	483	199
Jeux et jouets	**18 752**	24	140	6 259	1 084	–	10 551	460	235	–
Autres produits non alimentaires	**53 183**	335	446	13 311	1 192	–	35 640	1 069	1 185	4
Charbons et combustibles	**23 129**	82	264	2 012	10	–	20 761	–	–	–
Réparation d'articles domestiques	**15 758**	–	1	39	2	16	5 183	14	11	10 493
Total autres produits non alimentaires	**751 619**	**1 577**	**9 237**	**172 770**	**18 789**	**9 166**	**487 591**	**25 993**	**13 714**	**12 781**
Total non alimentaire	**1 274 682**	**1 644**	**10 778**	**319 406**	**32 432**	**155 462**	**666 266**	**49 723**	**26 044**	**12 925**

TABLEAU M.01-5B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimen. tation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen- non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Voitures particulières d'occasion	**10**	–	–	–	–	–	10	–	–	–
Voitures particulières neuves	**5**	–	–	–	–	–	5	–	–	–
Caravanes, remorques	**10**	–	–	–	–	–	10	–	–	–
Entretien et réparation automobile	**340**	–	7	326		–	7	–	–	–
Total automobile	**366**	–	**7**	**326**		–	**33**	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**2 123 689**	**173 759**	**92 049**	**860 164**	**35 532**	**156 997**	**684 757**	**52 590**	**54 915**	**12 925**
Passage des commissions aux ventes	**58 423**	23 547	2 447	207	105	–	31 968	134	9	7
Activités hors commerce de détail	**126 244**	6 981	1 484	64 024	1 770	1 073	47 539	1 659	1 085	629
Chiffre d'affaires des secteurs	**2 191 510**	**157 192**	**91 086**	**923 981**	**37 198**	**158 070**	**700 329**	**54 114**	**55 992**	**13 548**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Pain, pâtisserie	–	–	–	–	–	–	6	–	–	–	–
Fruits et légumes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Viandes et produits dérivés	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total produits alimentaires frais	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**
Chocolaterie, confiserie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
Vins, liqueurs et apéritifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres boissons	1	–	–	–	–	–	–	–	15	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	89	–	–	–	–	–	–	2	43	–	–
Total autres produits alimentaires	**91**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**58**	**–**	**3**
Tabac et cigarettes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total alimentaire	**96**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**2**	**58**	**–**	**3**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	17	60	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	3	–	–	30	65	–	–
Total produits liés à l'automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**3**	**–**	**–**	**46**	**126**	**–**	**–**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	111 291	892	74	–	28	48	532	3	33	–	60
Chaussures	1 410	29 196	12	–	–	–	49	1	2	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	692	287	5 842	32	21	–	55	7	–	–	–
Total équipement de la personne	**113 393**	**30 375**	**5 927**	**32**	**50**	**48**	**635**	**12**	**35**	**–**	**60**
Meubles, literie	285	–	1	55 227	4 392	3 846	64	77	530	37	61
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	104	–	4	2 219	9 066	828	41	964	2 979	129	–
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	79	–	–	8 422	162	59 838	8	642	6 292	–	–
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	55	–	3 882	–	17	16	–	112
Produits d'entretien ménager	–	4	–	–	–	29	–	835	412	–	–
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	2 176	60	2	652	1 851	145	8 391	66	101	353	–
Revêtements sols et murs	19	–	–	55	17	1	9	501	4 504	5 104	907
Quincaillerie, bricolage, peinture	23	22	–	111	152	131	5	14 788	43 460	913	18 966
Plantes, fleurs et graines	1	–	–	–	18	5	–	72	3 519	–	–
Parfumerie et produits d'hygiène	658	–	110	–	29	–	–	2	21	–	3
Livres, journaux, papeterie	44	–	3	–	15	1 893	1	420	86	–	–
Optique, photographie	7	–	–	–	14	897	–	11	11	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	22
Sports et loisirs	80	–	–	–	47	–	–	45	19	–	–
Horlogerie, bijouterie	40	–	57	–	49	13	–	49	3	–	4
Jeux et jouets	727	–	–	40	90	–	–	28	73	–	1 893
Autres produits non alimentaires	656	17	49	34	232	313	34	222	130	40	197
Charbons et combustibles	–	–	–	–	8	11	–	208	242	–	–
Réparation d'articles domestiques	51	431	4	87	29	2 918	3	90	23	–	–
Total autres produits non alimentaires	**4 951**	**534**	**230**	**66 902**	**16 171**	**74 747**	**8 557**	**19 037**	**62 423**	**6 575**	**22 165**
Total non alimentaire	**118 344**	**30 909**	**6 157**	**66 934**	**16 223**	**74 795**	**9 192**	**19 095**	**62 583**	**6 575**	**22 225**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–				–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	5	–	–
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**–**	**–**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**118 440**	**30 909**	**6 157**	**66 934**	**16 223**	**74 795**	**9 198**	**19 097**	**62 646**	**6 575**	**22 227**
Passage des commissions aux ventes	–	–	–	– 2 037	– 44	– 2 787	–	– 63	–	–	–
Activités hors commerce de détail	10 992	1 632	256	3 055	673	3 390	484	2 113	2 949	203	1 292
Chiffre d'affaires des secteurs	**129 432**	**32 541**	**6 414**	**67 952**	**16 853**	**75 398**	**9 682**	**21 146**	**65 595**	**6 778**	**23 520**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport					Autres magasins spécialisés		
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Pain, pâtisserie	–	26	–	–	–	–	–	–
Fruits et légumes	–	–	–	–	–	–	–	17
Viandes et produits dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	–	–	–	–	–	3	–	–
Total produits alimentaires frais	**–**	**26**	**–**	**–**	**–**	**3**	**–**	**17**
Chocolaterie, confiserie	–	829	–	3	–	85	–	–
Vins, liqueurs et apéritifs	13	–	–	–	–	803	–	–
Autres boissons	–	–	–	10	–	3	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	67	211	–	23	–	141	–	–
Total autres produits alimentaires	**81**	**1 040**	**–**	**36**	**–**	**1 032**	**–**	**–**
Tabac et cigarettes	65	14 386	–	–	–	1 609	–	–
Total alimentaire	**145**	**15 451**	**–**	**36**	**–**	**2 643**	**–**	**17**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	11	–	–	–	959
Carburants et lubrifiants	–	85	–	5	–	1	–	–
Total produits liés à l'automobile	**–**	**85**	**–**	**15**	**–**	**1**	**–**	**959**
Produits pharmaceutiques	968	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	2	–	174	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**970**	**–**	**174**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	90	9	–	14 352	34	2 409	580	–
Chaussures	–	3	–	6 970	–	73	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	169	38	6	–	154	843	–	–
Total équipement de la personne	**259**	**50**	**6**	**21 322**	**188**	**3 325**	**580**	**–**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	104	289	8
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	–	11	–	131	–	856	2 955	6
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	1 423	131	–	–	768	10	–
Micro-informatique et téléphones	–	119	206	–	–	6 960	–	1
Produits d'entretien ménager	426	–	3	–	–	5	–	–
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	17	–	–	–	293	–	–
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	6	–	309
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	53	–	62	–	357	–	57
Plantes, fleurs et graines	–	–	–	–	–	130	–	–
Parfumerie et produits d'hygiène	17 591	68	5	–	3	1 657	–	–
Livres, journaux, papeterie	4	41 727	68	50	–	1 475	603	–
Optique, photographie	22	30	20 871	18	14	418	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	2 693	–	13	–	14
Sports et loisirs	–	26	–	19 540	1	331	–	–
Horlogerie, bijouterie	119	–	–	–	17 796	1 144	48	–
Jeux et jouets	14	677	3	26	3	8 866	–	1
Autres produits non alimentaires	55	967	105	22	281	21 443	9 147	20 063
Charbons et combustibles	–	33	–	–	–	–	–	–
Réparation d'articles domestiques	–	2	13	507	807	216	2	
Total autres produits non alimentaires	**18 231**	**45 154**	**21 407**	**23 049**	**18 904**	**45 043**	**13 054**	**20 458**
Total non alimentaire	**19 460**	**45 288**	**21 586**	**44 387**	**19 092**	**48 369**	**13 634**	**21 417**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	10
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	5
Caravanes, remorques	–	–	–	8	–	–	–	2
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	2
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**8**	**–**	**–**	**–**	**20**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**19 605**	**60 740**	**21 586**	**44 432**	**19 092**	**51 013**	**13 634**	**21 455**
Passage des commissions aux ventes	– 2	– 26 519	–	–	–	– 378	–	– 138
Activités hors commerce de détail	2 176	3 788	667	4 932	222	2 662	730	5 324
Chiffre d'affaires des secteurs	**21 779**	**38 009**	**22 253**	**49 363**	**19 314**	**53 296**	**14 364**	**26 640**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7A

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	Total détail alimentaire en maga. spécialisé ou petite surface et artisanat
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Pain, pâtisserie	48 322	89	11	3	1	32	241	3	3 126	**51 828**
Fruits et légumes	29	174	8 838	65	25	20	516	–	10 309	**19 976**
Viandes et produits dérivés	371	50 381	26	3	87	11	326	–	12 904	**64 109**
Poissons, crustacés, coquillages	4	54	17	5 560	–	2	305	–	6 214	**12 156**
Produits laitiers, œufs	343	233	310	10	2 288	21	359	–	11 479	**15 043**
Total produits alimentaires frais	**49 068**	**50 931**	**9 202**	**5 640**	**2 401**	**86**	**1 748**	**3**	**44 031**	**163 111**
Chocolaterie, confiserie	5 816	2	2	–	5	8	412	64	1 842	**8 151**
Vins, liqueurs et apéritifs	4	118	114	7	146	3 479	99	3	6 910	**10 881**
Autres boissons	362	64	76	–	37	1 212	122	1	3 710	**5 584**
Épicerie, produits alimentaires divers	2 899	799	223	5	202	145	3 916	15	17 913	**26 117**
Total autres produits alimentaires	**9 081**	**984**	**415**	**13**	**391**	**4 844**	**4 548**	**83**	**30 375**	**50 732**
Tabac et cigarettes	1 936	–	–	–	–	5 326	6	25 410	6 858	**39 536**
Total alimentaire	**60 085**	**51 915**	**9 616**	**5 653**	**2 792**	**10 256**	**6 302**	**25 495**	**81 264**	**253 379**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	3	**3**
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	1	–	54	**54**
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**
Carburants et lubrifiants	1	3	–	–	–	–	12	–	690	**706**
Total produits liés à l'automobile	**1**	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13**	**–**	**747**	**764**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	41	–	95	**136**
Matériels médicaux et orthopédiques	–	1	–	–	–	–	–	–	–	**1**
Total pharmacie	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**41**	**–**	**95**	**137**
Habillement	–	–	–	–	–	–	3	–	589	**592**
Chaussures	–	–	–	–	–	–	–	–	81	**81**
Maroquinerie, articles de voyage	–	–	–	–	–	1	–	3	29	**34**
Total équipement de la personne	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**3**	**3**	**699**	**707**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	–	–	–	63	**63**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	4	–	–	–	–	–	19	4	223	**250**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	5	–	–	–	–	–	14	818	**837**
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	–	–	–	–	42	89	**131**
Produits d'entretien ménager	2	10	6	–	–	2	7		2 749	**2 776**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	–	–	–	–	–	–	1	419	**420**
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	–	–	–	10	**10**
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	1	–	–	–	–	–	1	253	**255**
Plantes, fleurs et graines	1	–	5	–	–	–	27		29	**63**
Parfumerie et produits d'hygiène	–	1	7	–	–	6	154	6	3 101	**3 274**
Livres, journaux, papeterie	222	–	–	–	1	18	3	564	490	**1 298**
Optique, photographie	–	–	–	–	–	–	–	1	49	**50**
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	17	**17**
Sports et loisirs	–	–	–	–	–	–	–	3	31	**34**
Horlogerie, bijouterie	–	–	–	–	–	–	–	2	44	**45**
Jeux et jouets	–	–	–	–	–	–	–	24	140	**163**
Autres produits non alimentaires	12	3	1	–	–	2	162	155	446	**781**
Charbons et combustibles	35	1	–	–	1	41	2	1	264	**346**
Réparation d'articles domestiques	–	–	–	–	–	–	–	–	1	**1**
Total autres produits non alimentaires	**275**	**21**	**19**	**–**	**2**	**69**	**374**	**817**	**9 237**	**10 815**
Total non alimentaire	**277**	**25**	**19**	**–**	**2**	**70**	**431**	**821**	**10 778**	**12 422**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-7A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés et artisanat	Total détail alimentaire en maga. spécialisé ou petite surface
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	7	7
Total automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	7	7
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**60 362**	**51 940**	**9 635**	**5 653**	**2 794**	**10 326**	**6 733**	**26 316**	**92 049**	**265 807**
Passage des commissions aux ventes	– 833	–	–	–	– 1	– 2 378	– 41	– 20 294	– 2 447	**– 25 994**
Activités hors commerce de détail	3 507	1 261	107	496	57	687	741	125	1 484	**8 464**
Chiffre d'affaires des secteurs	**63 035**	**53 200**	**9 742**	**6 150**	**2 850**	**8 635**	**7 432**	**6 147**	**91 086**	**248 278**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7B

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		Total ventes au détail commerce aliment. générale
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Pain, pâtisserie	7 437	7 154	343	59	3 067	18 061
Fruits et légumes	26 722	24 381	794	2 217	8 092	62 206
Viandes et produits dérivés	64 556	64 211	1 933	2 938	9 966	143 605
Poissons, crustacés, coquillages	23 715	15 720	569	3 390	2 824	46 218
Produits laitiers, œufs	59 709	38 156	1 322	2 554	8 924	110 665
Total produits alimentaires frais	**182 139**	**149 623**	**4 961**	**11 159**	**32 873**	380 754
Chocolaterie, confiserie	13 017	11 819	378	4	1 837	27 054
Vins, liqueurs et apéritifs	32 570	25 496	800	110	6 800	65 776
Autres boissons	17 226	13 484	423	117	3 593	34 843
Épicerie, produits alimentaires divers	47 270	39 935	1 240	337	17 577	106 358
Total autres produits alimentaires	**110 082**	**90 733**	**2 841**	**568**	**29 807**	234 032
Tabac et cigarettes	–	52	–	–	6 858	6 909
Total alimentaire	**292 222**	**240 407**	**7 802**	**11 727**	**69 538**	621 696
Pneumatiques	121	9		–	3	133
Pièces détachées et équipements automobiles	2 362	251	5	–	54	2 672
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	48 282	55 878	157	–	690	105 007
Total produits liés à l'automobile	**50 765**	**56 138**	**163**	**–**	**747**	107 812
Produits pharmaceutiques	3 080	2 154	137	–	95	5 466
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**3 080**	**2 154**	**137**	**–**	**95**	5 466
Habillement	20 113	6 440	1 547	–	589	28 689
Chaussures	3 206	967	156	–	81	4 410
Maroquinerie, articles de voyage	1 157	460	155	–	29	1 800
Total équipement de la personne	**24 475**	**7 867**	**1 858**	**–**	**699**	34 899
Meubles, literie	2 663	248	5	–	63	2 978
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	6 543	3 003	151	12	211	9 920
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	35 495	4 325	347	1	817	40 985
Micro-informatique et téléphones	4 083	346	11	–	89	4 529
Produits d'entretien ménager	14 585	6 970	343	128	2 621	24 647
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	6 619	1 326	125	–	419	8 488
Revêtements sols et murs	–	1	–	–	10	11
Quincaillerie, bricolage, peinture	5 340	2 445	126	–	253	8 163
Plantes, fleurs et graines	93	102	1	–	29	226
Parfumerie et produits d'hygiène	26 487	18 574	1 174	–	3 101	49 336
Livres, journaux, papeterie	2 864	838	91	–	490	4 283
Optique, photographie	1 809	259	15	–	49	2 132
Vente et réparation de cycles	875	194	20	–	17	1 105
Sports et loisirs	784	139	112	–	31	1 066
Horlogerie, bijouterie	1 323	291	6	–	44	1 664
Jeux et jouets	4 877	1 257	125	2	138	6 399
Autres produits non alimentaires	10 302	2 915	94	–	446	13 757
Charbons et combustibles	120	1 875	18	–	264	2 276
Réparation d'articles domestiques	29	5	4	–	1	40
Total autres produits non alimentaires	**124 890**	**45 112**	**2 768**	**143**	**9 094**	182 007
Total non alimentaire	**203 210**	**111 271**	**4 925**	**143**	**10 635**	330 184

TABLEAU M.01-7B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce aliment. générale**
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	262	63	1	–	7	333
Total automobile	**262**	**63**	1	**–**	**7**	**333**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**495 694**	**351 742**	**12 728**	**11 870**	**80 179**	**952 213**
Passage des commissions aux ventes	– 54	– 149	– 4	–	– 2 447	**– 2 654**
Activités hors commerce de détail	42 989	20 548	488	217	1 267	**65 508**
Chiffre d'affaires des secteurs	**538 629**	**372 140**	**13 212**	**12 087**	**78 999**	**1 015 067**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-8

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1997

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)		**101 014**	**940 899**	**887 538**	**82 809**	**2 408 613,8**	**299 751,8**	**21,6**	**24 429,7**
Produits agricoles bruts		**7 824**	**58 667**	**52 584**	**7 348**	**307 704,1**	**18 355,9**	**12,1**	**3 335,7**
Céréales, aliments pour le bétail	512A	2 894	38 147	35 175	4 006	207 313,4	12 972,1	13,8	2 688,6
Fleurs et plantes	512C	890	4 603	4 301	758	6 659,9	1 098,9	27,3	71,5
Animaux vivants	512E	3 634	14 223	11 695	2 342	86 638,2	3 973,6	7,8	509,0
Cuirs et peaux	512G	335	1 367	1 073	106	5 085,1	383,4	13,0	20,0
Tabac non manufacturé	512J	71	327	340	136	2 007,5	– 72,2	– 3,7	46,5
Produits alimentaires frais		**7 640**	**89 119**	**76 475**	**9 850**	**253 181,3**	**20 844,2**	**16,4**	**1 811,8**
Fruits et légumes	513A	3 727	49 259	38 197	5 853	88 244,2	9 907,3	20,8	859,0
Viandes de boucherie	513C	733	7 310	7 270	820	29 056,4	2 285,6	14,2	169,2
Produits à base de viande	513D	502	4 495	4 253	348	8 865,8	1 083,2	24,8	90,7
Volailles et gibiers	513E	534	3 062	2 920	392	14 901,6	845,7	11,7	54,9
Produits laitiers, œufs, huiles	513G	1 122	16 380	15 347	1 379	90 719,0	4 303,7	11,5	423,0
Poissons, crustacés, mollusques	513S	1 022	8 613	8 488	1 058	21 394,3	2 418,6	18,8	215,0
Autres produits alimentaires		**9 648**	**103 415**	**98 843**	**10 570**	**342 663,1**	**34 998,8**	**19,4**	**3 031,0**
Boissons	513J	4 469	41 807	38 664	3 665	109 582,4	16 565,6	27,9	1 494,0
Commerce de gros de tabac	513L	12	79	72	5	284,7	58,6	25,7	1,8
Sucre, chocolat, confiserie	513N	327	4 404	4 398	386	25 067,7	1 697,2	15,7	26,7
Café, thé, cacao, épices	513Q	416	2 590	2 400	470	11 524,0	819,2	17,6	82,2
Alimentaire spécialisé divers	513T	3 071	18 284	18 283	3 243	55 160,4	4 947,1	23,8	380,6
Produits surgelés	513V	501	9 559	9 511	493	28 797,8	2 652,8	18,8	233,0
Alimentaires non spécialisés	513W	852	26 692	25 515	2 308	112 246,1	8 258,4	10,1	812,6
Autres biens de consommation non alimentaire		**25 055**	**165 425**	**153 296**	**19 222**	**318 305,9**	**53 126,6**	**31,6**	**2 825,0**
Textiles	514A	2 022	10 458	10 492	1 670	21 040,1	3 341,0	27,6	119,9
Habillement	514C	4 852	32 175	29 501	4 831	58 528,8	9 648,6	30,7	593,2
Chaussures	514D	507	3 375	3 198	331	9 155,1	1 130,7	23,3	65,6
Appareils électroménagers, radio-télévision	514F	1 614	15 581	14 995	1 103	51 299,6	5 567,8	21,4	246,3
Vaisselle et verrerie de ménage	514H	377	4 110	3 802	428	6 121,0	1 097,7	32,3	66,9
Aménagement de l'habitat	514J	1 126	10 406	10 065	735	13 635,5	3 029,9	40,0	160,8
Parfumerie, produits de beauté	514L	1 531	10 100	10 094	1 282	25 172,0	5 052,2	47,2	273,0
Papeterie	514Q	1 423	14 836	12 994	1 358	18 633,0	3 903,6	36,5	184,5
Jouets	514R	431	5 356	4 711	704	12 326,7	1 965,8	37,2	67,4
Autres biens de consommation	514S	11 172	59 028	53 444	6 780	102 394,1	18 389,4	32,1	1 047,3
Produits pharmaceutiques	**514N**	**2 635**	**37 724**	**37 785**	**5 086**	**138 549,3**	**14 195,5**	**15,9**	**1 446,9**
Combustibles	**515A**	**600**	**14 505**	**13 548**	**805**	**132 647,2**	**6 218,7**	**13,1**	**1 235,7**
Aménagement de l'habitat		**9 887**	**124 354**	**122 208**	**8 229**	**193 949,3**	**35 206,6**	**28,1**	**3 270,1**
Bois et produits dérivés	515E	2 015	15 446	14 682	1 119	28 646,0	4 309,2	24,4	373,7
Matériaux de construction, appareils sanitaires	515F	5 352	66 742	65 894	4 814	102 877,6	18 410,6	28,1	2 154,3
Quincaillerie	515H	1 555	24 170	23 931	1 355	34 008,5	6 822,0	31,0	431,1
Fournitures de plomberie, chauffage	515J	965	17 996	17 701	941	28 417,2	5 664,8	28,2	311,1
Autres produits intermédiaires		**4 743**	**62 719**	**60 220**	**3 526**	**218 433,5**	**25 390,8**	**20,2**	**1 952,4**
Minerais et métaux	515C	959	21 332	20 578	733	66 910,1	7 387,5	20,2	866,0
Produits chimiques	515L	2 295	28 607	27 407	2 003	109 432,2	13 043,6	19,9	778,9
Autres produits intermédiaires	515N	1 489	12 780	12 235	790	42 091,2	4 959,7	20,6	307,5

N.B- Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-8 (suite et fin)

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1997

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont* : temps partiel (1)				
Autres équipements industriels		**22 946**	**209 285**	**199 959**	**12 700**	**345 261,1**	**67 119,1**	**28,0**	**4 006,1**
Machines outils	516A	882	7 521	5 938	362	11 494,0	2 464,3	31,0	80,2
Équipements pour la construction	516C	1 693	13 506	12 590	772	24 348,2	4 272,6	25,3	380,1
Machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	144	1 093	1 057	120	1 671,1	342,7	28,7	13,9
Maréríel électrique et électronique	516J	4 367	50 473	49 046	2 705	109 293,8	18 150,6	24,6	1 522,8
Fournitures, équipements industriels divers	516K	8 852	81 055	78 895	4 706	115 372,3	26 655,3	33,3	1 347,2
Fournitures, équipements du tertiaire	516L	3 701	22 273	20 251	2 124	24 033,6	5 964,8	37,9	244,7
Matériel agricole	516N	3 307	33 364	32 182	1 911	59 048,1	9 268,6	20,5	417,2
Machines de bureau, matériel informatique	**516G**	**7 706**	**70 755**	**69 759**	**5 033**	**148 810,0**	**23 521,3**	**19,3**	**1 455,9**
Autres commerces de gros	**517Z**	**2 330**	**4 931**	**2 861**	**440**	**9 109,1**	**774,3**	**16,5**	**59,1**
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE		**29 125**	**85 154**	**70 455**	**9 051**	**335 112,7**	**42 570,2**	**13,1**	**1 718,4**
Centrales d'achats		**960**	**18 615**	**17 519**	**1 070**	**238 173,6**	**18 210,7**	**4,1**	**548,9**
Produits alimentaires	511P	262	8 732	8 141	337	143 034,6	5 573,0	3,7	405,1
Produits non alimentaires	511U	698	9 883	9 378	733	95 139,0	12 637,7	4,9	143,8
Autres intermédiaires		**28 165**	**66 539**	**52 936**	**7 981**	**96 939,1**	**24 359,5**	**57,7**	**1 169,6**
Produits agricoles bruts	511A	595	1 623	1 609	492	4 686,0	723,2	75,6	21,8
Combustibles, métaux, minéraux, chimie	511C	461	3 734	3 321	208	7 087,5	1 873,5	45,1	444,1
Bois, matériaux de construction	511E	1 643	4 133	3 445	382	2 534,7	1 192,7	68,7	36,8
Équipement industriel, navire, avion	511G	1 900	7 864	7 195	581	9 964,2	4 614,8	66,4	164,5
Meuble, article ménager, quincaillerie	511J	1 010	1 748	1 778	319	1 200,8	629,8	63,7	19,0
Textile, habillement, chaussures, cuir	511L	2 212	4 676	4 812	839	4 033,3	1 598,5	63,3	49,5
Produits alimentaires non périssables	511N	3 048	8 322	7 433	1 914	13 093,0	2 888,7	44,0	75,6
Autres spécialisés	511R	11 543	23 357	16 078	2 002	40 414,3	7 250,8	58,7	255,4
Non spécialisés	511T	5 753	11 082	7 265	1 244	13 925,2	3 587,5	60,3	102,9

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-9

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE DE DÉTAIL		**369 654**	**1 689 676**	**1 555 357**	**556 870**	**1 799 126,1**	**366 152,2**	**42,6**	**41 636,5**
Produits surgelés									
Produits surgelés	521A	**234**	**11 570**	**11 797**	**1 521**	**10 670,8**	**2 626,3**	**40,2**	**275,6**
Alimentation générale de petites surfaces et supérettes		**17 915**	**42 758**	**31 359**	**11 616**	**40 627,5**	**7 007,1**	**24,4**	**540,7**
Alimentation générale	521B	14 884	24 968	13 360	4 975	18 889,6	3 681,7	27,8	237,9
Supérettes	521C	3 031	17 790	17 999	6 641	21 737,9	3 325,4	21,5	302,8
Grande surface alimentaire		**4 858**	**426 932**	**468 030**	**163 857**	**793 431,8**	**99 223,6**	**16,6**	**20 179,5**
Supermarchés	521D	4 217	164 393	185 928	69 203	307 454,4	35 432,0	15,8	8 467,5
Magasins populaires	521E	53	15 858	17 263	3 159	23 633,0	3 170,5	20,8	257,8
Hypermarchés	521F	588	246 681	264 839	91 495	462 344,4	60 621,1	17,0	11 454,2
Non spécialisé et non alimentaire		**853**	**33 189**	**28 895**	**10 561**	**29 296,3**	**6 199,4**	**38,0**	**989,9**
Grands magasins	521H	22	27 585	23 431	9 314	22 962,8	5 007,1	39,1	849,6
Autres commerces non spécialisés	521J	831	5 604	5 464	1 247	6 333,5	1 192,3	34,2	140,3
Alimentaire spécialisé hors tabac		**38 030**	**98 489**	**75 075**	**26 112**	**69 718,1**	**18 123,2**	**34,5**	**1 105,1**
Fruits et légumes	522A	4 883	13 151	10 400	3 943	10 184,2	2 177,0	29,6	114,6
Viande, produits à base de viande	522C	18 566	52 933	40 502	13 694	36 095,8	10 080,0	36,4	690,0
Poissons, crustacés, mollusques	522E	2 708	7 067	5 754	2 000	5 309,3	1 318,4	32,6	72,9
Pain, pâtisserie, confiserie	522G	2 987	5 807	4 242	1 861	2 495,8	857,1	44,1	40,2
Boissons	522J	3 444	7 832	5 850	1 521	7 262,4	1 617,9	31,3	95,9
Produits laitiers	522N	1 287	2 561	1 807	671	1 970,8	459,3	31,5	17,4
Alimentaires spécialisés divers	522P	4 155	9 138	6 520	2 422	6 399,8	1 613,5	33,9	74,1
Tabac (sauf café-tabac)	522L	**6 875**	**12 986**	**6 097**	**3 362**	**7 474,1**	**2 908,8**	**47,8**	**205,5**
Pharmacies et articles médicaux		**23 337**	**112 671**	**110 941**	**60 946**	**144 400,5**	**38 461,5**	**30,8**	**1 294,7**
Produits pharmaceutiques	523A	22 424	109 075	107 570	60 008	141 690,2	37 539,3	30,6	1 214,0
Articles médicaux et orthopédiques	523C	913	3 596	3 371	938	2 710,3	922,2	42,1	80,7
Habillement et articles en cuir		**43 122**	**163 921**	**153 547**	**59 905**	**132 784,7**	**33 141,9**	**41,7**	**4 273,1**
Habillement	524C	35 337	129 607	123 106	48 758	102 238,4	26 104,8	42,9	3 116,3
Chaussure	524E	5 796	28 469	25 534	9 447	25 675,6	5 523,7	36,1	1 037,5
Maroquinerie et articles de voyage	524F	1 989	5 845	4 907	1 700	4 870,7	1 513,4	46,1	119,3
Équipement du foyer		**20 528**	**116 711**	**114 915**	**25 578**	**122 470,8**	**26 848,1**	**35,4**	**3 569,4**
Meubles	524H	6 611	51 596	53 769	10 774	56 621,9	13 002,2	38,1	2 395,9
Équipement du foyer	524J	5 685	15 273	12 435	3 363	11 148,8	3 038,2	44,6	251,8
Électroménager, radio-télévision	524L	8 232	49 842	48 711	11 441	54 700,1	10 807,7	30,6	921,7
Aménagement de l'habitat		**26 882**	**118 377**	**107 742**	**28 423**	**97 495,7**	**25 132,2**	**37,4**	**1 662,9**
Textiles	524A	4 987	11 698	8 922	3 099	6 595,2	1 929,0	42,8	64,1
Quincaillerie	524N	6 522	17 641	14 042	3 522	12 427,8	3 071,2	37,8	138,6
Bricolage	524P	1 798	49 400	52 050	10 689	53 722,1	12 680,5	33,7	1 061,7
Revêtements de sol et murs	524U	879	4 381	3 989	740	3 849,3	1 194,2	50,2	93,2
Fleurs, plantes	524X	12 696	35 257	28 739	10 373	20 901,3	6 257,3	42,5	305,3
Hygiène, culture, loisirs, sports		**32 030**	**119 780**	**112 883**	**39 341**	**98 762,6**	**27 067,3**	**39,8**	**2 108,0**
Parfumerie, produits de beauté	523E	3 705	18 191	18 659	6 414	17 217,8	4 148,4	34,4	341,9
Livres, journaux, papeterie	524R	14 397	40 076	30 817	10 992	28 331,7	8 184,5	39,5	485,5
Optique, photographie	524T	5 748	22 614	22 562	6 040	16 913,0	6 504,7	55,5	365,2
Articles de sport et de loisir	524W	8 180	38 899	40 845	15 895	36 300,1	8 229,7	35,4	915,4
Autres commerces spécialisés non alimentaires		**37 358**	**95 665**	**76 073**	**22 394**	**91 673,8**	**20 328,2**	**33,6**	**1 286,0**
Horlogerie, bijouterie	524V	5 310	16 862	15 171	4 197	13 679,3	4 251,8	45,8	248,1
Charbons et combustibles	524Y	2 255	11 162	10 235	1 837	24 676,5	4 491,0	23,3	191,9
Autres spécialisés	524Z	17 724	48 077	40 975	13 027	42 083,2	8 394,4	31,8	624,3
Biens d'occasion	525Z	12 069	19 564	9 692	3 333	11 234,8	3 191,0	47,7	221,7

N.B— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-9 (suite et fin)

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
Vente par correspondance		**1 177**	**24 438**	**23 377**	**5 004**	**45 541,2**	**5 814,5**	**45,0**	**303,2**
Sur catalogue général	526A	128	13 003	12 198	3 324	24 737,9	2 875,0	39,2	94,8
Sur catalogue spécialisé	526B	1 049	11 435	11 179	1 680	20 803,3	2 939,5	51,5	208,4
Commerces de détail hors magasin		**52 432**	**88 220**	**47 419**	**20 593**	**39 236,3**	**12 955,4**	**46,0**	**888,5**
Alimentaire sur marchés	526D	18 813	29 624	14 928	7 322	15 889,8	4 610,7	36,2	323,0
Non alimentaire sur marchés	526E	29 065	34 482	7 062	3 734	10 115,4	3 268,9	44,5	161,4
Vente à domicile	526G	2 857	16 337	18 340	8 743	7 410,3	2 936,1	60,9	73,2
Vente par automate	526H	1 697	7 777	7 089	794	5 820,8	2 139,7	57,4	330,9
Réparation domestique		**14 966**	**30 837**	**19 556**	**3 993**	**9 124,4**	**5 121,7**	**74,2**	**188,4**
Chaussures	527A	3 723	4 840	1 627	376	928,1	589,7	86,2	19,3
Matériel électronique grand public	527C	3 664	8 036	5 349	766	2 688,5	1 401,2	69,3	52,9
Appareils électriques domestiques	527D	2 459	8 090	6 704	1 185	2 771,6	1 483,5	65,6	38,1
Montres, horloges, bijoux	527F	767	1 553	917	146	448,2	283,9	81,0	8,0
Autres articles domestiques	527H	4 353	8 318	4 959	1 520	2 288,0	1 363,4	81,9	70,1
Charcuteries artisanales	151F	**9 358**	**32 132**	**26 793**	**10 672**	**14 956,0**	**5 708,5**	**53,0**	**458,2**
Boulangeries, pâtisseries		**39 699**	**161 000**	**140 858**	**62 992**	**51 461,5**	**29 484,5**	**86,5**	**2 307,8**
Cuisson de produits de boulangerie	158B	2 471	9 020	8 075	3 365	3 253,8	1 448,0	77,7	102,6
Boulangeries, boulangeries-pâtisseries	158C	31 806	128 843	112 757	50 370	41 376,2	24 262,2	87,7	2 010,0
Pâtisserie	158D	5 422	23 137	20 026	9 257	6 831,5	3 774,3	82,5	195,2

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-10

Commerce et réparation de l'automobile

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (1)				
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE		**70 322**	**425 914**	**396 101**	**63 374**	**700 257,7**	**103 715,5**	**29,1**	**7 982,5**
Commerce de véhicules automobiles	501Z	22 850	213 995	206 811	26 266	522 115,5	58 132,6	14,7	5 184,1
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502Z	30 852	106 183	87 310	21 500	55 423,8	20 263,8	51,5	1 126,3
Commerce de gros, équipements automobiles	503A	2 257	37 392	36 915	2 114	53 008,3	11 116,6	29,9	768,8
Commerce de détail, équipements automobiles	503B	4 112	28 109	26 608	3 131	21 420,9	6 279,7	39,2	431,0
Commerce et réparation de motocycles	504Z	4 020	13 790	11 891	3 427	21 306,7	2 984,1	21,9	235,4
Commerce de détail de carburants	505Z	6 231	26 445	26 566	6 936	26 982,5	4 938,7	25,1	236,9

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

Chapitre M.02

Services aux entreprises

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises.
3. Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux entreprises.
5. Investissements des secteurs du crédit-bail.
6. Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.
7. Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement.
8. Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après une excellente année 1998 (+ 6,2 %), les services aux entreprises accélèrent le rythme : leur production augmente en volume de 7,6 % en 1999. Les progressions les plus fortes concernent les services informatiques (+ 13,5 %), les télécommunications (+ 11,0 %), la location sans opérateur (+ 10,6 %) et la sélection et fourniture de personnel (+ 9,9 %).

L'année 1999 est fructueuse pour les activités de conseils et assistance. Leur progression de 6,9 % de la production en volume est la meilleure depuis 10 ans.

Les services informatiques augmentent de 13,5 % et, comme les années précédentes, ce sont plus particulièrement les services de conseils en systèmes informatiques (+ 13,8 %) et la réalisation de logiciels (+ 17,7 %) qui dynamisent ce marché.

Les postes et télécommunications continuent de progresser très fortement (+ 8,6 % en 1998 et + 8,9 % en 1999). Les télécommunications (+ 11,0 %) contribuent largement à cette forte augmentation. L'année 1999 est aussi celle de l'expansion de la téléphonie mobile, d'internet et des activités internationales. En effet, le nombre de clients de la téléphonie mobile augmente de 84 % au cours de l'année.

Les services opérationnels atteignent en 1999 une année record, leur production augmentant de + 8,9 %. Pourtant le travail temporaire, jusque là principal moteur de ces activités, ralentit sa croissance : + 9,9 % en 1999, après + 19,4 % en 1998. En fin d'année, la reprise est dynamique (+ 20 % du volume de travail par rapport au premier semestre). Mais la plus importante contribution à cette croissance des services opérationnels provient des services de location sans opérateur (+ 10,6 %) dont, en particulier, la location de véhicules (+ 13,9 %). La production des services d'enlèvement et traitement des ordures ménagères augmente de 8,9 %.

Les services d'ingénierie et études techniques et les services d'architecture profitent également de la croissance du bâtiment avec des progressions de + 5, 0 % et + 6,1 %. Les services de contrôle et d'analyse technique sont en net recul (- 2,9 %).

Pour la troisième année consécutive, les services professionnels accélèrent leur croissance, atteignant ainsi en 1999 + 4,1 % en volume. La baisse des droits de mutation et un marché de l'immobilier au beau fixe permettent aux activités juridiques, qui incluent les notaires, de progresser de + 4,1 %. Le secteur des services comptables enregistre la plus faible hausse de production (+ 1,5 %). Le conseil pour les affaires et la gestion (+ 6,7 %) bénéficie de la multiplication des fusions et des restructurations.

Enfin, les services de publicité et études de marché affichent également une croissance soutenue de leur production (+ 5,4 %). Les études de marché et sondages profitent pour la deuxième année consécutive de la reprise (+ 8 %). La gestion de supports de publicité progresse de 3,7 %. Si on intègre la production de certains supports de publicité tels que la presse, la télévision et la radio, la production augmente de 5,9 %. Quant aux agences et au conseil en publicité, cette euphorie les a également touchés (+ 5,4 %).

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

L'ensemble des services recensés par l'enquête annuelle d'entreprise de 1997 compte environ 586 000 entreprises.

Exhaustive pour les entreprises de 30 salariés ou plus (sauf location immobilière : 50 salariés, travail temporaire : 200 salariés, nettoyage : 100 salariés) ou réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 MF (sauf promotion et gestion immobilières, administration d'entreprises, location sans opérateur, agences de voyages : 50 MF, location immobilière : 100 MF), l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités des services aux entreprises. Le taux de sondage varie de 1/40 à 1 en fonction de la taille et du secteur d'activité.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits,...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés pour le financement de l'énergie et économies d'énergie » (SOFERGIE) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3. DÉFINITIONS

Services aux entreprises (NAF)

Les services marchands présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux services aux entreprises (postes et télécommunications, services de conseils et d'assistance, services opérationnels et recherche et développement).

Postes et télécommunications (NAF 64)

Ces services comprennent les activités postales exercées par « La Poste » et les activités liées aux télécommunications (transmissions et entretien des réseaux).

Conseils et assistance (NAF 72, 74.1-4)

Les opérations figurant dans cette rubrique regroupent :

- Les activités informatiques exécutées pour le compte de tiers (NAF 72).
- Les services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil pour la gestion) [NAF 74.1 sauf 1E].
- Les administrations d'entreprises (activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social, holding (NAF 74.1J).
- La publicité (gestion des espaces publicitaires, conception et réalisation de campagnes publicitaires, promotion des ventes, publicité directe par mailing, téléphone, etc.) [NAF 74.4], et les études de marché (NAF 74.1E).
- Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle (NAF 74.2E).

Services opérationnels (NAF 71, NAF 74.5-8, NAF 90)

Ces services comprennent :

- La location sans opérateur (NAF 71).

Elle est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. Il n'y a location que sur des biens acquis dans l'intention de les louer. Les activités de location portent sur des biens meubles : machines, équipements, biens personnels et domestiques.

- La sélection et la fourniture de personnel (NAF 74.5) y compris le travail temporaire.

Elle comprend la recherche et la sélection de personnel (descriptions de postes, rédaction de curriculum vitae, etc.) et la fourniture, à des tiers, de personnel recruté et rémunéré par l'agence de travail temporaire.

- La sécurité, le nettoyage et les services divers aux entreprises (NAF 74.6-8).

Ils correspondent aux services de surveillance, aux activités de nettoyage, de photographie et divers services aux entreprises (traduction, etc.).

- Les opérations d'assainissement (NAF 90).

Recherche et développement (NAF 73)

Ces services comprennent les activités de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement expérimental.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

- L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :

— Sociétés de financement des télécommunications

— Sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie)

— Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI)

- L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.

Le crédit bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager, les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

— INSEE.

Publications :

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997, *INSEE-Résultats*, nos 156-158, décembre 1998.

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats*, no 97 (Économie générale, septembre 1990).

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

Enquête annuelle « Crédit-bail » (annuel), INSEE.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 144-145-146-147, janvier 1999;

« Les entreprises de services en 1997 », *INSEE-Résultats,* tome 1, les services aux entreprises , nos 160-161, juillet 1999;

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats,* nos 176-177-178, mars 1999.

« Les services en 1998, comptes et indicateurs » *INSEE-Résultats,* n°183-184-185, avril 2000.

« L'innovation technologique dans les services aux entreprises », *INSEE-Première*, no 635, mars 1999.

« Les services marchands en 1999 », *INSEE-Première* no 725, juillet 2000.

« La France des services », édition 1999, INSEE.

« Les services en 1998, rapport sur les comptes », *Synthèses*, no 33, avril 2000.

*
* *

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
SERVICES AUX ENTREPRISES		**1 891 059**	**1 960 975**	**2 138 110**	**2 285 938**	**2 554 936**
Postes et télécommunications	**64**	**20 439**	**23 208**	**29 582**	**38 273**	**46 822**
Activités de poste et de courrier	64.1	4 853	5 281	5 693	**5 994**	6 211
Poste nationale		20	26	28	25	37
Autres activités de courrier		4 833	5 255	5 665	5 969	6 174
Télécommunications	64.2	15 586	17 927	23 889	32 279	40 611
Télécommunications nationales		3 150	2 951	3 438	3 329	3 429
Autres activités de télécommunication		12 436	14 976	20 451	28 950	37 182
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**885 807**	**914 945**	**962 114**	**1 045 209**	**1 108 329**
Activités informatiques	72	158 205	169 688	192 043	229 982	254 951
Conseil en systèmes informatiques		48 110	52 051	62 422	87 102	96 024
Réalisation de logiciels		50 274	56 574	65 559	79 677	94 545
Traitement de données		40 994	41 114	42 260	43 130	43 143
Activités de banque de données		4 508	5 203	5 641	6 035	6 989
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		14 319	14 746	16 161	14 038	14 250
Services professionnels	74.1A,C,G	282 587	288 000	297 450	306 066	321 310
Activités juridiques		100 029	100 249	101 465	102 597	103 752
Activités comptables		105 726	106 379	107 323	108 530	111 002
Conseil pour les affaires et la gestion		76 832	81 372	88 662	94 939	106 556
Administration d'entreprises	74.1J	117 698	122 834	122 307	143 287	151 444
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	128 508	132 126	139 605	141 858	144 040
Études de marché et sondages		19 975	21 456	22 292	21 691	22 011
Gestion de supports de publicité		46 866	48 017	49 244	50 560	49 504
Agences, conseil en publicité		61 667	62 653	68 069	69 607	72 525
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	198 809	202 297	210 709	224 016	236 584
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		37 229	36 218	36 869	38 740	40 191
Activités d'architecture		25 045	24 508	24 984	26 661	27 816
Métreurs, géomètres		12 184	11 710	11 885	12 079	12 375
Ingénierie et études techniques		131 982	134 645	140 885	147 022	157 234
Contrôle et analyse technique		29 598	31 434	32 955	38 254	39 159
Contrôle technique automobile		9 552	9 259	8 946	10 002	9 676
Analyse, essais et inspection technique		20 046	22 175	24 009	28 252	29 483
Services opérationnels	**71, 74.5 à 8,90**	**946 032**	**984 148**	**1 104 871**	**1 161 201**	**1 356 787**
Location sans opérateur	71	50 502	51 771	54 101	58 743	62 257
Location de véhicules automobiles		11 795	12 534	12 613	13 643	14 407
Location d'autres matériels de transport		3 626	3 938	3 929	4 223	4 568
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		18 033	17 960	18 417	18 886	20 037
Location de machines de bureau et matériel informatique		1 887	1 975	1 738	1 814	1 864
Location de biens personnels et domestiques		15 161	15 364	17 404	20 177	21 381
Sélection et fourniture de personnel	74.5	314 856	335 287	429 971	460 926	603 935
Sélection et mise à disposition de personnel		25 601	26 767	29 902	31 963	33 260
Travail temporaire		289 255	308 520	400 069	428 963	570 675
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	543 435	558 091	579 457	596 847	643 877
Enquêtes et sécurité		80 916	86 752	94 231	100 528	112 593
Activités de nettoyage		271 073	281 520	295 672	304 536	335 542
Activités photographiques		17 779	17 727	18 165	17 658	17 394
Studios et autres activités photographiques		7 338	7 445	7 340	7 286	7 183
Laboratoires de développement et de tirage		10 441	10 282	10 825	10 372	10 211
Services divers aux entreprises, hors activités photo		173 667	172 092	171 389	174 125	178 348
Services de conditionnement à façon		11 719	13 018	14 367	16 435	17 785
Secrétariat et traduction		16 739	15 931	16 022	16 300	16 198
Routage		15 427	15 716	15 796	15 629	15 713
Organisation de foires et de salons		7 470	7 767	8 114	9 281	10 231
Services annexes à la production		122 312	119 660	117 090	116 480	118 421
Assainissement	90	37 239	38 999	41 342	44 685	46 718
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		27 182	27 844	28 827	30 638	32 284
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		10 057	11 155	12 515	14 047	14 434
Recherche et développement	**73**	**38 781**	**38 674**	**41 543**	**41 255**	**42 998**

TABLEAU M.02-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/1998 %
SERVICES AUX ENTREPRISES		**156 411**	**159 534**	**164 912**	**171 648**	**176 808**	**3,0**
Postes et télécommunications	**64**	**1 034**	**1 142**	**1 331**	**1 626**	**1 975**	**21,5**
Activités de poste et de courrier	64.1	406	442	496	549	557	**1,5**
Poste nationale		3	3	4	4	4	**–**
Autres activités de courrier		403	439	492	545	553	**1,5**
Télécommunications	64.2	628	700	835	1 077	1 418	**31,7**
Télécommunications nationales		127	126	122	118	119	**0,8**
Autres activités de télécommunication		501	574	713	959	1 299	**35,5**
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**101 274**	**103 125**	**106 967**	**111 869**	**115 065**	**2,9**
Activités informatiques	72	11 661	12 228	13 098	14 480	15 387	**6,3**
Conseil en systèmes informatiques		3 303	3 661	4 086	4 670	5 114	**9,5**
Réalisation de logiciels		4 156	4 416	4 818	5 524	5 942	**7,6**
Traitement de données		2 527	2 421	2 385	2 368	2 319	**– 2,1**
Activités de banque de données		588	619	644	710	787	**10,8**
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		1 087	1 111	1 165	1 208	1 225	**1,4**
Services professionnels	74.1A,C,G	44 589	45 232	46 623	47 886	48 654	**1,6**
Activités juridiques		18 834	18 898	19 239	19 307	19 298	**– 0,0**
Activités comptables		13 897	14 048	14 336	14 541	14 507	**– 0,2**
Conseil pour les affaires et la gestion		11 858	12 286	13 048	14 038	14 849	**5,8**
Administration d'entreprises	74.1J	7 407	7 963	8 615	9 459	9 991	**5,6**
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	11 273	11 157	11 273	11 380	11 494	**1,0**
Études de marché et sondages		1 895	1 779	1 735	1 663	1 645	**– 1,1**
Gestion de supports de publicité		2 469	2 508	2 643	2 668	2 711	**1,6**
Agences, conseil en publicité		6 909	6 870	6 895	7 049	7 138	**1,3**
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	26 344	26 545	27 358	28 664	29 539	**3,1**
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		10 119	10 000	10 056	10 449	10 621	**1,6**
Activités d'architecture		7 748	7 661	7 711	8 095	8 279	**2,3**
Métreurs, géomètres		2 371	2 339	2 345	2 354	2 342	**– 0,5**
Ingénierie et études techniques		12 680	12 795	13 282	13 828	14 244	**3,0**
Contrôle et analyse technique		3 545	3 750	4 020	4 387	4 674	**6,5**
Contrôle technique automobile		2 366	2 473	2 607	2 864	3 054	**6,6**
Analyse, essais et inspection technique		1 179	1 277	1 413	1 523	1 620	**6,4**
Services opérationnels	**71,74.5 à 8,90**	**52 581**	**53 684**	**55 011**	**56 487**	**58 097**	**2,9**
Location sans opérateur	71	6 026	6 286	6 581	6 841	7 292	**6,6**
Location de véhicules automobiles		1 491	1 557	1 632	1 715	1 894	**10,4**
Location d'autres matériels de transport		405	438	449	480	516	**7,5**
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		2 271	2 283	2 336	2 340	2 421	**3,5**
Location de machines de bureau et matériel informatique		150	149	157	168	170	**1,2**
Location de biens personnels et domestiques		1 709	1 859	2 007	2 138	2 291	**7,2**
Sélection et fourniture de personnel	74.5	6 195	6 452	6 696	7 083	7 649	**8,0**
Sélection et mise à disposition de personnel		1 336	1 421	1 525	1 680	1 836	**9,3**
Travail temporaire		4 859	5 031	5 171	5 403	5 813	**7,6**
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	38 845	39 320	39 964	40 176	41 262	**2,7**
Enquêtes et sécurité		2 600	2 692	2 831	2 911	3 058	**5,0**
Activités de nettoyage		8 414	8 572	8 818	8 983	9 176	**2,1**
Activités photographiques		3 556	3 501	3 523	3 494	3 461	**– 0,9**
Studios et autres activités photographiques		2 281	2 290	2 309	2 308	2 312	**0,2**
Laboratoires de développement et de tirage		1 275	1 211	1 214	1 186	1 149	**– 3,1**
Services divers aux entreprises, hors activités photo		24 275	24 555	24 792	25 328	25 567	**0,9**
Services de conditionnement à façon		597	627	659	704	737	**4,7**
Secrétariat et traduction		3 718	3 685	3 820	3 837	3 865	**0,7**
Routage		514	543	570	546	535	**– 2,0**
Organisation de foires et de salons		921	946	984	1 057	1 084	**2,6**
Services annexes à la production		18 525	18 754	18 759	19 184	19 346	**0,8**
Assainissement	90	1 515	1 626	1 770	1 847	1 894	**2,5**
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		851	876	902	911	943	**3,5**
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		664	750	868	936	951	**1,6**
Recherche et développement	**73**	**1 522**	**1 583**	**1 603**	**1 666**	**1 671**	**0,3**

TABLEAU M.02-3

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numéros NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
SERVICES AUX ENTREPRISES		**42 879**	**40 536**	**40 123**	**42 939**	**43 163**	**42 214**	**42 315**	**42 469**	**43 695**
Postes et télécommunications	**64**	**219**	**197**	**344**	**467**	**495**	**551**	**645**	**850**	**1 332**
Activités de poste et de courrier	64.1	142	126	233	301	348	335	301	263	227
Poste nationale		–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres activités de courrier		142	126	233	301	348	335	301	263	227
Télécommunications	64.2	77	71	111	166	147	216	344	587	1 105
Télécommunications nationales		–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres activités de télécommunication		77	71	111	166	147	216	344	587	1 105
Conseils et assistance	**72**	**27 755**	**26 380**	**27 198**	**29 073**	**29 603**	**29 012**	**29 445**	**29 932**	**30 390**
Activités informatiques	72	3 361	3 245	3 756	4 133	4 274	4 499	4 743	5 359	5 284
Conseil en systèmes informatique (1)		...	...	1 729	1 845	1 948	2 055	2 234	2 654	2 540
Réalisation de logiciels (1)		...	...	1 006	1 233	1 331	1 410	1 487	1 612	1 643
Traitement de données (1)		...	...	430	450	400	410	345	376	298
Activités de banque de données (1)		...	...	260	256	258	293	336	308	424
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique (1)		...	...	331	349	337	331	341	409	379
Services professionnels	74.1A	10 575	10 911	11 272	12 038	12 699	12 084	12 006	12 039	12 321
Activités juridiques		2 609	2 880	2 704	3 033	3 282	2 672	2 629	2 564	2 588
Activités comptables		1 485	1 272	1 248	1 161	1 142	1 056	1 042	1 048	964
Conseil pour les affaires et la gestion		6 481	6 759	7 320	7 844	8 275	8 356	8 335	8 427	8 769
Administration d'entreprises	74.1J	2 894	2 529	2 630	2 902	2 740	2 762	3 144	3 104	3 666
Publicité et études de marché	74.4, 7	5 044	4 117	3 989	4 089	3 882	3 689	3 555	3 307	3 165
Études de marché et sondages		863	555	557	505	416	404	338	305	282
Gestion de supports de publicité		1 344	1 080	1 130	1 159	1 206	1 133	1 103	1 033	985
Agences, conseil en publicité		2 837	2 482	2 302	2 425	2 260	2 152	2 114	1 969	1 898
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	5 881	5 578	5 551	5 911	6 008	5 978	5 997	6 123	5 954
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		2 509	2 003	1 957	2 278	2 362	2 291	2 304	2 382	2 366
Activités d'architecture		2 227	1 715	1 706	1 999	2 112	2 043	2 027	2 114	2 118
Métreurs, géomètres		282	288	251	279	250	248	277	268	248
Ingénierie et études techniques (1)		...	...	3 201	3 382	3 341	3 250	3 201	3 269	3 113
Contrôle et analyse technique (1)		...	...	393	251	305	437	492	472	475
Contrôle technique automobile (1)		...	...	163	116	156	240	235	253	270
Analyse, essais et inspection technique (1)		...	...	230	135	149	197	257	219	205
Services opérationnels	**71 74.5-8 90**	**14 751**	**13 809**	**12 311**	**13 120**	**12 777**	**12 375**	**11 899**	**11 331**	**11 639**
Location sans opérateur	71	2 284	2 311	2 205	2 226	2 047	1 990	1 928	1 817	2 041
Location de véhicules automobiles		341	259	231	223	194	193	167	208	174
Location d'autres matériels de transport (1)		...	...	282	269	262	260	242	213	252
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et mat.informatique (1)		...	...	638	670	579	583	493	402	495
Location de machines de bureau et matériel informatique		20	26	32	51	42	34	44	50	36
Location de biens personnels et domestiques		858	1 000	1 022	1 013	970	920	982	944	1 084
Sélection et fourniture de personnel	74.5	432	381	282	250	268	271	237	246	304
Sélection et mise à disposition de personnel		266	246	210	165	177	175	166	156	204
Travail temporaire		166	135	72	85	91	96	71	90	100
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6-8	11 914	10 970	9 686	10 503	10 310	9 995	9 600	9 152	9 167
Enquêtes et sécurité (1)		...	...	1 151	1 147	1 172	1 307	1 276	1 340	1 406
Activités de nettoyage		1 977	2 050	2 126	2 217	2 092	2 033	1 990	1 951	1 920
Activités photographiques		1 127	940	1 071	1 130	1 122	1 117	978	918	866
Studios et autres activités photographiques		884	774	931	997	1 019	1 011	875	826	793
Laboratoires de développement et de tirage		243	166	140	133	103	106	103	92	73
Services divers aux entreprises, hors activités photo. (1)		...	...	5 338	6 009	5 924	5 538	5 356	4 943	4 975
Services de conditionnement à façon (1)		...	...	171	152	131	107	117	109	122
Secrétariat et traduction (1)		...	...	2 149	2 660	2 730	2 275	2 172	1 961	1 862
Routage (1)		...	...	135	127	104	111	103	84	76
Organisation de foires et salons (1)		...	...	306	343	343	354	354	363	361
Services annexes à la production (1)		...	...	2 577	2 727	2 616	2 691	2 610	2 426	2 554
Assainissement	90	121	147	138	141	152	119	134	116	127
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		51	78	49	39	47	31	36	31	32
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		70	69	89	102	105	88	98	85	95
Recherche et développement	**73**	**154**	**150**	**270**	**279**	**288**	**276**	**326**	**356**	**334**

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.02-4

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (NAF) (1)

Année 1997

Source : INSEE (EAE services)

Unité : Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (2)	CA hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
			Total	*dont* à temps partiel					
Télécommunications et courrier	**(3) 64**	**1 838**	**23 353**	**2 677**	**1 239**	**4 060**	**9 744**	**35 397**	**6 093**
Activités de courrier (privé)	64.1C	1 096	6 203	848	880	696	64	2 414	1 213
Télécommunications privées	64.2B	742	17 150	1 829	359	3 364	9 680	32 983	4 880
Location sans opérateur	**71**	**13 442**	**57 896**	**5 819**	**10 282**	**7 645**	**58 171**	**83 657**	**50 989**
Location de véhicules automobiles	71.1Z	1 074	12 077	1 177	488	1 621	24 805	23 268	14 136
Location d'autres matériels de transport terrestre	71.2A	585	4 102	248	371	678	5 733	10 176	4 805
Location de matériel de transport par eau	71.2C	59	34	6	43	6	458	313	169
Location d'appareils de transport aérien	71.2E	189	101	5	158	20	2 632	1 150	507
Location de matériel agricole	71.3A	5 191	1 311	591	4 649	94	447	1 177	843
Location de machines et équip. pour la construct.	71.3C	1 019	8 771	664	558	1 269	1 099	8 077	3 743
Location de machines de bureau et de mat. informat	71.3E	187	1 399	57	83	301	8 912	12 113	8 440
Location de machines et équipements divers	71.3G	1 230	7 259	790	811	1 138	11 822	15 718	11 467
Location de linge	71.4A	98	13 651	218	25	1 508	1 420	6 123	4 164
Location d'autres biens personnels et domestiques	71.4B	3 810	9 191	2 063	3 096	1 010	843	5 542	2 716
Activités informatiques	**72**	**21 074**	**204 816**	**15 668**	**12 066**	**41 482**	**4 720**	**143 201**	**77 384**
Conseils en configurations informatiques	72.1Z	6 743	63 249	4 021	3 989	13 104	1 079	42 752	24 002
Réalisation de logiciels	72.2Z	8 827	79 077	5 572	5 049	16 690	1 242	52 032	31 291
Traitement de données	72.3Z	3 424	44 023	4 331	1 878	8 643	2 030	35 058	16 670
Activités de banque de données	72.4Z	762	3 313	577	494	580	93	3 184	1 315
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique	72.5Z	1 318	15 154	1 167	656	2 466	276	10 175	4 108
Services fournis principalement aux entreprises	**74**	**216 498**	**1 729 463**	**637 556**	**149 904**	**241 902**	**28 144**	**924 966**	**470 588**
Activités juridiques	74.1A	26 384	102 408	24 396	25 327	15 129	917	67 378	53 300
Activités comptables	74.1C	15 740	113 501	23 305	9 646	19 875	1 008	52 877	39 397
Études de marché et sondages	74.1E	2 186	18 227	9 227	1 404	2 659	184	9 793	5 099
Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	30 501	75 952	14 352	21 318	16 298	1 498	61 513	35 881
Administration d'entreprises	74.1J	20 809	99 655	9 280	2 422	29 607	12 451	180 331	50 052
Activités d'architecture	74.2A	21 613	27 805	8 031	19 675	3 858	362	20 939	14 252
Métreurs, géomètres	74.2B	3 802	11 625	2 465	3 273	1 415	112	4 918	3 882
Ingénierie, études techniques	74.2C	22 253	136 238	12 918	15 299	29 365	3 505	137 339	53 979
Contrôle technique automobile	74.3A	2 373	6 529	938	959	734	112	2 617	1 583
Analyses, essais et inspections techniques	74.3B	1 340	33 923	2 728	777	5 871	541	17 075	9 931
Gestion de support de publicité	74.4A	3 105	53 372	29 275	1 877	5 220	704	50 148	11 244
Agences, conseil en publicité	74.4B	12 118	82 212	33 143	7 566	11 249	715	61 070	23 291
Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	1 464	31 415	13 102	528	4 585	91	9 119	7 272
Travail temporaire	74.5B	762	368 730	199 954	69	44 863	305	68 972	65 605
Enquêtes et sécurité	74.6Z	3 379	98 515	18 972	2 264	9 213	415	19 003	14 168
Activités de nettoyage	74.7Z	11 195	307 521	202 549	7 793	17 908	831	36 244	27 965
Studios et autres activités photographiques	74.8A	5 769	7 315	2 585	5 431	732	182	5 614	2 588
Laboratoires de développement et de tirage	74.8B	2 271	15 104	2 512	1 799	1 901	557	9 169	3 856
Services de conditionnement à façon	74.8D	754	14 052	1 888	344	1 544	340	6 951	2 977
Secrétariat et traduction	74.8F	11 390	14 805	3 854	9 790	1 683	225	8 110	4 522
Routage	74.8G	881	17 362	4 672	560	2 526	398	9 430	4 310
Organisation de foires et salons	74.8J	1 442	7 646	1 344	948	1 395	150	8 900	3 104
Services annexes à la production	74.8K	14 967	85 551	16 066	10 835	14 273	2 542	77 457	32 333
Assainissement, gestion déchets	**90**	**1 382**	**42 066**	**1 913**	**590**	**5 872**	**4 229**	**28 841**	**13 623**
Épuration des eaux usées	90.0A	552	6 744	418	312	971	547	3 843	2 049
Enlèvement et traitement des ordures ménagères	90.0B	611	28 530	1 163	230	3 861	2 883	19 038	8 704
Élimination et traitement des autres déchets	90.0C	219	6 792	332	48	1 041	799	5 960	2 869

(1) L'EAE inclut, depuis 1997, les organismes mutualistes et les associations ayant au moins un salarié; elle exclut, depuis 1997, les sociétés civiles de moyens. et les GIE sans salariés.
(2) Y compris apports.
(3) Sauf 64.2A « Postes nationales » et 64.1A « Télécommunications nationales ».

TABLEAU M.02-5

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

	1994	1995	1996	1997	1998
Crédit-bail mobilier	35 300	37 300	38 195	38 940	43 730
Crédit-bail immobilier	18 800	25 800	20 116	19 402	19 574
dont : S.F.T. (2)	100	9	1	–	–

(1) Hors TVA déductible.
(2) S.F.T. : société de financement des télécommunications.

TABLEAU M.02-6

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1994	1995	1996	1997	1998
Crédit-bail mobilier					
Agriculture	1 236	1 304	1 795	1 830	2 318
Industries extractives	282	410	420	428	481
Industries manufacturières	10 625	9 912	9 205	9 385	11 370
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	71	447	344	350	262
Construction	2 189	2 757	2 750	2 804	2 711
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	5 013	5 366	6 111	6 230	7 434
Hôtels et restaurants	282	373	267	273	437
Transports et communications	6 319	6 446	6 837	6 970	6 822
Activités financières	494	447	535	545	743
Immobilier, location et services aux entreprises	4 307	4 844	5 385	5 491	6 253
Administration publique	494	373	458	467	831
Éducation	212	149	267	273	306
Santé et action sociale	2 859	3 018	2 750	2 804	2 361
Services collectifs, sociaux et personnels	741	1 118	726	740	1 181
Autres (activités non précisées)	177	335	344	350	219
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**	**43 730**
Crédit-bail immobilier					
Agriculture	188	77	80	78	59
Industries extractives	150	–	–	–	39
Industries manufacturières	4 324	7 482	5 270	5 083	5 990
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	132	310	60	58	215
Construction	451	542	262	252	157
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	4 738	6 863	3 299	3 182	3 112
Hôtels et restaurants	1 090	929	1 629	1 572	2 114
Transports et communications	846	1 574	945	912	1 037
Activités financières	714	464	362	349	333
Immobilier, location et services aux entreprises	5 208	5 237	7 161	6 907	5 676
Administration publique	19	52	40	39	59
Éducation	75	26	–	–	20
Santé et action sociale	602	980	463	446	587
Services collectifs, sociaux et personnels	263	1 238	523	504	176
Autres (activités non précisées)	–	26	20	19	–
Total	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**	**19 574**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-7

Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs (2)

	1994	1995	1996	1997	1998
Produits du travail des métaux	212	373	420	428	437
Machines et équipements	11 155	12 123	13 483	13 746	15 218
Machines de bureau	1 624	1 343	1 337	1 363	1 658
Ordinateurs et équipements informatiques	6 001	4 327	4 583	4 673	5 077
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunication, instruments et matériel de précision	3 389	2 947	3 056	3 115	3 542
Produits de l'industrie automobile	10 802	11 414	10 733	10 942	12 944
Produits de la construction navale	141	261	229	234	175
Matériel ferroviaire roulant	106	37	382	389	175
Produits de la construction aéronautique	282	224	191	195	350
Meubles	353	709	306	312	306
Autres et indéterminés	1 236	3 544	3 476	3 544	3 848
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**	**43 730**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-8

Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs (2)

	1994	1995	1996	1997	1998
Achats de terrains					
Magasins et commerces	602	826	1 086	1 048	763
Usines et entrepôts	564	1 058	583	563	861
Bureaux	489	258	644	621	391
Cliniques et hôpitaux	75	129	60	58	59
Autres	207	568	181	175	313
Total	**1 936**	**2 838**	**2 555**	**2 464**	**2 388**
Achats de bâtiments existants					
Magasins et commerces	1 579	2 941	2 897	2 794	1 546
Usines et entrepôts	2 369	2 374	1 629	1 572	2 251
Bureaux	2 294	542	1 831	1 766	646
Cliniques et hôpitaux	188	310	282	272	235
Autres	733	800	644	621	1 155
Total	**7 163**	**6 966**	**7 282**	**7 024**	**5 833**
Construction et génie civil					
Magasins et commerces	2 275	3 457	1 529	1 475	1 644
Usines et entrepôts	3 929	7 895	5 270	5 083	6 675
Bureaux	1 485	1 213	1 529	1 475	1 116
Cliniques et hôpitaux	583	748	644	621	372
Autres	1 429	2 683	1 308	1 261	1 546
Total	**9 701**	**15 996**	**10 279**	**9 914**	**11 353**
Total général	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**	**19 574**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Services aux particuliers et activités immobilières

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers et activités immobilières.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers et activités immobilières.
3. Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux particuliers.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, les activités de radio et surtout de télévision, réalisent la meilleure performance (+ 12 %) des services aux particuliers. Par contre, la production des activités cinématographiques et vidéo subit un fort ralentissement; elle n'augmente que de 2,2 %, après le record de 1998 (+ 10,3 %). La fréquentation des salles de cinéma recule de nouveau (- 9 %). La part de marché du cinéma français remonte à 29 % (contre 25 % en 1998). Les autres activités culturelles récréatives et sportives, avec notamment les jeux de hasard et d'argent, progressent moins vite qu'en 1998 (+ 3,6 % après + 5,2 %).

La croissance ralentit également pour les hôtels et restaurants, et malgré la très bonne affluence touristique (+ 12,7 % en volume pour les dépenses des touristes étrangers en 1999), la croissance ne se maintient pas au même rythme. Côté restaurants, la clientèle supplémentaire se dirige plutôt vers la restauration rapide. L'activité des agences de voyage recule (- 0,8 %).

En 1999, la production des services personnels baisse dans la coiffure, reste stable dans les services funéraires. La croissance se maintient dans les soins de beauté et reprend pour la blanchisserie-teinturerie.

La croissance de la promotion et gestion immobilières continue d'accélérer : elle passe de + 0,3 % en 1996, à + 1,5 % en 1997, + 2,4 % en 1998 et enfin + 4,8 % en 1999.

Les ventes de logements neufs atteignent, en 1999, une progression de 8 % par rapport à 1998 et de 25 % par rapport à 1997. Ainsi, la production immobilière augmente globalement de + 7,4 % en volume.

Quant aux agences immobilières, leur production augmente de 12,7 % en volume, en 1999, grâce à la forte reprise des transactions dans l'immobilier ancien.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données des tableaux de ce chapitre sont tirées d'une part de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services, d'autre part de l'enquête de l'UNEDIC.

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

Parmi les 586 000 entreprises du champ de l'enquête annuelle d'entreprise dans les services en 1997, près de la moitié relèvent des services aux particuliers.

Cette enquête est exhaustive pour les entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de francs (sauf agences de voyages : 50 millions de francs). L'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités. Le taux de sondage varie de 1/40 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

3. DÉFINITIONS

Activités culturelles, récréatives et sportives (NAF 92) (1)

Elles comprennent :

— les activités de l'audiovisuel : activités cinématographiques et vidéo (NAF 92.1), activités de radio et télévision (NAF 92.2);

— les activités culturelles, récréatives et sportives hors audiovisuel : activités de spectacles y compris les parcs d'attractions et les discothèques (NAF 92.3), agences de presse (NAF 92.4), autres activités culturelles (NAF 92.5), activités sportives (NAF 92.6) et activités récréatives (jeux de hasard et jeux d'argent, etc.) (NAF 92.7).

Agences de voyages (NAF 63)

Elles comprennent la vente de voyages organisés et les services des offices de tourisme (NAF 63.3Z).

Hôtels et restaurants (NAF 55)

Ils comprennent :

— les hôtels de tourisme;

— les autres moyens d'hébergement de courte durée (exploitation de terrains de camping, résidences de vacances, etc.);

— les restaurants;

— les cafés;

— les cantines d'entreprises et les restaurations sous contrat;

— les traiteurs.

Services aux particuliers (NAF)

Les services qui sont présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux hôtels et restaurants, aux agences de voyages, aux activités récréatives et sportives ainsi qu'aux services personnels dont les définitions sont données ci-dessous.

Services personnels et domestiques (NAF 93, NAF 95)

Ils regroupent :

— les services personnels (NAF 93) [blanchisserie, teinturerie, coiffure, etc.];

— les services domestiques (NAF 95) [femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, etc.].

Activités immobilières (NAF 70)

Elles regroupent la location de biens immobiliers et les activités immobilières hors location immobilière (promotion immobilière de logements, de bureaux, d'infrastructures, activités de marchands de biens immobiliers, agences immobilières et gestion d'immeubles).

---

(1) Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce;

— INSEE.

Publications :

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE-Résultats*, système productif, nos 144 à 147, décembre 1998;

« Les entreprises de services en 1997 », *INSEE-Résultats*, système productif, nos 160-161, juillet 1999, tome 2;

« Les comptes des services en 1996 », *INSEE-Résultats*, économie générale, nos 162-164, janvier 1998;

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats*, économie générale, nos 176-177-178, mars 1999;

« Les comptes des services en 1998 », *INSEE-Résultats*, économie générale, à paraître;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 141-143, système productif décembre 1997;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997 », *INSEE-Résultats,* nos 156-158, système productif décembre 1998;

« Les services en 1998, comptes et indicateurs », *INSEE-Résultats,* nos 183-184-185, avril 2000;

« Les services marchands en 1997 », *INSEE-Première*, no 594, juin 1998;

« Les services marchands en 1998 », *INSEE-Première*, no 662, juin 1999;

« Les services marchands en 1999 », *INSEE-Première*, no 725, juillet 2000.

« La France des services », édition 1999, *INSEE.*

« Les services en 1998, rapport sur les comptes », *Synthèses,* no 33, avril 2000.

*
* *

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers et activités immoblières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
SERVICES AUX PARTICULIERS		**1 037 128**	**1 061 267**	**1 096 737**	**1 141 107**	**1 186 207**
Hôtels et restaurants	**55**	**620 801**	**633 914**	**655 583**	**682 692**	**704 367**
Hôtels de tourisme		150 538	152 784	155 735	160 008	163 018
Autres moyens d'hébergement de courte durée		56 520	55 105	54 032	53 684	54 035
Restaurants		283 556	292 236	308 684	328 101	344 669
Restauration de type traditionnel		221 289	224 737	234 866	248 470	258 611
Restauration de type rapide		62 267	67 499	73 818	79 631	86 058
Cafés		36 954	37 755	39 013	40 006	41 063
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		82 106	83 968	85 057	88 707	88 564
Traiteurs, organisation de réception		11 127	12 066	13 062	12 186	13 018
Agences de voyages	**63.3Z**	**35 221**	**36 229**	**37 201**	**39 285**	**41 719**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**211 476**	**221 322**	**231 432**	**244 142**	**260 907**
Activités audiovisuelles	92.1,2	40 997	44 654	47 263	50 233	53 540
Production de films		9 393	10 617	11 856	12 664	12 900
Production de films pour la télévision		1 341	1 319	1 800	1 755	1 690
Production de films institutionnels, publicitaires		2 132	2 373	2 819	2 952	3 443
Production de films pour le cinéma		2 477	2 609	2 397	2 607	2 623
Prestations techniques pour cinéma et télévision		3 443	4 316	4 840	5 350	5 144
Distribution de films		2 033	2 060	2 285	2 304	2 395
Projection de films cinématographiques		7 084	7 585	8 096	9 347	10 306
Activités de radio		10 937	10 852	10 345	10 165	10 333
Activités de télévision		11 550	13 540	14 681	15 753	17 606
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	170 479	176 668	184 169	193 909	207 367
Activités de spectacles		41 357	43 065	44 530	46 471	49 113
Manèges forains et parcs d'attraction		3 000	3 185	2 856	13 452	17 432
Bals et discothèques		14 752	14 435	15 503	15 747	15 778
Agences de presse		5 312	5 671	5 715	5 998	6 149
Autres activités culturelles		7 557	7 933	7 738	8 081	8 395
Jeux de hasard et d'argent		13 738	14 447	14 765	14 904	15 171
Activités liées au sport et autres activités récréatives		84 763	87 932	93 062	89 256	95 329
Services personnels et domestiques	**93,95**	**169 630**	**169 802**	**172 521**	**174 988**	**179 214**
Services personnels	93	159 697	161 131	164 520	167 503	171 975
Blanchisserie, teinturerie de gros		8 525	8 863	8 437	7 153	6 984
Blanchisserie, teinturerie de détail		18 077	18 129	17 791	17 617	17 671
Coiffure		100 996	100 915	103 490	106 066	108 079
Soins de beauté et d'entretien corporel		13 358	13 721	14 017	14 659	15 744
Services funéraires		13 925	14 671	15 142	15 443	16 415
Autres services personnels		4 816	4 832	5 643	6 565	7 082
Services domestiques	95	9 933	8 671	8 001	7 485	7 289
Activités immobilières		**301 502**	**308 055**	**308 142**	**313 398**	**327 979**
Location de biens immobiliers	70.2	114 936	119 519	115 523	115 297	118 294
Location de logements		93 560	93 860	90 149	90 455	97 142
Location immobilière hors logement		21 376	25 659	25 374	24 842	21 152
Promotion et gestion immobilières	70.1 et 70.3	186 566	188 536	192 619	198 101	209 685
Promotion immobilière de logements		12 003	11 329	10 989	11 346	12 338
Promotion immobilière hors logement		8 604	8 181	8 358	8 423	8 471
Marchands de biens immobiliers		5 599	5 675	6 326	6 661	7 535
Agences immobilières		44 715	45 328	46 521	48 934	53 849
Administration d'immeubles		115 645	118 023	120 425	122 737	127 492

TABLEAU M.03-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers et activités immobilières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/1998 %
SERVICES AUX PARTICULIERS		**213 634**	**215 907**	**221 410**	**226 605**	**231 496**	**2,2**
Hôtels et restaurants	**55**	**114 666**	**116 510**	**119 548**	**122 145**	**124 001**	**1,5**
Hôtels de tourisme		22 756	22 660	22 596	22 402	22 206	**– 0,9**
Autres moyens d'hébergement de courte durée		7 240	7 352	7 314	7 394	7 418	**0,3**
Restaurants		56 531	57 975	60 394	62 744	64 787	**3,3**
Restauration de type traditionnel		49 002	49 359	50 592	51 741	52 638	**1,7**
Restauration de type rapide		7 529	8 616	9 802	11 003	12 149	**10,4**
Cafés		15 964	16 125	16 481	16 713	16 911	**1,2**
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		10 775	10 924	11 218	11 302	11 035	**– 2,4**
Traiteurs, organisation de réception		1 400	1 474	1 545	1 590	1 644	**3,4**
Agences de voyages	**63.3Z**	**5 923**	**6 091**	**6 282**	**6 531**	**6 813**	**4,3**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**35 897**	**36 934**	**38 863**	**41 076**	**43 623**	**6,2**
Activités audiovisuelles	92.1,2	3 974	4 142	4 245	4 457	4 509	**1,2**
Production de films		1 571	1 690	1 769	1 919	1 987	**3,5**
Production de films pour la télévision		229	234	248	285	315	**10,5**
Production de films institutionnels, publicitaires		490	555	629	682	698	**2,3**
Production de films pour le cinéma		529	530	505	501	514	**2,6**
Prestations techniques pour cinéma et télévision		323	371	387	451	460	**2,0**
Distribution de films		283	281	299	301	289	**– 4,0**
Projection de films cinématographiques		994	1 013	1 023	1 061	1 075	**1,3**
Activités de radio		824	841	824	811	791	**– 2,5**
Activités de télévision		302	317	330	365	367	**0,5**
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3-7	31 923	32 792	34 618	36 619	39 114	**6,8**
Activités de spectacle		6 653	6 901	7 381	7 909	8 470	**7,1**
Manèges forains et parcs d'attraction		580	564	531	517	541	**4,6**
Bals et discothèques		2 681	2 616	2 654	2 634	2 542	**– 3,5**
Agences de presse		455	436	460	467	472	**1,1**
Autres activités culturelles		1 285	1 319	1 322	1 318	1 356	**2,9**
Jeux de hasard et d'argent		572	573	601	589	551	**– 6,5**
Activités liées au sport et autres activités récréatives		19 697	20 383	21 669	23 185	25 182	**8,6**
Services personnels et domestiques	**93,95**	**57 148**	**56 372**	**56 717**	**56 853**	**57 059**	**0,4**
Services personnels	93	49 852	50 066	50 842	51 387	51 839	**0,9**
Blanchisserie, teinturerie de gros		482	496	504	500	498	**– 0,4**
Blanchisserie, teinturerie de détail		6 080	6 040	5 965	5 910	5 836	**– 1,3**
Coiffure		35 602	35 630	36 171	36 323	36 320	**– 0,0**
Soins de beauté et d'entretien corporel		3 263	3 310	3 424	3 679	3 969	**7,9**
Services funéraires		2 664	2 805	2 923	3 027	3 219	**6,3**
Autres services personnels		1 761	1 785	1 855	1 948	1 997	**2,5**
Services domestiques	95	7 296	6 306	5 875	5 466	5 220	**– 4,5**
Activités immobilières		**128 137**	**130 557**	**130 989**	**132 068**	**132 581**	**0,4**
Location de biens immobiliers	70.2	46 000	46 206	44 424	43 825	43 377	**– 1,0**
Location de logements		41 249	41 021	38 857	38 056	37 710	**– 0,9**
Location immobilière hors logement		4 751	5 185	5 567	5 769	5 667	**– 1,8**
Promotion et gestion immobilières	70.1,3	82 137	84 351	86 565	88 243	89 204	**1,1**
Promotion immobilière de logements		2 372	2 229	2 136	2 151	2 177	**1,2**
Promotion immobilière hors logement		1 572	1 517	1 506	1 485	1 486	**0,1**
Marchands de biens immobiliers		1 718	1 852	2 079	2 282	2 439	**6,9**
Agences immobilières		12 697	12 744	13 045	13 574	14 382	**6,0**
Administration d'immeubles		63 778	66 009	67 799	68 751	68 720	**–**

TABLEAU M.03-3

Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Activité économique	Numéros NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
SERVICES AUX PARTICULIERS		**50 716**	**47 062**	**48 990**	**52 051**	**51 049**	**50 702**	**50 456**	**50 232**	**51 451**
Hôtels et restaurants	**55**	**32 579**	**29 650**	**30 236**	**31 248**	**30 500**	**30 493**	**30 241**	**29 687**	**30 068**
Hôtels de tourisme		4 702	3 942	3 631	3 437	3 028	3 005	2 659	2 487	2 649
Autres moyens d'hébergement de courte durée		1 392	1 708	1 692	1 724	1 732	1 576	1 597	1 508	1 612
Restaurants		19 283	17 855	18 917	19 813	19 527	19 911	19 827	19 687	19 920
Restauration de type traditionnel (1)		...	...	13 838	14 136	13 623	13 361	13 097	12 746	12 864
Restauration de type rapide (1)		...	...	5 079	5 677	5 904	6 550	6 730	6 941	7 056
Cafés		6 688	5 690	5 605	5 858	5 744	5 538	5 743	5 589	5 433
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		107	101	53	36	38	41	31	39	39
Traiteurs, organisation de réception		407	354	338	380	431	422	384	377	415
Agences de voyages	**63.3Z**	**396**	**365**	**399**	**428**	**387**	**407**	**416**	**393**	**364**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**8 293**	**8 262**	**9 708**	**10 487**	**10 411**	**10 391**	**10 656**	**10 910**	**11 636**
Activités audiovisuelles	92.1, 2	739	764	816	841	838	810	847	802	889
Production de films		477	483	527	586	597	536	595	557	667
Production de films pour la télévision (1)		...	...	94	89	103	80	98	89	124
Production de films institutionnels, publicitaires (1)		...	...	185	195	232	213	233	210	242
Production de films pour le cinéma (1)		...	...	189	227	197	169	189	182	214
Prestations techniques pour cinéma et TV (1)		...	...	59	75	65	74	75	76	87
Distribution de films		87	95	144	141	114	134	124	121	110
Projection de films cinématographiques		46	46	61	32	36	55	36	33	34
Activités de radio		90	99	48	33	52	35	40	32	17
Activités de télévision		39	41	36	49	39	50	52	59	61
Activités cultu., récréa. et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à	7 554	7 498	8 892	9 646	9 573	9 581	9 809	10 108	10 747
Activités de spectacles	92.7	2 581	2 523	3 401	3 615	3 841	3 849	3 895	3 982	4 132
Manèges forains et parcs d'attraction		515	460	522	517	569	528	561	555	516
Bals et discothèques		1 054	941	637	635	628	656	671	582	580
Agences de presse		259	207	453	495	317	350	321	291	350
Autres activités culturelles		59	53	54	67	65	57	65	74	64
Jeux de hasard et d'argent		103	110	180	183	117	104	79	64	49
Activités liées au sport et autres activités récréatives		2 983	3 204	3 645	4 134	4 036	4 037	4 217	4 560	5 056
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**9 448**	**8 785**	**8 647**	**9 888**	**9 751**	**9 411**	**9 143**	**9 242**	**9 383**
Services personnels	93	9 448	8 785	8 647	9 888	9 751	9 411	9 143	9 242	9 383
Blanchisserie, teinturerie de gros		56	51	104	140	132	130	120	116	103
Blanchisserie, teinturerie de détail		1 431	1 323	1 078	1 234	1 123	1 058	974	876	927
Coiffure		3 703	3 595	3 710	4 285	4 188	4 079	3 888	3 930	3 934
Soins de beauté et d'entretien corporel		1 523	1 238	1 435	1 579	1 699	1 643	1 692	1 665	1 773
Services funéraires		145	176	182	189	177	200	216	199	152
Autres services personnels		2 590	2 402	2 138	2 461	2 432	2 301	2 253	2 456	2 494
Services domestiques	95	...	...	...	...	...	...	...	...	...
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**70.1 à 70.3**	**12 603**	**7 315**	**7 052**	**7 785**	**7 311**	**6 802**	**7 254**	**7 731**	**8 713**
Location de biens immobiliers	70.2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Location de logements		...	...	...	...	...	...	...	...	...
Location immobilière hors logement		...	...	...	...	...	...	...	...	...
Activités immobilières hors location immobilière	70.1, 3	12 603	7 315	7 052	7 785	7 311	6 802	7 254	7 731	8 713
Promotion immobilière de logements		1 136	680	466	466	374	320	319	383	466
Promotion immobilière hors logement		539	441	354	378	316	287	324	402	417
Marchands de biens immobiliers (1)		...	...	2 193	2 112	1 931	1 784	1 740	2 031	2 169
Agences immobilières (1)		...	...	3 609	4 396	4 196	3 985	4 396	4 414	5 159
Administration d'immeubles		338	249	430	433	494	426	475	501	502

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.03-4

Indicateurs des entreprises de services aux particuliers (NAF (1) (2)

Année 1997

Source : INSEE (EAE services)

Unité : Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12	Salaires bruts	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
Hôtels et restaurants	**(3) 55**	**174 529**	**685 141**	**59 529**	**255 659**	**119 726**
Hôtels avec restaurant	55.1A	21 125	141 213	14 310	59 519	28 156
Hôtels de tourisme	55.1C	5 717	23 406	2 260	11 493	6 116
Hôtels de préfecture	55.1D	3 394	3 859	272	1 840	897
Restauration de type traditionnel	55.3A	78 572	298 995	25 625	104 425	48 506
Restauration de type rapide	55.3B	12 862	62 005	4 163	20 587	8 678
Cafés tabacs	55.4A	13 715	17 212	1 303	10 721	5 673
Débits de boisson	55.4B	36 114	45 876	2 658	17 648	8 238
Cantines et restaurants d'entreprises	55.5A	624	19 381	1 923	5 195	2 119
Restauration collective sous contrat	55.5C	223	58 257	5 697	18 979	9 050
Traiteurs, organisation de réception	55.5D	2 183	14 937	1 319	5 254	2 295
Agences de voyages	**63.3Z**	**3 431**	**36 676**	**5 246**	**54 725**	**7 921**
Activités immobilières	**(4) 70**	**59 792**	**212 790**	**29 769**	**278 974**	**130 541**
Promotion immobilière de logements	70.1A	4 321	11 577	2 396	30 106	3 771
Promotion immobilière de bureaux	70.1B	297	480	132	2 719	– 835
Promotion immobilière d'infrastructures	70.1C	1 800	4 525	936	14 168	1 961
Supports juridiques de programmes	70.1D	1 411	1 267	158	6 050	4 206
Marchands de biens immobiliers	70.1F	7 483	4 863	581	19 616	272
Location de logements	70.2A	3 920	82 275	10 146	116 062	72 228
Location de terrains	70.2B	300	244	28	208	45
Location d'autres biens immobiliers	70.2C	5 924	14 196	1 598	28 352	17 027
Agences immobilières	70.3A	29 981	59 417	8 071	39 299	20 728
Administration d'immeubles résidentiels	70.3C	3 529	26 840	4 437	15 581	8 668
Administration d'autres biens immobiliers	70.3D	826	7 106	1 287	6 813	2 471
Services audiovisuels et agences de presse	**92.1, 2 et 4**	**7 356**	**73 667**	**16 265**	**94 283**	**49 372**
Production de films pour la télévision	92.1A	736	5 098	1 429	5 517	4 400
Production de films institutionnels, publicitaires	92.1B	1 490	6 433	1 119	4 867	2 118
Production de films pour le cinéma	92.1C	1 073	7 326	1 340	6 251	4 709
Prestations techniques pour le cinéma et la télévision	92.1D	872	8 194	1 806	6 218	3 373
Distribution de films cinématographiques	92.1F	227	1 378	355	6 181	1 909
Édition et distribution vidéo	92.1G	352	1 643	311	5 448	2 292
Projection de films cinématographiques	92.1J	640	6 635	827	5 362	2 698
Activités de radio	92.2A	815	9 782	2 072	6 631	3 275
Production de programmes de télévision	92.2B	248	2 657	650	3 977	2 036
Diffusion de programmes de télévision	92.2C	172	19 419	4 884	39 948	20 188
Agences de presse	92.4Z	731	5 102	1 474	3 882	2 375
Services personnels	**93**	**87 944**	**195 198**	**14 988**	**50 799**	**30 986**
Blanchisserie, teinturerie de gros	93.0A	513	6 468	638	1 975	1 189
Blanchisserie, teinturerie de détail	93.0B	10 621	18 783	1 400	5 612	3 097
Coiffure	93.0D	54 595	129 385	9 482	26 466	18 415
Soins de beauté et entretien corporel	93.0E	8 735	8 851	499	2 976	1 470
Soins aux défunts	93.0G	102	528	54	168	96
Pompes funèbres	93.0H	1 882	17 911	1 735	7 505	3 710
Activités thermales et de thalassothérapie	93.0K	116	3 818	542	1 951	1 070
Autres soins corporels	93.0L	1 237	1 812	124	525	258
Autres services personnels	93.0N	10 143	7 642	514	3 622	1 681

(1) L'EAE inclut, depuis 1997, les organismes mutualistes et les associations ayant au moins un salarié; elle exclut, depuis 1997, les sociétés civiles de moyens et les GIE sans salarié.
(2) Les données relatives à l'exercice 1997 des petites entreprises de services aux particuliers sont obtenues à partir des sources administratives.
(3) Sauf 55.2 : Autres moyens d'hébergement de courte durée.
(4) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

Chapitre M.04

Assurances

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part de l'assurance vie et non-vie dans plusieurs pays de l'OCDE.

1. Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance.
2. Effectifs du secteur de l'assurance.
3. Évolution des primes d'assurance.
4. Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances.
5. Comptes techniques simplifiés des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes.
6. Compte de résultat technique des sociétés d'assurance non-vie.
7. Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes.
8. Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie.
9. Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie.
10. Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE.
11. Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE.
12. Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.
13. Répartition des placements d'assurance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances.

1. PRÉSENTATION

Activité des entreprises d'assurance

Depuis le début des années 1980, le secteur des assurances sur la vie connaît en France un développement sans précédent. Il est un acteur financier majeur et le principal collecteur d'épargne de long terme auprès des ménages. Les primes encaissées au titre de l'assurance vie et de la capitalisation progressent en moyenne de 15 % par an de 1993 à 1997. Elles régressent de 17 % en 1998, principalement en raison d'une modification de leur régime fiscal.

En assurance non-vie, les primes progressent en moyenne de 5 % par an de 1993 à 1996 et stagnent depuis.

En France, en 1998, les affaires directes d'assurance vie se partagent essentiellement entre :

- les contrats individuels et « groupes ouverts » en francs ou devises (59 % des affaires directes vie en France) ;
- les contrats collectifs en francs ou devises (14 %);
- les contrats en unités de compte (23 %).

En France, en 1998, les affaires directes en assurance non-vie se partagent entre trois grands risques :

- l'assurance automobile (36 %) ;
- les dommages aux biens (23 %);
- les dommages corporels (23 %).

En 1999, l'assurance emploie près de 202 000 personnes soit 0,8 % environ de la population active.

La réglementation

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.

- Création des entreprises mixtes

Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit, les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.

- Introduction d'un nouveau plan comptable

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.

Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique.

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

2. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.

La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la CCA publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La CCA publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat par catégorie comptables simplifiés, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la CCA, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.04-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de la CCA regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la CCA. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.

Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.

Les privatisations récentes de groupes de sociétés nationales (UAP, AGF, GAN) ont amené la CCA à regrouper dans ses statistiques depuis 1995 les entreprises nationales restantes avec les autres sociétés anonymes.

En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par la CCA avec les sociétés anonymes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

3. DÉFINITIONS

Affaires directes

Les opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat d'assurance vie à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.

Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « céde » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :

- soit aux survivants (tontines en cas de vie);
- soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Commission de contrôle des assurances;
- Organismes professionnels;
- Caisse nationale de prévoyance.

Publications :

Rapport d'activité (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Tableaux de synthèse (annuel), Commission de contrôle des assurances;

« L'assurance française en 1999 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel];

Revue *SIGMA,* Compagnie suisse de réassurance;

« Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes*, nº 18, mai 1992;

« Les assurances dans les années quatre-vingt : l'envolée », *INSEE-Première*, nº 244, février 1993;

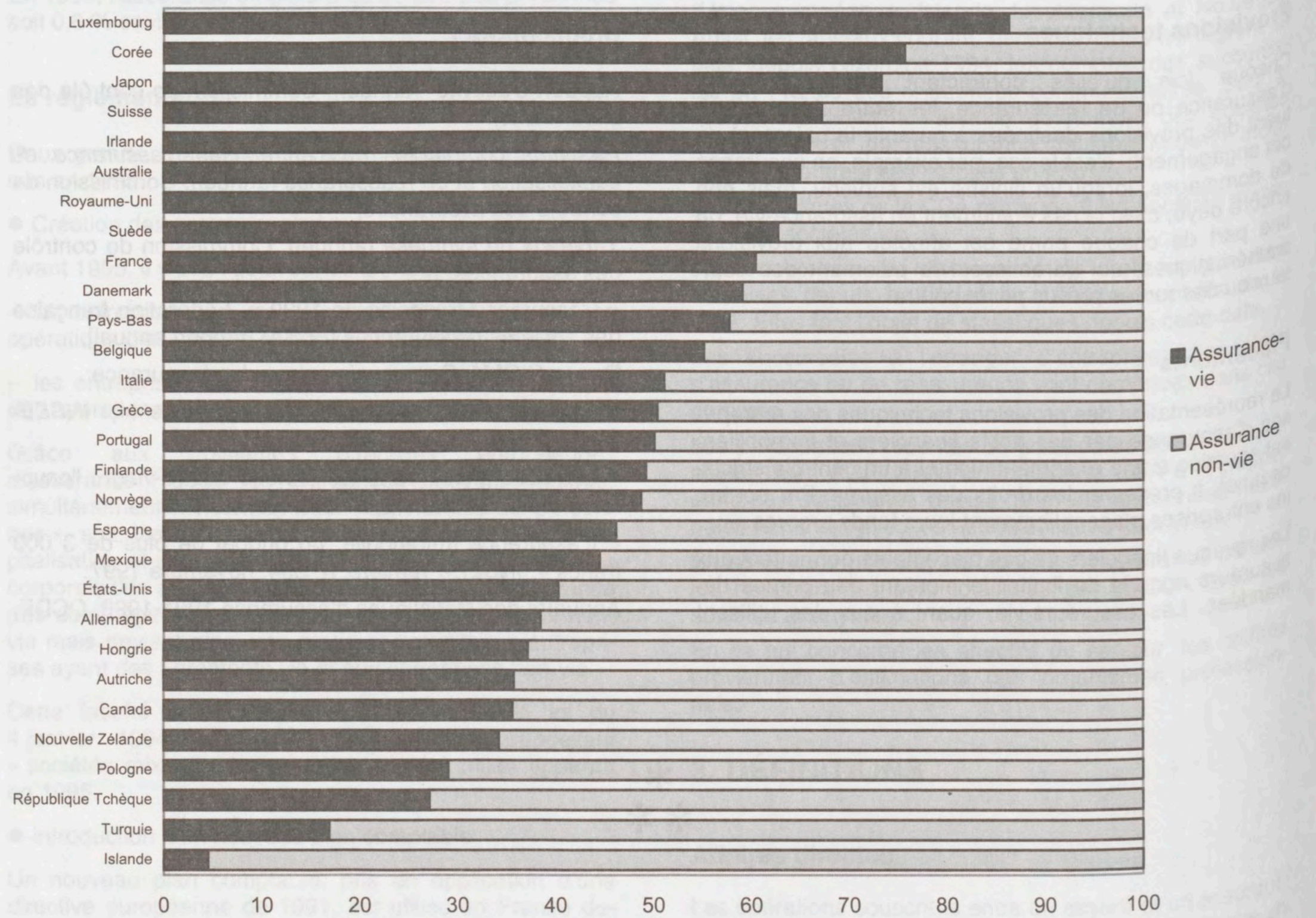
« L'assurance automobile, un budget de plus de 3 000 francs », *INSEE-Première*, nº 554, novembre 1997;

Annuaire des statistiques d'assurance 1991-1998; OCDE.

*
* *

GRAPHIQUE M.04

Part de l'assurance vie et non-vie en 1998 dans plusieurs pays de l'OCDE



Source : Annuaire des statistiques d'assurance 1991-1998, OCDE, 2000

TABLEAU M.04-1

Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Forme juridique	1996	1997	1998	1999	Variation 1999
Sociétés d'assurance non-vie					
Sociétés nationales	3	3	2	2	–
Sociétés anonymes	145	147	146	140	– 6
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	52	50	51	49	– 2
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	19	19	–
Mutuelles locales ou professionnelles	82	55	53	53	–
Mutuelles agricoles	24	24	24	23	– 1
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	14	12	12	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	79	...	...	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	360	...	...	...	...
Divers (3)	1	1	1	1	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	1	–
Total	**782**	...	...	...	...
Sociétés d'assurance sur la vie					
Sociétés nationales	3	2	–	–	–
Sociétés anonymes	101	88	81	71	– 10
Sociétés d'assurance mutuelle	14	14	14	14	–
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E.	5	5	4	4	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	7	...	...	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	77	...	...	...	...
Sociétés tontinières	3	3	3	3	–
Total	**210**	...	...	...	...
Sociétés d'assurance mixtes					
Société nationale	///	1	1	1	–
Sociétés anonymes	12	22	29	30	1
Sociétés d'assurance mutuelle	2	3	3	3	–
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	21	...	...	...	...
Total	**35**	...	...	...	...
Sociétés de réassurance					
Sociétés anonymes	20	25	27	31	4
Société d'assurance mutuelle	1	1	1	2	1
Total	**21**	**26**	**28**	**33**	**5**

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Source : Fédération française des sociétés d'assurance

	1995	1996	1997	1998	1999
Salariés de sociétés d'assurances	**121 800**	**135 400**	**133 100**	**132 050**	**132 300**
Agents généraux					
Titulaires	17 400	17 100	16 800	16 280	15 800
Collaborateurs (salariés et non salariés)	35 000	35 000	35 000	32 000	32 000
Total	**52 400**	**52 100**	**51 800**	**48 280**	**47 800**
Courtiers					
Titulaires	2 400	2 400	2 500	2 500	2 400
Salariés	16 000	16 000	16 000	16 000	15 000
Total	**18 400**	**18 400**	**18 500**	**18 500**	**17 400**
Experts	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**
Total	**197 000**	**210 300**	**207 800**	**203 230**	**201 900**

TABLEAU M.04-3

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation					
Opérations de capitalisation (en francs et en unités de compte)	26 336	///	///	///	///
Opérations de capitalisation (hors unités de compte)	///	25 170	26 985	27 547	13 728
Assurances individuelles (en francs et en unités de compte)	102 458	–	–	–	–
Contrats individuels et groupes ouverts (hors unités de compte)	–	272 205	315 163	338 183	252 728
Assurances collectives (y compris groupes ouverts, en francs et en unités de compte)	250 573	–	–	–	–
Contrats collectifs	–	73 433	83 796	74 012	58 826
Contrats en unité de compte (assurances sur la vie et capitalisation)	–	43 625	36 684	73 894	97 646
Contrats collectifs relevant de l'article L441-1 (autres affaires avant 1995)	1 641	1 838	1 612	1 737	2 532
Opérations tontinières	378	438	487	587	712
Total des affaires directes en France métropolitaine	**381 386**	**416 709**	**464 727**	**515 960**	**426 172**
Départements et territoires d'Outre-Mer	964	–	–	–	–
Total des affaires directes en France	**382 350**	**416 709**	**464 727**	**515 960**	**426 172**
Total des affaires directes dans l'Union européenne (1)	**–**	**1 046**	**728**	**391**	**257**
Total des affaires directes hors Union européenne	**–**	**64**	**65**	**76**	**16**
Total des affaires directes à l'étranger	**563**	**1 110**	**793**	**467**	**273**
Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation	**382 913**	**417 819**	**465 520**	**516 427**	**426 445**
Évolution des primes en %	**19,7**	**9,1**	**11,4**	**10,9**	**– 17,4**
2) Affaires directes d'assurance non-vie					
Dommages corporels	52 422	54 482	55 799	57 282	58 530
Opérations réalisés par les sociétés vie et mixtes (2)	4 371	9 914	14 889	17 354	18 009
Opérations réalisées par les sociétés non-vie	48 051	44 568	40 910	39 928	40 521
Automobile	82 494	89 505	91 926	91 245	91 152
Dommages aux biens	52 896	56 422	58 984	58 063	58 123
Garantie légale des catastrophes naturelles	4 671	4 910	5 079	5 032	5 016
Responsabilité civile générale	9 401	9 520	10 239	10 389	10 625
Protection juridique, assistance, pertes pécunières diverses	9 088	9 715	10 025	10 967	10 872
Transports	9 257	9 844	9 205	8 713	6 619
Assurance construction (dommages ouvrages et responsabilité civile décennale)	3 082	4 262	4 759	5 515	5 537
Crédit et caution	3 810	3 866	3 938	3 948	4 087
Total des affaires directes en France métropolitaine	**227 121**	**242 526**	**249 954**	**251 154**	**250 561**
Départements et territoires d'Outre-Mer	2 211	–	–	–	–
Total des affaires directes en France	**229 332**	**242 526**	**249 954**	**251 154**	**250 561**
Total des affaires directes dans l'Union européenne (1)	**–**	**5 095**	**5 093**	**5 148**	**4 891**
Total des affaires directes hors Union européenne	**–**	**1 357**	**1 368**	**1 238**	**529**
Total des affaires directes à l'étranger	**6 476**	**6 452**	**6 461**	**6 386**	**5 420**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**235 808**	**248 978**	**256 415**	**257 540**	**255 981**
3) Ensemble des affaires directes					
En France	611 682	659 235	714 681	767 114	676 733
À l'étranger	7 039	7 562	7 254	6 853	5 693
Total des affaires directes	**618 721**	**666 797**	**721 935**	**773 967**	**682 426**

N.B . Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.04-3 (suite et fin)

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
4) Opérations de réassurance					
Sociétés d'assurance vie et mixtes					
En France	9 940	15 433	13 710	14 797	14 734
À l'étranger	154	7	2	2	–
Total	**10 094**	**15 440**	**13 712**	**14 799**	**14 734**
Sociétés d'assurance non-vie					
En France	31 861	38 706	35 239	33 473	32 096
À l'étranger	1 781	841	894	865	1 215
Total	**33 642**	**39 547**	**36 133**	**34 338**	**33 311**
Ensemble des sociétés d'assurance					
En France	41 801	54 139	48 949	48 270	46 830
À l'étranger	1 935	848	896	867	1 215
Total	**43 736**	**54 987**	**49 845**	**49 137**	**48 045**
Sociétés de réassurance françaises					
En France	–	29 129	24 097	21 365	21 493
À l'étranger	–	2 046	1 804	1 661	1 257
Total	**–**	**31 175**	**25 901**	**23 026**	**22 750**
Total des opérations de réassurance					
En France	–	83 268	73 046	69 635	68 323
À l'étranger	–	2 894	2 700	2 528	2 472
Total	**–**	**86 162**	**75 746**	**72 163**	**70 795**

(1) Affaires directes, libre prestation de services (LPS) et succursales.
(2) Ce tableau inclut les opérations d'assurance des dommages corporels pratiquées par les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés mixtes.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances

Année 1998

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Sociétés anonymes et mutuelles rémunérantes	Mutuelles non rémunérantes	Sociétés mutuelles	Tontines	Extra communautaires	Total
Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes	431 034	•	23 151	712	4 402	459 299
Sociétés d'assurance non-vie	195 299	72 361	•	•	3 513	271 173

TABLEAU M.04-5

Comptes techniques simplifiés des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes

Y compris les dommages corporels

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant *r* 1997	% des *r* primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Primes	493 657	100,0	548 070	100,0	458 587	100,0
Résultat financier du compte technique	172 280	34,9	200 187	36,5	234 047	51,0
Autres produits	962	0,2	1 399	0,3	1 601	0,3
Charges incombant aux réassureurs	13 094	2,4	15 517	2,8	16 839	3,7
Total des ressources	**679 993**	**137,7**	**765 173**	**139,6**	**711 074**	**155,1**
Charges						
Charges des sinistres	205 838	41,7	226 577	41,3	263 885	57,5
Charges des provisions techniques	276 310	56,0	310 939	56,7	201 018	43,8
Participation aux résultats	142 180	28,8	160 613	29,3	177 267	38,7
Frais d'acquisition et d'administration	36 368	7,4	39 326	7,2	39 975	8,7
Autres charges techniques	3 411	0,7	3 697	0,7	4 579	1,0
Primes cédées aux réassureurs	11 514	2,3	14 442	2,6	14 365	3,1
Total des charges	**675 621**	**136,9**	**755 594**	**137,9**	**701 089**	**152,9**
Résultat technique	**4 372**	**0,9**	**9 579**	**1,7**	**9 985**	**2,2**

TABLEAU M.04-6

Compte de résultat technique des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales étrangères

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant 1997	% des primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Primes	277 636	100,0	274 449	100,0	271 173	100,0
Résultat financier du compte technique	18 186	6,6	21 919	8,0	25 279	9,3
Autres produits techniques	2 463	0,9	2 734	1,0	2 818	1,0
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	614	0,2	656	0,2	747	0,3
Charges incombant aux réassureurs	40 955	14,8	42 283	15,4	42 951	15,8
Total	**339 854**	**122,4**	**342 041**	**124,6**	**342 968**	**126,5**
Charges						
Prestations et frais payés	193 348	69,6	196 780	71,7	199 079	73,4
Charges des provisions techniques	20 974	7,6	20 018	7,3	24 078	8,9
Participation aux résultats	2 594	0,9	2 902	1,1	3 375	1,2
Frais d'acquisition et d'administration	55 036	19,8	55 920	20,4	56 926	21,0
Autres charges techniques	7 736	2,8	7 783	2,8	8 913	3,3
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	968	0,3	983	0,4	1 096	0,4
Primes cédées aux réassureurs	48 495	17,5	46 023	16,8	43 218	15,9
Total des charges	**329 151**	**118,6**	**330 409**	**120,4**	**336 685**	**124,2**
Résultat technique	**10 703**	**3,9**	**11 632**	**4,2**	**6 283**	**2,3**

TABLEAU M.04-7

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes

Y compris les dommages corporels

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant *r* 1997	% des *r* primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Résultat technique	4 372	0,9	9 579	1,7	9 985	2,2
Résultat financier du compte non technique	6 146	1,2	6 885	1,3	7 902	1,7
Produits exceptionnels et autres produits	1 399	0,3	1 115	0,2	1 512	0,3
Total	**11 917**	**2,4**	**17 579**	**3,2**	**19 399**	**4,2**
Charges						
Charges exceptionnelles et charges non techniques	3 068	0,6	3 248	0,6	3 959	0,9
Participation des salariés	183	–	191	–	204	–
Impôts sur les bénéfices	2 846	0,6	4 424	0,8	5 283	1,2
Total	**6 097**	**1,2**	**7 863**	**1,4**	**9 446**	**2,1**
Résultat de l'exercice	**5 820**	**1,2**	**9 716**	**1,8**	**9 953**	**2,2**

TABLEAU M.04-8

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie (1)

Succursales de sociétés extra-communautaires comprises

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant 1997	% des primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Résultat technique	10 703	3,9	11 633	4,2	6 283	2,3
Résultat financier du compte non technique	5 779	2,1	7 105	2,6	8 146	3,0
Autres produits non techniques et produits exceptionnels	3 938	1,4	3 961	1,4	5 692	2,1
Total des ressources	**20 420**	**7,4**	**22 699**	**8,3**	**20 121**	**7,4**
Charges						
Autres charges non techniques et charges exceptionnelles	5 953	2,1	7 069	2,6	10 956	4,0
Participation des salariés	440	0,2	473	0,2	469	0,2
Impôts sur les bénéfices	3 147	1,1	6 254	2,3	6 149	2,3
Total des charges	**9 540**	**3,4**	**13 796**	**5,0**	**17 574**	**6,5**
Résultat de l'exercice	**10 880**	**3,9**	**8 903**	**3,2**	**2 547**	**0,9**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU M.04-9

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie (1)

Succursales étrangères comprises

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant 1996	% du total	Montant 1997	% du total	Montant 1998	% du total
Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (avant affectation) :						
Actif						
Placements	2 697 852	92,0	3 189 368	91,5	3 557 050	91,5
Part des réassureurs dans les provisions techniques	47 612	1,6	53 722	1,5	64 407	1,7
Créances	77 335	2,6	96 685	2,8	115 350	3,0
Actifs incorporels et autres actifs	21 435	0,7	48 216	1,4	41 118	1,1
Comptes de régularisation et différences de conversion	88 490	3,0	97 555	2,8	107 851	2,8
Total	**2 932 724**	**100,0**	**3 485 546**	**100,0**	**3 885 776**	**100,0**
Passif						
Capitaux propres et passifs subordonnés	123 416	4,2	148 117	4,2	170 255	4,4
Provisions techniques	2 680 947	91,4	3 158 722	90,6	3 529 414	90,8
Provisions pour risques et charges	10 865	0,4	10 523	0,3	13 170	0,3
Dettes	117 495	4,0	168 186	4,8	172 937	4,5
Total	**2 932 723**	**100,0**	**3 485 548**	**100,0**	**3 885 776**	**100,0**
Bilan simplifié des sociétés d'assurance non vie (avant affectation) :						
Actif						
Placements	485 221	73,5	523 629	73,4	554 479	74,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques	70 142	10,6	75 189	10,5	79 136	10,7
Créances	70 149	10,6	72 797	10,2	76 490	10,3
Actifs incorporels et autres actifs	19 484	2,9	26 588	3,7	17 042	2,3
Comptes de régularisation et différences de conversion	15 583	2,4	15 191	2,1	15 528	2,1
Total	**660 579**	**100,0**	**713 394**	**100,0**	**742 675**	**100,0**
Passif						
Capitaux propres et passifs subordonnés	129 919	18,1	143 638	20,1	145 207	19,6
Provisions techniques	448 310	69,0	470 663	66,0	492 724	66,3
Provisions pour risques et charges	14 907	2,5	15 481	2,2	16 948	2,3
Dettes	67 443	10,4	83 611	11,7	87 796	11,8
Total	**660 579**	**100,0**	**713 393**	**100,0**	**742 675**	**100,0**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU M.04-10

Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE

Pays	1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Union Européenne (UE) (1)	**5,79**	**6,76**	**6,90**	**6,97**	**7,22**	**7,53**	**7,65**
Allemagne	5,92	6,26	6,45	6,55	6,65	6,64	6,51
Autriche	4,93	5,50	5,40	5,54	6,23	5,38	5,33
Belgique	4,64	5,14	5,17	5,33	5,58	5,77	6,47
Danemark	4,44	5,17	5,54	5,72	6,17	6,39	6,86
Espagne	3,53	4,30	5,11	4,81	5,04	5,18	5,19
Finlande	6,59	2,84	2,96	3,34	4,04	3,71	4,04
France	**5,89**	**7,64**	**8,27**	**8,57**	**9,08**	**9,40**	**8,00**
Grèce (2)	1,28	1,59	1,61	1,62	1,73	1,76	1,85
Irlande	8,96	8,79	8,95	8,28	9,08	9,96	12,23
Italie	2,63	3,25	3,38	3,49	3,56	4,12	4,88
Luxembourg	4,29	4,11	10,81	24,02	21,35	30,46	32,93
Pays-Bas (3)	7,64	7,96	8,30	8,86	9,11	9,35	9,84
Portugal	2,95	3,92	4,08	4,59	5,06	4,95	5,50
Royaume-Uni (4)	10,58	13,16	11,98	11,56	12,06	12,24	13,22
Suède	5,23	6,14	5,79	5,47	5,64	5,81	6,17
OCDE (1)	**7,44**	**7,88**	**8,12**	**8,11**	**8,09**	**8,54**	**8,71**
dont : États-Unis	9,73	10,15	10,05	9,89	9,84	10,61	10,97
Japon	8,43	8,52	8,48	8,52	8,03	8,06	7,79
Canada	4,72	4,43	4,57	4,66	4,46	4,31	4,20
Suisse	8,02	9,08	9,60	10,33	11,14	11,92	12,55

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1995.

TABLEAU M.04-11

Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE

Sur la base des primes brutes directes

Source : OCDE

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	% 1998
Union Européenne (UE) (1)	**30,21**	**29,92**	**29,53**	**31,26**	**32,84**	**31,17**	**31,92**
Allemagne	7,02	7,65	7,67	8,39	8,24	7,11	6,95
Autriche	0,62	0,64	0,61	0,68	0,75	0,57	0,57
Belgique	0,72	0,70	0,70	0,77	0,79	0,72	0,81
Danemark	0,47	0,46	0,49	0,55	0,60	0,56	0,60
Espagne	1,37	1,32	1,43	1,43	1,55	1,41	1,44
Finlande	0,71	0,15	0,17	0,22	0,27	0,23	0,25
France	**5,56**	**6,10**	**6,39**	**6,99**	**7,39**	**6,71**	**5,73**
Grèce (2)	0,08	0,09	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11
Irlande	0,32	0,28	0,28	0,29	0,35	0,39	0,51
Italie	2,25	2,04	2,00	2,02	2,29	2,41	2,86
Luxembourg	0,04	0,03	0,09	0,22	0,19	0,25	0,27
Pays-Bas (3)	1,71	1,59	1,63	1,87	1,91	1,74	1,86
Portugal	0,16	0,21	0,21	0,25	0,29	0,26	0,29
Royaume-Uni (4)	8,23	7,92	7,10	6,80	7,36	8,04	8,97
Suède	0,95	0,73	0,67	0,67	0,75	0,68	0,70
OCDE :							
dont : États-Unis	44,15	41,12	39,26	36,93	38,47	42,50	45,16
Japon	19,78	23,26	23,08	23,26	19,55	17,31	14,76
Canada	2,16	1,57	1,46	1,42	1,40	1,34	1,22
Suisse	1,45	1,37	1,46	1,69	1,74	1,56	1,66

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1995.

TABLEAU M.04-12

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE

Unité : Million de dollars

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Union Européenne (UE) (1)	**415 233**	**538 005**	**582 578**	**666 299**	**694 017**	**677 010**	**708 365**
Allemagne	91 194	151 150	168 412	200 200	196 995	177 621	177 416
Autriche	8 540	11 024	12 120	14 240	16 013	12 844	12 860
Belgique	9 695	11 378	12 349	15 458	15 813	14 743	16 861
Danemark	6 862	8 109	9 758	11 376	12 332	11 700	12 961
Espagne	18 141	21 640	25 703	27 971	30 378	28 527	29 698
Finlande	9 433	2 665	3 115	4 474	5 319	4 658	5 242
France	**78 390**	**107 304**	**119 249**	**142 123**	**149 294**	**139 333**	**122 619**
Grèce (2)	1 067	1 525	1 655	1 925	2 194	2 143	2 270
Irlande	4 096	4 685	4 984	5 680	6 825	8 269	10 735
Italie	33 108	37 095	38 943	42 654	48 245	52 001	61 943
Luxembourg (3)	444	528	1 582	4 156	3 631	4 811	5 505
Pays-Bas	22 712	26 647	29 911	36 502	37 118	34 654	37 970
Portugal	2 079	3 322	3 632	4 856	5 585	5 100	6 003
Royaume-Uni (4)	115 274	138 604	138 100	140 298	148 610	165 969	191 170
Suède (5) (6)	14 198	12 329	13 064	14 386	15 667	14 638	15 111
OCDE (1)	**1 370 342**	**1 723 397**	**1 882 097**	**2 060 526**	**2 052 423**	**2 099 909**	**2 177 164**
dont : États-Unis	606 925	705 008	731 673	763 639	795 115	891 694	994 961
Japon	258 310	372 829	406 604	448 384	376 514	344 074	300 649
Canada	32 443	28 033	28 758	30 083	30 232	29 914	28 100
Suisse	27 315	33 723	37 985	45 444	38 963	34 713	36 491

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes brutes directes jusqu'à 1993.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1992.
(5) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance-vie pour 1990.
(6) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance non-vie jusqu'à 1996.

TABLEAU M.04-13

Répartition des placements d'assurance

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Année 1998

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Millier de francs

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie et mixtes	Non-vie	Vie et mixtes	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	121 179	61 367	1	162
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	361 836	172 663	92	383
Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus)	2 545 997	279 805	11 793	205
Prêts et effets assimilés	63 010	11 909	–	17
Dépôts auprès des cédantes	11 258	23 149	–	109
Autres placements	45 535	3 836	–	128
Total	**3 148 815**	**552 729**	**11 886**	**1 004**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

N

Finances

Chapitre N.01

Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et tableaux :

Graphique. Agrégats monétaires et contreparties.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à court terme.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à long terme.

1. Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).
2. Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).
3. Agrégats de monnaie et contreparties de M 3.
4. Endettement intérieur total (EIT).
5. Tableau des financements de l'économie et placements financiers des agents non financiers résidents (TFP).
6. Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels (SEC 79).
7. Tableaux d'opérations financières (TOF).
8. Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne.
9. Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets.
10. Principaux taux d'intérêt débiteurs.
11. Crédits distribués par les institutions financières monétaires (IFM).
12. Répartition par objets des crédits distribués par les établissements de crédit.
13. Établissements relevant de la loi bancaire.
14. Bilan de la Banque de France.
15. Bilan des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France.
16. Bilan agrégé des banques des départements d'Outre-mer, des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie.
17. Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « Direction des études et statistiques monétaires » (SASM et SESOF) et de l'INSEE, « Direction des études et des synthèses économiques », « Département des Comptes nationaux », (Divisions « Synthèse conjoncturelle » et « Synthèse générale des comptes »).

1. PRÉSENTATION

Au cours de l'année 1999, l'évolution des taux d'intérêt à court terme dans la zone euro accompagne les décisions du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (baisse de 50 points de base le 8 avril et relèvement de même ampleur le 4 novembre). Proche de 3 % jusqu'au mois d'avril, l'Euribor à 3 mois se situe ensuite un peu au-dessus de 2,5 % jusqu'au mois d'octobre, pour rejoindre en fin d'année un niveau compris entre 3,4 et 3,5 %. Simultanément, après avoir atteint un niveau exceptionnellement bas à la fin de 1998, les taux d'intérêt à long terme suivent durant toute l'année une tendance à la hausse, qui porte les rendements obligataires à des niveaux voisins de ceux qu'ils atteignaient en 1997 sur les marchés des principaux pays de la future zone euro.

L'écart entre la croissance de l'agrégat monétaire M 3 de la zone euro et la valeur de référence de 4,5 % qui lui est assignée, se creuse au cours de l'année 1999. En glissement annuel, la progression atteint 6,2 %, après 4,7 % en 1998. Le faible coût d'opportunité de la détention de certains actifs monétaires, dans un contexte d'amélioration de la conjoncture dans la zone euro, contribue certainement à cette accélération. Il est également possible que la remontée progressive des taux d'intérêt à long terme et le niveau très élevé atteint par les cours boursiers aient suscité un certain attentisme chez les épargnants désireux d'effectuer des placements en obligations ou en actions, contribuant ainsi au gonflement des avoirs liquides en attente d'affectation. L'analyse des facteurs à l'origine de cette progression révèle un dynamisme des crédits au secteur privé, pour partie lié à la reprise de l'activité, à une forte progression des prix des actifs immobiliers et financiers, et à la multiplication des opérations de fusions-acquisitions. En revanche, les opérations sur l'extérieur exercent un impact restrictif sur la progression de M 3, bien que les paiements courants enregistrent un excédent de 0,4 % du PIB : les agents non financiers ont mis à profit le faible niveau des taux d'intérêt dans la zone euro pour contracter auprès des banques résidentes des emprunts destinés à financer des investissements directs ou de portefeuille et des opérations de prêts/emprunts à l'extérieur (notamment aux États-Unis, en raison du différentiel de croissance favorable aux États-Unis).

La progression des crédits accordés aux résidents français par les institutions financières monétaires (IFM) françaises (+ 5,7 % après + 2,6 % en 1998) se situe à nouveau en retrait par rapport à celle des crédits accordés aux résidents de la zone euro par les IFM de la zone (+ 8,1 % après + 7,6 % en 1998).

La progression en glissement de l'endettement intérieur total (EIT) français se renforce, s'établissant, après correction des effets de reclassement et de valorisation, à 7,1 % contre 4,8 % en 1998. Les crédits des institutions financières (IF) (1) ont nettement accéléré (+ 6,1 %, après + 2,3 % en 1998), mais leur rythme est demeuré inférieur à celui, toujours soutenu, des financements de marchés (+ 8,6 % après + 9,1 % en 1998). C'est l'endettement des sociétés non financières qui contribue le plus à la progression de l'EIT : avant correction, contribution de 4,1 points, contre 1,1 point pour les administrations publiques et 1,7 point pour les ménages.

L'assurance-vie reste le principal placement financier des ménages français.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les Banques centrales nationales (BCN).

La mise en œuvre d'un système européen de comptabilité nationale rénové et le passage à l'Union économique et monétaire (UEM) conduisent à une profonde révision des indicateurs statistiques sur la monnaie et le financement.

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas un grand intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée (2), relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Afin d'obtenir des agrégats monétaires européens cohérents et précis, le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95), lui-même applicable dès 1999.

Le passage en phase III de l'Union économique et monétaire le 1er janvier 1999 s'accompagne, sous l'égide de la Banque centrale européenne, de la définition d'une série d'agrégats monétaires M 1, M 2 et M 3 parfaitement homogènes et couvrant l'intégralité de la zone euro, qui se substituent aux anciens agrégats nationaux.

La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.

---

(1) IF toutes résidences. Les crédits obtenus auprès des non résidents incluent également les prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe, les prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs et les crédits commerciaux.

(2) La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale (1).

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.

Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :

— la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :

- Banque de France (2),
- Fonds de stabilisation des changes (2) (3),
- l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) ;

— les Banques :

- Banques « Association Française des Banques » (AFB) ;
- Banques mutualistes ou coopératives :

  Banques populaires,

  Réseau Crédit Agricole,

  Réseau Crédit mutuel,

  Réseau de crédit coopératif,

  Banque fédérale mutualiste,
- Crédits municipaux ;

— les Caisses d'épargne :

- Caisses d'épargne et de prévoyance,
- Caisse centrale des caisses d'épargne et de prévoyance (CCCEP),
- Caisse nationale d'épargne (La Poste) (2) ;

— la Caisse des dépôts et consignations (CDC) :

- Caisse des dépôts (2),
- Caisse de garantie pour le logement social (CGLS).

— les Sociétés financières et assimilées :

- Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :

  Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),

  SOFERGIE,

  Sociétés de financement des télécommunications,

  Sociétés de crédit différé,

  Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),

  Caisse de refinancement hypothécaire,

- Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :

  Sociétés de crédit-bail immobilier,

  Sociétés de location avec option d'achat,

  Sociétés de gestion de moyens de paiements,

  Autres sociétés financières,

- Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.

— les Institutions financières spécialisées :

- Institutions financières spécialisées (IFS) :

  Caisse française de développement,

  Comptoir des entrepreneurs,

  Crédit foncier de France,

  Crédit local de France,

  MATIF-SA,

  Sociétés de développement régional (SDR),

  SOCREDOM,

  Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) (3),

  CEPME,

  Euronext Paris.

— les OPCVM monétaires (2) (5)**:**

- Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) monétaires ;
- Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

— Institutions financières diverses et assimilées :

- Fonds communs de créances (FCC) (2) ;
- Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires (2) (3) ;
- Autoroutes de France (2) ;
- Comités interprofessionnels du logement (CIL) (2)(3),
- Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires (GBPE) (2) (4) ;
- Entreprises d'investissement ;
- Instituts régionaux de participation (IRP) (2) (4),
- Sociétés de contrepartie (2) (4) ;

- Sociétés de caution mutuelle (SCM) (3) ;
- Caisse nationale des autoroutes (CNA) (2) ;
- Caisse nationale des télécommunications (CNT) (2).

— Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (2) (5) :

- SICAV et FCP long terme à vocation générale ;
- Sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) (3) ;
- FCP Entreprises (3) ;
- Fonds Commun sur les marchés à terme ;
- FCP à Risque (3) ;
- Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

- Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
- Sociétés de gestion de protefeuille (6) ;
- Changeurs manuels ;
- Carte Bleue ;
- Carte Bancaire.

3. DÉFINITIONS

Taux directeurs

Les taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) sont les taux auxquels elle prête aux établissements de crédit et sur lesquels se calquent les taux des prêts que ces établissements se consentent entre eux (les taux interbancaires). La BCE dispose de trois taux directeurs :

— le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; ces opérations jouent un rôle pivot dans la poursuite des objectifs assignés aux opérations d'open market du Système européen de banques centrales (SEBC) et constituent le principal canal de refinancement du secteur financier ;

— le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;

— le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

— les pièces et billets en circulation,

— les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

— les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,

— les dépôts à terme.

La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

— les pensions,

— les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,

— les instruments du marché monétaire,

— les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

---

(1) Pour la Comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des TOM. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'Outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

(2) Hors loi bancaire.

(3) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

(4) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

(5) Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (SICAV et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « .diversifiés ».

(6) Dépendent juridiquement des Entreprises d'investissement.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne-logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Les instruments du marché monétaire sont les titres émis à court terme par des IFM (durée initiale inférieure ou égale à un an) et négociables sur des marchés monétaires liquides. En France, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et à titre résiduel les anciens bons des institutions et sociétés financières (BISF).

En France, les principaux titres de créance sont les obligations, les bons à moyen terme négociables (BMTN), les billets de trésorerie et les bons du Trésor (BTF).

Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

— les créances sur les autres résidents (non-IFM) :

  • les crédits accordés aux non-IFM,

  • le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;

— créances nettes sur l'extérieur ;

— les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) à déduire ;

— un poste « divers ».

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non résidents.

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM (décalages et en route entre institutions financières...) et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

L'endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) recense l'ensemble des financements, hors actions, des agents non financiers résidant en France, obtenus soit auprès d'institutions financières monétaires ou d'autres intermédiaires financiers, soit sur les marchés de capitaux (monétaire ou obligataire), tant en France qu'à l'étranger.

Le suivi de l'EIT permet d'analyser l'évolution des ressources des agents économiques sous forme d'endettement au regard de celle de la demande interne, des prix et des équilibres extérieurs. Les informations relatives à la nature des financements obtenus fournissent, quant à elles, des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement. L'EIT est ainsi un indicateur conjoncturel de l'évolution du degré d'intermédiation des financements. Il présente un intérêt d'autant plus marqué en Union monétaire qu'il retrace les sources de financement externe des agents non financiers résidents.

L'EIT est une mesure d'encours qui regroupe en distinguant, pour chaque secteur institutionnel débiteur, les dettes dont le terme est inférieur ou égal à un an et celles dont le terme est supérieur à un an :

— les crédits obtenus auprès des institutions financières résidentes,

— les crédits obtenus auprès des non résidents,

— les financements de marchés,

— le financement monétaire du Trésor public.

Le tableau des financements et placements (TFP) des agents non financiers résidents

Le tableau des financements de l'économie et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.

Il retrace comment et au profit de qui sont distribués les financements et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires. Il offre ainsi une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers, informations essentielles dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.

Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les administrations publiques.

Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).

Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des administrations centrales.

À l'actif du TFP, l'application des normes de comptabilité nationale aux statistiques monétaires, et le souci de retracer l'ensemble des créances des ANF sur les résidents et sur les non-résidents, conduisent à un regroupement des instruments financiers en trois grandes catégories :

DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES IFM RÉSIDENTES

• Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme

Les dépôts à court terme qui sont repris des statistiques monétaires recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans.

En outre, les avoirs liquides des organismes d'administration centrale, qui eux ne sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.

• Titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions

La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF — bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES DES AGENTS NON FINANCIERS

• Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans : cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne-logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• Placements de type « obligations » : ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion de ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.

• Placements de type « actions et autres participations » : figurent dans cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM (1).

Le tableau d'opérations financières (TOF)

Le tableau d'opérations financières (TOF) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.

En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par types d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.

Les stocks ou "encours" sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France (**www.banque-france.fr**),

— Banque centrale européenne (**www.ecb.int**),

— Institut d'émission des départements d'Outre-mer et Institut d'émission d'Outre-mer (**www.iedom-ieom.com**),

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (**www.minefi.gouv.fr**),

— Caisse nationale d'épargne.

Lois et décrets :

— Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire,

— Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières,

— Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.

---

(1) Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

Publications :

« Rapport – Exercice 1999 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Jean-Claude Trichet, gouverneur », Banque de France.

« La monnaie en 1998 » (disponible uniquement sur le site internet **www.banque-france.fr**).

« Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre » ; dans le rapport 1998, pp195-202, on trouvera l'article méthodologique *La nouvelle base de comptabilité nationale.*

« Rapport annuel de la Commission bancaire ».

« Rapport annuel de la zone franc ».

Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rapports annuels de l'Institut d'émission d'Outre-mer – Polynésie française, Wallis et Futuna ; Nouvelle-Calédonie.

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).

« Rapport annuel - La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

« Bulletin de la Banque de France », mensuel, notamment :
mars 2000, n° 75, Les tableaux d'opérations financières 1995-1998 en base 95 ;
juin 2000, n° 78, Évolution et structure des financements en France et dans la zone euro. Le recours des entreprises aux financements de marché a-t-il été atypique en 1999 ? ;
juillet 2000, n° 79, La situation du système bancaire français en 1999 ;
septembre 2000, n° 81, Principales caractéristiques de l'intermédiation financière en France sur la période récente.

« Bulletin de la Banque de France », supplément statistiques, trimestriel.

« Tendances monétaires et financières », mensuel, Banque de France.

« Cahier des titres de créances négociables », mensuel, Banque de France.

« Bulletin mensuel de la Banque centrale européenne ».

« La politique monétaire unique en phase III, Documentation générale sur les instruments et procédures de la politique monétaire du SEBC », Banque centrale européenne, septembre 1998.

« Statistical information collected and compiled by the ESBC », Banque centrale européenne, mai 2000.

« Rapport sur les comptes de la nation de 1999 » :
– Comptes et indicateurs économiques, *INSEE Résultats,* Économie générale, n^{os} 187-188, juillet 2000 ;
– L'Économie française, édition 2000-2001, INSEE, Livre de Poche, 2000.

« Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiements ».

« Les comptes des secteurs institutionnels de la base 80 à la base 95 », *Économie et statistique,* INSEE, n^{os} 321-322, 1999.

« Le patrimoine national, sources et méthodes d'évaluation », *INSEE-Méthodes*, n^{os} 41-42-43, 1994.

« 25 ans de comptes de patrimoine », INSEE-*Résultats*, n° 348, 1994.

« Revenu et patrimoine des ménages, Synthèses », *INSEE-Résultats*, n° 28, 1999.

« Les taux de possession de patrimoine par les ménages en 1998 - Actifs financiers, actifs professionnels, logement et endettement », *INSEE-Résultats*, n^{os} 144-145, janvier 1999.

« Les comptes financiers de la nation en 1999 – Dynamisme des financements aux agents privés », *INSEE -Première*, n° 714, mai 2000.

« Le patrimoine des indépendants diminue fortement lors du passage à la retraite », *INSEE-Première*, n° 739, octobre 2000.

Autres publications :

Voir les chapitres G.01 et G.03.

* * *

GRAPHIQUE N.01-1

AGRÉGATS MONÉTAIRES DE LA ZONE EURO

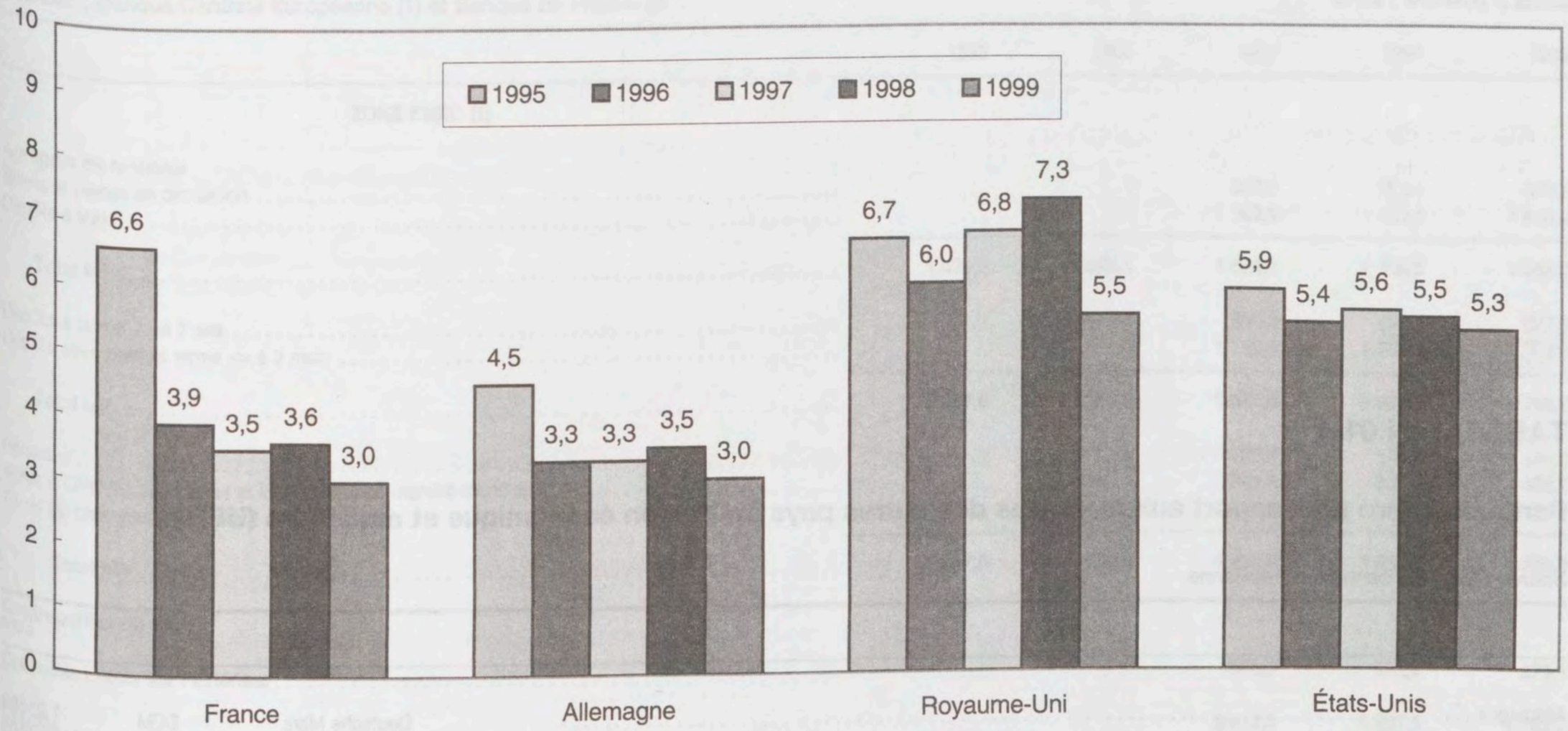
M1	M2	M3
Billets et pièces en circulation et dépôts à vue Billets et pièces en circulation Dépôts à vue		
Autres dépôts à court terme (M2 – M1) Dépôts à terme d'une durée ≤ 2 ans Dépôts remboursables avec préavis ≤ 3 mois		
Titres négociables (M3 – M2) Pensions Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire Titres de créance d'une durée ≤ 2 ans		

Contreparties de M3

Créances nettes sur l'extérieur	
Crédits	Secteur privé Secteur public
Titres	Secteur privé Secteur public
Ressources non monétaires des Institutions financières monétaires (IFM) – à déduire –	Dépôts de l'administration centrale Dépôts à terme > 2 ans Dépôts avec préavis émis > 3 mois Titres de créance émis > 2 ans Capital et réserves
Divers	

GRAPHIQUE N.01-2

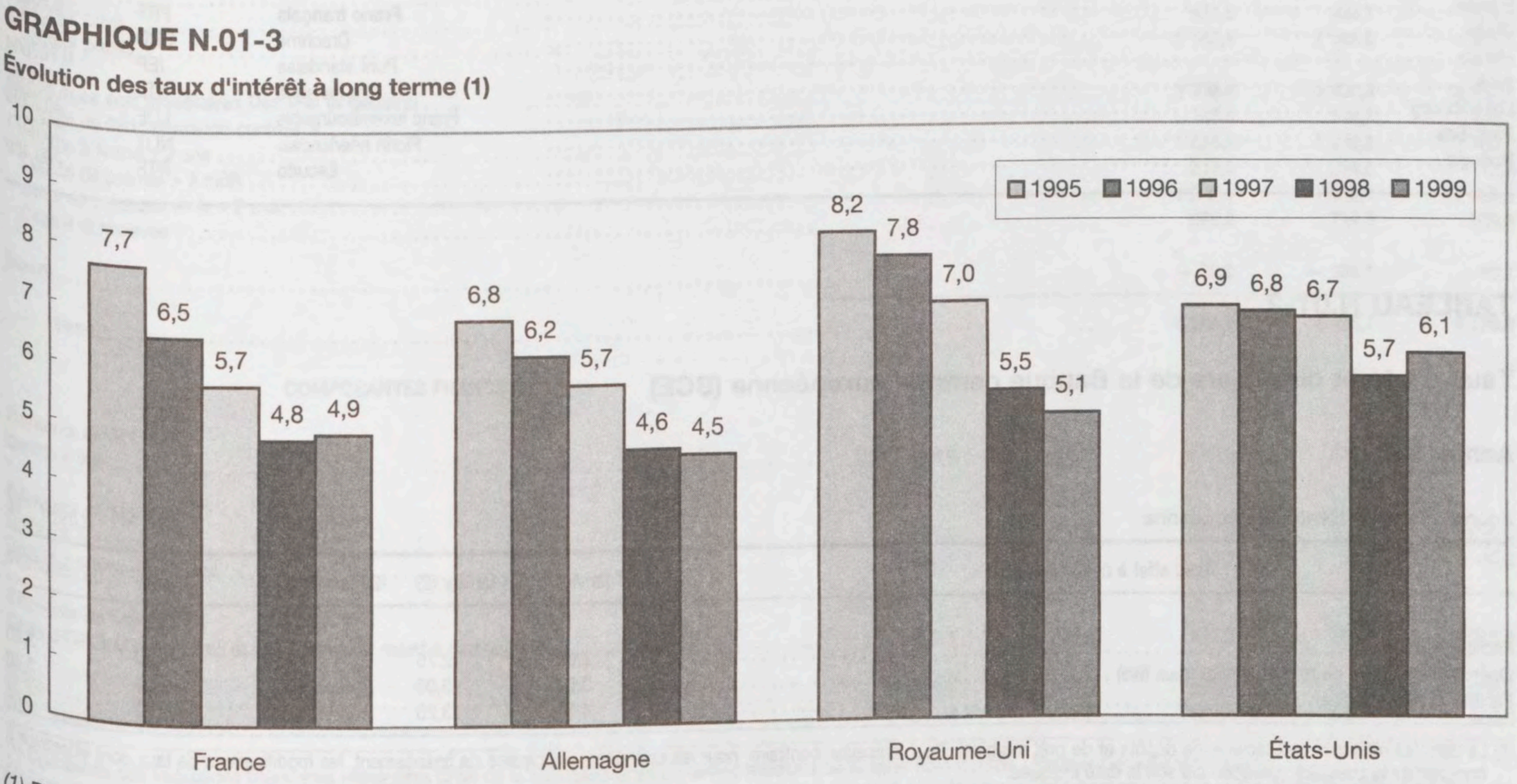
Évolution des taux d'intérêt à court terme



Source : OCDE

GRAPHIQUE N.01-3

Évolution des taux d'intérêt à long terme (1)



(1) Rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire

Source : OCDE

TABLEAU N.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie		Euro
Allemagne	Deutsche Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU N.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Année 1999

Source : Banque Centrale Européenne

Unité : %

Avec effet à compter du (1)	1er janvier	4 janvier (2)	22 janvier (2)	09 avril	05 novembre
Facilité de dépôt	2,00	2,75	2,75	1,50	2,00
Opération principale de refinancement (taux fixe)	3,00	3,00	3,00	2,50	3,00
Facilité de prêt marginal	4,50	3,25	3,25	3,50	4,00

(1) La date fait référence aux facilités de dépôts et de prêt marginal. Sauf indication contraire, pour les opérations principales de financement, les modifications de taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée.
(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé, à titre de mesure exceptionnelle, qu'un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.

TABLEAU N.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3

Encours en fin d'année

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	...	...	320,6	323,4	349,6
Dépôts à vue	...	...	1 302,9	1 453,5	1 609,4
Total M1	**1 423,2**	**1 528,5**	**1 623,4**	**1 776,9**	**1 959,0**
Dépôts à terme <= à 2 ans	...	...	896,9	894,5	877,5
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	...	...	1 159,6	1 234,4	1 282,9
Total M2	**3 397,6**	**3 562,5**	**3 680,0**	**3 905,8**	**4 119,5**
Pensions	...	...	205,4	176,7	144,2
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	...	...	304,4	303,5	425,2
Titres de créances émis <= à 2 ans	...	...	71,2	69,7	88,0
Total M3	**3 937,5**	**4 090,4**	**4 260,9**	**4 455,7**	**4 776,9**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	...	...	**511,9**	**383,3**	**279,1**
Crédits	...	...	**5 552,3**	**5 937,5**	**6 365,0**
Secteur privé	4 187,5	4 410,9	4 709,7	5 095,9	5 517,7
Secteur public	...	...	842,5	841,6	847,3
Titres	...	...	**1 584,2**	**1 682,2**	**1 829,3**
Secteur privé	...	...	421,8	493,7	621,6
Secteur public	...	...	1 162,4	1 188,5	1 207,8
Ressources non monétaires Des IFM (à déduire)	...	...	**3 309,4**	**3 438,3**	**3 737,1**
Dépôts de l'administration centrale	...	...	153,8	149,7	142,0
Dépôts à terme > 2 ans	...	...	1 004,9	1 030,2	1 160,3
Dépôts de préavis > 3 mois	...	...	219,8	214,8	112,8
Titres de créances émis > 2 ans	...	...	1 232,2	1 329,2	1 452,3
Capital et réserves	...	...	698,8	714,3	869,8
Divers	...	...	**– 78,0**	**– 109,1**	**40,7**
Total	...	...	**4 260,9**	**4 455,7**	**4 776,9**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	248,8	250,2	272,2	280,3	308,9
Éléments de M2 -M1					
Comptes sur livret	221,5	237,1	258,8	273,3	274,0
Dépôts à terme <= à 2 ans	73,1	45,2	39,1	38,6	40,2
Éléments de M3-M2					
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	233,1	209,3	195,2	195,3	246,1
Prêts	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
dont : secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	942,0

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro (source : Banque Centrale Européenne).
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour la composante française de M3, qui englobe les opérations avec les autres résidents de la zone euro, et pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers (source : Banque de France).

TABLEAU N.01-4

Endettement intérieur total (EIT)

Répartition par instrument

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Endettement intérieur total	**1 743,8**	**1 797,7**	**1 868,6**	**1 955,4**	**2 088,9**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**409,0**	**424,5**	**437,3**	**469,9**
≤ 1 an	17,5	18,6	19,6	20,8	22,7
> 1 an	379,3	390,4	404,9	416,5	447,2
Sociétés non financières	**702,9**	**701,2**	**719,8**	**757,9**	**837,8**
≤ 1 an	230,0	230,9	248,4	264,2	293,1
> 1 an	472,9	470,2	471,4	493,7	544,6
Administations publiques	**644,1**	**687,5**	**724,3**	**760,2**	**781,2**
≤ 1 an	111,4	108,8	95,3	97,8	86,1
> 1 an	532,7	578,7	629,0	662,4	695,1
Crédits obtenus auprès des IF résidents (2)	**1 029,5**	**1 010,5**	**1 025,6**	**1 034,1**	**1 086,0**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**409,0**	**424,5**	**437,3**	**469,9**
≤ 1 an	17,5	18,6	19,6	20,8	22,7
> 1 an	379,3	390,4	404,9	416,5	447,2
Sociétés non financières	**471,8**	**453,3**	**455,1**	**462,5**	**489,0**
≤ 1 an	129,9	118,2	122,9	119,4	121,7
> 1 an	341,9	335,2	332,2	343,1	367,3
Administations publiques	**161,0**	**148,1**	**145,9**	**134,3**	**127,2**
≤ 1 an	29,0	25,7	14,2	13,9	13,3
> 1 an	132,0	122,4	131,8	120,4	113,8
Crédits obtenus auprès des non résidents (3)	**97,1**	**104,9**	**118,3**	**133,4**	**149,2**
Financements de marchés	**579,5**	**645,6**	**690,1**	**752,6**	**815,6**
Sociétés non financières	**134,0**	**142,9**	**146,4**	**162,0**	**199,6**
≤ 1 an	20,2	25,4	24,3	31,1	41,2
> 1 an	113,8	117,5	122,1	130,9	158,4
Administations publiques	**445,5**	**502,7**	**543,7**	**590,6**	**616,0**
≤ 1 an	44,9	46,6	46,6	48,8	34,9
> 1 an	400,6	456,1	497,1	541,8	581,1
Financement monétaire du Trésor public	**37,6**	**36,6**	**34,7**	**35,3**	**38,0**

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages.
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofesionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances.
(3) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.

TABLEAU N.01-5

Tableau des financements de l'économie et placements financiers des agents non financiers résidents (TFP)

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliards d'euros

		1997	1998	1999
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS				
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) RÉSIDENTES	(A)	**797,7**	**796,3**	**841,2**
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**617,1**	**634,8**	**650,3**
Monnaie fiduciaire		39,5	40,1	39,9
Dépôts à vue		256,6	264,7	292,2
Placements à vue		258,8	273,3	274,0
Dépôts à terme ≤ 2 ans		37,8	34,5	33,4
Dépôts de l'administration centrale		24,5	22,2	10,9
Titres de créance ≤ 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions		**180,6**	**161,5**	**190,9**
Titres de créance ≤ 2 ans		35,8	39,4	50,6
Titres d'OPCVM monétaires		113,5	113,5	131,5
Prises en pension de titres		31,3	8,7	8,9
AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(B)	58,2	63,4	74,8
Autres dépôts (exemple : dépôts des résidents à l'étranger)		51,5	51,3	57,3
Autres titres à court terme (exemple : billets de trésorerie, parts de fonds communs de créances (FCC) à court terme)		6,7	12,0	17,5
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(C)	2 920,5	3 439,0	4 720,6
Dépôts à terme > 2 ans		**277,7**	**287,0**	**292,9**
Placements de type obligataire		**741,4**	**781,4**	**860,6**
Obligations		135,0	116,8	114,7
Autres titres de créance > 2 an		4,5	8,0	9,0
OPCVM obligataires		86,4	87,2	94,8
OPCVM garantis		23,3	27,8	32,7
Provisions techniques d'assurance-vie		*492,3*	*541,7*	*609,4*
PEP assurance		22,9	27,0	31,8
Autres placements d'assurance-vie		469,4	514,6	577,6
Placements de type actions et autres participations		**1 901,4**	**2 370,5**	**3 567,0**
Actions cotées		298,3	387,4	667,0
Autres types de parts sociales		1 489,1	1 840,2	2 712,6
OPCVM actions		45,2	55,8	70,2
OPCVM diversifiés		22,7	33,1	49,3
Autres OPCVM		46,1	54,0	67,9
TOTAL DES PLACEMENTS	**(D = A + B + C)**	**3 776,4**	**4 298,6**	**5 636,6**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS				
Crédits	(E)	**1 121,9**	**1 167,5**	**1 235,5**
≤ 1 an		156,6	154,1	157,8
> 1 an		847,0	880,1	928,3
Crédits auprès des non-résidents		118,3	133,4	149,4
Financement monétaire du Trésor public	(F)	**34,7**	**35,3**	**38,0**
Financements de marché	(G)	**690,0**	**752,6**	**815,6**
≤ 1 an		70,9	79,9	76,1
> 1 an		619,1	672,7	739,5
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(H = E + F + G)	**1 846,6**	**1 955,4**	**2 089,1**
Passage aux statistiques financières	(I)	59,6	90,6	**40,9**
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(J = H + I)	**1 906,3**	**2 046,0**	**2 130,0**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(K)	**3 521,5**	**2 281,9**	**3 987,5**
Actions cotées		518,6	714,1	1 203,6
Autres types de parts sociales		3 002,9	1 567,8	2 783,9
TOTAL DES FINANCEMENTS	**(L = J + K)**	**5 427,7**	**4 327,9**	**6 117,5**

TABLEAU N.01-6

Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels

Année 1997

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Comptes nationaux) — *Unité :* Milliard de francs courants

	Sociétés et quasi-sociétés non financières	Institutions financières	Entreprises d'assurance	Administrations publiques	Administrations privées	Ménages	Ensemble de l'économie nationale	Reste du monde	Total
Actifs									
Actifs corporels reproductibles	**10 225,8**	**173,9**	**205,8**	**3 871,3**	**71,8**	**13 129,3**	**27 677,9**	**–**	**27 677,9**
Stocks	1 600,2	0,5	–	96,2	–	189,6	1 886,5	–	1 886,5
Actifs fixes hors logement	6 611,4	173,4	35,1	3 521,2	71,8	890,3	11 303,2	–	11 303,2
Actifs fixes en logement	2 014,2	–	170,7	253,9	–	12 049,4	14 488,2	–	14 488,2
Actifs corporels non reproductibles	**223,2**	**–**	**–**	**150,4**	**–**	**1 073,2**	**1 446,8**	**–**	**1 446,8**
Actifs incorporels	**691,5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**284,0**	**975,5**	**–**	**975,5**
Actifs non financiers	**11 140,5**	**173,9**	**205,8**	**4 021,7**	**71,8**	**14 486,5**	**30 100,2**	**–**	**30 100,2**
Moyens de paiement internationaux	119,5	472,4	22,8	38,4	–	180,9	834,0	81,5	915,5
Moyens de règlement en francs	515,3	972,8	27,8	326,2	71,4	1 030,9	2 944,4	113,5	3 057,9
Autres liquidités	442,3	4 970,7	39,3	41,1	33,3	3 976,0	9 502,6	2 323,2	11 825,8
Titres du marché monétaire	503,7	2 086,3	185,6	10,1	1,6	13,1	2 800,4	533,4	3 333,8
Obligations	220,5	2 625,6	2 449,2	141,7	36,7	433,4	5 907,0	858,3	6 765,3
Actions et autres participations	17 621,9	2 426,9	1 355,9	835,3	216,2	6 343,4	28 799,5	3 553,0	32 352,5
Prêts à court terme	4 069,7	4 334,7	220,6	1 114,0	2,3	484,7	10 226,1	1 313,4	11 539,5
Prêts à moyen et long termes	174,5	6 203,6	91,9	480,7	–	2,4	6 953,1	218,9	7 172,0
Réserves techniques d'assurance	94,1	1,8	–	2,0	0,4	3 433,0	3 531,2	6,0	3 537,2
Actifs financiers	**23 761,5**	**24 094,8**	**4 393,0**	**2 989,5**	**361,9**	**15 897,7**	**71 498,4**	**9 001,2**	**80 499,6**
Actifs	**34 902,0**	**24 268,7**	**4 598,8**	**7 011,2**	**433,7**	**30 384,2**	**101 598,6**	**9 001,2**	**110 599,8**
Passifs									
Moyens de paiement internationaux	–	171,8	–	–	–	–	171,8	743,7	915,5
Moyens de règlement en francs	–	2 555,5	–	447,7	–	–	3 003,2	54,7	3 057,9
Autres liquidités	579,2	9 205,2	18,5	54,7	–	1,8	9 859,3	1 966,5	11 825,8
Titres du marché monétaire	223,5	1 335,8	–	1 313,8	–	–	2 873,2	460,6	3 333,8
Obligations	831,9	2 230,5	7,6	2 657,8	–	–	5 727,8	1 037,5	6 765,3
Prêts à court terme	3 974,3	3 448,5	253,5	1 009,4	10,9	1 318,7	10 015,3	1 524,2	11 539,5
Prêts à moyen et long termes	2 601,4	366,9	8,6	906,2	42,3	2 622,3	6 547,8	624,3	7 172,1
Réserves techniques d'assurance	–	–	3 523,1	–	–	–	3 523,1	14,2	3 537,3
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**8 210,3**	**19 314,2**	**3 811,3**	**6 389,6**	**53,3**	**3 942,8**	**41 721,4**	**6 425,6**	**48 147,0**
Valeur nette globale	**26 691,7**	**4 954,5**	**787,5**	621,6	**380,4**	**26 441,4**	**59 877,2**	**2 575,6**	**62 452,8**
Actions et autres participations	21 043,4	6 189,6	1 540,6	–	–	–	28 773,6	3578,9	32 352,5
Valeur nette indépendante	**5 648,3**	**– 1235,1**	**– 753,1**	**621,6**	**380,4**	**26 441,4**	**31 103,6**	– 1003,3	**30 100,2**

TABLEAU N.01-7

Tableau d'opérations financières (TOF)

Encours en fin d'année et flux

Source : Banque de France

Unité : Milliards de francs

	1996		1997		1998		1999
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Résidents							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	**164,6**	0,3	**154,6**	34,0	**174,1**	– 12,3	**186,8**
Numéraire et dépôts	**13 132,1**	1 177,6	**14 491,4**	588,0	**14 950,0**	776,5	**16 004,0**
Titres hors actions	**8 266,6**	1 884,7	**8 961,8**	2 674,3	**9 911,1**	2 951,8	**10 352,4**
Crédits	**9 922,8**	239,0	**10 221,3**	207,2	**10 314,1**	502,3	**10 751,2**
Actions et titres d'OPCVM	**15 123,9**	413,9	**18 595,3**	806,0	**23 118,6**	873,5	**34 136,1**
Provisions techniques d'assurance	**3 141,2**	500,2	**3 662,6**	357,8	**4 060,3**	382,1	**4 487,9**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**5 080,5**	341,7	**5 478,1**	23,8	**5 522,3**	413,0	**5 935,3**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**13 054,3**	1 088,8	**14 325,9**	768,5	**15 009,9**	898,6	**15 988,4**
Titres hors actions	**8 712,4**	1 699,2	**9 197,9**	2 441,3	**9 892,2**	2 681,5	**10 107,2**
Crédits	**9 519,4**	288,9	**9 790,7**	143,0	**9 852,3**	654,4	**10 441,5**
Actions et titres d'OPCVM	**14 961,3**	413,2	**18 131,5**	714,1	**22 940,0**	667,8	**34 906,1**
Provisions techniques d'assurance	**3 147,4**	500,9	**3 669,4**	365,2	**4 074,5**	382,8	**4 502,7**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**5 050,3**	354,2	**5 409,7**	– 5,1	**5 417,1**	329,4	**5 746,5**
Valeur financière nette	**386,6**	///	**1 040,0**	///	**864,4**	///	**161,5**
Solde des opérations sur actif et passif financiers	///	**212,3**	///	**264,2**	///	**272,6**	///
Sociétés non financières							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**765,0**	66,0	**820,1**	**809,7**	– 3,3	29,1	**841,0**
Titres hors actions	**616,7**	– 106,8	**643,7**	**726,7**	– 81,9	83,9	**797,0**
Crédits	**1 457,2**	104,7	**1 604,1**	**1 707,8**	108,0	10,5	**1 718,3**
Actions et titres d'OPCVM	**5 646,0**	152,7	**7 092,4**	**8 658,3**	284,3	509,0	**13 009,4**
Provisions techniques d'assurance	**79,6**	2,7	**82,3**	**66,8**	– 15,5	3,0	**69,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**2 925,0**	133,3	**3 115,9**	**3 227,9**	115,9	118,5	**3 346,4**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**7,7**	5,3	**13,7**	**14,3**	0,4	///	**14,3**
Titres hors actions	**1 051,0**	– 19,0	**1 110,8**	**1 252,4**	8,7	198,1	**1 431,5**
Crédits	**4 716,0**	139,1	**4 870,9**	**4 961,7**	148,6	261,6	**5 179,2**
Actions et titres d'OPCVM	**10 280,5**	315,6	**12 799,5**	**16 760,6**	328,2	207,7	**26 527,9**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**3 198,0**	63,0	**3 233,1**	**3 200,0**	– 73,5	140,0	**3 339,9**
Valeur financière nette	**– 7 763,7**	///	**– 8 669,4**	**– 10 991,8**	///	///	**– 16 711,0**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 151,2**	///	///	**– 4,8**	**– 53,3**	///
Ménages							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**4 718,2**	282,0	**5 016,7**	**5 131,5**	185,6	208,0	**5 345,8**
Titres hors actions	**605,3**	– 122,8	**480,0**	**417,3**	– 67,6	– 12,1	**377,4**
Crédits	**196,2**	22,1	**224,0**	**239,8**	13,0	2,5	**242,2**
Actions et titres d'OPCVM	**5 009,6**	– 1,7	**5 780,9**	**7 045,7**	51,8	34,1	**10 247,5**
Provisions techniques d'assurance	**3 057,5**	497,3	**3 575,9**	**3 988,2**	372,4	378,9	**4 412,5**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**359,6**	6,5	**373,2**	**428,1**	83,5	155,8	**583,8**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	///	///	///	///	///	///	///
Crédits	**2 863,8**	122,1	**2 949,9**	**3 041,8**	110,8	247,7	**3 268,4**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**462,3**	1,9	**496,6**	**523,9**	46,7	48,4	**572,3**
Valeur financière nette	**10 620,3**	///	**12 004,2**	**13 684,9**	///	///	**17 368,5**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**559,5**	///	///	**481,2**	**471,0**	///

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU N.01-7 (suite et fin)

Tableau d'opérations financières (TOF)

Encours en fin d'année et flux

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de francs

	1996		1997		1998		1999
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Administrations publiques							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**297,9**	145,5	**440,1**	23,2	**461,8**	– 48,1	**414,5**
Titres hors actions	**179,0**	– 13,3	**160,8**	3,4	**171,2**	4,9	**176,1**
Crédits	**554,9**	– 51,6	**473,1**	– 76,3	**378,8**	– 21,3	**357,5**
Actions et titres d'OPCVM	**844,8**	– 30,7	**960,2**	– 2,8	**1 213,9**	– 17,6	**1 682,8**
Provisions techniques d'assurance	**2,1**	0,1	**2,1**	1,2	**3,3**	0,2	**3,5**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**838,6**	90,8	**884,1**	5,3	**831,6**	54,8	**886,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**417,9**	25,6	**443,5**	20,2	**463,9**	39,3	**503,2**
Titres hors actions	**3 661,0**	301,8	**3 990,9**	324,5	**4 479,5**	137,5	**4 346,8**
Crédits	**1 353,0**	– 26,5	**1 277,9**	– 157,5	**1 120,8**	– 63,7	**1 057,1**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	–	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	–	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**670,3**	89,0	**757,5**	– 2,0	**707,5**	16,5	**723,9**
Valeur financière nette	**– 3 385,0**	///	**– 3 549,5**	///	**– 3 710,9**	///	**– 3 109,6**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 249,2**	///	**– 231,1**	///	**– 156,8**	///
Reste du Monde							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 482,5**	226,5	**2 851,8**	37,1	**2 818,3**	206,0	**3 068,7**
Titres hors actions	**1 608,3**	438,7	**1 935,3**	589,8	**2 353,2**	851,6	**3 001,8**
Crédits	**428,0**	103,0	**517,8**	83,1	**600,1**	363,2	**963,3**
Actions et titres d'OPCVM	**2 433,2**	188,6	**3 296,7**	197,7	**4 383,2**	320,1	**7 071,2**
Provisions techniques d'assurance	**6,1**	0,7	**6,8**	7,4	**14,2**	0,7	**14,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**388,0**	29,6	**389,0**	16,2	**403,0**	– 0,6	**402,4**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	**164,6**	0,3	**154,6**	34,0	**174,1**	– 12,3	**186,6**
Numéraire et dépôts	**2 560,3**	315,3	**3 017,2**	– 143,4	**2 758,4**	83,9	**3 084,4**
Titres hors actions	**1 162,5**	624,2	**1 699,1**	822,8	**2 372,1**	1 122,0	**3 247,1**
Crédits	**831,4**	53,2	**948,4**	147,3	**1 061,9**	211,1	**1 273,0**
Actions et titres d'OPCVM	**2 595,8**	189,3	**3 760,5**	289,6	**4 561,8**	525,8	**6 301,2**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**418,2**	17,2	**457,4**	45,1	**508,1**	83,1	**591,2**
Valeur financière nette	**– 386,6**	///	**– 1 040,0**	///	**– 864,4**	///	**– 161,5**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 212,3**	///	**– 264,2**	///	**– 272,6**	///

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'"autres changements de volumes" d'actifs ou de passifs financiers.

TABLEAU N.01-8

Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne

Taux d'intérêt nominal annuel

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 6 novembre 2000)

	1990	1996	1997	1998	1999	2000
LIVRETS D'ÉPARGNE						
Livret A (Caisses d'Épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (en %)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Plafond de dépôt (francs)	90 000	100 000 (5)	100 000	100 000	100 000	100 000
CODEVI (6) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Plafond de dépôt (francs)	10 000	30 000 (7)	30 000	30 000	30 000	30 000
Livrets jeunes (depuis le 03 mai 1996) :						
Taux d'intérêt (%) (8)	–	4,75	4,75	4,00	3,18	4,03 (9)
Plafond de dépôt (francs)	–	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Épargne populaire (10) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	5,50	4,75 (1)	4,75	4,75	4,00 (3)	4,25 (4)
Plafond de l'impôt sur le revenu (francs)	...	1 890	4 080	4 130	4 170	4 200
Plafond de dépôt (francs)	30 000	40 000 (5)	40 000	40 000	50 000 (11)	50 000
Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'Épargne, Poste et banques :						
Taux d'intérêt brut (%) (8)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00	2,05	2,78 (9)
Taux d'intérêt net (%) (8) (12)	3,74	2,80	2,77	2,25	1,54	2,09 (9)
ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime) (banques et Caisses d'Épargne)						
Compte Épargne Logement (CEL) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,00	3,50 (13)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	4,00	3,50	3,50	2,70	2,03	2,70
Plafond de prime (francs)	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Plan Épargne Logement (PEL) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	6,00 (14)	5,25 (13)	4,25 (15)	4,00 (2)	3,60 (3)	4,50 (4)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	6,00	5,25	4,25	3,60	3,24	4,05
Plafond de prime (francs)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Plafond de dépôt (francs)	300 000	400 000 (16)	400 000	400 000	400 000	400 000

(1) À compter du 1er mars 1996.
(2) À compter du 16 juin 1998 (09 juin 1998 pour les PEL).
(3) À compter du 1er août 1999 (26 juillet 1999 pour les PEL).
(4) À compter du1er juillet 2000.
(5) À compter du 1er novembre 1991 pour les livrets A et du 15 décembre 1991 pour les livrets bleus détenus par des personnes physiques. Pour les livrets bleus détenus par des personnes morales le plafond est de 500 000 F depuis le 15 décembre 1996.
(6) CODÉVI : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(7) À compter du 1er octobre 1994.
(8) Libre depuis le 15 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place.
(9) Moyenne des taux prévalant en septembre 2000.
(10) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(11) À compter du 1er août 1999.
(12) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux.
(13) À compter du 16 février 1994 pour les CEL et du 07 février 1994 pour les PEL.
(14) À compter du 31 juillet 1990.
(15) À compter du 23 janvier 1997.
(16) Depuis le 1er avril 1992, le plafond est de 400 000F (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et un plafond de 10 ans a été fixé pour la demande de prêt.

TABLEAU N.01-9

Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Dépôts à vue	**248,8**	**250,2**	**272,2**	**280,3**	**308,9**
Total agents non financiers (1)	238,5	239,4	256,7	264,8	292,2
Ménages et assimilés (2)	134,7	130,7	134,2	137,5	157,5
Sociétés non financières	72,0	74,9	81,6	85,3	91,2
Administrations publiques hors administrations centrales (3)	31,8	33,8	40,9	42,0	43,5
Autres agents (4)	10,3	10,8	15,5	15,5	16,7
Dépôts à terme	**284,3**	**300,4**	**319,4**	**330,7**	**338,6**
Dépôt à terme ≤ 2 ans	63,2	45,2	39,1	38,6	40,2
Dépôt à terme > 2 ans	221,1	255,2	280,3	292,1	298,4
Plan d'épargne-logement	114,8	142,2	161,8	175,3	188,7
Plan d'épargne populaire	61,2	70,4	77,5	76,2	73,1
Autres	45,1	42,6	41,0	40,6	36,5
Comptes sur livrets	**221,5**	**237,2**	**258,9**	**273,3**	**274,0**
Livrets A	112,3	103,9	107,0	108,5	101,9
Livrets bleus	14,9	14,1	14,7	15,2	14,8
Comptes d'épargne-logement	21,7	23,5	24,7	25,9	26,8
Codevi	29,5	30,9	33,4	35,1	35,1
Livrets d'épargne populaire	15,3	26,1	31,3	36,2	41,3
Livrets jeunes	–	3,9	4,6	4,9	4,9
Livrets soumis à l'impôt	27,8	34,8	43,2	47,6	49,3

(1) ANF (Agents non financiers) : ménages et assimilés, sociétés non financières, administrations publiques hors administrations centrales (administrations de Sécurité sociale et collectivités locales).
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.
(3) Dont le poste "Autres sommes dues à la clientèle" des situations comptables.
(4) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

TABLEAU N.01-10

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Source : Banque de France — *Unité :* %

	1995		1996		1997		1998		1999
	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)
Taux au jour le jour	5,0	6,4	3,3	3,7	3,4	3,2	3,1	3,4	3,1	2,7
Taux interbancaire à 3 mois à Paris (PIBOR)	5,6	6,6	3,4	3,9	3,7	3,5	3,3	3,6	–	–
Taux interbancaire à 3 mois zone euro (EURIBOR)	–	–	–	–	3,7	3,5	3,3	3,6	3,4	3,0
Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare)	6,7	7,5	5,7	6,3	5,3	5,6	3,9	4,6	5,3	4,6
Taux de base bancaire	7,5	8,1	6,3	6,8	6,6	6,3	6,6	6,6	6,3	6,4
Taux des crédits aux entreprises :										
Inférieur ou égal à un an	8,2	8,2	7,4	7,6	5,0	5,8	4,5	4,8	4,6	4,3
Supérieur à un an	8,2	8,3	6,8	7,3	5,0	5,6	4,6	4,8	4,4	4,2
Taux des crédits à la consommation	12,4	12,5	11,2	11,6	10,2	10,6	9,2	9,8	9,0	90,5
Taux des crédits à l'habitat à taux fixe	9,3	9,4	8,3	8,7	7,3	7,7	6,5	6,5	6,2	6,0

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-11

Crédits distribués par les institutions financières monétaires

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Répartition par réseaux distributeurs	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
Métropole + Monaco					
Banques (1)	...	630,7	655,4	685,0	737,5
Caisse des dépôts et consignations + caisse nationale d'épargne (1)	...	104,5	113,4	99,7	99,8
Établissements spécialisés (2)	...	231,6	213,9	210,6	212,4
Autres institutions financières monétaires (3)	...	12,2	11,3	12,0	14,0
Répartition par secteurs bénéficiaires	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
Secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	942,0
Administrations publiques	160,6	141,8	134,7	122,9	121,6

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents de l'Association française des banques (AFB) et des réseaux mutualistes ou coopératifs. Les données correspondant au catégories "Banques" et "CDC et Caisse d'épargne" ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des "Banques", en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées et sociétés financières (ISF).
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires sises outre-mer.

TABLEAU N.01-12

Répartition par objets des crédits distribués par les établissements de crédit

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
A- Crédits des établissements de crédit de la métropole					
Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2)	167,2	143,6	157,8	150,7	159,1
Exportation	2,8	2,6	2,8	2,6	2,6
Investissement	293,2	291,2	292,0	298,4	309,9
Trésorerie des particuliers	63,8	69,3	74,9	80,8	90,5
Habitat	333,7	339,8	345,4	354,6	382,2
Titres reçus en pension	4,5	9,8	15,5	20,1	15,2
Autres crédits	52,6	55,3	49,4	50,3	50,0
Créances douteuses brutes	75,9	68,9	64,5	60,5	54,6
B- Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et au ménages (3)					
Crédits aux sociétés non financières	**441,5**	**421,9**	**422,4**	**431,9**	**457,3**
Investissement	144,8	142,1	140,8	149,8	160,6
Trésorerie	124,5	116,6	123,9	127,8	138,1
Autres objets	172,2	163,3	157,7	154,3	158,6
Crédits aux ménages	**383,0**	**395,1**	**410,2**	**422,7**	**454,8**
Habitat	240,4	246,8	254,0	262,7	285,1
Trésorerie	64,7	70,6	76,4	82,2	92,5
Autres objets	77,9	77,7	79,8	77,8	77,2

(1) L'agent "entreprises" regroupe les sociétés et les entrepreneurs individuels.
(2) Les "Autres agents" comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Les encours incorporent les crédits titrisés dans une perspective de demande de crédit.

TABLEAU N.01-13

Établissements relevant de la loi bancaire

(Loi du 24 janvier 1984 modifiée titres I et IV bis)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Établissements de crédit agréés en France (hors Monaco)						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**547**	**524**	**515**	**485**	**462**
Banques	**380**	**360**	**341**	**334**	**306**	**286**
Sociétés de droit français adhérant à l'Association française des banques (AFB)	332	314	294	289	262	247
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à l'AFB	48	44	43	41	36	32
Sociétés de droit français affiliées à des organes centraux	–	2	4	4	8	7
Banques mutualistes ou coopératives	**173**	**132**	**129**	**127**	**124**	**121**
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	32	32	32
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	61	59	57	54	54
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	11	11	11	10
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	32	27	26	26	26	24
Sociétés coopératives de banque adhérant à l'AFB	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	**186**	**35**	**34**	**34**	**34**	**34**
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**20**	**20**	**21**	**21**
II. Sociétés financières	**1 209**	**821**	**781**	**677**	**645**	**601**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	5	5	5	5	4
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (1)	21	6	7	8	10	11
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	8	8	7	6	3
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	19	19	18	18	19	18
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	132	127	126	123	103
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) (1)	196	131	53	48	46	45
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF (1)	639	520	563	465	436	417
Sociétés financières autres que maisons de titres (1) (2)	477	369	423	465	436	417
Maisons de titres	162	151	140	...	...	...
III. Institutions financières spécialisées (3)	**32**	**31**	**31**	**29**	**26**	**24**
Total	**2 001**	**1 399**	**1 336**	**1 221**	**1 156**	**1 087**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**16**	**19**	**21**	**24**	**25**
Banques	**13**	**15**	**18**	**20**	**23**	**24**
Sociétés de droit monégasque adhérant à l'AFB	12	12	15	17	20	21
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à l'AFB	1	3	3	3	3	3
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à l'AFB	**–**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**
II. Sociétés financières	**8**	**8**	**6**	**5**	**4**	**4**
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	**8**	**8**	**6**	**5**	**4**	**4**
Sociétés financières autres que maisons de titres	7	6	5	5	4	–
Maisons de titres	1	2	1	–	–	–
Total	**21**	**24**	**25**	**26**	**28**	**29**

(1) Après un reclassement en 1995 et 1996.
(2) Dont une succursale d'établissement financier ayant son siège à l'étranger.
(3) Dont quatre établissements affiliés au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance et un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.

TABLEAU N.01-14

Bilan de la Banque de France

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
ACTIF					
Territoire national	**30,1**	**29,0**	**25,2**	**31,5**	**52,9**
Crédits	**27,1**	**25,8**	**22,6**	**28,7**	**50,6**
Institutions financières monétaires	24,2	23,2	20,5	26,9	48,4
Administrations publiques	2,9	2,6	2,2	1,8	1,7
Secteur privé	–	–	–	–	0,4
Titres autres que des actions	**3,0**	**3,2**	**2,6**	**2,8**	**2,3**
Institutions financières monétaires	–	–	–	–	–
Administrations publiques	3,0	3,2	2,6	2,8	2,8
Autres États de la zone euro	**3,2**	**2,4**	**2,9**	**0,7**	**15,3**
Reste du monde	**14,9**	**17,5**	**22,1**	**32,9**	**34,3**
Avoirs en or	**26,2**	**30,5**	**28,7**	**30,8**	**28,2**
Non ventilés par zone géographique	**16,6**	**13,4**	**22,1**	**22,2**	**20,7**
Total de l'actif	**91,0**	**92,8**	**101,0**	**118,1**	**151,3**
PASSIF					
Territoire national - Dépôts	**14,1**	**8,7**	**12,7**	**33,9**	**27,0**
Institutions financières monétaires	4,6	5,1	5,5	19,7	24,4
Administration centrale	8,9	3,1	6,6	13,6	1,1
Autres secteurs	0,6	0,5	0,6	0,6	1,6
Autres États de la zone euro - Dépôts	**0,2**	**0,2**	**0,1**	**5,2**	**24,7**
Institutions financières monétaires	0,2	0,2	0,1	5,2	24,7
Autres secteurs	–	–	–	–	–
Reste du monde - Dépôts	**3,0**	**6,6**	**6,5**	**0,8**	**7,6**
Non ventilés par zone géographique	**73,7**	**77,3**	**81,7**	**78,2**	**92,0**
Billets et pièces en circulation	43,5	43,8	44,3	45,0	49,3
Titres de créances émis	–	–	–	–	–
Instruments du marché monétaire	–	–	–	–	–
Capital et réserves	25,7	28,0	29,2	24,2	34,2
Autres	4,5	5,6	8,2	9,0	8,5
Total du passif	**91,0**	**92,8**	**101,0**	**118,1**	**151,3**

TABLEAU N.01-15

Bilan des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'Euros

	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
ACTIF					
Territoire national	**2 056,6**	**2 130,6**	**2 220,4**	**2 289,2**	**2 384,8**
Crédits	**1 664,0**	**1 674,0**	**1 750,0**	**1 833,6**	**1 929,3**
Institutions financières monétaires	668,4	697,6	758,2	828,1	867,8
Administrations publiques	157,7	139,2	132,5	121,0	119,9
Secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	941,6
Titres autres que des actions	**294,5**	**357,9**	**368,7**	**354,3**	**350,4**
Institutions financières monétaires <= 2 ans	12,7	13,2	14,1	16,0	12,0
Institutions financières monétaires > 2 ans	82,9	83,7	78,7	68,4	64,4
Administrations publiques	152,9	200,4	215,6	204,1	192,5
Secteur privé	46,0	60,6	60,3	65,8	81,4
Instruments du marché monétaire	**72,9**	**71,9**	**65,5**	**66,3**	**67,9**
Actions et autres titres participatifs	**25,4**	**26,8**	**36,2**	**35,0**	**37,2**
Autres États de la zone euro	**144,0**	**155,1**	**191,4**	**225,0**	**306,0**
Reste du monde	**358,5**	**354,6**	**431,4**	**391,7**	**415,4**
Non ventilés par zone géographique	**297,3**	**311,2**	**346,4**	**374,9**	**499,8**
Total de l'actif	**2 856,4**	**2 951,5**	**3 189,6**	**3 280,8**	**3 606,1**
PASSIF					
Territoire national - Dépôts	**1 385,1**	**1 462,8**	**1 604,5**	**1 683,8**	**1 769,5**
Institutions financières monétaires	662,3	700,7	765,6	822,4	884,5
Administration centrale	12,5	17,8	17,9	8,6	9,8
Autres secteurs	710,3	744,3	821,0	852,8	875,2
Dépôts à vue	197,4	195,6	211,4	217,2	242,4
Dépôts à terme <= 2 ans	62,2	44,5	38,6	38,0	39,8
Dépôts à terme > 2 ans	221,2	255,2	280,3	292,1	298,4
Dépôts remboursables avec préavis	221,4	236,9	258,6	273,0	273,8
Pensions	8,1	12,1	32,1	32,5	20,9
Autres États de la zone euro - Dépôts	**118,4**	**116,5**	**128,6**	**142,7**	**172,2**
Institutions financières monétaires	100,3	98,3	106,1	121,2	150,2
Autres secteurs	18,1	18,2	22,5	21,5	22,0
Reste du monde - Dépôts	**230,5**	**254,2**	**303,4**	**286,6**	**328,3**
Non ventilés par zone géographique	**1 122,4**	**1 118,0**	**1 153,1**	**1 167,7**	**1 336,0**
Titres de créances émis <= 2 ans	31,8	29,7	24,8	20,5	24,2
Titres de créances émis > 2 ans	337,6	329,0	329,3	341,7	336,1
Titres d'OPCVM monétaires	179,2	172,6	155,6	157,4	181,7
Instruments du marché monétaire	126,8	108,5	105,1	104,2	132,3
Capital et réserves	182,7	185,9	193,8	199,5	233,7
Autres	264,3	292,3	344,5	344,4	428,0
Total du passif	**2 856,4**	**2 951,5**	**3 189,6**	**3 280,8**	**3 606,1**

TABLEAU N.01-16

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier d'euros

	1998	1999		1998	1999
GUADELOUPE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	954 806	1 026 279	Opérations de trésorerie	670 398	651 526
Opérations avec la clientèle	1 595 636	1 593 872	Opérations avec la clientèle	1 944 032	2 033 262
Opérations diverses	318 294	254 535	Opérations diverses	231 755	132 472
Valeurs immobilières	97 052	97 911	Capitaux propres	119 603	155 337
Total de l'actif	**2 965 788**	**2 972 597**	**Total du passif**	**2 965 788**	**2 972 597**
GUYANE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	184 682	194 248	Opérations de trésorerie	58 124	47 654
Opérations avec la clientèle	195 783	197 862	Opérations avec la clientèle	337 790	360 340
Opérations diverses	69 256	78 295	Opérations diverses	21 576	26 358
Valeurs immobilières	4 938	4 994	Capitaux propres	37 169	41 047
Total de l'actif	**454 659**	**475 399**	**Total du passif**	**454 659**	**475 399**
MARTINIQUE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	730 863	726 873	Opérations de trésorerie	249 768	227 445
Opérations avec la clientèle	1 679 925	1 707 315	Opérations avec la clientèle	2 161 918	2 218 249
Opérations diverses	175 229	176 063	Opérations diverses	119 862	132 932
Valeurs immobilières	81 405	82 476	Provisions, Capitaux propres et assimilés	135 876	114 101
Total de l'actif	**2 667 422**	**2 692 727**	**Total du passif**	**2 667 424**	**2 692 727**
RÉUNION					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	355 679	378 059	Opérations de trésorerie	632 896	621 197
Opérations avec la clientèle	3 250 151	3 505 603	Opérations avec la clientèle	2 888 241	3 160 270
Opérations diverses	215 067	262 338	Opérations diverses	112 563	98 468
Valeurs immobilières	130 658	100 205	Capitaux propres	317 854	366 270
Total de l'actif	**3 951 554**	**4 246 205**	**Total du passif**	**3 951 554**	**4 246 205**
MAYOTTE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	33 586	60 043	Opérations de trésorerie	13 267	11 598
Opérations avec la clientèle	60 528	71 769	Opérations avec la clientèle	82 040	112 902
Opérations diverses	1 825	1 207	Opérations diverses	2 307	9 653
Valeurs immobilières	2 666	2 307	Capitaux propres	991	1 173
Total de l'actif	**98 606**	**135 326**	**Total du passif**	**98 606**	**135 326**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	32 110	36 414	Opérations de trésorerie	8 712	8 346
Opérations avec la clientèle	50 076	51 415	Opérations avec la clientèle	85 546	85 103
Opérations diverses	26 209	20 005	Opérations diverses	1 415	1 396
Valeurs immobilières	1 274	1 284	Capitaux propres	13 996	14 273
Total de l'actif	**109 669**	**109 118**	**Total du passif**	**109 669**	**109 118**

TABLEAU N.01-16 (suite et fin)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier d'euros

	1998	1999		1998	1999
POLYNÉSIE FRANÇAISE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	60 130	68 737	Opérations de trésorerie	44 499	45 790
Opérations avec la clientèle	232 785	230 142	Opérations avec la clientèle	226 290	231 716
Opérations diverses	7 697	7 055	Opérations diverses	5 472	5 893
Valeurs immobilières	9 971	10 238	Capitaux propres	34 323	32 773
Total de l'actif	**310 584**	**316 172**	**Total du passif**	**310 584**	**316 172**
NOUVELLE CALÉDONIE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	40 707 052	51 594 529	Opérations de trésorerie	74 770 429	81 833 344
Opérations avec la clientèle	212 066 196	222 540 188	Opérations avec la clientèle	162 928 018	176 464 378
Opérations diverses	2 318 860	3 601 106	Opérations diverses	5 569 966	6 594 784
Valeurs immobilières	14 174 761	16 480 504	Capitaux propres	25 998 456	29 323 821
Total de l'actif	**269 266 869**	**294 216 327**	**Total du passif**	**269 266 869**	**294 216 327**

TABLEAU N.01-17

Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer — *Unité :* Millions de francs CFP

	1998	1999		1998	1999
M1	**1 863**	**2 277**	**Avoirs hors zone d'émission**	**1 504**	**1 919**
dont : circulation fiduciaire	434	497	*dont* : Institut démission	486	769
dépôts à vue	1 429	1 779	Établissements de crédit locaux	1 017	1 150
			Créances sur le Trésor public	**1 172**	**1 243**
M2 - M1	**222**	**219**	**Concours sur ressources monétaires**	**511**	**376**
			Concours de caractère bancaire des		
M3 - M2	**1 102**	**1 044**	**établissements de crédit locaux**	**1 219**	**1 396**
dont : dépôts à terme	1 078	1 022	**Ressources non monétaires des**		
bons	24	22	**établissements de crédit locaux**	**– 707**	**– 1 019**
TOTAL M3	**3 187**	**3 539**	**TOTAL**	**3 187**	**3 163**

Chapitre N.02

Marché financier, Bourse

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.
2. Capitalisation boursière des valeurs françaises.
3. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.
4. Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons.
5. Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.
6. Cours des principales devises et de l'or.
7. Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières.
8. Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons.

1. MÉTHODOLOGIE

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires) et la Société Euronext Paris (ex ParisBourse S.A) (Direction des Études et du Développement) .

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

Indices des cours des valeurs

● Actions françaises.

Les indices des années 1995 à 1999 calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances notamment sur la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. L'indice SBF 250, calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture, est ventilé en trois groupes « valeurs industrielles », « services », « sociétés financières », eux-mêmes décomposés en 12 secteurs complétés en 1997 par 19 indices sectoriels spécialisés. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

En mai 1995, la SBF a créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du premier et du second marché.

En 1996, l'indice du second marché a fait l'objet d'une rénovation.

En octobre 1997, la SBF a créé l'indice SBF 80, composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40 et choisies en raison de leur forte liquidité.

L'indice du Nouveau marché figure au tableau N02-4.

Trois types d'indices sont calculés :

— un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs;

— un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance;

— un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici pour les années 1995 à 1999 sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

● Actions étrangères.

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

● Actions européennes.

Le 22 septembre 2000, Euronext est née de la fusion des bourses d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).

À l'instar de la Bourse de Londres, en 1997, les Bourses de Paris, Francfort, Zurich ont décidé de créer des indices européens; la société Dow-Jones s'est associée à cette opération. La composition de ces indices est la suivante :

Dow-Jones STOXX : environ 660 valeurs pour l'Europe (y.c la Suisse).

Dow-Jones Euro STOXX : environ 330 valeurs des pays de la zone euro (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).

Dow-Jones STOXX 50 : 50 valeurs pour l'Europe.

Dow-Jones Euro STOXX 50 : 50 valeurs de la zone euro.

Ces indices d'actions européennes sont constitués depuis février 1998. Pour les indices larges Dow-Jones STOXX et Dow-Jones Euro STOXX, la base est 100 au 31 décembre 1991. Pour les indices compacts, sous-ensembles des indices larges, la base est 1000 au 31 décembre 1991.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

● Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Il existe deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

● Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice

des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2. DÉFINITIONS

Bourse

Marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le premier marché (comptant et règlement mensuel supprimé depuis le 25 septembre 2000), le second marché, le marché libre OTC et le nouveau marché.

Au 31 décembre 1999, 334 sociétés sont cotées au premier marché dont 157 au comptant et 177 au règlement mensuel. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992, les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché libre OTC

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis en 1971 pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 1999, 111 sociétés sont cotées.

Obligations

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne. Au 31 décembre 1999, il comprend 367 sociétés.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Caisse des dépôts et consignations;

Euronext (ex Parisbourse SA);

Banque de France;

Fédération internationale des bourses de valeur.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel);

Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel);

« Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : *Documents administratifs* (annuel);

Rapport annuel du Conseil national du crédit;

Statistiques Boursières mensuelles, Société des bourses françaises (devenue Euronext Paris depuis le 22 septembre 2000);

L'année boursière, ParisBourse SA (annuel) et version cédérom.

*
* *

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières (1) contre apports en espèces

Sources : Banque de France, ParisBourse SA

Unité : million d'euros

	r 1998			1999		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions et certificats d'investissements	48 981	–	48 981	37 048	–	37 048
Total I	**48 981**	–	**48 981**	**37 048**	–	**37 048**
dont : Valeurs cotées	10 374	–	10 374	8 086	–	8 086
dont : Appel public à l'épargne	7 190	–	7 190	5 870	–	5 870
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Titres obligataires stricto sensu	82 506	57 698	24 807	97 881	51 937	45 944
Titres obligataires à caractère action	4 729	3 784	945	10 481	3 641	6 840
Total II	**87 235**	**61 482**	**25 752**	**108 362**	**55 578**	**52 784**
dont : Obligations à taux fixe	81 921	47 015	34 906	96 442	44 454	51 988
dont : Obligations à taux non fixe	3 837	14 337	– 10 500	11 747	11 116	631
dont : Obligations à coupon zéro	1 477	130	1 347	173	8	165
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**136 216**	**61 481**	**74 735**	**145 410**	**55 578**	**89 832**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**47 390**	–	**47 390**	**35 729**	–	**35 729**
dont : Grandes entreprises nationales	–	–	–	2	–	2
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	47 390	–	47 390	35 727	–	35 727
Institutions financières	**1 345**	–	**1 345**	**1 198**	–	**1 198**
Établissements de crédit et assimilés	1 340	–	1 340	1 198	–	1 198
Banques	1 140	–	1 140	665	–	665
Banques AFB et NATEXIS (ex BFCE)	–	–	–	–	–	–
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	–	–	–	–	–	–
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	–	–	–	–	–	–
Sociétés financières et assimilées	155	–	155	274	–	274
Institutions financières spécialisées et assimilés	45	–	45	259	–	259
Institutions financières diverses	5	–	5	–	–	–
Entreprises d'assurance	**228**	–	**228**	**103**	–	**103**
Administrations publiques	**18**	–	**18**	**18**	–	**18**
Administrations publiques locales	18	–	18	–	–	–
Total	**48 981**	–	**48 981**	**37 048**	–	**37 048**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**14 737**	**6 163**	**8 574**	**29 763**	**9 320**	**20 443**
dont : Grandes entreprises nationales	5 461	3 063	2 398	4 122	5 266	– 1 144
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	9 276	3 100	6 176	25 641	4 054	21 587
Institutions financières	**16 352**	**33 604**	**– 17 252**	**29 018**	**31 566**	**– 2 548**
Établissements de crédit et assimilés	15 905	32 725	– 16 820	27 021	29 475	– 2 454
Banques	4 456	12 616	– 8 160	6 214	12 072	– 5 858
Banques AFB et NATEXIS (ex BFCE)	3 924	12 318	– 8 394	6 179	11 962	– 5 783
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	532	298	234	35	110	– 75
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	1 847	888	959	2 402	2 707	– 305
Sociétés financières et assimilées	4 994	6 702	– 1 708	12 353	5 188	7 165
Institutions financières spécialisées et assimilées	4 608	12 519	– 7 911	6 049	9 508	– 3 459
Institutions financières diverses	447	879	– 432	1 997	2 091	– 94
Entreprises d'assurance	**–**	**16**	**– 16**	**1 534**	**50**	**1 484**
Administrations publiques	**56 146**	**21 700**	**34 446**	**48 047**	**14 642**	**33 405**
Administrations publiques centrales et sécurité sociale	55 690	21 547	34 143	47 761	14 359	33 402
Administrations publiques locales	456	153	303	286	283	3
Total	**87 235**	**61 482**	**25 752**	**108 362**	**55 578**	**52 784**

(1) En raison de problèmes d'arrondis, les totaux des émissions ne sont pas strictement identiques selon la nature de l'émission et selon la qualité de l'émetteur.

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises

Fin d'année

Source : Euronext Paris

Unité : Millions d'euros

	1981	1990	1995	1996	1997	1998	1999
ACTIONS :							
Premier marché	34 722	243 712	349 813	437 002	585 103	795 953	1 430 442
Second marché	–	21 179	22 955	31 494	33 369	38 758	47 827
Nouveau marché	–	–	–	765	1 508	4 201	15 226
Total	**34 722**	**264 891**	**372 768**	**469 261**	**619 980**	**838 912**	**1 493 495**
OBLIGATIONS :							
Premier marché	92 166	394 685	628 912	689 833	712 119	757 789	760 018
Second marché	–	892	1 137	967	964	2 289	3 313
Nouveau marché	–	–	–	–	10	116	338
Total	**92 166**	**395 577**	**630 049**	**690 800**	**713 093**	**760 194**	**763 669**
Total des valeurs	**126 888**	**660 468**	**1 002 817**	**1 160 061**	**1 333 073**	**1 599 106**	**2 257 164**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Euronext Paris

Unité : Millions d'euros

	1981	1990	1995	1996 (2)	1997 (2)	1998	1999
Actions	7 227	105 141	157 734	216 271	361 892	516 163	727 235
Obligations	13 200	471 005	858 590	988 339	775 827	404 959	61 518
Total	**20 427**	**576 146**	**1 016 324**	**1 204 610**	**1 137 719**	**921 122**	**788 753**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

TABLEAU N.02-4

Au 31 décembre

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons

Source : Euronext Paris

	1995	1996	1997	1998	1999	Variation 99/98 en %
Base 1000 au 31-12-1987						
CAC 40	**1 871,97**	**2 315,73**	**2 998,91**	**3 942,66**	**5 958,32**	**+ 51,1**
Base 1000 au 31-12-1990						
SBF 120 (1)	**1 283,50**	**1 617,88**	**2 051,72**	**2 656,34**	**4 052,58**	**+ 52,6**
Ensemble SBF 250 (1)	**1 232,86**	**1 561,66**	**1 944,91**	**2 500,01**	**3 810,86**	**+ 52,4**
Valeurs industrielles	**1 389,42**	**1 773,65**	**2 174,14**	**2 603,76**	**4 149,39**	**+ 59,4**
Énergie	1 415,32	1 824,06	2 766,03	2 442,59	3 700,26	+ 51,5
Produits de base	1 313,10	1 650,49	1 950,09	1 798,16	2 576,75	+ 43,3
Construction	1 352,66	1 548,04	1 887,92	2 198,82	3 835,99	+ 74,5
Biens d'équipement	929,01	1 144,07	1 489,38	2 093,20	4 124,11	+ 97,0
Automobile	1 629,31	1 802,84	2 365,60	2 479,32	3 231,12	+ 30,3
Biens de consommation	1 990,43	3 166,50	3 720,99	4 920,29	6 056,08	+ 23,1
Industrie agro-alimentaire	1 414,58	1 622,43	1 564,02	1 922,08	2 941,40	+ 53,0
Services	**1 262,80**	**1 774,56**	**2 137,19**	**3 193,03**	**4 852,51**	**+ 52,0**
Distribution	2 130,70	3 509,91	4 013,84	5 743,73	8 911,89	+ 55,2
Autres services	911,59	1 115,64	1 389,11	2 134,84	3 197,17	+ 49,8
Sociétés financières	**986,84**	**1 135,26**	**1 540,53**	**1 980,13**	**2 658,63**	**+ 34,3**
Immobilier	685,67	714,84	725,86	940,75	1 069,48	+ 13,7
Services financiers	1 038,87	1 092,49	1 634,41	2 092,84	2 770,16	+ 32,4
Sociétés d'investissement	1 082,35	1 607,25	1 738,09	2 257,06	3 414,26	+ 51,3
MIDCAC	**999,06**	**1 355,51**	**1 588,46**	**1 647,68**	**2 283,15**	**+ 38,6**
SECOND MARCHÉ	**1 283,00**	**1 677,97**	**1 810,11**	**2 001,55**	**2 436,78**	**+ 21,7**
NOUVEAU MARCHÉ	///	///	///	**1 264,20**	**2 974,58**	**+ 135,3**

(1) Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (réglement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

Fin d'année

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

	1990	1995	1996	1997	1998	1999 %
Actions cotées (fin de mois)	3,97	3,33	2,68	2,20	2,10	1,50
Obligations cotées (2)						
Emprunts d'État à court terme	10,06	5,91	4,79	4,74	3,44	4,84
Emprunts d'État à long terme	10,00	6,70	5,81	5,28	4,08	5,45
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	6,89	5,82	5,45	3,75	5,19
Secteur privé, première signature	10,84	6,81	5,84	5,39	4,10	5,76

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours des principales devises et de l'or

Moyenne annuelle en francs

Source : Société des bourses françaises jusqu'en 1998, Banque centrale européenne, OCDE

	Unité	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Cours libre de l'or :							
Lingot d'un kg	Franc	67 720,06	61 940,12	63 948,20	62 341,20	56 599,80	55 320,00
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	411,55	355,66	365,20	357,62	326,44	318,52
Cours de devises étrangères :							
États-Unis	1 USD	5,4472	4,9918	5,1148	5,8376	5,8994	6,1568 (4)
Canada	1 CAD	4,6665	3,6369	3,7508	4,2174	3,9868	4,1456 (4)
Allemagne (ex.RFA) (2)	1 DEM	3,3694	3,4827	3,4006	3,3663	3,3525	3,3539 (3)
Belgique	1 BEF	0,1630	0,1693	0,1652	0,1631	0,1625	0,1626 (3)
Pays-Bas	1 NLG	2,9905	3,1091	3,0348	2,9912	2,9741	2,9766 (3)
Italie	1000 ITL	4,5440	3,0666	3,3160	3,4272	3,3964	3,3877 (3)
Danemark	1 DKK	0,8802	0,8905	0,8824	0,8836	0,8803	0,8822 (4)
Irlande	1 IEP	9,0064	8,0012	8,1887	8,8473	8,3970	8,3289 (3)
Royaume-Uni	1 GBP	9,6931	7,8763	7,9297	9,5587	9,7714	9,9601 (4)
Grèce	100 GRD	3,4405	2,1537	2,1250	2,1375	1,9982	2,0138 (4)
Espagne	100 ESB	5,3438	4,0033	4,0396	3,9882	3,9486	3,9424 (3)
Portugal	100 PTE	3,8193	3,3272	3,3168	3,3303	3,2729	3,2719 (3)
Autriche	10 ATS	4,7855	4,9470	4,8282	4,8282	4,7648	4,7670 (3)
Finlande	1 FIM	1,4229	1,1392	1,1127	1,1227	1,1035	1,1032 (3)
Suède	10 SEK	9,2040	7,0020	7,6278	7,6417	7,4211	7,4475 (4)
Norvège	10 NOK	8,7041	7,8740	7,9233	8,2509	7,8136	7,8930 (4)
Suisse	1 CHF	3,9249	4,2235	4,1434	4,0230	4,0709	4,0988 (4)
Japon	100 JPY	3,7704	5,3275	4,7044	4,8345	4,5248	5,4353 (4)
Communauté européenne/ Zone euro en 1999 (Écu jusqu'en 1998/Euro en 1999)	1 XEU	6,9273	6,4499	6,4064	6,5926	6,6140	6,5596 (5)

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Y compris ex-RDA à partir de 1991.
(3) Parité fixe depuis le 01/1/1999.
(4) Cotation en euros depuis le 01/1/1999.
(5) Euro : 6,55957 francs.

TABLEAU N.02-7A

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin décembre

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur

Unité : Milliard de dollars

	1994	1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	1999
Allemagne	499,3	577,4	664,8	825,2	1 094,3	1 432,2
Amsterdam	224,5	286,7	375,4	468,6	603,2	694,1
Hong-kong	269,5	303,7	449,2	413,3	343,6	508,2
Italie	...	...	256,6	344,7	569,1	728,2
Londres	1 158,0	1 346,6	1 711,2	2 068,2	2 297,7	2 954,8
Nasdaq	793,7	1 160,0	1 511,8	1 737,5	2 524,4	5 204,6
New-York Stock Exchange	4 147,9	5 654,8	6 842,0	8 879,6	10 271,9	11 440,8
Paris	452,1	500,0	585,9	674,4	985,2	1 503,0
Taïwan	247,3	187,2	273,6	287,8	260,0	376,0
Tokyo	3 592,2	3 545,3	3 011,2	2 085,4	2 439,5	4 456,3
Toronto	315,1	366,3	487,0	567,6	543,4	789,2
Zurich	284,7	398,1	400,3	575,3	689,2	678,2

TABLEAU N.02-7B

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin décembre

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur

Unité : Milliard d'euros

	1998	1999
Allemagne	938	1 426
Amsterdam	517	691
Hong-kong	294	605
Italie	488	725
Londres	1 969	2 941
Nasdaq	2 164	5 181
New-York Stock Exchange	8 804	11 388
Paris	844	1 496
Taïwan	223	374
Tokyo	2 091	4 435
Toronto	486	786
Zurich	591	675

TABLEAU N.02-8A

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Moyenne annuelle

Source : Euronext Paris

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (1)
Dow Jones Euro Stoxx	133,41	130,51	151,61	207,71	280,43	308,35	430,57
Dow Jones Euro Stoxx 50	1 363,58	1 387,59	1 657,39	2 320,95	3 068,57	3 802,00	5 139,43
Dow Jones Stoxx	130,28	130,25	153,40	210,75	272,51	297,33	384,28
Dow Jones Stoxx 50	1 321,46	1 374,40	1 642,32	2 348,21	3 109,52	3 621,33	4 903,27

(1) Moyenne de janvier 2000 au 30 septembre 2000.

TABLEAU N.02-8B

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Au 31 décembre

Source : Euronext Paris

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

	1998	1999	2000
Dow Jones Euro Stoxx	298,37	416,23	391,80
Dow Jones Euro Stoxx 50	3 342,32	4 904,46	4 772,39
Dow Jones Stoxx	279,20	379,49	359,79
Dow Jones Stoxx 50	3 320,25	4 742,42	4 557,13

O

Commerce extérieur, balance des paiements

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Commerce extérieur de la France : échanges FAB-FAB.

Graphique. Commerce extérieur de la France : soldes FAB-FAB.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB.
2. Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde.
3. Commerce extérieur de la France par zone géo-économique.
4. Commerce extérieur de la France par pays.
5. Commerce extérieur de la France par produit.
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique.

7A. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

7B. Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit.
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.
10. Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.
11. Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur.
12. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients.
13. Guadeloupe : principaux produits exportés.
14. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients.
15. Guyane : principaux produits exportés.
16. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients.
17. Martinique : principaux produits exportés.
18. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients.
19. Réunion : principaux produits exportés.
20. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients.
21. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés.
22. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients.
23. Polynésie française : principaux produits importés et exportés.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Échanges extérieurs » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

L'excédent des échanges extérieurs de biens se contracte de 22 milliards de francs en 1999. Il se maintient cependant à un haut niveau avec 122 milliards de francs, soit le troisième excédent de la décennie. L'amélioration de la compétitivité-prix des produits français, due à la dépréciation continue de l'euro face au dollar et à la livre, contribue à la reprise des exportations en fin d'année. Les importations sont soutenues par une demande intérieure dynamique, tant du côté de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises. De plus, le brutal renchérissement des cours du pétrole à partir de mars 1999, conjugué à la hausse du dollar, alourdit la facture énergétique de la France de 16 milliards de francs, soit plus de la moitié de la baisse de l'excédent commercial.

Pour l'automobile, la progression des flux est très vive. Les exportations bénéficient d'une excellente conjoncture européenne : elles progressent en valeur de 6,9 %, grâce à des ventes particulièrement dynamiques en direction de l'Espagne et de l'Italie. Les importations de produits de l'industrie automobile augmentent encore plus fortement (+ 12,4 %) : la demande intérieure est notamment soutenue par le bas niveau des taux d'intérêt. Bien qu'en retrait de 5,5 milliards de francs par rapport à 1998, l'excédent des échanges dépasse encore 50 milliards de francs.

L'excédent des échanges de biens d'équipement se maintient toujours à un haut niveau. Les produits de communication restent dynamiques : les ventes de téléphones mobiles augmentent de 30 % et les achats de 80 %, avec un solde stable à 8 milliards de francs. L'excédent de la branche aéronautique dépasse 50 milliards de francs grâce à des ventes exceptionnelles d'Airbus en 1999 : 166 appareils exportés depuis la France pour une valeur de 65 milliards de francs (+ 21 %). En revanche, le déficit des échanges de matériels informatiques se creuse (- 31 milliards de francs) et le solde des biens d'équipement mécanique, bien que toujours positif, est à son plus bas niveau depuis 1993 (4 milliards de francs), date à laquelle il est devenu excédentaire.

L'excédent des produits agro-alimentaires reste stable et les flux d'échanges baissent très légèrement. Cette stabilité globale masque de fortes disparités. Les exportations de boissons croissent de 6 %. Celles de champagne explosent (+ 35 %) en raison des festivités de l'an 2000 : les progressions les plus importantes concernent le Royaume-Uni (+ 50 %), les États-Unis (+ 50 %) et le Canada (+ 100 %). À l'opposé, les ventes des autres produits alimentaires se replient (- 10 %).

Les échanges de produits agricoles dégagent un excédent en hausse de 2,7 milliards de francs par rapport à l'année 1998. La reprise des exportations de céréales est très nette vers l'Union européenne, première zone cliente, en particulier l'Italie et la Grèce. Elle s'accentue également vers les pays du Moyen-Orient et la Russie.

Le solde des biens intermédiaires se dégrade de 2,5 milliards de francs ; les flux d'échanges, généralement dynamiques, augmentent très peu en 1999. Cependant, une reprise du commerce des biens intermédiaires se dessine depuis le creux de la fin d'année 1998 ; elle est parallèle à la remontée des cours des produits de base.

Les exportations de biens de consommation continuent leur progression (+ 6,5 %). Le déficit des échanges se réduit ainsi de 2,1 milliards de francs, malgré la hausse des importations, tirée par la consommation des ménages. Le principal secteur responsable de cette amélioration est la pharmacie-parfumerie dont l'excédent atteint un niveau record en 1999 (43 milliards de francs).

C'est avec les pays de l'Union européenne que les flux sont les plus dynamiques. L'excédent commercial réalisé avec eux s'établit à 79 milliards de francs, soit 17,5 milliards de plus qu'en 1998. Ce gain est comparable à celui enregistré pour nos échanges au sein de la zone Euro. Les échanges sont soutenus avec l'Espagne (+ 10,9 % en exportations) et le Royaume-Uni, avec lesquels la France consolide son excédent. En contrepartie, les exportations vers l'Allemagne et les importations en provenance de l'Italie stagnent. Les échanges avec les États-Unis sont soutenus : l'évolution du change ainsi que le maintien de la croissance outre-Atlantique favorisent les exportations. Le déficit commercial (- 14,2 milliards de francs) est réduit de 1,9 milliard de francs. Les exportations vers les zones émergentes sont plutôt en retrait. Pour la Russie notamment, elles sont inférieures de 23 % à leur niveau de 1998 et même de 42 % par rapport à l'année 1997. Moins engagée en Asie que ses partenaires européens, la France bénéficie moins de la reprise économique de cette zone, tout comme elle a été moins touchée par la crise.

2. MÉTHODOLOGIE

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE nº 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à diverses demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons des échanges extérieurs dans le cadre de la Communauté économique européenne, il est fait usage de la Nomenclature combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

— pour les comparaisons internationales en général, la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision, est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres), correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, ou on utilise le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont la nomenclature combinée (NC) est issue ;

— enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (rénovée et mise en place en janvier 1994), au niveau CPF4 pour les importations et les exportations, par zone géo-économique, à savoir : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les USA isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les indices sont calculés selon les agrégats de la CPF et de la NESP (Nomenclature Economique de Synthèse - version produits), selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données sont publiées sous une forme agrégée dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation*.

Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ».

Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état.

— Les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinés à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;

— Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.

Exception : les produits pétroliers sont enregistrés selon le système du « commerce général » qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

— les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;

— les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;

— les livraisons à l'avitaillement ;

— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;

— le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;

— l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;

— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;

— des échanges de faible valeur :

— extra-communautaires : les échanges à la fois inférieurs à 5 000 francs en valeur et à 1 000 kg de masse ;

— intra-communautaires : les échanges d'opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 250 000 francs par an d'échanges).

Valeur des marchandises

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière française. Cette valeur est dite CAF/FAB.

— À l'importation, c'est la valeur CAF qui est comptabilisée : coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale (avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations, et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays).

— À l'exportation, il s'agit de la valeur FAB : franco à bord à notre frontière (valeur au prix de base, les impôts, moins les subventions).

Par ailleurs, il existe au seul niveau global des échanges une présentation dite valeur FAB/FAB. Elle élimine, pour nos importations, les frais liés à l'acheminement des marchandises entre la frontière des pays partenaires et notre frontière nationale. Nos importations sont ainsi évaluées en valeur FAB au passage de la frontière de nos fournisseurs. C'est cette comptabilisation qui est généralement utilisée pour le calcul de la balance commerciale.

Spécification par tableau

● Résultats d'ensemble

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

● Résultats par pays ou zone géo-économique

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

● Résultats en valeur par produit

La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse, à 16 positions).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géo-économiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1995.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géo-économique au niveau CPF4, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

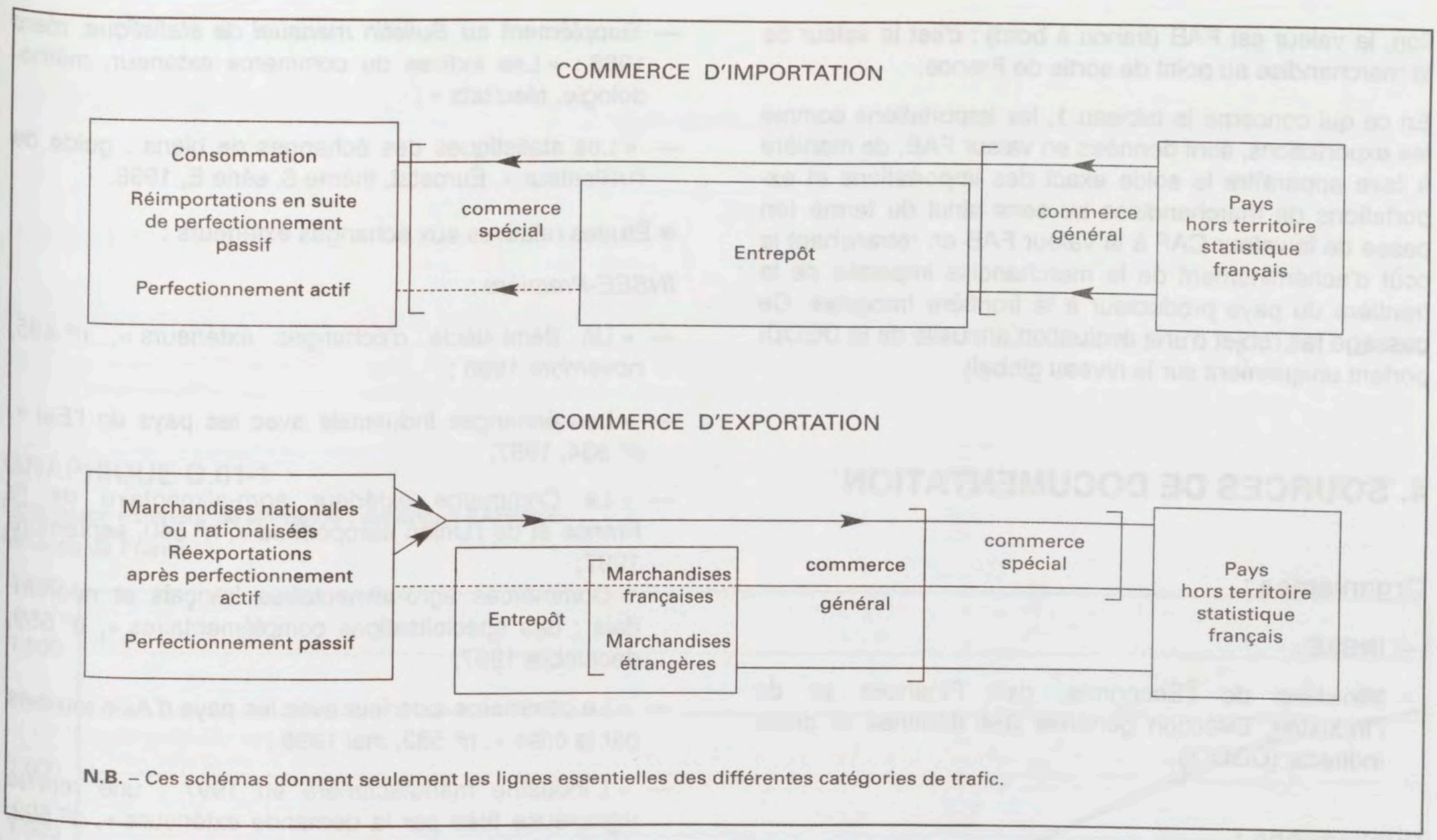
Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 8, 9 et 11 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995. Les chiffres des deux dernières années sont susceptibles de révision.



N.B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

3. DÉFINITIONS

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hongkong.

OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Union européenne

— *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche.

— *Hors Union Monétaire* : Royaume-Uni, Danemark, Grèce, Suède.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995). Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1% plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1995) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1995). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les DOM. Il n'inclut pas les territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre dans les tableaux 20 à 23.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exporta-

tion, la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Publications :

● Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NC8 et par pays;*

— *Annuaire abrégé;*

Ces résultats sont également disponibles sur Cédérom.

— Banque de données, BÉATRICE.

● Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs » ;

— *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs » ;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats » ;

— « Les statistiques des échanges de biens : guide de l'utilisateur ». Eurostat, thème 6, série E, 1998.

● Études relatives aux échanges extérieurs :

INSEE-Première :

— « Un demi-siècle d'échanges extérieurs », n° 495, novembre 1996 ;

— « Les échanges industriels avec les pays de l'Est », n° 534, 1997;

— « Le Commerce extérieur agro-alimentaire de la France et de l'Union européenne », n° 540, septembre 1997;

— « Commerces agro-alimentaires français et néerlandais : des spécialisations complémentaires », n° 559, décembre 1997;

— « Le commerce extérieur avec les pays d'Asie touchés par la crise », n° 583, mai 1998 ;

— « L'industrie manufacturière en 1997 : une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998;

— « Les échanges extérieurs de la France en 1998 », n° 659, juin 1999 ;

— « Les échanges extérieurs de la France en 1999 », n° 719, juin 2000.

Autres publications :

— « Commerce extérieur et intra-Union européenne : Annuaire statistique », Eurostat, thème 6, série A, 1996 ;

— « Le commerce extérieur industriel de la France, 1980-1996 », *Synthèses,* n^{os} 12-13, INSEE, novembre 1997;

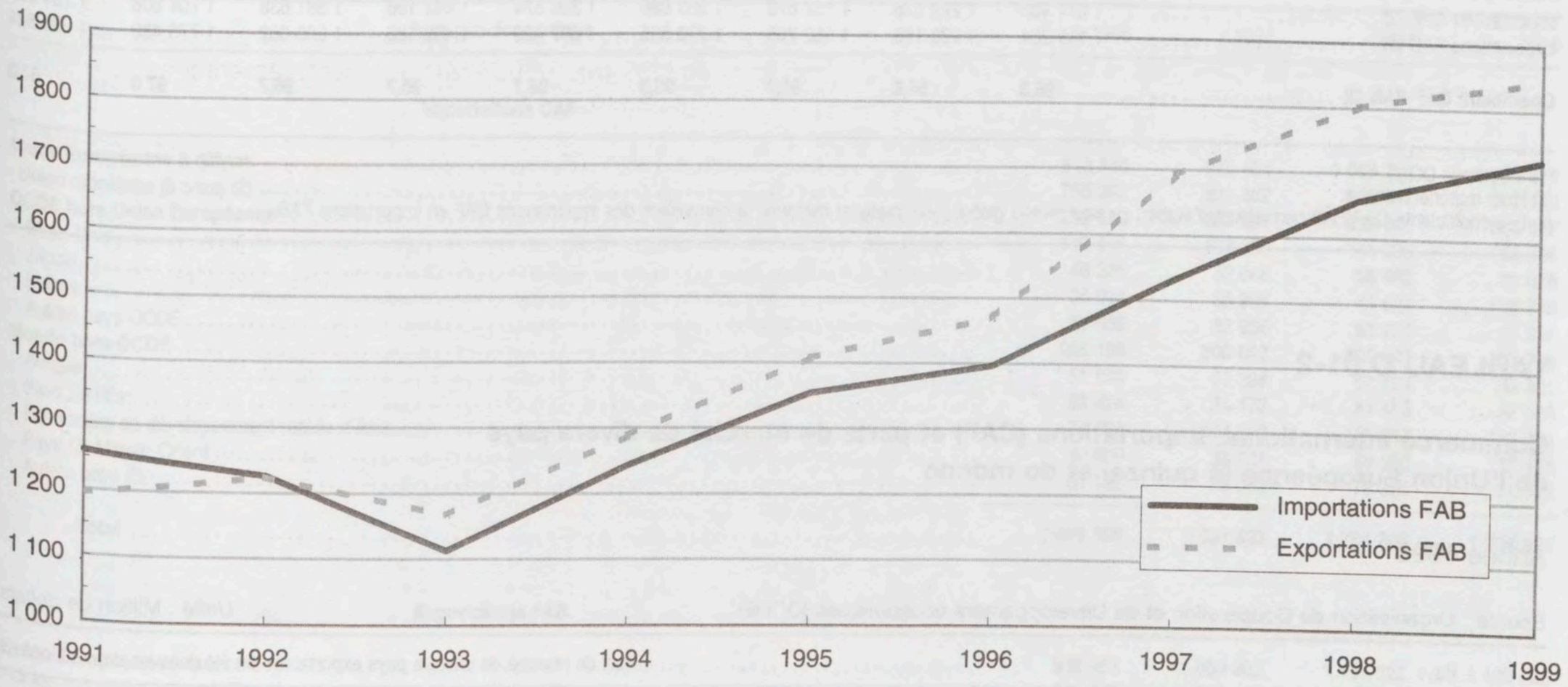
— F Milewski « La remise en cause des indicateurs traditionnels : commerce extérieur et échanges internationaux, 1998 », Collection « Cahiers Français », mai-juin 1998.

*
* *

GRAPHIQUE O.01-1

Commerce extérieur de la France : échanges FAB/FAB

Milliards de Francs

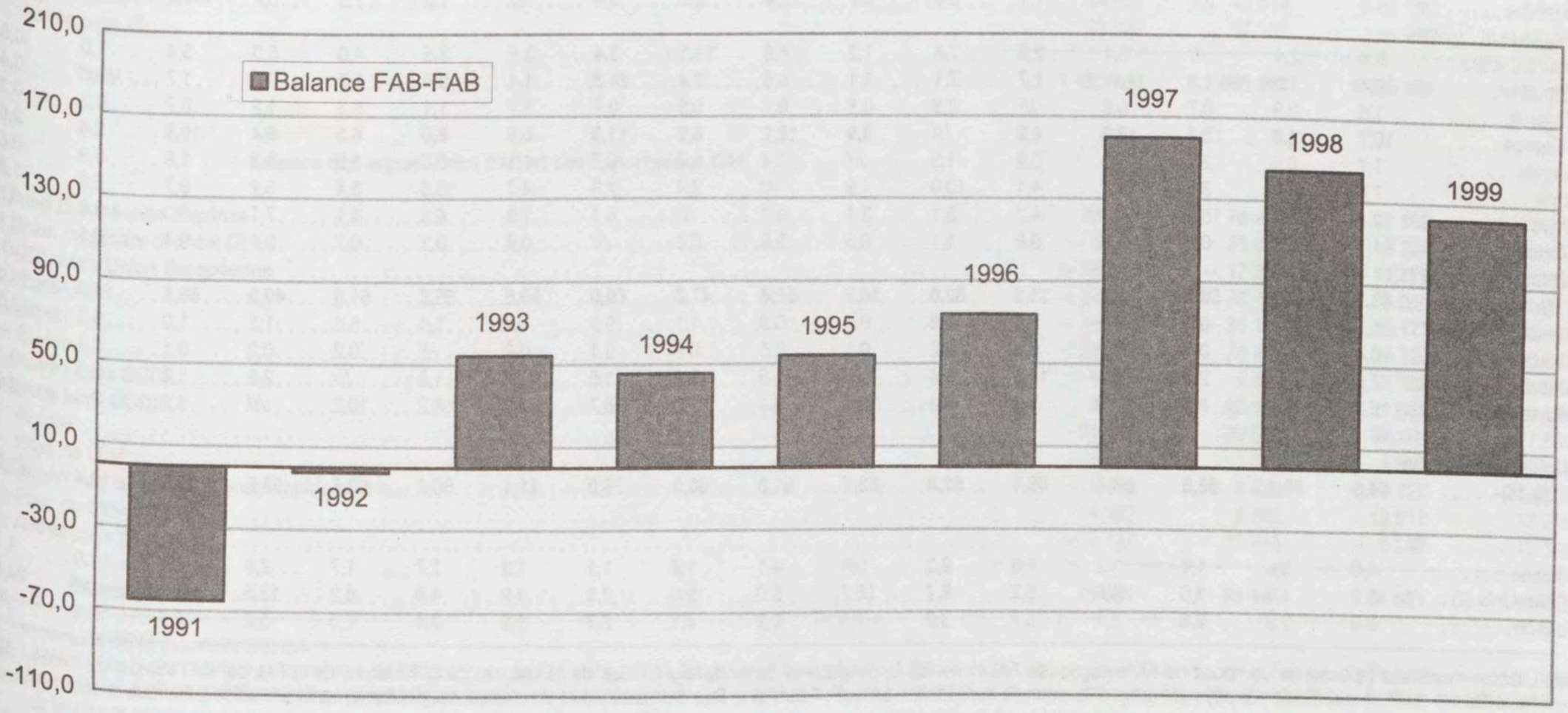


Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale des Douanes et des Droits indirects)

GRAPHIQUE O.01-2

Commerce extérieur de la France : soldes FAB/FAB

Milliards de Francs



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale des Douanes et des Droits indirects)

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB

France entière (1)

Y compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations FAB	1 233 945	1 226 137	1 113 022	1 242 754	1 354 259	1 396 245	1 532 702	1 657 077	1 721 317
Exportations FAB	1 154 215	1 224 022	1 167 240	1 288 180	1 408 266	1 470 002	1 692 392	1 801 621	1 843 643
Balance FAB-FAB	**– 79 730**	**– 2 115**	**54 218**	**45 426**	**54 007**	**73 757**	**159 690**	**144 544**	**122 326**
Importations CAF (2)	1 274 403	1 272 638	1 157 673	1 292 986	1 396 574	1 441 106	1 581 638	1 704 808	1 784 894
Exportations FAB (2)	1 119 254	1 203 198	1 152 705	1 276 555	1 397 429	1 452 186	1 665 082	1 773 489	1 833 624
Coefficient CAF-FAB (3)	**96,3**	**95,8**	**96,7**	**95,8**	**96,7**	**96,7**	**96,7**	**97,0**	**97,0**

(1) Y compris DOM.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union Européenne (à quinze) et du monde

Année 1998

Source : Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) — *Unité* : Million de dollars

Pays importateurs / Pays exportateurs	Part de marché de chaque pays exportateur (en %) dans les importations de																
	Allemagne	Autriche	Belgique Luxembourg	Espagne	Finlande	France	Irlande	Italie	Pays-Bas	Portugal	Danemark	Grèce	Suède	Royaume Uni	Suisse	États-Unis	Japon
Importations CAF	471 316	68 183	153 181	132 960	32 387	289 346	44 153	212 579	183 541	37 476	46 183	28 118	64 191	316 930	80 082	913 885	280 489
Allemagne	///	41,8	18,1	15,4	15,2	17,3	6,2	18,9	20,1	15,0	22,0	14,9	19,0	13,3	30,5	5,5	3,8
Autriche	4,0	///	0,6	1,1	1,1	0,9	0,2	2,4	0,8	0,6	1,0	1,0	1,5	0,7	4,0	0,3	0,2
Belgique et Luxembourg (UEBL)	5,6	2,4	///	3,4	2,6	7,8	1,2	4,8	10,6	3,4	3,6	3,5	4,0	5,0	3,4	1,0	0,5
Espagne	3,4	1,5	1,8	///	1,7	7,1	1,1	4,6	2,4	24,3	1,4	3,6	1,7	3,0	1,7	0,5	0,4
Finlande	1,0	0,9	0,7	0,8	///	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	2,7	1,1	5,3	1,2	0,7	0,3	0,3
France	**10,7**	**4,9**	**13,1**	**18,2**	**4,9**	**///**	**3,9**	**13,2**	**6,9**	**11,3**	**5,6**	**8,6**	**6,3**	**9,4**	**10,9**	**2,6**	**2,0**
Irlande	1,7	0,6	2,2	1,3	0,9	1,9	///	1,1	1,3	0,7	1,1	0,7	1,6	4,1	1,8	0,9	0,8
Italie	7,8	8,0	3,8	9,7	4,1	10,0	1,9	///	3,4	7,9	4,7	15,8	3,4	5,2	9,7	2,3	1,8
Pays-Bas	8,4	3,4	15,9	4,3	4,2	5,1	3,1	6,2	///	5,1	7,5	6,3	8,1	7,1	5,0	0,8	0,7
Portugal	1,1	0,6	0,6	2,8	0,6	1,1	0,3	0,5	0,6	///	0,9	0,3	0,7	0,9	0,4	0,1	0,1
Union Monétaire (1) (à 11)	**43,7**	**64,1**	**56,8**	**57,0**	**35,3**	**52,0**	**18,7**	**52,4**	**47,0**	**69,0**	**50,5**	**55,8**	**51,6**	**49,9**	**68,1**	**14,3**	**10,6**
Danemark	1,7	0,7	0,5	0,8	3,6	0,8	0,6	0,9	1,1	0,7	///	1,4	6,5	1,1	1,0	0,3	0,5
Grèce	0,4	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	///	0,2	0,2	0,1	0,1	–
Suède	2,0	1,4	2,7	1,4	11,7	1,4	1,0	1,5	2,7	1,5	12,7	1,9	///	2,3	1,4	0,9	0,7
Royaume-Uni	6,8	3,0	8,5	7,5	7,3	8,4	33,3	6,4	9,9	6,7	7,7	6,2	10,2	///	6,2	3,8	2,1
Union européenne (à 15)	**54,6**	**69,4**	**68,6**	**66,9**	**58,1**	**62,8**	**53,7**	**61,8**	**60,9**	**78,0**	**71,1**	**65,3**	**68,5**	**53,5**	**76,8**	**19,4**	**13,9**
Suisse	4,0	3,6	1,1	1,3	1,6	2,5	0,8	4,1	1,2	1,1	1,3	1,7	1,7	2,6	///	1,0	1,1
États-Unis (2)	8,3	4,8	8,6	5,9	8,2	8,7	16,2	5,0	9,0	2,8	4,9	4,8	6,2	13,5	7,1	///	24,0
Japon	5,0	2,3	2,8	3,1	5,7	3,3	7,1	2,2	4,1	2,7	1,9	3,4	2,6	5,0	2,7	13,3	///

(1) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.
(2) Chiffres FAB pour les importations des États-Unis.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique

France entière (1)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
(Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unité : Million de francs

Zone géo-économique	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations CAF				
Union Européenne à quinze	**913 345**	**975 404**	**1 069 714**	**1 101 514**
Union monétaire (à onze) (2)	756 392	801 362	886 847	907 440
OCDE hors Union Européenne	**262 658**	**306 207**	**329 603**	**355 617**
États-Unis	112 618	133 659	148 093	155 998
Japon	46 366	52 646	56 682	63 878
Suisse	35 015	36 966	41 627	42 739
Autres pays OCDE	68 659	82 936	83 201	93 002
Monde hors OCDE	**265 103**	**300 027**	**305 491**	**327 763**
Afrique	61 663	67 398	67 793	68 301
Pays de l'Est	33 424	34 173	34 573	37 983
Économies en développement rapide d'Asie	79 251	94 649	101 819	112 782
Pays du Moyen-Orient	30 609	33 724	28 980	32 915
Autres pays (3)	60 156	70 083	72 326	75 782
Total	**1 441 106**	**1 581 638**	**1 704 808**	**1 784 894**
Exportations FAB				
Union Européenne à quinze	**936 251**	**1 053 893**	**1 131 222**	**1 180 568**
Union monétaire (à onze) (2)	751 168	830 239	895 211	929 630
OCDE hors Union Européenne	**245 767**	**288 997**	**315 724**	**345 394**
États-Unis	88 529	110 234	132 002	141 771
Japon	27 434	28 546	27 505	28 085
Suisse	56 623	57 881	60 877	67 988
Autres pays OCDE	73 181	92 336	95 340	107 550
Monde hors OCDE	**270 168**	**322 192**	**326 543**	**307 662**
Afrique	82 913	87 947	101 962	95 933
Pays de l'Est	26 832	35 753	36 260	31 865
Économies en développement rapide d'Asie	72 463	98 677	82 099	66 280
Pays du Moyen-Orient	34 931	42 617	42 192	50 141
Autres pays (3)	53 029	57 198	64 030	63 443
Total	**1 452 186**	**1 665 082**	**1 773 489**	**1 833 624**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Union Européenne à quinze	**22 906**	**78 489**	**61 508**	**79 054**
Union monétaire (à onze) (2)	– 5 224	28 877	8 364	22 190
OCDE hors Union Européenne	**– 16 891**	**– 17 210**	**– 13 879**	**– 10 223**
États-Unis	– 24 089	– 23 425	– 16 091	– 14 227
Japon	– 18 932	– 24 100	– 29 177	– 35 793
Suisse	21 608	20 915	19 250	25 249
Autres pays OCDE	4 522	9 400	12 139	14 548
Monde hors OCDE	**5 065**	**22 165**	**21 052**	**– 20 101**
Afrique	21 250	20 549	34 169	27 632
Pays de l'Est	– 6 592	1 580	1 687	– 6 118
Économies en développement rapide d'Asie	– 6 788	4 028	– 19 720	– 46 502
Pays du Moyen-Orient	4 322	8 893	13 212	17 226
Autres pays (3)	– 7 127	– 12 885	– 8 296	– 12 339
Balance totale	**11 080**	**83 444**	**68 681**	**48 730**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.
(3) Y compris TOM.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**1 027 198**	**1 065 646**	**1 101 420**	**1 204 353**	**1 201 613**	**1 289 484**	**1 246 773**	**1 347 658**
dont : Belgique et Luxembourg	122 300	126 207	127 848	136 711	132 725	139 526	130 115	141 064
Pays-Bas	75 522	67 510	80 489	78 605	86 970	82 410	91 177	86 297
Allemagne (3)	250 722	253 393	263 282	266 038	294 794	286 608	306 115	289 793
Italie	148 808	136 399	156 161	154 821	170 886	163 320	171 816	167 385
Royaume-Uni	120 683	138 941	134 705	169 869	142 181	179 598	150 590	190 400
Irlande	20 384	7 495	24 562	10 786	32 555	12 210	32 682	13 922
Danemark	12 698	13 340	13 470	14 703	13 446	15 639	14 139	15 146
Grèce	3 082	11 769	2 716	14 313	2 692	14 645	2 634	18 582
Portugal	16 857	20 314	18 099	23 756	18 954	26 856	19 221	28 699
Espagne (4)	99 857	116 775	106 012	134 430	121 493	155 922	126 647	172 904
Norvège	23 796	6 209	28 427	9 299	23 622	8 418	25 715	7 752
Suède	20 490	21 033	23 151	24 769	24 548	26 129	26 711	26 810
Finlande	9 997	6 836	12 052	7 688	13 745	8 820	14 745	8 817
Autriche	11 945	16 239	12 857	17 404	14 725	19 539	14 922	20 749
Suisse	35 015	56 623	36 966	57 881	41 627	60 877	42 739	67 988
Andorre	87	1 648	117	1 740	95	1 911	64	1 994
Malte	1 088	2 086	1 271	2 384	1 336	2 673	1 124	3 152
Turquie	6 084	13 563	7 619	16 708	9 429	16 794	11 839	18 743
Pologne	6 655	10 537	7 341	13 591	8 102	16 317	8 753	17 712
République Tchèque	2 945	6 432	3 944	6 989	5 212	7 274	6 526	8 532
Slovaquie	1 130	1 821	1 393	2 224	2 504	2 384	3 187	2 212
Hongrie	3 497	3 734	4 898	5 394	6 362	6 885	8 761	7 398
Roumanie	2 633	2 812	3 025	3 587	3 519	4 660	4 154	4 232
Bulgarie	852	855	1 103	964	1 191	1 385	1 378	1 749
Ukraine	811	1 410	788	1 852	1 004	1 875	860	1 493
Russie	20 655	10 247	20 352	14 789	16 437	11 094	18 450	8 559
Slovénie	4 230	4 568	3 273	5 813	5 191	7 097	4 048	6 037
Croatie	490	974	533	1 273	693	1 765	633	1 999
AFRIQUE	**61 663**	**82 913**	**67 398**	**87 947**	**67 793**	**101 962**	**68 301**	**95 933**
dont : Maroc	13 150	12 267	14 347	14 223	15 582	15 972	16 221	16 405
Algérie	8 806	12 591	12 649	13 347	9 155	15 650	9 741	15 875
Tunisie	7 754	9 566	8 649	11 675	9 873	12 996	10 458	14 343
Libye	2 316	1 629	2 806	2 080	1 850	1 860	2 806	1 510
Égypte	1 237	7 280	1 394	8 342	1 209	9 096	1 239	7 565
Soudan	109	360	168	393	241	1 045	82	529
Mauritanie	402	942	508	845	559	836	577	802
Mali	28	1 010	46	1 062	30	1 185	31	1 254
Burkina Faso	106	801	126	909	117	1 117	104	947
Niger	55	452	114	499	910	575	719	412
Sénégal	929	2 775	874	2 743	962	3 139	791	2 923
Guinée	400	851	284	968	351	978	316	934
Libéria	44	1 683	669	371	508	4 330	153	365
Côte-d'Ivoire	4 161	4 099	4 520	4 587	4 985	5 370	4 510	4 852
Ghana	714	589	751	860	658	493	626	786
Togo	49	527	100	707	69	709	88	697
Bénin (Dahomey)	29	866	28	1 018	42	1 202	33	1 357
Nigéria	7 108	2 592	4 153	2 675	4 373	3 349	4 642	3 515
Cameroun	2 077	2 086	1 955	2 550	2 103	3 012	2 273	2 820
République Centrafricaine	26	253	49	276	54	297	51	282
Gabon	1 281	2 009	1 599	2 350	1 910	2 449	1 291	1 798
Congo	539	4 873	367	1 016	413	1 368	295	935
République démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	147	261	123	227	84	218	48	173
Angola	739	793	1 059	691	663	694	573	887
Éthiopie	104	285	179	193	168	274	135	336
Djibouti	3	257	12	307	8	338	6	348
Kenya	384	765	479	682	377	711	473	638
Madagascar	1 612	1 273	1 613	1 434	2 055	1 641	2 016	1 574
Ile Maurice	1 933	1 868	1 941	2 168	2 062	1 415	2 210	2 143
Zambie	152	78	471	65	456	57	169	65
Zimbabwe	159	349	213	343	176	320	193	339
Afrique du Sud (République d')	4 009	4 583	4 052	5 893	4 453	6 804	4 274	5 681

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**148 684**	**129 307**	**175 129**	**164 263**	**188 457**	**192 330**	**196 392**	**200 343**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	112 618	88 529	133 659	110 234	148 093	132 002	155 998	141 771
Canada	8 798	9 816	9 988	13 875	9 511	13 544	9 670	18 743
Mexique	2 594	4 366	3 022	6 321	3 403	7 454	3 414	7 177
Costa Rica	461	292	474	306	549	359	453	489
Panama	782	1 090	166	1 031	118	889	55	720
Cuba	257	985	284	1 296	315	1 525	312	1 437
Jamaïque	506	362	402	764	283	102	336	125
Trinidad et Tobago	738	95	1 088	116	949	247	910	234
Colombie	1 622	1 366	1 793	2 670	1 891	2 436	1 400	1 564
Vénézuela	1 045	1 413	1 296	1 908	877	2 393	1 264	1 689
Équateur	718	264	826	578	796	397	761	207
Pérou	815	585	841	778	874	926	825	824
Brésil	9 419	7 731	11 553	9 265	11 715	12 085	11 369	11 317
Chili	2 987	2 603	3 514	2 773	3 770	3 675	3 842	2 195
Uruguay	200	824	224	997	211	1 066	479	857
Argentine	2 531	6 441	2 776	7 794	2 644	8 865	2 865	6 744
ASIE	**178 113**	**159 557**	**207 356**	**192 331**	**215 440**	**172 845**	**239 769**	**169 268**
dont : Liban	211	3 335	217	4 769	238	4 232	233	3 680
Syrie	2 203	1 368	2 995	1 232	2 149	1 687	2 407	2 913
Irak	–	20	3 074	1 389	4 347	1 742	4 992	2 007
Iran	6 603	3 444	5 422	4 302	4 307	3 737	5 276	3 923
Israël	4 324	5 898	4 480	6 140	5 168	6 559	5 270	7 548
Jordanie	39	1 458	34	921	20	880	53	913
Arabie saoudite	14 877	7 228	15 313	8 671	10 512	8 418	12 179	8 107
Koweit	680	1 453	756	1 586	808	1 685	1 369	1 496
Bahreïn	597	544	547	573	489	496	406	3 204
Qatar	3	1 384	32	2 950	34	2 272	47	2 307
Émirats arabes unis (5)	364	5 452	371	6 090	691	7 259	509	11 145
Oman	249	1 309	35	797	56	1 203	20	836
Yémen (6)	160	1 228	329	2 230	85	892	17	802
Pakistan	1 766	1 606	1 783	1 651	1 967	1 387	2 107	1 797
Inde	5 873	5 491	6 183	5 017	6 918	4 600	7 280	5 914
Bangladesh	1 601	1 285	2 069	573	2 346	785	2 410	1 030
Sri Lanka	842	228	886	405	877	404	853	2 922
Thaïlande	7 711	5 021	8 372	5 900	10 051	8 516	10 318	3 471
Viêt-Nam	1 926	3 834	2 854	2 548	3 334	1 827	4 035	2 002
Indonésie	5 255	6 516	6 099	8 688	6 621	2 506	6 639	2 159
Malaysia (7)	7 739	6 830	8 423	7 299	8 977	4 493	8 979	4 934
Bruneï	6	879	16	194	2	958	–	180
Singapour	11 524	12 871	13 482	15 298	12 023	11 756	13 403	11 985
Philippines	1 632	2 513	1 884	10 327	2 332	4 516	2 726	2 407
Chine	31 179	12 406	38 972	19 762	42 833	19 461	49 902	20 147
Corée du Sud	8 505	10 102	10 672	11 157	10 629	9 907	11 767	11 367
Japon	46 366	27 434	52 646	28 546	56 682	27 505	63 878	28 085
Taïwan	10 898	8 305	13 424	14 221	14 253	12 563	16 082	9 370
Hong-Kong	3 314	18 001	3 992	17 182	4 729	18 289	4 733	11 807
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**5 993**	**12 510**	**7 287**	**14 344**	**6 734**	**13 553**	**6 500**	**16 447**
dont : Australie	3 941	7 167	4 967	7 663	4 594	7 280	4 286	7 867
Nouvelle-Zélande	1 164	974	1 302	998	1 453	973	1 528	1 776
Nouvelle-Calédonie	828	2 097	840	2 380	567	2 450	438	2 538
Polynésie française	26	1 928	125	2 111	46	2 387	79	2 319
DIVERS (8)	**19 455**	**2 253**	**23 048**	**1 844**	**24 771**	**3 315**	**27 159**	**3 975**
Monde	**1 441 106**	**1 452 186**	**1 581 638**	**1 665 082**	**1 704 808**	**1 773 489**	**1 784 894**	**1 833 624**

(1) Y compris DOM.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et des Droits indirects.
(3) Y compris ex-RDA .
(4) À partir de 1997, y compris les Îles Canaries.
(5) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(6) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
(7) La Malaysia comprend la Malaysia orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaysia occidentale (la péninsule Malaise).
(8) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit (1)

France entière (2)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Produits (1)	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	48 803	51 562	52 108	51 018
Produits des industries agricoles et alimentaires	116 616	123 785	129 666	128 712
Biens de consommation	212 751	237 995	264 683	277 842
Produits de l'industrie automobile	153 483	141 689	173 738	195 251
Biens d'équipements	297 836	345 355	390 616	415 346
Biens intermédiaires	481 594	539 349	579 757	584 736
Produits énergétiques	121 092	132 689	104 246	122 169
Divers	8 931	9 214	9 994	9 820
Total	**1 441 106**	**1 581 638**	**1 704 808**	**1 784 894**
Exportations FAB				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	60 593	64 224	64 014	65 626
Produits des industries agricoles et alimentaires	156 664	176 341	176 132	174 993
Biens de consommation	192 075	218 331	236 006	251 263
Produits de l'industrie automobile	178 309	205 388	232 865	248 872
Biens d'équipements	324 130	390 439	431 449	454 291
Biens intermédiaires	491 274	556 452	582 327	584 795
Produits énergétiques	42 840	46 334	43 360	45 764
Divers	6 301	7 573	7 336	8 020
Total	**1 452 186**	**1 665 082**	**1 773 489**	**1 833 624**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	11 790	12 662	11 906	14 608
Produits des industries agricoles et alimentaires	40 048	52 556	46 466	46 281
Biens de consommation	– 20 676	– 19 664	– 28 677	– 26 579
Produits de l'industrie automobile	24 826	63 699	59 127	53 621
Biens d'équipements	26 294	45 084	40 833	38 945
Biens intermédiaires	9 680	17 103	2 570	59
Produits énergétiques	– 78 252	– 86 355	– 60 886	– 76 405
Divers	– 2 630	– 1 641	– 2 658	– 1 800
Balance totale	**11 080**	**83 444**	**68 681**	**48 730**

(1) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique

France entière (1)

Année 1999 (non compris matériel militaire)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million de francs

Produits CPF (2)	Zones géo-économiques											
	Union Européenne à quinze	*dont* Union monétaire à onze (3)	OCDE hors Union Européenne				Monde hors OCDE					**Total**
			États-Unis	Japon	Suisse	Autres OCDE	Afrique	Pays de l'Est	Économies en développement rapide d'Asie	Pays du Moyen-Orient	Autres pays	
Importations CAF												
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	26 411	22 803	2 099	29	101	3 899	9 197	1 039	1 605	1 201	5 437	**51 018**
Produits des industries agricoles et alimentaires	97 695	83 458	2 556	58	1 609	5 557	5 921	811	3 301	558	10 646	**128 712**
Biens de consommation	142 493	114 283	16 867	11 507	10 087	16 432	16 370	5 482	41 902	935	15 767	**277 842**
Produits de l'industrie automobile	168 535	148 369	2 914	8 128	349	7 124	394	2 889	422	73	4 423	**195 251**
Biens d'équipement	226 307	174 687	86 826	27 209	11 342	13 227	1 253	2 174	30 924	1 473	14 611	**415 346**
Biens intermédiaires	400 713	342 046	41 093	16 766	18 119	25 965	14 470	9 067	33 767	2 752	22 024	**584 736**
Produits énergétiques	32 859	16 518	1 823	34	626	20 551	20 644	16 506	685	25 889	2 552	**122 169**
Divers	6 501	5 276	1 820	147	506	247	52	15	176	34	322	**9 820**
Total	**1 101 514**	**907 440**	**155 998**	**63 878**	**42 739**	**93 002**	**68 301**	**37 983**	**112 782**	**32 915**	**75 782**	**1 784 894**
Exportations FAB												
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	52 441	46 085	548	130	1 259	800	3 774	721	1 507	2 673	1 773	**65 626**
Produits des industries agricoles et alimentaires	120 890	92 161	12 503	5 395	5 075	5 821	8 081	3 540	4 550	5 559	3 579	**174 993**
Biens de consommation	146 598	114 145	16 704	10 020	14 102	16 999	16 000	4 865	9 549	7 915	8 511	**251 263**
Produits de l'industrie automobile	201 917	159 376	6 781	819	4 363	10 550	9 194	4 445	1 248	2 444	7 111	**248 872**
Biens d'équipement	233 645	177 779	62 295	3 961	17 127	35 542	26 526	8 005	23 850	20 042	23 298	**454 291**
Biens intermédiaires	394 001	316 515	37 974	6 155	16 696	35 755	30 276	9 765	25 192	10 770	18 211	**584 795**
Produits énergétiques	27 965	21 282	2 747	1 396	8 146	1 733	1 761	453	263	594	706	**45 764**
Divers	3 111	2 287	2 219	209	1 220	350	321	71	121	144	254	**8 020**
Total	**1 180 568**	**929 630**	**141 771**	**28 085**	**67 988**	**107 550**	**95 933**	**31 865**	**66 280**	**50 141**	**63 443**	**1 833 624**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS					
Total		**102,5**	**110,5**	**120,4**	**123,5**
Ensemble hors énergie		100,4	108,0	120,5	124,3
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	100,3	103,2	106,9	105,0
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	99,9	108,3	122,0	126,7
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	100,5	104,9	106,9	105,1
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	100,3	102,5	106,9	105,1
Biens de consommation	EC	101,8	109,5	119,6	122,4
Produits de l'industrie automobile	ED	105,4	99,1	125,1	136,9
Biens d'équipement	EE	103,0	115,6	136,7	146,6
Biens intermédiaires	EF	96,1	105,6	113,7	114,6
Produits énergétiques	EG	126,6	137,2	117,7	113,6
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	100,5	104,9	106,9	105,1
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	93,1	93,5	96,5	95,1
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	103,5	106,6	111,6	109,6
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	105,9	112,3	118,2	118,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	68,4	71,4	71,7	73,0
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	107,9	121,6	141,3	152,1
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	102,0	108,7	119,1	120,6
Produits de l'industrie automobile	FD0	105,4	99,1	125,1	136,9
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	101,3	132,8	156,5	172,8
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	102,8	106,3	118,1	121,3
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	103,7	118,4	146,8	160,3
Produits minéraux	FF1	96,1	102,0	107,5	108,1
Produits de l'industrie textile	FF2	95,0	104,4	112,4	111,3
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	88,9	94,6	99,8	102,5
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	99,5	108,6	115,3	118,2
Métaux et produits métalliques	FF5	91,0	100,5	108,5	105,1
Composants électriques et électroniques	FF6	102,9	117,9	134,5	137,1
Combustibles et carburants	FG1	126,8	137,2	116,5	113,0
Eau, gaz, électricité	FG2	100,9	108,2	191,2	155,2

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7A (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
EXPORTATIONS					
Total		**103,9**	**117,5**	**125,9**	**129,0**
Ensemble hors énergie		103,6	117,3	126,1	129,2
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	103,6	112,3	112,5	111,6
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	103,4	117,8	128,3	132,0
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	106,9	112,3	113,5	115,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	102,2	112,3	112,2	109,8
Biens de consommation	EC	104,6	115,5	124,9	129,2
Produits de l'industrie automobile	ED	108,4	128,3	148,0	155,1
Biens d'équipement	EE	105,0	124,2	138,1	142,6
Biens intermédiaires	EF	100,3	111,4	117,2	119,1
Produits énergétiques	EG	113,5	124,0	118,4	121,9
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	106,9	112,3	113,5	115,7
Produits des industries dė la viande et du lait	FB1	97,2	104,9	100,1	100,3
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	104,8	116,4	118,9	114,9
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	103,7	110,9	116,5	118,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	83,4	87,4	90,2	89,7
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	106,1	120,3	131,6	144,4
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	107,9	118,7	129,5	126,6
Produits de l'industrie automobile	FD0	108,4	128,3	148,0	155,1
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	98,8	125,5	132,9	144,5
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	103,9	114,9	127,2	123,5
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	110,9	135,1	155,9	165,6
Produits minéraux	FF1	101,1	107,7	108,1	106,7
Produits de l'industrie textile	FF2	97,7	106,2	111,5	107,6
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	94,6	103,1	106,6	111,6
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	102,5	113,7	119,5	123,9
Métaux et produits métalliques	FF5	96,9	107,0	109,3	106,8
Composants électriques et électroniques	FF6	104,4	121,1	135,4	141,0
Combustibles et carburants	FG1	127,2	147,0	137,6	144,4
Eau, gaz, électricité	FG2	97,8	97,6	96,3	96,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS					
Total		**101,6**	**103,3**	**102,1**	**101,6**
Ensemble hors énergie		102,2	104,0	102,8	101,0
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	100,5	103,3	103,5	100,9
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	102,3	104,0	102,6	100,9
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	99,2	100,1	99,6	95,4
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	101,0	104,7	105,1	103,2
Biens de consommation	EC	101,2	104,7	106,0	105,4
Produits de l'industrie automobile	ED	101,0	99,2	96,3	97,6
Biens d'équipement	EE	103,7	106,9	101,9	98,8
Biens intermédiaires	EF	102,1	103,7	103,5	101,1
Produits énergétiques	EG	98,4	99,9	95,2	110,5
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	99,2	100,1	99,6	95,4
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	98,9	100,9	99,6	96,0
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	101,8	106,1	107,2	106,0
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	102,4	107,0	108,7	106,9
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	97,4	94,4	96,5	92,6
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	98,3	100,5	104,4	104,1
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	102,4	106,5	105,8	106,1
Produits de l'industrie automobile	FD0	101,0	99,2	96,3	97,6
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	100,0	103,5	105,1	104,2
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	104,7	107,4	107,8	107,5
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	104,4	107,6	96,1	90,3
Produits minéraux	FF1	102,9	106,3	106,0	104,5
Produits de l'industrie textile	FF2	104,8	108,3	108,8	105,8
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	102,9	105,0	106,8	105,1
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	101,0	102,2	101,5	98,2
Métaux et produits métalliques	FF5	101,8	101,9	100,9	97,8
Composants électriques et électroniques	FF6	103,2	106,3	106,3	106,4
Combustibles et carburants	FG1	98,5	100,1	95,4	110,7
Eau, gaz, électricité	FG2	101,3	105,3	103,2	106,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7B (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
EXPORTATIONS					
Total		**100,6**	**102,4**	**101,6**	**100,7**
Ensemble hors énergie		100,6	102,5	101,7	100,7
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	99,7	101,7	101,3	100,5
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	100,8	102,6	101,8	100,8
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	98,0	98,5	97,1	95,5
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	100,5	102,9	102,8	102,7
Biens de consommation	EC	101,7	104,6	103,9	103,6
Produits de l'industrie automobile	ED	98,3	95,7	94,0	94,9
Biens d'équipement	EE	100,6	103,8	102,6	102,3
Biens intermédiaires	EF	101,2	103,0	102,6	100,0
Produits énergétiques	EG	99,3	99,4	96,9	97,2
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	98,0	98,5	97,1	95,5
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	102,4	103,7	103,5	101,2
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	99,4	102,2	101,8	102,8
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	100,4	102,4	101,4	101,6
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	102,3	102,6	103,4	103,1
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	103,3	107,4	107,3	106,0
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	100,6	102,7	100,8	100,7
Produits de l'industrie automobile	FD0	98,3	95,7	94,0	94,9
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	101,5	106,7	108,9	111,7
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	101,2	104,4	103,4	103,0
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	100,4	101,0	97,8	94,7
Produits minéraux	FF1	101,4	103,1	103,4	103,3
Produits de l'industrie textile	FF2	101,8	105,7	106,5	105,7
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	101,2	102,1	103,1	100,5
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	99,6	101,9	100,7	98,1
Métaux et produits métalliques	FF5	100,7	101,7	102,5	98,9
Composants électriques et électroniques	FF6	105,2	106,7	105,0	101,5
Combustibles et carburants	FG1	99,6	101,2	97,4	98,2
Eau, gaz, électricité	FG2	100,3	99,0	98,2	98,1

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (2)

Source : INSEE

Produits - CPF (2)	*r* 1992	*r* 1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999 %
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	137,4	139,9	113,4	119,0	128,1	129,9	132,1	134,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	128,3	129,8	130,1	133,2	131,8	142,3	137,1	136,5
Produits manufacturés	97,5	101,9	102,2	101,6	105,0	109,5	105,7	103,8
dont :								
Biens de consommation	85,2	86,3	87,7	88,3	90,3	92,2	89,3	89,9
Produits de l'industrie automobile	115,5	121,0	121,8	115,4	117,7	144,6	132,9	126,8
Biens d'équipement	111,4	117,4	114,7	111,6	115,3	117,2	111,7	106,7
Biens intermédiaires	88,3	94,5	95,6	97,4	101,2	103,1	100,7	100,7
Produits énergétiques	36,1	38,9	38,2	41,0	39,7	38,5	37,4	41,5
Ensemble	**96,1**	**100,3**	**99,9**	**100,5**	**103,0**	**107,6**	**104,4**	**103,3**

(1) Les importations étant CAF (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations FAB (Franco à bord); un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits Française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix sont en indice « base 100 en 1995 ».

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Produits - CPF (2)	*r* 1992	1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	109,1	109,8	102,7	100,0	97,4	95,8	93,5	96,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	98,7	100,1	100,3	100,0	102,1	100,7	99,0	99,7
Produits manufacturés	100,1	101,0	100,0	100,0	100,2	101,3	101,3	101,6
dont :								
Biens de consommation	95,3	98,1	99,6	100,0	101,7	102,3	101,3	102,1
Produits de l'industrie automobile	107,1	104,7	102,4	100,0	97,9	100,6	100,9	100,5
Biens d'équipement	96,8	95,9	94,5	100,0	100,0	103,2	104,7	105,9
Biens intermédiaires	102,8	104,6	102,9	100,0	100,2	99,7	99,1	98,6
Produits énergétiques	96,8	99,6	97,6	100,0	92,5	93,8	115,7	94,3
Ensemble	**99,7**	**100,7**	**99,9**	**100,0**	**99,3**	**99,8**	**101,3**	**100,3**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations, par référence à 1995.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix sont en indice « base 100 en 1995 ».

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) par zone géo-économique

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS CAF				
Total des produits	**101,6**	**103,3**	**102,1**	**101,6**
Union Européenne	101,4	101,7	100,9	99,4
OCDE hors UE	102,7	105,2	105,8	108,4
Reste du monde	101,4	106,7	102,4	102,5
Produits manufacturés	**102,3**	**104,0**	**102,6**	**100,9**
Union Européenne	101,9	102,2	100,9	99,1
OCDE hors UE	103,7	106,4	106,7	108,2
Reste du monde	102,5	108,7	104,6	99,3
EXPORTATIONS FAB				
Total des produits	**100,6**	**102,4**	**101,6**	**100,7**
Union Européenne	100,5	101,7	101,0	100,6
OCDE hors UE	100,3	101,8	102,1	102,4
Reste du monde	100,9	104,6	102,6	98,8
Produits manufacturés	**100,8**	**102,6**	**101,8**	**100,8**
Union Européenne	100,6	101,8	101,0	100,5
OCDE hors UE	100,7	102,0	102,0	102,2
Reste du monde	101,4	105,4	103,8	100,2

(1) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur (1)

Source : INSEE

%

Produits - CPF (2)	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Biens de consommation	26,1	26,8	28,5	30,2	31,0	33,2	35,4	36,7
Produits de l'industrie automobile	34,8	34,7	34,4	36,7	38,4	34,5	37,0	37,4
Biens d'équipement	37,4	35,6	39,0	40,3	40,0	42,3	46,6	46,6
Biens intermédiaires	30,3	31,0	32,9	34,8	34,5	36,1	37,6	38,3
Total (3)	**31,5**	**31,5**	**33,4**	**35,2**	**35,5**	**36,8**	**39,2**	**39,9**

(1) Voir définition.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits Française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-12

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 320 827**	**9 982 861**	**1 420 062**	**10 323 970**	**1 741 050**	**10 828 210**	**1 857 708**	**10 365 803**
dont : France métropolitaine	514 664	6 395 039	479 506	6 457 212	459 348	6 828 809	421 596	6 341 893
Martinique	49 600	89 987	48 134	115 858	133 250	191 981	139 743	185 878
Allemagne	10 950	453 982	9 972	448 639	11 242	501 718	10 277	407 471
États-Unis	25 760	370 010	25 134	320 404	25 183	316 568	33 545	320 628
Italie	22 140	380 544	23 288	394 538	22 882	369 664	22 489	361 884
Japon	4 119	233 920	3 284	248 213	3 409	236 234	3 517	264 836
Trinidad et Tobago	120 838	166 650	123 901	210 844	153 029	180 892	194 680	252 532
Espagne	14 516	173 779	18 139	189 732	28 217	195 261	33 756	179 278
Royaume-Uni	4 293	156 367	5 162	155 128	3 946	153 635	7 520	159 623
Belgique et Luxembourg (UEBL)	20 754	149 827	24 386	162 284	27 731	186 038	22 659	159 316
Curaçao	128 568	155 278	124 842	227 244	207 964	234 341	162 907	215 158
EXPORTATIONS	**161 324**	**725 366**	**224 066**	**823 270**	**155 001**	**712 829**	**205 690**	**943 523**
dont : France métropolitaine	93 755	385 960	147 129	497 477	110 987	461 524	146 780	609 980
Martinique	29 605	171 768	23 950	154 625	19 993	99 243	27 540	147 411
Guyane	4 372	17 531	6 165	20 551	5 008	19 578	5 911	22 093
Italie	7 231	67 274	10 915	21 747	2 341	32 654	215	16 905
Belgique et Luxembourg	430	20 901	684	23 037	1 665	21 706	8 601	36 155
Royaume-Uni	8 004	16 150	8 998	18 747	5 546	18 985	519	4 479
États-Unis	2 479	6 753	11 116	36 692	1 895	15 484	11 557	19 884

TABLEAU O.01-13

Guadeloupe : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produits	1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	63 565	123 860	101 436	179 691	76 045	213 025	82 860	252 268
Farine de froment ou de méteil	19 314	43 314	16 978	35 338	13 633	31 225	12 440	28 147
Sucres	37 206	133 865	56 314	193 878	33 811	120 393	59 946	205 849
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	41 591	38 683	54 587	45 333	55 897	45 656	58 303	57 824
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	*c*	60 874	*c*	51 902	*c*	41 194	*c*	29 702
Melons et papayes frais	1 629	28 202	2 301	33 752	2 409	30 950	2 606	33 990

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-14

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**360 106**	**3 175 238**	**355 187**	**3 271 399**	**451 481**	**3 520 933**	**416 166**	**3 405 098**
dont : France métropolitaine	108 644	2 024 310	107 181	1 907 290	119 410	2 073 025	109 732	1 774 910
Italie	4 178	74 709	4 112	73 830	4 262	73 365	5 291	74 845
Belgique et Luxembourg	3 790	37 014	3 906	42 207	5 197	49 118	6 267	49 965
États-Unis	2 565	72 524	3 192	120 342	2 406	88 512	1 682	79 549
Allemagne	1 534	53 158	1 727	58 293	1 838	68 261	2 006	72 432
Trinidad et Tobago	156 867	211 509	140 354	225 997	222 376	283 084	182 712	268 138
Pays-Bas	6 629	65 138	6 156	66 488	6 813	68 663	7 704	70 525
Japon	823	59 863	801	59 002	963	64 945	1 404	90 872
Martinique	5 673	31 188	9 567	50 521	11 613	56 966	10 705	56 910
EXPORTATIONS	**31 692**	**858 685**	**32 147**	**923 125**	**29 035**	**728 454**	**25 753**	**693 743**
dont : France métropolitaine	4 532	556 902	6 967	570 727	4 367	359 267	5 549	378 587
Suisse	ϵ	17 704	46	66 529	34	90 426	32	48 614
Espagne	11 792	40 119	8 730	54 828	5 762	58 145	915	43 176
Guadeloupe	8 338	55 967	7 769	49 567	8 915	56 111	9 158	42 284
Brésil	25	32 775	122	48 164	48	32 513	14	81 985
Martinique	2 323	40 248	5 288	44 951	6 174	47 564	4 233	20 543
États-Unis	561	14 929	687	22 679	379	17 222	787	27 809
Belgique et Luxembourg	165	16 416	14	5 842	33	17 564	12	6 564
Italie	333	18 399	203	11 391	148	7 827	195	12 929

TABLEAU O.01-15

Guyane : principaux produits exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Produits	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Crustacés	3 764	174 959	3 756	177 429	3 701	163 617	3 227	147 652
Or (en kg)	3 150	183 971	4 359	253 082	4 316	221 153	4 857	264 914
Riz	18 885	59 997	15 617	51 777	13 182	48 279	10 232	37 606
Parties de véhicules aériens et spatiaux	498	134 302	354	220 489	305	115 890	228	48 446

TABLEAU O.01-16

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 670 209**	**10 073 398**	**1 644 269**	**9 993 166**	**1 620 797**	**10 047 277**	**1 563 771**	**10 606 158**
dont : France métropolitaine	420 928	6 269 317	382 529	6 197 741	393 491	6 446 269	410 806	6 742 490
Allemagne	9 487	328 035	10 071	352 372	10 261	377 638	16 009	446 336
Royaume-Uni	85 067	202 765	2 887	108 583	173 729	255 738	169 510	279 909
États-Unis	41 994	301 124	24 012	266 410	35 057	271 656	24 065	284 245
Italie	20 070	415 454	19 337	351 463	19 310	358 876	19 656	341 171
Japon	2 737	197 131	2 334	181 410	2 230	168 075	3 252	230 329
Belgique et Luxembourg	15 895	123 140	17 591	144 123	20 401	175 645	23 961	190 482
Vénézuela	463 206	385 684	710 208	607 844	511 421	325 165	621 312	431 581
EXPORTATIONS	**896 590**	**1 265 456**	**1 014 649**	**1 315 079**	**1 031 304**	**1 701 392**	**1 185 685**	**1 715 193**
dont : France métropolitaine	137 912	561 703	185 370	570 810	164 817	878 641	221 159	806 597
Guadeloupe	459 266	401 246	474 173	357 419	445 241	380 455	396 547	372 480
Guyane	7 106	41 338	12 969	54 783	11 039	54 993	11 325	63 065
Belgique et Luxembourg	45 541	100 619	40 398	76 380	27 798	83 944	21 488	68 207
Royaume-Uni	36 918	80 965	73 914	135 739	59 727	172 194	61 086	208 093

TABLEAU O.01-17

Martinique : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produits	r 1996		r 1997		r 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	198 719	407 327	279 972	508 384	237 725	670 635	261 974	798 748
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	c	77 545	c	76 990	c	74 670	c	92 611
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	85 402	126 358	86 325	129 617	81 124	127 173	99 890	156 866
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux	270 327	213 270	229 268	201 161	232 072	206 501	194 547	191 984
Eaux aromatisées ou édulcorées	14 505	67 190	19 663	78 805	26 201	104 361	43 764	98 031

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-18

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	r 1996		r 1997		r 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**2 027 594**	**14 240 260**	**2 016 453**	**14 354 041**	**2 349 829**	**15 354 659**	**2 270 834**	**15 870 489**
dont : France métropolitaine	723 716	9 337 539	624 998	9 129 508	639 512	10 113 923	552 706	10 044 502
Afrique du Sud	272 646	291 683	224 180	292 222	321 568	316 971	197 660	258 223
Allemagne	15 360	466 106	17 187	493 441	15 718	553 128	20 881	692 216
Bahreïn	370 317	519 262	329 547	486 765	224 500	249 066	180 693	203 346
Italie	38 131	515 615	31 226	476 064	42 302	494 859	39 347	555 141
Japon	4 697	299 030	5 296	318 576	4 893	327 261	5 904	406 214
Belgique et Luxembourg	39 215	301 608	44 590	288 234	48 164	336 666	59 338	380 866
Espagne	27 292	210 586	41 742	255 658	71 194	335 559	65 694	371 847
Arabie saoudite	93 905	118 382	187 706	215 610	500 393	362 687	412 258	387 102
EXPORTATIONS	**238 036**	**1 071 162**	**271 517**	**1 255 361**	**235 500**	**1 217 892**	**218 974**	**1 267 376**
dont : France métropolitaine	206 652	815 944	222 808	952 133	197 564	898 440	153 950	787 692
Japon	1 356	56 098	1 714	67 379	2 397	83 392	1 081	60 038
Madagascar	6 922	34 062	12 259	64 625	12 419	54 530	7 482	53 219
Mayotte	4 015	48 711	4 271	51 506	3 213	50 033	4 116	61 750
Royaume-Uni	6 378	26 621	6 491	26 736	6 063	25 196	6 338	28 856
Île Maurice	5 295	36 247	6 926	34 434	3 359	28 320	2 901	30 330

TABLEAU O.01-19

Réunion : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produits	1996		1997		r 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Sucre	183 074	686 482	216 097	809 089	187 583	715 680	180 277	679 979
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	44 371	31 504	47 319	30 676	52 429	34 157	43 417	32 569
Crustacés	361	29 884	275	29 870	316	29 053	235	20 282
Voitures de tourisme	2 270	34 342	3 093	44 122	3 228	42 624	2 591	50 335
Poissons congelés	1 372	41 515	1 850	47 119	2 125	64 283	2 148	104 629

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-20

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : Tonne
Valeur : Million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 082 700**	**92 526**	**1 156 100**	**98 562**	**1 101 954**	**98 234**	**1 200 769**	**112 888**
dont : France métropolitaine	93 798	38 557	103 210	41 510	106 130	43 451	113 696	44 815
Allemagne	3 279	2 819	4 766	3 592	4 737	3 824	4 205	3 835
Australie	423 948	12 264	454 400	13 005	502 926	11 595	567 300	15 090
États-Unis	7 983	4 289	15 809	5 183	13 978	3 945	15 078	6 886
Italie	7 860	3 026	8 145	3 030	9 721	3 595	8 512	3 112
Japon	76 535	4 270	92 320	4 192	75 147	4 610	4 205	5 050
Nouvelle-Zélande	67 282	6 147	40 600	5 128	47 225	5 079	54 559	5 596
Royaume-Uni	3 280	3 019	3 146	2 688	2 974	2 773	3 062	2 856
Singapour	303 035	4 313	330 271	5 337	186 970	2 723	239 120	4 642
EXPORTATIONS	**3 831 839**	**45 228**	**5 674 014**	**55 538**	**4 440 200**	**40 469**	**3 998 200**	**44 191**
dont : France métropolitaine	26 697	13 669	48 493	15 640	36 077	9 146	25 006	9 351
Allemagne	2 391	1 032	5 194	1 039	2 912	445	1 002	191
Australie	1 782 945	3 462	2 077 171	3 675	2 217 764	3 322	1 913 836	4 219
Corée du Sud	9 743	3 564	21 270	4 241	32 925	3 558	25 276	3 932
Espagne	5 349	1 831	12 296	2 403	15 095	1 892	22 917	3 558
États-Unis	750 398	4 205	1 070 789	5 656	13 146	1 637	14 782	2 463
Finlande	100	71	4 009	800	5 233	743	6 306	1 001
Inde	619	242	1 408	271	3 012	427	2 460	395
Italie	201	101	1 832	367	9 790	1 292	11 257	1 825
Japon	1 148 122	10 039	2 343 376	14 716	2 038 225	10 356	1 794 741	9 164
Taïwan	8 030	2 800	20 700	4 031	24 801	3 682	30 070	4 700
UEBL	1 468	563	1 105	249	3 321	457	3 711	594
Wallis et Futuna	1 211	466	2 139	557	1 796	643	5 042	680

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-21

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Million de francs CFP (2)

Produits (3)	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux (4)	744 206 *r*	8 297 *r*	772 748 *r*	10 176 *r*	701 586	6 485	750 369	9 533
Médicaments	789	2 678	1 130	3 065	884	3 361	1 317	3 713
Voitures de tourisme	5 669	6 536	5 807	6 646	6 885	7 662	7 289	8 138
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	4 533	4 239	4 189	3 956	4 520	4 057	3 812	3 483
Parties et accessoires voitures et véhicules	917	1 472	956	1 632	984	1 593	1 070	1 648
EXPORTATIONS								
Ferro-alliages	151 601	28 868	158 225	31 577	158 929	22 335	156 843	24 540
Minerais de nickel (milliers de tonnes)	4 774	12 032	5 391	14 486	4 237	8 638	3 790	8 394
Mattes de nickel	15 354	7 518	14 856	7 022	16 814	5 090	15 808	6 233
Crustacés	462	151	634	284	964	1 067	1 456	1 868
Poissons frais ou congelés	201	434	338	787	853	697	917	563

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.
(3) Les produits sont exprimés en SH4, Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, sur quatre positions; il permet de mieux assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, au sein de l'Union européenne.
(4) La série a été révisée. Le champ couvre désormais l'ensemble des produits concernés.

TABLEAU O.01-22

Polynésie Française : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Million de francs CFP (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie)

Pays fournisseurs et clients	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**579 618**	**94 550**	**624 172**	**99 339**	**651 399**	**118 483**	**672 899**	**102 972**
dont : France métropolitaine	100 190	40 524	109 652	37 646	110 679	55 319	101 342	39 001
Allemagne	3 802	2 967	3 739	2 807	5 105	4 197	5 653	3 844
Australie	193 381	6 740	196 613	7 826	206 139	7 596	195 490	6 777
États-Unis	96 140	13 213	112 897	16 893	111 156	15 421	112 888	17 014
Italie	8 595	3 184	8 329	3 182	9 467	3 631	8 936	3 244
Japon	2 767	3 388	5 231	4 189	4 875	4 759	3 600	4 712
Nouvelle-Zélande	85 763	6 364	94 838	7 283	104 579	6 866	123 808	7 639
Pays-Bas	4 643	1 073	4 774	1 104	4 607	1 178	4 481	1 158
Singapour	20 790	1 824	2 966	690	5 341	742	20 620	1 237
Malaisie	818	449	696	452	6 404	575	25 734	590
EXPORTATIONS	**21 142**	**23 433**	**13 112**	**23 804**	**14 214**	**28 345**	**13 299**	**27 182**
dont : France métropolitaine	3 005	5 313	3 110	7 615	4 032	9 253	1 014	4 581
États-Unis	263	2 224	2 144	3 734	3 409	3 268	3 645	2 656
Italie	62	112	121	74	104	66	53	173
Nouvelle-Calédonie	230	710	294	402	2 125	1 044	581	1 314
Japon	360	10 353	1 154	8 816	255	9 899	155	11 246

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Million de francs CFP (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie)

Produits (3)	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	7 410	468	9 499	648	8 925	529	7 259	512
Farine de froment	15 146	647	15 652	577	15 398	571	15 727	641
Sucres	6 927	394	7 828	360	7 404	333	7 863	311
Ciments hydrauliques	76 112	1 071	91 982	1 257	95 795	1 086	112 961	1 081
Produits pétroliers (4)	231 263	5 239	236 352	6 312	232 794	5 452	253 439	5 002
EXPORTATIONS								
Huile de coprah	6 828	404	6 060	392	2 703	153	4 634	324
Perles de culture (kilogrammes)	6 166	14 455	5 628	14 658	8 231	14 639	10 561	18 868

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.
(3) Les produits sont exprimés en SH4, Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, sur quatre positions; il permet de mieux assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, au sein de l'Union européenne.
(4) Les produits pétroliers sont les seuls exprimés en SH2, Système harmonisé sur deux positions.

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution des soldes de la balance des paiements.
2. Balance des paiements.
3. Règlements bilatéraux entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP.
4. Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc.
5. Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.
6. Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes.
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A. Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B. Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9. Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la Direction générale des études et des relations internationales de la Banque de France.

1. PRÉSENTATION

AVANT PROPOS

Depuis 1999, les onze pays membres fondateurs de l'Union monétaire – dont la France – contribuent, sous l'égide de la Banque centrale européenne, à l'élaboration d'une balance des paiements de la zone euro, tout en continuant à produire et à publier leur propre balance des paiements nationale.

Chaque État-membre de la zone euro reste individuellement membre du FMI et de l'OCDE, comme d'Eurostat et doit, à ce titre, leur fournir des données sur sa balance des paiements, qui, dans le cas du FMI, concourent notamment au calcul des quote-parts nationales.

Les éléments du compte de transactions courantes permettent d'élaborer le compte du reste du monde qui est lui-même une partie intégrante des comptes nationaux trimestriels et annuels (détermination du PIB et du PNB, ce dernier participant en partie à la mesure de la contribution de la France au budget de l'Union européenne).

Le compte financier fournit des indications sur l'intégration financière au sein de la zone euro et dans le monde ainsi que sur l'intérêt des investisseurs étrangers pour les valeurs mobilières nationales, publiques et privées, ou l'influence que ces investisseurs détiennent dans l'évolution des marchés primaire et secondaire nationaux. Les flux d'investissements directs permettent d'apprécier d'une part l'insertion des entreprises françaises dans l'économie mondiale, d'autre part la place dévolue à la France dans les stratégies d'implantation des firmes multinationales.

Le « bouclage » des balances des paiements nationales par les « autres investissements » des autorités monétaires et du secteur bancaire contribue à l'étude du comportement des banques résidentes, notamment en matière de refinancement au sein de la zone euro. Au total, les balances des paiements nationales demeurent des outils essentiels pour la conduite de la politique économique de pays qui restent souverains sur les plans économique et budgétaire.

1.1. Les grands traits de la balance des paiements en 1999

En 1999, première année qui suit le lancement de l'euro, le compte de transactions courantes de la balance des paiements française se solde par un excédent de 34,8 milliards d'euros, soit 2,6 % du PIB. Cet excédent progresse ainsi légèrement par rapport à 1998, malgré un contexte international difficile : demande mondiale peu dynamique au premier semestre ; accélération de la demande intérieure à compter du deuxième trimestre ; forte hausse du prix du pétrole importé tout au long de l'année.

Cet excédent du compte de transactions courantes mesure également la différence entre l'épargne et l'investissement intérieurs ; il confirme le maintien à haut niveau de l'épargne nationale en 1999 malgré la progression rapide de l'investissement (7,7 % par rapport à 1998). Il donne lieu, en contrepartie, à d'importants placements financiers nets des résidents à l'étranger.

Les bons résultats des échanges extérieurs tiennent en partie à l'amélioration de la compétitivité-prix des biens et services produits dans la zone euro. Ainsi, en termes réels, la compétitivité-prix de la France, mesurée par les prix à la consommation, progresse de près de 6 % en glissement annuel au cours de l'année 1999. D'autres facteurs, plus structurels, expliquent l'augmentation du solde des voyages et l'accroissement de l'excédent de la balance commerciale vis-à-vis des autres pays membres de la zone euro. Au total, l'excédent du compte de transactions courantes de la France vis-à-vis des pays hors-zone représente, à méthodologie comparable, plus des deux tiers de l'excédent du compte de transactions courantes de la zone euro (22,8 milliards d'euros, soit 0,4 % du PIB de la zone).

Le compte financier enregistre une nouvelle accélération des flux d'investissements directs en 1999, en particulier l'augmentation du nombre et de la taille des opérations de fusions-acquisitions internationales initiées par des entreprises françaises. Il illustre également le changement de perspective des agents économiques et des investisseurs résidents, pour qui la zone euro se substitue logiquement au marché national comme champ d'action privilégié des opérations financières.

Au sein des investissements directs, les opérations de fusions-acquisitions sont à l'origine de l'accroissement des flux depuis quelques années. En 1999, les dix premières opérations en capital social dépassent 50 mds d'euros, représentant plus de la moitié du total des investissements directs français à l'étranger réalisés au cours de l'année. Au total, les investissements directs à l'étranger atteignent 101,4 mds d'euros sur l'année (+ 148 % par rapport à 1998), la France se plaçant au troisième rang mondial sur ce plan, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, mais devançant l'Allemagne.

Les investissements directs français à l'étranger se tournent majoritairement vers la zone euro ; ils concernent des entreprises engagées dans un mouvement accéléré par la convergence économique et l'unification monétaire. Symétriquement, la France reste une terre d'accueil pour les investisseurs extérieurs à la zone euro, recevant plus de 10 % des 74,1 mds d'euros d'investissements directs de l'étranger dans la zone. Au total, les investissements directs étrangers en France, intra et extra-zone confondus, atteignent 36,7 mds d'euros, en hausse de 38 % par rapport à 1998.

L'une des manifestations de la multiplication et de l'accroissement de la taille des opérations de fusions-acquisitions dans un contexte d'augmentation rapide de la valeur boursière des entreprises est la forte progression du nombre d'opérations financées par échange de titres (ou OPE), et non en espèces.

Ce phénomène pèse incontestablement sur l'augmentation des investissements de portefeuille, qu'il s'agisse des achats de titres étrangers par les résidents (en hausse de 26 %, à 120,6 mds d'euros) ou des achats de titres français par les non-résidents (+ 103 %, à 108,7 mds d'euros). Pour autant, il ne peut expliquer la progression des flux à lui tout seul, puisque tant les achats d'obligations que de titres du marché monétaire augmentent, en créances comme en engagements. Cette progression des flux de capitaux concerne principalement les échanges intra-zone, la disparition du risque de change incitant les investisseurs de la zone à diversifier leurs placements dans d'autres pays que le leur. En revanche, les investisseurs résidant en France investissent proportionnellement peu en titres émis par des émetteurs résidant hors de la zone euro, leur part

des achats hors-zone dépassant tout juste 12 % des 316,5 mds d'euros recensés dans la balance des paiements de l'Union monétaire.

Du côté des engagements, les actions et les titres obligataires français, publics notamment, attirent les investisseurs étrangers. Ceux-ci acquièrent pour 43,1 mds d'euros d'actions, leur part des actions cotées s'établissant à 31,5 % (à fin décembre 1999). Les non-résidents acquièrent également pour 38,5 mds d'euros de valeurs du Trésor, portant à 23,8 % (à fin décembre) leur taux de détention de la dette publique négociable, contre 18,2 % fin 1998.

Traduisant l'importance de l'activité d'intermédiation financière des banques françaises, les opérations de dépôt et de crédit du secteur bancaire résident se soldent par une hausse de plus de 56 mds d'euros des engagements nets en devises et une progression de plus de 28 mds d'euros des prêts nets en euros. Cette activité s'effectue à l'intérieur, comme à l'extérieur de la zone euro, les banques résidentes couvrant 44 % des engagements nets des institutions financières et monétaires de la zone en 1999.

1.2. Les transactions courantes

L'excédent du compte des transactions courantes atteint 34,8 mds d'euros en 1999, soit 2,6 % du PIB, contre 33,8 mds d'euros en 1998 (2,6 % du PIB). Dans un contexte de raffermissement de la demande intérieure et étrangère et d'accélération progressive des échanges en cours d'année, les recettes et dépenses de transactions courantes progressent de concert à un rythme annuel de 3,1 % inférieur toutefois à celui de l'année précédente (respectivement 8 % et 8,7 % en 1998).

L'excédent du commerce extérieur de marchandises en données douanières FAB-FAB se situe en léger retrait par rapport aux résultats de 1998 (17,8 mds d'euros, contre 23 mds d'euros en 1998). Du fait des corrections méthodologiques et après adjonction des opérations relatives à l'avitaillement, au travail à façon et aux réparations, le solde des biens s'établit à 18,9 mds d'euros, contre 22,4 mds d'euros en 1998.

Les derniers soubresauts de la crise financière asiatique, le ralentissement économique en Amérique latine et leur diffusion sur l'activité dans les pays européens pèsent dans la première moitié de l'année sur la demande mondiale adressée à la France dont le taux de croissance en moyenne annuelle recule encore en 1999, s'établissant à 5,3 % contre 7,7 % en 1998. En rythme annuel, les échanges commerciaux décélérent également, avec des exportations et des importations en valeur progressant respectivement de 2,8 % et 4,5 % (contre 6,9 % et 8,3 % en 1998).

L'excédent des échanges de services (hors voyages) reste stable en 1999, à 5,9 mds d'euros, après 5,8 mds d'euros en 1998 dans un contexte de légère réduction des échanges en valeur (respectivement – 2 % et – 2,5 % à l'exportation et à l'importation). Les rubriques qui constituent des points forts à l'exportation, à savoir les transports non aériens et non maritimes, les services de construction, le négoce international et les services divers aux entreprises, accusent toutes une baisse de leur solde, à l'exception du négoce international. En revanche, la plupart des autres rubriques, notamment les transports aériens et les services d'assurances, présentent des soldes en amélioration.

Avec une progression de 11,6 % des recettes et de 3,4 % des dépenses et un excédent de 12,1 mds d'euros en hausse de 2,5 mds d'euros par rapport à 1998, les voyages sont sans conteste la rubrique qui contribue le plus au dynamisme des échanges et à l'amélioration du solde des biens et services. Selon des données provisoires de l'Organisation mondiale du tourisme, la France resterait de loin le premier pays de destination touristique dans le monde par le nombre de voyageurs, et en troisième position, après les États-Unis et l'Espagne, par le montant des recettes enregistrées.

Les revenus présentent un excédent en nette progression (de 7,7 mds d'euros à 10,3 mds d'euros). Celle-ci tient au redressement du solde des revenus d'investissements, et en particulier à la forte augmentation des recettes au titre des revenus d'investissements directs (+ 63,5 %).

La légère progression du déficit des transferts courants, de – 11,7 mds d'euros à – 12,3 mds d'euros recouvre une sensible détérioration des transferts nets des autres secteurs, en partie compensée par une réduction des transferts des administrations publiques vers l'étranger.

1.3. Les transferts en capital

Le compte de capital est excédentaire de 1,4 md d'euros, contre 1,3 md d'euros en 1998. L'amélioration du solde se partage entre les transferts des administrations publiques, au sein desquels sont enregistrés les versements des fonds structurels européens, FEOGA-orientation et FEDER, et ceux des autres secteurs.

1.4. Le compte financier

Contrepartie, hors erreurs et omissions, du cumul des excédents du compte de transactions courantes et du compte de capital, le compte financier enregistre un solde de – 36,9 mds d'euros en 1999.

1.4.1. Les flux financiers (hors avoirs de réserve)

Les investissements directs

En 1999, les investissements directs français à l'étranger atteignent le niveau sans précédent de 101,4 mds d'euros, en hausse de 148 % par rapport à l'année précédente. Toutes les composantes de la ligne contribuent à cet essor, particulièrement les bénéfices réinvestis (multipliés par trois en un an) et les opérations en capital social (augmentation de 23 % par rapport à 1998). Les autres opérations — prêts et flux de trésorerie — sont en hausse plus mesurée (+ 35 %), à 23,3 mds d'euros.

L'industrie chimique, l'énergie, l'automobile, la distribution alimentaire et le secteur électricité, gaz et eau sont les principaux secteurs résidents investissant à l'étranger. Le poids relatif des pays de l'Union européenne se redresse par rapport à 1998, à 58 % du total des flux, contre 52 % en 1998. Conséquence de cette première année d'union monétaire, la part des pays de la zone euro augmente sensiblement, passant de 43 % en 1998 à 52 % en 1999.

Les investissements directs étrangers en France atteignent également un niveau sans précédent en 1999 (36,7 mds d'euros), en augmentation de 38 % par rapport à 1998. Les bénéfices réinvestis, tout juste positifs en 1997 et 1998 (0,5 md d'euros), progressent fortement, à 4,6 mds d'euros, témoignant de la vigueur retrouvée de la croissance française et de son impact positif sur les résultats des entreprises. Les autres opérations connaissent également une forte hausse (+ 43 %), qui les porte à plus de 15 mds d'euros, contre 10,8 mds d'euros en 1998. Par comparaison, l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers en France au titre des opérations en capital (1,5 md d'euros) apparaît modérée.

Les investissements sont particulièrement importants dans les secteurs des services aux entreprises et de l'industrie chimique. Les pays de l'Union européenne, sont à l'origine de 83 % des flux de capitaux (dont 76 % pour les pays de la zone euro), contre 81 % en 1998 (59 % pour les pays de la zone euro).

Au total, la France est en position d'investisseur net à l'étranger, à hauteur de 64,7 mds d'euros. C'est le cas aussi de la plupart des grands pays industrialisés, à l'exception toutefois des États-Unis dont le déficit extérieur est en partie couvert par les investissements directs nets de l'étranger.

Les investissements de portefeuille

Les placements des résidents à l'étranger, en hausse constante depuis plusieurs années, progressent à nouveau en 1999, s'établissant à 120,6 mds d'euros, contre 95,4 mds d'euros en 1998. Le mouvement de diversification internationale des portefeuilles résidents se ralentit quelque peu en 1999 (hausse limitée à 26 %, contre 75 % en 1998).

En 1999 les investisseurs résidents manifestent un intérêt quasi-exclusif pour les titres en euros. Ils acquièrent des titres étrangers libellés en euros dans une proportion supérieure à 95 % de leurs achats nets. La tendance à la diversification des portefeuilles n'exclut donc pas une aversion pour le risque chez certains investisseurs résidents. Cette dernière transparaît d'ailleurs également dans la nature des titres acquis. Ainsi, malgré le dynamisme de la plupart des places boursières dans le monde, les résidents se détournent plutôt des placements en actions en 1999. L'augmentation de la volatilité des marchés d'actions constitue vraisemblablement une explication.

À contrario, les résidents achètent davantage de titres obligataires (en hausse de 25,7 %, à 70,1 mds d'euros), en dépit de la dégradation des marchés obligataires étrangers, qui s'est traduite par la remontée générale des taux à long terme au cours de la période. L'un des facteurs explicatifs de ce mouvement est le lancement de la monnaie unique au début de l'année 1999, qui a conduit les grands émetteurs — et les intermédiaires financiers — à multiplier les emprunts obligataires internationaux en euros pour se placer sur ce marché nouveau et prometteur. Selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux, les émissions internationales nettes de titres de dette à long terme (obligations et EMTN) en euros augmentent de 136 % en 1999. Parallèlement, les émissions internationales nettes de titres libellés en dollar ne progressent que de 35 % par rapport à 1998.

En liaison avec la remontée des taux d'intérêt à court terme observée dans la plupart des grands pays industrialisés, à l'exception du Japon, les résidents accroissent également leurs acquisitions d'instruments du marché monétaire (en hausse de 86,2 %, à 32,4 mds d'euros).

Les achats de titres français par les non-résidents doublent en 1999, s'établissant à 108,7 mds d'euros ; il s'agit, pour 43,1 mds d'euros, d'achats d'actions.

Les non-résidents accroissent par ailleurs de 29 % leurs achats de titres obligataires français, à 54,5 mds d'euros. L'unification monétaire européenne favorise le placement des titres français dans les pays de la zone euro, offrant aux investisseurs de ces pays une opportunité de diversification sans leur faire prendre de risque de change.

Enfin, en liaison avec la remontée des taux d'intérêt à court terme, les non-résidents acquièrent pour plus de 11 mds d'euros de titres du marché monétaire en 1999. Les achats de BTF (Bons du Trésor à court terme) représentent environ la moitié des flux nets. Cela entraîne une remontée du taux de détention de la dette par des investisseurs étrangers : il passe de 18,2 % à 23,8 % d'une fin de l'année à l'autre.

Au total, les investissements de portefeuille se soldent par des placements nets à l'étranger de 12 mds d'euros en 1999, en retrait sensible par rapport à 1998.

Les autres investissements (dépôts-crédits)

L'ensemble des opérations monétaires de la balance des paiements devient plus délicat à interpréter à l'échelle d'un seul pays de l'Union monétaire depuis le début de 1999.

C'est désormais au niveau de la zone euro dans son ensemble que s'analysent les variations de la masse monétaire et de sa contrepartie extérieure.

Les crédits commerciaux et les prêts et dépôts du secteur bancaire résident, des administrations publiques et des autres secteurs (notamment les ménages, les entreprises et les OPCVM) enregistrent des entrées nettes de 40,6 mds d'euros en 1999, soit 10,4 mds d'euros de plus qu'en 1998. Comme l'année précédente, ces entrées de capitaux constituent une partie du financement des achats de titres étrangers et des investissements directs des résidents à l'étranger.

Globalement, les opérations de dépôt et de crédit des institutions financières et monétaires font ressortir un accroissement des prêts nets de 28,1 mds d'euros alors que les engagements nets en devises progressent de plus du double, soit 56,4 mds d'euros.

Des achats nets de produits financiers dérivés

Cette rubrique nouvellement isolée, qui comprend depuis les derniers changements méthodologiques les paiements d'intérêts sur swaps auparavant inclus dans les revenus d'investissements, fait apparaître des placements nets à l'étranger de 2 mds d'euros en 1999, en hausse sensible par rapport à l'année précédente.

1.4.2. Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve diminuent de 1,1 md d'euros en 1999, sous l'effet du transfert d'une partie des réserves de change de la France à la Banque centrale euro-

péenne en début d'année. La contrepartie est enregistrée en autres investissements des autorités monétaires, partiellement compensée par d'autres opérations.

1.5. La position extérieure

Selon des données encore provisoires, la position extérieure de la France exprimée en valeur de marché dégage un solde créditeur de 49,8 mds d'euros à fin 1999, soit 3,7 % du PIB. Ce solde est en forte baisse par rapport au solde de fin 1998 (145,4 mds d'euros, soit 11,2 % du PIB).

Deux effets opposés jouent en 1999 : l'impact positif sur la position extérieure résultant de l'augmentation des placements nets à l'étranger ; l'impact négatif lié aux variations des cours de la bourse, des taux d'intérêt en France et à l'étranger et des taux de change.

L'évolution globale peut se résumer ainsi :

– la position créditrice des investissements directs (190,4 mds d'euros) s'améliore par rapport à fin 1998 (augmentant de 25,8 mds d'euros) ; l'impact négatif de la valorisation est largement contrebalancé par les flux nets de balance des paiements (64,7 mds d'euros) ;

– les engagements nets de la position-titres (– 210,7 mds d'euros) progressent de plus de 90 mds d'euros, en dépit des placements nets des résidents à l'étranger au cours de l'année (12 mds d'euros) ;

– l'encours des produits financiers dérivés (– 3,5 mds d'euros) se redresse très légèrement ;

– l'excédent des « autres investissements », déjà en forte baisse en 1998, diminue de nouveau (à 5,9 mds d'euros contre 45,2 mds d'euros fin 1998), en liaison avec l'élargissement de la position débitrice du secteur bancaire ;

– les avoirs de réserve passent de 60 mds d'euros fin 1998 à 67,7 mds d'euros fin 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Règles de présentation et d'établissement

2.1.1. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif — inscrit en crédit — traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

2.1.2. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement, permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Les bénéfices réinvestis désormais introduits, viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

2.2. Les résultats

2.2.1. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public) ;

— le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers) ;

— le secteur des autorités monétaires : Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres ;

— le secteur privé non bancaire renommé « Autres secteurs » (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non-résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier) ;

— les clients non-résidents (autres agents non-résidents).

2.2.2. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le V^{ème} Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

2.2.3. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire ;

— de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non-résidents ;

— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ;

— d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises ;

— d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 570 entreprises (786 déclarants directs généraux, 1 565 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 219 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM (1), l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents ;

— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile un milliard de francs et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects (2).

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte des conséquences de la mise en place du marché unique européen depuis le 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne.

---

(1) La Banque de France élabore depuis 2 ans pour les besoins de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie Française des balances de paiements spécifiques qui ont aussi pour vocation de contribuer à l'élaboration de la Balance des paiements transmise au FMI.

(2) Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-Mer (pas les territoires d'Outre-Mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est ainsi en cohérence avec celui du territoire Douanier.

Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, dont celle du cadre financier douanier nécessaire au bon fonctionnement du modèle mis au point par la Banque de France.

Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mise en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation et également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles (ensemble des opérations portant sur les échanges de services et les revenus de facteurs). Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services ».

2.2.4. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération. Elle est établie en euros à partir de 1999.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

2.2.5. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

2.2.6. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions courantes, financement...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément permettre de conclure sur la qualité des résultats.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

— certains sont tirés directement de la présentation de la balance des paiements : solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme ;

— d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale : solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation ;

— enfin, le solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel, donne une approximation de la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3. DÉFINITIONS

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entres les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers - Direction de la balance des paiements).

Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger (1).

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

---

(1) Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Pays du G7

Canada, États-Unis, France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni et Japon.

Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France (1), à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non-résident.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non-résidentes énumérées au b et c ci-dessus ;

b) les ambassades, missions diplomatiques, consulats français à l'étranger et les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Compte de transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),

Services,

Revenus des facteurs,

Autres biens et services,

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés) et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédit commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France) :

- Au débit les opérations afférentes :

— à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques ;

— à la souscription d'actions en nombre suffisant, lors de la constitution de sociétés non-résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

— à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

— à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers) ;

— aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales ;

— au maintien dans la société non-résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

- Au crédit, la liquidation de ces investissements.

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France : Direction de la balance des paiements.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction du Trésor.

— Fonds monétaire international (FMI).

— UE : Union européenne.

---

(1) Par « France » il faut entendre la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Publications :

— « La balance française des paiements en termes de transactions ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973.

— « Dix ans de balance des paiements de la France 1984-1993 ». *Bulletin de la Banque de France,* supplément « études » du quatrième trimestre 1994.

— *Bulletin de la Banque de France* :

— « Le V^{ème} manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure », n° 14, février 1995 ;

— « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays », n° 17, mai 1995 ;

— « Obligations statistiques pour l'Union monétaire », n° 36, décembre 1996 ;

— « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements », n° 40, avril 1997 ;

— « Les balances des paiements nationales en Union monétaire », n° 55, juillet 1998.

— *Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 1999*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

— « *Balance des paiements de la France* », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin d'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.

— « *Balance of payments statistics* », Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

*
* *

TABLEAU O.02-1

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	1996	■ 1997	1998	1999
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**8 308**	**16 005**	**33 607**	**33 803**	**34 838**
1-1. Biens	**8 373**	**11 665**	**23 985**	**22 369**	**18 851**
Marchandises générales	7 098	10 039	22 528	21 085	17 449
Données douanières	10 242	14 189	24 989	23 065	17 782
Corrections	– 3 143	– 4 150	– 2 461	– 1 980	– 333
Avitaillement	271	249	320	257	179
Travail à façon et réparations	1 003	1 376	1 137	1 027	1 222
1-2. Services	**10 910**	**11 781**	**14 873**	**15 414**	**18 012**
Transports	– 597	– 352	201	423	345
Maritimes	– 832	– 927	– 1 102	– 1 207	– 1 004
Aériens	– 391	– 276	27	– 19	217
Autres	625	852	1 276	1 649	1 132
Voyages	8 521	8 276	8 871	9 586	12 084
Services de communication	50	128	– 28	– 11	62
Services de construction	1 575	1 892	1 873	2 025	1 782
Services d'assurances	210	– 64	216	– 367	– 101
Services financiers	150	127	73	– 92	32
Services d'informatique et d'information	– 119	21	32	127	112
Redevances et droits de licence	– 354	– 599	– 384	– 344	– 282
Autres services aux entreprises	2 063	3 234	4 991	4 853	4 799
Négoce international	1 313	1 639	3 248	2 904	3 334
Autres services commerciaux	– 1 078	– 1 024	– 1 081	– 889	– 1 009
Locations	– 237	– 125	– 73	– 129	– 272
Services divers aux entreprises	2 065	2 743	2 897	2 967	2 745
Services personnels, culturels et récréatifs	– 124	– 326	– 363	– 338	– 467
Services des administrations publiques	– 467	– 557	– 611	– 449	– 354
1-3. Autres biens et services	**2 730**	**909**	**...**	**...**	**...**
1-4. Revenus	**– 6 243**	**– 1 527**	**6 301**	**7 715**	**10 309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	1 362	1 625	7 048	7 324	7 325
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 7 606	– 3 152	– 748	391	2 984
Investissements directs	– 517	3 743	5 051	4 000	6 273
Investissements de portefeuille	– 11 450	– 10 099	– 7 467	– 4 786	– 3 907
Autres	4 361	3 203	1 668	1 176	618
1-5. Transferts courants	**– 7 462**	**– 6 823**	**– 11 552**	**– 11 695**	**– 12 333**
Secteur des administrations publiques	– 7 579	– 6 144	– 7 140	– 7 333	– 7 036
Autres transferts	118	– 679	– 4 412	– 4 362	– 5 297
Envois de fonds des travailleurs	– 1 037	– 1 042	– 1 955	– 2 132	– 2 030
Autres transferts	1 154	362	– 2 457	– 2 230	– 3 267
2. COMPTE DE CAPITAL	**402**	**960**	**1 306**	**1 300**	**1 408**
2-1. Transferts en capital	**468**	**974**	**1 325**	**1 262**	**1 413**
Remises de dettes des administrations publiques	– 69	– 104	– 272	– 117	– 113
Autres transferts des administrations publiques	488	1 014	1 594	1 363	1 416
Remises de dettes des autres secteurs	– 2	21	– 52	– 40	–
Autres transferts des autres secteurs	50	43	56	56	111
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 66**	**– 14**	**– 20**	**39**	**– 5**
3. COMPTE FINANCIER	**– 6 156**	**– 17 665**	**– 38 292**	**– 44 015**	**– 36 898**
3-1. Investissements directs	**6 026**	**– 6 597**	**– 11 043**	**– 14 364**	**– 64 663**
Français à l'étranger	**– 11 989**	**– 23 723**	**– 31 662**	**– 40 883**	**– 101 385**
Capital social	– 6 099	– 11 893	– 16 077	– 21 620	– 71 471
Bénéfices réinvestis	2 328	– 1 067	– 1 665	– 1 939	– 6 568
Autres opérations	– 8 218	– 10 764	– 13 920	– 17 323	– 23 346
Étrangers en France	**18 015**	**17 126**	**20 619**	**26 519**	**36 722**
Capital social	8 999	7 797	11 575	15 227	16 700
Bénéfices réinvestis	– 546	– 823	476	476	4 610
Autres opérations	9 562	10 152	8 569	10 815	15 412

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	1996	■ 1997	1998	1999
3-2. Investissements de portefeuille	**4 755**	**– 47 106**	**– 23 038**	**– 41 900**	**– 11 955**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 5 051**	**– 35 279**	**– 54 594**	**– 95 376**	**– 120 612**
3-2-1-1. Actions	1 416	– 845	– 8 849	– 22 206	– 18 085
Secteur bancaire	–	– 626	– 3 104	– 14 095	468
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 416	– 219	– 5 745	– 8 111	– 18 553
3-2-1-2. Obligations et assimilés	– 11 942	– 35 128	– 39 594	– 56 359	– 70 084
Secteur bancaire	–	– 18 385	– 22 550	– 28 087	– 14 577
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 11 942	– 16 743	– 17 044	– 27 662	– 55 507
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	4 729	– 350	– 6 151	– 17 421	– 32 443
Secteur bancaire	6 058	3	13	– 4 105	– 2 527
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 1 328	– 353	– 6 164	– 13 316	– 29 916
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets) (1)	746	1 045	–	–	–
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**9 806**	**– 11 827**	**31 556**	**53 476**	**108 658**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	5 153	9 564	10 514	15 467	43 129
Secteur bancaire	–	511	1 045	. 93	2 594
Autres secteurs (y compris OPCVM)	5 153	9 054	9 470	15 374	40 535
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 076	– 19 607	14 508	42 089	54 487
Secteur des administrations publiques	–	– 19 911	4 966	38 665	34 120
Secteur bancaire	–	– 785	4 030	– 503	9 958
Autres secteurs (y compris OPCVM)	2 076	1 089	5 511	3 927	10 409
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	2 578	– 1 784	6 535	– 4 080	11 041
Secteur des administrations publiques	–	1 269	5 904	– 2 693	1 968
Secteur bancaire	1 424	– 1 192	– 625	211	5 793
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 154	– 1 862	1 255	– 1 598	3 280
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	–	–	–
3-3. Autres investissements	**– 16 381**	**36 226**	**– 2 567**	**30 237**	**40 608**
3-3-1. Avoirs	**– 31 394**	**20 864**	**– 48 042**	**21 044**	**– 25 167**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	– 5 008	– 3 973	– 8 985	– 7 212	– 6 480
3-3-1-2. Prêts	– 26 018	24 359	– 38 776	29 251	– 18 451
Autorités monétaires	368	100	– 365	– 23	– 9 150
Administrations publiques	– 56	1 273	1 319	1 752	1 122
Secteur bancaire	– 33 550	22 478	– 41 977	35 414	– 8 913
Autres secteurs	7 220	508	2 246	– 7 892	– 1 509
3-3-1-3. Autres avoirs	– 368	478	– 281	– 994	– 236
Administrations publiques	– 449	– 390	– 281	– 994	– 236
Autres secteurs	81	869	–	–	–
3-3-2. Engagements	**15 013**	**15 362**	**45 476**	**9 193**	**65 760**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	2 143	1 715	1 909	1 660	193
3-3-2-2. Prêts	12 707	14 251	43 566	7 533	65 567
Autorités monétaires	184	237	117	274	25 211
Administrations publiques	763	48	4 285	107	1 092
Secteur bancaire	11 130	11 769	35 805	5 198	37 249
Autres secteurs	631	2 197	3 360	1 954	2 015
3-3-2-3. Autres engagements	163	– 604	–	–	–
Administrations publiques	–	–	–	–	–
Autres secteurs	163	– 604	–	–	–
3-4. Produits financiers dérivés	**–**	**–**	**3 581**	**– 356**	**– 1 960**
Institutions monétaires et financières	–	–	3 581	– 356	– 1 960
3-5. Avoirs de réserve	**– 556**	**– 187**	**– 5 226**	**– 17 631**	**1 087**
Or	–	–	–	– 5 102	1 263
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 468	– 44	– 45	– 81	618
Position de réserve au FMI	– 264	– 24	– 305	– 1 270	– 984
Devises étrangères	175	– 119	– 4 875	– 11 178	190
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**– 2 553**	**700**	**3 379**	**8 911**	**652**

(1) Soldes : recettes - dépenses. Les années 1997 et 1998 sont révisées et alignées sur la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 : les produits dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1998			1999		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**426 055**	**392 252**	**33 803**	**439 364**	**404 526**	**34 838**
1-1. Biens	**272 128**	**249 759**	**22 369**	**279 891**	**261 041**	**18 851**
Marchandises générales	264 116	243 031	**21 085**	271 528	254 079	**17 449**
Données douanières	273 516	250 451	**23 065**	281 946	264 164	**17 782**
Corrections	– 9 400	– 7 420	**– 1 980**	– 10 418	– 10 085	**– 333**
Avitaillement	512	254	**257**	613	434	**179**
Travail à façon et réparations	7 500	6 473	**1 027**	7 750	6 528	**1 222**
1-2. Services	**76 253**	**60 838**	**15 414**	**78 337**	**60 325**	**18 012**
Transports	18 309	17 886	**423**	18 759	18 414	**345**
Maritimes	2 880	4 087	**– 1 207**	3 278	4 282	**– 1 004**
Aériens	8 421	8 440	**– 19**	8 573	8 356	**217**
Autres	7 008	5 359	**1 649**	6 907	5 775	**1 132**
Voyages	26 491	16 905	**9 586**	29 569	17 485	**12 084**
Services de communication	790	801	**– 11**	908	846	**62**
Services de construction	4 428	2 402	**2 025**	3 769	1 987	**1 782**
Services d'assurances	863	1 231	**– 367**	910	1 011	**– 101**
Services financiers	1 354	1 446	**– 92**	1 345	1 313	**32**
Services d'informatique et d'information	691	564	**127**	711	599	**112**
Redevances et droits de licence	2 096	2 440	**– 344**	1 860	2 142	**– 282**
Autres services aux entreprises	19 233	14 380	**4 853**	18 623	13 825	**4 799**
Négoce international	2 904	–	**2 904**	3 335	–	**3 335**
Autres services commerciaux	1 907	2 796	**– 889**	1 657	2 666	**– 1 009**
Locations	546	675	**– 129**	434	705	**– 272**
Services divers aux entreprises	13 876	10 909	**2 967**	13 198	10 453	**2 745**
Services personnels, culturels et récréatifs	1 283	1 621	**– 338**	1 165	1 632	**– 467**
Services des administrations publiques	714	1 163	**– 449**	719	1 073	**– 354**
1-3. Autres biens et services	...	...	...	...	...	...
1-4. Revenus	**59 864**	**52 149**	**7 715**	**63 712**	**53 403**	**10 309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	8 369	1 046	**7 324**	8 350	1 025	**7 325**
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	51 495	51 104	**391**	55 362	52 378	**2 984**
Investissements directs	9 173	5 173	**4 000**	14 995	8 723	**6 273**
Investissements de portefeuille	19 817	24 603	**– 4 786**	22 071	25 978	**– 3 907**
Autres	22 504	21 328	**1 176**	18 295	17 678	**618**
1-5. Transferts courants	**17 811**	**29 505**	**– 11 695**	**17 424**	**29 757**	**– 12 333**
Secteur des administrations publiques	12 117	19 450	**– 7 333**	12 027	19 063	**– 7 036**
Autres secteurs	5 694	10 055	**– 4 362**	5 397	10 694	**– 5 297**
Envois de fonds des travailleurs	632	2 763	**– 2 132**	679	2 709	**– 2 030**
Autres transferts	5 062	7 292	**– 2 230**	4 718	7 985	**– 3 267**
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 865**	**565**	**1 300**	**1 918**	**510**	**1 408**
2-1. Transferts en capital	**1 744**	**483**	**1 262**	**1 890**	**477**	**1 413**
Remises de dettes des administrations publiques	–	117	**– 117**	–	113	**– 113**
Autres transferts des administrations publiques	1 546	183	**1 363**	1 599	183	**1 416**
Remises de dettes des autres secteurs	1	41	**– 40**	3	4	**–**
Autres transferts des autres secteurs	198	141	**56**	288	177	**111**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**121**	**83**	**39**	**28**	**33**	**– 5**
3. COMPTE FINANCIER	**3 086 138**	**3 130 153**	**– 44 015**	**3 170 204**	**3 207 102**	**– 36 898**
3-1. Investissements directs	**37 678**	**52 042**	**– 14 364**	**47 274**	**111 937**	**– 64 663**
Français à l'étranger	**8 654**	**49 536**	**– 40 883**	**6 816**	**108 201**	**– 101 385**
Capital social	8 654	30 274	**– 21 620**	6 816	78 287	**– 71 471**
Bénéfices réinvestis	–	1 939	**– 1 939**	–	6 568	**– 6 568**
Autres opérations	–	17 323	**– 17 323**	–	23 346	**– 23 346**
Étrangers en France	**29 024**	**2 505**	**26 519**	**40 458**	**3 736**	**36 722**
Capital social	17 733	2 505	**15 227**	20 436	3 736	**16 700**
Bénéfices réinvestis	476	–	**476**	4 610	–	**4 610**
Autres opérations	10 815	–	**10 815**	15 412	–	**15 412**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1998			1999		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**3 002 102**	**3 044 002**	**– 41 900**	**3 053 977**	**3 065 932**	**– 11 955**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**2 162 109**	**2 257 486**	**– 95 376**	**2 012 267**	**2 132 879**	**– 120 612**
3-2-1-1. Actions	166 751	188 957	**– 22 206**	243 247	261 332	**– 18 085**
Secteur bancaire	–	14 095	**– 14 095**	468	–	**468**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	–	8 111	**– 8 111**	–	18 553	**– 18 553**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	1 362 049	1 417 799	**– 55 750**	1 216 969	1 287 053	**– 70 084**
Secteur bancaire	–	28 087	**– 28 087**	–	14 577	**– 14 577**
Autres secteurs	–	27 662	**– 27 662**	–	55 507	**– 55 507**
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	633 308	650 729	**– 17 421**	552 050	584 493	**– 32 443**
Secteur bancaire	–	4 105	**– 4 105**	–	2 527	**– 2 527**
Autres secteurs	–	13 316	**– 13 316**	–	29 916	**– 29 916**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**839 992**	**786 516**	**53 476**	**1 041 711**	**933 053**	**108 658**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	251 450	235 983	**15 467**	451 261	408 132	**43 129**
Secteur bancaire	23 695	23 602	**93**	56 190	53 596	**2 594**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	227 755	212 381	**15 374**	395 071	354 536	**40 535**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	512 044	469 955	**42 089**	498 138	443 651	**54 487**
Secteur des administrations publiques	455 650	416 985	**38 665**	397 824	363 703	**34 120**
Secteur bancaire	32 752	33 255	**– 503**	42 192	32 234	**9 958**
Autres secteurs	23 643	19 716	**3 927**	58 123	47 714	**10 409**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	76 498	80 578	**– 4 080**	92 312	81 270	**11 041**
Secteur des administrations publiques	39 363	42 056	**– 2 693**	32 427	30 459	**1 968**
Secteur bancaire	17 573	17 362	**211**	33 327	27 534	**5 793**
Autres secteurs	19 562	21 161	**– 1 598**	26 557	23 278	**3 280**
3-3. Autres investissements	**46 359**	**16 122**	**30 237**	**66 882**	**26 288**	**40 593**
3-3-1. Avoirs	**37 166**	**16 122**	**21 044**	**1 122**	**26 288**	**– 25 167**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	–	7 212	**– 7 212**	–	6 480	**– 6 480**
3-3-1-2. Prêts	37 166	7 915	**29 251**	1 122	19 573	**– 18 451**
Autorités monétaires	–	23	**– 23**	–	9 150	**– 9 150**
Administrations publiques	1 752	–	**1 752**	1 122	–	**1 122**
Secteur bancaire	35 414	–	**35 414**	–	8 913	**– 8 913**
Autres secteurs	–	7 892	**– 7 892**	–	1 509	**– 1 509**
3-3-1-3. Autres avoirs	–	994	**– 994**	–	236	**– 236**
Administrations publiques	–	994	**– 994**	–	236	**– 236**
Autres secteurs	–	–	**–**	–	–	**–**
3-3-2. Engagements	**9 193**	**–**	**9 193**	**65 760**	**–**	**65 760**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	1 660	–	**1 660**	193	–	**193**
3-3-2-2. Prêts	7 533	–	**7 533**	65 567	–	**65 567**
Autorités monétaires	274	–	**274**	25 211	–	**25 211**
Administrations publiques	107	–	**107**	1 092	–	**1 092**
Secteur bancaire	5 198	–	**5 198**	37 249	–	**37 249**
Autres secteurs	1 954	–	**1 954**	2 015	–	**2 015**
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	**–**	–	–	**–**
3-4. Produits financiers dérivés (1)	**–**	**356**	**– 356**	**–**	**1 960**	**– 1 960**
Institutions monétaires et financières	–	356	**– 356**	–	1 960	**– 1 960**
3-5. Avoirs de réserve	**–**	**17 631**	**– 17 631**	**2 071**	**984**	**1 087**
Or	–	5 102	**– 5 102**	1 263	–	**1 263**
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	81	**– 81**	618	–	**618**
Position de réserve au FMI	–	1 270	**– 1 270**	–	984	**– 984**
Devises étrangères	–	11 178	**– 11 178**	190	–	**190**
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	**–**	–	–	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**8 911**	**–**	**8 911**	**652**	**–**	**652**
TOTAL GÉNÉRAL	**3 522 970**	**3 522 970**	**–**	**3 612 138**	**3 612 138**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 (V[ème] manuel du FMI) : les produits financiers dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-3

Règlements bilatéraux (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	(2) Pays membres de l'UE		(2) OCDE		(2) Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**224 728**	**231 397**	**319 228**	**314 641**	**8 927**	**5 494**
1-1. Biens	**118 691**	**126 486**	**162 844**	**167 364**	**5 408**	**3 131**
Marchandises générales	117 586	125 837	160 905	166 487	5 392	3 107
Avitaillement	289	192	437	283	7	15
Travail à façon et réparations	816	457	1 502	593	8	9
1-2. Services	**34 751**	**28 962**	**57 656**	**44 895**	**2 866**	**1 451**
Transports	4 983	5 185	8 430	7 807	315	351
Voyages	12 014	6 475	21 542	10 426	1 006	181
Services de communication	325	311	496	421	6	4
Services de construction	463	407	1 121	1 020	528	82
Services d'assurances	1 768	1 797	2 556	2 592	25	26
Services financiers	620	608	884	930	27	9
Services d'informatique et d'information	211	138	507	447	–	–
Redevances et droits de licence	621	763	1 324	1 635	11	6
Autres services aux entreprises	13 099	12 449	19 784	18 117	926	759
Services personnels, culturels et récréatifs	457	682	781	1 212	8	5
Services des administrations publiques	190	148	231	288	14	28
1-4. Revenus	**58 811**	**60 296**	**84 615**	**85 270**	**602**	**309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	830	543	1 594	725	47	20
1-4-2. Revenus des investissements	57 982	59 753	83 020	84 545	555	289
1-5. Transferts courants	**12 475**	**15 653**	**14 113**	**17 111**	**51**	**602**
Secteur des administrations publiques	9 650	12 127	9 861	12 464	3	347
Autres secteurs	2 825	3 526	4 251	4 647	48	256
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 088**	**98**	**1 165**	**151**	**–**	**1**
3. COMPTE FINANCIER	**2 069 812**	**2 115 576**	**2 584 563**	**2 600 924**	**5 802**	**7 703**
3-1. Investissements directs	**145 245**	**150 706**	**182 027**	**202 408**	**709**	**661**
Français à l'étranger	79 321	97 391	102 687	139 160	437	590
Étrangers en France	65 925	53 315	79 339	63 248	272	71
3-2. Investissements de portefeuille	**1 865 972**	**1 902 569**	**2 295 952**	**2 327 724**	**4 214**	**3 834**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**1 196 805**	**1 292 231**	**1 537 042**	**1 639 797**	**591**	**658**
3-2-1-1. Actions	121 498	125 279	180 158	186 766	111	134
3-2-1-2. Obligations	676 158	733 881	895 886	951 824	477	522
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	390 095	412 479	444 981	473 419	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	9 054	20 591	16 017	27 787	2	2
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**669 168**	**610 337**	**758 910**	**687 928**	**3 623**	**3 176**
3-2-2-1. Actions	255 585	247 537	297 162	288 528	1 723	1 508
3-2-2-2. Obligations et assimilés	358 574	315 126	386 606	338 371	765	509
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	43 045	42 265	61 680	54 733	1 135	1 159
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	11 963	5 409	13 464	6 295	–	–
3-3. Autres investissements	**57 996**	**62 301**	**72 144**	**69 101**	**880**	**3 208**
3-3-1. Avoirs	**9 418**	**52 857**	**21 684**	**54 660**	**609**	**541**
3-3-1-2. Prêts	9 104	52 857	20 861	54 590	609	541
3-3-1-3. Autres avoirs	314	–	823	70	–	–
3-3-2. Engagements	**48 578**	**9 444**	**50 461**	**14 441**	**270**	**2 668**
3-3-2-2. Prêts	48 183	9 444	50 059	14 441	270	2 668
3-3-2-3. Autres engagements	395	–	402	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**599**	**–**	**34 440**	**1 691**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	**51 442**	**–**	**10 760**	**–**	**–**	**1 531**
TOTAL	**2 347 070**	**2 347 070**	**2 915 716**	**2 915 716**	**14 729**	**14 729**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V[ème] manuel du FMI).
(2) Exceptionnellement total de 9 mois.

TABLEAU O.02-4

Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc (1)

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	(2) Pays du Maghreb		(2) Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**5 186**	**5 907**	**4 428**	**2 831**
1-1. Biens	**2 879**	**2 601**	**2 158**	**1 125**
Marchandises générales	2 869	2 588	2 136	1 112
Avitaillement	4	4	7	9
Travail à façon et réparations	6	9	14	4
1-2. Services	**1 814**	**1 778**	**1 644**	**1 363**
Transports	251	548	349	237
Voyages	820	849	354	133
Services de communication	7	23	29	50
Services de construction	58	13	164	40
Services d'assurances	18	16	23	12
Services financiers	11	5	10	4
Services d'informatique et d'information	2	–	1	–
Redevances et droits de licence	5	4	9	2
Autres services aux entreprises	610	302	639	795
Services personnels, culturels et récréatifs	10	6	12	4
Services des administrations publiques	21	12	54	88
1-4. Revenus	**444**	**120**	**573**	**73**
1-4-1. Rémunérations des salariés	56	22	230	15
1-4-2. Revenus des investissements	388	98	343	58
1-5. Transferts courants	**48**	**1 408**	**52**	**271**
Secteur des administrations publiques	4	553	4	177
Autres secteurs	44	854	48	94
2. COMPTE DE CAPITAL	**–**	**104**	**–**	**7**
3. COMPTE FINANCIER	**2 030**	**1 879**	**4 159**	**3 657**
3-1. Investissements directs	**336**	**126**	**247**	**473**
Français à l'étranger	326	115	124	454
Étrangers en France	10	11	123	20
3-2. Investissements de portefeuille	**776**	**744**	**1 985**	**1 230**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**113**	**281**	**29**	**31**
3-2-1-1. Actions	37	31	21	23
3-2-1-2. Obligations	75	250	7	7
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	–	–	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	–	–	1	1
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**663**	**463**	**1 957**	**1 199**
3-2-2-1. Actions	305	243	783	660
3-2-2-2. Obligations et assimilés	66	14	295	265
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	292	206	879	274
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	–	–	–	–
3-3. Autres investissements	**918**	**1 009**	**1 926**	**1 954**
3-3-1. Avoirs	**547**	**224**	**1 110**	**1 291**
3-3-1-2. Prêts	547	224	1 110	1 290
3-3-1-3. Autres avoirs	–	–	–	–
3-3-2. Engagements	**370**	**786**	**817**	**663**
3-3-2-2. Prêts	370	786	817	663
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**–**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	**674**	**–**	**–**	**2 092**
TOTAL	**7 890**	**7 890**	**8 587**	**8 587**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V[ème] manuel du FMI).
(2) Exceptionnellement total de 9 mois.

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Total des opérations avec l'Union européenne (hors FED) (1)	**– 2 247**	**– 1 019**	**– 1 593**	**– 2 347**	**– 1 659**
Total des recettes	**9 804**	**11 421**	**11 847**	**11 758**	**12 256**
dont : FEOGA-Orientation (2)	248	508	525	956	673
FEOGA-Garanties (2)	8 339	9 448	9 169	9 073	9 444
FSE (3)	632	623	721	962	1 002
FEDER (4)	424	689	1 251	590	926
Total des contributions	**12 051**	**12 440**	**13 440**	**14 105**	**13 914**
dont : Versement TVA	7 174	6 386	6 321	5 859	5 175
Versement PNB	2 485	3 613	4 802	5 968	6 018
Droits de douanes	1 518	1 370	1 426	1 381	1 317
Cotisation sucrière	372	326	309	300	184
Fonds européen de développement (net)	**– 387**	**– 218**	**– 294**	**– 316**	**– 266**
Impôts, taxes et divers	**59**	**72**	**111**	**36**	**9**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 2 575**	**– 1 165**	**– 1 776**	**– 2 627**	**– 1 916**
Total des recettes	9 877	11 506	13 006	11 806	12 267
Total des contributions	12 452	12 671	14 783	14 433	14.183
Recettes du Gouvernement français (5)	**189**	**170**	**174**	**168**	**155**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 2 386**	**– 996**	**– 1 603**	**– 2 459**	**– 1 762**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douane : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total	*dont :*			**Total**	*dont :*		
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union Européenne :								
Allemagne	**3 037**	– 1 565	2 808	2 314	...	...	...	...
Autriche	**1 120**	942	19	172	...	...	...	...
U.E.B.L (2)	**– 647**	1 544	2 585	– 4 370	...	...	...	...
Danemark	**143**	149	20	– 19	...	...	...	...
Espagne	**5 626**	7 235	– 3 019	2 067	...	...	...	...
Finlande	**– 178**	– 783	185	394	...	...	...	...
Grèce	**2 585**	2 536	– 20	72	...	...	...	...
Irlande	**– 2 223**	– 2 600	131	288	...	...	...	...
Italie	**4 214**	– 500	844	4 010	...	...	...	...
Pays-Bas	**1 884**	– 732	1 593	943	...	...	...	...
Portugal	**612**	1 528	274	414	...	...	...	...
Royaume-Uni	**8 206**	6 535	2 569	– 1 019	...	...	...	...
Suède	**– 705**	99	– 152	– 658	...	...	...	...
Australie	**679**	600	– 164	242	...	...	...	...
Canada	**1 358**	1 324	– 202	310	...	...	...	...
États-Unis	**1 749**	166	2 351	– 618	...	...	...	...
Islande	**– 32**	– 36	– 9	13	...	...	...	...
Japon	**– 3 396**	– 4 683	1 315	– 50	...	...	...	...
Norvège	**– 2 898**	– 2 586	– 497	204	...	...	...	...
Nouvelle-Zélande	**48**	60	– 11	2	...	...	...	...
Suisse	**6 089**	4 118	1 954	891	...	...	...	...
Turquie	**1 223**	1 192	212	– 122	...	...	...	...

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
U.E.B.L. (1) :						
Compte de transactions courantes	9,70	10,64	10,84	10,96	12,40	10,89
Compte de capital	–	–	0,29	0,14	0,36	– 0,04
Compte financier	– 11,71	– 8,62	– 9,83	– 9,56	– 10,98	– 13,48
Avoirs de réserves (bruts)	1,83	– 0,19	– 0,18	– 0,46	– 0,94	1,88
Erreurs et omissions (nettes)	0,18	– 1,84	– 1,12	– 1,07	– 0,84	0,74
Danemark :						
Compte de transactions courantes	4,17	2,70	1,41	2,41	0,82	– 2,18
Compte de capital	–	–	–	–	0,11	0,04
Compte financier	– 5,65	– 4,78	– 0,33	1,47	7,56	– 1,24
Avoirs de réserves (bruts)	0,49	1,57	– 1,90	– 2,78	– 5,81	3,81
Erreurs et omissions (nettes)	0,99	0,51	0,82	– 1,10	– 2,68	– 0,44
France :						
Compte de transactions courantes	7,76	6,28	8,25	16,03	35,12	36,12
Compte de capital	0,02	– 3,54	0,39	0,96	1,32	1,32
Compte financier	– 14,40	– 4,05	– 5,58	– 17,42	– 35,51	– 27,55
Avoirs de réserves (bruts)	4,32	– 2,07	– 0,54	– 0,19	– 5,29	– 17,83
Erreurs et omissions (nettes)	2,29	3,38	– 2,52	0,62	4,36	7,93
Allemagne :						
Compte de transactions courantes	– 11,97	– 17,72	– 14,40	– 4,41	– 1,35	– 3,09
Compte de capital	0,42	0,13	– 2,08	– 1,70	–	0,65
Compte financier	13,99	25,76	33,47	12,39	0,67	10,71
Avoirs de réserves (bruts)	12,26	1,73	– 11,48	0,94	3,35	– 4,65
Erreurs et omissions (nettes)	– 14,70	– 9,89	– 5,49	– 7,22	– 2,66	– 3,62
Grèce :						
Compte de transactions courantes	– 0,64	– 0,12	– 2,18	– 3,55	– 4,32	...
Compte de capital	–	–	–	–	–	...
Compte financier	4,16	5,84	2,41	6,75	0,11	...
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,97	– 5,34	0,02	– 3,29	4,02	...
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,54	– 0,38	– 0,24	0,09	0,20	...
Irlande :						
Compte de transactions courantes	1,52	1,34	1,31	1,60	1,66	0,72
Compte de capital	0,67	0,33	0,62	0,61	0,77	0,86
Compte financier	– 0,78	– 3,35	– 0,02	– 2,17	– 6,66	– 0,22
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,30	0,15	– 1,78	0,04	0,99	– 2,14
Erreurs et omissions (nettes)	0,88	1,54	– 0,13	– 0,08	3,24	0,77
Italie :						
Compte de transactions courantes	7,15	11,18	19,08	31,19	28,83	17,99
Compte de capital	1,42	0,87	1,27	0,05	3,06	2,12
Compte financier	4,54	– 12,03	– 2,20	– 6,22	– 6,12	– 16,26
Avoirs de réserves (bruts)	2,71	– 1,33	– 2,13	– 9,29	– 11,70	19,31
Erreurs et omissions (nettes)	– 15,82	1,31	– 16,02	– 15,73	– 14,07	– 23,16
Pays-Bas :						
Compte de transactions courantes	11,70	15,12	18,43	17,18	24,63	...
Compte de capital	– 0,62	– 0,85	– 0,83	– 1,58	– 1,13	...
Compte financier	– 8,44	– 8,08	– 12,90	– 5,05	– 14,06	...
Avoirs de réserves (bruts)	– 5,73	– 0,42	1,45	4,44	2,41	...
Erreurs et omissions (nettes)	3,08	– 5,76	– 6,16	– 14,99	– 11,86	...
Royaume-Uni :						
Compte de transactions courantes	– 13,82	– 1,73	– 4,54	– 0,56	9,64	0,21
Compte de capital	0,40	0,04	0,64	0,89	1,17	0,63
Compte financier	17,21	– 6,49	0,90	1,89	– 22,68	– 13,75
Avoirs de réserves (bruts)	– 4,70	– 1,27	0,65	0,51	3,47	0,23
Erreurs et omissions (nettes)	0,91	9,45	2,36	– 2,72	8,40	12,68

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI)

Unité : Milliard d'euros

Pays	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Espagne :						
Compte de transactions courantes	− 5,20	− 5,86	0,39	0,39	2,21	− 1,44
Compte de capital	2,73	2,30	4,78	5,01	5,31	5,63
Compte financier	− 0,24	4,63	− 5,79	15,69	7,73	− 13,69
Avoirs de réserves (bruts)	4,15	− 0,04	4,88	− 18,93	− 10,46	12,82
Erreurs et omissions (nettes)	− 1,45	− 1,03	− 4,26	− 2,16	− 4,79	− 3,32
Portugal :						
Compte de transactions courantes	0,20	− 1,86	− 0,10	− 3,53	− 4,92	− 6,52
Compte de capital	−	−	−	1,75	2,40	2,33
Compte financier	− 2,62	0,89	2,30	3,43	5,57	5,88
Avoirs de réserves (bruts)	2,46	1,21	0,23	− 0,56	− 1,11	− 0,46
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,04	− 0,24	− 2,43	− 1,09	− 1,94	− 1,23
Suisse :						
Compte de transactions courantes	15,46	14,70	16,41	16,55	23,99	22,08
Compte de capital	− 0,11	− 0,12	− 0,10	− 0,10	− 0,07	− 0,27
Compte financier	− 16,46	− 14,05	− 9,92	− 21,37	− 23,75	− 26,71
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,35	− 0,90	− 0,04	− 2,14	− 1,92	− 0,81
Erreurs et omissions (nettes)	1,46	0,37	− 6,34	7,07	1,75	5,71
Canada :						
Compte de transactions courantes	− 18,84	− 11,02	− 3,29	2,59	− 9,17	− 10,08
Compte de capital	7,16	6,35	3,77	4,56	4,85	3,02
Compte financier	16,84	4,37	− 0,97	− 6,99	4,51	10,38
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,78	0,33	− 2,06	− 4,29	2,13	− 4,49
Erreurs et omissions (nettes)	− 4,38	− 0,02	2,56	4,13	− 2,32	1,17
États-Unis :						
Compte de transactions courantes	− 73,63	− 103,00	− 86,42	− 100,83	− 128,00	− 198,37
Compte de capital	− 0,03	− 0,25	0,38	0,52	0,11	0,54
Compte financier	72,18	106,11	111,48	146,16	255,71	194,80
Avoirs de réserves (bruts)	− 1,19	4,53	− 7,42	5,20	− 0,90	− 6,05
Erreurs et omissions (nettes)	2,68	− 7,39	− 18,02	− 51,06	− 126,92	9,08
Japon :						
Compte de transactions courantes	102,66	101,58	86,60	51,38	83,95	108,55
Compte de capital	− 1,14	− 1,44	− 1,74	− 2,57	− 3,60	− 13,00
Compte financier	− 79,71	− 66,37	− 49,90	− 21,91	− 105,04	− 105,01
Avoirs de réserves (bruts)	− 21,42	− 19,71	− 45,71	− 27,40	− 5,85	5,54
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,39	− 14,06	10,75	0,51	30,54	3,91

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1994	1995	■ 1996	1997	1998	1999
1. Agriculture et pêche	**– 18**	**6**	**– 1**	**– 6**	**– 13**	**– 3**	**– 9**
2. Mines et carrières	**– 1 004**	**– 859**	**– 633**	**– 28**	**– 67**	**– 62**	**– 1 327**
Houille, pétrole, gaz	– 908	– 866	– 536	5	– 46	– 42	– 1 293
Autres produits issus de l'extraction	– 96	7	– 97	– 34	– 21	– 20	– 34
3. Produits manufacturés	**– 8 624**	**– 3 159**	**– 2 809**	**– 6 577**	**– 8 175**	**– 10 344**	**– 50 408**
Produits alimentaires	– 1 816	– 398	– 411	– 798	– 1 370	– 529	930
Textiles et habillement	– 246	– 85	– 123	– 119	– 146	– 271	64
Bois, édition et imprimerie	– 453	13	– 87	– 365	– 152	– 118	– 169
Produits pétroliers raffinés et autres	– 13	– 59	– 28	– 353	– 481	– 139	– 13 995
Produits chimiques	– 2 174	– 1 599	– 925	– 3 427	– 2 311	– 1 321	– 27 415
Caoutchouc et matières plastiques	– 64	– 16	– 535	– 244	– 141	– 44	– 117
Métaux ferreux et non ferreux	– 815	– 51	– 93	– 388	– 240	– 845	– 1 056
Construction mécanique	– 205	– 221	– 70	– 172	– 701	– 214	– 248
Équipement bureau et informatique	– 210	– 18	– 116	1	535	99	– 566
Matériel de communication	– 1 410	– 1 128	– 273	– 353	1 054	– 423	– 404
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 561	660	– 124	662	– 1 442	– 3 018	– 4 081
Autres produits manufacturés	– 657	– 258	– 26	– 1 020	– 2 778	– 3 522	– 3 349
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 232**	**– 424**	**– 601**	**– 666**	**– 87**	**– 1 575**	**– 15 842**
5. Bâtiment et génie civil	**– 336**	**– 248**	**– 173**	**– 547**	**– 682**	**– 344**	**– 290**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 1 146**	**– 428**	**– 431**	**– 4 007**	**– 4 010**	**– 4 011**	**– 3 465**
7. Restauration et hébergement	**– 1 183**	**– 42**	**– 274**	**– 376**	**– 211**	**– 222**	**– 138**
8. Transports et communications	**– 156**	**– 264**	**– 136**	**– 384**	**– 897**	**– 1 317**	**– 2 388**
Transports intérieurs	– 17	– 14	– 10	– 9	– 131	– 184	– 1 153
Transports maritimes et cabotage	– 11	– 145	– 17	– 61	12	53	8
Transport aérien	– 12	– 23	104	6	61	71	– 36
Télécommunications	– 39	– 73	– 69	– 302	– 755	– 1 079	– 1 000
Autres transports et communications	– 78	– 10	– 143	– 17	– 83	– 178	– 206
9. Intermédiation financière	**– 6 528**	**– 1 780**	**– 1 495**	**– 2 181**	**– 2 022**	**– 4 844**	**– 4 584**
Intermédiation monétaire	...	...	...	– 688	– 1 856	– 2 860	– 2 928
Autre intermédiation financière	– 4 423	– 546	– 1 578	– 1 233	617	– 1 782	– 1 013
Assurances et activités annexes	– 2 106	– 1 234	82	– 189	– 61	– 197	1 615
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 3 075**	**– 1 913**	**– 1 469**	**– 7 372**	**– 12 665**	**– 11 571** *r*	**– 15 064**
Opérations immobilières	– 449	– 156	– 107	– 138	– 10	– 1 506	– 306
Informatique	...	...	...	– 80	– 321	– 1 619	– 510
Recherche et développement	...	...	...	– 67	– 84	– 148	– 25
Autres activités commerciales	– 1 045	– 1 138	– 417	– 6 660	– 12 181	– 7 497 *r*	– 14 044
Publicité	...	...	...	– 54	– 44	– 432	– 1 099
Autres activités immobilières et commerciales	– 1 582	– 618	– 945	– 372	– 24	– 371	920
11. Autres services	**– 9**	**– 1**	**– 2**	**– 153**	**– 1 454**	**265**	**– 1 304**
12. Montants non ventilés	**– 181**	**– 99**	**– 83**	**– 360**	**283**	**– 524**	**–**
TOTAL	**– 22 494**	**– 9 209**	**– 8 108**	**– 22 657**	**– 29 997**	**– 34 553** *r*	**– 94 817**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1994	1995	■ 1996	1997	1998	1999
1. Agriculture et pêche	**9**	**19**	**4**	**16**	**– 1**	**104**	**33**
2. Mines et carrières	**3**	**– 5**	**28**	**– 26**	**14**	**20**	**1 259**
Houille, pétrole, gaz	2	– 3	–	– 38	9	11	1 221
Autres produits issus de l'extraction	2	– 2	28	12	5	9	38
3. Produits manufacturés	**1 443**	**2 119**	**2 922**	**3 274**	**4 299**	**5 739**	**16 390**
Produits alimentaires	183	264	55	156	424	208	2 823
Textiles et habillement	38	90	77	132	204	514	6
Bois, édition et imprimerie	574	195	254	165	– 2	338	271
Produits pétroliers raffinés et autres	40	– 15	349	12	– 201	– 114	777
Produits chimiques	446	441	1 076	1 544	994	2 059	9 335
Caoutchouc et matières plastiques	70	83	102	– 149	332	175	– 338
Métaux ferreux et non ferreux	167	332	133	– 28	362	626	263
Construction mécanique	– 186	328	272	288	670	283	362
Équipement bureau et informatique	– 21	9	120	121	– 244	– 55	– 12
Matériel de communication	– 32	133	256	686	– 345	506	– 320
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	128	119	69	98	561	249	1 362
Autres produits manufacturés	35	140	157	249	1 546	950	1 862
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 2**	**– 4**	**–**	**146**	**– 784**	**– 19**	**2 080**
5. Bâtiment et génie civil	**– 4**	**31**	**17**	**538**	**598**	**83**	**139**
6. Récupération, réparation, commerce	**1 252**	**363**	**563**	**2 636**	**1 688**	**838**	**– 179**
7. Restauration et hébergement	**34**	**23**	**48**	**27**	**282**	**– 5**	**– 21**
8. Transports et communications	**94**	**156**	**185**	**686**	**613**	**2 321**	**– 387**
Transports intérieurs	39	47	89	19	– 5	41	– 2
Transports maritimes et cabotage	16	48	3	25	23	– 12	– 13
Transport aérien	–	5	3	56	52	86	30
Télécommunications	–	36	59	457	426	1 701	– 395
Autres transports et communications	39	20	31	130	117	505	– 8
9. Intermédiation financière	**2 433**	**2 053**	**2 388**	**2 420**	**4 329**	**3 472**	**2 684**
Intermédiation monétaire	...	...	...	34	344	251	362
Autre intermédiation financière	1 824	346	2 439	1 658	2 407	2 730	924
Assurances et activités annexes	609	1 707	– 51	366	1 033	263	1 040
10. Opérations immobilières et commerciales	**1 727**	**4 312**	**3 870**	**7 749**	**8 342**	**11 986**	**9 775**
Opérations immobilières	1 097	1 269	1 102	834	578	1 100	1 603
Informatique	...	...	...	218	101	352	329
Recherche et développement	...	...	...	62	72	250	167
Autres activités commerciales	352	1 612	1 821	5 331	7 012	8 655	7 032
Publicité	...	...	...	57	86	146	132
Autres activités immobilières et commerciales	277	1 431	947	1 246	494	1 482	512
11. Autres services	**7**	**– 3**	**13**	**31**	**109**	**100**	**339**
12. Montants non ventilés	**518**	**231**	**134**	**454**	**654**	**95** *r*	**–**
TOTAL	**7 512**	**9 295**	**10 173**	**17 951**	**20 143**	**24 734** *r*	**32 112**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie.
Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement.
Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Pays	1990	1993	1994	1995	■ 1996	1997	1998	1999
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)								
Investissements français en UE	– 15 117	– 5 824	– 5 044	– 3 747	– 11 561	– 15 724	– 15 849	– 54 786
Investissements UE en France	3 957	7 562	6 725	6 087	12 990	14 395	20 084	26 785
ALLEMAGNE								
Investissements français en Allemagne	– 1 767	– 923	– 876	– 850	– 2 046	– 3 687	– 2 191	– 26 590
Investissements allemands en France	1 006	1 198	797	1 365	1 060	3 009	8 315	9 679
U.E.B.L. (3)								
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 1 604	– 392	– 1 182	– 847	– 2 937	– 3 219	– 3 994	– 15 678
Investissements U.E.B.L. en France	687	1 674	1 112	500	3 058	1 714	3 625	5 378
DANEMARK								
Investissements français au Danemark	– 6	– 16	4	– 63	106	– 43	– 143	– 130
Investissements danois en France	38	30	55	36	48	79	100	75
ESPAGNE								
Investissements français en Espagne	– 2 428	– 1 237	– 816	– 364	– 810	– 1 164	– 882	– 265
Investissements espagnols en France	49	208	16	– 182	239	268	168	4 453
GRÈCE								
Investissements français en Grèce	– 106	– 42	– 81	– 30	– 54	– 58	811	– 127
Investissements grecs en France	3	5	4	2	– 79	23	5	– 7
IRLANDE								
Investissements français en Irlande	– 42	– 87	– 124	– 146	– 231	1 031	– 462	– 799
Investissements irlandais en France	37	50	263	27	579	536	216	462
ITALIE								
Investissements français en Italie	– 1 445	– 945	– 823	– 590	– 1 725	– 1 767	– 1 069	– 97
Investissements italiens en France	700	1 276	386	259	700	936	– 80	1 606
PAYS–BAS								
Investissements français aux Pays-Bas	– 3 355	– 1 085	– 857	– 382	– 1 820	– 878	– 3 496	– 5 306
Investissements des Pays-Bas en France	891	900	395	1 389	3 016	1 841	2 121	9 679
PORTUGAL								
Investissements français au Portugal	– 299	– 159	– 99	– 12	– 191	– 61	– 155	– 132
Investissements portugais en France	1	2	13	4	62	98	140	– 56
ROYAUME-UNI								
Investissements français au Royaume-Uni	– 4 222	– 948	– 190	– 411	– 1 291	– 5 947	– 3 483	– 5 410
Investissements du Royaume-Uni en France	704	2 219	3 684	2 450	3 296	5 797	4 941	2 157
SUISSE								
Investissements français en Suisse	– 553	– 223	146	– 278	– 430	– 1 563	– 4 085	1 322
Investissements suisses en France	380	1 146	855	223	1 486	1 897	– 534	1 791
ÉTATS-UNIS								
Investissements français aux États-Unis	– 4 843	– 1 466	– 2 614	– 1 438	– 4 522	– 7 449	– 6 818	– 26 569
Investissements des États-Unis en France	981	681	1 004	3 070	2 606	2 316	3 900	2 114
CANADA								
Investissements français au Canada	– 243	– 2	– 151	– 69	– 372	– 167	– 220	– 419
Investissements canadiens en France	54	106	– 13	40	323	85	293	1
JAPON								
Investissements français au Japon	– 26	– 46	– 45	– 22	– 148	– 49	– 62	– 4 992
Investissements japonais en France	992	298	145	130	79	232	103	345

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15, depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

P

Administration et vie publique

TABLEAU 0.02-0

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services d'émission)

Unité : Million d'euros

Pays	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)							
Investissements français en UE	– 10 137	– 6 804	– 5 844	– 3 727	– 41 591	– 49 724	– 76 849
Investissements UE en France	9 483	7 503	8 795	9 487	12 990	15 396	40 194
ALLEMAGNE							
Investissements français en Allemagne	– 1 787	– 523	– 676	– 850	– 2 815	– 3 907	– 21 101
Investissements allemands en France	1 635	2 195	797	1 305	1 003	3 079	8 316
U.E.B.L. (3)							
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 1 454	– 502	– 1 167	– 837	– 2 857	– 3 213	– 3 907
Investissements U.E.B.L. en France	827	1 078	1 118	900	3 000	1 714	3 905
DANEMARK							
Investissements français au Danemark	– 6	– 15	4	– 80	– 106	– 43	– 142
Investissements danois en France	39	30	93	38	42	12	135
ESPAGNE							
Investissements français en Espagne	– 2 428	– 1 227	– 810	– 1 304	– 1 115	– 1 167	– 2
Investissements espagnols en France	47	282	19	– 182	279	233	154
FINLANDE							
Investissements français en Finlande	– 3	– 1	– 4	– 2	– 19	– 83	– 1
Investissements finlandais en France	3	1	4	2	19	83	1
GRÈCE							
Investissements français en Grèce	– 45	– 61	– 139	– 146	– 1 021	– 1 211	– 648
Investissements grecs en France	30	50	265	37	579	536	1
ITALIE							
Investissements français en Italie	– 1 445	– 1 145	– 1 823	– 1 360	– 1 725	– 1 777	– 1 186
Investissements italiens en France	700	1 975	948	1 249	1 750	1 936	1
PAYS-BAS							
Investissements français aux Pays-Bas	– 4 105	– 1 084	– 1 851	– 1 369	– 1 420	– 1 976	– 5 476
Investissements des Pays-Bas en France	1	1	1	1	1	1	1
PORTUGAL							
Investissements français au Portugal	– 265	– 158	– 69	– 17	– 191	– 91	– 186
Investissements portugais en France	1	13	4	45	96	141	1
ROYAUME-UNI							
Investissements français au Royaume-Uni	– 4 225	– 149	– 152	– 411	– 1 281	– 5 147	– 1
Investissements britanniques en France	2 430	1 795	4	1	4	4	1
SUISSE							
Investissements français en Suisse	– 155	– 23	– 140	– 178	– 430	– 1 532	– 1
Investissements suisses en France	1	1	1	1	1	1	1
ÉTATS-UNIS							
Investissements français aux États-Unis	– 4 643	– 3 488	– 3 614	– 1 438	– 4 122	– 7 148	– 5
Investissements des États-Unis en France	1	1	1	1	1	1	1
AUTRES							
Investissements français dans les autres pays	– 32	– 17	– 151	– 19	– 272	– 187	– 1
Investissements des autres pays en France	1	1	1	1	1	1	1
TOTAL							
Investissements français à l'étranger	– 26	– 7	– 45	– 22	– 149	– 9	– 1
Investissements étrangers en France	1	1	1	1	1	1	1

(1) Pour les investissements français à l'étranger, il s'agit des sommes versées à la souche ou aux filiales à l'étranger, diminuées des sommes rapatriées par celles-ci. Pour les investissements étrangers en France, il s'agit des sommes versées à la souche ou aux filiales en France, diminuées des sommes rapatriées par celles-ci.
Pour les investissements immobiliers, il s'agit des sommes versées à la souche ou aux filiales à l'étranger, diminuées des sommes rapatriées par celles-ci. Pour les investissements immobiliers, il s'agit des sommes versées à la souche ou aux filiales en France, diminuées des sommes rapatriées par celles-ci.
Investissements nets.
(2) Union européenne à 15, depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

Chapitre P.01

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie.
2. Les moyens de la Justice.
3. L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés.
4. Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire. Procédures au fond. Juridictions de première instance.
5. Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale).
6. Les juges d'instruction (Justice pénale).
7. Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale).
8. Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale).
9. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
10. L'administration pénitentiaire : le milieu ouvert.
11. L'administration pénitentiaire : le milieu fermé.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

1. MÉTHODOLOGIE

L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, contrôle de l'immigration et lutte contre l'emploi des clandestins, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont issues des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « cadres du parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orienté par le Parquet et traité au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5e classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert publiées ici sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2. DÉFINITIONS

- **La cour de cassation**

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- **Les cours d'appel**

L'appel tend à faire réformer ou annuler par une cour d'appel (chambres civiles) un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- **Les tribunaux de grande instance**

Ils ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L. 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.

• Les tribunaux d'instance

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 30 000 francs. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

• Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

• Les conseils de prud'hommes

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges, l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

• Les tribunaux de commerce

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

• L'ordonnance de référé

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

• Le juge aux affaires familiales

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

• Le juge de l'exécution

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991 réformant les procédures d'exécution a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

• Le Parquet

Le ministère public auquel est confié l'action publique décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de poursuivre, il saisit alors une juridiction de jugement ou le juge d'instruction selon la gravité et la complexité des faits ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal correctionnel. Elle suppose d'une part que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. **La convocation par procès-verbal** est notifiée au prévenu devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

• L'instruction

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance est saisi obligatoirement pour les crimes, et à l'initiative du parquet pour les affaires pénales les plus complexes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation

Elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction. Elle a aussi pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- **Les cours d'assises**

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort parmi la population. Les arrêtés de cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel; ils peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation

- **Les tribunaux correctionnels**

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- **Les tribunaux de police**

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme *l'amende forfaitaire majorée* et *l'ordonnance pénale*.

- **Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national**

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention); c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- **Les infractions**

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes volontaires ou non à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux moeurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- **Les peines privatives de liberté**

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Nouveau Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n°75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné

accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré, et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

• Le milieu fermé

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

• La contrainte par corps

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

• Le milieu ouvert

Le comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL)

C'est un service de l'administration pénitentiaire placé auprès de chaque tribunal de grande instance, sous l'autorité du juge de l'application des peines. Il assure le contrôle et le suivi des peines exécutées en milieu ouvert. En 1999 le CPAL a été transformé en service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui regroupe les fonctions éducatives exercées en milieu ouvert et en milieu fermé.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.

Le travail d'intérêt général

Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.

La libération conditionnelle

Les condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge d'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas 3 ans, et sur décision du ministre de la Justice au delà.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Justice.

— Ministère de l'Intérieur.

Publications :

Les chiffres clés de la Justice, (annuel), ministère de la Justice.

Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).

Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire, La Documentation française.

Info-Stat Justice, ministère de la Justice (mensuel).

Études et Statistiques, Justice, ministère de la Justice (trimestriel).

Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française.

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel).

« L'histoire familiale des hommes détenus », *INSEE-Première*, n° 706, avril 2000.

*
* *

TABLEAU P.01-1

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 331 000**	**2 244 301**	**2 291 404**	**2 252 528**
Vols à main armée	9 147	9 428	8 295	8 100	7 515
Autres vols avec violences	65 430	70 031	72 203	76 191	87 432
Cambriolages	433 320	436 414	407 385	395 913	370 076
Vols avec entrée par ruse	17 004	16 012	13 809	13 299	13 885
Vols d'automobiles	351 509	345 625	322 783	319 447	299 036
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	98 142	94 577	96 483	96 911
Vols à la roulotte	554 626	510 952	489 152	507 007	485 580
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	194 003	182 949	180 355	181 024
Autres vols simples	640 259	616 069	617 767	655 752	675 933
Recels	36 719	34 324	35 381	38 857	35 136
Infractions économiques et financières	**357 104**	**310 910**	**295 511**	**287 415**	**295 734**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	262 724	253 038	246 991	258 306
dont : Escroqueries et abus de confiance	90 068	84 014	84 233	82 252	95 444
Falsification, usage de chèques volés	140 532	136 221	126 815	119 470	108 580
Falsification, usage de cartes de crédit	28 295	27 477	27 860	30 459	39 126
Faux et contrefaçons (2)	29 034	11 738	11 529	13 524	13 512
Fausse monnaie	6 568	3 274	2 601	1 286	1 644
Délinquance économique et financière	43 887	26 806	24 758	23 611	21 952
dont : Banqueroutes, abus de confiance	3 941	2 984	2 587	2 450	2 351
Fraudes fiscales	1 069	723	660	613	668
Travail clandestin	14 624	10 503	10 545	10 202	9 593
Emploi d'étranger sans titre de travail	1 363	944	771	576	1 174
Marchandage, prêt de main-d'œuvre	1 099	374	314	235	206
Autres délits économiques	15 307	6 206	4 791	4 415	3 936
Infractions à la législation sur les chèques (3) [sauf falsifications, usages de chèques volés]	18 720	21 380	17 715	16 813	15 476
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**198 155**	**214 975**	**220 948**	**233 194**
Homicides	2 563	2 385	2 085	2 150	1 997
dont : Tentatives	1 227	1 214	1 122	1 189	1 044
Homicides de mineurs de moins de 15 ans	80	85	68	106	74
Coups et blessures volontaires	71 095	75 425	81 910	86 796	95 235
dont : Coups et blessures volontaires suivis de mort	419	370	274	175	158
Autres atteintes contre les personnes	51 708	52 765	57 815	60 351	64 022
dont : Menaces et chantages	30 168	32 772	36 769	39 930	44 185
Atteintes à la dignité et à la personnalité	13 011	11 681	12 961	12 503	12 127
Atteintes aux mœurs	29 123	29 628	35 090	33 014	32 490
dont : Proxénétisme	533	474	503	481	440
Viols	7 350	7 191	8 213	7 828	7 958
dont : Sur mineur(e)s	4 526	4 369	5 065	4 478	4 468
Agressions sexuelles	11 503	12 056	13 923	12 809	12 732
dont : Sur mineur(e)s	6 197	7 076	9 412	9 364	9 029
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	37 952	38 075	38 637	39 450

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU P.01-1 (suite et fin)

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire)

Unité : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**719 552**	**738 655**	**765 758**	**786 408**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	79 617	86 961	92 858	101 841
dont : Trafic, revente sans usage	5 661	5 158	8 300	11 908	12 529
Usage, revente	12 098	12 424	12 115	13 744	13 777
Consommation	54 850	57 981	63 003	64 404	72 107
Délits à la police des étrangers	53 429	47 029	47 021	41 814	46 416
Destruction, dégradations contre les biens publics et privés	440 591	468 515	476 133	500 911	499 473
dont : Attentats par explosifs contre les biens publics et privés	613	618	520	346	357
Incendies volontaires contre les biens publics et privés	18 388	20 521	21 433	25 587	26 018
Dégradations de véhicules privés	268 252	277 979	274 496	284 890	278 686
Autres destructions	153 338	169 397	179 684	190 088	194 412
Délits divers	143 320	124 391	128 540	130 175	138 678
dont : Faux documents d'identité ou administratifs	13 325	9 520	9 237	8 535	8 834
Outrages, violences à dépositaires de l'autorité	29 778	29 100	31 506	32 938	36 253
Port ou détention d'armes prohibées	18 623	18 174	18 963	20 622	21 359
Hygiène et santé	5 917	2 703	2 839	2 790	2 324
Pêche, chasse, environnement	7 699	5 560	5 521	4 955	3 377
dont : Atteintes à l'environnement	4 076	3 345	3 552	3 255	2 536
Destructions, cruautés envers les animaux	2 589	2 533	2 611	2 348	2 402
Autres délits divers non spécifiés (4)	63 203	54 939	55 853	56 033	62 021
Total des crimes et délits (sauf circulation routière) :	**3 665 320**	**3 559 617**	**3 493 442**	**3 565 525**	**3 567 864**
Nombre de français mis en cause	640 435	662 531	655 309	644 159	646 415
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	142 124	142 053	144 833	152 558
Nombre d'hommes majeurs	566 508	562 454	548 118	523 875	536 724
Nombre d'hommes mineurs	113 987	129 573	138 263	152 685	150 469
Nombre de femmes majeures	100 652	98 377	94 807	93 330	91 862
Nombre de femmes mineures	12 246	14 251	16 174	19 102	19 918

(1) La qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement. Les statistiques de la police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou tentés, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales.
(2) Cette rubrique regroupe les contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales, les contrefaçons littéraires et artistiques, les faux en écriture publique et authentique ainsi que les autres faux.
(3) Les émissions de chèques sans provisions ont été dépénalisées par la loi du 30 décembre 1991.
(4) Ce poste recouvre des délits qui ne sont pas isolés dans la nomenclature statistique et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.01-2

Les moyens de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

Effectifs budgétaires	1990	1995	1996	1997	1998
Administration centrale et services extérieurs					
Ensemble (1)	**2 516** ■	**1 800**	**1 806**	**1 763**	**1 763**
dont : magistrats	159	169	171	170	170
Services judiciaires					
Ensemble	**24 045**	**24 668**	**25 194**	**25 290**	**25 590**
Magistrats	5 850	6 029	6 087	6 117	6 187
Fonctionnaires	18 195	18 639	19 107	19 173	19 403
dont : greffiers en chef et greffiers	6 213	7 762	7 879	7 810	7 910
Administration pénitentiaire					
Ensemble (1)	**20 633** ■	**23 899**	**24 619**	**24 786**	**25 086**
dont : personnel de surveillance	16 944	19 146	19 622	19 727	19 771
Protection judiciaire de la jeunesse					
Ensemble	**5 545**	**5 978**	**6 085**	**6 145**	**6 245**
dont : personnel éducatif	3 046	3 265	3 326	3 349	3 376
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs					
Ensemble (2)	**1 016**	**1 961**	**2 016**	**2 062**	**2 123**
dont : magistrats (2)	729	822	842	858	879
Commission nationale de l'informatique et des libertés					
Ensemble	**37**	**55**	**55**	**56**	**57**
Ensemble des effectifs budgétaires (2)	**53 792**	**58 361**	**59 775**	**60 102**	**60 864**
dont : magistrats (2)	6 738	7 020	7 100	7 145	7 236

(1) Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale ont été transférés depuis 1993 dans les directions d'affectation (essentiellement Administration pénitentiaire).
(2) Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice, sont comptabilisés dans ces rubriques.

TABLEAU P.01-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés

France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
La Cour de cassation					
Affaires nouvelles	19 395	19 969	20 275	19 987	21 928
Affaires terminées	18 613	21 499	20 420	20 594	19 815
dont : Cassation	3 602	5 300	4 182	4 069	3 796
Rejet de la demande	7 301	8 475	8 085	7 943	8 358
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 410	3 648	3 699
Les cours d'appel					
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	219 271	214 197	210 610
Affaires terminées	169 010	198 754	203 740	202 724	209 839
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	133 536	132 524	136 468
Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	100 819	100 120	104 668
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	32 717	32 404	31 800
Autres décisions (radiation, désistement, jonction,...)	53 477	63 731	70 204	70 200	73 371
Les tribunaux de grande instance (1)					
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	676 282	644 939	634 696
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	391 307	390 766	387 866
Affaires terminées	463 075	645 319	659 153	642 319	635 340
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	124 729	123 446	124 008
Référés	95 886	126 501	126 772	122 456	118 785
Les tribunaux d'instance (1)					
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	479 760	469 274	467 184
Affaires terminées	501 578	491 021	456 566	449 568	452 646
Référés	87 910	83 962	82 894	81 636	69 034
Les tribunaux paritaires des baux ruraux					
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 833	3 689	3 812
Affaires terminées	4 576	3 807	3 580	3 691	3 680
Référés	325	209	193	231	270
Les conseils de prud'hommes					
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	167 894	171 799	191 892
Affaires terminées	145 935	166 593	160 536	167 820	165 947
Référés	40 822	51 384	51 411	50 495	48 680
Les tribunaux de commerce (*r*)					
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	227	227	227
Affaires terminées	233 314	282 070	269 350	248 988	236 094
dont : droit des affaires	88 907	134 920	135 602	129 679	125 750
droit des contrats	113 609	110 541	101 786	87 151	78 009
Référés	49 831	54 158	51 033	45 474	40 083

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 1998 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU P.01-4

Affaires civiles nouvelles (1) selon leur nature d'affaire.
Procédures au fond - Juridictions de première instance

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire général civil) — *Unités :* Nombre et %

Nature d'affaire	1990	1995	1996	1997	1998
Total des affaires nouvelles (CA,TGI, TI, TPBR, TC, CPH) (2)	**1 622 719**	**1 807 390**	**1 816 390**	**1 752 886**	**1 744 288**
Droit des personnes	5,4	6,3	7,1	7,8	8,3
Droit de la famille	21,4	22,9	23,8	24,6	24,6
Droit des affaires	11,6	13,2	12,8	11,6	11,3
Droit des contrats	34,3	29,7	29,1	27,8	26,5
Droit de la responsabilité	3,1	2,7	2,8	2,8	2,7
Droit des biens	2,5	2,5	2,6	2,7	2,6
Droit social	15,0	14,7	15,1	16,1	17,5
Autre et non déterminé	6,7	8,0	6,7	6,6	6,5
Total (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Depuis 1993, affaires terminées pour les tribunaux de commerce.
(2) CA : cour d'appel, TGI : tribunaux de grande instance, TI : tribunaux d'instance, TPBR : tribunaux paritaires des baux ruraux, TC : tribunaux de commerce, CPH : conseils de prud'hommes.

TABLEAU P.01-5

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du parquet)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
LES PARQUETS					
Nombre de parquets	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**5 185 495**	**4 936 899**	**4 954 988**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 188 915	3 088 271	3 146 239
Crimes	12 851	14 432	15 644	16 962	14 593
Délits	4 837 801	4 832 977	4 763 622	4 548 624	4 438 051
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	406 229	371 313	430 594
Autres	...	...	...	...	71 750
Affaires traitées	...	...	...	...	**4 566 988**
Affaires non poursuivables	...	**3 016 633**	**3 119 135**	**3 054 242**	**3 372 994**
Affaires poursuivables	...	...	...	...	**1 193 994**
Affaires poursuivables/afaires traitées (en %)	...	...	...	...	26
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**590 235**	**602 933**	**613 354**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	43 671	43 562	40 362
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	45 276	44 913	50 373
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	372 120	378 411	377 853
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	129 168	136 047	144 766
Procédures alternatives aux poursuites	...	**82 828**	**90 128**	**101 341**	**163 799**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	...	...	65
Classements sans suite (2)	...	**1 062 643**	**905 409**	**848 505**	**416 841**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	...	...	35
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC					
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**12 755 874**	**13 981 317**	**12 920 771**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	11 842 126	13 157 137	12 082 040
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	913 748	824 180	838 731
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 203 973**	**1 561 594**	**1 446 858**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 541 840**	**11 365 286**	**10 509 554**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	9 874 394	10 738 836	9 903 996
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	667 446	626 450	605 558

(1) La nouvelle présentation de l'activité du parquet est prise en compte dans ce tableau.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU P.01-6

Les juges d'instruction (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	569	568	565	565
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**46 111**	**44 879**	**43 675**	**42 196**
dont : l'infraction principale est un crime	4 902	5 551	5 764	6 798	7 266
affaires terminées sans mis en examen	9 751	10 645	9 195	9 323	9 317
Nombre de mis en examen dans les affaires terminées	73 649	73 684	71 143	68 593 *e*	65 860 *e*
Décision de clôture					
dont : ordonnance de non-lieu	8 186	8 990	9 220	9 736	9 377
transmission à la chambre d'accusation pour majeurs	2 391	3 301	3 245	3 431	3 394
transmission à la chambre d'accusation pour mineurs	156	156	160	148	191
transmission au tribunal correctionnel	50 634	50 633	48 298	46 717	44 784
dessaisissement, jonction	4 940	4 131	3 276	2 988	2 180
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année...	19 435	20 791	21 337	21 862 *e*	23 064 *e*
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année...	29 317	27 632	26 303	25 834 *e*	24 512 *e*
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**15,2**	**15,9**	**16,3**	**16,2**
dont : crimes (1)	14,1	16,4	16,5	16,9	16,5

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU P.01-7

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale)

France entière

Sources : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national)

	1990	1995	1996	1997	1998
Les cours d'assises					
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99
Acquittements	**142**	**136**	**132**	**138**	**155**
Cours d'assises pour majeurs	140	130	122	130	142
Cours d'assises pour mineurs	2	6	10	8	13
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**2 869**	**3 082** *r*	**3 209**
Cours d'assises pour majeurs	2 567	2 619	2 681 *r*	2 846 *r*	2 954
Cours d'assises pour mineurs	155	158	188 *r*	236 *r*	255
Les tribunaux correctionnels					
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :					
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	3 829	4 187	3 992
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	21 826	18 799	14 663
Décisions prononcées :					
Relaxes	20 378	17 854	18 377	21 279	19 979
Condamnations	410 134	313 034	368 307	382 606	392 111
Les tribunaux de police					
Nombres de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**798 706**	**757 735**	**746 155**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	678 983	613 678	595 575
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	119 723	144 057	150 580
Mode de jugement :					
Jugements	464 237	309 316	280 344	293 010	289 038
Ordonnances pénales	1 124 645	592 781	518 362	464 725	457 117
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	21 279	17 752	11 497	12 337	10 923
Condamnations	951 839	754 092	435 353	339 686	582 471
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	4 670	5 278	3 918	4 600	4 856
Condamnations	97 255	26 510	80 505	93 964	103 065

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

TABLEAU P.01-8

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité :* Nombre

	1990	(1) 1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Condamnations pour crime	2 607	2 703	2 809	3 062	3 260
Condamnations pour délit	469 137	342 945	413 812	439 138	449 330
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	28 495	84 600	103 627	108 862
Total des condamnations	**577 170**	**374 143**	**501 221**	**545 827**	**561 452**
Nature de l'infraction					
Atteintes à la personne	99 544	66 649	90 102	100 731	104 896
Atteintes aux biens	169 997	95 456	145 415	158 097	159 784
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	137 841	167 042	181 236	193 343
Infractions à la législation économique et financière	61 083	16 606	23 429	27 485	28 352
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	14 093	16 620	17 729	19 425
Atteintes à la sûreté publique	27 655	16 144	21 845	21 414	16 878
dont : Police des étrangers	...	11 325	11 671	10 118	6 735
Atteintes à la santé	20 945	20 981	24 315	24 703	24 711
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	20 661	23 840	24 051	24 081
Atteintes à l'ordre public général	16 716	6 366 *r*	12 440 *r*	14 388	14 035
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	3 348 *r*	7 965 *r*	9 510	9 326
Autres infractions	2	7	13	44	28
Nature de la peine					
Peines privatives de liberté	**316 567**	**240 199**	**283 720**	**294 963**	**297 168**
Réclusion criminelle	1 852	1 185	1 227	1 387	1 406
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	105 044	92 198	100 305	102 633	100 935
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	146 816	182 188	190 943	194 827
Amende	**190 268**	**80 030**	**144 361**	**166 214**	**176 392**
Peine de substitution	**37 250**	**45 921**	**52 934**	**58 288**	**60 034**
dont : travail d'intérêt général	5 705	11 364	11 580	12 502	12 459
Mesure éducative	**22 527**	**4 765**	**13 340**	**17 333**	**18 402**
Dispense de peine	**10 556**	**3 228**	**6 866**	**9 029**	**9 456**
Caractéristiques des condamnés					
Sexe :					
Hommes	505 737	341 401	452 539	492 040	505 860
Femmes	71 433	32 742	48 682	53 787	55 592
Âge :					
Moins de 16 ans	15 678	3 783	10 280	14 437	15 744
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	6 197	13 726	17 062	18 839
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	22 535	35 112	38 894	43 022
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	81 088	107 766	111 772	111 582
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	66 781	84 965	88 918	88 786
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	97 122	124 191	132 998	134 255
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	85 849	111 694	126 423	132 901
60 ans et plus	12 845	10 788	13 487	15 323	16 323
Nationalité :					
Français	458 241	304 805	400 142	438 162	457 792
Étrangers	80 168	55 965	73 652	76 654	74 040
Non déclarée	38 761	13 373	27 427	31 011	29 620
Total	**577 170**	**374 143**	**501 221**	**545 827**	**561 452**

(1) L' amnistie présidentielle de 1995 (loi n° 95-884 du 3 août 1995) a entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995.

TABLEAU P.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**135 775**	**140 320**	**143 677**	**146 112**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	32 325	34 533	35 968	37 365
Secteur associatif habilité	88 505	103 450	105 787	107 709	108 747
Régime juridique de prise en charge					
Mineurs en danger	107 458	114 900	115 675	116 400	115 667
Mineurs délinquants	11 153	15 825	19 670	22 119	25 335
Jeunes majeurs	4 232	5 050	4 975	5 158	5 110
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	...	...	**105 749**	**107 377**	**110 840**
Sexe :					
Garçons	...	...	67 184	69 368	73 313
Filles	...	...	38 565	38 009	37 527
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	...	...	27 694	27 361	26 753
De 10 ans à moins de 13 ans	...	...	11 774	11 981	11 972
De 13 ans à moins de 16 ans	...	...	28 419	28 517	29 202
De 16 ans à moins de 18 ans	...	...	31 374	32 584	34 976
De 18 ans à moins de 21 ans	...	...	6 488	6 934	7 937

(1) La série est modifiée par rapport à l'édition précédente, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU P.01-10

L'Administration pénitentiaire

Le milieu ouvert

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
La population prise en charge par les CPAL (1)					
Population au 31 décembre	105 814	105 222	117 061	122 959	131 367
Les mesures prises en charge par les CPAL					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	115 672	118 106	130 345	138 554	143 746
dont : sursis avec mise à l'épreuve	82 182	86 594	96 523	104 482	109 349
libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux	1 119	654	557	553	553
libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 499	4 435	4 799	4 222	4 132
travail d'intérêt général	7 707	20 903	22 812	23 763	23 952
contrôle judiciaire	1 510	2 807	2 499	2 562	2 963
article L51 du code du service national	1 495	1 203	1 187	874	565

(1) CPAL = Comités de probation et d'assistance aux libérés. Les comités de probation et d'assistance aux libérés sont devenus les services pénitentiaires d'insertion et de probation en 1999.

TABLEAU P.01-11

L'administration pénitentiaire

Le milieu fermé : la population carcérale

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**45 420**	**55 062**	**54 269**	**53 845**	**52 961**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM)					
Prévenus	20 580	21 917	22 521	21 591	20 452
Condamnés	24 840	33 145	31 748	32 254	32 509
Sexe (1) :					
Hommes	41 944	50 525	49 496	48 703	47 737
Femmes	1 969	2 133	2 144	2 041	1 935
Âge (1) :					
Moins de 16 ans	24	33	72	72	71
De 16 ans à moins de 18 ans	500	481	504	550	591
De 18 ans à moins de 21 ans	4 433	4 062	4 202	3 892	4 096
De 21 ans à moins de 25 ans	8 912	9 373	8 628	7 979	7 644
De 25 ans à moins de 30 ans	10 396	11 770	10 965	10 130	9 657
De 30 ans à moins de 40 ans	11 992	15 342	14 928	14 660	14 040
De 40 ans à moins de 50 ans	5 483	7 967	8 171	8 631	8 699
De 50 ans à moins de 60 ans	1 744	2 762	3 112	3 480	3 522
60 ans et plus	429	868	1 058	1 350	1 352
Nationalité (1) :					
Français	30 887	37 358	36 871	37 563	37 508
Étrangers	12 937	15 253	14 706	13 136	12 109
Non déclarée	89	47	63	45	55
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction (1) :					
Atteintes à la personne	**7 355**	**10 457**	**10 610**	**11 363**	**12 208**
Homicides volontaires	2 808	3 038	3 044	3 058	3 127
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	1 278	2 028	1 969	2 189	2 428
Homicides et blessures involontaires	374	774	539	467	411
Viols, attentats à la pudeur	2 413	4 418	4 823	5 523	6 103
Proxénétisme	482	199	235	126	139
Atteintes aux biens	**9 119**	**10 890**	**10 010**	**9 918**	**9 658**
Vols qualifiés	2 299	2 916	3 203	3 646	3 907
Autres vols	5 292	6 340	5 444	4 820	4 343
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 528	1 634	1 363	1 452	1 408
Atteintes à la santé publique					
Infractions à la législation sur les stupéfiants	**4 211**	**6 550**	**6 150**	**5 654**	**5 207**
Autres infractions	**3 319**	**3 862**	**3 504**	**3 508**	**3 387**
Peine prononcée					
Réclusion criminelle	**6 248**	**6 953**	**6 569**	**6 696**	**6 920**
5 ans à moins de 10 ans	2 760	1 770	1 293	1 043	975
10 ans à moins de 20 ans	3 062	4 290	4 371	4 667	4 901
20 ans à 30 ans	///	383	393	451	493
Perpétuité	426	510	512	535	551
Emprisonnement	**17 549**	**24 556**	**23 464**	**23 479**	**23 295**
Moins de 6 mois	3 644	4 528	3 589	3 516	3 214
6 mois à moins d'1 an	3 178	4 949	4 300	4 097	4 097
1 an à moins de 3 ans	5 794	7 247	7 102	6 733	6 432
3 ans à moins de 5 ans	2 925	3 987	3 912	3 888	4 028
5 ans et plus	2 008	3 845	4 561	5 245	5 524
Contrainte par corps	**207**	**250**	**241**	**268**	**245**

(1) Métropole uniquement.

Chapitre P.02

Finances publiques

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. L'exécution des lois de finances.
2. Dette de l'État.
3. Les prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.
4. Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.
5. Les dépenses du budget général.
6. Les recettes fiscales du budget général.
7. Impôts directs par nature d'impôt. Versements effectués ou rôles émis.
8. Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu.
9. Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.
10. Régions : opérations de fonctionnement.
11. Régions : opérations d'investissement.
12. Départements : opérations de fonctionnement.
13. Départements : opérations d'investissement.
14. Communes : opérations de fonctionnement.
15. Communes : opérations d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction générale des Impôts, la Direction générale de la Comptabilité publique, la Direction de la Prévision et la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. MÉTHODOLOGIE

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.*

L'exécution des budgets 1998 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

1) En produits

— les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers;

2) En charges

— les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

1) En recettes

— « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement;

— des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

— les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations);

— les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. L'instruction comptable applicable aux régions et aux départements est la M 51. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction comptable applicable aux communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des régions, des départements, des communes et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. DÉFINITIONS

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde comprend en conséquence les dotations pour amortissements et provisions et le prélèvement sur la section de fonctionnement mais non les travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. Il constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités locales (régime administratif)

On désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle a priori, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 qui lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes étrangères à celles des régions du continent. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires en ce sens que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

— la totalité des revenus d'activité;

— la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement,...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement);

— la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5% à 0,75%).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau P.02-2).

Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. tableau G01-15).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement libre d'emploi est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Île-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

— d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable;

— d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.

Son montant est prélevé avec une garantie de progression minimale sur les recettes de TVA, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus de deux ans contractés pendant l'exercice pour les départements et les régions et à plus d'un an pour les communes.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins de deux ans (départements et régions) et à moins d'un an (communes), qui font partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

● Initiale. Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.

● Rectificative (appelée aussi « collectif »). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.

● De règlement. Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçus par les administrations publiques et l'Union Européenne. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

● Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  — Direction générale des Impôts.
  — Direction générale de la Comptabilité publique.
  — Direction générale de l'INSEE.
  — Direction du Trésor.

Publications :

Notes bleues de Bercy, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport du conseil des Impôts (annuel);

Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Collection « *Secteur public local* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale de la Comptabilité publique :

« *Les comptes des communes 1998* »;

« *Les comptes des départements 1998* »;

« *Les comptes des régions 1998* »;

« *Les comptes des collectivités locales* », août 1999, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

*
* *

TABLEAU P.02-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement et rapport de présentation du CGAF pour 1999. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie *Unité* : Million de francs

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général :									
Dépenses	1 058 790	1 281 924	1 502 845	1 552 548	1 596 764	1 642 041	1 655 436	1 674 252	1 726 764
Recettes	904 286	1 185 523	1 209 285	1 277 021	1 292 762	1 345 393	1 386 210	1 421 920	1 511 522
Solde	**– 154 504**	**– 96 401**	**– 293 560**	**– 275 527**	**– 304 002**	**– 296 648**	**– 269 226**	**– 252 332**	**– 215 242**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	11 025	13 116	44 835	29 001	40 103	34 137	87 277	83 646	61 385
Recettes	11 438	14 404	45 578	28 640	42 197	36 009	89 255	87 283	64 581
Solde	**413**	**1 288**	**743**	**– 361**	**2 094**	**1 873**	**1 978**	**3 637**	**3 196**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	1 069 815	1 295 040	1 547 680	1 581 549	1 636 867	1 676 178	1 742 713	1 757 898	1 788 149
Recettes	915 724	1 199 927	1 254 863	1 305 661	1 334 959	1 381 402	1 475 465	1 509 203	1 576 103
Solde	**– 154 091**	**– 95 113**	**– 292 817**	**– 275 888**	**– 301 908**	**– 294 776**	**– 267 248**	**– 248 695**	**– 212 046**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 5 320**	**– 2 618**	**– 22 933**	**– 23 719**	**– 20 773**	**295**	**336**	**846**	**6 045**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 159 411**	**– 97 731**	**– 315 750**	**– 299 607**	**– 322 681**	**– 294 481**	**– 266 911**	**– 247 849**	**– 206 001**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 153 285**	**– 93 151**	**– 315 649**	**– 299 083**	**– 322 956**	**– 295 421**	**– 267 711**	**– 247 516**	**– 206 001**

(1) Hors FMI, remboursements et dégrèvements fiscaux 1998 : 316 938 millions de francs.

TABLEAU P.02-2

Dette de l' État

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction du Trésor

Unité : Milliard de francs

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dette négociable	**703,0**	**1 367,6**	**2 496,7**	**2 847,1**	**3 132,7**	**3 381,5**	**3 680,5**	**3 824,5**
Dette à long terme	366,0	817,7	1 570,4	1 786,1	2 041,5	2 172,6	2 388,8	2 591,5
dont : Obligations assimilables du Trésor (OAT)	72,0	662,0	1 439,9	1 663,8	2 008,9	2 162,5	2 378,1	...
dont : Dette extérieure	0,1	0,2	–	–	–	–	–	–
Bons du Trésor à court et moyen terme	337,0	549,9	926,3	1 061,0	1 091,2	1 208,9	1 291,7	1 233,9
dont : Bons du Trésor en comptes courants à moyen terme (BTAN à 2 et 5 ans)	–	406,6	686,6	766,4	820,6	938,4	982,1	1 011,9
Dette non négociable	**364,6**	**414,8**	**425,2**	**426,0**	**431,1**	**413,7**	**347,3**	**516,8**
Engagements de l'État et dette d'organismes supprimés prise en charge par l'État	44,5	79,6	74,7	68,2	54,7	37,0	28,1	22,5
Bons du trésor sur formules	36,2	30,3	12,6	10,2	9,6	14,0	15,2	13,7
Bons souscrits par des organismes internationaux	36,9	38,2	62,6	59,0	57,1	56,4	40,8	67,6
Dépôts des correspondants du Trésor	274,4	323,3	362,7	382,6	395,3	414,4	451,2	495,7
Situation nette du Trésor à la Banque de France	– 55,1	– 73,9	– 101,5	– 108,5	– 100,3	– 123,6	– 212,8	– 97,3
Divers	27,7	17,3	14,1	14,6	14,0	15,4	15,8	14,7
Total de la dette de l'État	**1 067,6**	**1 782,4**	**2 921,9**	**3 273,2**	**3 563,9**	**3 795,2**	**4 027,8**	**4 341,3**

TABLEAU P.02-3

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

Sources : INSEE, Comptes de la Nation - base 1995
Années 2000 et 2001 : Rapport économique, social et financier PLF 2001

%

	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
État	**16,4**	**16,5**	**16,6**	**17,2**	**17,3**	**17,2**	**17,9**	**17,3**	**17,0**
Dont : Cotisations sociales	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Organismes divers d'administration centrale	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**
Dont : CRDS	///	///	///	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Administratrions publiques locales	**5,3**	**5,4**	**5,5**	**5,7**	**5,7**	**5,7**	**5,5**	**5,2**	**5,0**
Administratrions de sécurité sociale	**20,0**	**20,3**	**20,3**	**20,5**	**20,4**	**20,6**	**20,9**	**21,3**	**21,4**
Dont : Cotisations sociales	18,7	18,4	18,3	18,4	17,7	15,8	16,0	15,8	15,8
Institutions européennes	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**0,7**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Total	**42,9**	**43,4**	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,9**	**45,7**	**45,2**	**44,7**

TABLEAU P.02-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-1998

% du PIB

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Allemagne (1)	36,7	38,0	38,1	38,4	38,5	37,6	37,2	37,1
Belgique	43,9	44,0	44,8	45,9	45,4	45,8	46,0	46,3
Danemark	47,1	47,3	48,8	49,9	49,4	49,7	49,5	49,3
Espagne	34,4	35,9	34,9	35,0	32,8	32,7	33,7	34,2
France	**43,0**	**43,1**	**43,3**	**43,7**	**44,0**	**45,0**	**45,1**	**45,2**
Grèce	29,7	30,8	31,4	31,7	32,1	32,0	33,7	...
Irlande	33,6	34,5	34,5	35,7	33,1	33,2	32,8	32,3
Italie	38,9	41,7	43,4	41,4	41,2	42,9	44,4	43,5
Luxembourg	43,9	42,7	44,7	44,7	44,4	46,6	46,5	45,1
Pays-Bas	44,6	46,8	47,5	44,7	42,0	41,5	41,9	41,1
Portugal	30,2	33,6	31,9	32,6	33,3	33,2	34,2	34,9
Royaume-Uni	36,3	35,3	33,8	34,5	35,2	35,1	35,4	37,6
Suède	55,6	51,0	48,6	49,0	47,9	50,0	51,9	53,0
États-Unis	27,6	27,6	27,9	28,4	28,8	29,2	29,7	...
Japon	30,9	28,8	28,7	27,8	28,4	28,2	28,8	28,8
Moyenne UE (à 15)	40,3	40,9	40,9	41,1	40,5	41,1	41,5	...
Ensemble OCDE	35,6	36,3	36,8	36,8	36,5	36,9	37,2	...

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU P.02-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million de francs courants

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dépenses ordinaires :									
Dette publique et garanties	98 390	150 938	209 706	216 791	247 880	244 681	249 890	255 434	261 744
Pouvoirs publics	2 587	3 492	3 779	3 826	3 963	4 196	4 302	4 460	4 658
Rémunérations et charges sociales	274 120	339 738	393 394	409 914	424 049	436 853	446 851	461 282	472 229
dont : civiles	220 042	277 110	321 951	335 301	346 951	359 146	367 850	377 349	387 418
Pensions	96 300	123 184	144 874	150 033	158 052	164 920	170 757	177 685	183 670
Subventions de fonctionnement	31 044	34 777	44 668	46 938	48 779	50 530	51 912	57 850	54 292
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	50 128	68 030	75 112	76 511	73 886	75 268	70 995	70 207	70 425
Interventions économiques	123 893	111 339	133 230	158 607	170 029	175 517	179 639	172 891	175 820
Interventions sociales	163 905	164 852	185 125	182 014	178 715	182 223	187 563	184 779	195 039
Autres interventions	67 387	96 510	114 495	114 546	115 015	121 308	118 036	123 283	140 419
Total des dépenses ordinaires	**907 754**	**1 092 860**	**1 304 383**	**1 359 181**	**1 420 368**	**1 455 496**	**1 479 946**	**1 507 871**	**1 558 296**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	31 043	35 616	28 184	25 453	24 863	28 968	25 396	24 631	22 397
Subventions d'investissements civils	53 552	57 972	81 609	79 438	76 804	79 579	74 101	72 817	77 068
Réparations des dommages de guerre	11	2	3	1	–	–	–	–	–
Équipement militaire	66 430	95 474	88 866	88 476	74 729	77 998	75 993	68 935	69 003
Total des dépenses en capital	**151 036**	**189 064**	**198 462**	**193 368**	**176 396**	**186 545**	**175 490**	**166 382**	**168 468**
Total du budget général (dette brute)	**1 058 790**	**1 281 924**	**1 502 845**	**1 552 549**	**1 596 764**	**1 642 041**	**1 655 436**	**1 674 252**	**1 726 764**

TABLEAU P.02-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Direction du Budget — *Unité* : Million de francs

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Impôts directs									
Impôt sur le revenu	211 248	263 004	309 770	295 628	297 069	314 136	293 447	303 969	333 622
Autres impôts perçus par voie de rôles	18 206	22 936	35 011	42 581	51 406	37 940	49 055	51 882	54 013
Impôt sur les sociétés	87 579	166 545	127 229	134 410	150 856	171 700	201 956	225 975	271 438
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	34 068	31 504	20 726	16 564	14 903	16 315	15 955	13 330	11 372
Taxes sur les salaires	24 815	33 040	39 285	40 788	44 435	44 155	45 895	46 806	47 912
Autres impôts directs	12 918	14 778	14 731	15 591	17 105	19 279	20 375	22 733	25 205
Total	**388 834**	**531 807**	**546 752**	**545 562**	**575 774**	**603 525**	**626 683**	**664 695**	**743 562**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	51 135	77 627	78 544	80 654	80 095	85 443	94 799	93 094	91 768
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	83 177	114 824	126 425	141 143	143 337	148 384	150 753	153 922	161 690
Autres produits des douanes	11 016	11 709	11 697	11 174	11 462	10 122	11 264	10 678	10 374
Taxe sur la valeur ajoutée	452 819	625 411	622 254	645 496	669 217	728 244	755 403	807 501	841 448
Autres taxes sur le chiffre d'affaires :									
droits de consommation sur les tabacs	14 832	19 334	27 736	38 306	41 239	41 975	40 733	36 724	41 507
autres droits indirects	12 745	14 334	16 224	2 911	2 741	2 432	2 561	2 629	4 395
Total	**625 724**	**863 239**	**882 880**	**919 684**	**948 091**	**1 016 600**	**1 055 512**	**1 104 548**	**1 151 182**
Total des recettes fiscales brutes	**1 014 558**	**1 395 046**	**1 429 632**	**1 465 246**	**1 523 865**	**1 620 125**	**1 682 195**	**1 769 243**	**1 894 744**
Remboursement et dégrèvements fiscaux	– 98 780	– 189 440	– 220 528	– 210 812	– 222 184	– 260 547	– 265 595	– 316 938	– 329 136
Total des recettes fiscales nettes	**915 778**	**1 205 606**	**1 209 104**	**1 254 434**	**1 301 681**	**1 359 578**	**1 416 600**	**1 452 305**	**1 565 608**

TABLEAU P.02-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis

France entière

Source : Direction générale des impôts — *Unité* : Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT					
Impôt sur le revenu	**280 306**	**297 387**	**285 282**	**298 537**	**330 269**
Rôles établis au titre de l'année précédente	257 701	276 243	264 592	279 938	311 324
Rôles établis au titre des années antérieures	22 605	20 902	20 468	18 389	18 729
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	—	242	222	210	216
Impôt sur les sociétés	**179 060**	**170 984**	**225 507**	**252 146**	**294 190**
Impôts divers	**34 318**	**51 795**	**62 729**	**64 215**	**66 419**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	33 064	44 787	46 401	47 347	48 323
Autres impôts (1)	1 254	7 008	16 328	16 868	18 096
Produits divers du budget (2)	**780**	**553**	**749**	**1 388**	**1 450**
Total des impôts directs d'État	**494 464**	**520 719**	**574 267**	**616 286**	**692 328**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX					
Taxes principales (3)	**188 096**	**276 017**	**309 663**	**322 582**	**324 758**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	45 945	71 184	81 157	85 181	88 308
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	7 697	5 666	5 245	5 274	5 386
Taxe d'habitation	47 343	60 479	67 512	70 021	72 428
Taxe professionnelle	87 111	138 688	155 749	162 106	158 636
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes ou de divers établissements ou fonds (3)	**20 628**	**27 481**	**30 903**	**32 132**	**34 547**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**14 559**	**23 854**	**26 898**	**28 042**	**28 175**
Total des impôts directs locaux	**223 283**	**327 352**	**367 464**	**382 756**	**387 480**
Total impôts directs	**717 747**	**848 071**	**941 731**	**999 042**	**1 079 808**

(1) Y compris les impositions de La Poste et de France Télécom à compter de 1994 et la contribution au financement des aides à la pierre en 1997.
(2) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(3) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU P.02-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu

Répartition par tranche d'imposition

Année 1997 (1)

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Tranches de revenu net imposable (en F)	Total des revenus déclarés		Charges déclarées (2)		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40 009	8 487	313 755	329	5 675	1 463	183 877	76 231	9 472 226
4 0010 à 50 009	49 885	134 009	684	2 077	32 636	85 679	697 348	1 933 129
50 010 à 60 009	98 091	100 461	1 322	1 660	66 113	67 011	1 194 712	1 221 593
60 010 à 70 009	127 416	107 183	1 848	1 591	86 437	72 093	1 331 663	1 111 171
70 010 à 80 009	152 382	74 579	2 260	960	103 640	50 704	1 383 328	677 941
80 010 à 90 009	158 802	58 145	2 320	645	108 396	39 945	1 276 137	472 184
90 010 à 100 009	128 909	39 985	2 101	377	88 987	27 755	938 512	293 459
100 010 à 125 009	391 310	65 662	5 336	522	273 456	46 005	2 444 699	415 048
125 010 à 150 009	351 346	29 889	4 423	214	245 773	20 991	1 796 019	155 186
150 010 à 200 009	529 076	18 830	6 303	137	370 950	13 366	2 156 707	79 684
200 010 à 250 009	325 458	5 449	3 618	44	229 001	3 868	1 031 376	17 641
250 010 à 500 009	529 224	3 221	5 438	29	368 219	2 323	1 131 795	7 792
Plus de 500 009	305 217	166	3 127	2	197 081	134	221 827	207
Total	**3 155 603**	**951 334**	**39 109**	**13 933**	**2 172 152**	**613 751**	**15 680 354**	**15 857 261**

(1) Situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.
(2) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU P.02-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Année des revenus (1)	1990	1994	1995	1996	1997
Revenus nets imposables :					
imposables	1 767 665	1 998 302	2 081 154	2 091 121	2 172 152
non imposables	483 177	545 998	546 349	623 666	613 751
Nombre de contribuables :					
imposables	14 296 524	14 990 137	15 474 244	15 181 182	15 680 354
non imposables	13 732 940	15 048 099	15 110 886	15 952 395	15 857 261
Montant de l'impôt net	277 332	272 536	280 785	259 615	276 396

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.

TABLEAU P.02-10

Régions : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
Charges					
Achats et charges externes	1 699	1 763	1 953	2 381	2 155
Frais de personnel	1 504	1 745	1 923	2 077	2 218
Impôts et taxes, reversements et restitutions	180	35	36	32	36
Transferts versés (1)	15 995	18 840	20 892	23 731	26 151
Charges financières	4 190	4 194	4 333	3 956	3 724
dont : intérêts des emprunts	3 633	3 692	3 610	3 223	3 067
Autres charges diverses	716	827	970	1 047	1 101
Total des charges	**24 283**	**27 404**	**30 106**	**33 224**	**35 385**
Autofinancement brut	**24 006**	**23 829**	**26 000**	**27 336**	**27 374**
Produits					
Transferts reçus (2)	11 485	13 035	15 088	17 877	18 448
dont : participations de l'État hors DGF-DGD	4 423	5 767	7 138	8 806	9 388
DGF-DGD	6 218	6 250	6 642	7 269	7 309
Impôts et taxes	35 986	37 573	39 955	41 599	43 048
dont : impôts locaux	20 285	21 754	23 431	24 146	24 784
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	15 701	15 819	16 524	17 452	18 263
Ventes, prestations et autres produits	9	9	11	11	11
Autres produits courants non financiers	390	256	568	607	808
Produits courants financiers	400	309	428	388	377
Produits exceptionnels	20	52	55	79	67
Total des produits	**48 289**	**51 234**	**56 106**	**60 560**	**62 759**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y. compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-11

Régions : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	15 815	14 278	15 666	15 981	14 025
Dépenses définitives d'investissement	35 536	33 817	35 809	37 011	34 643
Dépenses totales d'investissement	**42 354**	**40 697**	**43 690**	**45 021**	**42 920**
Variation du fonds de roulement	367	– 436	1 176	– 452	1 204
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	7 710	7 525	8 008	7 910	7 984
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	2 328	2 230	2 251	2 060	2 165
dotation régionale d'équipement scolaire	2 787	3 114	3 107	3 179	3 183
subventions et participations d'équipement reçues	1 635	1 426	1 554	1 540	1 264
Recettes réelles d'investissement	18 715	16 432	18 867	17 233	16 750
Autofinancement brut	24 006	23 829	26 000	27 336	27 374
Recettes totales d'investissement	**42 721**	**40 261**	**44 866**	**44 569**	**44 124**

TABLEAU P.02-12

Départements : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Charges					
Achats et charges externes	62 998	65 180	69 301	72 142	74 012
Frais de personnel	19 543	21 263	22 321	23 168	24 479
Impôts et taxes, reversements et restitutions	532	548	1 048	1 266	1 364
Transferts versés (1)	41 868	43 143	43 720	43 728	43 239
Charges financières	10 173	9 647	9 652	8 371	7 753
dont : intérêts des emprunts	9 623	9 380	9 272	7 844	7 166
Charges exceptionnelles	2 494	2 429	2 615	2 694	4 078
Charges à déduire	– 31	– 70	– 68	– 60	– 29
Total des charges	**137 577**	**142 140**	**148 591**	**151 313**	**154 901**
Autofinancement brut	**32 211**	**33 569**	**35 570**	**41 254**	**45 197**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	737	663	656	530	530
Transferts reçus (2)	52 789	54 449	56 494	57 459	58 010
dont : dotations de l'État hors DGD et DDFP	15 186	15 407	16 173	16 460	16 878
Impôts et taxes	113 570	117 792	124 199	131 627	138 835
dont : impôts locaux	71 871	75 969	81 075	85 303	88 786
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	41 700	41 823	43 123	46 325	50 048
Autres produits courants non financiers	1 697	1 845	1 792	1 869	1 872
Produits courants financiers	628	629	679	538	469
Produits exceptionnels	356	330	342	543	383
Total des produits	**169 788**	**175 709**	**184 161**	**192 567**	**200 098**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotation globale de fonctionnement y.compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.

TABLEAU P.02-13

Départements : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	33 669	33 263	30 981	31 380	32 948
Dépenses définitives d'investissement	57 461	56 077	53 393	53 219	52 842
Dépenses totales d'investissement	**82 809**	**77 681**	**79 641**	**81 482**	**83 196**
Variation du fonds de roulement	1 570	– 97	830	1 808	757
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	15 498	14 996	14 425	15 288	15 213
dont : fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5 088	4 919	4 703	4 614	4 573
dotation globale d'équipement	2 162	2 131	2 128	2 336	2 504
dotation départementale d'équipement des collèges	1 294	1 465	1 468	1 543	1 516
subventions et participations d'équipement reçues	5 616	5 450	4 915	,5 213	4 984
Recettes réelles d'investissement	52 168	44 016	44 901	42 036	38 755
Autofinancement brut	32 211	33 569	35 570	41 254	45 197
Recettes totales d'investissement	**84 379**	**77 585**	**80 471**	**83 290**	**83 953**

TABLEAU P.02-14

Communes : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité Publique

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997 (1)	1998
Charges					
Achats et charges externes	66 256	68 428	72 343	75 035	74 011
Frais de personnel	120 224	129 637	134 446	140 380	146 084
Impôts et taxes, reversements et restitutions	3 284	3 366	3 473	3 228	3 262
Transferts versés (2)	60 401	62 398	65 317	66 491	68 931
Charges financières	30 043	27 891	27 763	25 265	22 892
Charges exceptionnelles	3 872	3 599	4 314	3 190	3 943
Charges à déduire	– 1 636	– 1 704	– 1 523	– 1 447	– 1 551
Total des charges	**282 443**	**293 616**	**306 133**	**312 141**	**317 573**
Autofinancement brut	**45 284**	**44 043**	**49 643**	**55 834**	**59 582**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	35 537	36 121	36 372	35 171	34 688
Transferts reçus (3)	95 196	96 255	101 162	103 995	105 496
dont : dotations de l'État hors DGD	79 585	79 766	83 558	82 995	84 158
Impôts et taxes	195 072	203 254	215 562	226 016	234 156
dont : impôts locaux	149 087	153 390	163 378	171 389	177 153
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts indirects et autres taxes	45 960	49 818	52 184	54 627	57 003
Produits courants financiers	1 342	1 116	1 052	993	944
Produits exceptionnels	1 291	913	1 628	1 799	1 871
Total des produits	**327 728**	**337 659**	**355 776**	**367 975**	**377 155**

(1) Les données comptables de 1997 et 1998 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.
(2) Participations et contingents et autres transferts versés.
(3) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-15

Communes : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité Publique

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997 (1)	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	91 316	88 445	76 891	78 285	87 850
Dépenses définitives d' investissement	100 904	96 122	85 517	84 276	92 996
Dépenses totales d'investissement	**150 526**	**140 403**	**135 691**	**135 213**	**140 560**
Variation du fonds de roulement	5 024	– 5 005	3 845	3 274	1 662
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	47 984	43 882	40 814	38 200	39 696
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	12 335	11 581	11 540	10 891	9 835
dotation globale d'équipement	2 257	2 232	1 759	1 387	1 530
subventions et participations d'équipement reçues	19 167	17 795	16 449	16 585	18 243
Recettes réelles d'investissement	110 265	91 355	89 893	82 654	82 639
Autofinancement brut	45 284	44 043	49 643	55 834	59 582
Recettes totales d'investissement	**155 550**	**135 398**	**139 536**	**138 488**	**142 221**

(1) Les données comptables de 1997 et 1998 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.

SIRENE : plus de 7 millions d'adresses d'entreprises et d'établissements

Un service de l'INSEE

Le fichier d'entreprises le plus complet

- industriels, commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs, collectivités territoriales, banques, assurances, associations…

Le fichier le mieux actualisé

- 10 000 modifications quotidiennes.

60 critères de sélection

- 50 critères économiques : CA, activité, taille…
- 10 critères géographiques.

INSEE INFO SERVICE - Service SIRENE
Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75012 PARIS
Christine RAOUL
Tél. 01 53 17 88 90 - Fax 01 53 17 88 49
E-mail : christine.raoul@insee.fr

www.insee.fr

INSEE

creations

Les Jeunes ?

De l'enfance à la maturité, la transition se prolonge.

L'accès aux statuts définissant l'âge adulte est repoussé toujours plus tardivement, qu'il s'agisse de la fin des études, du départ de chez les parents, de l'entrée dans la vie professionnelle, de la constitution d'un couple et d'une famille.

Avec *Les jeunes*, l'INSEE apporte une contribution majeure à la compréhension de cette population.

Cohabitation, formation, insertion professionnelle, chômage, mode de vie, revenu, consommation, endettement, sexualité, drogue, délinquance...ne sont que quelques uns des 70 thèmes traités dans cet ouvrage.

Format 16x24, 200 pages
Réf. : SAGE CCJEU00
ISSN 0999-131X
ISBN 2-11-067-443-1

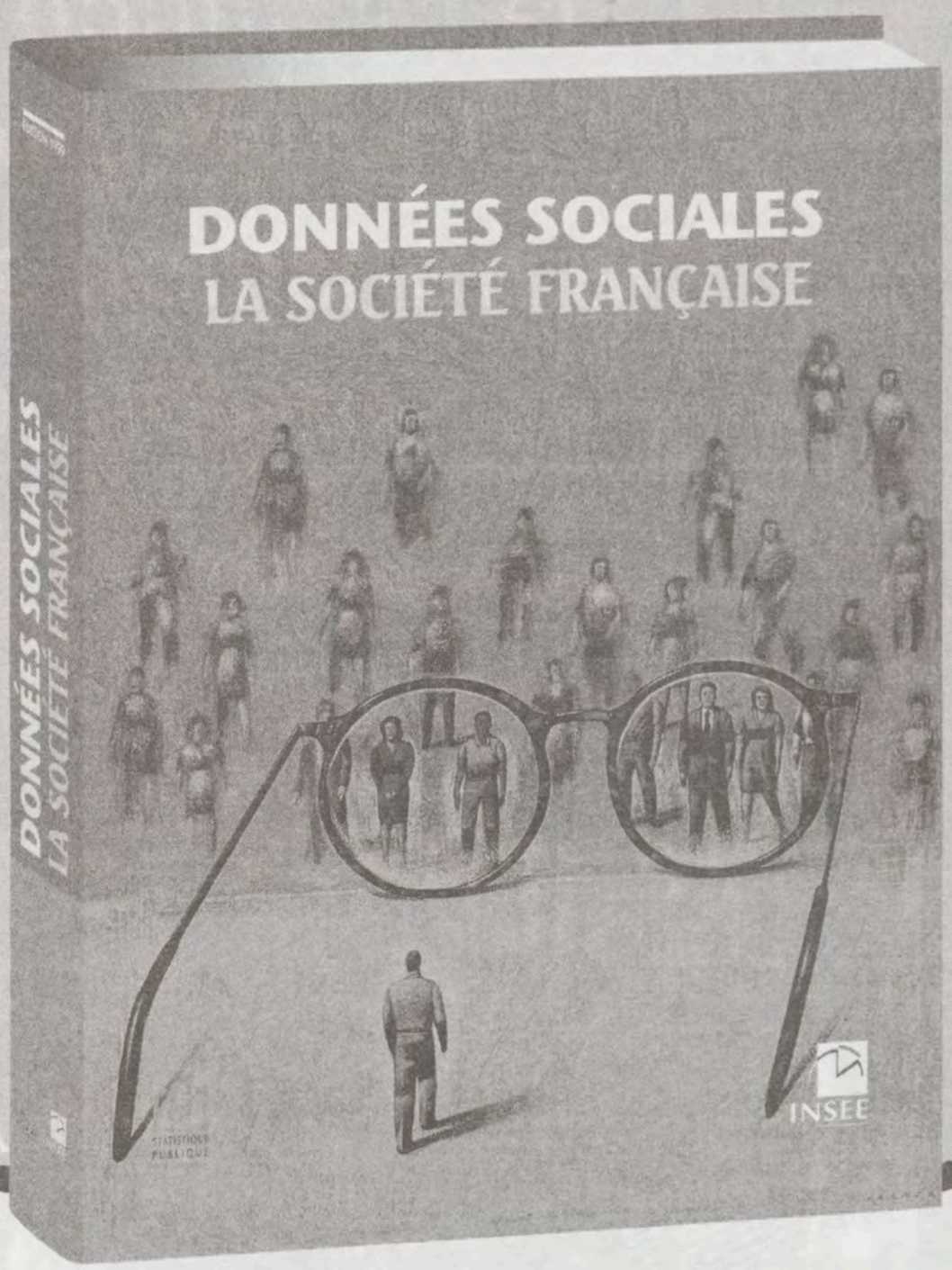
Prix : 79 F - 12,04 €

INSEE

L'information dont vous avez besoin se trouve à l'INSEE

ENJEUX DE SOCIÉTÉS

Des comparaisons internationales
Des séries rétrospectives



245 FF (37,35 €) - 512 pages
Également disponible en librairie.

Chômage des cadres... Réduction du temps de travail... Bas salaires... Systèmes de santé...
Dépense d'éducation et connaissance des élèves... Logement des ménages pauvres...
Inégalités de niveaux de vie et générations... Modes de vie... Retraites... Litiges portés devant la justice, etc.

Vous avez besoin de savoir ce qui se passe ?

L'INSEE a réuni pour vous en un seul ouvrage les analyses les plus récentes sur le domaine social.
Vous y trouverez les réponses aux questions que vous vous posez.
Données sociales vous offre le panorama le plus complet de la société française.
À lire d'urgence pour comprendre, faire des choix, participer au débat !

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

AdGENCY : 01 42 60 54 23

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "Données sociales édition 1999"

Ci-joint mon règlement de ..... FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,05 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Service/Fonction : _____
Téléphone : _____
Adresse : _____
_____
Code postal : _____ Ville : _____

Équipements, Services et attractivités

pour chaque commune, en 1998

Pour vos études de marché, vos choix d'implantation d'agences ou d'entreprises, la détermination de votre force de vente, vos prospections...

Les Fichiers Détails

L'ensemble des données collectées pour chaque commune :

- une région : 310 FF (47,26 €)
- France : 4 000 FF (609,80 €)

Pour chacun des thèmes suivants :

- Services et commerces
- Enseignement, santé et action
- Sport, loisirs et culture, eau et assainissement
- Tourisme
- Données de cadrage, aménagement du territoire, transports et déplacements

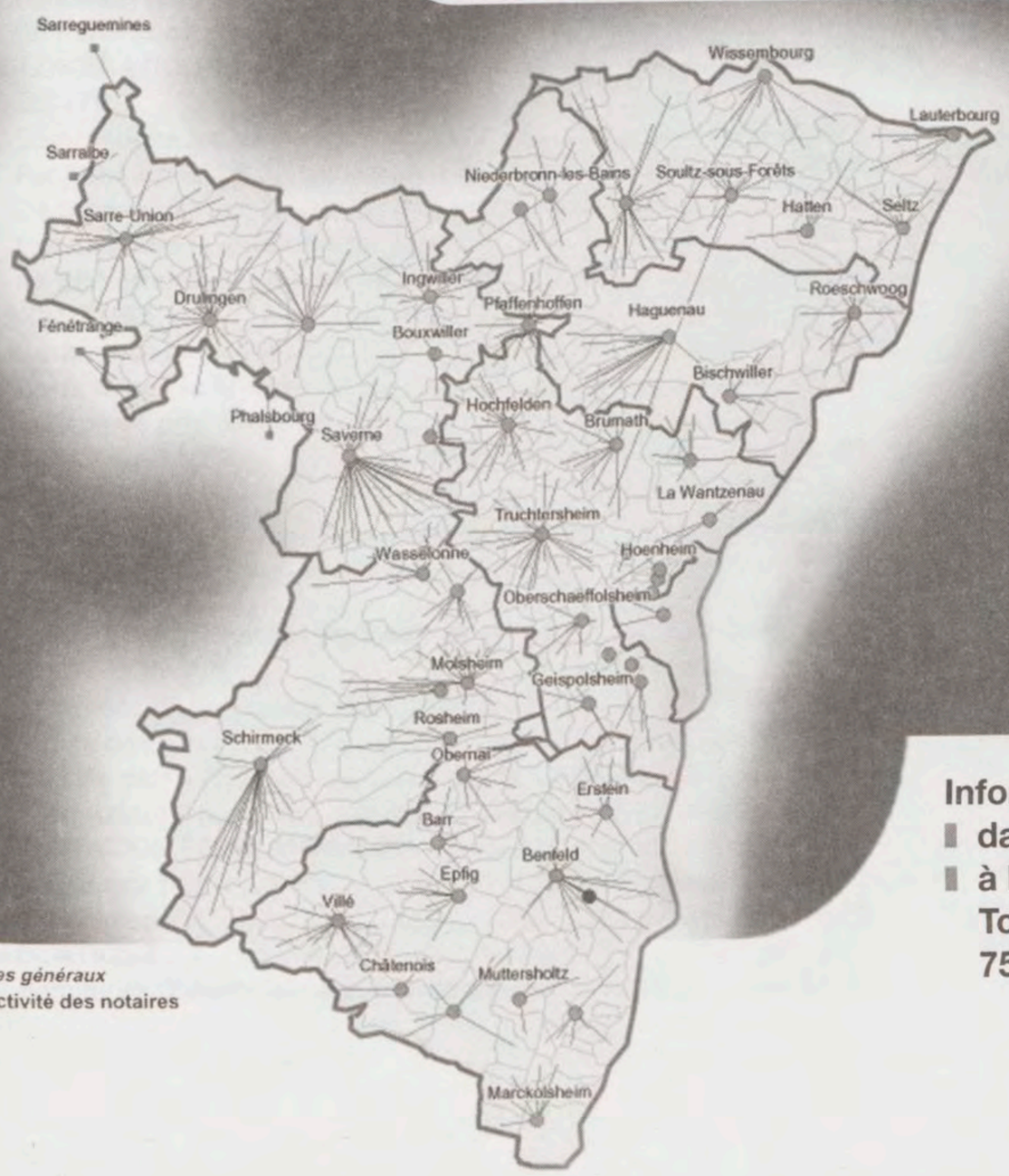
- France : 900 FF (137,20 €)

Un Fichier Synthèse Actualisé

67 équipements et services et la population de 1999 : ABCD... Pôles d'attraction 1998...

- France : 2 500 FF (381,12 €)

Communoscopes et cartovisions



Services généraux
Attractivité des notaires

Des tableaux récapitulatifs, des indicateurs synthétiques, des comparaisons par rapport à l'inventaire de 1998, des données de cadrage.
Une centaine de cartes par département permettant de situer les équipements et leurs rayons d'attraction.

- une région : 110 FF (16,77 €)
- France : 2 000 FF (304,90 €)

Information et vente :

- dans les directions régionales de l'INSEE
- à INSEE Info Service,
  Tour Gamma A, 195 rue de Bercy
  75012 PARIS

INSEE

AGENCY : 01 42 60 54 23

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE (Bétail et volailles) I04, 2, 3
ACCIDENTS
- Avion L05 11
- Chemin de fer L01 7
- Industriels A02 16
- Mer L04 9
- RATP L01 9
- Route L02 11, 12

ACCIDENTS DU TRAVAIL ..... C02 9 à 11
- Prestations versées C04 3

ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) D03 10
ACIER ..... K14 1 à 3
ACTIFS
- Agricoles I01 4
- Financiers N01 6, 7
- Monétaires N01 10
- Population ..... C01 1, 8 et 20

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... N02 1 à 5
- Cours N02 5, 6
- Émission N02 1, 2
- Taux de rendement N02 5

ACTIVITÉ
- Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) ..... M03 1 à 4
- Entreprises ..... G02 3 à 7
- Officiers du Ministère public (nombre) P01 5
- Parquets (Nombre) P01 5
- Taux d' — C01 2, 21

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ..... P01 10 et 11
AÉRONAUTIQUE K07 6, 7
AÉRONEF ..... K07 6 et L05 4
AÉROPORT ..... L05 8 à 10
AFFAIRES CIVILES TERMINÉES (Nombres) P01 4
ÂGE
- Moyen des mères B02 5, 8
- Population par — ..... B01 1 à 3, 5 à 9, 11 à 13

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises E03 1
- Effectifs ..... M03 1 à 4

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs ..... C01 13 à 16
- Rémunération (Taux de —) ..... C03 15, 17 à 19

AGGLOMÉRATION A01 7, 8
AGRÉGATS
- Comptabilité nationale ..... G01 et G03
- Par habitant G01 8
- De monnaie N01 3
- Des secteurs institutionnels G01 7
- en SPA (standard de pouvoir d'achat) G01 13

AGRICULTURE I01
- Commerce extérieur I01 22
- Comptes de la branche I01 23, 24
- Indices de prix agricoles ..... H03 1 à 3

AGRO-ALIMENTAIRE I04
AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires C04 10
- Dépenses d' — C04 9

AIRES URBAINES A01 12
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) I04
ALIMENTATION
- Dépenses d' — ..... D01 1 à 3
- Indice des prix ..... H01 2 à 4
- Prix de détail H02 1
- Production I04

ALIMENTATION POUR ANIMAUX
- Indices de prix H03 3
- Production I04 18

ALLOCATIONS
- Familiales (Bénéficiaires et montants) C04 14
- Logement ..... C04 13 et 14

ALUMINIUM K14 4, 5
AMEUBLEMENT
- Indices de prix à la consommation ..... H01 3 et H03 4
- Industrie de l' — K05 1, 2

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — H03 1
- Production animale I01 20, 21, 24

APPAREIL PRODUCTIF G02
APPAREILS DOMESTIQUES K05 5, 6
APPRENTIS F01 1, 14, 17
ARCHÉOLOGIE E02 11
ARMES (Et munitions) K08 1
ART E02
ARTICLES DE BUREAU K09 1, 2
ARTICLES DE SPORT ET DE CAMPING K05 3, 4
ARTICLES DE VOYAGE (En cuir) K02 3, 6
ASSURANCES M04
- Capitalisation M04 3
- Indice de prix à la consommation H01 4
- Maladie, volume d'actes remboursés D03 4
- Maladie C04 7
- Non-vie ..... M04 1, 3, 4, 8, 9 et 13
- Vie ..... M04 1, 3 à 5, 7, 9, 13

AUDIOVISUEL
- Budget du secteur public E01 6, 10
- Dépenses publicitaires des entreprises E01 10

AUTOBUS, AUTOCAR L02 5, 7
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) G01 9B
AUTOMOBILE
- Achat ..... D01 1 à 3
- Commerce et réparation M01 10
- Construction K06 1, 2
- Équipements ..... D01 7 et K06 1, 2
- Immatriculations L02 5, 6
- Indices de prix H01 3
- Multi-équipement en ..... D01 4 et D01 5
- Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7

AVION L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ..... F01 11 à 13
BALANCE DES PAIEMENTS O02
- Comparaisons internationales O02 7
- Investissements directs en flux O02 8

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR O01 1, 3, 5
BATEAU
- Commerce L04 4, 6
- Construction navale K07 1, 2
- Fluvial L03 4
- Pêche I03 1
- Plaisance ..... E05 6 à 8 et K07 1, 3

BÂTIMENT
- Agricole K16 8
- Autre que logement K16 8
- Données générales ..... K16 1 à 4
- Industriel K16 8

BESOIN DE FINANCEMENT ..... G01 7 et 11
BIBLIOTHÈQUE E02 16, 17, 24
BIENS CULTURELS E02 23
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix de vente industriel H03 4

BIENS DURABLES
- Consommation, équipement D01 2, 3
- Électroménager K05 5, 6

BIENS INTERMÉDIAIRES (Indices de prix de vente industriel) ... H03 4
BIÈRE I04 23
BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFEVRERIE K05 3, 4
BILAN (Voir aussi au mot principal)
- Banque de France N01 14

Banques d'Outre-Mer ..... N01 16 et 17
De l'énergie J01 1
Des entreprises G02 13
Institutions financières et monétaires N01 15
Sociétés d'assurance M04 9
Touristique (Avec l'étranger) E03 10
BITUMES J03 4
BOIS I02, K12
Bilan de la matière bois I02 13
Exploitation forestière I02 8, 9, 10, 12
Industrie du ..... K05 1, 2 et K12 1, 2
Production ..... I02 6, 7, 9 à 11, 13
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K12
BOISEMENT I02 5
BOISSON
Consommation des ménages ..... D01 1 et 3
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Prix de vente au détail H02 1
Production alcoolisée ..... I04 22 à 24
Production non alcoolisée I04 25
BONNETERIE K11 1, 2
BONS DU TRÉSOR P02 2
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2, 3, 6, 7
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 6
BROSSERIE K05 3, 4
BUDGET P02 5, 6
Ménages D01 8
BUREAU DE POSTE L06 3

C

CAC 40 ..... N02 4
CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAFÉ (Brûlerie et torréfaction) I04 19
CAISSE D'ÉPARGNE N01 8
CAMÉSCOPE (Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
CAMIONS
Parc et immatriculations de — L02 7
CAMPING-CARAVANING E03 3, 4, 5
CAOUTCHOUC K13 1, 2, 5, 6
CAPACITÉ DE FINANCEMENT ..... G01 7 et 11
CAPITAL
Compte de — ..... O02 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 13
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 2, 7A, 7B
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix ..... H01 3 et H02 1
CARTON K12 3, 4
CASINOS E05 5
CASSETTE ..... E02 16 à 18
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 16
Population par — B01 10, 11, 12
Revenus par — C03 1, 2, 12A, 14, 15, 16
Salariés par — C02 4, 5
CÉDÉROM ..... E02 27 et K03 2
CÉLIBATAIRE ..... B01 2, B02 9, 10 et 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE J04 2, 4
Consommation de combustibles J04 4
Effectifs J04 7
CENTRE CULTUREL E02 8, 9
CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION E04 15
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ..... E04 2, 3, 5 à 7
CENTRE POMPIDOU E02 8, 9
CÉRÉALES
Production de — I01 15
CHAÎNES Hi-fi (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES (Genre de programmes des —) E01 11
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHAMPAGNE I04 23
CHANTIER NAVAL K07 1, 2
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J02 6 à 8
Effectif J02 5
Exportations J02 1
Extraction J02 2
Importations J02 1, 3
Production J02 1, 6
CHARCUTERIE I04 4
CHASSE E05 11
Plans de — A02 5
CHAUDRONNERIE, CHAUDIERES K08 1, 2
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3, 7
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ..... K07 4, 5 et L01 3
CHEPTEL I01 14, 20
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) H02 4
CHERCHEUR ..... F02 3, 5, 8 et 9
CHIFFRE D'AFFAIRES
Par activité (Indice) G02 15
Commerce M01 4
Construction ..... K16 2 à 4
Entreprises ..... G02 9 à 12, 14
À l'exportation ..... G02 11 et K01 2
Industrie K01 2, 5B, 14, 15
CHIMIE K13 1, 2
CHOCOLATERIE I04 20
CHÔMAGE (Par sexe et âge, taux de) C01 3, 4
CHÔMEURS C01 1
CHSCT (Établissement ayant un —) C02 19, 20
CIDRE I04 23
CIMENT K10 7, 8
CINÉMA E02 19, 20, 24
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) L02 11, 12
CITÉ (Entrées à la — des sciences et de l'industrie) E02 10
CLASSES
Nombre de — F01 4, 7
Préparatoires aux grandes écoles F01 20, 22, 23
Supérieures F01 22, 24
CLUB SPORTIF ..... E04 8 à 12
CODEVI ..... N01 8, 9 et N02 1
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Disponibilité monétaire ..... N01 16 et 17
Effectifs C01 19
Population A01 4, 6, B01 7
Superficie A01 6
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) F01 8
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) J02 4
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 14
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE
Activité artisanale ..... M01 5 et 7
De détail ..... M01 4 à 7 et 9
De gros ..... M01 4 et 8
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 4
Par produit ..... O01 5 à 11
Produits agricoles I01 22
Produits agro-alimentaires I04 27A, 27B
Produits de la pêche I03 4, 5
Produits forestiers I02 12
Par zone O01 3, 6, 10
COMMERCE INTÉRIEUR M01
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
(Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement P02 14, 15
Population ..... A01 8 à 11
COMMUNICATION E01
Autres moyens de — L06 7
D'entreprise L06 7
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES K15 1, 2
COMPTABILITÉ NATIONALE G01, G03
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4
Financier ..... O02 1 à 4
De transactions courantes ..... O02 1 à 4
Sur livret N01 9
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 23, 24
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) ..... M04 6 à 8
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 12
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 14
CONCERT (Musique) E02 24
CONCOURS PUBLICS A L'AGRICULTURE I01 13
CONDAMNATION P01 8

CONDITIONS DE TRAVAIL C02
CONFLITS DU TRAVAIL C02 3
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3, 4, 5
CONGELATEUR (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 3
De charbon J02 1, 4, 7, 8
D'électricité J04 1, 6, 10
D'énergie J01 1, 4, 6, 9, 10
Dépenses de — finale ..... G01 1 à 3, 7, 8, 9A, 11
De gaz J05 1, 3, 6, 7
Par habitant G01 8
Médicale D03 1
Des ménages ..... D01 1 à 5
De produits pétroliers J03 5, 7, 8
CONSTRUCTION
Aéronautique et spatiale K07 6, 7
Comparaisons internationales K16 10
Électrique et électronique K09 1, 2
Indice du coût de la — H03 5
Logement K16
Matériaux de — K10 7, 8
Mécanique K08 3, 4
Métallique K08 1, 2
Navale K07 1, 2
CONTRAT (À durée déterminée) C01 10
CONTRAVENTION P01 7
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ..... C03 8 et P02 3
CORPS GRAS I04 10, 11
COURRIER (Transport du —) L06 4
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2
COÛT (Main d'oeuvre) ..... C03 20 à 22
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
De services aux entreprises M02 3
De services aux particuliers M03 3
CRÉDIT
Agricole I01 12
Institutions financières monétaires N01 11
Crédit-bail ..... M02 5 à 8
Établissements de — N01 12, 13
Interne N01 12
CRÈMES GLACÉES, GLACES ET SORBETS I04 14
CRIME P01 8
CUIR (Industrie du —) ..... K02 3, 5 à 7
CUIVRE K14 4, 5
CULTURE E02
CULTUREL (Fréquentation des lieux) E02 24
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 16, 24
CYCLES K07 4

D

DÉCÈS ..... B02 1, 12 à 17, 21 à 24
Par causes D03 14, 16, 17
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
Commerce M01 2
DÉFENSE C01 13
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 15 et 16
DÉLINQUANT P01 8
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) C01 12
DÉMOGRAPHIE B01, B02, B03, B04
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Indicateurs synthétiques B02 3
DENSITÉ DE POPULATION A01 2, 5, 6, 7, 9
DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement P02 12, 13
Population ..... A01 3, 5 et 13
Superficie A01 5
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs C01 20
Masse monétaire N01 17
Bilan agrégé des banques N01 16
Bureau de poste L06 3
Caractéristiques principales de l'agriculture I01 27
Chômage C01 21
Commerce extérieur ..... O01 12 à 19
Démographie B02 21
Diplôme B01 9
Électricité J04 8
Étrangers B03 8
Exploitations agricoles I01 25, 26
Exploitations forestières I02 10
Indices de prix à la consommation H01 6, 7
Ménages B04 6, 7
Monnaie, crédit ..... N01 16 et 17
Plaisance (Immatriculations) E05 8
Population B01 6, 18
Superficie forestière I02 3
Transport aérien L05 6
Transport maritime L04 7
Utilisation du territoire I01 26
DÉPENSE
Pour l'emploi C01 18
Santé ..... D03 1 à 3 et 6
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) B01 16
DÉPÔT
A vue N01 9
A terme N01 9
Légal E02 12
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) F03 5
DETTE DE L'ÉTAT P02 2
DETTE SOCIALE
Caisse d'amortissement de la — (CADES) P02 3
Contributions pour le remboursement de la — (CRDS) ..... P02 3 et C03 8
DEVIS CNC
Production aidée par genre E01 9
Production de films E01 7
DEVISES (Cours des) N02 6
DIPLÔME F01 12, 13, 16, 19, 22, 26, 27
Animateur E04 1, 4
Au recensement B01 8, 9
Directeur E04 4
DISQUE COMPACT ..... E02 17 à 18 et K03 2
DIVORCE B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 21, 22, 24
DONNEURS D'ORDRE K01 11
DOW JONES (Euro Stoxx) N02 8A, 8B
DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL C02 1
DURÉE OFFERTE DU TRAVAIL C02 1
DURÉE DU TRAVAIL (Par branche) ..... C02 1 et G03 4

E

EAU
De pluie A02 1
Consommation, pollution ..... A02 10 à 15 et 20
De boisson (Production) I04 25
ÉCHANGES EXTÉRIEURS O01
ÉCOLES
Maternelles et primaires F01 4, 5
Supérieures F01 19, 20, 23
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) J01 7
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION
Livres ..... E02 12 à 15
Presse (Chiffres clés) E01 1, 2, 3
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION K03
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) E04 14
ÉDUCATION F01
Budget F01 30, 31
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ..... C01 13 à 16
Par branche d'activité C03 5, 6
Budgétaire de la justice P01 2
Dans les entreprises K01 2, 9
Féminin de l'État C01 16
De la fonction publique territoriale C01 19
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) C02 14
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J04 9, 10
Consommation des ménages D01 3, J04 1
Production J01 1, 2, J04 1, 3, 9
Tarifs à Paris H02 3
ÉLÈVES ..... F01 1, 3 à 10
Par origine sociale F01 24, 25
De terminale F01 10, 11
EMPLOI
Biens et services ..... G01 1 à 3
Équivalent temps plein G03 2, 3
Intérieur ..... G03 1 à 3, K01 1
En personnes physiques G03 1, 3
Salarié G03 3
ENDETTEMENT INTÉRIEUR N01 4

ÉNERGIE
Bilan ... J01
Comparaisons internationales ... J01 8 à 11
Économies d' — ... J01 7
Exportations ... J01 1
Grandeurs caractéristiques ... J01 2
Importations ... J01 1
Nucléaire ... J04 1 à 3
Primaire ... J01 1, 3, 4, 8, 9,10
Prix ... H02 1 à 3
ÉNERGIES RENOUVELABLES ... J01 1, 3 à 5
ENFANT
Légitime ... B02 1, 4 à 7
Naturel ... B02 4, 5, 7
Qualité juridique ... B02 4, 5
ENGRAIS ... I01 9, 27
Indice de prix ... H03 3
ENREGISTREMENTS (sonores, vidéos, informatiques) ... K03 1, 2
ENSEIGNANTS ... F01 28, 29
ENSEIGNEMENT ... F01
Agricole ... F01 15
Art, musique, histoire de l'art ... E02 22
Différents niveaux ... F01 8 à 10, 11, 14, 20 à 22, 27
Sanitaire et social ... F01 16
Supérieur ... F01 20, 22, 23, 26
ENTREPRISES
Par activité ... G02 3, 5, 14, 15 et 19
Artisanales ... G02 19
Forme juridique ... G02 5, 7, 9 et 19
Groupes ... G02 16 à 18
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) ... G02 2 à 7
Nombre d' — ... G02 1, 3 à 5, 9 à 11, 14 et K16 1 à 3
Performances des ... G02 15
Selon régime fiscal ... G02 9 à 13
Par taille ... G02 1, 3
Transport routier ... L02 1, 2
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes ... K01 14
PMI ... K01 14, 15
Principales évolutions ... K01 5B
Principales grandeurs ... K01 14
Par secteur ... K01 2, 5
ENVIRONNEMENT ... A02
Dépense ... A02 19 à 21
ÉPARGNE ... N01 3, 10, 17
Brute ... G01 7, 8
Taux d' — ... G01 9
ÉPURATION ... A02 14, 18
ÉQUIPEMENT
Culturel ... E02
Électroménager ... K05 5, 6
Indices de prix de vente industriels ... H03 4
Ménages ... D01 4, 5, 7
Touristique ... E03 2, 3
ESPACES NATURELS ... A02 3A
ESPÈCES DE VERTÉBRÉS (État des —) ... A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Par activité ... G02 4
De commerce ... M01 3
De crédit ... N01 2
Employeurs (Activités immobilières) ... M03 2
Employeurs (Services aux particuliers) ... M03 2
Employeurs (Services aux entreprises) ... M02 2
Enseignement ... F01 7, 15
Hospitaliers (Équipement et activité) ... D03 9, 11
Par taille ... G02 4
Tourisme ... E03 2, 3
ÉTAIN ... K14 4, 5
ÉTAT
Dépenses ... P02 1, 5
Dette ... P02 2
Recettes ... P02 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL ... B01 2 et B02 9, 10, 12
ÉTAT-CIVIL ... B02
ÉTRANGERS ... B03
Par activité économique ... B03 4, 8
Par âge ... B03 2, 8
Par catégorie socioprofessionnelle ... B03 3
Famille ... B03 5
Fécondité ... B02 7
Natalité des — ... B02 7
Nationalités ... B03 1, 2, 3, 5
Permanents ... B02 19, 20
Salariés ... B02 18 et B03 3, 4
Par sexe ... B03 2, 4, 8
Vacances à l' — ... E03 6
ÉTUDIANTS ... F01 1, 20, 21, 23 à 25
EURO (Parité) ... N01 1
EXCÉDENT NATUREL ... B02 1, 21 à 24
EXPLOITATION
Agricole ... I01 1 à 3, 11, 25
Compte d' — ... G02 12
Forestière ... I02 8, 9, 10, 12
Résultat d' — ... K01 2
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale ... G01 1, 2, 11
D'électricité ... J04 1
EXPOSITION ARTISTIQUE ... E02 6, 7, 8, 9

F

FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle ... B04 5
Monoparentales ... B04 5, 7
Nombre d'enfants ... B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) ... K01 6 et G01 12
Comptabilité nationale ... G01 1, 2, 3, 7, 11
FÉCONDITÉ ... B02 2, 3
FÉDÉRATION SPORTIVE ... E04 8 à 13
FER (Minerais de —) ... K10 1, 2
FERRO-ALLIAGE ... K14 1, 3
FERROVIAIRE
Matériel — ... K07 4, 5
Transport — ... L01
FILM ... E01 7, 8
Cinéma ... E02 19, 20
Coût ... E01 8
Télévision ... E01 9, 11, 13
FIBRES ARTIFICIELLES ET SYNTHÉTIQUES ... K13 5
FINANCEMENTS (De l'économie) ... N01 5
FINANCES
Marché financier ... N02
Publiques ... P02
FIOUL ... J03 4
FLOTTE
Aérienne ... L05 3
Commerciale ... L04 3
Fluviale ... L03 4
Pêche ... I03 1
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) ... C03 15 à 19
FONDERIE
travail des métaux ... K14 6, 7
Production ... K14 7
FONTE ... K14 7
FORÊT ... I02
Incendies de ... I02 4
FORMATION ... F01
Professionnelle continue ... F01 17, 18
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES ... E02 11
FOURRURES (Industrie des —) ... K02 1
FRANCE TÉLÉCOM ... L06
Personnel ... L06 5
FRUITS
Conserves ... I04 8, 9
Consommation des ménages ... D01 1, 3
Indices des prix à la production et de gros ... H03 1, 2
Prix, indices de prix à la consommation ... H01 3 et H02 1
Production ... I01 19, 22, 24

G

GAINS SALARIAUX ... C03 11 à 12
GANT ... K02 2
GAZ ... J05
Bilan de l'énergie ... J01 1
Comparaisons internationales ... J05 5, 6, 7, 8
De France (Effectif) ... J05 4
Tarifs à Paris ... H02 2
GAZODUC (Transport du gaz) ... J05 2
GAZOLE
Livraisons ... J03 4
Prix ... H02 1
GÉNIE CIVIL ... K16 1 à 3
GÎTES RURAUX ... E03 3

GRAIN I04 15, 16
GRANDES SURFACES (Commerce) M01 1
GRÈVES C02 2
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 16 à 18
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) I01 11

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Industrie de l' — K02 1, 2
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — C04 9, 10
Établissements pour — D03 12
HÉBERGEMENT E03 3, 4, 5
HÉLICOPTÈRE L05 4
HIPPISME E05 1, 2
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
Équipements D03 11
Établissements D03 9
HORLOGERIE K05 7, 8
HOSPITALISATION D03
Équipement D03 11
Activité D03 11
HÔTEL
Hôtellerie homologuée E03 2
Indices de prix H01 4
Salariés M03 1, 4
HOUILLÈRES
Effectif J02 5
Production J02 2
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2, 3
HYDROLOGIQUE A02 1
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMAGE L06 10
IMMATRICULATIONS
De navires E05 6, 7, 8, 9
De véhicules L02 5, 6
IMMIGRANTS (Type de procédure) B02 18
IMMIGRÉS
Par âge B03 10
Par pays de naissance B03 9
Par sexe B03 9, 10
IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale G01 1, 2, 11
De gaz J05 1
IMPÔT P02 7, 8, 9
Sur le revenu P02 8,9
IMPRIMERIE K03
INCENDIES DE FORÊTS I02 4
INDEMNITÉS (catastrophes) A02 17
INDICATEUR (Des entreprises) M02 4, M03 4
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICATEURS MONETAIRES G03 6
INDICE (Voir aussi au mot principal)
Coût de la construction H03 5
Prix agricoles à la production H03 1
De production industrielle ..... K01 3 et 4
Des traitements des fonctionnaires C03 19
Prix ..... H01 et H03
INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS H03 4
INDICE DES PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS H03 6
INDICES (Voir aussi au mot principal)
Boursiers N02 4, 8
De chiffre d'affaires par activité G02 15
Commerce extérieur (Valeur) O01 7B, 10
Commerce extérieur (Volume) O01 7A
INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION H01
INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS (IPCH). H01 1
INDICES DE PRIX D'ACHAT DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE (Voir IPAMPA)
INDICES DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES .. H03 2
INDUSTRIE
Données générales K01
Évolution par branche K01 1
Indices de prix de vente H03 4
manufacturière K01 4, 5B, 9, 15
pharmaceutique K04 1, 2
INDUSTRIE DU POISSON
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 6, 7
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires, production). I04 12, 13
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) I04 19, 20
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 17, 18
INDUSTRIES DES BOISSONS
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 21, 22
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 8, 9
INDUSTRIES DES VIANDES
(Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 1, 4
INFORMATION E01
INFRACTIONS P01 1
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 19
INSTITUTEUR F01 28, 29
INSTRUMENTS
De mesure K09 3, 4
De musique K05 3, 4
INTÉRIM C01 10
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 8
INTERNET
Abonnés L06 9
Taux de connexion ..... D01 4 et D01 5
Trafic L06 7, 9
INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE (IVG) C04 9
INVESTISSEMENT
Construction K16 11, 12
Direct (en flux) ..... O02 8, 9 et K01 12
Des entreprises G02 11
Immatériel K01 8
Industriel K01 6
International O02 9
Matériel K01 8
Productif K01 5B, 6
Par secteur ..... K01 7, O02 8 à 9
IPAMPA H03 3
IPCH (Voir INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS)
ITINÉRIS (Téléphones mobiles) L06 8

J

JEUNESSE
Juridiction de la — P01 9
Et sports E04
JEUX K05 3, 4
D'argent ..... E05 3 à 5
JOUET K05 3, 4
JOURNAUX ..... E01 1 à 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 7, 8
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) P01 6
JURIDICTION CIVILE (Activité) P01 3
JUS DE FRUITS I04 8, 25
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE P01

L

LAIT
Consommation des ménages D01 1, 3
Production, chiffre d'affaires ..... I04 12 et 13
LANDAU K05 3, 4
LAVE LINGE (Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
LAVE LINGE SECHANT (Taux d'équipement des ménages)... D01 4 et D01 5
LAVE VAISSELLE (Équipement) ..... D01 3 à 5, 7
LECTURE E02 26
LÉGUMES
Conserves I04 8, 9, 19
Consommation des ménages D01 1, 3
Indice des prix à la production et des prix de gros H03 1, 2
Prix de détail et indices de prix à la consommation. H01 3 et H02 1
Production légumes frais I01 18
LICENCE SPORTIVE ..... E04 8 à 13
LICENCIEMENT C02 21
LIGNES
Aériennes L05 6
Électriques J04 5

Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) ..... E02 12 à 15 et K03 1, 2
LIVRET JEUNE ..... N01 8 et 9
LOCATAIRE ..... D02 3, 4 et 5
LOGEMENT D02, K16
Autorisé ..... K16 5 à 7
Avec ascenseur D02 6
Avec Digicode-interphone D02 6
Avec garage, box, parking D02 6
Avec gardien D02 6
Nombre de pièces ..... D02 2 à 4
Selon l'âge de la personne de référence D02 5
Budget des ménages D01 1, 2, 8
Commencé K16 9
Confort ..... D02 3 à 6
Époque d'achèvement ..... D02 1, 3, 4 et 6
Indice du coût de la construction H03 5
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Individuel et collectif K16 13
Neuf K16 13
Nombre de personnes par logement et par pièce ..... D02 3, 4 et 5
Parc locatif social K16 14
Vacant ..... D02 1 et 2
Ventes-stocks K16 13
LOGEMENTS ANCIENS (Indices des prix à Paris et en province) H03 6
LOI DE FINANCES (Exécution) P02 1
LOISIRS E05
Centre de ..... E04 5 à 7
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS (Indices de prix à la consommation) ..... H01 2 à 4
LUNETTES (Production) K05 7, 8

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) G01 15
MACHINE AGRICOLE
Construction de — K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MACHINES DE BUREAU K09 1, 2
MACHINE OUTIL K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MAGNÉTOSCOPE (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5, 7
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle ..... D02 3 et 4
MALADIE
Longue D03 13
Professionnelle C02 8
MANDATS POSTAUX (Tarifs) H02 4
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5A, 5B, 6, 9, 10
Trafic ferroviaire L01 5, 6
Trafic maritime L04 5, 6, 7
MARCHÉ
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2
MARIAGE ..... B02 1, 9 à 11, 21
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MAROQUINERIE K02 3, 6
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE N01 17
MASSE SALARIALE C03 5
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K10 7, 8
MATÉRIEL
Agricole ..... I01 8 et K08 3, 4
de commutation et de télécommunications K09 1, 2
Électrique K15 1, 2
Électroménager K05 5, 6
Ferroviaire ..... K07 4, 5 et L01 3
Informatique K09 1, 2
Médico-chirurgical et d'orthopédie K09 3, 4
Photographique K05 7
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 13, 14
MATIÈRES PLASTIQUES K13 1, 2, 5, 7
MÉCANIQUE (Industrie) K08 3, 4
MÉDECIN ..... D03 5 et 8
MÉDIAS E01
MÉNAGE B04
Âge de la personne de référence B04 4
DOM B04 6, 7
Équipement D01 4, 5, 7
Nombre de — B04 1
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Revenu C03 1
Structure du — B04 4
MER
Interventions et accidents en — L04 9
Produits de la — ..... I03 3 à 5
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K14
MÉTAUX
Précieux K14 4, 5
Travail des — ..... K14 6 à 8
MÉTHANIER K07 2
MEUBLES (Fabrication de) K05 1, 2
MIDCAC N02 4
MICRO-ONDES (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5, 7
MICRO-ORDINATEURS
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5
Pratiques audiovisuelles E02 27
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
Extraction et préparation de — K10 1, 2
De fer et sidérurgie K14 1, 2
Métaux et demi-produits non ferreux K10 1, 2
Métaux ferreux K14 1, 2
MINÉRAUX DIVERS K10 3, 4
MINIMA SOCIAUX (Allocataires de —) C04 20
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTÈRES (Effectifs des) ..... C01 13 à 16
MINITEL L06 9
Taux d'équipement D01 4, 5
MOBILES (Abonnés aux téléphones) L06 8
MONNAIE N01 3, 17
Parité de l'euro N01 1
MONNAIES ET MEDAILLES (Fabrication) K05 3, 4
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1 à 4, 24
MORT-NÉS ..... B02 1, 4 et 21
MORTALITÉ ..... B02 2, 13 à 17, 21 à 24
Causes de décès D03 14, 16, 17
Infantile ..... B02 2, 13, 17, 21 à 23 et D03 16
Tables de — B02 15, 16
Taux de — ..... B02 2, 13, 14, 17, 21 à 24
MOTEURS, GÉNÉRATRICES ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES K09 1, 2
MOTOCYCLE (Production) K07 4
MULTIMÉDIA L06 9
MUSÉE ..... E02 5 à 8, 24

N

NAISSANCES ..... B02 1, 4 à 8, 21 à 24
NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated) N02 7A, 7B
NATALITÉ ..... B02 2, 17, 21 à 24
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) ..... B02 7, 10, 17 et B03
Acquisition, perte B03 6
Données démographiques B02 7, 17
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 16
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculations) E05 6, 7, 8, 9
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 21 à 24
NICKEL K14 5
NON SALARIÉ C01 1
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 3
Production brute d'électricité J04 9
Production d'électricité thermique classique ..... J04 1 à 3
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUMÉRIS L06 7
NUPTIALITÉ B02 2, 3, 11, 17, 21

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1 à 3, 5
OPEP J03 6
OPÉRATIONS FINANCIÈRES N01 7
OPTIQUE K05 7, 8
OPVCM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... N01 3, 5 et 15
OR (Cours de l' —) N02 6

ORDURES MÉNAGÈRES A02 18

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTONS K12 3, 4
PARACHIMIE K13 3, 4
PARC
Automobile (Des ménages) D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02 7
PARCS NATIONAUX A02 3
PARFUMS (Et produits de toilette) K04 3, 4
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC P01 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 9, 13
PARTS DE MARCHÉ (Par pays) O01 2
PÂTE À PAPIER K12 3, 4
PATRIMOINE
Des secteurs institutionnels N01 6
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UE et CEE)
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture I01 2, 14
Assurances ..... M04 10 à 12
Balance des paiements O02 7
Comptabilité nationale G01 12, 13, 14
Population, superficie, densité A01 2
Production industrielle K01 4
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 4
Trafic aérien L05 10
Trafic maritime L04 6
PEAUX (Collecte de —) K02 4
PÊCHE
Loisir E05 11
Maritime I03
PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE (Commerce extérieur) O01 11
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 6
PÉPINIÈRE I02 6
PERSONNEL
Hospitalier (Effectifs) D03 7
De la marine de commerce L04 2
Navigant et à terre L03 2
De santé D03 5, 7, 8
Transports aériens L05 1, 2
PÉTROLE J03
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J03 6 à 9
Déstockage J03 1
Production J03 1, 6, 9
Stockage J03 1
PHARMACIE
Indices de prix de détail des spécialités vendues en — H01 5
Production industrielle K04 1, 2
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN K04
PHARMACIEN D03 5
PHONOGRAMME ..... E02 16 à 18
PIB ..... G01 1 à 5, 8, 11 à 14
Par habitant G01 8, 13
PIÈCES (Nombre par logement) ..... D02 2 et 4
PLACEMENTS FINANCIERS N01 5
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) M04 13
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT ..... N01 8 et 9
PLATS PRÉPARÉS APPERTISÉS ET SURGELÉS (production) I04 5
PLOMB K14 4, 5
PMI K01 14, 15
PNEUMATIQUE (Production) K13 5, 6
POISSON
Espèces débarquées I03 3
Indices de prix ..... H01 3 et H02 1
POLLUTION A02 21
Atmosphérique ..... A02 6 à 9
Dépenses A02 21
Des eaux continentales A02 11
Industrielle de l'eau ..... A02 10 à 15,
De la mer A02 12
POMPES-COMPRESSEURS K08 3, 4
POPULATION ..... A01 et B01 à B04
Par âge ..... B01 1 à 3, 5, 11, 13
Des agglomérations A01 7, 8
Par catégorie socioprofessionnelle ..... B01 10 à 12, 14
Des collectivités B04 3
Des collectivités territoriales A01 4, 6
Des communes ..... A01 8 à 11
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Des départements A01 3, 5, 13
Des DOM B01 6, 12, 15, B02 21
Estimation A01 2
État matrimonial B01 2
Des habitations mobiles B04 3
Mouvement naturel ..... B02 1, 2, 21 à 24
Non réintégrée B04 3
Des pays étrangers A01 2
Projection A01 2
Des régions A01 3, 5, 13
Réintégrée B04 3
Résidente occupée C01 5
Par sexe ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
Salariée ..... C01 6 et 7
Solde migratoire B02 1
Des TOM ..... A01 4, 6, B01 7 et B02 22 à 24
Urbaine — rurale A01 8, 11
POPULATION ACTIVE ..... B01 8, 9, 12, 15, B03 3 et C01
Par activité B01 12
Ayant un emploi (Par statut) B01 13, 14
Par statut B01 15
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 5
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ... F01 1 à 3, 5, 6, 8 à 10, ... 14 à 16, 20 à 23
PORTS MARITIMES
Mondiaux L04 6, 8
Trafic des — L04 6
POSTE L06
Effectif L06 1
Tarifs H02 4
POUSSETTE K05 3, 4
PRATIQUES ARTISTIQUES E02 25
PRATIQUES AUDIOVISUELLES E02 27
PRÉLÈVEMENTS
Fiscaux (Taux de —) G01 10
Sociaux (Taux de —) G01 10
Obligatoires ..... G01 10 et P02 3, 4
Supplémentaires E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales). C03 8
PRENEURS D'ORDRE K01 10
PRÉRETRAITE (Montants) C04 3
PRESSE ..... E01 1 à 4 et K03 1, 2
PRESTATIONS
Familiales ..... C04 11 à 14
Maladies C04 8
Sociales C04 2, 3, 4
Versées par les caisses de sécurité sociale C04 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) C04 18
PRÊTS N01 12
PRIME D'ASSURANCE ..... M04 3, 4, 10 à 12
PRIX
Agricoles (Indices) H03 1
À la consommation (Indices) H01
À la consommation (Voir aussi COÛT) H02
De gros alimentaires (Indices) H03 2
Des logements anciens (Indices) H03 6
De vente industriels (Indices) H03 4
Terres agricoles I01 7
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole ..... I01 14 à 21, 27
Agro-alimentaire ..... I04 1 à 26
Énergie J01 1, 3, 8
Forestière I02 7, 9, 10, 11, 13
Fruitière I01 19
De gaz J05 1, 5, 8
Glaces et sorbets I04 14
Indices des prix agricoles à la — H03 1
Industrielle (indices de la —) K01 3, 4
PRODUCTIVITÉ (Apparente du travail) G03 5
PRODUIT
Commerce extérieur par — . O01 5 à 7, 9, 10, 13, 15, 17, 19, 21, 23
Métalliques K14 6, 8
Pétrolier (Importation) J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) J03 4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Voir PIB)
PRODUITS
Blancs K05 5, 6
Bruns K05 5, 6
de carrières K10 3, 4
Chimiques K13 1, 2
Énergétiques (Indices de prix de vente industriels) H03 4

Manufacturés ..... H01 2 et O01 11
Pharmaceutiques ..... H01 3 et K04 1, 2
PROFESSEUR F01 28, 29
PROFESSIONS
Artistiques et littéraires E02 28
De santé (Effectif et densité) D03 5, 7, 8
PROPRIÉTAIRE ..... D02 3 à 5
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE
Compte C04 1
En Europe (Dépenses) C04 5
En Europe (Recettes) C04 6
Indice de prix à la consommation H01 4
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) E01 10
PUISSANCE (Des centrales électriques) J04 2

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) E01 12
RADIOMESSAGERIE (Abonnés) L06 8
RADIOTÉLÉPHONE (Abonnés) L06 11
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 3
RANDONNÉES (Pédestres) E03 9
RATIOS (Comptabilité nationale) G01 9
RATP L01 8, 9
Tarifs H02 6
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 6
RECHERCHE (Par branche) F02 7, 8
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT F02
Dépenses F02 1, 2, 5, 6, 7
Effectifs ..... F02 3, F02 5, F02 8 et 9
Entreprises ..... F02 1, 5 et 7
Financement F02 2
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 5, 6
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL C01 18
RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR
(Taux d'équipement des ménages) D01 4, D01 5
RÉFRIGERATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ
(Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
RÉGION (Population) A01 3
RÉGIONS (Superficie, densité) ..... A01 5 et 13
RÉGIONS (Fonctionnement, investissement) P02 10, 11
RÈGLEMENT
Par pays ..... O02 3 à 6
Par zone O02 3, 4
REMEMBREMENT I01 10
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE)
Épargne N01 8
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE D01 4, 5
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ..... C02 21 et 22
REPRISES (D'entreprises) G02 6
RER (Voir RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL)
RÉSEAU
Cablés L06 10
Métro L01 8, 9
Routier L02 4
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER) L01 8, 9
RÉSERVES
Charbon J02 6
Gaz J05 5
Naturelles A02 3
Pétrole J03 6
RÉSIDENCE (Tourisme de—) E03 4
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE ..... D02 2 et K16 7
RESSOURCES ET EMPLOIS (Biens et services) ..... G01 1 à 3
RESTAURANTS (Salariés) M03 1, 4
RESTAURATION (Indice de prix à la consommation) H01 3
RÉSULTAT (Compte de —) G02 12
RETRAITE ..... C04 15 à 17
REVENU C03 1, 4
Complément de — C04 13, 14
Disponible G01 7, 8, 9A
Par habitant G01 8
Et salaire C03
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) ..... C04 20 à 24
RÉVERSION (Pension de —) C04 16

S

SALAIRE ..... C03 5, 6 et G03 4
Annuel ..... C03 6, 15 et 16
Horaire de base des ouvriers C03 13
Mensuel de base des salariés C03 14
Par déciles C03 7
Taux de — ..... C03 13, 14 et 16
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) ..... C01 1, 5, 6, 7, 9, 10 et 13
Des activités immobilières M03 1
Commerce ..... M01 3, 8 à 10
Construction K16 1
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des entreprises de service ..... M02 1 et M03 1
Représentativité C02 13
Au SMIC C03 10
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 16
Service de — (Indices de prix à la consommation) ..... H01 2 à 4
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN K04 3, 4
SCIERIE I02 8, 11, 12
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 10
Professionnel F01 9
SECOND DEGRÉ ..... F01 6 à 8, 12
SECTEUR
D'entreprises (Services aux entreprises et aux particuliers) . M02 1 à 4, M03 1 à 4
SECTIONS SPORTIVES E04 15
SÉCURITÉ SOCIALE C04 2
SÉJOURS DE VACANCES (À l'étranger) E03 6
SERVICES
Aux entreprises M02
Indices de prix ..... H01 2 à 4
Aux particuliers et activités immobilières M03
Prix et tarifs H02
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) ..... M03 1 à 4
SERVICES POSTAUX H02 4
SERVICES PUBLICS (Tarifs et indices de prix) ..... H01 2, 3 et H02
SEXE (Population par —) ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
SIDA D03 15
SIDÉRURGIE (Production) K14 1, 2
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A02 3
SMIC C03 9, 10
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurances M04 1
Financières N01 13
SOINS PERSONNELS (Prix de détail) H02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 27
SOUS-TRAITANCE K01 10, 11
SPORT E04
De haut niveau E04 16
STATUT (Effectif de la Fonction publique par —) ..... C01 15 et 16
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
Industrielle K01 2
De la population B01
SUCRE
Consommation des ménages D01 3
Fabrication I04 20
SUPERFICIE
Répartition du territoire métropolitain A01 1
Des exploitations agricoles I01 1, 2, 10, 25
Forestière I02 1, 2, 3
Pays étrangers A01 2
Régions et départements A01 5
Territoires d'outre mer et collectivités territoriales A01 6
Espaces naturels protégés A02 3
SYNDICAT
Délégués syndicaux ..... C02 16 à 18, 20
Élections aux comités d'entreprises C02 14
Représentativité C02 12

T

TABAC (Production) I04 26
TARIFS
Services publics ..... H02 2 à 4
Taxis H02 5
TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité dans les DOM C01 21
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement G01 9B

Chômage ..... C01 4, 17 et 21
De couverture O01 8
Épargne des ménages G01 9A
Indépendance énergétique J01 5, 11
Intérêt ..... N01 2, 8, 10 et G03 6
Mortalité ..... B02 17, 21 à 24
Mortalité infantile ..... B02 2, 13, 14, 21 à 23
Natalité ..... B02 2, 17, 21 à 24
Nuptialité B02 2, 3, 11, 17, 21
Prélèvements obligatoires G01 10
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 13
Rémunérations annexes C03 16
TAXE P02 6, 7
TAXIS (Tarifs à Paris) H02 5
TECHNOLOGIES (Utilisateurs de nouvelles —) C02 7
TÉLÉCOMMUNICATIONS L06
TÉLÉPHONE
Mobile L06 12
Taux d'équipement des ménages européens D01 7
TÉLÉPHONE PORTABLE (Taux d'équipement des ménages) .. D01 4, 5
TÉLÉPHONIE
Fixe L06 6
Mobile L06 8
TÉLÉVISION ..... E01 5, 9 à 13
Achat des ménages D01 2, 3
Durée d'écoute quotidienne E01 12
Émissions par genre et chaîne E01 11, 13
Fabrication K05 5, 6
Production aidée par genre E01 9
Redevance E01 5, 6
TÉLÉVISION COULEUR
Multi équipement en ..... D01 4 et D01 5
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7
TEMPS PARTIEL C01 8
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) O01
TERRES ARABLES I01 6, 26
TERRES LABOURABLES I01 7
TERRITOIRE A01
Occupation physique du A02 2
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)
Commerce extérieur ..... O01 20 à 23
Démographie ..... B02 22 à 24
Indices de prix à la consommation H01 7
Monnaie N01 17
Superficie, population ..... A01 4, 6 et B01 7
Transport aérien L05 6
TEXTILE
Artificiel et synthétique K11 1, 2
Indices de prix H01 3, 4
Industrie K11 1, 2
Naturel (coton, soie, laine) K11 1, 2
THÉATRE E02 21, 24
TIRAGE (Presse) E01 1
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOUR EIFFEL (Entrées) E02 4
TOURISME E03
International E03 12
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles I01 8
Immatriculation de — L02 5
Indices de prix des — H03 3
Routiers K06 1, 2
TRAFIC
Aérien ..... L05 5 à 10
Ferroviaire ..... L01 4 à 6
Fluvial L03 5, 6
Maritime ..... L04 4 à 7
Portuaire L04 5, 6, 8
Postal L06 4
Téléphonique L06 10
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) ..... C03 15 à 19
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4, 6
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5
TRANSPAC L06 8
TRANSPORTS
Aériens ..... L05 1 à 3
Ferroviaires ..... L01 4 à 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Maritimes L04
Navigation intérieure L03
Routiers ..... L02 1 à 3 et 8 à 10
Terrestres (Construction de matériel) ..... K06 1, 2 et K07 4, 5
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 3
Urbains, marchandises et routiers voyageurs ..... L02 1, 2, 8 à 10
Urbains RATP L01 8
TRANSPORTS EN COMMUN
RATP L01 8, 9
Tarif H02 6
TRAVAIL
Durée du — C02 1, G03 4
Efforts et risques C02 6
Horaires de — C02 6
Marché du — C01 11
Mécanique du bois K12 1, 2
Des métaux K14 6, 8
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée ..... C01 9 et 10
TRAVAILLEURS ..... B02 18 à 20
Permanents B02 18
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et effectif) P01 7
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et effectif) P01 7

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Critères de convergence de l' —
au sens du Traité de Maastricht G01 15
Effectifs animaux I01 14
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Production agricole I01 14
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
UNIVERSITÉS F01 21, 25
UTILISATION DU SOL
Forêt ..... I02 1 à 3, 5
Répartition territoriale métropolitaine A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 6, 26

V

VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
VALEUR AJOUTÉE
Par branche ..... G01 4, 5 et K01 1
Par secteur institutionnel G01 6
VALEURS MOBILIÈRES (Bourse) N02 1, 3, 4, 8
VALEURS MOBILIÈRES (Entreprises d'assurance) M04 13
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 7
VANNERIE K12 1
VÉGÉTAUX
Indices de prix H03 1
Productions de — ..... I01 14 à 19, 24, 27
VÉHICULES
Automobiles (Production) K06 2
Indices de prix à la consommation H01 3
Pour invalides K07 4
Parc des — L06 2
Utilitaires (Immatriculations) L02 6
VENTES (Commerce) M01 6, 7
VERRE K10 5, 6
VEUF (VEUVE) B01 2, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 3
Indice de prix, prix de détail, prix de gros H01 3, H02 1, H03 2
Production I04 1, 2
VIDÉOGRAMME E02 16, 17
VIEILLESSE (Prestations de) ..... C04 16 à 18
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 7 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix à la consommation ..... H01 3 et H02 1
Production ..... I01 17 et I04 14 à 16
VOIES NAVIGABLES L03

VOITURE
Taux d'équipement des ménages — D01 4, 5, 7
Multi-équipement en — D01 4, 5
VOLAILLES I04 3
VOYAGES (Personnels) ..... E03 4 à 9
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 8, 10
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 10
Transports routiers de — L02 2, 10

Z

ZINC K14 4, 5

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 45 56 51 00. www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Service juridique et technique de l'information et de la communication. Département statistique 69, rue de Varenne. 75348 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 75 80 00. www.premier-ministre.gouv.fr	Tableaux statistiques de la presse *(annuel)*. Chiffres Clés de la presse *(annuel)*.
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère)....	Direction des Affaires financières. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 251, rue de Vaugirard. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 49 55 85 05.	AGRESTE, la statistique agricole : – Agreste-Primeur : les premiers résultats; – données chiffrées : résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA et de l'Agriculture. – conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; – les « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études »; – graph-agri : annuaire de graphiques agricoles *(annuel)*; Statistiques forestières *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries : principaux résultats *(annuel)*. Récolte de bois et de sciages *(annuel)*.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 47 25.	
	Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 49 55.	
	Site internet du ministère : www.agriculture.gouv.fr	
	Service des Haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 09 23 97.	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres. 45290 Nogent-sur-Vernisson. Tél. : 02 38 28 18 00. www.ifn.fr	Inventaire forestier national : résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé. 75012 PARIS. Tél. : 01 40 19 58 00. www.onf.fr	
• *Conseil supérieur de la pêche* : Établissement public national à caractère administratif.	134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 02 20 20.	
• *Office national de la chasse et de la faune sauvage* : Établissement public à caractère administratif.	85, *bis*, avenue de Wagram. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 15 17 17. www.onc.gouv.fr	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère).	Direction de l'eau; Direction de la nature et des paysages; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur. 75302 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 19 20 21. www.environnement.gouv.fr	Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats annuels)*. État de l'assainissement des collectivités locales. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)*. État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (*annuel*).

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère) *[suite]*		
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis-Vicat. 75015 PARIS. Tél. : 01 47 65 20 00. www.ademe.fr	
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	61, boulevard Alexandre Martin. 45058 ORLÉANS CEDEX 01. Tél. : 02 38 79 78 78. www.ifen.fr	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel)*. Les données de l'environnement *(mensuel)*. Chiffres-Clés de l'environnement *(annuel)*.
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale - Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00. www.culture.fr	Chiffres clés 19.. : statistiques de la culture *(annuel)*. Développement culturel *(5 numéros par an)*.
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : 01 40 27 60 00.	
	Direction du livre et de la lecture : 27, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction de la musique et de la danse : 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	Mesures *(plusieurs numéros par an)*.
	Direction de l'architecture et du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : 01 44 34 34 40. www.cnc.fr	CNC info.
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Site Internet du ministère : www.minefi.gouv.fr	
	Direction des relations avec les publics et de la Communication : Télédoc : 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel)*.
	Direction de la Comptabilité publique : Télédoc : 330. 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les comptes des collectivités locales : – les comptes des régions; – les comptes des départements; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction de l'informatique, des statistiques et des études économiques) : 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 44 87 17 17.	Annuaire abrégé *(annuel)*. Statistiques du commerce extérieur de la France : – résultats trimestriels et annuels; – importations-exportations en SH *(annuel)*; – résultats régionalisés *(annuel)*. Statistiques du commerce extérieur : abrégé *(annuel)*. Tableau général des transports *(annuel)*. Le transport du commerce extérieur *(annuel)*.
	Direction générale des impôts : Télédoc : 930. 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Annuaire statistique *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 41 17 50 50. www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1). Économie et statistique *(10 numéros par an).* Bulletin mensuel de statistique. INSEE Résultats. INSEE Première. INSEE Méthodes. Données sociales. Tableaux de l'économie française *(annuel).* France, portrait social.
	INSEE Info Service : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 41 17 66 11.	Publications, disquettes et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.
	Direction de la prévision : Télédoc : 653. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Économie et Prévision *(5 numéros par an).*
	Direction du Trésor : Télédoc : 230. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Balance des paiements de la France *[annuel]* (2). Rapport du Fonds de développement économique et social *(annuel).*
• *Industrie*	Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 36 36. www.minefi.gouv.fr	Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel).* Chiffres clés données : Premiers résultats de l'EAE *(annuel).* Chiffres clés référence : Résultats détaillés de l'EAE [3 tomes] *(annuel).* Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel).* Les investissements anti pollution *(annuel).* L'industrie française *(annuel).* Chiffres clés analyse : Industrie française et mondialisation. Bulletin mensuel de statistique industrielle. Le 4 pages des statistiques industrielles.
	Direction générale de l'Industrie des Technologies de l'Information et des Postes - Services des industries manufacturières - Sous-direction automobile, ferroviaire, navale : 12, rue Villiot. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 43 19 33 03.	Statistiques de construction navale *(annuel).*
• *Institut national de la propriété industrielle.* Établissement public de l'État	26 *bis,* rue de Saint-Petersbourg. 75800 PARIS CEDEX 08. Tél. : 01 53 04 53 04. www.inpi.fr	Bulletin officiel de la propriété industrielle.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie. 61, boulevard Vincent Auriol. 75703 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 43 19 36 36.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel).* L'énergie [Les chiffres clés] *(annuel).* Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel).* Bilans de l'énergie *(annuel).* L'Énergie dans les régions.
	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : Direction des matières premières et des hydrocarbures (DIMAH). 61, boulevard Vincent Auriol. 75703 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 43 19 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (3). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (4). L'activité pétrolière *(annuel).*
• *École nationale supérieure des mines de Paris (établissement public à caractère administratif)*.....	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06. Tél. : 01 40 51 90 00. www.ensmp.fr	

(1) Disponible pour le public : « INSEE-Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « L'Économie française », INSEE, le livre de poche.
(2) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.
(3) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(4) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		
• *Cité des Sciences et de l'Industrie* . . .	30, avenue Corentin Cariou. 75019 PARIS. www.cite-sciences.fr	
• *La Poste* (Exploitant public)	Direction générale : Direction de la Communication : 4, quai du Point-du-Jour. 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX. Tél. : 01 41 41 66 66. www.laposte.fr	Les chiffres clés de La Poste *(annuel).* Rapport financier *(annuel).*
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services : 3-5, rue Barbet de Jouy. 75007 PARIS. Tél. : 01 44 87 17 17. Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	Comptes commerciaux de la Nation. INSEE-Résultats. La France des commerces *(annuel).* La France de l'artisanat. Chiffres clés *(annuel).*
• *Commission de contrôle des assurances (CCA).* Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 55 07 41 41.	Rapport d'activité sur la commission *(annuel).* Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : 01 42 98 95 00. www.ccomptes.fr	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
• *Impôts (Conseil des)* . . . . . *Placé auprès de la Cour des Comptes*	*Même adresse.* Tél. : 01 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
ÉDUCATION NATIONALE (Ministère).	www.education.gouv.fr	Page d'accueil : Le système éducatif français. Évaluation et statistiques de l'Éducation.
	Direction de la programmation et du développement (DPD) : 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS. Tél. : 01 55 55 65 40.	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel).*
	Sous-direction des études statistiques (SDES) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : 01 55 55 73 58.	Éducation et formation *(trimestriel).* Dossiers éducation et formations. Notes d'informations *(hebdomadaire).* L'état de l'école *(annuel).* Géographie de l'école *(annuel).*
	Bureau des études statistiques sur la recherche. DPD-C3, 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS.	Rapport annexe au projet de la loi de finances pour 2001 : état de la recherche et du développement technologique.
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) [Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel].	57, rue Cuvier. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01 40 79 30 00. www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) [Établissement public national à caractère administratif].	B.P. 86 - Lognes. 77423 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02. Tél. : 01 64 80 35 00. www.onisep.fr	Avenirs *(mensuel).*
EMPLOI ET SOLIDARITÉ (Ministère).	Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) : 1, place de Fontenoy. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 44 38 38 38. www.emploi-solidarité.gouv.fr	Bulletin mensuel des statistiques du travail. Dossiers statistiques. Travail et emploi *(trimestriel).* Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriels).*

(1) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
	Direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques en matière de Santé et de Solidarité (DREES) : 11, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75696 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 40 56 80 52. www.emploi-solidarité.gouv.fr	Revue française des affaires sociales. Annuaire des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé »]. Compte de la protection sociale. Études et résultats. Documents statistiques. Premières synthèses.
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ). [Établissement public à caractère administratif].	10, place de la Joliette, BP 21321. 13567 MARSEILLE CEDEX 02. Tél. : 04 91 13 28 28. www.cereq.fr	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois [ROME] (4 tomes) (1). Formation-emploi *[trimestriel]*. La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document) *[annuel]*. CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel)*. « Études » et « Documents ».
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 44 23 60 00. www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)*. INSERM actualités *(mensuel)*.
• *Institut national d'études démographiques* (INED). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	133, boulevard Davout. 75980 PARIS CEDEX 20. Tél. : 01 56 06 20 00. www.ined.fr	Population et sociétés *(mensuel)*. Population *(bimestriel)*.
• *Office des migrations internationales* (OMI). [Établissement public de l'État].	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 53 69 53 70.	OMISTATS : Annuaire des migrations *(annuel)*.
ÉQUIPEMENT, TRANSPORT ET LOGEMENT (Ministère)	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 81 22.	
	Direction des affaires économiques et internationales. Service économique et statistique : Tour Pascal B. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22. Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Statistiques de la construction *(trimestriel)*. Statistiques et études générales. Notes vertes économiques. Le compte du logement. Rapport à la commission des comptes du logement *(annuel)*. Note de conjoncture *(mensuelle)*. Mémento de statistiques des transports *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport. • *Notes de synthèse (mensuel)*. • *Les transports en ... (annuel)*. Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation. Le marché des véhicules : fichier central des automobiles : parc et immatriculations *(annuel)*. L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)*. Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises). Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel)*.
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile 52, rue Henri Farman. 75015 PARIS. Tél. : 01 58 09 43 21. www.dgac.fr	
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 40 81 21 22.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel)*.

(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 40 15 70 00.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORT ET LOGEMENT (Ministère) *[suite]*	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 44 49 80 00. www.equipement.gouv.fr	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*.
	Centre administratif des affaires maritimes : BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. 02 99 19 60 00.	Statistiques maritimes françaises. La plaisance en quelques chiffres *(annuel)*. Statistiques plaisance *(annuel)*.
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22	Bilan annuel : statistiques et commentaires *(annuel)*. Rapport financier *(annuel)*.
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. B.P. 100. 92225 BAGNEUX CEDEX. Tél. : 01 46 11 31 31.	Données de base : circulation, sécurité (disquette). Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 44 37 36 00. www.tourisme.gouv.fr	Mémento du tourisme *(annuel)*. Les données économiques du tourisme.
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques, des études et de l'évaluation) : 32, rue de Babylone. 75007 Paris. Tél. : 01 42 75 80 00. www.fonction-publique.gouv.fr	La fonction publique et la réforme de l'État (rapport annuel). Les chiffres-clés.
INTÉRIEUR (Ministère)	Direction générale des collectivités locales (service des statistiques, des études et des techniques locales) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 40 07 60 60.	Collection décentralisation. Série décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel)*, 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu. Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis,* place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 49 27 49 27.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel)*.
	Direction de la sécurité civile : 85-87, quai du docteur Dervaux. 92600 ASNIÈRES. Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60. Site Internet du Ministère : www.interieur.gouv.fr	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel)*.
JEUNESSE ET SPORTS (Ministère)	Direction de l'administration générale (bureau de la coordination et de l'action territoriale) : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 40 45 90 00. www.jeunesse-sports.gouv.fr	Statistiques jeunesse et sports. Licences sportives et sections de clubs *(annuel)*. Chiffres clés *(trimestriel)*.
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (sous-direction de la statistique, des études et de la documentation).	Annuaire statistique de la justice. Chiffres clés de la justice *(annuel)*. Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
JUSTICE (Ministère) *[suite]*	Direction de l'administration pénitentiaire : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : 01 44 77 60 60. www.justice.gouv.fr	Rapport annuel de l'administration pénitentiaire. Rapport annuel de la Cour de cassation au garde des Sceaux.
RECHERCHE (Ministère)	Bureau des études statistiques sur la recherche DPP-C3, 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS. www.recherche.gouv.fr	cf. publications de la rubrique ministère de l'Éducation nationale.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 53 73 22 22. www.cnil.fr	

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROSTAT ..... *Office statistique des communautés européennes* [OSCE]	Bureau d'information : Bâtiment Jean Monnet. Rue Alcide de Gaspéri. BP 1907 22920 Luxembourg. Tél. : 00 352 43 01 34567.	Les publications, les disquettes et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data INFO service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (01) 53 17 88 44 Fax : + 33 (01) 53 17 88 22 E. mail : datashop@insee.fr
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques 2, rue André Pascal. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 24 82 00. www.ocde.org	
Organisation mondiale de la Santé [OMS]	Palais des Nations 20, avenue Appia, 1211, CH Genève 27, Suisse. Tél. : (41-22) 791 21 11	
Organisation des Nations Unies [ONU]	Centre d'information 1, rue Miollis. 75015 PARIS. Tél. : 01 43 06 48 39. www.onu.fr	
Population reference bureau [PRB].....	1875 Connecticut Ave., NW, suite 520, Washington, DC 20 009-5728 USA.	

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice
Ministère de l'Intérieur
Ministère de l'Éducation nationale
Ministère des Affaires Étrangères
Ministère de la Défense
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
Ministère des Relations avec le Parlement
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État
Ministère de la Jeunesse et des Sports
Ministère de la Recherche

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP)
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 42 42

France 3
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 30 30

France 3 - (Île-de-France)
66, rue Jean-Bleuzen - 92170 Vanves
Tél. : 01 41 09 33 33

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92532 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 42 30 22 22

Radio-France internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 42 30 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34 ou 01 41 41 09 09

Bâtiment, travaux publics

Fédération française du bâtiment (FFB)
9, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc des plastiques et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon

Charbonnages de France
100, avenue Albert 1er - BP 220 - 92503 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00

Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chasse

Office national de la chasse
85 *bis*, avenue de Wagram - BP 236 - 75822 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 15 17 17

Chimie de base

Union des industries chimiques (UIC)
Le Diamant A - 92909 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 46 53 11 00

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél : 01 46 92 24 35

Construction mécanique

Association française des industries, des pompes et de la robinetterie
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 98

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire (FABRILABO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 05

Association française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Fédération française des industries de l'image
5 *bis*, rue Jacquemont - 75017 Paris
Tél. : 01 40 25 96 65

Groupement des fabricants de matériels de chauffage central par l'eau chaude (GFCC)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
185, rue de Bercy
75579 Paris Cedex 12
Tél. : 01 43 46 27 50

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 49

Union des constructeurs de l'industrie des procédés chimiques et alimentaires (UCIP)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) - Maison de la Mécanique
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 71

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 81

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement pour la construction, les infrastructures et la métallurgie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75013 Paris
Tél. : 01 53 79 59 59
58, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 47 03 81 26

Centre national de la cinématographie (CNC)
12, rue de Lübeck - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 34 34 40

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

Énergie

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
27, rue Louis-Vicat - 75737 Paris Cedex 15
Tél. : 01 47 65 20 00

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
36, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Finances et bourse

Banque de France
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 40 49 56 78

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
27-29, rue de la Tombe-Issoire - 75673 Paris Cedex 14
Tél. : 01 58 40 41 42

Commission bancaire
73, rue de Richelieu et 115, rue de Réaumur
75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92
Commission des opérations de bourse (COB)
17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
Tél. : 01 53 45 60 00
Secrétariat général du Conseil national du crédit,
Banque de France
39, rue Croix-des-petits-champs
75049 Paris Cedex 01
Tél. : 01 42 92 27 10
Société des bourses françaises
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixation mécanique
39 , rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24
Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 03 76
Fédération des Industries mécaniques
39-41-45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00
Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81
Les fondeurs de France
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 79
Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34
Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68
Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10
Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17
Union Nationale des Industries de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50
Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10
Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91
Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Gaz

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46
Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27
Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80
Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44
Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA)
41, *bis*, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 64 00
Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30
Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
Place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00
Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00
Bureau interprofessionnel du pruneau
2, rue des Magnolias - BP 130 - 47303 Villeneuve-sur-Lot
Tél. : 05 53 41 55 55
Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10
Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82
Association des malteurs de France
66, rue de La Boétie
75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93
Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 23 01
Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'léna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96
Comité français de la semoulerie industrielle (CFSI)
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40
Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30
Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 39 00

Confédération nationale des glaciers de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Conseil national des vins aromatisés (CNVA)
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 33

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole-de-la-Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale de la coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

Fédération nationale des syndicats de confituriers et de conserveurs de fruits - FIAC - section fruit
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 44 91

Fédération nationale des producteurs de pomme de terre industrielle (FNPTI)
9, rue d'Athènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 60

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 44 77 85 85

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
19-21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 20 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)
53, quai d'Orsay - 75347 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 61 50

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, chemin de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 95 44

Syndicat de la Vittellerie française
41 *bis*, boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
14, rue Armand Moisant - 75015 Paris
Tél. : 01 42 18 11 50

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 *bis*, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, aromates et vanille
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des vins de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des producteurs français de spiritueux
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 25

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale des producteurs de jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de la Réunion,
46, rue de La Bourdonnais, BP57- 97462 Saint-Denis
Tél. : 0 262 90 45 00

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
13, rue Saint-Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

Industrie du bois et de l'ameublement

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 *bis*, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 26 42

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis*, place des Reflets - La Défense 2
92077 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 42 91 52 91

International

Sources d'Europe
Socle de la Grande Arche - 92054 Paris La Défense
Tél. : 01 41 25 12 12

Fonds monétaire international (FMI)
Bureau Européen à Paris
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 01 40 69 30 70

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2, rue André-Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 24 82 00

Organisation des Nations-Unies (ONU)
Centre d'information - 1, rue Miollis - 75015 Paris
Tél. : 01 43 06 48 39

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
15, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris
Tél. : 01 45 00 18 56

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération des industries ferroviaires
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
immeuble Le Pacific
11-13 cours Valmy - 92070 La Défense cedex
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national des fabricants d'étirés et profilés pleins en acier (ETIRAGE)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Syndicat national du laminage à froid du feuillard d'acier (SNLS)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 70

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 75

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
33, Champs-Elysées 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 75 01 01

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM)
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
Tour Corosa - 3, rue E et A - Peugeot - BP 282 -
92505 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 16 94 60

Totalfina-ELF - Tour Coupole
2, place Coupole - La Défense 6
92078 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 44 45 46

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé - Transferts sociaux

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14
Tél. : 01 42 79 30 30

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
23, rue Daviel - 75634 Paris Cedex 13
Tél. : 01 45 65 52 52

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
101, rue de Tolbiac - 75654 Paris Cedex 13
Tél. : 01 44 23 60 00

Union des caisses centrales de la mutualité agricole (UCCMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 82

Textiles et habillement

Comité central de la laine et des fibres associées
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-VAN-NIEUWENHUYSEN - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq-en-Barœul Cedex
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, montée de Choulans - 69323 Lyon Cedex 05
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat des producteurs français de ficelles, cordages et filets (FICCORFIL)
26, rue la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 00 76

Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs
21, rue du Général Foy - 75008 Paris
Tél. : 01 45 22 18 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Barœul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
34, rue du Commandant Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 60 00

Voies navigables de France (VNF)
175, rue Ludovic-Bouteleux - BP 820 - 62408 Béthune
Tél. : 03 21 63 24 24

Divers

Conseil économique et social
9, place d'Iéna
75775 Paris cedex 16
Tél. : 01 44 43 60 00

Journal officiel
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

INSEE

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES DE L'INSEE

COLLECTION « INSEE CONJONCTURE »

INSEE PREMIÈRE

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

INSEE RÉSULTATS

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

SYSTÈME « STATISTIQUE PUBLIQUE »

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES DE L'INSEE

INSEE

Tarif 2001

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

10 000 séries mensuelles, trimestrielles et annuelles concernant l'ensemble de la vie économique, complétées par les séries rétrospectives des principaux indices et par le bilan démographique.

Abonnement 1 an
(12 numéros)

	FF	€
France	*364*	*55,49*
Europe	*455*	*69,36*
Reste du monde	*584*	*89,03*

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Chaque numéro est un recueil d'articles sur un grand thème du débat social proposant des commentaires, des tableaux et des graphiques ainsi qu'une bibliographie.

Abonnement 1 an
(10 numéros)

	FF	€
France	*414*	*63,11*
Europe	*518*	*78,97*
Reste du monde	*633*	*96,50*

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Ce trimestriel publie des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an
(4 numéros)

Pour les particuliers

	FF	€
France	*195*	*29,73*
Europe	*244*	*37,20*
Reste du monde	*287*	*43,75*

Autres abonnés *(Entreprises, Administrations, etc.)*

	FF	€
France	*545*	*83,08*
Europe	*681*	*103,82*
Reste du monde	*726*	*110,68*

INSEE PREMIÈRE

Le « 4 pages » qui, régulièrement, présente les analyses et les commentaires des experts de l'INSEE sur un thème de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an
(60 numéros)

	FF	€
France	*530*	*80,80*
Europe	*663*	*101,07*
Reste du monde	*827*	*126,08*

INSEE RÉSULTATS

Cette série présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques menées par l'INSEE. Progressivement ces données seront proposées sur cédérom. Elle s'articule en 5 thèmes :

ENSEMBLE DES THÈMES

Abonnement 1 an
(49 numéros + 8 papier-cédérom)

	FF	€
France	*5 000*	*762,23*
Europe	*6 250*	*952,81*
Reste du monde	*7 146*	*1 089,40*

PAR THÈME :

Économie générale
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

	FF	€
France	*1 300*	*198,18*
Europe	*1 625*	*247,73*
Reste du monde	*1 882*	*286,91*

Démographie - Société
(6 numéros + 1 papier-cédérom)

France	*600*	*91,47*
Europe	*750*	*114,34*
Reste du monde	*840*	*128,06*

Consommation - Modes de vie
(4 numéros +1 papier-cédérom)

France	*500*	*76,22*
Europe	*625*	*95,28*
Reste du monde	*765*	*116,62*

Système productif
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

France	*1 300*	*198,18*
Europe	*1 625*	*247,73*
Reste du monde	*1 818*	*277,15*

Emploi - Revenus
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

France	*1 300*	*198,18*
Europe	*1 625*	*247,73*
Reste du monde	*1 850*	*282,03*

SYSTÈME « STATISTIQUE PUBLIQUE »

SYNTHÈSES

Cette collection présente des études et des enquêtes faites par les organismes du système statistique public.

Abonnement 1 an *(12 numéros)*

	FF	€
France	*959*	*146,20*
Europe	*1 199*	*182,79*
Reste du monde	*1 277*	*194,68*

INSEE

Tarif 2001

LA CONJONCTURE
COLLECTION « INSEE CONJONCTURE »

INFORMATIONS RAPIDES

Série de 350 numéros par an, présentant dès leur disponibilité les derniers indices et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture de l'INSEE.
Elle inclut 105 numéros des « Principaux Indicateurs » (chiffres essentiels de l'économie) qui peuvent faire l'objet d'un abonnement à part par courrier ou par télécopie.

Abonnement aux Principaux Indicateurs
(105 numéros)

	FF	€
Par télécopie		
France	*2 000*	*304,90*
Europe	*2 500*	*381,12*
Reste du monde	*3 000*	*457,35*
Par courrier		
France	*830*	*126,53*
Europe	*1 038*	*158,24*
Reste du monde	*1 288*	*196,35*

Abonnement à l'ensemble de la série :
245 numéros par courrier
et 105 numéros « Principaux Indicateurs » par télécopie

France	*2 950*	*449,72*
Europe	*3 688*	*562,23*
Reste du monde	*4 563*	*695,62*

Abonnement par courrier à l'ensemble de la série :
245 numéros et 105 numéros « Principaux Indicateurs »

France	*1 750*	*266,79*
Europe	*2 188*	*333,56*
Reste du monde	*2 691*	*410,24*

TABLEAU DE BORD HEBDOMADAIRE

Un panorama complet et actualisé de la conjoncture économique française et internationale. Le supplément « Séries longues » donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an
(50 numéros + 1 supplément Séries longues)

	FF	€
France	*1 500*	*228,67*
Europe	*1 875*	*285,84*
Reste du monde	*2 375*	*362,07*

NOTE DE CONJONCTURE

Trois notes de synthèse et un point de conjoncture pour suivre la situation et les perspectives à moyen terme de l'économie française. Le supplément « Séries longues » donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an
(3 notes + 1 point + 1 supplément Séries longues)

	FF	€
France	*210*	*32,01*
Europe	*263*	*40,09*
Reste du monde	*309*	*47,11*

CONJONCTURE IN FRANCE

Deux fois par an, une synthèse de la conjoncture économique de la France rédigée en anglais.

Abonnement 1 an
(2 numéros)

	FF	€
France	*50*	*7,62*
Europe	*63*	*9,60*
Reste du monde	*75*	*11,43*

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE
Direction de la Prévision

Deux fois par an, un panorama de la conjoncture mondiale dressé par la direction de la Prévision. En supplément, deux points de conjoncture internationale.

Abonnement 1 an
(2 notes + 2 points)

	FF	€
France	*160*	*24,39*
Europe	*200*	*30,49*
Reste du monde	*251*	*38,26*

ABONNEZ-VOUS ÉGALEMENT SUR **www.insee.fr**

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner à : INSEE - CNGP BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex 01

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes : .....

.....

Nom ou raison sociale : .....

Activité : ..... Tél. : ..... Fax : .....

Adresse : .....

.....

Je règle un montant de ..... FF ou € (total des abonnements) par : ☐ chèque (à l'ordre de l'Insee)

☐ Carte bancaire : ☐ Visa ☐ Mastercard ☐ Eurocard (seules cartes acceptées)

Carte N° ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ Expire au ☐☐ ☐☐

Date : Nom du titulaire de la carte et signature obligatoires :

ACCÈS AUX PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE

À PARIS

INSEE Info Service

Librairie, accueil du public,
salle de consultation, prestations sur mesure

Tour Gamma A
195, rue de Bercy
75582 **PARIS** cedex 12
Tél. : 01 41 17 66 11

24h/24 DES SERVICES TÉLÉMATIQUES

Internet

www.insee.fr
www.sirene.tm.fr

Serveur vocal

08 92 68 07 60 (2,21 F/mn) – Indices - Coordonnées de l'INSEE

Minitel

3615 INSEE (1,00 F/mn)
3617 INSEE (5,53 F/mn)
Renseignements par télécopie
3617 SIRENE (2,21 F/mn)
3617 PVI (2,21 F/mn)
Indices des prix de vente industriels

Dans vos régions, l'INSEE c'est aussi : l'accueil du public, des salles de consultation, des produits standard, des prestations sur mesure

ALSACE
Cité administrative Gaujot
14, rue du Maréchal Juin
67084 **Strasbourg** Cedex
Tél. : 03 88 52 40 40

AQUITAINE
33, rue de Saget
33076 **Bordeaux** Cedex
Tél. : 05 57 95 04 00

AUVERGNE
3, place Charles de Gaulle - BP 120
63403 **Chamalières**
Tél. : 04 73 31 82 82

BOURGOGNE
2, rue Hoche - BP 1509
21035 **Dijon** Cedex
Tél. : 03 80 40 67 67

BRETAGNE
36, place du Colombier - CS 94439
35044 **Rennes** Cedex
Tél. : 02 99 29 33 33

CENTRE
8, rue Édouard Branly - BP 6719
45100 **Orléans** Cedex 2
Tél. : 02 38 69 52 52

CHAMPAGNE-ARDENNE
10, rue Édouard Mignot
51079 **Reims** Cedex
Tél. : 03 26 48 60 00

CORSE
Résidence du Cardo
Rue des Magnolias
20700 **Ajaccio** Cedex 9
Tél. : 04 95 23 54 54

FRANCHE-COMTÉ
Immeuble Le Major
83, rue de Dole - BP 1997
25020 **Besançon** Cedex
Tél. : 03 81 41 61 61

ÎLE-DE-FRANCE
7, rue Stephenson
Montigny-le-Bretonneux
78188 **S[T] Quentin-en-Yvelines** Cedex
Tél. : 01 30 96 90 00

LANGUEDOC-ROUSSILLON
274, allée Henri II de Montmorency
34064 **Montpellier** Cedex 2
Tél. : 04 67 15 70 00

LIMOUSIN
50, avenue Garibaldi
87031 **Limoges** Cedex
Tél. : 05 55 45 20 07

LORRAINE
15, rue du Général Hulot - BP 3846
54029 **Nancy** Cedex
Tél. : 03 83 91 85 85

MIDI-PYRÉNÉES
36, rue des Trente-Six ponts
31054 **Toulouse** Cedex 4
Tél. : 05 61 36 61 36

NORD-PAS-DE-CALAIS
130, avenue du Président J.-F. Kennedy
59034 **Lille** Cedex
Tél. : 03 20 62 86 29

BASSE-NORMANDIE
93, rue de Geôle
14052 **Caen** Cedex 4
Tél. : 02 31 15 11 00

HAUTE-NORMANDIE
8, quai de la Bourse
76037 **Rouen** Cedex
Tél. : 02 35 52 49 11

PAYS DE LA LOIRE
105, rue des Français Libres - BP 67401
44274 **Nantes** Cedex 2
Tél. : 02 40 41 75 75

PICARDIE
1, rue Vincent Auriol
80040 **Amiens** Cedex 1
Tél. : 03 22 97 32 00

POITOU-CHARENTES
5, rue Sainte Catherine - BP 557
86020 **Poitiers** Cedex
Tél. : 05 49 30 01 01

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
17, rue Menpenti
13387 **Marseille** Cedex 10
Tél. : 04 91 17 57 57

RHÔNE-ALPES
165, rue Garibaldi
Cité Administrative d'État
69401 **Lyon**
Tél. : 04 78 63 28 15

OUTRE-MER

ANTILLES - GUYANE
Direction inter régionale
41, rue Bébian - BP 300
97158 **Pointe-à-Pitre** Cedex
Tél. : 05 90 21 47 00

GUADELOUPE
Service régional
Avenue Paul Lacavé - BP 96
97102 **Basse-Terre** Cedex
Tél. : 05 90 99 36 36

MARTINIQUE
Service régional - Centre Delgrès
Boulevard de la Pointe des Sables - BP 641
97262 **Fort-de-France** Cedex
Tél. : 05 96 60 73 73

GUYANE
Service régional
Avenue Pasteur - BP 6017
97306 **Cayenne** Cedex
Tél. : 05 94 29 73 00

RÉUNION
Direction régionale
15, rue de l'École - BP 13
97408 **Saint-Denis** MESSAG Cedex 9
Tél. : 02 62 48 89 00

Achevé d'imprimer - Mars 2001

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 0 017782 1 △

Le Directeur de la publication : P. CHAMPSAUR, directeur général de l'INSEE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Édition 2001

Résultats de 1999

Avec la collaboration des services statistiques des ministères

ISSN : 0066-3654
ISBN : 2-11-067794-5
Code SAGE : ASF104
Prix : 590 FF
89,95 €

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE